



HAL
open science

”L’impuissance de la puissance?” : l’action des militaires américains en Irak (2003-2008)

Stéphane Taillat

► **To cite this version:**

Stéphane Taillat. ”L’impuissance de la puissance?” : l’action des militaires américains en Irak (2003-2008). Histoire. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2013. Français. NNT : 2013MON30003 . tel-00834637

HAL Id: tel-00834637

<https://theses.hal.science/tel-00834637>

Submitted on 17 Jun 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE MONTPELLIER III- PAUL VALERY

ECOLE DOCTORALE LANGUES, LITTERATURES, CULTURES, CIVILISATIONS

DOCTORAT D'HISTOIRE MILITAIRE

Stéphane TAILLAT

« L'impuissance de la puissance ? » : l'action des militaires
américains en Irak (2003-2008)

*Thèse dirigée par monsieur Jacques ABEN,
Professeur des universités, Montpellier I*

Soutenue le 15 février 2013

Jury : (par ordre alphabétique)

Monsieur Jacques ABEN, professeur des universités, Montpellier I

Monsieur le général d'armée (2S) Elrick IRASTORZA, ancien CEMAT (expert)

Monsieur Michel-Louis MARTIN, professeur des universités, Toulouse I-Capitole,
(rapporteur)

Monsieur Frédéric RAMEL, professeur des universités, Paris XI-Sud (rapporteur)

Monsieur Frédéric ROUSSEAU, professeur des universités, Montpellier III-Paul Valery

« L'impuissance de la puissance ? » l'action des militaires américains en Irak (2003-2008) :

L'invasion et l'occupation de l'Irak ont montré les capacités des Etats-Unis de renverser un ordre politique, et les difficultés d'en construire un à leur profit. Le postulat de départ de la présente recherche consiste à s'interroger sur les effets produits par la présence américaine en Irak. Ceux-ci ne peuvent être analysés indépendamment des logiques qui en sont à l'origine ni de l'interaction avec de multiples acteurs. C'est donc à une analyse stratégique que cette interrogation invite : analyse du raisonnement, de l'articulation entre fins, voies et moyens, mais aussi de l'interdépendance entre les actions américaines et celles des acteurs irakiens. A cette aune, l'histoire militaire devient l'occasion d'une étude sociologique de l'utilisation de la force ainsi que des rapports entre sphères politiques et militaires. D'autre part, l'inscription des actions militaires dans un contexte sociopolitique dynamique porte à se poser la question du rôle joué par la coercition dans l'établissement d'un ordre politique au niveau local. Plus largement enfin, cette thèse interroge les prétentions des Etats occidentaux et de la communauté internationale à promouvoir un ordre libéral dans un contexte de consolidation de l'Etat.

Mots clés : contre-insurrection, insurrection, Etats-Unis, puissance, Opération *Iraqi Freedom* (2003-2011), coercition, maintien de la paix, imposition de la paix, consolidation de l'Etat, réforme du secteur de la sécurité, relations civilo-militaire, George W. Bush.

« Is power powerless ? » US military actions in Iraq (2003-2008):

The US invasion and subsequent occupation of Iraq seem to highlight the capability of the United States to overthrow a given political order as well as the difficulties in building another order more favorable to their interests. That research is premised on the analytical necessity to interrogate the effects produced by the American presence in Iraq. Indeed, the effects of military actions cannot be studied independently from their underlying logic. In addition, one has to take into account the dialectical interaction between US military actions and those of the various actors at play in Iraq. Hence a strategic analysis, drawing on the Clausewitzian strategic theory and encompassing the reasoning, the articulation between ends, ways and means, and the interplay between the US and Iraqi actors. In the light of this analysis, military history gives way to a more sociological study of the use of force and of the civil-military relations. Furthermore, as military actions are inscribed in a broader and dynamic sociopolitical context, it is necessary to question the role of coercion in building a political order at the local level. At a higher level, this study questions Western States' and international community's claims to promote a liberal order in a context of state consolidation.

Keywords: counterinsurgency, insurgency, United States, power, Operation *Iraqi Freedom* (2003-2011), coercion, peacekeeping, peace enforcement, state building, security sector reform, civil-military relations, George W. Bush.

Remerciements

Réaliser une thèse est une expérience transformatrice, particulièrement lorsqu'on la débute à plus de trente ans. Outre l'aspect académique de ce travail, le processus de recherche, et plus encore de rédaction, s'apparente à la quête de la pierre philosophale, qui modifie davantage le chercheur que son objet d'étude. Au terme de cette recherche, je ne saurais donc mieux exprimer ma satisfaction intellectuelle, morale et personnelle sans remercier tous ceux qui l'ont rendue possible.

Ma gratitude et mon admiration vont d'abord à ces officiers et civils américains déployés en Irak qui ont accepté de m'aider en me confiant leurs interrogations, leurs expériences. Certains sont devenus des amis personnels, et je garde jalousement le secret de l'anonymat de plusieurs d'entre eux. Qu'il me soit cependant permis de remercier chaleureusement Douglas Ollivant, Gian Gentile, Ahmed Hashim, Andrew Exum, John Nagl et Peter Mansoor. Je n'oublie pas non plus les conseils avisés de Franck Hoffman. Outre les militaires, j'exprime ma gratitude à tous ceux avec qui je suis entré en contact de l'autre côté de l'Atlantique et qui ont partagé mes questionnements. Nos débats ont profondément influencé ma réflexion : merci donc à Joshua Foust, Jason Fritz, Andrew Lebovich, Adam Elkus, Jacqueline Hazelton, Steven Metz et David Ucko.

Même si mon ambition était d'ouvrir une voie, d'autres l'ont défrichée avant moi : je suis particulièrement redevable à Michel Goya, Christian Olsson, Georges-Henri Bricet des Vallons et Myriam Benraad, dont les travaux respectifs ont imprégné nombre de mes réflexions (respectivement sur l'adaptation tactique, la légitimation de la force, les entreprises de guerre et la société irakienne sunnite). Par ailleurs, de nombreuses discussions avec Laure Bardiès, Amaël Cattaruzza, Olivier Kempf, Antoine Roussel, Olivier Schmitt et Florent de Saint-Victor m'ont grandement aidé à préciser des points et à formuler de nouvelles approches. Nos conversations sont la preuve que la connaissance se construit en communauté.

Je dois aussi beaucoup à ceux qui m'ont soutenu et permis que ce long travail s'achève enfin. En premier lieu, mes supérieurs : les colonels de Beauregard et Kopecky, messieurs Eric Ghérardi et Ronan Doaré. En second lieu, à Jacques Aben qui m'a poussé à un moment où je n'y croyais plus car il voyait bien que le cadavre bougeait encore. Enfin, à ma maman et à mes beaux-parents dont la confiance n'a jamais failli.

Mais cette thèse est aussi le fruit de l'amour, du soutien et de la patience de mon épouse Cécile et de mes enfants : Pierre-Louis, Amaury, Guilhem et Maguelone. Les longues heures passées à lire, à écrire et à correspondre ont pris sur le temps que doit un père, et que doit un mari. En outre, il leur a fallu supporter mes exigences de concentration, de silence et de calme. Cette thèse témoigne de mon amour pour eux, et de mon désir de leur être rendu.

PLAN GENERAL

INTRODUCTION GENERALE

PREMIERE PARTIE : UNE GUERRE LIMITEE ?

Chapitre 1 : logique de guerre, logique de paix. La formulation de la stratégie américaine en Irak

Chapitre 2 : de la gestion du chaos au maintien de la paix. Stratégies et tactiques américaines en Irak

SECONDE PARTIE : LA REVOLUTION IRAKIENNE

Chapitre 3 : polarisation et fragmentation de la société irakienne, produits de l'occupation américaine

Chapitre 4 : recompositions politiques, sociales et identitaires

TROISIEME PARTIE : STABILISATION

Chapitre 5 : stabilisation et processus de formation et de consolidation de l'Etat en Irak

Chapitre 6 : dilemmes, contraintes et illusions d'une opération extérieure

CONCLUSION GENERALE

Table des matières

Introduction générale :	8
Section 1 : de l'objet au sujet :	10
La puissance est étroitement dépendante de ses effets :	10
Les effets sont générés par la stratégie :	17
La puissance par ses effets : l'utilité de la force en opérations extérieures	32
Section 2 : cadrage méthodologique et théorique :	44
Théorisation de la recherche :	44
Contours spatio-temporels et délimitation de l'objet d'étude :	52
Démarche méthodologique :	58
Problématique, postulats et hypothèses de recherche :	62
Plan du présent travail :	68
Première partie : une guerre limitée ?	70
Chapitre 1 : logique de guerre, logique de paix. La formulation de la stratégie américaine en Irak	73
Section 1 : les débats doctrinaux et politiques	75
Des illusions au déni : les élites politico-militaires américaines et la stratégie en Irak	76
L'articulation d'un débat interne à la communauté de Défense des Etats-Unis :	84
Vers l'orthodoxie doctrinale	94
L'Irak : un enjeu dans les relations politico-militaires	105
Section 2 : l'adaptation des forces terrestres américaines	110
Des adaptations ad-hoc et éclatées	112
Réseaux horizontaux et verticaux : le retour d'expérience	122
La socialisation des militaires sur le théâtre irakien : « l'orthopraxie »	128
Chapitre 2 : de la gestion du chaos au maintien de la paix. Stratégies et tactiques américaines en Irak	133
Section 1 : la gestion du chaos	135
Structurer l'occupation :	135
Une approche réactive : la lutte contre la guérilla et la reconquête des bastions insurgés	143
Une stratégie de repli contre-productive sauf en Anbar	153
Section 2 : Imposer et maintenir la paix	161
Le <i>surge</i> : objectifs militaires et buts politiques	162
L'enchaînement opératif : reprendre l'initiative et harceler les « irréconciliables »	168
Effets et portée de la nouvelle stratégie :	178
Deuxième partie : la révolution irakienne	185

Chapitre 3 : polarisation et fragmentation de la société irakienne, produits de l'occupation américaine	187
Section 1 : un imaginaire performatif.....	191
Une vision orientaliste de la société irakienne	192
La « sociologie des nouvelles guerres » :	202
imaginaires et discours stratégiques :	206
Section 2 : Les effets politiques et sécuritaires de la coercition	211
Illégitimité et impuissance de la coercition :	214
Coercition, présence et dynamiques endogènes :	220
Chapitre 4 : Recompositions politiques, sociales et identitaires	234
Section 1 : la contre-insurrection « culturelle ».....	236
De la diffusion des stéréotypes à l'immersion culturelle :	237
La culture comme connaissance : le <i>Human Terrain System</i> et ses enjeux tactiques, éthiques et politiques	245
Portée, signification et efficacité de la gestion interculturelle :	250
Section 2 : une ingénierie sociale et politique limitée	256
Les modalités d'une reconquête politique par l'action militaire :	256
Configuration stratégique et convergence d'intérêts : « Réveil » et <i>surge</i>	266
Les limites de l'ingénierie : l'autonomie des acteurs irakiens.....	275
Troisième partie : stabilisation	281
Chapitre 5 : stabilisation et processus de formation et de consolidation de l'Etat en Irak	284
Section 1 : L'impossible contrôle de la coercition	286
Les moyens de coercition aux mains des adversaires du nouvel Irak :	286
Concurrents, rivaux et prédateurs : la réintégration par défaut des milices.....	291
Les auxiliaires de la construction de l'Etat : alliés, rivaux ou obstacles ?.....	295
Section 2 : un processus accélérant la formation de l'Etat mais pas sa consolidation	306
La construction de l'armée irakienne : un outil efficace mais dépendant des Américains.....	307
Mobilisation tribale et cooptation :	317
Chapitre 6 : dilemmes, contraintes et illusions d'une opération extérieure.....	325
Section 1 : l'occupation américaine entre tentatives de contrôle extérieur et dynamiques internes	327
Une entreprise ambiguë : l'Irak comme projet colonial ?	328
Faire ou laisser faire les Irakiens ? Les faiblesses d'une approche paternaliste	333
L'interdépendance entre les Etats-Unis et l'Irak : quel levier d'action pour les militaires américains ?.....	340
Section 2 : intervention extérieure et opinion domestique. L'Irak comme enjeu politique	347

L'opposition du Congrès à l'occupation après 2006 :.....	348
L'opinion publique entre rejet et désintérêt : une ressource plutôt qu'une contrainte	353
L'action des militaires américains en Irak face aux autres enjeux :.....	361
Conclusion générale : le dilemme de la puissance	367
Contraintes et opportunités de l'action militaire :.....	368
Un moment de l'histoire militaire américaine :.....	372
Une appréciation objective de l'utilité de la force militaire contemporaine :	374
Epilogue : guerres par procuration et guerres de l'ombre.	376
BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES :	380
Travaux consultés dans le cadre de la recherche :.....	380
1) OUVRAGES ET ARTICLES GENERAUX DE THEORIE POLITIQUE, RELATIONS INTERNATIONALES, SOCIOLOGIE POLITIQUE, STRATEGIE.....	380
2) GUERRE, CONFLICTUALITE, TERRORISME, CONTRE-INSURRECTION, TRANSFORMATION DES FORCES, POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS :	384
3) OUVRAGES SUR LA GUERRE EN IRAK ET LE CADRE CHRONOLOGIQUE OU HISTORIQUE :	391
Présentation commentée et raisonnée des sources:	397
1) SOURCES OFFICIELLES :	397
2) RAPPORTS INDÉPENDANTS:	407
3) ENTRETIENS :	407
4) RETOURS D'EXPERIENCE, TEMOIGNAGES, MEMOIRES :	408
5) REVUES PROFESSIONNELLES DES INSTITUTIONS MILITAIRES :.....	411
6) REVUES ACADEMIQUES OU UNIVERSITAIRES:.....	420
7) THINK TANKS, CENTRES DE RECHERCHE, ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES :.....	422
8) INSTITUTS DE SONDAGE:	428
9) ARTICLES DE PRESSE :	428
10) ARTICLES DE BLOG :	446
11) DOCUMENTAIRES :	449
ANNEXES :	450
Annexe 1 : cartes de l'Irak	451
Annexe 2 : chronologie indicative.....	458

Introduction générale :

« Sous certains aspects, la campagne américaine en Irak ressemble à une épopée moderne destinée à remplir les livres d'histoire pour des générations »

Mark Kukis

La présence militaire américaine en Irak a duré près d'une décennie. D'abord au titre de l'occupation (2003-2008) puis en tant que force d'assistance et de soutien au gouvernement irakien issu de la chute du régime et de la guerre civile qui a suivi (2008-2011). Initialement pourtant, cette occupation était prévue pour durer quelques mois ou une année tout au plus. La brillante campagne militaire contre les troupes irakiennes débute en effet le 19 mars 2003, Bagdad tombe le 9 avril et le 1^{er} mai, le président Bush annonce triomphalement que les Américains ont atteint un tournant en Irak. Les mois qui suivent sont marqués par l'établissement d'une autorité provisoire qui se donne pour mission de doter l'Irak d'un gouvernement démocratique, stable et allié des Etats-Unis dans un délai de deux à trois ans. Dans le même temps, les unités américaines se préparent à soutenir l'effort de cet organisme avant de se retirer totalement à brève échéance.

Pourtant, l'inattendu se produit : une campagne de guérilla et de résistance, suivie d'une longue lutte entre différentes factions irakiennes dans laquelle Américains et organisations djihadistes internationales se trouvent mêlés. Après trois années d'impasse, durant lesquelles processus de construction des institutions, de fragmentation du paysage politique et d'explosion de la violence se cumulent ou s'opposent, les militaires américains mettent en œuvre une nouvelle stratégie. Contre toute attente, l'escalade militaire entraîne une amélioration de la sécurité, permettant graduellement de renforcer le gouvernement irakien, et autorisant ainsi un retrait progressif des troupes américaines.

Cette narration, largement dominante, est pourtant problématique. En premier lieu parce qu'elle n'explique pas comment ni pourquoi se produisent ces différents basculements. En second lieu, parce qu'elle découpe la guerre en Irak selon des séquences chronologiques strictes. Enfin, parce qu'elle occulte pratiquement les acteurs irakiens. En réalité, cette histoire

permet aux Américains de rationaliser les évènements. Elle est également une explication répondant à une question cruciale. Comment expliquer en effet la formidable capacité des Américains de renverser un ordre politique et leur apparente impuissance (ou leurs difficultés) à en bâtir un autre ?

Le présent travail se propose de tenter de répondre à cette question en analysant les effets de l'action des militaires américains en Irak. Non seulement le type d'effets, mais également leurs causes, conditions de possibilité et processus de production. A travers cette analyse, nous souhaiterions réfléchir plus largement à l'exercice de la puissance, et notamment de la puissance militaire, de la part des Etats-Unis au début du XXIème siècle.

D'autre part, les guerres qui se déroulent simultanément ou successivement en Irak entre 2003 et 2008 forment un objet aux contours difficilement discernables pour le chercheur et l'analyste. En effet, la multiplicité des sources et leur participation même à l'objet qu'elles prétendent décrire conduit à brouiller les différentes catégories scientifiques naguère utilisées dans l'historiographie des guerres et conflits. De la même manière, les différentes grilles de lectures contribuent à accentuer encore la difficulté épistémologique : guerre coloniale, contre-insurrection globale, conflit du Moyen-Orient, rivalités géopolitiques et ethnoconfessionnelles, débats sur les opérations extérieures et de maintien ou d'imposition de la paix, problématique du monopole étatique de la force. Ces cadres d'analyse construisent ainsi non pas un, mais des objets d'étude dont on peut tout juste distinguer des thèmes communs et transversaux. Se focaliser sur les effets de l'action militaire américaine est selon nous l'approche qui permet le mieux de mettre de l'ordre dans cet imbroglio théorique et analytique. Il s'agit d'un choix qui conduit par conséquent à renoncer à certaines perspectives. Mais notre hypothèse de travail tient dans le fait que cet angle d'analyse permet aussi la plus grande perspective.

Il nous faut donc justifier notre choix en montrant les aspects théoriques qui ont conduit à choisir cette approche. Mais également délimiter le champ de notre recherche ainsi que les méthodes que nous avons retenues.

Section 1 : de l'objet au sujet :

A l'orée de ce sujet, il convient d'énoncer un avertissement préalable. Analyser et discuter de la puissance, ainsi que de ses effets, nous place d'emblée dans un cadre théorique précis dont les présupposés principaux sont : la politique comme rapport des forces, le nécessaire recours à la guerre, l'importance de la coercition dans l'accomplissement des objectifs des acteurs. Toutefois, nous ne sommes pas sans ignorer que cette vision ne peut suffire à épuiser la réalité et que d'autres alternatives existent, dans lesquelles la puissance se restreint, la force se contient et la coercition n'est pas l'outil le plus efficace¹. Si nous choisissons de nous inscrire dans le premier courant de pensée, nous ne nous refuserons pas l'éclairage et la nécessaire dialectique avec le second.

La puissance est étroitement dépendante de ses effets :

La puissance est une notion essentiellement contestée. Cela tient en partie à l'habitude du monde académique de chercher le désaccord, mais aussi à la conscience claire qu'on ne peut englober une multitude de phénomènes et de réalités dans une définition simple. Il s'agit donc de se mettre préalablement d'accord sur le sens que nous donnerons à ce terme dans le cadre du présent travail.

Nous proposons de partir de la distinction classique opérée par la philosophie aristotélicienne entre acte et puissance. Le premier relève des causes formelles et finales tandis que la seconde relève de l'indéterminé et du possible : la puissance est donc de l'ordre de la potentialité en attente d'actualisation. Elle serait la capacité de réaliser un potentiel.

La puissance pourrait donc être considérée en première instance comme un ensemble de ressources, qu'elles soient quantifiables ou non. En théorie des Relations Internationales, l'Ecole réaliste « classique » américaine a considéré que la politique internationale était « *comme toute politique, une lutte pour la puissance* »². Selon Hans Morgenthau, il existe huit critères de puissance qui seraient partiellement quantifiables et mesurables : la géographie, les ressources naturelles, la capacité industrielle, l'état de préparation militaire, la population, le

¹ Dans le cadre de notre sujet, nous renvoyons par exemple à l'excellent ouvrage de Charles A. Kupchan ; *How Enemies Become Friends : The Source of Stable Peace*, Princeton : Princeton University Press, 2010.

² Hans Morgenthau, *Politics among Nations: the Struggle for Power and Peace*, New-York: MacGraw-Hill (1948), 7ème édition, 2005, p.29.

caractère national, le moral national et la qualité de la diplomatie. Néanmoins, ces critères sont étroitement dépendants du contexte. Leur valeur relative et contingente en limite l'intérêt heuristique.

Ainsi, les libéraux internationalistes ont tenté, à partir des travaux de Joseph Nye et Robert Keohane à la fin des années 1970, de montrer que la globalisation de l'économie et la multiplication des relations transnationales ou internationales relativisaient les Etats et la puissance militaire, tout en développant le caractère non-fongible de la puissance. Bref, selon eux, il existe d'autres formes de puissance et le fait d'exceller dans un facteur ne garantit pas que l'on puisse transférer cette capacité dans un autre domaine³. Dans la première version de ses réflexions sur la puissance, Joseph Nye a ainsi montré que l'on pouvait en faire une typologie en fonction de ses ressources : certains Etats ou acteurs disposent de ressources matérielles brutes (*hard power*) tandis que d'autres s'appuient sur des ressources immatérielles ou souples (*soft power*)⁴.

Tenter de fournir une théorie explicative (et donc causale) de la puissance a mobilisé les réalistes structurels (ou néoréalistes). Pour ces derniers, les acteurs (les Etats) forment un système, c'est-à-dire un ensemble de contraintes issues de leurs interactions et qui pèsent sur leurs comportements. Pour Kenneth Waltz, il s'agit essentiellement du principe de l'anarchie internationale. Celle-ci contraindrait les Etats à poursuivre des intérêts de sécurité à travers la recherche de davantage de puissance. Les gains ne seraient donc que relatifs. La puissance serait alors un jeu à somme nulle entre les Etats. Le mécanisme de l'équilibre des puissances jouerait ainsi un rôle essentiel, à la fois origine et résultat du comportement des acteurs. Toutefois, si les Etats sont théoriquement tous soumis aux contraintes de l'anarchie, le principe de distribution matérielle est une variable essentielle. La répartition des capacités de puissance entre les unités du système est donc susceptible de changement, ce qui fait que l'on peut distinguer celles-ci selon « *leur plus ou moins grande capacité de remplir cette fonction* »⁵. L'idée selon laquelle la puissance serait un élément central des relations internationales qui dépendrait du système que les acteurs étatiques génèrent par leurs interactions a été récemment affinée par Bertrand Badie. Celui-ci montre que « *la puissance s'apprécie en fonction du degré d'inclusion qui détermine l'étendue de son exercice, des*

³ Robert Keohane et Joseph Nye, *Power and Interdependence*, New-York: Addison-Wesley (1977), 3ème édition, 2001.

⁴ Joseph Nye, *Le leadership américain : quand les règles du jeu changent*, Nancy : Presses Universitaires de Nancy, 1992. Depuis, l'internationaliste américain a raffiné cette conception comme nous le verrons plus avant.

⁵ Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, New-York: MacGraw-Hill, 1979, p.97.

processus délibératifs qui en définissent les limites et des alliances qui renseignent sur ses ressources et ses finalités »⁶.

Ainsi, la puissance ne peut être simplement une capacité en soi. Dans un monde de relations sociales, il faut donc tenir compte de son caractère relatif. Dans la conception aronienne qui est celle de ce travail, un acteur est inclus dans des relations politiques. Par ailleurs, ces réflexions ne nous disent rien ni sur l'échelle d'exercice de la puissance (son champ d'actualisation) ni sur la manière dont elle est mise en œuvre. La puissance devant s'actualiser, ce dernier point est fondamental car on ne peut pour pas la mesurer indépendamment de ses effets.

Dans le cadre de ce travail, nous choisissons de considérer le pouvoir selon la définition de Max Weber comme « *toute chance qu'a un acteur, dans une relation sociale, de faire triompher sa volonté, même contre des résistances, peu importe sur quoi repose cette chance* »⁷. Toutefois, il faut commencer par s'interroger sur la distinction qu'il y aurait entre pouvoir et puissance. Une distinction opérée par l'économiste marxiste John Holloway postule ainsi que le pouvoir est la capacité de « faire faire » (« pouvoir sur ») tandis que la puissance serait la capacité ou la virtualité de faire (« pouvoir de »)⁸. Pour le sociologue Miguel Benasayag, le pouvoir serait impuissance. En effet, selon lui, la puissance est le développement de potentialités et résisterait à tout étiquetage. Tandis que le pouvoir consiste à délimiter ce que l'on ne peut pas ou, plus précisément, à confondre « *ce que l'on ne peut pas faire à partir du haut avec ce que l'on ne peut pas faire du tout* »⁹. Le pouvoir serait donc confrontation au réel et difficulté d'imposer sa volonté, là où la puissance serait une infinité de possibles. Si cette conception de la puissance s'apparente à la définition aristotélicienne, la distinction est problématique. Si elle peut servir comme grille de lecture pour comprendre pourquoi certains effets de la puissance peuvent être atteints ou non, elle masque le fait que la puissance s'exerce à travers des relations de pouvoir. C'est-à-dire qu'elle postule une capacité indéfinie qui ne subirait des contraintes qu'en tant que pouvoir, là où nous postulons non pas une relation dialectique, mais un lien instrumental entre les deux termes. La puissance serait

⁶ Bertrand Badie, *La diplomatie de connivence : les dérives oligarchiques du système international*, Paris : La découverte, 2011, introduction.

⁷ Max Weber, *Economie et Société*, Paris : Plon, 1995, T. I, p.95.

⁸ John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir : le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris : Syllepse, 2008.

⁹ Miguel Benasayag et Diego Sztulwark, *Du contre-pouvoir*, Paris : La découverte, 2003, p.45.

donc la capacité à atteindre des résultats dans le cadre d'une relation dialectique avec un ou plusieurs autres.

Car la puissance n'est en rien causale ni immédiate. Certes, on peut estimer avec Joseph Nye que la destruction d'un village en Afghanistan est une démonstration de la capacité de destruction matérielle des Etats-Unis. Néanmoins, si on postule que ce n'est pas l'effet recherché par la volonté de l'acteur, il s'agit davantage d'une marque d'impuissance. Autrement dit, la puissance ne peut-être séparée des intentions qui précèdent une action en vue d'un objectif recherché. Comprendre comment ces trois termes entrent en relation nécessite de s'interroger sur la stratégie. Mais cela ne peut venir qu'après avoir étudié la nature de cette relation, laquelle est éminemment politique. En effet, une autre raison nous fait écarter le caractère étroitement causal et mécanique de la puissance : le fait que les occurrences qui le rendent possible (dans le cas de choix collectifs entre acteurs ou d'un choix délibéré de l'un d'entre eux d'aller contre ses intérêts ou ses valeurs) sont empiriquement rares. La plupart du temps, la politique internationale est affaire de confrontations, de rivalités et de résistances. Par ailleurs, la nature hiérarchique des relations entre Etats n'est plus à démontrer, mais reste justement à opérationnaliser. En effet, la simple asymétrie de ressources entre acteurs ne suffit pas à l'expliquer.

Dans un article fondateur, Michael Barnett et Raymond Duval s'interrogent sur le concept de puissance en Relations Internationales. Partant du constat d'une conceptualisation insuffisante et univoque, celle des réalistes pour qui la puissance est la capacité à user de ressources matérielles pour contraindre un autre Etat, les auteurs entendent élaborer une typologie des formes de puissance selon les relations de pouvoir. Cette typologie doit permettre de mettre en lumière le caractère polymorphe et contingent de la puissance. De fait, leur point de départ est bien de montrer comment la puissance peut être un facteur causal des effets observables en relations internationales. Pour cela, il convient de s'interroger sur les relations de pouvoir entre acteurs, et notamment entre Etats. Cette analyse doit permettre de montrer comment d'autres facteurs (les structures politiques internes, les normes et les valeurs, l'interdépendance économique ou encore les organisations et institutions internationales) modèlent – ou sont modelés – par la puissance, combien ils sont travaillés par les relations de pouvoir entre les acteurs.

Les relations de pouvoir peuvent se lire selon deux axes. Un premier axe prend en compte le type de relations qui se nouent entre les Etats. Celles-ci peuvent relever des attributs propres

aux acteurs et à leurs interactions. En d'autres termes, la puissance est une caractéristique d'acteurs déjà constitués socialement et fonctionne à travers le comportement que chacun adopte vis-à-vis des autres. Inversement, ces relations peuvent constituer les identités et les capacités des acteurs, et précèdent donc analytiquement celles-ci. S'intéresser aux relations d'interaction revient à examiner la manière dont certains acteurs contrôlent le comportement des autres. L'analyse portera donc sur les effets en termes de comportement. Tandis que se focaliser sur les relations de constitution permet de voir comment les capacités des acteurs sont définies par ces relations. Les effets seront examinés en termes d'identité sociale et des capacités qui en découlent. Les deux conceptions sont liées en ce sens que les relations d'interaction peuvent modeler la compréhension que les acteurs ont d'eux-mêmes, tandis que les relations de constitution vont conditionner le comportement de ces acteurs¹⁰.

Sur un second axe, les auteurs prennent en compte la spécificité de ces relations. En effet, on ne peut postuler le seul aspect mécanique et direct de la relation de pouvoir. Celle-ci peut produire des effets indirectement, après un délai considérable et sur des espaces parfois lointains. Des relations directes sont facilement et empiriquement observables : on peut repérer le rapport entre l'action et son effet. Mais des relations diffuses sont également possibles lorsque les connections sont détachées, médiatisées ou opèrent à des distances temporelles, spatiales ou sociales importantes. C'est le cas pour des Etats instrumentalisant une institution particulière ainsi que pour les discours dominants qui modèlent les perceptions intersubjectives de manière contingente¹¹.

En croisant ces deux réflexions, non seulement les auteurs parviennent à englober l'ensemble des approches théoriques en Relations Internationales, mais encore ils dessinent une typologie de la puissance fonctionnant dans et par des relations de pouvoir (figure 1).

Relations de pouvoir	d'interaction	de constitution
directes	Puissance de contrainte	Puissance institutionnelle
diffuses	Puissance structurelle	Puissance productive

Figure 1 : les 4 formes de la puissance¹²

¹⁰ Michael Barnett et Raymond Duvall, « Power in International Politics », *International Organization*, vol.59, hiver 2005, pp.43-47.

¹¹ *Ibid.* pp.47-48.

¹² *Ibid.* p.48.

La puissance de contrainte renvoie à une relation de pouvoir par laquelle un acteur impose à un autre de modifier son comportement alors que celui-ci ne le souhaite pas. On présuppose donc ici que l'acteur « dominant » a l'intention de contraindre l'autre, qu'il y a conflit entre sa volonté et celle du « dominé » et qu'il dispose pour ce faire d'une asymétrie de ressources matérielles, symboliques et normatives. Celles-ci servent donc à mesurer la puissance.

La puissance institutionnelle repose sur une capacité à utiliser les institutions, formelles ou informelles, afin de modifier le comportement d'un autre ou de produire des effets. Bien entendu, ces institutions doivent être considérées comme étant indépendantes des Etats. C'est-à-dire qu'elles peuvent être elles-mêmes le champ de leurs négociations et de leurs rivalités. De plus, les effets obtenus par ce type de puissance suggèrent un éloignement spatial, temporel ou social qui peut donc générer des conséquences inattendues. Il faut enfin souligner que « l'outil » à travers lequel la puissance s'actualise est l'ensemble des règles et des procédures qui définissent les institutions et dessinent le contour des contraintes qui pèsent sur les acteurs ou désignent les directions à suivre.

La puissance structurelle fonctionne à partir des structures qui constituent les acteurs en tant qu'êtres sociaux et plus particulièrement qui les dotent de positions (et donc de capacités) les uns par rapport aux autres. Contrairement à la puissance institutionnelle qui prend en compte les contraintes externes pesant sur des acteurs aux intérêts déjà constitués, la puissance structurelle façonne leur compréhension intersubjective et donc leurs capacités sociales et leurs intérêts. Il faut noter que ce modelage produit nécessairement des inégalités, voire les fait perdurer dès lors que l'acteur « dominé » accepte le rôle qu'on lui a fixé. La puissance est mesurable à travers les pratiques significatives des acteurs plus qu'elle ne résulte d'un contrôle objectif. Enfin, il faut souligner que cet aspect de la puissance n'insiste pas nécessairement sur le conflit, dès lors qu'il s'agit d'une relation de pouvoir apparemment fixe et acceptée par tous.

La puissance productive s'intéresse à la manière dont les pratiques discursives et les systèmes de signification et de savoir modèlent l'ensemble des rôles sociaux de tous les acteurs. Autrement dit, alors que la puissance structurelle fonctionne dans une relation de pouvoir souvent bilatérale, la puissance productive concerne l'ensemble du monde social, le dotant de signification et de sens. C'est particulièrement le cas pour des catégories généralisatrices telles que « Occident », « Etat-voyous », « Etats démocratiques », « Etats défaillants », etc. Cette forme de puissance agit donc de manière diffuse et dépend de la capacité d'un Etat ou d'une organisation à imposer un ordre social et politique, délimitant ce qui est permis, désirable, possible ou non. Les Etats-Unis disposent en cette matière de capacités évidentes,

ayant réussi à imposer certaines significations majeures au reste des Etats et des autres acteurs internationaux ou transnationaux. Il faut cependant noter que ces systèmes de significations, n'étant pas fixes, sont susceptibles de négociation ou d'affrontement entre acteurs. En témoignent les récentes oppositions sur l'interprétation donnée à la norme de la souveraineté. Si pour les Etats « occidentaux » et l'ONU la souveraineté est conditionnée à la responsabilité de protéger, elle est conçue de manière plus stricte par les Etats émergents dans le sens d'une limitation voire d'une interdiction du droit d'ingérence. Bien entendu, cet exemple illustre aussi bien le caractère négociable et fluide des systèmes de sens que l'existence d'une hiérarchie. Celle-ci est à la fois fondée sur une inégalité de ressources matérielles ainsi que sur une différenciation normative. En creux donc, se révèlent les dynamiques de l'imposition, du maintien ou de la contestation de l'ordre international.

Il faut ajouter que ces relations de pouvoir sont structurées de trois manières. On peut envisager ainsi une face publique du pouvoir. Dans cette dernière, la relation de pouvoir est évidente et la contrainte est la règle. La face cachée du pouvoir renvoie à une situation où la relation de pouvoir est acceptée par le moins « puissant » : celui-ci est donc conscient de sa position et de la divergence existant entre sa volonté et celle de celui qui lui impose la sienne. Enfin, la face invisible du pouvoir manifeste la capacité de l'acteur dominant à façonner non seulement les agendas mais aussi les préférences initiales des autres acteurs. Dans ce dernier cas de figure, la contrainte est l'exception puisque l'opposition dialectique entre les acteurs sociaux n'est même plus consciente. A notre sens, cette tripartition du pouvoir permet de penser plus finement les formes et visages de la puissance. Ainsi, la face visible renvoie à la puissance de contrainte, tandis qu'à la face cachée correspondent les puissances institutionnelles et structurelles. Enfin, la puissance productive est caractérisée par l'invisibilité partielle de la relation de pouvoir.

Ainsi, la puissance dépend des outils qui sont utilisés pour l'actualiser. Dans un certain sens, on peut donc qualifier une puissance selon ces derniers. C'est cependant insuffisant, car l'actualisation de capacités dépend aussi des fins que l'on poursuit. C'est ainsi que Joseph Nye, reprenant les critiques formulées contre sa distinction de la puissance selon les ressources utilisées, considère que l'on doit s'intéresser à la manière dont elles influent sur le comportement de l'autre. La puissance souple correspondrait à une stratégie fondée sur la persuasion ou l'attraction, tandis que la puissance brute renverrait davantage à l'usage de la

coercition ou de la dissuasion (la première se distinguant de la seconde en ce qu'elle vise à modifier le statu quo)¹³.

En dernière instance, la puissance dépend donc de la manière dont les ressources d'un acteur sont utilisées pour générer les effets qu'il souhaite atteindre. Ces effets peuvent être structurels, c'est-à-dire que l'acteur modifie des éléments propres au contexte dans lequel évoluent les autres acteurs, permettant par exemple de façonner leurs préférences initiales. Mais ils peuvent être également agentiels, c'est-à-dire que l'acteur met en œuvre sa puissance en modifiant effectivement le comportement d'un ou plusieurs autres. Même en tenant compte, dans l'optique constructiviste, de la constitution réciproque entre agents et structures, il semble bien que l'individualisme méthodologique soit l'angle d'approche le plus pertinent. En effet, la puissance est affaire de logiques propres aux acteurs, de la signification qu'ils donnent au contexte (dans son double sens d'environnement et d'élément externe et causal), de leurs stratégies enfin. Par ailleurs, ce processus de génération des effets est nécessairement dialectique, c'est-à-dire qu'il se fait dans la confrontation avec un autre. Il est donc également itératif.

Est donc puissant un acteur capable de convertir au mieux ses ressources afin d'imposer sa volonté aux autres, soit directement, soit en modelant le contexte dans lequel ils évoluent. Pour comprendre comment les effets peuvent ou non être obtenus, il ne faut pas seulement postuler une inégalité de ressources (asymétrie dans les moyens de domination, c'est-à-dire permettant l'ordre social sur lequel s'adosse l'ordre politique) mais également analyser la cohérence stratégique (l'articulation des moyens et des fins, des intentions et des actions) dans le cadre d'une interaction dialectique (la confrontation de deux stratégies).

Les effets sont générés parla stratégie :

Ainsi, l'actualisation de la puissance dépend du processus stratégique. Nous reprenons ici l'idée clausewitzienne de la stratégie en tant qu'instrument reliant les moyens aux fins. A l'unicité de son moyen (le combat, que nous élargissons à tout usage du moyen militaire impliquant d'une manière ou d'une autre la force) répond la multiplicité de ses fins (la paix,

¹³ Joseph Nye, *The Future of Power*, New-York: PublicAffairs, 2011, p.8.

laquelle va différer selon les objectifs des acteurs)¹⁴. La stratégie serait donc un pont reliant les voies, les moyens et les fins, les intentions aux actions et à leurs effets¹⁵. Or, toujours selon l'approche proposée par Clausewitz, la stratégie est un moyen militaire (même si on peut élargir à l'usage de la violence sous toutes ses formes) en vue d'une fin politique. La « formule » de la guerre comme « *continuation de la politique par d'autres moyens* » illustre ainsi combien la stratégie est un instrument subordonné aux objectifs fixés par le pouvoir politique¹⁶.

Or, en dépit de la nécessité analytique d'envisager la politique comme « *l'intelligence de l'Etat personnifiée* » et donc de se référer au seul chef de l'Etat, la définition des intentions est un processus qui met en jeu des dynamiques politiques complexes¹⁷. A la base de cette réflexion, on trouve un calcul rationnel : il s'agit d'estimer au mieux le rapport entre les coûts et les bénéfices d'une action donnée dans le but d'atteindre l'objectif fixé. Néanmoins, la question de la formulation des objectifs et des stratégies qui en découlent repose sur une analyse du processus décisionnel. En effet, si la stratégie (en tant qu'activité liée à la guerre) est étroitement subordonnée au pouvoir politique, elle est également dépendante (tout comme la guerre) des dynamiques politiques. Or, celles-ci ne découlent pas seulement de l'interaction avec l'adversaire, mais également de contraintes liées au contexte ainsi que de rapports de force internes aux Etats. Le chef de l'Etat doit donc tenir compte de nombreux facteurs qui pèsent sur ses décisions. D'autre part, il est possible de décomposer une stratégie particulière en différents éléments qui peuvent donner lieu à interprétation ou négociation. Eliot Cohen a ainsi insisté sur le fait que l'élaboration stratégique doit déterminer des hypothèses, des objectifs, des voies, des moyens et des priorités. Puis qu'il est nécessaire de hiérarchiser entre ces priorités en s'appuyant sur une théorie de la victoire (c'est-à-dire une approche de la manière dont la stratégie est censée produire des effets)¹⁸. Comprendre la stratégie d'un acteur donné (et les probabilités qu'elle puisse produire des effets et donc actualiser une puissance) nécessite de s'interroger sur les facteurs qui conditionnent ces éléments.

¹⁴ Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Livre II, chapitre 2, Paris : Payot, 2006, p.140. Raymond Aron, *Penser la guerre : Clausewitz*, Tome 1 : l'âge européen, Paris : Gallimard, 1976, p.164. Nous entendons donc l'activité stratégique comme ordonnée autour de l'utilisation ou de la menace d'utilisation de la force.

¹⁵ Colin S. Gray, *The Strategy Bridge: Theory for Practice*, Oxford: Oxford University Press, 2010.

¹⁶ Carl von Clausewitz, *De la guerre*, *op.cit.*, p.43.

¹⁷ Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris : Minuit, 1955, p.68.

¹⁸ T. X. Hammes, « Limited Means Strategy: What to Do when the Cupboard is Bare », *Infinity Journal*, vol.1, n°3, été 2011, pp.8-10.

Il faut s'interroger en premier lieu sur le processus politique à l'origine de la définition des objectifs et des moyens dans la guerre. Un premier axe d'étude s'intéresse à la stratégie comme issue d'une interaction dialectique entre compétence politique (qui a autorité et légitimité pour fixer les fins ?) et expertise technique (qui possède les savoirs et savoir-faire inhérents à la mise en œuvre des moyens ?). Dans ce cadre, il faut renvoyer bien entendu aux relations civilo-militaires ou, plus précisément, à la distinction entre sphère politique et sphère militaire. Celle-ci diffère selon les configurations institutionnelles et politiques, mais oscille entre deux idéaux-types. Le premier, dont le cas français illustrerait l'application, est celui de la séparation hiérarchique entre les domaines. La sphère militaire est étroitement subordonnée aux politiques et s'occupe d'élaborer les stratégies militaires de conduite des opérations dans la guerre. Le second, correspondant à l'exemple américain qui nous intéresse ici, est celui de la confusion possible entre les deux activités. La sphère militaire se conçoit théoriquement comme subordonnée au politique, mais on constate une tendance à vouloir séparer les fins politiques et les moyens militaires durant le conflit tout autant que des intrusions nombreuses des uns et des autres dans le domaine opposé. L'idéal « professionnel » proposé par Samuel Huntington, fondant la subordination étroite des militaires au pouvoir politique et censé empêcher tout « militarisme », ne correspond pas à une description empirique¹⁹. Le sociologue américain Peter Feaver, conseiller durant la seconde administration Bush, a montré qu'il existe en fait deux « Ecoles »²⁰. L'Ecole de la « suprématie militaire » interprète au sens large l'idée de subordination au pouvoir politique. Les militaires sont tenus de conseiller et d'informer non seulement le pouvoir Exécutif mais également le Congrès et l'opinion publique. Cette attitude est légitimée aux yeux de ses tenants par leurs perceptions concernant les raisons de l'échec au Vietnam. Pour certains, cette défaite serait imputable à la micro-gestion des opérations par les décideurs politiques²¹. Pour d'autres, s'appuyant sur la thèse du général (alors lieutenant-colonel) Henry McMaster, l'échec découlerait d'une collusion entre les leaders politiques et les chefs d'état-major qui aurait failli à leur devoir de conseil²². Une tendance récente, justement baptisée de « mcmastérisme », considère qu'il est du devoir des

¹⁹ Samuel Huntington, *The Soldier and The State: The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge: Belknap Press, 1957.

²⁰ Peter D. Feaver, « The Right to be Right: Civil-Military Relations and the Iraq Surge Decision », *International Security*, vol.35, n°4, printemps 2011, pp.87-125.

²¹ Harry G. Summers, *On Strategy: A Critical Analysis of the Vietnam War*, New-York: Presidio Press (1982), réédition 1995.

²² Henry R. McMaster, *Dereliction of Duty: Lyndon Johnson, Robert McNamara, The Joint Chiefs of Staff, and the Lies that Led to Vietnam*, New-York: Harper Collins, 1997.

élites militaires de s'opposer, si besoin, aux décisions prises par le politique si celles-ci risquent d'entraîner la nation dans une guerre inutile ou coûteuse, ou si la stratégie suivie ne leur semble pas la bonne. Cet appel à la dissidence n'est pas une rupture : elle s'inscrit en continuité avec les tentatives des militaires de peser largement sur les conditions de l'utilisation de la force dans la politique étrangère américaine²³.

L'Ecole de la « suprématie civile » considère que la distinction opérée entre compétence politique et expertise technique permet aux militaires de prendre prétexte de questions spécifiques pour s'immiscer dans le domaine réservé à l'exécutif. Ainsi, les arguments de nombreux officiers sont souvent bien peu « techniques » mais reflètent soit des tendances partisans, soit des intérêts bureaucratiques, soit la volonté de s'immiscer dans la définition des fins de la politique étrangère. Contre cette « militarisation » du processus de prises de décision, les tenants de cette Ecole estiment qu'il faut regarder le monde militaire au-delà de son unité de façade. Le consensus observable entre certaines coalitions de décideurs militaires s'efface bien vite devant les réelles oppositions internes aux institutions. Il serait donc possible d'instrumentaliser ces clans les uns contre les autres, afin de créer un nouveau consensus ou bien d'obtenir un compromis. Quoi qu'il en soit de ces deux positions, il apparaît évident que la formulation des objectifs et de la stratégie est étroitement dépendante du rapport de forces entre les acteurs politiques et militaires, étant entendu que ces deux sociétés ne sont pas aussi soudées qu'il y paraît. Une analyse de toute stratégie doit ainsi rendre compte des rapports de forces politiques entre ces acteurs pour en saisir les enjeux et les processus.

La formulation de la stratégie est également liée à la multiplicité des acteurs bureaucratiques qui entrent en jeu. On observe une pluralité d'administrations, chacune défendant son intérêt et sa perception tant des problèmes que des solutions. Outre le Département de la Défense, en charge de décliner à son niveau la Stratégie Nationale de Sécurité du Président, le Département d'Etat ainsi que les Départements du Trésor, du Commerce, de l'Energie, voire USAID (Agence fédérale chargée de l'Aide publique au

²³ Il s'agit notamment de la doctrine Powell de 1996, elle-même reprise de la doctrine de Caspar Weinberger, Secrétaire à la Défense sous l'Administration Reagan (1984). Selon cette doctrine, les Etats-Unis ne devraient user de la force qu'en cas de supériorité écrasante et avec l'appui large de l'opinion publique et de la communauté internationale. Il s'agit en fait d'un refus de l'interventionnisme manifesté par la seconde Administration Clinton. Thomas Lindemann, « Faire la guerre, mais laquelle ? Les institutions militaires des États-Unis entre identités bureaucratiques et préférences stratégiques », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol.53, n°5, 2003, pp.675-706.

Développement) participent à ce jeu de marchandages et de négociations²⁴. De plus, au sein même du Département de la Défense, des rivalités existent entre l'administration civile (le Bureau du Secrétaire ou OSD) et les décideurs militaires (le Comité des Chefs d'état-major ou CJCS). Enfin, à l'intérieur du monde militaire, les institutions sont en compétition pour davantage de ressources, d'autonomie et de prestige. Une des raisons du succès de la « contre-insurrection » (COIN) au sein de l'*Army* tient à ses potentiels avantages pour prendre le pas sur l'*Air Force*.

Complicant ce jeu bureaucratique, d'autres dynamiques sont à l'œuvre qui font participer les conseillers du président, son vice-président, voire des acteurs extérieurs (lobbies, think tanks). On connaît par exemple le rôle joué par les think tanks néoconservateurs dans la fourniture d'arguments légitimant l'invasion de l'Irak en 2002-2003. Le risque est donc grand que les querelles de chapelles et le marchandage bureaucratique n'aboutissent à une stratégie qui correspond fort peu aux nécessités opérationnelles ou au contexte même de la guerre à mener.

Il faut donc prendre en compte le rôle du président comme variable de laquelle vont dépendre les résultats de ce jeu bureaucratique. Soit le président pourra infléchir les rivalités vers un consensus ou un compromis, soit il arrivera à départager gagnants et perdants, soit il échouera à imposer ses propres préférences. Deux approches complémentaires semblent pertinentes pour étudier le rôle du président dans l'élaboration de la stratégie. La première concerne le style décisionnel du chef de l'exécutif, la seconde s'intéresse à son mode de gestion.

Le style décisionnel s'appuie sur l'analyse des caractéristiques personnelles du président (sa personnalité) et de ses qualités de leadership (son autorité, sa manière de mobiliser les ressources à sa disposition pour imposer ses vues). Le politologue Thomas Preston classe ainsi les présidents en fonction de leur autorité, de leur stratégie cognitive et de leur expérience personnelle²⁵. Il en découle une typologie sur deux axes. Le premier s'intéresse au degré d'implication des présidents dans la prise de décision tandis que le second analyse leur degré d'adaptation au traitement de l'information. Il montre ainsi comment certains présidents sont davantage « directeurs » tandis que d'autres seront « délégués » (premier axe), et comment ils se classeront dans un spectre qui va du « navigateur » à « l'imprévisible ». Bien entendu, ces personnalités peuvent évoluer du fait de l'expérience ou

²⁴ Il s'agit du « modèle organisationnel » défini par Graham Allison, *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, New-York : Longman, (1971), 1999.

²⁵ Thomas Preston, *The President and His Inner Circle: Leadership Style and Advisory Process in Foreign Affairs*, New-York: Columbia University Press, 2001, notamment les pp.5-31.

de contraintes fortes, notamment lorsqu'elles effectuent deux mandats. Concernant l'Irak, le président Bush aurait commencé comme « délégant/sentinelle » et aurait évolué vers le pôle « magistrat/sentinelle ».

L'analyse du mode de gestion s'intéresse au processus décisionnel proprement dit. Il existerait trois structures idéales-typiques²⁶. Le système de gestion compétitif repose sur la mise en concurrence de ses conseillers par le président. Dans ce mode, le chef de l'exécutif recherche non l'unanimité bureaucratique (fruit d'un consensus bancal ou d'un compromis hasardeux) mais l'intégralité des options disponibles. L'avantage de cette gestion repose sur la présentation d'avis contradictoires, hors de tout système hiérarchique et s'ouvrant donc aux acteurs extérieurs. Il nécessite en revanche un président déterminé et disposant d'une autorité suffisante pour faire valoir ses vues. Le système de gestion formelle repose sur le fonctionnement hiérarchique et le traitement bureaucratique des options. Dans ce mode, le président entend que le travail de sélection et de détermination des options soit opéré par les bureaucraties par le biais du Conseil National de Sécurité. Créé en 1947, cet organe est censé centraliser le processus de prise de décision au niveau des administrations et notamment des adjoints aux ministres. Ce système repose largement sur la confiance que le président place en ses conseillers à la Sécurité Nationale : il faut donc que ces derniers soient compétents et dotés d'une autorité et d'une légitimité pour s'imposer. Le troisième mode « collégial » reprend des éléments des deux premiers : d'un côté, le président se cantonne à ses conseillers officiels du Conseil National de Sécurité, de l'autre il joue de la concurrence entre les options qui lui sont proposées par ceux-ci. Ainsi, les stratégies sont-elles débattues en comité restreint, lesquelles se réunissent régulièrement et le plus fréquemment possibles en cas de crise. C'est l'option retenue par exemple par le président Obama ou par le président Bush. Le danger du système de gestion collégial tient dans le conformisme qui peut s'installer entre les conseillers si ceux-ci choisissent davantage d'aller dans le sens des préférences du président plutôt que de lui présenter des options alternatives. Ce conformisme ne nécessite pas forcément l'unanimité, mais un consensus entre les acteurs les plus nombreux et les plus puissants. Charles-Philippe David a ainsi analysé la manière dont le Conseiller à la Sécurité Nationale Condoleeza Rice et le Secrétaire d'Etat Colin Powell ont été marginalisés lors de la décision d'envahir l'Irak²⁷.

²⁶ Alexander George, *Presidential Decision-Making in Foreign Policy: The Effective Use of Information and Advice*, Boulder: Westview Press, 1980.

²⁷ Charles-Philippe David, *La Politique Etrangère de Bush : formulation et décision*, Document de travail de l'Institut Français de Relations Internationales, février 2005.

Ainsi, la formulation des intentions, des objectifs, des voies et des moyens est-elle souvent le résultat de dynamiques politiques internes à l'acteur concerné. Pour autant, ces processus ne disent rien en eux-mêmes sur l'efficacité d'une stratégie. Car cette dernière entre nécessairement en opposition dialectique avec celle de l'adversaire dans un contexte particulier.

Afin de saisir la relation qu'entretient une stratégie particulière avec le contexte d'une part, les autres acteurs d'autre part, nous proposons de la penser en termes de logique d'acteur²⁸. Ce modèle permet à la fois d'analyser le rapport des moyens aux fins, ainsi que d'envisager comment des logiques dialectiques entrent en interaction.

Il convient de s'entendre en premier lieu sur la délimitation des acteurs que nous prendrons en compte. En effet, comme l'illustre la réflexion sur le processus politique à l'origine de l'élaboration d'une stratégie, aucun acteur étatique ne peut être considéré comme unitaire. Dans cette optique, il faudrait tenir compte des acteurs militaires (eux-mêmes divisés d'ailleurs), des décideurs civils ainsi que d'autres institutions et éléments de la société civile. Toutefois, dans un souci de parcimonie, nous nous limiterons aux acteurs militaires en prenant soin de distinguer les logiques des hommes de terrain de celles des tenants de l'institution, ainsi qu'au monde des décideurs civils (essentiellement la branche exécutive). D'autre part, une analyse de l'interaction stratégique doit rendre compte des acteurs irakiens. En effet, outre les groupes de l'insurrection, la polarisation et la fragmentation sociopolitique de l'Irak a conduit à l'émergence de nombreux acteurs mettant en œuvre d'une manière ou d'une autre une stratégie militaire à des fins politiques. Il s'agit des milices (parfois, mais pas toujours, liées à des partis politiques), des forces de sécurité irakiennes, et des décideurs politiques irakiens. Tous ces acteurs ont leur logique propre qui dessine une configuration stratégique complexe.

Afin de rendre compte de cette complexité, nous choisissons de traiter des organisations comme échelle d'analyse. Par organisation, nous n'entendons pas nécessairement un groupe institutionnel fortement structuré, mais un ensemble d'individus liés par un intérêt commun et un sentiment identitaire plus ou moins fort. Du fait de sa grande malléabilité, cette échelle d'analyse est pertinente pour saisir les interactions entre ces acteurs,

²⁸ L'auteur tient à remercier et à témoigner toute sa gratitude à Melle Laure Bardiès, Maître de Conférence de Sociologie à l'ENS-Cachan détachée aux Ecoles de St-Cyr Coëtquidan.

avec l'Etat irakien ou avec les militaires américains. De plus, elle ne conduit pas nécessairement à l'éparpillement de l'analyse, étant donné que ces organisations peuvent s'emboîter dans des catégories plus larges que, par souci de parcimonie, nous prendrons soin de traiter comme unités d'analyse. On pourra donc ainsi parler des principaux groupes insurgés, des groupes confessionnels et des principaux réseaux politico-militaires formant le nouvel Irak. Enfin, cette approche a le mérite d'évacuer la question de l'irrégularité des acteurs.

En effet, ce terme – davantage normatif que descriptif – renvoie essentiellement à la perception des acteurs américains. Du fait de l'approche dominante dans la sociologie des « nouvelles guerres », les acteurs non-étatiques ont souvent été considérés comme mus par des intérêts d'ordre économique, voire par la violence irrationnelle. Cela a conduit à dépolitiser des mouvements tels que les insurrections et surtout à méconnaître les motivations politiques de leurs partisans et de leurs sympathisants. D'autre part, la perception de l'irrégularité a conduit à traiter ces adversaires comme des criminels et non comme des ennemis légitimes. Nous définirons donc une guerre « irrégulière » comme tout conflit armé dans lequel l'acteur non-occidental est considéré par l'acteur militaire occidental comme « irrégulier », au sens où ses tactiques ne seraient pas admises par les lois de la guerre (guérilla, terrorisme) et où il ne serait pas représenté par un acteur étatique « légitime ». Cela afin de les traiter en acteurs poursuivant des buts politiques par des moyens militaires. A cette définition s'ajoute une distinction opératoire entre les partisans irréguliers et les francs-tireurs. Raymond Aron, reprenant ces catégories de Carl Schmitt, montre ainsi que l'on peut distinguer ces acteurs selon leur motif politique : là où le partisan lutte contre une occupation étrangère, le franc-tireur est membre d'une organisation révolutionnaire tentant de triompher dans le cadre d'une guerre civile contre un gouvernement en place²⁹. Cette analyse correspond en grande partie à la réalité empirique, puisque les organisations irakiennes en lutte depuis 2003 combattent soit contre les Américains, soit contre le « nouvel Irak », soit successivement ou parallèlement dans ces deux buts³⁰.

La question de la logique d'acteurs est particulièrement pertinente dans le contexte irakien. En effet, on ne saurait réduire le conflit dans ce pays à une opposition entre forces insurgées et forces pro-américaines, ni – a contrario – se contenter du terme de guerre civile.

²⁹ Raymond Aron, *Penser la guerre : Clausewitz*, Tome 2 L'âge planétaire, Paris : Gallimard, 1976, pp.210-222.

³⁰ David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla: Fighting Small Wars in the Midst of a Big one*, Oxford: Oxford University Press, 2009.

La raison principale tient dans l'évolution complexe des rapports de force politico-militaires entre 2003 et 2008. Des débuts de l'occupation jusqu'en 2005, on peut parler de guerre de résistance menée à la fois contre les Américains et contre le nouvel Etat. A compter de 2005, la fragmentation politique et sociale tend à développer une guerre civile complexe qui oppose des groupes ethnoconfessionnels en pleine formation mais aussi de multiples partis et acteurs au sein même de ces groupes. La violence concerne donc moins les troupes américaines que les communautés identitaires désignées comme ennemies ou que la propre base sociale des entrepreneurs politiques. L'escalade de 2007-2008 (le *surge*) s'inscrit donc dans cette configuration multipolaire et multiforme.

En fait, comme l'a très bien montré David Kilcullen, il faudrait plutôt envisager les conflits irakiens en se focalisant sur les problèmes que posent la vacance du pouvoir et le développement d'un paysage politique et sécuritaire complexe. A la base, la capacité étatique s'aggrave progressivement (2003-2007). Sur ce problème se greffent trois situations interconnectées : la présence de mouvances terroristes transnationales prônant un djihad contre les Américains et les « hérétiques » ou « apostats », le développement d'une insurrection nationaliste et sociale multiforme, l'éclatement d'un conflit communautaire généralisé. Chacun de ces trois éléments recoupe les autres sur au moins une dimension supplémentaire. Plus grave, l'incapacité à apprivoiser ces situations gêne le règlement de leurs causes profondes, tandis que ce dernier élément aggrave et perpétue les dynamiques sécuritaires négatives³¹.

Dans ce contexte, il est important de ne pas perdre de vue la logique propre du recours à la violence par les organisations irakiennes. Cette logique n'est en rien irrationnelle. Comme le montre Stathis Kalyvas, les guerres civiles obéissent à des dynamiques et à des logiques politiques³². S'intéressant à la manière dont les revendications et les stratégies locales sont liées aux discours et aux stratégies des entrepreneurs politiques nationaux, Kalyvas démontre que, loin de « politiser » tous les segments de la population, la guerre civile obéit davantage à une logique de « privatisation » de la politique³³. Dans cette optique, le recours à la violence est bien instrumental : il est subordonné à des logiques politiques locales ou nationales.

³¹ *Ibid.*, p.150.

³² Stathis N. Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, New-York, Cambridge University Press, 2006. « Integrating the Study of Order, Conflict and Violence » in Stathis Kalyvas, Tarek Mahsoud et Ian Shapiro (dirs.), *Order, Conflict, Violence*, New-York: Cambridge University Press, 2008, pp.397-421; « Promises and Pitfalls of an Emerging Research Program: The Microdynamics of Civil War », in Stathis Kalyvas, Tarek Mahsoud et Ian Shapiro (dirs.), *Order, Conflict and Violence*, *op. cit.*, pp.1-14.

³³ Stathis N. Kalyvas, « Ethnic Defection in Civil Wars », *Comparative Political Studies*, vol.41, n°8, 2008, pp.1043-1068.

Davantage, la violence n'est pas principalement utilisée contre les organisations désignées comme ennemies mais comme ressource aux mains d'un entrepreneur politique ou d'une élite contre sa propre base sociale afin de renforcer son contrôle ou de resserrer ses rangs.

La logique d'un acteur se décompose en plusieurs éléments qui conditionnent son raisonnement stratégique d'une part, l'analyse de l'efficacité éventuelle de celui-ci d'autre part. Autrement dit, ce cadre analytique insiste sur les significations que donnent les acteurs à la guerre. Il est possible de construire deux types idéels qui mettent en cohérence les enjeux, les objectifs et les moyens. Les enjeux renvoient à la manière dont les intérêts sont perçus et présentés par l'acteur³⁴. Si les intérêts entrent en compte dans le calcul rationnel coûts/bénéfices, les enjeux représentent davantage l'aspect rhétorique qui doit donner sa justification à la guerre et déterminer ses fins. Ainsi, plus un enjeu est élevé, plus les objectifs se rapprocheront d'une victoire à tout prix, mobilisant ainsi tous les moyens. Ce modèle s'apparente à celui de la « guerre totale » et a le mérite de déconnecter cette dernière des notions de « guerre industrielle » ou de « guerre de matériel »³⁵. En effet, les enjeux les plus absolus (la survie du régime politique, de l'Etat ou de la communauté nationale) peuvent se décliner également pour un acteur « irrégulier », notamment dans le cadre de la guerre civile, puisque la seule alternative à la prise du pouvoir est l'élimination du belligérant. Dans la distinction qu'il opère entre guerre révolutionnaire et guerre de libération nationale, Raymond Aron montre justement que la première est une guerre d'anéantissement³⁶. Inversement, dans le cas où les enjeux (et les intérêts) n'apparaissent pas comme suffisants pour engager les coûts inhérents à la mobilisation de tous les moyens, l'objectif est plus limité (vaincre dans la mesure où les coûts ne surpassent pas les bénéfices). Ce modèle de « guerre limitée » correspond davantage aux opérations expéditionnaires menées par les forces armées occidentales à l'extérieur de leur territoire.

Toutefois, confrontés à la réalité empirique, ces modèles peuvent révéler les incohérences stratégiques. Notamment si on prend en compte la relation entre les trois éléments.

³⁴ Jean-Baptiste Duroselle définit les enjeux comme « *la valeur subjective qu'un groupe social octroie à l'objet d'un conflit* », Jean-Baptiste Duroselle, « La stratégie des conflits internationaux », *Revue française de science politique*, vol.10, n°2, juin 1960, pp. 287-309.

³⁵ Sur la guerre industrielle, Sir Rupert Smith, *L'utilité de la force : l'art de la guerre aujourd'hui*, Paris : Economica, 2007, pp.29-146. La guerre de matériel est une expression employée par Ludendorff dans *Der Totale Krieg*, Munich : 1935.

³⁶ Raymond Aron, *Penser la guerre, op.cit.*, Tome 2, p.187.

En premier lieu, lorsque les enjeux sont artificiellement élevés par rapport aux objectifs. Dans le cas de la guerre du Vietnam, les enjeux sont considérés absolus puisque la théorie des dominos présuppose que ce théâtre périphérique s'inscrit dans la lutte contre l'expansionnisme communiste. Mais si l'enjeu est présenté comme vital par le président Johnson, ses buts de guerre montrent qu'il est dans une logique de guerre limitée : il faut sauvegarder l'indépendance du Sud-Vietnam sans risquer une guerre généralisée avec l'URSS ou la Chine. Du fait de cet écart entre les enjeux et les objectifs, Johnson s'interdit de mener une guerre totale. A ce décalage s'ajoute évidemment celui des moyens mis en œuvre. Se produit alors un phénomène d'escalade qui résulte aussi de la perception différenciée entre militaires et politiques. Pour les premiers, la sauvegarde du Sud-Vietnam passe par des opérations contre le Nord-Vietnam. Pour les seconds, il faut limiter les opérations militaires à une stratégie de coercition aérienne visant à persuader le gouvernement de Hanoï de cesser son soutien à la guérilla communiste. Le facteur-clé ici est sans doute la recherche de la victoire décisive qui domine la culture stratégique dominante des Etats-Unis. Face à un adversaire inscrit dans une logique de guerre totale et usant d'une stratégie d'attrition, la victoire décisive ne peut être emportée : les décideurs politiques (et militaires) sont donc tentés d'être dans le déni (1^{ère} phase), puis dans la promesse d'une escalade ponctuelle mais décisive (2^{ème} phase) et enfin dans une logique de retrait (3^{ème} phase). Le cas irakien est similaire, à une différence de taille près : les objectifs correspondent aux enjeux, et l'écart se trouve initialement davantage dans le rapport qu'entretiennent les moyens avec ceux-ci. On observe en tout cas des dynamiques comparables.

Ce modèle nous renvoie ainsi à la « Trinité remarquable » de Clausewitz. En effet, la définition des objectifs par le politique nécessite l'assentiment à la fois des forces armées et de l'opinion publique. Afin d'obtenir celui-ci, et notamment dans l'objectif de mobiliser tous les moyens disponibles (y compris pour une « guerre limitée » que, dans la culture stratégique dominante américaine, on doit gagner le plus rapidement et le plus décisivement possible), les élites politiques peuvent être tentées d'élever les enjeux bien au-delà des intérêts objectifs ou perçus par l'essentiel de la société. Poussant la réflexion à son terme, nous estimons même que la montée artificielle des enjeux disjoint encore davantage les intérêts propres des élites ou des décideurs par rapport à ceux de l'organisation dont ils sont en charge.

A ces facteurs peuvent s'ajouter des considérations plus idéologiques, telles que les perceptions quant au rôle, au statut et à la mission de l'acteur. Comme l'a montré l'historien Andrew Bacevich, le consensus régnant à Washington parmi les élites organise la politique étrangère américaine autour de la notion de « leadership global ». En retour, cette perception du rôle des Etats-Unis est cohérente avec les préférences de ces élites pour des moyens incluant une présence militaire globale, des capacités de projection globales et une stratégie d'interventionnisme global³⁷. Enfin, il faut prendre en compte l'illusion quant au contrôle de la force et par conséquent des dynamiques de la guerre. L'illusion technologique induit par exemple la fausse perception de conflits plus aisément gagnés par des moyens limités (en cas de « guerre totale » ou de « guerre limitée ») ou plus facilement maîtrisables. Or, les exemples contemporains dans l'usage d'une force « limitée » montrent au contraire que celle-ci génère des coûts supplémentaires car elle dépend à l'origine d'une vision étroitement « technique » de la guerre comme instrument. Au risque de nous répéter, rappelons que le lien entre guerre et politique n'est pas seulement instrumental (la guerre étant subordonnée aux fins politiques) mais également constitutif (la guerre étant politique, donc dépendante de ses dynamiques). De ce fait, on raisonne mal la logique de l'adversaire, on estime mal sa capacité à encaisser les coûts que l'on se propose de lui infliger. La coercition aérienne au Kosovo en est une illustration parfaite : les frappes « ciblées » devaient faire céder le gouvernement serbe mais n'ont pu entamer sa résistance que dès lors que les intérêts directs des élites au pouvoir ont été pris pour cible. Plus grave, cette vision « techniciste » minorant « l'Autre », elle ne pense pas l'usage de la force en interaction et méconnaît la loi des actions réciproques établie par Clausewitz³⁸. Selon ce dernier en effet, la « guerre en son concept » s'apparente à un duel dans lequel chacun cherche à désarmer l'autre. De ce fait, l'usage de la violence vise à contraindre l'adversaire à faire notre volonté. Par conséquent, non seulement chacun fait la loi de l'autre, mais encore le déploiement de capacités de destruction physique ne suffit pas, puisque la guerre est affaire de « forces vives ». La résistance psychologique et morale de l'adversaire ne pouvant être estimée ni prédite, on assiste alors à une « montée aux extrêmes » dans l'intensité de la violence. Dès lors que la stratégie est un processus interactif, dialectique et dynamique, l'usage de la force qui en est son moyen ne peut être totalement maîtrisée.

³⁷ Andrew Bacevich, *Washington Rules : American's Path to Permanent War*, New-York: Metropolitan Books, 2010.

³⁸ Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris : Rivages, 2006, pp.20-24.

D'autre part, cette logique de guerre nous renseigne également sur l'efficacité stratégique dès lors qu'on la met en relation avec celle de l'adversaire. Ainsi, un adversaire menant une « guerre totale » sera davantage enclin à supporter des pertes et des coûts importants, là où un belligérant menant une « guerre limitée » reconnaîtra un seuil au-delà duquel les coûts dépassent les bénéfices attendus. Certes, des décideurs ou des élites politiques et militaires peuvent dépasser ce seuil par montée artificielle des enjeux (absolutisation). Néanmoins, la distinction entre les deux modèles n'est pas rhétorique : elle implique des intérêts réels qui, même si ils ne sont pas perçus immédiatement par les décideurs, finissent par peser sur leurs choix (par le biais de l'opinion publique ou d'autres segments de l'élite, notamment militaire). La logique de « guerre limitée » implique donc le caractère négociable des objectifs et des moyens³⁹. On peut postuler que, dans le cas de l'Irak comme celui de l'Afghanistan, les organisations « irrégulières » ont eu tendance à être dans une logique de « guerre totale », là où les Américains sont restés dans une logique de « guerre limitée » en dépit de la rhétorique sur la guerre à la terre et sur la menace des armes de destruction massives. Par conséquent, on peut estimer que les échecs initiaux sont le produit de ce décalage, tandis que le succès partiel du *surge* résulte d'une plus grande cohérence entre enjeux et objectifs (par l'abaissement des uns et des autres) d'une part, et entre ceux-ci et les moyens (par leur augmentation significative) d'autre part. D'un autre côté, les deux logiques étant dialectiques, elles sont susceptibles d'évoluer l'une par rapport à l'autre⁴⁰.

Ce cadre permet donc d'analyser la cohérence entre les enjeux et les objectifs poursuivis, ainsi que de rendre compte de leur caractéristique dynamique. Cependant, il est également nécessaire d'examiner la cohérence entre les fins et les moyens. En effet, les moyens ne dépendent pas seulement des enjeux par le biais de leur mobilisation. Les moyens dépendent également du niveau des ressources pour définir les objectifs. En raison de ressources insuffisantes, un acteur peut choisir une voie bien plus risquée pour atteindre ses objectifs. A rebours, un acteur disposant de moyens suffisants devrait choisir la voie la moins risquée. A moins qu'il ne s'éparpille dans de multiples options qui, au final, ne garantiront pas nécessairement qu'il atteindra ses objectifs. De ce fait, il faut prendre en compte les moyens de manière relative, c'est-à-dire en rapport avec l'intégralité de leurs ressources.

³⁹ Alors que dans une logique de guerre totale, enjeux et objectifs sont « sécurisés », au sens qu'en donne Ole Waever d'une « *politisation extrême qui autorise l'utilisation de moyens extraordinaires au nom de la sécurité* » ; Ole Waever, Barry Buzan et Jaap de Wilde, *Security : a New Framework for Analysis*, Boulder : Lynne Rienner, 1998, p.25.

⁴⁰ Tendanciellement plus « totale » au déclenchement de la guerre, la logique américaine devient de plus en plus « limitée » du fait de son interaction avec la logique des autres acteurs.

Ce rapport s'analyse enfin dans le choix de la stratégie en tant que pont entre ces éléments. Afin de saisir ce point, nous proposons de nous appuyer sur la dichotomie classique établie par Clausewitz et ses interprètes (tel Hans Delbrück) entre stratégie d'anéantissement et stratégie d'usure⁴¹. Chacune de ces stratégies opère en fonction d'une fin : l'anéantissement correspond à la volonté de vaincre à tout prix, tandis que l'usure (ou l'attrition) vise à épuiser l'adversaire dans le cadre d'une guerre limitée, indirecte ou défensive. Théoriquement, la destruction de l'adversaire comme objectif militaire renvoie à des enjeux élevés voire absolus, et donc au modèle de « guerre totale ». A l'inverse, le fait d'épuiser l'adversaire démontrerait des enjeux moins importants puisque les bénéfices attendus seraient moindres que ceux que l'on espère de sa destruction.

Cette cohérence supposée entre anéantissement et guerre totale d'une part, usure et guerre limitée d'autre part est biaisée par les conditions historiques qui l'ont vu émerger. Elle provient de l'analyse élaborée au début du XX^{ème} siècle pour expliquer que la guerre totale et la guerre industrielle étaient liées, voire similaires, du fait du caractère nationaliste des conflits. En d'autres termes, la stratégie d'usure correspondait au temps des guerres de cabinet, soit pré-nationales, alors que l'anéantissement seul était possible (avec son corollaire : la bataille décisive) dans le cadre d'une guerre entre Etats-nations mobilisant toute leur société.

Or, les guerres de libération nationale aussi bien que les opérations de stabilisation contemporaines démontrent l'inexistence d'un tel lien. Plutôt que de postuler que le choix d'une stratégie relèverait du seul enjeu, il faut plutôt s'interroger sur son lien avec les moyens disponibles et l'asymétrie stratégique qui existe entre les acteurs. Dit autrement : le choix de l'anéantissement ou de l'usure dépendra 1) des moyens disponibles, 2) des objectifs et 3) des enjeux. Dans le cas des insurgés ou des organisations irakiennes, on observe que l'enjeu s'approche davantage du pôle absolu (survie de l'organisation, prise de pouvoir) et s'apparente à la « guerre totale ». Néanmoins, la stratégie choisie est celle de l'usure ou, comme le dit Galula, de détruire plutôt que de construire, de se contenter de ne pas perdre tout en élevant les coûts de l'adversaire⁴². En échangeant de l'espace contre du temps, et du temps contre de la volonté, les insurgés espèrent forcer les Américains à cesser la lutte et à se retirer. Ce choix est déterminé à la fois par les moyens disponibles (qui génèrent les seules tactiques

⁴¹ Sur ces points, Raymond Aron, *Penser la guerre, op.cit.*, Tome 1, pp.122-150. Il s'agit ici du « débat stratégique » qui anime les cercles universitaires et militaires allemands au lendemain de la Première Guerre Mondiale et dont Aron entend tirer des enseignements théoriques.

⁴² Nous faisons bien sur référence à David Galula, *Contre-insurrection : Théorie et Pratiques*, Paris : Economica, 2008.

possibles contre le « fort ») et par les objectifs poursuivis (faire monter les coûts de leur présence en Irak aux militaires américains).

A l'inverse, les Américains choisissent de prime abord une stratégie d'anéantissement de l'insurrection (parfois appelée « contre-insurrection centrée sur l'ennemi »). Ce choix n'est pas seulement déterminé par l'enjeu (artificiellement élevé par l'administration Bush à travers la nécessité d'un changement de régime pour protéger les Etats-Unis des armes de destruction massive, dissuader ses adversaires et démocratiser le Moyen-Orient). Il dépend également des perceptions des militaires déployés sur le terrain (voir section 2 du présent chapitre) en lien avec les moyens disponibles (notamment en termes de puissance de feu) et les préférences en matière d'usage de la force. Autrement dit, le biais est davantage inscrit dans la culture stratégique et organisationnelle dominante dans les forces terrestres américaines : ce sont ces biais vis-à-vis des moyens qui déterminent les objectifs de vaincre l'insurrection à tout prix.

Ce développement mène à deux conclusions. En premier lieu, la cohérence stratégique s'inscrit dans un rapport étroit entre moyens, objectifs et enjeux. Plus ce rapport sera mâtiné d'idéologie ou d'incompréhension du contexte ou des calculs de l'adversaire, plus il sera incohérent. A l'inverse, plus ce rapport est adapté au réel, plus il sera cohérent. Par réel, nous n'entendons évidemment pas un ensemble statique. Le contexte (en tant qu'ensemble englobant fait de normes, d'identités et de pratiques, et non comme élément causal) est ce qui le constitue. S'adapter au contexte signifie donc en intégrer les contraintes, en modifier certains éléments et en contester les interprétations.

En second lieu, cela signifie que le choix stratégique n'est pas déterminé en soi par le type de guerre que l'on mène : une guerre totale peut être conduite sur le mode de l'usure ou de l'anéantissement, là où une guerre limitée ne peut donner lieu qu'à une stratégie visant à épuiser l'adversaire (figure 2). La variable est double : les moyens disponibles d'une part, les enjeux et objectifs d'autre part⁴³.

Logique de guerre	Totale	Limitée
Stratégie(s)	Anéantissement/usure	Usure

Figure 2 : types de guerre et stratégies

⁴³ A noter que, de ce fait, une logique de guerre limitée peut très bien donner lieu au déploiement de tous les moyens disponibles afin de remporter la victoire au plus vite, c'est-à-dire avant que les coûts ne dépassent les bénéfices attendus. C'est bien le cas dans la culture stratégique dominante des Etats-Unis.

La cohérence stratégique est fondamentale car elle détermine le type d'effets produits. Car si la fonction de la stratégie est d'être un pont entre fins et moyens, son rôle est de générer les effets attendus. Etant donné l'incertitude du contexte et l'interaction dialectique, la stratégie est donc affaire d'efficacité plutôt que d'efficience.

La puissance par ses effets : l'utilité de la force en opérations extérieures

Est puissant l'acteur capable de produire les effets qu'il souhaite. Or, l'outil principal de la transformation des ressources pour atteindre les objectifs est l'utilisation, ou la menace d'utilisation, de la force. Certes, comme nous le verrons ultérieurement, l'outil militaire englobe davantage que la violence destinée à contraindre, à persuader ou à détruire. Mais l'usage de la force reste central et ordonne les autres actions. Par ailleurs, l'effet recherché peut être lui-même soumis à débat : s'agit-il de détruire l'ennemi qui menace la paix ou la sécurité ? Doit-on « protéger les populations » contre cet ennemi, forcément criminalisé ? L'effet est-il dans la construction d'institutions sécuritaires censées apporter la paix civile et la stabilité politique ? Il nous semble que, loin de s'opposer, ces propositions parfois paradoxales peuvent être assumées à travers l'effet lié à la (re)construction de l'ordre social et politique interne à l'Irak⁴⁴. Toutefois, ces effets ne sont que partiellement atteints, et résultent tantôt de stratégies volontaires, tantôt de l'interaction entre les stratégies des acteurs et le contexte. Enfin, des effets inattendus peuvent également résulter des stratégies. Il ne faut donc pas postuler nécessairement un phénomène conscient de la part des acteurs militaires et civils américains.

Il est nécessaire en premier lieu de définir ce que nous entendons par force. Dans le vocabulaire militaire, le terme désigne en effet aussi bien le moyen dont on use que les unités qui en font usage. C'est bien entendu le premier sens que nous retiendrons. Par ailleurs, nous

⁴⁴ Le paradoxe le plus évident et le plus souligné par les acteurs militaires est celui de la force et du consentement : si la force est nécessaire à la « pacification », le consentement l'est également, or la force érode potentiellement le consentement. Sur ce point, l'auteur manifeste sa profonde gratitude à Christian Olsson avec qui il a eu des échanges nombreux et fructueux : Christian Olsson, « Conquérir 'les cœurs et les esprits' ? Usages et enjeux de légitimation locale de la force dans les missions de pacification extérieures (Bosnie, Kosovo, Afghanistan, Irak ; 1996-2006) », Thèse de Doctorat de Sciences Politiques, Institut d'Etudes Politiques, octobre 2009.

entendrons les termes de force, de violence, de coercition ou de contrainte comme « *ce pouvoir de détruire, ce pur et simple pouvoir, non acquisitif, non productif, de détruire des choses auxquelles quelqu'un attache une valeur, d'infliger de la douleur et de la peine* »⁴⁵. Par ailleurs, on peut distinguer la force du pouvoir en ce que la première ne produit pas nécessairement d'obéissance. Autrement dit, l'usage de la force (ou sa menace) se produit bien dans une relation de pouvoir, mais n'en est que le moyen le plus visible (et pas nécessairement le plus efficace). Enfin, comment distinguer la force de la violence ? Hannah Arendt pose ainsi que les deux termes sont conceptuellement distincts, en ce que « *la violence peut être justifiable mais ne sera jamais légitime* »⁴⁶. Autrement dit, le pouvoir légitime peut se dispenser d'user de la contrainte physique. Pour autant, on sait que celle-ci peut-être « naturalisée », c'est-à-dire considérée comme tout à fait légitime. Inversement, l'utilisation de la contrainte physique par l'Etat est tout à fait envisageable dans le cas de la force policière (en interne) et militaire (en externe). Nous postulons donc que la distinction est normative et non descriptive : on appelle violence l'usage de la force par un acteur dont on conteste la légitimité.

Cette tentative de clarification conceptuelle menée par Hannah Arendt a pour conséquence de mettre en lumière le rôle majeur de la légitimité dans la production des effets de la puissance. En premier lieu parce que c'est la légitimité qui trace la frontière entre le consentement des gouvernés et la résistance à la contrainte physique. Dans l'ordre politique et social interne, l'usage de la force est donc accepté par tous ou presque. Or, dans le cas des actions des militaires américains en Irak, il s'agit d'établir cette légitimité en tant qu'intervenant extérieur (ou étranger) à l'ordre interne. C'est-à-dire en l'absence du pouvoir souverain que les Américains exercent, au mieux, sous le statut de puissance occupante délivré par la résolution 1483 de l'ONU de mai 2003. Mieux, cet ordre interne devient l'effet à produire pour atteindre les fins politiques d'un Irak stable, démocratique et favorable aux intérêts américains au Moyen-Orient : il s'agit de bâtir un Etat souverain. Selon Joseph Nye, l'usage coercitif de la force militaire repose sur la compétence technique et sur la légitimité, qu'il définit comme « *la croyance largement répandue qu'un acteur ou qu'une action est juste* »⁴⁷. Cette légitimité, intangible et dépendante des perceptions, est le produit des normes de la guerre « juste » (*jus in bello*) ainsi que des interprétations et des narrations concernant la

⁴⁵ Thomas C. Schelling, *Arms and Influence*, New-Haven: Yale University Press, 1996, p.V.

⁴⁶ Hannah Arendt, « Sur la violence », in *Du mensonge à la violence*, Paris : Calmann-Lévy, 1972, p.162.

⁴⁷ Joseph Nye, *The Future of Power*, *op.cit.*, p.42.

justesse du conflit (*jus ad bellum*). La légitimité est donc bien traitée comme une ressource possédée par un acteur, justifiable éventuellement d'un jeu à somme nulle avec d'autres. Certes, son caractère variable est bien considérée par Nye, mais celui-ci n'explique en aucun cas le lien qu'il y aurait entre la légitimité d'un acteur et le consentement des populations quant à son usage de la contrainte physique. Notamment, il ne suffit pas de postuler que les insurgés ont un « meilleur récit » pour expliquer successivement les résistances de la société irakienne à la présence militaire américaine, puis son acceptation.

En effet, la légitimité n'est pas simplement un donné antérieur à un acteur, elle résulte plutôt d'un processus de légitimation. Celui-ci englobe les pratiques et les dynamiques par lesquels les acteurs créent une correspondance entre des structures de pouvoir *objectives* et les croyances *subjectives* des gouvernés quant au bien-fondé de celles-ci⁴⁸. Toutefois, cette définition ne nous renseigne pas sur les mécanismes qui permettent cette adéquation. Notamment, le consentement par les gouvernés résulte-t-il des seules croyances ou bien d'intérêts partagés entre ceux-ci et les gouvernants ? Il est donc nécessaire de distinguer ici la légitimation d'une part – la croyance partagée dans le bien-fondé des institutions, quelle que soit la manière dont cette croyance est construite – et le consensus résultant « *d'une évaluation des bénéfices et des avantages éprouvés [...] du fonctionnement régulier des institutions* »⁴⁹. Néanmoins, cette distinction est surtout analytique : dans les pratiques, on ne peut séparer les mécanismes de contrôle social qui relèvent de la force de ceux qui s'appuient sur la conjonction des intérêts ou les croyances subjectives.

Ainsi, la légitimité est donc bien ce qu'il faut construire, à partir de la manipulation des intérêts à défaut de pouvoir « naturaliser » le pouvoir. En effet, ce dernier processus relève d'une forclusion de l'imaginaire politique des gouvernés, nécessitant une durée conséquente afin de rendre impensable toute autre alternative. Cependant, on ne peut postuler que les stratégies visant à la légitimation soient toutes conscientes : inscrites dans une relation, elles peuvent être dépendantes de la structure des pôles elle-même.

Or, ce processus de légitimation ne peut être séparé des autres effets poursuivis, et notamment de la construction d'un ordre politique et social favorable aux intérêts américains en Irak. Autrement dit, il faut s'interroger sur le rôle que la coercition joue dans l'un comme l'autre processus. En première analyse, ce lien est problématique. Comme le souligne Philippe

⁴⁸ Jacques Lagroye, « La légitimation », in Madeleine Grawitz et Jean Leca, *Traité de sciences politiques*, tome 1, Paris, PUF, 1985, p. 398-399.

⁴⁹ *Ibid.*

Braud, « *le recours à la force [...] peut sans doute éliminer des violences mais aussi en provoquer des nouvelles si l'action entreprise n'est pas perçue comme justifiée* »⁵⁰. Autrement dit, on entre dans le paradoxe de la force et du consentement. Christian Olsson a justement étudié les raisons pour lesquelles ce phénomène de « radicalisation relationnelle » se produisait. Selon lui, la variable tient dans la perception de la force comme « excessive ». On assisterait alors à des logiques d'escalade découlant à la fois de l'abaissement des coûts de la résistance et de dynamiques identitaires provoquées par la force indiscriminée⁵¹.

Néanmoins, la perception de la force comme « excessive » nous renvoie à la question de la légitimité, d'autant que l'on peut observer des processus de « délégitimation » dès lors qu'un pouvoir « légitime » est amené à faire usage de celle-ci⁵². Or, ce fait nous amène à penser, à la suite de Christian Olsson, que la légitimité est affaire de degré plutôt que d'opposition entre son absence ou sa présence⁵³. Ainsi, quant à l'usage de la coercition, Pierre Hassner souligne que « *la violence potentielle est là pour soutenir en dernier ressort l'autorité politique, mais la première fonction de l'autorité politique est de veiller à ce qu'elle reste potentielle et que le dernier ressort ne se produise pas* »⁵⁴.

Autrement dit, cette analyse nous renvoie à la question wébérienne du monopole de la violence légitime par l'Etat. En effet, si l'Etat se définit justement par ce monopole, ce n'est jamais de manière absolue : l'Etat est bien « *une entreprise politique de caractère institutionnel* lorsque et tant que sa direction administrative revendique avec succès, *dans l'application des règlements, le monopole de la contrainte physique légitime* »⁵⁵. Ce caractère relatif indique bien que la légitimité et le monopole s'inscrivent dans une perspective relationnelle. Ainsi, la question de savoir si le monopole des moyens de la coercition est un préalable au monopole de la violence symbolique ou si c'est le contraire est une question que l'on ne peut trancher aisément, d'autant plus dans le contexte des opérations extérieures

⁵⁰ Philippe Braud, *Violences Politiques*, Paris : Seuil, 2004, p.228.

⁵¹ Christian Olsson, « Répression et 'radicalisation violente' : Une perspective relationnelle sur l'usage de la force dans le contexte des opérations contemporaines de 'pacification extérieure' », in Sebastian Schehr et Myriam Klinger (dirs), *Lectures du conflit*, Strasbourg : Néothèque collection « Polémo-logiques », 2010, pp.129-148.

⁵² Kalevi Holsti appelle « dilemme de la coercition d'Etat » (*state-strenght dilemma*) le phénomène qui montre qu'un pouvoir dont la légitimité est largement contesté ne peut rétablir son autorité par la seule utilisation de la force contre une opposition armée. Kalevi Holsti, *The State, War and the State of War*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, pp.116-117.

⁵³ Christian Olsson, « 'Conquérir les esprits et les cœurs ?' », *op. cit.*, p.46.

⁵⁴ Pierre Hassner, « On ne badine pas avec la paix », in Pierre Hassner, *La terreur et l'empire*, Tome 2 La violence et la paix, Paris : Seuil, 2003, p.303.

⁵⁵ Max Wéber, *Economie et Société*, Paris : Plon, 1995, Tome 1, p.17. Nous soulignons.

contemporaines. Il nous faut donc l'envisager dans une approche qui mettra en analogie la construction de l'ordre politique interne au sein des Etats modernes occidentaux et la situation qui prévaut dans le cas de l'occupation américaine en Irak.

Antonio Giustozzi s'est ainsi intéressé au rôle de la coercition dans l'établissement ou la consolidation de l'Etat⁵⁶. Séparant ces deux étapes, l'auteur affirme que des règles du jeu différentes y opèrent. Au stade de la formation de l'Etat, la monopolisation des moyens de coercition se fait par leur accumulation et nécessite l'usage indiscriminé et déchaîné de la force. Au stade de la consolidation de l'Etat, les institutions nouvellement créées permettent d'appriivoiser la violence et de faire un usage plus sélectif de la force. En premier lieu, ce schéma chronologique correspond à la situation de l'Irak depuis 2003. Dans un premier temps, face au vide créé par la dissolution des institutions politiques et sécuritaires irakiennes, l'effort s'est porté sur leur création. On a ainsi assisté à une « reconstruction par le haut ». Celle-ci a consisté à établir une constitution et un gouvernement irakien tout en formant une armée et une police (2004-2006). Puis, une fois ces institutions installées, l'effort a porté sur leur consolidation « par le bas », c'est-à-dire en établissant le monopole des moyens de coercition au niveau local et en reliant les zones ainsi « pacifiées » au gouvernement central (2006-2008). De plus, cette seconde étape s'est caractérisée par l'usage d'une force plus sélective contre les acteurs menaçant le gouvernement central. Certes, le monopole n'a été celui du gouvernement irakien que par transitivité : les militaires américains l'ont d'abord établi pour eux-mêmes, soit directement soit par le biais d'acteurs paramilitaires locaux, avant d'en transférer la responsabilité aux institutions centrales. Par ailleurs, ce monopole n'a jamais été absolu puisque d'autres acteurs ont continué (et continuent largement) à le concurrencer.

La distinction entre force déchaînée et force apprivoisée renvoie à la dualité de la guerre et de la politique chez Clausewitz⁵⁷. Ce dernier n'a pu trancher en effet entre une vision de la guerre comme violence déchaînée (la montée aux extrêmes) ou comme pur instrument de la raison politique. En effet, si ce dernier point apparaît bien comme l'élément final de sa réflexion, il peut cependant être considéré tout autant comme normatif (la raison politique doit encadrer l'usage de la violence) que comme descriptif (toute guerre est

⁵⁶ Antonio Giustozzi, *The Art of Coercion*, New-York: Columbia University Press, 2011.

⁵⁷ Jean-Vincent Holeindre, « Violence, guerre et politique : étude sur le retournement de la 'Formule' de Clausewitz », *Res Militaris*, vol.1, n°3, été 2011.

subordonnée à des fins politiques)⁵⁸. Autrement dit, la tension inhérente entre les deux pôles demeure dans la pensée du stratégame prussien. Le risque d'escalade existe toujours.

Cette perception dialectique et ambivalente de la guerre renvoie à la dualité de la politique. D'une part, la politique est le domaine de la lutte ou, pour reprendre l'expression de Georges Ballandier, « celui des actions qui visent le maintien ou la modification de l'ordre établi »⁵⁹. De l'autre, la politique vise aussi à arbitrer les conflits ou à régler les différends (rétablir l'ordre en interne, aboutir à la paix en externe). Autrement dit, la politique est à la fois de l'ordre de la discorde et de celui de l'accord. Par conséquent, soit la guerre est un des aspects du politique, soit elle en est la vérité.

Résoudre ces ambivalences se comprend très bien dès lors que l'on part du principe que la force est justement ce qui sert à pacifier (ou à régler les conflits), mais qu'elle doit elle-même être progressivement pacifiée par le pouvoir politique.

Le passage de la force indiscriminée à la force sélective, de la force déchainée à la force apprivoisée s'explique essentiellement par le fait que les moyens du contrôle social diffèrent dans les deux étapes. Dans la première, il s'agit d'accumuler les moyens de coercition en concurrence avec d'autres acteurs. La force est utilisée pour détruire les adversaires ou forcer un rival à coopérer. Elle est associée à d'autres moyens tels que la cooptation d'autres acteurs ou la formation de coalitions. Le patronage est donc un élément-clé avec la constitution d'institutions dédiées spécifiquement au contrôle social, quelle qu'en soit le moyen. Une fois ces institutions spécialisées mises en place, la force sert essentiellement à maintenir et à consolider l'ordre social, c'est-à-dire les moyens et ressources de domination sur lesquels s'adosse le nouvel ordre politique. Il faut donc en faire usage de manière sélective (force policière). En effet, l'utilisation indiscriminée est sans effet car, dans ce cas, « la conformité à la contrainte ne garantit pas la sécurité [...] et rejoindre l'opposition peut dans les faits accroître la probabilité de la survie de l'individu ». Au contraire, si l'on « cible les individus sur la base de leurs actions, alors leur sécurité est garantie par le fait de restreindre ces actions »⁶⁰. D'autre part, l'usage sélectif de la force est rendu possible par un meilleur renseignement et un meilleur contrôle de la population et du territoire. La force indiscriminée est contre-productive à tous les stades, mais elle est plus couteuse à la première étape (en termes de collecte de renseignement et de gestion de

⁵⁸ Thomas Waldman, « Politics and War: Clausewitz's Paradoxical Equation », *Parameters*, vol.40, automne 2010, pp.1-13.

⁵⁹ Georges Ballandier, *Anthropologie Politique*, Paris : PUF, 2004 (1967), p.IX.

⁶⁰ Stathis N. Kalyvas, « The Paradox of Terrorism in Civil Wars », *Journal of Ethics*, vol.8, n°1, 2004, p.105.

l'information). Enfin, cet usage est moins problématique à ce moment-là car l'objectif diffère : détruire et dissuader plutôt que de contraindre, intimider, coopter et attirer. Quoi qu'il en soit, son modèle établi à partir de cas comparatifs suggère que l'appivoisement de la force par les institutions sécuritaires est la clé de la « pacification », c'est-à-dire de l'établissement de chaînes d'interdépendances complexes⁶¹.

Pour autant, il reste à déterminer comment l'usage de la force contribue à cette pacification, d'abord en établissant un monopole des moyens de coercition (assujettissement) puis par l'appivoisement de la violence (pacification). Pour cela, il convient d'analyser le rôle de la force en fonction des idéaux-types de l'ordre interne (force policière) et de l'ordre externe (militaire). En effet, non seulement les contextes mais les institutions produisent deux utilisations nettement différenciées de la coercition. Or, dans un contexte de pacification en opérations extérieures, les militaires sont confrontés par la force des choses à la nécessité d'établir et de maintenir l'ordre sous un mode confondant les idéaux-types, tantôt empruntant à l'un, tantôt empruntant à l'autre. Ce fait s'expliquerait par un contexte dans lequel la guerre n'est plus une interaction entre acteurs égaux mais serait de nature hiérarchique⁶². De plus, comme le suggère Antonio Giustozzi, la distinction organisationnelle entre police et armée n'est pas nécessaire ou atteignable dans la phase de formation de l'Etat. Enfin, il est possible d'établir un continuum de l'utilisation de la force en mission de pacification (coloniale ou contemporaine) entre ces deux pôles dont il faut s'attacher à décrire les caractéristiques.

Si l'on s'en tient à la sociohistoire des Etats modernes occidentaux, la séparation entre force armée et « force publique » s'appuie sur trois grandes distinctions⁶³. En premier lieu, là où la force militaire s'exerce dans ce moment paroxystique de l'épreuve des forces (le combat), la force policière est plus diffuse aussi bien dans l'espace (dispositif de contrôle et de surveillance) que dans le temps (interventions ponctuelles de dernier recours)⁶⁴. En second lieu, la police ferait un usage minimal de la force et en dernier recours, du fait du monopole

⁶¹ Voir notamment les travaux de Norbert Elias, *La civilisation des mœurs*, Paris : Calmann-Lévy, 1973 et *La dynamique de l'occident*, Paris : Calmann-Lévy, 1975.

⁶² Nous serions donc dans une vision du conflit qui n'est pas inter- mais intra-social : autrement dit, la guerre ne viserait plus le maintien ou la révision de l'ordre établi par les différentes puissances (révisionnistes ou conservatrices) mais au seul maintien de l'ordre international face à un adversaire normativement différencié. Sur ce point, l'analyse de Dario Battistella, *Paix et guerres au XXIème siècle*, Paris : Editions Sciences Humaines, 2011 est éclairante.

⁶³ Nous remercions grandement Christian Olsson d'avoir attiré notre attention sur ce point.

⁶⁴ Jean-Paul Brodeur, « Maintien et imposition de la paix en Somalie (1992-1995) », *Cultures et Conflits*, n°29-30, printemps-été 1998, pp.175-228.

théoriquement incontesté que détient l'Etat⁶⁵. Alors que les armées doivent au contraire user de la force maximale pour détruire ou dissuader un adversaire. Le rapport relationnel entre deux puissances supposées égales en dignité (souveraines) nécessite en effet de désarmer l'autre par l'utilisation des moyens disponibles (lois des actions réciproques). En troisième lieu, là où la force militaire est utilisée contre un adversaire réputé légitime à recourir à la violence (*justus hostis*), la force policière s'exerce contre un criminel⁶⁶. La police doit donc se prévaloir de l'ordre face à un ennemi qui ne peut prétendre à cette revendication. On a donc une relation hiérarchique au lieu d'une relation symétrique, asymétrique ou dissymétrique⁶⁷.

Or, la police ne maintient pas simplement l'ordre public, elle contribue également à façonner l'ordre social. Dans un article particulièrement éclairant, Pierre Favre montre ainsi comment il faut partir du constat que « *la police est la seule administration susceptible d'intervenir partout et à n'importe quel moment pour obtenir le retour à une situation considérée comme normale* »⁶⁸. De ce fait, l'intervention policière impliquant le recours à la force, « *les policiers sont les seuls à incarner constamment sur le terrain la puissance publique en tant précisément que puissance* »⁶⁹. Ainsi, « *toute intervention de la police est porteuse d'un message : il pourra et peut-être il devra être fait usage de la force pour atteindre l'objectif souhaité* »⁷⁰.

Cet usage de la force n'est pas simplement de l'initiative de l'Etat : il opère la plupart du temps à la demande des citoyens. D'autre part, les policiers ne sont pas seulement les agents de l'Etat, mais aussi les membres d'une institution, qui interprète pour eux le contexte et leur rôle, et pour laquelle ils génèrent en retour une série de normes, de procédures ou de pratiques implicites ou explicites. Ce point est important car il permet de croiser deux observations. La première concerne le rôle quotidien et concret de la police : elle « *dessine un ordre général et hiérarchisé de l'interdit et de l'autorisé, de l'urgent et de ce qui peut attendre, du potentiellement dangereux et de l'inoffensif, du juste et de l'injuste, de*

⁶⁵ Jean-Paul Brodeur, « Force policière et force militaire », *Ethique publique*, vol.2, n°1, 2000, pp.157-166. Il faut cependant noter que l'usage en dernier recours peut être d'intensité importante. Il serait plus juste de dire que la force policière fait tendanciellement usage d'une force plus sélective que la force militaire.

⁶⁶ La notion de *justus hostis* (ennemi légitime) est liée à la pensée de Carl Schmitt, notamment, *Le Nomos de la terre*, (1950), Paris : PUF, 2001, p.121.

⁶⁷ Il ne s'agit pas ici du seul critère de ressources matérielles, mais aussi celui de la différenciation normative.

⁶⁸ Pierre Favre, « Quand la police fabrique l'ordre social : un *en deça* des politiques publiques de la police ? », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol.59, n°6, décembre 2009, p.1234.

⁶⁹ *Ibid.* p.1235.

⁷⁰ Egon Bittner, « De la faculté d'user de la force comme fondement du rôle de la police », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, vol. 3, 1991, pp.228.

l'admissible et de l'inadmissible, du socialement normal et du pathologique »⁷¹. La seconde est liée au statut du policier comme membre d'une organisation : il n'agira pas forcément selon les critères de la légalité mais en fonction « *de normes sociales qui émanent principalement de son institution et ont pour lui une logique contraignante* »⁷². L'autorité publique (les décideurs, les élus, les administrations) n'ont aucune prise sur ces microdécisions.

Enfin, le lien entre l'ordre social (ou son intériorisation) et la police est mieux démontré dès lors que celle-ci n'est plus en capacité de remplir ses missions. Ces situations peuvent concerner l'incapacité ponctuelle dans le temps (catastrophe naturelle par exemple) ou le renoncement tendanciel de la police à intervenir dans certaines portions du territoire⁷³. Dans ce cas, l'ordre social en vient à disparaître et montre, en creux, l'importance de la potentialité du recours à la force policière dans la production et la reproduction de l'ordre social (et donc politique). Enfin, et de manière plus pertinente encore dans le cadre de ce travail, ce processus d'incapacité peut conduire à l'effondrement de l'Etat. Dans ce cas, la police n'est plus détentrice du monopole de la force, mais peut même entrer en concurrence dans la rivalité armée pour le pouvoir. Ce fait corrobore le lien consubstantiel entre l'existence d'un ordre politique et social, et l'établissement d'institutions sécuritaires chargées de le garantir. En effet, « *la légitimité du pouvoir est largement dépendante de sa capacité à maintenir l'ordre. L'ordre est même le critère pour dire si un pouvoir politique existe ou non* »⁷⁴. Ainsi, la force policière est donc bien la plus adaptée à la production des effets de puissance en Irak car elle contribue autant à façonner l'ordre social qu'à le maintenir. Cette problématique a d'ailleurs bien été perçue par les acteurs internationaux (et pas seulement en Irak) à travers l'impératif de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS).

La force policière n'a pas été mise en œuvre par une police irakienne fortement structurée et non partisane. Le plus souvent, ces unités dédiées à la sécurité intérieure ont été minées par l'incompétence, le manque de moyens, la corruption ou encore leur allégeance à un parti voire à une milice. D'autre part, la distinction entre une police locale et la police nationale (paramilitaire) a donné lieu à des luttes de pouvoir complexes. La plupart du temps, les militaires américains ont dû assurer les tâches du maintien de l'ordre, mais ont également

⁷¹ Pierre Favre, « Quand la police fabrique l'ordre social », *art. cit.*, p.1235.

⁷² Donald Black, « The Social Organization of Arrest », *Stanford Law Review*, vol. 23, 1971, p.77, cité par Pierre Favre, « Quand la police fabrique l'ordre social », *art. cit.*, p.1236.

⁷³ Pierre Favre, « Quand la police fabrique l'ordre social », *art. cit.*, p.1237.

⁷⁴ David Bayley, *Patterns of Policing. A comparative International Analysis*, New-Brunswick: Rutgers University Press, 1986, p.5, cité par Pierre Favre « Quand la police fabrique l'ordre social », *art.cit.*, p.1238.

contribué à leur manière au modelage de l'ordre politique et social en Irak, que ce soit aux niveaux local, provincial ou national.

De plus, les militaires américains n'ont pas seulement utilisé la coercition. En effet, leur action fonctionne aussi bien par la contrainte directe ou institutionnelle, que par le modelage des identités à travers les relations de domination. Autrement dit, il faut l'inscrire dans des dynamiques et des interactions reposant sur les aspects matériels de la puissance, aussi bien que sur la capacité à remodeler les identités par le discours et par les pratiques sociales. L'ensemble des pratiques américaines en Irak a donc contribué à un projet plus large d'ingénierie sociale et politique. Outre la force, les ressources mobilisés dans le cadre de relations de domination comprennent bien les procédures de réformes du secteur de la sécurité d'une part, l'utilisation de l'argent à l'échelon tactique d'autre part.

Quels que soient les moyens utilisés, il faut donc envisager les modalités qui ont permis, ou non, la production de ces effets. Si le mode d'utilisation de la force (indiscriminée ou sélective, déchaînée ou apprivoisée) est une variable, il faut également tenir compte du dispositif mis en œuvre par les militaires américains. La notion de présence est donc essentielle : à travers des « missions de présence » (patrouilles, points de contrôle, avant-postes situés au cœur des zones peuplées, raids de nuit contre les réseaux insurgés ou « terroristes »), les unités américaines ont tenté de contrôler leur zone d'opérations. Cependant, cette modalité de l'action militaire n'a pas été continue en Irak. Ainsi, on peut délimiter plusieurs phases : une présence permanente en 2003-2004, la reconquête des zones perdues lors du soulèvement général en 2004, le retrait dans les bases opérationnelles avancées situées en périphérie des zones à contrôler entre 2005 et 2006, la présence permanente au cœur des villes lors du *surge* de 2007-2008.

En croisant ces deux variables, on peut émettre l'hypothèse que le contrôle a dépendu d'une présence permanente et d'un usage sélectif de la force (figure 3). Or, cette situation n'est possible qu'avec le temps (qui doit permettre un meilleur renseignement, donc un coût politique et militaire moindre des raids) puisque la durée autorise la croissance de l'interdépendance entre les acteurs américains et les autres acteurs engagés dans la sécurité.

	Présence ponctuelle (assujettissement)	Présence permanente (pacification)
Force indiscriminée	Résistance	Résistance puis contrôle
Force sélective	Impuissance	Contrôle

Figure 3 : Modes de contrôle social et usages de la force

Ainsi, on peut théoriser ce modèle en montrant que la fabrication de l'ordre social et politique local par les militaires américains, bien que centrée sur la contrainte physique, entremêle des relations de pouvoir et des relations de constitution des identités. D'un côté, les relations de pouvoir sont nécessaires pour façonner un contexte favorable à des relations de constitution des identités. De l'autre, un effet de seuil dans ces dernières est nécessaire pour que la relation de pouvoir, notamment fondée sur la contrainte, ne soit pas contre-productive. Les opérations militaires sont donc une condition sine qua non de cet effet de seuil, à condition qu'elles ne manifestent pas seulement une stratégie de sujétion, mais qu'elles s'inscrivent dans une logique de pacification.

Néanmoins, ce modèle n'est pas complet si on ne prend pas en compte une variable supplémentaire. La concurrence dans la production de la violence et dans l'accumulation des moyens de coercition peut s'effectuer dans une configuration bipolaire (deux acteurs rivaux) ou multipolaire. Entre 2003 et 2005, la configuration est bipolaire puisque la présence américaine se heurte à une résistance qui unifie ses efforts face à l'occupant. Au contraire, les dynamiques politiques propres aux conflits irakiens produisent une configuration de plus en plus multipolaire au sein de laquelle les Américains peuvent se poser en arbitre, en « courtiers de puissance » (*power brokers*) ou en protecteurs. Il semble donc que cette variable soit cruciale afin de saisir comment certains effets ont pu être produits, soit directement par l'utilisation ou la menace d'utilisation de la force, soit indirectement par le modelage des identités et du contexte sécuritaire et politique irakien.

L'analogie avec la construction de l'Etat moderne occidental trouve cependant ses limites du fait que, dans le cas de l'Irak comme dans celui de nombreuses opérations extérieures contemporaines, l'ordre social et politique interne est imposé de l'extérieur. Certes, le mandat et la mission impliquent en général la constructions d'institutions (Réformes

du Secteur de la Sécurité) ainsi que le désarmement des acteurs (Désarmement, Démobilisation, Réintégration). Cependant, la construction de l'Etat (*state-building*), qu'elle suive ou non une stratégie d'imposition de la paix (*peace enforcement*) et qu'elle accompagne ou non le maintien de la paix (*peacekeeping*), est ici obérée par plusieurs contradictions. Roland Paris et Timothy Sisk ont ainsi identifié quatre paradoxes majeurs : une intervention extérieure pour développer un gouvernement local, un contrôle international pour permettre une appropriation locale du pouvoir, des valeurs universelles (démocratie, marché) comme remèdes aux problèmes locaux, le conflit entre des impératifs de court terme (pour les intervenants) et des objectifs de long terme (pour les locaux ou la communauté internationale)⁷⁵.

A ces contradictions, inhérente à une certaine forme d'interventionnisme « libéral », s'ajoute le dilemme propre à la stabilisation⁷⁶. Comme le souligne Giustozzi, le maintien de la paix ne fonctionne qu'en cas d'accord ou de consensus entre tous les belligérants. En effet, dans le cas contraire, la « stabilisation » gèle le conflit armé puisqu'elle cherche à prévenir la monopolisation de la violence par une des parties en présence⁷⁷. Autrement dit, sans accord d'une part, sans victoire de l'un des camps d'autre part, il y a de fortes probabilités que le maintien de la paix pérennise en fait la situation de faiblesse de l'Etat caractérisée par la mainmise prédatrice de certaines élites sur le pouvoir.

Ce dilemme est essentiellement dû à l'écart entre les enjeux des intervenants (la libéralisation politique et économique d'un pays ou d'une région du monde) et leurs intérêts réels (stabiliser le temps d'obtenir les conditions favorables à un retrait comme le demande l'opinion domestique). Du fait de cet écart, et comme nous l'avons déjà souligné en cas d'élévation artificielle des enjeux, les moyens alloués à la stratégie de maintien de la paix ne sont pas suffisants pour façonner sur le long terme les préférences des élites locales ou des parties en présence. Au contraire, en l'absence de tels moyens, la tendance verra « *les élites locales, aussi bien dans la capitale que dans les provinces, résister ou tenter de modifier le programme de maintien de la paix de manière qu'il incorpore pleinement leurs*

⁷⁵ Roland Paris et Timothy D. Sisk (dirs), *The Dilemmas of State-Building: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*, Londres: Routledge, 2009, pp.305-306.

⁷⁶ Sur la question de l'interventionnisme libéral, Dario Battistella « L'Occident, exportateur de démocratie », *Politique étrangère*, n°4, Hiver 2011-2012, p.813-824. Pour une approche comparative entre le projet colonial et le projet impérial « libéral », Alex Marshall, « Imperial Nostalgia, the Liberal Lie, and the Perils of Postmodern Counterinsurgency », *Small Wars & Insurgencies*, vol.21, n°2, juin 2010, pp.233-258.

⁷⁷ Antonio Giustozzi, *The Art of Coercion*, *op.cit.*, p.178.

préférences »⁷⁸. Ainsi, la constitution du monopole de la coercition par les forces intervenantes ne suffit pas : il leur faut transférer cette légitimité au nouvel Etat. Or, la légitimité n'étant pas une ressource, mais un processus relationnel, cette transition est de loin l'étape la plus complexe et la plus risquée. D'autre part, ce constat, qu'il s'agit ou non de valider empiriquement dans l'étude de l'action militaire américaine en Irak, démontrerait que les véritables intérêts entrant dans le calcul stratégique des intervenants extérieurs ne sont pas localisés sur le théâtre, mais davantage sur la scène politique intérieure ou internationale.

L'étude de cas concernant l'action des militaires américains en Irak illustre donc la nécessité de s'interroger sur la puissance. Celle-ci n'est en rien un donné que posséderait certains acteurs, mais s'actualise plutôt dans une relation de pouvoir. Elle nécessite donc une réflexion à la fois sur la stratégie menée par les Américains et sur les effets de cette dernière. Nous postulons ainsi qu'il est possible de saisir comment les Américains ont pu renverser un ordre politique et peiné à en reconstruire un plus conforme à leurs intérêts.

Section 2 : cadrage méthodologique et théorique :

Théorisation de la recherche :

Il s'agit ici d'explicitier le cadre théorique dans lequel nous avons inscrit notre programme de recherche et notre démarche. En raison de la nature de notre objet d'étude, situé à l'intersection de plusieurs disciplines et de plusieurs échelles d'analyse, nous avons privilégié une approche combinatoire. C'est-à-dire une analyse combinant théories et hypothèses d'une part, permettant de hiérarchiser les niveaux d'interprétation et les schèmes d'intelligibilité d'autre part⁷⁹. Par ailleurs,

⁷⁸ Michaël Barnett et Christoph Zürcher, « The Peacebuilder's Contract: How External State-Building Reinforced Weak Statehood » in Roland Paris et Timothy D. Sisk (dirs.), *The Dilemmas of State-Building*, op. cit., p.36.

⁷⁹ Ces schèmes explicatifs sont des « matrices d'opérations permettant d'inscrire un ensemble de faits dans un système d'intelligibilité, c'est-à-dire d'en rendre raison ou d'en fournir une explication. [...] Un tel schème engendre un mode d'intelligibilité qui, pris à travers telle ou telle théorie constituée en modèle d'analyse d'un

notre recherche se veut également historique, dans le sens où elle s'attache à restituer des processus singuliers.

1) Une approche combinatoire : la sociologie compréhensive

La principale difficulté à laquelle se heurte le chercheur dans l'étude des guerres en Irak, et plus spécifiquement des conflits qui résultent de la présence américaine, tient dans les contours difficilement discernables de l'objet d'étude. Cela tient d'une part à la multiplicité des sources et d'autre part au fait que ces dernières sont partie intégrante de l'objet d'étude.

Autrement dit, il paraît difficile de fournir une théorie explicative générale des dynamiques à l'œuvre en Irak. Il ne s'agit pas simplement de la question du niveau d'analyse en Relations Internationales (le système comprenant des acteurs élémentaires, c'est-à-dire les Etats), mais bien de la difficulté à discriminer entre les variables endogènes (propres aux acteurs et aux significations qu'ils donnent au contexte et à leurs actions ou interactions) et exogènes (les dynamiques et structures propres aux systèmes international, régional, national que ces acteurs forment). On ne peut donc s'intéresser à la question des effets de la puissance américaine en Irak ou aux dynamiques des acteurs en leur fixant un objectif unique (tels que la maximisation de la puissance ou la recherche de la sécurité)⁸⁰.

Nous choisissons donc de comprendre cette étude comme une étude sociologique⁸¹. Opposant la sociologie à l'économie qui étudie les actions logiques et à l'histoire qui vise à restituer la compréhension des événements, Raymond Aron montre en effet qu'il est possible d'envisager un échelon entre la théorie (entendue au sens causal) et l'étude des singularités historiques. Ce niveau sociologique permet de « *comprendre, en profondeur, la diversité historique [...] grâce à la discrimination entre les variables qui ont une signification différente d'époque en époque et les variables qui, provisoirement au moins, survivent telles quelles aux bouleversements techniques, par exemple le souci de non-dépendance, la volonté*

domaine donné, peut être appelé paradigme, plus précisément : paradigme analytique ». Selon Jean-Michel Berthelot, il existe six schèmes, lesquels correspondent à des démarches : causale, fonctionnelle, structurale, herméneutique, actancielle et dialectique. Jean-Michel Berthelot, *L'intelligence du social*, Paris : PUF, 1990, p.23.

⁸⁰ Comme le fait par exemple le courant « ethnoréaliste » qui tente d'expliquer les guerres infra-étatiques en déclinant les postulats explicatifs du Réalisme à la situation interne. Pour une synthèse de cette position, Charles-Philippe David, *La Guerre et la Paix : Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris : Presses de Sciences-Po, 2^{ème} édition, 2006, pp.155-157.

⁸¹ Suivant en cela les conclusions de Raymond Aron, « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol.17, n °5, octobre 1967, pp.851.

de puissance des acteurs collectifs qui, pour leurs sécurité, leur gloire ou leurs idées, rivalisent sans cesse selon des modalités tour à tour violentes et non violentes »⁸². Ainsi, il devient possible de procéder partiellement par analogie – sans que celle-ci soit une réduction – en étudiant les structures situationnelles, en les comparant et en distinguant les variables similaires de celles qui diffèrent par leur contingence. Cette approche autorise également à hiérarchiser selon les facteurs au sein de structures similaires et donc de montrer les régularités tout en insistant sur la spécificité d'un contexte donné.

Par ailleurs, cette approche conçoit la théorie comme un ensemble interprétatif : elle doit permettre de doter l'analyste et le chercheur de clés de compréhension non à partir des seules causes extérieures aux acteurs (qui entrent en compte) mais en tenant compte de la manière dont ceux-ci « *définissent les enjeux et les solutions, interprètent une situation et se perçoivent eux-mêmes, le but qu'ils cherchent à atteindre et comment* »⁸³. Les causes extérieures sont donc analysées en interaction avec l'interprétation qu'en donnent les acteurs. Il faut d'ailleurs bien saisir que cette démarche ne s'arrête pas à cette interprétation, mais qu'elle cherche à en saisir les raisons, y compris sous-jacentes. Cette conception s'inscrit d'ailleurs, au sein d'une analyse stratégique, dans une approche dialectique, qui admet donc que l'interaction entre les acteurs ne relève pas seulement d'aspects mécaniques, mais également de considérations liées à l'empathie, à la compréhension de l'autre et aux rapports de forces politiques internes. Elle est donc également cohérente avec les outils que propose Clausewitz dans ses lois d'actions réciproques.

Cet angle d'analyse est combinatoire car il prend en compte la diversité des facteurs et des approches théoriques, mais également car il autorise à les articuler et à la hiérarchiser selon le contexte. Il s'inscrit ainsi dans la sociologie compréhensive wébérienne comprise comme « *une science qui cherche à comprendre par interprétation l'activité sociale en vue d'en expliquer causalement le déroulement et les effets* »⁸⁴. En d'autres termes, il s'agit d'interpréter les causes et d'en rechercher la signification⁸⁵. De ce fait, la recherche des causes et leur compréhension ne sont pas des principes méthodologiques opposés, mais plutôt complémentaires. Comme le souligne Dario Battistella, cette approche « interprétative » ne se

⁸² *Ibid.*, pp.853-854.

⁸³ Martin Hollis et Steve Smith, *Explaining and Understanding International Relations*, Oxford: Clarendon Press, 1991, p.2.

⁸⁴ Max Weber, *Economie et société*, Paris : Plon, 1995, T.1, p.2.

⁸⁵ Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Paris : Presses-Pocket, 1992, pp.303 et sq.

comprend pas comme une opposition à l'analyse systémique. En effet, le sens qu'un acteur donne à un contexte précis ne dépend pas que de lui, tandis que des causes déterminantes peuvent être situées au niveau de l'acteur individuel ou collectif⁸⁶.

Une application de cette approche compréhensive se retrouve dans l'analyse que fournit Séverine Autesserre concernant les opérations de maintien ou de reconstruction de la paix⁸⁷. En effet, l'auteur insiste sur la manière dont les représentations collectives entrent en relation avec les pratiques des acteurs extérieurs ou locaux. Les décisions stratégiques ne s'appliquent pas telles quelles sur les théâtres d'opération, de la même manière qu'on ne peut postuler que les pratiques effectivement mises en œuvre relèvent d'une simple adaptation fonctionnelle au contexte local. D'autre part, on ne peut simplement partir d'une analyse des contraintes ou des intérêts des acteurs comme facteurs explicatifs. Il faut nécessairement rendre compte de la manière dont ces intérêts et ces contraintes sont construits par les acteurs.

La notion de « culture », entendue non pas comme un système fixe de signification et de croyances mais comme « *une activité [...] dynamique qui oriente et qui contraint [...] le comportement et autorise ainsi de considérables variations interculturelles* », est cruciale pour ce faire⁸⁸. En effet, nous postulons que ces éléments, qui ne sont pas homogènes et contiennent même des contradictions internes, façonnent la manière dont les acteurs (les militaires américains en Irak) comprennent le contexte, les problèmes et les solutions à apporter. Il faut donc étudier les conditionnements provenant des cultures stratégiques ou organisationnelles non comme des facteurs de causalité, mais bien comme des systèmes de signification susceptibles d'évoluer en fonction de l'interaction avec le contexte, des débats intellectuels au sein de l'institution ou de l'élite politico-militaire, des expériences personnelles ou collectives.

La doctrine est un des éléments-clé : il ne faut pas la comprendre seulement comme une théorisation de la pratique (une « orthodoxie » dans le but d'une « orthopraxie »), mais plutôt comme un élément intermédiaire. La relation entre la doctrine (formelle, comme le FM 3-24 *Counterinsurgency* ou le FM 3-07 *Stabilisation Operations*, ou informelle, telle que

⁸⁶ Dario Battistella, *Théorie des Relations Internationales*, Paris : Presses de Sciences-Po, 3^{ème} édition, 2009, p.40.

⁸⁷ Séverine Autesserre, « Construire la paix : conceptions collectives de son établissement, de son maintien et de sa consolidation », *Critique Internationale*, vol.51, n°2, 2011, pp.153-167.

⁸⁸ Kevin Avruch, *Culture and Conflict Resolution*, Washington: United States Institute of Peace Press, 1998, p.14.

l'accent mis sur les procédures de type policier ou encore la généralisation des procédés de connaissance « culturelle ») et les opérations sur le terrain est indirecte. La manière dont les actions militaires sont conçues et exécutées dépend en effet de deux facteurs. En premier lieu, il s'agit de répondre à un contexte donné, lequel est intégré dans le processus décisionnel et d'exécution dans ses dimensions physiques, politiques, culturelles, sociales et tactiques. Par ailleurs, les actions sont censées s'inscrire dans le cadre plus général de celles des unités immédiatement supérieures et, au-delà, à la stratégie de théâtre voire à la stratégie politique définie à Washington. Cependant, ces processus sont également informés par les routines institutionnelles et les procédures standardisées d'une part ; par la perception du contexte d'autre part. Ainsi, la doctrine participe au façonnement des représentations collectives des acteurs militaires. Pour autant, son action n'est pas non plus déterminante. Elle conditionne davantage les comportements qu'elle ne les détermine, définissant ainsi ce qui est possible ou souhaitable, mais autorisant aussi des variations importantes (pour ce qui concerne les cultures militaires spécifiques aux armées et aux unités américaines) ainsi que la contestation des valeurs qu'elle promeut.

Nous avons donc ici un modèle qui met en interaction l'adaptation à un contexte conflictuel complexe et la construction de conceptions collectives à plusieurs niveaux. En effet, il faut tenir compte du transfert d'expériences ou de savoir-faire non seulement entre le théâtre irakien et les cercles de décision aux Etats-Unis, mais également selon des procédures horizontales (partage de l'information entre unités). De plus, l'expérience combattante collective ou individuelle joue également un rôle à partir du moment où les mêmes unités sont déployées à plusieurs moments de l'occupation en Irak. En raison de la durée de la présence américaine en Irak, il faut aussi s'interroger sur la manière dont ces processus se répètent ou non dans le temps.

Par conséquent, on ne saurait se contenter d'une démarche visant à expliquer la manière dont les effets sont produits sur le terrain. Il faut également comprendre le choix des procédures, des tactiques ou des pratiques à partir de la signification qu'en donnent les acteurs. Celle-ci n'est pas uniquement stratégique (les tactiques prenant leur sens en fonction de l'objectif qu'elles sont censées atteindre) mais également liée aux conceptions que les militaires américains se font de leur statut, de leur rôle et de leurs missions. En retour, ces significations entrent dans le raisonnement stratégique et sont susceptibles aussi bien d'être performatives que de conduire à des contresens aux conséquences militaires et politiques majeures. En d'autres termes, générer les effets qui sont voulus ne permet pas nécessairement

de résoudre les problèmes. Une interrogation sur la puissance doit donc prendre en compte à la fois la capacité à produire les résultats souhaités que le lien entre ces effets et les problèmes effectifs à résoudre.

2) Une étude historique :

Néanmoins, en dépit de l'approche sociologique que nous privilégions, celle-ci n'est pas entièrement conforme aux canons disciplinaires des sciences sociales. En effet, si nous cherchons bien à isoler des variables et à comprendre par une démarche interprétative les effets de la puissance américaine en Irak, nous menons également une étude historique. De fait, nous ne mettons pas en œuvre une approche comparative (avec l'Afghanistan par exemple), ni ne nous interrogeons sur des aspects généraux des stratégies militaires occidentales (la « contre-insurrection » entendue comme un ensemble de pratiques communes aux armées occidentales). Il s'agit bien d'envisager une analyse singulière, en contexte, de l'interaction entre les stratégies américaines et les dynamiques endogènes à la société irakienne.

Ainsi, l'objet du présent travail est davantage de restituer et de rendre compte de processus historiques, sur un temps suffisamment long pour pouvoir les observer et en les inscrivant dans d'autres échelles chronologiques. Cette reconstitution des faits n'est pas un simple récit, puisque ceux-ci sont passés au prisme d'une conceptualisation et d'une interprétation qui ressort de la sociologie compréhensive. Il s'agit donc d'une étude de cas qui doit permettre de brosser un tableau de l'état de la puissance américaine et de l'utilité de la force militaire contemporaine. Le contexte est notre variable indépendante, mais il fournit surtout un point d'observation privilégié à partir duquel le chercheur peut envisager des lignes de forces plus générales. Autrement dit, nous sommes bien conscient que la configuration étudiée est singulière, pour autant nous pensons qu'elle peut autoriser des réflexions plus globales sur l'acteur américain, à condition de tenir compte de cet élément. De plus, la spécificité du contexte est nécessaire pour sortir de l'illusion selon laquelle il existerait des « recettes » dans ce type de mission d'imposition ou de maintien de la paix. L'appui sur des exemples historiques censés fournir des « enseignements » pratiques a en effet caractérisé la démarche américaine et, dans une moindre mesure, celle de l'armée de terre française. Or, fonctionnant par analogie réductrice, cette démarche a souvent manqué de souligner les caractéristiques propres à un théâtre d'opérations. Cela s'explique également par le fait que

seules certaines sources considérées comme des références ont été utilisées. Ainsi, faute de confronter le récit des acteurs aux archives, cette approche anhistorique des événements passés a conduit à l'élaboration d'une mythologie sur les opérations de pacification⁸⁹.

Enfin, le présent travail présente des problématiques particulières pour une étude historique. Notamment, la question de la contemporanéité des sources est souvent invoquée pour justifier un refus d'ingérence des historiens dans le champ immédiat. Or, l'analyse de telles sources relève pourtant de méthodes et de démarches similaires à celles des archives du passé. La profondeur rétrospective est certes moindre, d'autant que de nombreux processus historiques sont en cours au moment de la recherche, mais la nécessité d'un examen critique qui tienne compte de la subjectivité des témoins demeure. De la même manière, il reste possible de mettre ces sources en relations avec d'autres de manière à leur donner davantage de profondeur analytique et de portée conceptuelle. Ainsi, partant d'éléments narratifs ou descriptifs, il est possible de bâtir un ensemble unifié et compréhensif qui produise de véritables « effets de connaissance ». Le problème le plus saillant reste celui de la prolifération des sources. Il est donc nécessaire de procéder par recoupement, mais aussi de faire de choix méthodologiques, tels que le refus d'entrer dans des controverses contemporaines à celles de la recherche. La réflexivité du chercheur, et singulièrement de l'historien, est donc un prérequis nécessaire à l'étude l'histoire immédiate.

Cependant, le problème de la contemporanéité des sources renvoie aussi au problème du lien entre l'observation, les événements et les sources d'informations quasi-simultanées qui rendent compte de ces derniers. La principale difficulté revient à analyser les structures causales de ce que l'on observe : du fait de la rapidité croissante des événements et de l'inclusion de l'information au sein-même de ceux-ci, il est parfois difficile d'en discerner les raisons, voire de séparer des chaînes d'événements. Le cas de l'attentat contre la Mosquée d'Or à Samarra est caractéristique : perpétré le 22 février 2006 et immédiatement répercuté par les réseaux d'informations locaux, nationaux et internationaux, cet événement entraîne une réaction en chaîne vers la guerre civile. Pour beaucoup d'observateurs, ce fait est à

⁸⁹ A titre d'exemple, le succès britannique en Malaisie a longtemps été porté au bénéfice de Templer et de sa stratégie « cœurs et esprits », alors que des études récentes ont montré que l'approche plus draconienne choisie par son prédécesseur Briggs avait fait bien plus pour désorganiser une insurrection d'ailleurs bien spécifique. Karl Hack, « The Malayan Emergency as Counterinsurgency Paradigm », *Journal of Strategic Studies*, vol. 32, n°3, juin 2009, pp. 383-414. De la même manière, l'ouvrage récent de Gregor Mathias sur David Galula éclaire d'un jour nouveau l'écart entre ses écrits théoriques et sa propre pratique en Kabylie. Gregor Mathias, *David Galula : combattant, espion et maître à penser de la guerre contre-révolutionnaire*, Paris : Economica, 2012.

l'origine du déchaînement croissant de la violence interconfessionnelle en Irak. Or, il est loisible de se demander si une telle couverture médiatique, si un tel foisonnement d'information n'a pas autant joué un rôle dans le déclenchement de la spirale de violence entre Chiites et Sunnites.

Il est donc utile de se référer au concept « d'histoire densifiée » pour décrire cette période « *dans laquelle le rythme des évènements s'accélère au point qu'il devient impossible en pratique de les comprendre et qu'ils en viennent à constituer une part de plus en plus significative de leur propre structure causale* »⁹⁰. Ce constat limite donc en partie la prétention du chercheur à identifier les systèmes explicatifs et demande de sa part une attention plus grande à la relation qu'entretiennent les évènements et les analyses ou informations qui les décrivent. Un exemple important est celui des choix qui n'ont pas été faits. Dans un livre publié en septembre 2012, Michael Gordon et Bernard Trainor mettent en avant le rapport d'une équipe d'expert rassemblée par le commandement civil et militaire américain en Irak en 2005 (*Iraq Red Team*)⁹¹. Selon eux, ce rapport est mis de côté alors qu'il contient déjà les éléments de la stratégie finalement adoptée en 2007. Ils en concluent que les violences de la guerre civile et les pertes militaires américaines auraient pu être significativement réduites si ce rapport avait été suivi d'effets. Or, ce raisonnement est fallacieux. En premier lieu, parce qu'il occulte le fait que d'autres rapports sont en cours à ce moment-là au sein du commandement militaire américain en Irak et qu'il ne représente qu'une option parmi d'autres, d'ailleurs la moins susceptible d'être écoutée au regard de l'insuffisance des effectifs. En second lieu, ce raisonnement oublie que les principes et idées contenus dans le rapport ont déjà été énoncés ailleurs, tant dans le milieu militaire que dans le milieu académique. Ce qui signifie que ses recommandations n'ont rien de révolutionnaires, ni de méconnues au moment des faits. Enfin – et plus important pour notre propos – ce raisonnement analyse de manière rétrospective les chemins qui ont été pris et en conclut trop rapidement à la nécessité de séquences chronologiques linéaires et causales. En d'autres termes, il oublie que, en 2005, on ne peut savoir que le plan de campagne de 2007 produira des effets tactiques considérables. Plus profondément peut-être, ce raisonnement perd de vue le contexte propre aux évènements tant de 2005 que de 2007, et qui importent dans les choix aussi bien que dans les résultats des stratégies respectives.

⁹⁰ Mark R. Beissinger, *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*, Cambridge: Cambridge University Press, 2002, p.27.

⁹¹ Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, *The Endgame : The Inside Story of the Struggle for Iraq from Bush To Obama*, New-York: Pantheon Books, 2012, notamment le chapitre 10.

Le présent travail invite donc à une sociologie des effets de la puissance militaire à travers l'étude des processus historiques sous l'occupation américaine en Irak.

Contours spatio-temporels et délimitation de l'objet d'étude :

1) Délimitation chronologique

Le choix des dates retenues pour encadrer ce travail n'est pas apparu évident au premier abord. En effet, nous avons débuté une étude sur la contre-insurrection américaine en Irak dans le cadre d'un mémoire de Master 2 en 2006-2007. A ce moment-là, l'impression dominante était celle d'un échec cuisant et d'une lente descente de l'Irak au fond de l'abîme. Ce premier travail a été contemporain du *surge* et de la publication du manuel de contre-insurrection : les interrogations qui primaient alors concernaient plutôt les raisons de cette adoption doctrinale et du changement de stratégie qui semblait l'accompagner. Par conséquent, l'étude était tournée vers les périodes passées, y compris antérieures à l'invasion américaine, et vers les processus sociologiques qui, sur le terrain comme au sein des institutions militaires, avaient modelé les significations et les décisions politiques et stratégiques⁹².

La nécessité de s'interroger sur les effets produits par l'action des militaires américains en Irak a réorienté notre travail vers une étude plus large, envisageant ceux-ci sur l'ensemble du temps de l'occupation. C'est pourquoi nous avons choisi de faire débiter l'analyse avec la chute du régime de Saddam Hussein (avril 2003) pour l'achever avec l'entrée en vigueur de l'accord sur la sécurité et le statut des troupes américaines en Irak (décembre 2008). La raison principale tient dans le fait que l'action américaine a principalement orientée le contexte irakien aux moments de sa présence la plus importante. En effet, l'irruption des Américains en Irak a eu trois conséquences majeures : la vacance du pouvoir et l'écroulement des institutions étatiques, la polarisation des acteurs irakiens sur les identités ethnoconfessionnelles, et la montée aux extrêmes entre les militaires américains et les individus irakiens.

De plus, nous considérons que les événements ultérieurs à cette date, quoique relevant parfois de dynamiques différentes, ont été largement conditionnés par cette période de

⁹² Stéphane Taillat, « Adaptation et apprentissage : les forces terrestres américaines et la contre-insurrection en Irak », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol.58, n°5, octobre 2008, pp.773-793.

l'occupation « légale »⁹³. Nous aurions pu également limiter notre travail à l'étude du *surge*, période de loin la plus intense en ce qui concerne les interactions entre militaires américains et acteurs locaux. Cependant, se focaliser sur cette expérience aurait fait courir le risque de ne pas voir les continuités évidentes dont elle relève, au rebours des prétentions de nombreux militaires américains qui voient dans le *surge* une rupture. Au contraire, la période 2003-2004 est essentielle car elle montre comment sont posées les conditions de possibilité des développements ultérieurs. Comme le suggère d'ailleurs notre thèse, les Américains n'ont cessé de produire *de facto* les problèmes ultérieurs qu'ils ont dû (partiellement) résoudre. Ainsi, il n'est pas sûr que le départ définitif de décembre 2011 et les événements qui l'ont suivi ne soient pas non plus le résultat direct de la stratégie américaine durant le *surge*.

2) Le « terrain irakien »

Le choix d'étudier l'Irak comme lieu d'exercice de la puissance américaine se justifie en premier lieu par l'enjeu que ce théâtre a constitué pour la politique étrangère américaine. D'abord inscrit dans la volonté de l'administration Bush de pratiquer un changement de régime par la force, puis dans l'objectif de créer un Etat démocratique qui transformerait le Moyen-Orient, l'Irak a été ensuite un héritage pesant pour l'administration Obama. Définie comme « guerre de choix », et non comme « guerre nécessaire », le conflit irakien est devenue l'occasion de mettre en œuvre une stratégie de stabilisation et de *Nation Building* dans le cadre d'un retrait programmé.

En second lieu, étudier l'Irak renvoie à la problématique de l'usage de la force en opérations extérieures. Certes, l'invasion de l'Afghanistan, le renversement du régime des Taliban et le projet de construire un système démocratique dans ce pays précède l'invasion irakienne. Pour autant, il faut replacer les éléments dans leur contexte : l'action américaine en Afghanistan a bénéficié d'un soutien inconditionnel des alliés des Etats-Unis ainsi que de l'opinion domestique, alors que la présence en Irak s'est produite dans le cadre d'une contestation généralisée ou de résistances plus ou moins déterminées. Autrement dit, le contexte irakien est potentiellement plus instructif car il nous renseigne sur les capacités des Etats-Unis à réaliser seuls un programme d'ingénierie sociale et politique dans une nation étrangère.

⁹³ C'est pourquoi nous prolongerons l'analyse dans la troisième partie du présent travail pour vérifier si les événements ultérieurs à décembre 2008 infirment ou confirment nos hypothèses.

Enfin, s'intéresser aux conflits irakiens nous a semblé plus pertinent que le cas afghan dans la mesure où les dynamiques nationales et étatiques s'inscrivent dans une continuité longue que l'occupation américaine vient rompre de manière brutale et donc modeler une partie de ces processus antérieurs. En Afghanistan au contraire, la présence occidentale est intervenue dans une période de bouleversements révolutionnaires débutant au milieu des années 1970. On ne peut certes pas exclure les éléments de rupture mais, dans l'étude de l'interaction entre les stratégies occidentales et les dynamiques endogènes, il est plus difficile d'isoler les premières en tant que variables indépendantes.

Du fait de la complexité des conflits irakiens, de leur localisation parfois très poussée, il n'a pas été possible d'envisager une étude couvrant l'ensemble des régions du pays. En effet, on voit bien que l'Irak a vécu des histoires différentes selon que l'on place le point de vue sur Bagdad, les régions sunnites d'Anbar et de Diyala, la région autonome du Kurdistan ou les régions du Sud majoritairement chiites. Par ailleurs, les troupes américaines n'ont été déployées constamment que sur quelques zones, couvrant le centre de l'Irak. Enfin, pour des raisons à la fois personnelles, professionnelles et sécuritaires, nous n'avons pas pu nous rendre sur place. C'est pourquoi, étant donné l'ambition de cette thèse de fournir un cadre global de compréhension des effets de la puissance américaine en Irak et à propos de l'Irak, nous avons fait le choix méthodologique de restreindre notre « terrain » à quelques régions qui nous serviront de points d'ancrage pour une étude diachronique (pour la plus grande part) et synchronique (pour les moments clés de la présence américaine en Irak). Sur ce dernier point, il sera ainsi possible non seulement d'envisager l'évolution sur une zone donnée mais aussi de comparer les effets lors de périodes telles que l'été-automne 2003, le soulèvement de 2004, les actions dans Bagdad ou en Anbar en 2005-2006, le *surge* enfin (2007-2008).

En raison de la disponibilité des sources et de leurs caractères représentatifs de l'action militaire américaine, nous avons donc choisi de centrer notre étude sur trois régions. Il s'agit d'abord de Bagdad et de ses couronnes périurbaines. Bien entendu, cela justifie autant par le statut de capitale et de métropole la plus peuplée de l'Irak que par la place que Bagdad tient à la fois dans les rivalités de pouvoir entre les acteurs irakiens et dans le dispositif américain. En second lieu, la province occidentale d'Anbar est intéressante à plus d'un titre : relativement homogène si l'on prend les catégories ethnoconfessionnelles, elle est également située près de la frontière syrienne et jordanienne. Du fait de sa superficie et de l'organisation de son territoire (le peuplement se concentrant le long de l'Euphrate et des axes qui courent en

son long), Anbar a longtemps été un problème sécuritaire majeur pour les Américains en tant que « centre » de l'insurrection nationaliste sunnite puis djihadiste.

Enfin, les régions situées au Nord et à l'Est de Bagdad (provinces dites du « Triangle Sunnite » par les Américains) ont représenté un souci semblable (quoi que moindre en intensité) dans les relations avec le voisin iranien et du fait de l'imbrication entre groupes ethnoconfessionnels.

3) Vers une théorisation de la « contre-insurrection »

Sur ce terrain et dans les limites chronologiques fixées, notre attention s'est initialement portée sur la « contre-insurrection ». En effet, ce terme a envahi le vocabulaire militaire ainsi que les débats stratégiques et politiques sur l'Irak, et ce dès 2004-2005. Bien que son sens n'ait pas été semblable à celui qui prévaut aujourd'hui dans ces réseaux, il lui est similaire à bien des égards.

En effet, du fait de ses implications militaires, politiques et sociales, la « contre-insurrection » est rapidement apparue comme un de ces objets transversaux et communs fournissant une grille de lecture aux conflits irakiens et à la présence américaine en Irak. Elle se trouve en effet à la croisée de plusieurs interrogations et de plusieurs domaines d'étude. En premier lieu, la sociologie militaire et de l'innovation doctrinale pose le problème des causes et des modalités de l'adaptation – voire de l'apprentissage – des organisations militaires. Formatées pour le « combat conventionnel » les opposant à leurs pairs dans le cadre de conflits symétriques ou – plus désirables – dissymétriques, les institutions militaires américaines ont cependant entamé un train de réformes qui concerne autant la structure des forces, la doctrine, la formation initiale et continue que les tactiques et les procédures. Réformes par ailleurs juxtaposées avec la poursuite de l'externalisation de certaines fonctions liées à la sécurité.

Un second champ d'investigation est celui de la sociohistoire de la « contre-insurrection » : s'agit-il d'une « rémanence » des savoirs et savoir-faire coloniaux bien présents dans l'histoire des forces terrestres américaines, ou bien d'une réactualisation marquée au sceau de la révolution dans les affaires militaires et du contexte particulier de l'Irak ? Une troisième interrogation concerne l'histoire militaire et prend en compte la

catégorie des « guerres coloniales » en tant que « sales guerres ». Au-delà de l'enjeu éthique et politique, il devient légitime de s'interroger sur le rôle et la place que jouent les militaires américains dans le contrôle direct – et bientôt indirect ? – de l'Irak par le biais du contrôle des populations.

Un quatrième questionnement porte sur le champ des études de sécurité. La « contre-insurrection » menée en Irak participe au brouillage des distinctions classiques entre la sécurité interne et la sécurité externe. En ce sens, elle se caractérise par la prolifération de figures « hybrides » militaro-policières ou civilo-militaires, voire militaro-académiques. Singulièrement en Irak, elle participe d'une recherche de synergie plus grande entre les différentes composantes « de la puissance nationale » dont les opérations inter-agences sont l'incarnation conceptuelle. Au cœur de ces réflexions sur l'action politico-militaire en Irak, la « contre-insurrection » apparaît ainsi comme une notion globalisante dont il semble difficile de discerner les contours.

Afin de penser la « contre-insurrection », nous proposons d'envisager ce terme non seulement en fonction de la signification que lui donnent les acteurs américains (signification multiple et changeante, mais dont certains traits restent stables), mais aussi en fonction de la manière dont les pratiques qu'elle implique s'inscrivent dans le contexte conflictuel irakien. Nous entendons ainsi la « contre-insurrection » sous trois acceptions complémentaires. En premier lieu, la notion renvoie, par analogie historique, à un concept stratégique remontant à la période coloniale. Référence directe si l'on songe aux mots utilisés par les militaires américains au Vietnam (*counterinsurgency*), référence indirecte si on fait le lien avec les savoirs et savoir-faire issus de la conquête coloniale (notamment la « pacification »). Il s'agit donc d'un ensemble de tactiques militaires englobées dans une stratégie visant à conquérir un territoire, à contrôler sa population, et à en éradiquer toute forme de résistance. En ce sens, la « contre-insurrection » est bien « contre-révolutionnaire » car elle vise à refermer l'imaginaire politique au bénéfice de la domination européenne ou occidentale. Certes, cet aspect idéologique ou normatif n'est pas conscient pour nombre d'acteurs américains qui voient surtout dans la référence aux enseignements du passé un réservoir de solutions techniques au problème particulier posé par la violence en Irak.

Pour autant, l'utilisation de l'analogie n'est pas neutre. D'abord parce qu'elle agit sur le raisonnement stratégique et la compréhension du contexte irakien, en le dé-historicisant. Elle a donc des effets réels sur le théâtre irakien. Ensuite parce que l'analogie se révèle

hasardeuse si l'on prend en compte les différences de structures entre le contexte colonial et le contexte irakien. En effet, qu'il s'agisse de construire un ordre ou de le maintenir, la stratégie politico-militaire durant la période coloniale s'est inscrite dans un processus de conquête et dans un projet colonial. Alors que les Américains en Irak ont davantage été confrontés au problème de la stabilisation sur un temps court et dans l'attente d'un retrait.

En second lieu, la « contre-insurrection » est un outil politique dans les luttes bureaucratiques que se livrent les institutions militaires américaines entre elles, et dans la relation ambivalente et tendue entre sphère politique et sphère militaire. Sous le nom de COIN (acronyme de *Counterinsurgency*), la doctrine élaborée par l'*Army* et les Marines n'a pas eu pour seule fonction d'unifier les tactiques ou de fournir une « théorie de la victoire » aux stratèges américains en et sur l'Irak. Elle a également servi dans les marchandages au sujet des effectifs et des budgets, tant vis-à-vis de l'*Air Force* que lors du processus de révision stratégique ayant abouti au *surge*. Enfin, il ne faut pas oublier que la doctrine, à travers sa version publiée pour le grand public en 2007, a pu laisser croire que les militaires contrôlaient désormais la situation en Irak. En quelque sorte, le FM 3-24 a été l'élément central d'un récit stratégique destiné à légitimer les actions militaires américaines en Irak et à écarter la naissance d'un nouveau « syndrome » comme celui du Vietnam, aussi bien au sein de la société qu'à l'intérieur des institutions militaires.

Enfin, la contre-insurrection regroupe l'ensemble des tactiques mises effectivement en œuvre par les Américains⁹⁴. Elle est donc un élément de la stratégie (ou plutôt des stratégies successives) développée face aux problèmes irakiens. Il est donc nécessaire de bien distinguer ce qui ressort des procédures et des techniques finalement retenues en Irak des prescriptions doctrinales. On ne peut conclure ni à une application stricte du FM 3-24, ni à sa déconnection complète avec les opérations militaires. D'autre part, en dépit de la publicité organisée autour du *surge*, ces éléments n'ont pas été « inventés » en 2007, mais ressortent d'expériences antérieures. En définitive, on a surtout assisté à une standardisation et à une généralisation des pratiques, au lieu de l'éclatement spatio-temporel que l'on pouvait observer avant cette date.

⁹⁴ Nous choisissons donc, par pure convention, de ne parler de contre-insurrection (sans guillemets) que dans cette acception.

Démarche méthodologique :

1) Une démarche empirique

Afin de réaliser ce travail, nous avons choisi une démarche empirique, consistant à relever les informations pertinentes, à les classer afin de déterminer les relations causales entre elles, à les hiérarchiser afin de fournir un ensemble à la fois interprétatif et explicatif.

Ainsi, l'enjeu a consisté essentiellement à dégager les grandes lignes de l'action militaire américaine en Irak afin d'en discerner les grands principes d'unité. Du fait de la disparité spatio-temporelle de l'objet d'étude (ne dit-on pas que « *toute insurrection est locale* »), cette approche a été primordiale. En effet, les éléments d'hétérogénéité ne dessinent pourtant pas un ensemble qui serait disparate. Bien au contraire, du fait du lien entre les actions des militaires au niveau local d'une part, des dynamiques propres au paysage politique et sécuritaire irakien d'autre part, des débats au sein des élites politico-militaires aux Etats-Unis, on a bien des lignes de convergences au sein d'un théâtre d'autant plus globalisé que les moyens de communication – utilisés aussi bien par les groupes insurgés que les acteurs américains – ont généralisé les interprétations et les significations, produisant parfois autant de prophéties auto-réalisatrices ou auto-négatrices. Ces lignes de convergence s'expliquent donc surtout parce qu'elles s'insèrent dans des réseaux plus larges que les réseaux locaux. Au contraire donc d'une étude de cas qui porterait sur un théâtre de la période coloniale (qu'il s'agisse de la conquête ou bien des guerres de décolonisation), l'étude des effets produits par les Américains en Irak suggère une certaine cohérence. Ainsi, même les disparités n'ont pas été étudiées pour elles-mêmes, mais justement parce qu'elles révèlent les convergences qu'elles structurent en creux. En dépit donc des évolutions, parfois non-linéaires, de la situation en Irak, de l'éclatement que l'on observe parfois entre les pratiques militaires d'une zone d'opération à une autre, on peut donc dégager à grands traits la logique, parfois sous-jacente, des effets de la puissance américaine en Irak.

Une seconde étape a consisté à s'interroger sur le lien entre les pratiques militaires et les données empiriques concernant l'évolution propre à la société et aux acteurs irakiens. Du fait de l'impossibilité de se rendre sur le terrain, et d'une absence de maîtrise linguistique, il n'a pas été possible de mener une enquête approfondie, notamment sur les perceptions locales. De plus, la prolifération de telles données a semblé brouiller davantage encore la

compréhension de ce qu'il se passait sur le théâtre. Néanmoins, en corrélant ces données et en nous limitant à quelques régions de l'Irak, nous avons tenté de redonner un sens aux évolutions observables. Par conséquent, nous avons choisi de consacrer une partie de notre travail de recherche à la compréhension de la société irakienne, à ses dynamiques sur le temps long et à l'observation minutieuse des rapports de forces entre acteurs sur le terrain. Une telle démarche a été inductive, en ce sens que nous n'avons pas forcément repéré de lien causal direct entre toutes les actions militaires et les dynamiques propres aux organisations irakiennes. Pour autant, et tout en étant conscience que notre « observation participante » s'est faite de loin, nous pensons avoir rendu compte des raisons pour lesquelles les acteurs irakiens agissaient, en lien ou non avec les actions des militaires américains. Bien plus, nous avons pu discriminer entre les dynamiques dans lesquelles ces dernières jouaient un rôle central ou moteur et celles dans lesquelles elles n'étaient qu'une condition de possibilité. Nous avons donc construit cette démarche sur l'hypothèse que l'action américaine était performatrice en Irak, et ce d'autant plus que la situation initiale (absence d'Etat et déstructuration des solidarités traditionnelles au sein de la société irakienne) en favorisait la portée et l'impact.

2) Sources :

Notre stratégie de recherche a consisté à explorer trois types d'archives (ce terme étant ici entendu comme l'ensemble des traces écrites laissées par l'activité humaine). En premier lieu, nous avons cherché à déterminer le type de tactiques employées en Irak et à en saisir les logiques à l'échelle du théâtre. La littérature officielle et non-officielle américaine a été riche : retours d'expériences, articles dans les revues professionnelles, études menées par des think tanks, histoire orale du *Combat Studies Institute* de Fort Leavenworth. La plupart des régions traitées dans ce travail ont ainsi été couvertes par ces études et documents. Nous y avons ajouté une dizaine d'entretiens par courriel avec des officiers américains déployés en Irak. D'autre part, nombre d'entre eux se sont exprimés soit sur des blogs militaires, soit lors de tables-rondes organisées par le Pentagone avec la presse. La principale difficulté à été de saisir l'écart qui existait parfois entre ces compte rendu et les procédures effectivement employées. Toutefois, nous avons choisi de nous en tenir à ces rapports dans la mesure où ils nous ont également renseigné sur les perceptions des acteurs américains.

A cette littérature, il faut ajouter les documents issus des centres de retours d'expérience, tels que le *Center for Army Lessons Learned* ainsi que les cours en ligne dispensés par le *COIN Center for Excellence* ou le *Culture Center* de l'Army. Enfin, nous avons choisi d'explorer la

littérature doctrinale, foisonnante, afin d'avoir une idée des grands principes généralement employés au sein des forces terrestres. Bien évidemment, nous ne sommes pas partis du postulat que ces éléments s'appliquaient tels quels, mais nous avons cherché à savoir dans quelle mesure ils avaient façonné les pratiques locales. A ce titre, les entretiens que nous avons eu, aussi bien que les ouvrages de reporters ou les mémoires d'officiers, nous ont été utiles pour savoir si un principe avait été socialisé ou si il était resté bloqué par la force du verdict social.

Enfin, les articles de la presse américaine ont été utiles car ils ont permis de reconstituer la trame des évènements. Nous ne nous sommes pas arrêtés sur les controverses concernant les pertes, notamment irakiennes, car nous avons surtout visé à obtenir le tableau le plus compréhensible possible de l'action des militaires américains. Dans cette optique, une telle controverse nous aurait entraîné trop loin.

Il convient d'apporter une précision méthodologique en ce qui concerne ces archives, notamment les ouvrages de journalistes et les mémoires des officiers déployés en Irak. Dans leur immense majorité, ces sources posent un regard partiel sur les conflits irakiens. Pour des raisons de sécurité, la plupart des journalistes – reporters ou correspondants de grands médias – ont préféré s'intégrer au sein des unités américaines ou rester stationnés dans la zone verte. De ce fait, non seulement ils n'ont pas eu de contacts avec les Irakiens « de la rue », mais ils produisent une narration du conflit du seul point de vue de leurs interlocuteurs militaires. Peu d'entre eux ont cherché à rapporter la parole des Irakiens. D'autre part, les mémoires d'officier non seulement se concentrent sur leurs perceptions, mais servent souvent un but d'autojustification. Il nous a donc été nécessaire de comprendre que nous ne pouvions saisir notre objet d'étude qu'à travers des filtres successifs. De ce fait, notre stratégie de recherche a surtout consisté à élucider les différents biais et à faire preuve d'empathie vis-à-vis des acteurs américains et irakiens du conflit. Nous nous sommes donc attaché à restituer non leurs motivations, mais plutôt les représentations qui émergent de ces témoignages.

Un second temps de notre recherche a consisté à s'intéresser aux débats internes aux acteurs américains. Fort heureusement, et en dépit de consignes strictes de sécurité, ces débats ont émergé au grand jour. Nous avons donc disposé des échanges sur les blogs militaires, officiels ou non-officiels, au sein de la communauté des « *COINdinistas* » et des « *COINtras* ». Beaucoup des membres de cette communauté, officiers, analystes de think tanks et chercheurs sont devenus des contacts réguliers avec qui nous avons régulièrement échangé, participant nous même au débat à notre niveau. D'autre part, les débats ont emprunté

la voie des revues professionnelles (*Marines Corps Gazette, Military Review, Parameters, Armed Forces Journal, Proceedings of the US Naval Institute*), notamment pour la période 2004-2008. Nous avons pu recenser les articles traitant de l'Irak et de la contre-insurrection, aussi bien sur le plan théorique que sur ceux des retours d'expériences, des enseignements historiques ou des spécialités fonctionnelles.

Ces débats ont rebondi dans les revues académiques anglo-saxonnes à partir des années 2008-2009. La lecture de la plupart de ces articles de chercheur nous a permis d'établir des points de comparaison avec d'autres théâtres (l'Afghanistan essentiellement) et d'insérer nos recherches dans une interrogation d'ensemble sur la stratégie et la politique étrangère américaine. Les think tanks ont également pris la relève, notamment à travers les plus importants d'entre eux (le *Center for Strategic International Studies* ou la *RAND Corporation*) ou les plus influents (le *Center for a New American Security*, l'*Institute for the Study of War*, ou la *New American Foundation*). La difficulté principale a été de positionner les auteurs dans le débat et de prendre conscience que nombre d'entre eux étaient parties prenantes dans la formulation des enjeux comme de la stratégie. En effet, aux Etats-Unis, la frontière entre monde militaire, monde politique, monde académique est très poreuse. De plus, acquérir un doctorat et devenir chercheur est chose courante chez les militaires. Il a été ainsi possible de déterminer l'influence réelle de ces organismes et de ces auteurs, parfois bien à l'inverse de leurs moyens apparents, et de discriminer entre les éléments analytiques et descriptifs de ceux plus normatifs. Notre approche pour juger de ces textes a donc été pragmatique : sans être dupe de l'affiliation partisane ou des intérêts défendus par leurs auteurs, nous avons considéré que, dès qu'ils relevaient de la littérature académique, ils devaient être traités comme tels. Enfin, nous ne nous en sommes pas tenu aux discours officiels concernant ces débats, mais, à l'aide des contacts personnels que nous avons pu nouer et du travail effectués par d'autres chercheurs et journalistes, nous avons établi le lien entre les données empiriques de ces derniers et les décisions effectivement annoncées.

Enfin, notre recherche s'est focalisé sur les aspects proprement irakiens du conflit. Ne maîtrisant pas l'Arabe, et fort peu connaisseur de ce pays auparavant, il nous a fallu nous documenter et nous reposer sur l'expertise d'autres chercheurs français ou étrangers. A partir des grilles de lecture que ceux-ci proposent, et en nous appuyant sur une théorisation des dynamiques conflictuelles, nous avons systématiquement recueilli les données provenant de sources anglophones, irakiennes ou non. La plupart de ces sources relèvent soit d'articles de

presse, soit d'analyses académiques, soit de rapports de think tanks ou d'organisations non gouvernementales. L'examen des élections législatives du printemps 2009 a permis de tester certaines de nos hypothèses concernant notamment les dynamiques identitaires et ethniques en Irak. Nous avons notamment pu relever l'écart entre les discours et les perceptions des acteurs américains d'une part, la réalité sur le terrain d'autre part. Le suivi attentif des événements politiques en Irak a pris l'essentiel de ce temps de recherche, non pas dans une perspective journalistique, mais en replaçant chacun d'entre eux dans des logiques stratégiques préalablement identifiées. Débordant notre cadre chronologique, l'évolution de la situation politique et sécuritaire en Irak sur les années 2009-2012 a partiellement confirmé certaines de nos hypothèses et permis de corriger d'autres. Cette reconstruction *a posteriori* n'a pas nié que les intérêts des acteurs avaient pu évoluer, mais s'est surtout focalisé sur le lien entre les comportements des élites politiques et sociales irakiennes d'une part, la stratégie américaine en Irak d'autre part.

A l'issue de ces recherches, les matériaux empiriques sont fournis et n'ont pas tous été utilisés directement dans le cadre de la rédaction de ce travail. D'autre part, un incident fortuit nous ayant fait perdre une partie de ces données, il a fallu revoir une partie de nos références. Toutefois, nous pensons avoir réussi à isoler les grandes lignes des dynamiques qui font l'objet de ce travail, et pouvoir par conséquent en apporter la preuve empirique.

Problématique, postulats et hypothèses de recherche :

Les questions relatives à ce travail ont émergé du constat de l'apparente impuissance des Etats-Unis à façonner un ordre favorable à leurs intérêts dès lors qu'ils agissaient dans le contexte d'une opération extérieure. Bien entendu, notre premier réflexe en 2007 a été de penser que ce constat était invalidé par les résultats du *surge* tels qu'ils ont été présentés par David Petraeus devant le Congrès. Nous avons été victime de la prétention des officiers partisans de la « contre-insurrection » à invalider définitivement l'expérience vietnamienne et à réorienter l'outil militaire américain en impulsant une « contre-révolution dans les affaires militaires »⁹⁵. Il a été nécessaire de replacer ces discours au sein des débats internes aux Etats-

⁹⁵ Ralph Peters, « The Counterrevolution in Military Affairs: Fashionable Thinking about Defense Ignores the Great Threats of Our Time », *The Weekly Standard*, vol.11, n°20, 6 février 2006. L'article porte davantage sur

Unis : ceux portant sur la « guerre à la terreur » et ceux portant sur l'utilisation de l'outil militaire dans le contexte des nouvelles technologies et de la guerre « réseaucentrée »⁹⁶. Au-delà d'ailleurs, la véritable interrogation endogène à la culture stratégique américaine consiste à se demander si « l'Empire » est en déclin et si la puissance des Etats-Unis, jusque là incontestée, ne doit pas être relativisée. Il s'agit d'un enjeu profond car il a des conséquences sur la posture stratégique des Etats-Unis et sur la perception du rôle que « l'Hégémonie » peut tenir au XXIème siècle.

Dans ce cadre, la question porte sur les effets de la puissance : est-il possible pour les Etats-Unis, réputé l'acteur le plus puissant de la scène internationale et le plus apte à agir de toute l'histoire, d'actualiser cette puissance d'une manière différente des puissances du passé ? La disparition de l'ennemi soviétique a semblé donner une marge de manœuvre inédite aux Etats-Unis, leur permettant de mettre en œuvre une politique étrangère fondée sur la préservation de l'ordre établi au niveau international, de promouvoir leurs intérêts de manière unilatérale et de donner à la force militaire une efficacité inégalée. Point d'empire colonial, mais plutôt un empire informel fondé sur les réseaux, l'influence et la capacité de coopter ou de contraindre tout rival ou tout adversaire potentiel, rejetant à la marge les « Etats voyous » et les mouvements perturbateurs de l'ordre.

Or, dès qu'il s'est agit de mettre en œuvre ce programme non plus dans le maintien, mais dans l'imposition de l'ordre, les résultats ont été pour le moins décevants, voire coûteux et contre-productifs pour la politique étrangère globale des Etats-Unis. Le fait de passer de la posture conservatrice à une posture révisionniste semble avoir mis à mal cet édifice, qui était peut-être partiellement rhétorique. Ainsi, comment comprendre les effets différenciés produits par la puissance militaire américaine en Irak ? D'un côté en effet, la puissance formidable déployée à travers notamment les moyens financiers et logistiques s'est heurtée à une farouche résistance locale et aux réticences de la société irakienne à adopter un ordre qui se pensait pourtant universel et progressiste. D'un autre côté, les Américains ont réellement transformé l'Irak durant le temps de leur présence. Parfois cela a été dans le sens souhaité et selon les stratégies élaborées patiemment, mais le plus souvent ces transformations ont échappé à tout contrôle. Ces transformations ne sont pas univoques ni toutes irréversibles, mais elles dessinent bien les contours d'un paysage politique et social nouveau, quand bien

les guerres menées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme global, mais appelle à plus de réalisme quant aux conflits « *de chair, de foi et de cités* ».

⁹⁶ Sur ces éléments, Joseph Henrotin, *La technologisation militaire en question : le cas Américain*, Paris : Economica, 2008.

même celui-ci pourrait partiellement s'inscrire dans certaines dynamiques de longue durée de l'histoire irakienne. On ne saurait donc à ce stade conclure ni à un succès, ni à un échec des Américains en Irak.

Cette tension entre puissance et impuissance doit donc envisager le postulat de l'utilité de la force. En effet, aucun ordre politique ne peut s'établir durablement sur la violence seule. En revanche, la force est susceptible de produire des effets de légitimation, y compris lorsqu'elle n'est pas exercée par l'Etat souverain. Néanmoins, ces effets sont inséparables de la mise en place d'un ordre social et politique. En aucun cas, cette situation ne peut perdurer, à moins de chercher l'établissement d'une domination coloniale sur une durée conséquente. A quelle légitimité peut prétendre un gouvernement et des institutions qui doivent leur pouvoir à une puissance intervenante ? Comment « pacifier » dès lors que l'on envisage de se retirer une fois les conditions de « stabilisation » atteintes ?

D'autre part, il faut considérer cette tension sous l'angle de l'analyse stratégique. D'un côté en effet, atteindre les résultats escomptés dépend des objectifs fixés, et donc des enjeux correspondants. La puissance est donc fonction de la souplesse à fixer ces derniers, et à les réorienter si nécessaire, tout en modelant les enjeux et les intérêts de l'adversaire. D'un autre côté, la stratégie peut être déconnectée des enjeux sur le théâtre. Autrement dit, elle peut poursuivre des objectifs de puissance qui produiront des effets ailleurs. Dans le cas des Etats-Unis, cette hypothèse est renforcée par la complexité de sa politique étrangère, et par l'écart entre les enjeux fixés au départ en Irak (construire une démocratie stable après avoir renversé le régime de Saddam Hussein) et les intérêts réels (s'assurer d'une source d'approvisionnement de pétrole, obtenir un retrait honorable de ses troupes, maintenir un système politique viable pour les différentes composantes de la société irakienne).

Enfin, nous considérons la puissance américaine en interaction avec un processus historique : la formation et la consolidation de l'Etat irakien. Dans quelle mesure les effets produits par la stratégie des Etats-Unis ont-ils contribué, ou non, à ce processus ? Au vrai, il s'agit de l'interrogation la plus importante, tant par rapport aux objectifs initiaux que par rapport aux capacités de puissance structurelle ou productive des Etats-Unis. Deux questions se trouvent à la croisée de cette interrogation : celle de la capacité des Etats-Unis de peser sur des dynamiques locales, et celle de leur capacité de les orienter comme ils le souhaitent. Autrement dit, quelle autonomie les acteurs locaux ont-ils ou non réussi à développer vis-à-

vis de la stratégie américaine ? Dans quelle mesure les actions des militaires américains en Irak ont été centrales dans les processus politiques, sociaux, économiques et sécuritaires ? Comment articuler le jeu des acteurs locaux avec celui des Américains ?

Afin de saisir quels effets ont été produits par la puissance américaine en Irak, et donc caractériser le type de puissance que les Etats-Unis sont capables d'actualiser, nous proposons plusieurs questionnements.

a) Les ajustements de la stratégie américaine en Irak :

Le premier est interne à l'acteur américain. Plus précisément, il s'agit de savoir et de comprendre si, et comment, les rapports de forces entre les différentes composantes de l'appareil de sécurité nationale des Etats-Unis ont orienté les choix stratégiques. Le postulat considéré est celui d'un découplage relatif entre les débats stratégiques internes à cet appareil et les questionnements des acteurs sur le théâtre.

A cet effet, nous suggérons quatre hypothèses :

- Les débats stratégiques ont joué un rôle moindre comparé à celui des adaptations sur le théâtre :
- les débats stratégiques ont permis de formuler des objectifs plus clairs et l'émergence d'une équipe capable de rationaliser les adaptations locales :
- les débats stratégiques ont davantage répondu à des enjeux internes à l'acteur américain qu'à des nécessités opérationnelles :
- les débats stratégiques ont permis d'orienter la perception du contexte par les militaires déployés en opération et ont donc joué un rôle indirect.

Alors que la première et la troisième hypothèses suggèrent un rôle négligeable joué par les débats stratégiques, la deuxième et la quatrième envisagent une relation entre ces deux

domaines que sont les institutions militaires et les unités déployées. De plus, ces deux hypothèses permettent de faire le lien avec la thématique des effets de la puissance qui est celle de ce travail. Nous n'invaliderons donc pas les hypothèses une et quatre, mais nous les considérerons comme des variables interprétatives du *type de stratégie* employée en Irak. Les hypothèses trois et quatre sont complémentaires, l'une se focalisant sur les aspects institutionnels et l'autre sur les « conceptions collectives ».

b) *L'impact de la stratégie américaine sur les dynamiques sécuritaires en Irak :*

Le second questionnement se rapporte aux effets de la stratégie américaine en Irak. Dans quelle mesure celle-ci a-t-elle accompagné, prévenu ou réagi aux processus internes aux acteurs irakiens ? Le postulat considéré est celui d'une relation fluctuante et rétroactive entre les actions des militaires américains et les évolutions des autres organisations.

Nous proposons de nouveau quatre hypothèses :

- la stratégie américaine en Irak a progressivement permis une reprise de l'initiative face aux autres acteurs dont l'évolution a été conditionnée aussi bien par des facteurs endogènes qu'exogènes:
- la stratégie américaine s'est adaptée à l'évolution des autres acteurs et de la configuration stratégique en Irak :
- la stratégie américaine en Irak a modelé les dynamiques sécuritaires irakiennes, saisissant l'opportunité du changement de configuration stratégique pour accroître le contrôle du pays :
- la stratégie américaine a modelé les dynamiques sécuritaires irakiennes de manière involontaire avant d'arriver à les stabiliser, mais en contribuant dans le même temps à les faire perdurer sur le plan structurel.

Les deux premières hypothèses considèrent que les Américains ont réagi à des évolutions totalement indépendantes de leurs actions. Etant donné le rôle central joué par les militaires américains dans le paysage politique et sécuritaire irakiens, elles ne sont pas séduisantes. D'autre part, elles réduisent l'impact de la dialectique stratégique et minorent les capacités américaines à modeler le contexte dans lequel agissent les autres acteurs. Nous retiendrons la troisième hypothèse car elle suggère un impact réel, bien qu'involontaire

parfois, de l'action des militaires américains sur le contexte sécuritaire irakien. Les effets de prophéties auto-réalisatrices ou auto-négatrices sont ainsi observables, notamment dans la lente fragmentation et polarisation de la société irakienne. La première hypothèse décrit davantage la situation depuis le *surge* de 2007-2008. Tandis que la seconde nous intéressera en tant qu'elle permet d'interpréter les perceptions américaines. Bien que moins élégante, la dernière hypothèse est plus vraisemblable, surtout si on poursuit l'analyse au-delà de l'année 2008. Elle permet d'expliquer à la fois les changements intervenus à la suite du *surge* et la persistance voire l'aggravation de problèmes issus de l'irruption américaine en Irak.

c) Le modelage de l'ordre politique et social en Irak :

La troisième série de questions met en relation les actions des militaires américains avec la formation et la consolidation de l'Etat en Irak. Dans quelle mesure ces processus ont-ils été voulus par les Américains ? Dans quelle mesure les résultats effectifs ont-ils réalisé les objectifs ? Le postulat de départ est celui d'une politique de plus en plus volontariste inscrite dans la stratégie américaine visant à construire un monopole des moyens de coercition, sans toutefois permettre son émergence.

Trois hypothèses peuvent être mises en lumière et examinées :

- la stratégie américaine a permis l'établissement d'un monopole au niveau local mais en détournant l'accumulation des moyens de coercition par le pouvoir central :
- la stratégie américaine a construit des institutions dont le contrôle est demeuré aux mains des entrepreneurs politiques :
- enfin, la stratégie américaine a consisté à « stabiliser » les institutions politiques tout en empêchant l'émergence d'un pouvoir fort en Irak, capable du monopole effectif de la force.

Ces trois hypothèses nous semblent vraisemblables, à condition de les hiérarchiser. La première et la seconde soulignent deux effets parallèles des pratiques liées à la Réforme du Secteur de la Sécurité et au *Nation Building*. La troisième les englobe dans une hypothèse

plus large et pose le problème plus général des conditions de la « stabilisation » au XXIème siècle.

Plan du présent travail :

Cette étude est organisée en trois parties. Dans la première, nous analyserons les changements et ajustements de la stratégie américaine en Irak. Le chapitre I traitera ainsi de l'interaction entre les évolutions perçues par les Américains et les débats stratégiques qui animent son appareil national de sécurité. Ce sera l'occasion de montrer le lien entre l'élaboration doctrinale et les rapports de forces politiques internes aux institutions militaires d'une part, à l'establishment politico-militaire d'autre part. La question de l'adaptation sur le terrain sera également abordée, en lien avec ces processus. Ce chapitre pose l'hypothèse de la juxtaposition de deux logiques distinctes entre le théâtre d'opération et Washington. Le chapitre II envisagera ensuite de restituer les évolutions stratégiques au long de la période de l'occupation, en se focalisant sur les aspects militaires. Les opérations y occuperont une place centrale, avec une place majeure accordée au *surge*, replaçant ce dernier dans la problématique de rupture ou de continuité avec les stratégies antérieures. La question des tactiques et des procédés effectivement mis en œuvre permettra d'observer les actions des militaires américains. Ce premier temps de notre travail mêlera donc une analyse historique et sociologique et chevauchera les échelles géographiques du théâtre.

Dans une seconde partie, nous envisagerons les interactions entre les pratiques militaires américaines et les dynamiques sécuritaires. Le chapitre III traitera de la production et du modelage de ces dynamiques par la présence et les actions militaires américaines. Il sera fait un lien entre les discours et les pratiques, mais également entre les stratégies américaines et celles des acteurs irakiens. Il se focalisera sur les dilemmes de la coercition. Le chapitre IV analysera la manière dont les Américains ont pris en main la société irakienne durant le *surge*. A travers l'étude des interactions entre les composantes locales irakiennes et les Américains, nous observerons ainsi comment ceux-ci ont partiellement modelé et façonné l'ordre politique et social irakien, et quels effets pervers en ont découlé.

Dans la troisième et dernière partie, nous étudierons le lien entre la stratégie américaine en Irak et le processus de formation et de consolidation de l'Etat. Autrement dit, nous aborderons les enjeux de la présence américaine en Irak en rapport avec sa capacité à atteindre les résultats souhaités. Le chapitre V montrera le dilemme inhérent au processus de stabilisation. Il s'intéressera à la problématique du monopole des moyens de coercition. Il montrera comment la polarisation du paysage politique irakien n'a pas permis au pouvoir central d'accumuler l'ensemble de ces moyens. Le chapitre VI traitera des illusions, contraintes et dilemmes d'une opération extérieure. Il sera l'occasion d'une réflexion sur celles-ci dans le contexte contemporain en lien avec les orientations de la politique étrangère américaine. Mais il portera également un questionnement sur le poids des facteurs domestiques.

Première partie : une guerre limitée ?

« Un président peut avoir trop promis, mal compris la volonté ou la nature de ses adversaires ou sous-estimé le coût de ses objectifs »

(Andrew J. Polsky)

La première hypothèse concernant les effets différenciés de la puissance américaine en Irak est interne à cet acteur. Elle concerne le déséquilibre quasi-constant entre l'action des militaires et les objectifs fixés par les décideurs politiques. Autrement dit, les Américains ont été pris dans l'écart existant entre la logique d'une guerre totale (visible dans la rhétorique des décideurs politiques) et celle d'une guerre limitée (observable dans le souci constant du retrait des troupes une fois le régime de Saddam Hussein renversé).

Comprendre cet écart demande d'opérer plusieurs distinctions préalables. L'action militaire s'inscrit en effet dans deux attitudes stratégiques dominantes pour les puissances occidentales contemporaines : celle de la diplomatie coercitive (dans laquelle la menace de sanctions militaires est censée donner du poids à l'action diplomatique) et celle de la coercition militaire (pour laquelle l'usage de la force est principalement destiné à faire céder l'adversaire)⁹⁷. Dans les deux cas, il s'agit de stratégies qui visent à manipuler l'attitude de l'autre, soit par la dissuasion ou la « *compellence* » (dans le cas de la diplomatie coercitive), soit par l'action militaire décisive éventuellement à grande échelle (dans le cas de la coercition)⁹⁸. Mais dans les deux cas, l'usage de la force – même sur une grande échelle – vise des objectifs (et donc théoriquement des intérêts et enjeux) limités. Cet usage doit donc rester proportionné à ces intérêts, du moins en théorie. L'opération visant à renverser Saddam Hussein, ayant pour objectif de renverser le régime pour éviter qu'il n'utilise des Armes de Destruction Massives ou coopère avec Al Qaïda, répond clairement à ces critères.

⁹⁷ Rob de Wijk, *The Art of Military Coercion : Why the West's Military Superiority Scarcely Matters*, Amsterdam: Mets & Schilt Uitgevers, 2005.

⁹⁸ La *compellence* est le fait de convaincre un adversaire à mener une action, là où la dissuasion revient plutôt à l'empêcher de la commettre et la coercition à le forcer à faire ou à ne pas faire. Thomas Schelling, *Arms and Influence*, New Haven : Yale University Press, 3^{ème} édition, 2008, p.72.

La distinction entre les deux logiques de guerre totale et de guerre limitée s'inscrit donc dans ce contexte stratégique. Une guerre totale correspond en effet à l'alignement entre des enjeux et des intérêts considérés comme vitaux, des objectifs militaires absolus (la victoire à tout prix) et la mobilisation conséquente de tous les moyens disponibles. La logique de guerre limitée se caractérise en contrepoint par l'alignement entre des intérêts, des objectifs et des moyens limités. Or, dans le cadre de la coercition militaire, il est nécessaire de faire un large usage de la force. De ce fait, le risque de perdre le contrôle de cette dernière demeure si les décideurs politiques et les planificateurs militaires ne mettent pas en cohérence fins et moyens. D'où le risque que les coûts de l'usage de la force militaire ne surpassent les gains attendus, notamment si le conflit se prolonge.

Dans le cas des Américains en Irak, le caractère limité des objectifs politiques et militaires a vite été dépassé par la rhétorique des décideurs politiques d'une part (fixant un but ambitieux et flou : celui de construire un Irak démocratique, stable et allié aux Etats-Unis dans la « guerre au terrorisme »), et par l'irruption d'un ou plusieurs adversaires usant de moyens « irréguliers » dans le cadre d'une stratégie d'attrition et dont le principal effet a été d'accroître les coûts de l'intervention (et même d'annuler les gains obtenus par la chute du régime) d'autre part⁹⁹. L'écart entre les objectifs proclamés et les moyens mis en œuvre d'une part, entre les gains attendus et les coûts de plus en plus élevés d'autre part, a conduit à l'incohérence stratégique. En d'autres termes, décideurs et exécutants ont bien senti la nécessité d'un retrait (cohérent avec le caractère limité des intérêts) tout en poursuivant l'occupation et les efforts de stabilisation (cohérents avec le caractère absolu des enjeux pour les acteurs, qu'il s'agisse du pouvoir politique à Washington ou des acteurs militaires sur le théâtre)¹⁰⁰. Ainsi, les Américains en Irak sont bien demeurés dans une logique de guerre limitée : observable à travers les moyens relativement peu importants mis en œuvre, cette attitude se comprend à l'intersection de deux facteurs. En premier lieu, une culture stratégique qui valorise la victoire décisive et repose sur la croyance selon laquelle une force

⁹⁹ En outre, il convient d'insister sur l'écart entre les discours de Bush et de son équipe ministérielle (notamment Paul Wolfowitz) pour qui l'Irak est une menace existentielle, et la réalité des actions prises alors pour mobiliser les moyens de la société américaine (c'est-à-dire bien peu). Autrement dit, si on ne peut nier que Bush et Wolfowitz (entre autres) considèrent bien le problème irakien comme crucial, il n'en reste pas moins que l'exagération du discours sur la « guerre au terrorisme » renvoie davantage au souci de consolider l'appui politique domestique.

¹⁰⁰ Cette volonté de poursuivre l'occupation renvoie à la croyance en la nécessité d'une victoire décisive. Face à une stratégie d'attrition qui évite la bataille cruciale, la recherche de la décision rapide tend à accroître l'engagement en dépit des coûts de plus en plus élevés. Afin de justifier la poursuite des opérations, il faut simultanément monter les enjeux rhétoriques et bâtir une stratégie déclaratoire basée sur le déni ou la promesse d'une victoire par suite d'une escalade ponctuelle.

professionnelle de haute technologie suffit à remporter la victoire, y compris dans une guerre limitée. En second lieu, la prédominance structurelle pour les décideurs de leurs intérêts politiques internes sur les intérêts stratégiques, notamment dans un conflit expéditionnaire¹⁰¹.

Un premier chapitre s'attachera à montrer l'écart spatio-temporel existant entre les décideurs politiques et militaires à Washington et les exécutants sur le terrain. Tandis qu'un second chapitre analysera les inflexions stratégiques sur le théâtre afin de combler le fossé croissant entre les gains et les coûts.

¹⁰¹ Sur ce point, il convient de souligner que, si le statut de superpuissance a altéré la perception populaire concernant la menace – celle-ci pouvant survenir de n'importe quel point du globe – et donné davantage d'arguments de mobilisation populaire aux décideurs politiques, il n'en reste pas moins que la perception d'intérêts vitaux par la société est inversement proportionnelle à l'éloignement du théâtre des opérations.

Chapitre 1 : logique de guerre, logique de paix. La formulation de la stratégie américaine en Irak

Comprendre l'action des militaires américains nécessite en premier lieu de s'intéresser à la manière dont la stratégie est formulée. En effet, même sans postuler un lien linéaire et immédiatement causal entre la décision politique, la formulation stratégique et l'application tactique, il paraît évident au premier abord que les militaires déployées en Irak ont agi en fonction des décisions prise à Washington.

Or, le processus stratégique est par nature itératif : il doit tenir compte des évolutions du contexte et de la stratégie de l'adversaire. Par ailleurs, il est frappé au coin de l'incertitude, puisque l'on ne peut connaître ces deux éléments par avance. Comme le souligne Marcus Jones au sujet de la stratégie bismarckienne : « *dans un monde où les résultats restent indéterminés, une stratégie compétente ne consiste pas à fixer des objectifs de long terme et à structurer systématiquement des procédures pour les réaliser, mais plutôt dans une appréhension claire de ses propres principes et priorités associée à une approche flexible et créative afin de produire des gains cumulatifs sur le court terme* »¹⁰². Autrement dit, un objectif ambitieux ou défini en termes d'enjeu absolu nécessite une grande flexibilité stratégique¹⁰³.

Cependant, dans le cas de la stratégie suivie par les Etats-Unis en Irak, cette attitude semble avoir largement fait défaut : les adaptations ont été essentiellement tactiques, et – en dépit de proclamations stratégiques répétées par les commandants successifs du théâtre (2003, 2004, 2005) – l'approche générale a finalement peu évoluée jusqu'en 2007. A tel point que le journaliste Bob Woodward pouvait intituler un de ses ouvrages paru en 2006 *State of Denial* et que Thomas Ricks choisissait de parler de « fiasco » pour décrire l'aventure militaire américaine en Irak¹⁰⁴.

¹⁰² Marcus Jones, « Strategy as character : Bismarck and the Prusso-German Question 1862-1878 » in Williamson Murray, Richard Hart Sinnreich, James Lacey, *The Shaping of Grand Strategy: Policy, Diplomacy and War*, Cambridge: Cambridge University Press, 2011, p.108.

¹⁰³ Sans compter que le temps lui-même restreint la marge de manœuvre des décideurs politiques et militaires, notamment en l'absence de victoire décisive et rapide. Andrew J. Polsky, *Elusives Victories : The American Presidency at War*, New-York: Oxford University Press, 2012.

¹⁰⁴ Bob Woodward, *State of Denial : Bush at War part III*, New-York: Simon & Schuster, 2006; Thomas E. Ricks, *Fiasco: The American Military Adventure in Iraq*, Londres: Penguin Books, 2005.

D'autre part, les choix effectués au début du conflit (notamment par le président en tant que chef des armées) restreignent le champ des possibilités et contraignent les actions ultérieures. Ainsi en est-il de deux éléments clé pour l'Irak : l'absence de mobilisation générale pour la guerre contraint les ressources disponibles, notamment en termes d'effectifs militaires, tandis que le fait d'inscrire le conflit dans un enjeu vital pour la sécurité des Etats-Unis rend plus difficile l'option du désengagement¹⁰⁵.

Il s'agit donc de comprendre l'obstination stratégique dans laquelle semble s'être ancrée l'acteur américain. Pour cela, il convient d'écarter d'emblée deux hypothèses que les faits invalident. La première consiste à penser que cette obstination reflète une attitude et une pensée statiques. Bien au contraire, l'appareil de sécurité nationale américain bruit de débats et de réflexions qui ne cessent d'enfler jusqu'au *surge*. La seconde expliquerait cette obstination par la prolifération d'intérêts concurrents au sein de l'establishment politico-militaire : l'esprit de chapelle associé au manque d'implication du président Bush (ou sa trop grande déférence envers les projets du vice-président Cheney, du secrétaire à la Défense Rumsfeld ou du secrétaire-adjoint Wolfowitz) auraient suffi à paralyser toute réflexion stratégique.

Ces deux hypothèses excluent donc la pluralité des niveaux d'analyse et des strates travaillées par les débats : elles présupposent une vision hiérarchique du processus d'élaboration stratégique, sans tenir compte d'autres acteurs. Par ailleurs, elles négligent d'étudier l'articulation entre les idées et la manière dont les décideurs ou exécutants les reçoivent et s'en servent pour appréhender le contexte. Enfin, elles inscrivent la formulation stratégique et les adaptations tactiques dans une logique homogène, celle d'une guerre qu'il faut mener et gagner.

Nous choisirons donc d'étudier dans un premier temps les débats doctrinaux en les envisageant comme des débats d'idées s'inscrivant dans des rapports politiques. Un second temps s'intéressera à l'adaptation des forces américaines en Irak à travers l'étude des processus qui les ont autorisées.

¹⁰⁵ Il convient de noter que la désignation du « terrorisme » comme menace a surtout produit une modification des structures de la sécurité intérieure. Si la « guerre à la terreur » est bien une « guerre totale » sur le plan des enjeux, la mobilisation des moyens ne peut prendre la forme d'une mobilisation générale. En revanche, à partir du moment où les enjeux et les objectifs sont définis de manière absolue, le désengagement en cas de difficultés nécessite des conditions bien particulières pour être justifié.

Section 1 : les débats doctrinaux et politiques.

Le temps de la présence militaire américaine en Irak a engendré de nombreux débats. Ceux-ci ne sont pas restés circonscrits au cercle étroit des décideurs : ils ont rapidement gagné le milieu plus large des analystes de la Défense, des *think tanks* et des commentateurs militaires. Comprendre et analyser ces débats nécessite donc de s'intéresser à la littérature foisonnante disponible en source ouverte : blogs spécialisés, conférences de presse, interviews de responsables politiques et militaires, revues professionnelles, production des *think tanks* et instituts de recherche, documents officiels de la Maison-Blanche, du Pentagone ou du Département d'Etat.

Néanmoins, étant donné l'importance de cette archive, le risque serait de s'en tenir à la recension des idées, options et débats disponibles. Une telle approche ne permet pas de saisir les enjeux des débats, ni le contexte politique dans lequel ils s'insèrent. De plus, il ne s'agit pas ici de dresser un état des lieux de la pensée américaine concernant l'Irak et l'action de ses militaires, mais de comprendre la relation entre ces débats et la formulation stratégique. Il est donc nécessaire de se focaliser sur certains segments de cette archive en prenant le critère de l'influence des auteurs ou de certaines idées dans les débats. Nous utiliserons ainsi le principe d'intertextualité pour ne retenir que les éléments saillants du débat. Du reste, les éléments ainsi écartés révéleront aussi les enjeux sous-jacents aux disputes sur l'Irak.

Ainsi, la formulation stratégique dépend largement d'une relecture des enjeux, des contraintes et des expériences. Cette relecture de la part de la communauté de Défense permet d'en fixer les interprétations et d'en tirer des conséquences politiques, institutionnelles et opérationnelles. Le cadre central, mais non exclusif, en est les revues professionnelles. Historiquement en effet, les revues professionnelles (notamment pour l'*Army* et les *Marines*) ont joué le rôle de standardisation des principes et des pratiques, à la fois en les diffusant le plus largement possible, mais aussi en créant un réseau de sens dans lequel elles sont relues¹⁰⁶. Aux marges, les *think tanks* et des analystes participent au débat. Cette configuration est propre au contexte américain dans lequel les individus passent facilement d'un monde à l'autre en vertu du principe de *revolving door*. Il y a donc une porosité

¹⁰⁶ Une étude de cas très fouillée sur l'élaboration du *Small Wars Manual* des *Marines* permet d'en rendre compte. Keith B. Bickel, *Mars Learning : the Marine Corp's Development of Small Wars Doctrine 1915-1940*, Boulder: Westview Press, 2000.

importante entre ces différents cercles, d'autant que le passage de cette communauté à l'Internet social génère une caisse de résonance importante¹⁰⁷.

Des illusions au déni : les élites politico-militaires américaines et la stratégie en Irak

En dépit de la rhétorique sur les enjeux et les objectifs de la guerre en Irak, il est frappant de constater d'une part la tendance des décideurs politiques à ne pas s'impliquer suffisamment et d'autre part la faiblesse relative des moyens consentis pour l'invasion et l'occupation¹⁰⁸.

La plus immédiate des questions concerne la conduite à tenir une fois Saddam Hussein renversé. L'interrogation précède d'ailleurs le déclenchement des opérations militaires. Dans un rapport déclassifié concernant une simulation sur la gestion de l'Irak post-conflit en date de 1999, le général des Marines Anthony Zinni – alors commandant le Central Command (CENTCOM) – prévenait contre les dangers inhérents à ne pas réfléchir sur cette phase. Il soulignait notamment que « *même si l'ordre public est restauré, les frontières sécurisées, le remplacement de régime serait problématique, spécialement si le nouveau régime est perçu comme faible ou comme une marionnette* [aux mains des Américains] »¹⁰⁹. En mars 2002, le Département d'Etat rend public l'existence du *Future of Iraq Project* chargé d'animer des séminaires pour définir les priorités une fois le régime tombé. S'appuyant sur des experts internationaux (dont beaucoup sont des Irakiens en exil), il recommande ainsi de prendre garde aux conséquences de la chute du régime, une période durant laquelle le vide du pouvoir « *pourrait offrir une opportunité à ces criminels* [les partisans de Saddam Hussein] *pour tuer, piller et dévaster* », cela car « *l'étendue de l'Etat totalitaire irakien, son pouvoir absolu, le contrôle exercé depuis Bagdad, sans compter l'usage de la terreur pour obtenir le*

¹⁰⁷ Parmi les blogs influents dans la communauté de Défense, il convient de citer un blog collectif, le *Small Wars Journal* lancé en 2005 par des officiers en activité ; et des blogs personnels d'anciens militaires déployés en Irak dont l'activité académique leur a ensuite permis de peser dans les débats politiques, notamment par le biais des *think tanks*. Le plus influent est certainement le blog d'Andrew Exum dit *Abu Muqawama* lancé en février 2007.

¹⁰⁸ Cette faiblesse des moyens est soulignée dès la planification de la guerre : le général Franks est amené à réviser plusieurs fois à la baisse le niveau des effectifs sous la pression de Rumsfeld.

¹⁰⁹ Général Anthony Zinni, *Results of « Desert Crossing » War game on how to manage a post-Saddam Iraq*, juin 1999, cite par Michael R. Gordon et Général Bernard E. Trainor, *Cobra II: the Inside Story of the Invasion and Occupation of Iraq*, New-York: Vintage Books, 2007, p.669.

consentement des individus, ne doivent pas être sous-estimés dans leur impact sur la psyché irakienne et les sentiments corollaires de peur, de honte et de faiblesse »¹¹⁰.

Le 26 février 2003, le président Bush déclare que « *les Etats-Unis n'ont pas l'intention de déterminer la forme précise du gouvernement du nouvel Irak. Ce choix relève des citoyens irakiens. Cependant, nous nous assurerons qu'un dictateur brutal ne sera pas remplacé par un autre. [...] Reconstruire l'Irak nécessitera une implication longue de nombreuses nations, y compris la nôtre : nous resterons en Irak le temps nécessaire, mais pas un jour de plus* »¹¹¹. Néanmoins, prononcé à l'occasion du dîner annuel d'un *think tank* néoconservateur, cette déclaration de principe ne nous indique pas si les moyens et les stratégies afférentes seront mis en œuvre.

Enfin, le 28 février 2003, le *Defense Policy Board* – un organisme d'aide à la décision interne au Département de la Défense – avertit le pouvoir exécutif que le défi le plus urgent sera la création d'une sécurité durable en Irak. Robert Perito, auteur du mémorandum et membre de l'*United Institute of Peace*, recommande notamment de créer une force de stabilisation civile, composée de policiers, de juristes et d'administrateurs¹¹².

Cependant, en dépit de ces recommandations et de la nomination de l'ancien général Jay Garner à la tête de l'*Office for Reconstruction and Humanitarian Assistance* (ORHA), le Département de la Défense ne se dote pas de moyens suffisants, tout en souhaitant la garder sous son contrôle afin d'écarter le Département d'Etat. Il s'agit là non seulement d'un jeu bureaucratique classique, mais également de la vision promue par Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz. Pour le premier, l'opération militaire contre Saddam Hussein est censée confirmer la justesse de ses options en matière de « transformation » des forces : une opération expéditionnaire courte, menée avec des moyens de haute technologie et associant des groupes paramilitaires locaux. Il s'appuie pour cela sur le modèle de l'invasion de l'Afghanistan qui avait mis au prise un contingent de Forces Spéciales encadrant les unités de l'Alliance du Nord anti-Taliban et les appuyant par des frappes aériennes ciblées¹¹³. Son adjoint est convaincu à la fois par la nécessité d'un appui par des forces irrégulières irakiennes et par la

¹¹⁰ James Fallows, « Blind into Baghdad », *The Atlantic Magazine*, janvier-février 2004

¹¹¹ Allocution du président Bush au dîner annuel de l'American Enterprise Institute. Cité par Spencer C. Tucker (dir.), *Encyclopedia of Middle East Wars : the United States in the Persian Gulf, Afghanistan and Iraq Conflicts*, Santa Barbara, Ca.: ABC-Clio, 2010, p.1794. Il faut noter que cette déclaration est reprise en exergue du document élaboré par le Conseil National de Sécurité en novembre 2005 et présentée comme la politique suivie par le président depuis le début de l'occupation en Irak. National Security Council, *National Strategy for Victory in Iraq*, Washington, DC. : Government Printing Office, 28 novembre 2005, p.1.

¹¹² Cité par Michael R. Gordon et le général Bernard E. Trainor, *Cobra II, op.cit.*, p.661.

¹¹³ Stephen Biddle, « Afghanistan and the Future of Warfare », *Foreign Affairs*, mars-avril 2003.

réalité du soutien que les Américains recevront en Irak de la part de la population. C'est ainsi qu'il commande au *Strategic Studies Institute* une étude portant sur les efforts de stabilisation et de reconstruction en Allemagne et au Japon¹¹⁴. Dirigé par Conrad Crane, le rapport conclut cependant à l'impossibilité de comparer les situations, et est immédiatement mis de côté¹¹⁵. En dépit de la rhétorique du président Bush, l'administration est donc dominée par l'idée selon laquelle la reconstruction de l'Irak ne nécessitera qu'un engagement limité et qu'elle sera essentiellement le fait des Irakiens eux-mêmes¹¹⁶.

Du côté des militaires, la question de la stabilisation est partiellement renvoyée à la phase IV des opérations. Celle-ci est censée débiter à l'arrêt des hostilités à la suite d'une victoire militaire. Néanmoins, les opérations de stabilisation peuvent être menées dans les phases précédentes. Il n'en reste pas moins que la doctrine officielle reste relativement indéterminée quant à la définition précise des missions et des moyens dans ces différents cas de figure :

« durant les combats, les opérations de stabilisation participent à contenir l'extension des luttes armées tout en encourageant et en assistant les parties prenantes. Elles visent à sécuriser le soutien aux populations civiles dans les zones instables. Les forces engagées dans des SASO peuvent avoir à conduire des opérations offensives ou défensives afin de se défendre ou pour détruire les forces cherchant à déstabiliser la situation. Prolongeant les hostilités, les forces peuvent être amenées à conduire des opérations de stabilisation pour fournir un environnement sécurisé aux autorités civiles en travaillant à la réconciliation, à la restauration des infrastructures détruites et au retour des services essentiels »¹¹⁷.

Publié à la veille de l'invasion, ce document doctrinal reflète un emprunt au général des Marines Charles Krulak et notamment à sa vision de la « guerre des trois pâtés de maison »

¹¹⁴ James Fallows, « Blind Into Baghdad », *art. cit.*

¹¹⁵ Le rapport souligne aussi que la reconstruction demande une implication directe sur une très longue durée. Conrad C. Crane et W. Andrew Terrill, *Reconstructing Iraq : Insights, Challenges and Missions for Military Forces in a Post-Conflict Scenario*, Carlisle: Strategic Studies Institute of the US Army War College, 2003.

¹¹⁶ Cette perception est également le produit de la culture stratégique dominante aux Etats-Unis insistant sur la recherché de la victoire décisive. De ce fait, le renversement du régime est considéré comme l'aboutissement des opérations militaires aussi bien que des objectifs politiques.

¹¹⁷ Department of the Army, *Field Manual FM 3-07 (100-20) Stability Operations and Support Operations*, Washington, DC. : Government Printing Office, février 2003, section 1-2.

(*three-blocks war*)¹¹⁸. Il est loisible d'expliquer ce fait en insistant sur le peu d'intérêt que les décideurs militaires (et notamment ceux de l'*Army*) portent à ce type de missions. Les opérations de stabilisation sont ainsi reléguées hors de la guerre (*operations other than war* ou OOTW) et ne reçoivent donc pas autant d'attention que les missions de combat (*major combat operations* ou MCO). Plus globalement, les élites militaires considèrent toute intervention longue et toute mission de *Nation-Building* comme posant le risque potentiel d'un enlèvement. Ce refus de l'interventionnisme s'explique autant par un repli identitaire sur le modèle du pragmatisme radical que par le souci d'éviter un nouveau Vietnam¹¹⁹.

On observe ainsi que les décideurs militaires refusent l'idée d'un prolongement de leur présence en Irak. Le 7 avril 2003, le général Michael Hagee, 33^{ème} Commandant du Corps des Marines déclare ainsi :

*« Ce que je voudrais suggérer, c'est que nous ne sommes ici que pour une courte période. Selon moi, nous avons besoin de refaire le plein, nous avons besoin de reconstituer nos forces maritimes pré-positionnées et nous avons besoin de consolider le Corps des Marines pour nous assurer qu'il est prêt à aller où on aura besoin de lui. Nous sommes une force expéditionnaire. Notre travail n'est pas ici, au Sud de l'Irak, où tout est terminé »*¹²⁰.

Cette déclaration pourrait être invalidée par le plan d'opération proposé au niveau du théâtre par le général Ricardo Sanchez, commandant la *Combined Joint Task-Force-7* (CJTF-7) créée le 14 juin 2003. En effet, cette première ébauche semble montrer un intérêt appuyé pour la phase de stabilisation (figure 4), soulignant l'importance d'impliquer tous les acteurs et de conduire une action orientée et raisonnée afin d'atteindre la « victoire stratégique ». Le séquençage des opérations et l'apparente cohérence d'ensemble ne doivent cependant pas tromper l'observateur : il s'agit davantage d'un moyen de conjurer la complexité perçue de la tâche à mener. De plus, on peut déduire de ce document un réel désintérêt pour la phase IV,

¹¹⁸ Général Charles C. Krulak, « The Strategic Corporal: Leadership in the Three-Blocks War », *Marines Magazine*, janvier 1999. Terry Terriff, « Of Romans and Dragons : Preparing the US Marines Corps to Future Warfare », *Contemporary Security Policy*, vol. 28, n°1, 2007, pp.143-162.

¹¹⁹ Thomas Lindemann, « Des guerriers pour faire la paix : l'armée américaine en Irak », *Cultures et Conflits*, n°67, automne 2007, p.13-34.

¹²⁰ Martina Brown, « Hagee : Marine Corps 'Taking Risks' in Areas other than Iraq », *Inside the Navy*, 7 avril 2003.

s'agissant davantage d'un gage donné aux pressions politiques croissantes visant à obtenir un retrait le plus rapide possible.

Ce fait est d'ailleurs corroboré par le premier plan d'opération officiel du général Sanchez en date de juillet 2003, lequel dénote toujours autant d'imprécision :

« conduire des opérations offensives pour défaire les forces réticentes et neutraliser les influences déstabilisatrices dans les zones d'opération afin de créer un environnement sécurisé en soutien de l'action de l'Autorité Provisoire de la Coalition. Dans le même temps, mener des opérations de stabilisation pour soutenir la création d'un gouvernement et le développement économique afin de mettre en place les conditions d'un transfert aux autorités civiles ou militaires désignées pour prendre la suite »¹²¹.

Autrement dit, l'urgence opérationnelle ne prime que parce qu'elle s'inscrit dans la demande formulée par les élites politiques et militaires : une fois Saddam Hussein renversé, la stabilisation doit aller très vite. Ce qui explique à la fois l'impréparation organique des unités déployées en Irak (qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour mener les missions de stabilisation) et le fait que celles-ci doivent s'adapter rapidement. La stabilisation est davantage un projet et un slogan qu'une mission conceptualisée et mise en œuvre de manière raisonnée.

¹²¹ Briefing du général Sanchez en date du 13 juillet 2003, cité par Donald P. Wright et Timothy R. Reese, *On Point II : Transition to A New Campaign. The United States Army in Operation Iraqi Freedom : May 2003-January 2005*, Fort Leavenworth: Combat Studies Institute Press, 2008, p.30.

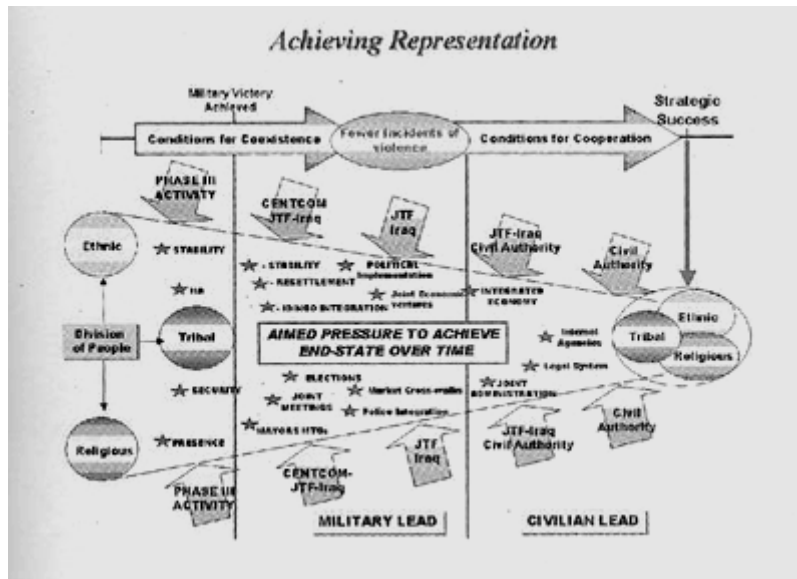


Figure 4 : mener à la stabilisation¹²²

Avec l'aggravation de la situation sécuritaire et les difficultés de légitimité rencontrées par le gouvernement provisoire, la pression politique s'articule progressivement. Non pas en définissant précisément ce que doivent être les missions de stabilisation, mais en exigeant une réforme des institutions militaires afin de pouvoir les mener. Dans sa directive 3000.5 en date du 28 novembre 2005, le secrétaire à la Défense précise ainsi que « *les opérations de stabilisation appartiennent au cœur de métier de l'armée des Etats-Unis. Elles doivent donc recevoir une attention comparable aux opérations de combat et être explicitement régulées et intégrées dans toutes les activités du ministère, en incluant la doctrine, l'organisation, l'entraînement, la formation, les exercices, le matériel, le commandement, le personnel, les infrastructures et la planification* »¹²³. En dépit de cette déclaration de principe, le document continue de percevoir la stabilisation comme une mission de soutien à d'autres organisations ou gouvernements (section 4-3) tandis qu'il distingue la stabilisation proprement dite des missions de soutien à la stabilisation (sections 3-1 et 3-2). Ainsi, les *stability operations* sont considérées comme des missions visant à rétablir directement l'ordre tandis que les *military support for stability operations* sont les missions effectuées au profit du gouvernement local ou des autres agences des Etats-Unis. Enfin, la stabilisation est conceptualisée sur le modèle de l'aide humanitaire (court terme) et de la Réforme du Secteur de la Sécurité (long terme) : il ne s'agit pas là d'une percée paradigmatique qui permettrait aux organisations et aux unités

¹²² Diapositive du Central Command et de la CJTF-7 in Thomas E. Ricks, *Fiasco, op.cit.*,

¹²³ DoD Directive 3000.5, *Military Support for Stability, Security, Transition and Reconstruction (SSTR) Operations*, 28 novembre 2005, section 4-1.

déployées de mener à bien leurs missions, mais plus d'un appel rhétorique au changement. D'autre part, la distinction entre missions de stabilisation et missions de soutien à la stabilisation révèle un enjeu politique plus large : l'intention de déléguer le cœur de l'affaire aux autres ministères (et notamment au Département d'Etat).

En février 2006, le Département de la Défense rend publique la révision quadriennale de ses capacités et de ses missions. Cette *Quadriennial Defense Review* (ou QDR) tranche avec les exercices précédents car elle inclue les menaces « irrégulières » dans le spectre des missions auxquelles doit se préparer l'appareil de défense des Etats-Unis. Ainsi, les forces armées des Etats-Unis, si elles ne peuvent être défiées et vaincues dans le domaine « conventionnel », doivent s'orienter vers de nouvelles capacités. Elle reconnaît également le changement de stratégie opéré depuis 2004, orientant celle-ci vers la formation d'institutions sécuritaires et politiques stables. Enfin, prenant acte de l'adaptation progressive des unités sur le terrain pour lutter contre l'insurrection (celle-ci étant assimilée uniquement à la menace djihadiste transnationale), le document demande d'institutionnaliser les changements, d'opérer des réformes et annonce la mise en place du *Joint Intelligence Operations Center* afin de mutualiser les moyens du renseignement, compétence jugée cruciale dans la lutte contre le « terrorisme »¹²⁴.

Néanmoins, ce document reste une déclaration d'intention politique, et non l'indice d'un véritable changement à venir en Irak. D'abord parce qu'il continue à mesurer les effets de l'action américaine en Irak sur le mode du succès, mais aussi parce qu'il ne fournit aucune indication contraignante aux institutions militaires. Enfin, produit d'un processus politique qui en fait un exercice obligatoire depuis 1993 –date à laquelle le Congrès a institutionnalisé sa publication-, la QDR semble davantage répondre aux critiques formulées contre la gestion de l'Administration.

Ainsi, les décideurs civils et militaires demeurent paralysés face à la situation irakienne et ne semblent pas convaincus d'un changement radical d'orientation. Nous retrouvons ici à la fois les pesanteurs bureaucratiques et les difficultés que peut éprouver un décideur à modifier son regard sur le contexte. Pour Donald Rumsfeld comme pour le président Bush, la situation en Irak ne doit pas remettre en cause le choix initial de l'invasion

¹²⁴ Department of Defense, *Quadriennial Defense Review*, Washington, DC.: Government Printing Office, février 2006, pp.10-11.

ni les motivations qui l'ont guidé¹²⁵. Entre « pensée magique » et déni, l'Administration américaine n'a donc pas su orienter les moyens ni même définir d'objectifs réalistes atteignables en Irak.

En novembre 2005, sous l'impulsion du Conseiller à la Sécurité Nationale Condoleeza Rice, l'universitaire Philip Zelikow élabore le premier document officiel articulant la stratégie de l'Administration pour l'Irak. Intitulé *National Strategy for Victory in Iraq*, le mémorandum insiste sur la nécessité de stabiliser l'Irak en plusieurs phases et en empruntant une stratégie intégrant trois voies (politique, sécuritaire et économique). Il s'agit d'isoler les éléments extrémistes, de coopter les acteurs désireux de réconciliation et de bâtir des institutions inclusives en Irak (politique), de dégager les zones insécurisées, de les tenir afin de construire les forces de sécurité (sécurité), de restaurer les infrastructures économiques, de favoriser les réformes économiques irakiennes et de mettre en place des institutions stables aptes à favoriser la croissance et l'intégration irakienne (économie). Ainsi, la stabilisation est conçue comme une approche nécessitant une implication directe des Américains dans une première phase afin de bâtir des institutions et de déléguer progressivement à celles-ci de plus en plus d'autonomie. L'idée d'un engagement sur le long terme, formulée implicitement par le président Bush lors de son allocution du 26 février 2003, prend donc réellement corps. Il n'en reste pas moins que la question des moyens n'est pas tranchée d'autant que la publication de ce document est loin de susciter l'unanimité. D'abord parce que le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld critique la position de Condoleeza Rice, et notamment la formule « nettoyer-tenir-construire » qu'elle utilise alors devant le Sénat le 19 octobre 2005¹²⁶. Cette opposition reflète à la fois le contrôle absolu que Rumsfeld entend tenir sur le déroulement des opérations militaires, mais également la relation inversée entretenue entre le théâtre d'opération et l'Administration : « *Bagdad briefe, Washington écoute* »¹²⁷. Selon Philip Zelikow, le général George Casey –commandant la Force Multinationale-Irak entre 2004 et 2007- s'oppose également au texte, non sur le contenu de la stratégie mais en raison du processus de formulation dont il considère avoir été injustement exclu¹²⁸.

¹²⁵ Rumsfeld s'accroche ainsi à l'idée que la guérilla est l'affaire de quelques poches d'insoumis fanatiques de l'ancien régime. Donald Rumsfeld, conférence de presse au Pentagone, 18 juin 2003.

¹²⁶ Bob Woodward, *Mensonges d'Etat : comment Bush a perdu la guerre*, Paris : Denoël, collection « Folio documents », 2008, pp.614-615. De la même manière, le secrétaire à la Défense s'oppose, mais sans succès, à ce que la formule soit utilisée par le président Bush lors de son discours du 11 novembre suivant. *Ibid.*, p.619.

¹²⁷ Interview de Philip Zelikow dans le documentaire *Endgame*, PBS Frontline, 19 juin 2007. Accessible sur : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/endgame/interviews/zelikow.html> (accédé le 19 juin 2007).

¹²⁸ *Ibid.*

En octobre 2004, le Congrès prend l'initiative de mieux superviser les opérations américaines en Irak, notamment celles liées à la reconstruction du pays. Du fait d'abus, le processus de contrôle passe désormais par l'Inspecteur Spécial pour la Reconstruction en Irak (*Special Inspector for Reconstruction-Iraq* ou SIGIR), lequel mène des audits concernant l'utilisation des fonds d'urgence à disposition des commandants d'unités (*Commander's Emergency Response Funds* ou CERPS) ainsi que des sommes destinées à la reconstruction des infrastructures irakiennes. Ces audits sont compilés dans des rapports trimestriels remis au Congrès. Toutefois, le manque de transparence, l'importance des sommes concernées et la difficulté à coordonner les différents ministères impliqués expliquent que les rapports du SIGIR n'aient que peu, voire pas, d'impact dans le processus stratégique¹²⁹.

Ainsi, la stabilisation souffre-t-elle avant tout du manque d'implication des décideurs politiques dans la direction des opérations en Irak, et de l'absence de stratégie claire formulée par le président ou ses ministres. Mais elle pâtit également d'une imprécision conceptuelle : qu'entend-t-on par « stabilisation », quel rôle doivent y jouer les militaires, comment articuler les différents axes de la stratégie en Irak ?

L'articulation d'un débat interne à la communauté de Défense des Etats-Unis :

On note en revanche un débat croissant au sein des revues professionnelles des institutions militaires. Avant même la doctrine, les articles qui paraissent révèlent les éléments qui vont en former les éléments centraux. Les papiers rassemblent des retours d'expérience (d'officiers subalternes jusqu'aux commandants de division), des discussions sur l'environnement opérationnel (la nature et les tactiques de l'insurrection, les caractéristiques de la guerre menée en Irak), des prescriptions tactiques ou stratégiques, des études académiques sur l'insurrection, la stabilisation ou la contre-insurrection, des considérations sur les expériences historiques passées enfin. Il faut noter que les articles ne visent pas seulement un discours analytique, mais bien un discours prescriptif et normatif : il s'agit bien d'explorer les contours du combat que mènent les militaires américains en Irak et d'apporter des amorces de solution.

¹²⁹ SIGIR, *Hard Lessons: The Iraq Reconstruction Experience*, Washington, DC.: Government Printing Office, 2009. Nous renvoyons au site officiel du SIGIR: <http://www.sigir.mil/> (accédé le 1^{er} mai 2006)

D'autre part, loin d'être simplement des lieux de discussion déconnectés du processus décisionnel, les revues professionnelles participent pleinement à ce dernier. Cela s'explique bien entendu par les liens qu'elles entretiennent avec les institutions. Certaines revues en dépendent organiquement : la *Military Review* est un élément du commandement de la doctrine et de l'enseignement de l'Army (*Training and Doctrine Command* ou TRADOC) tandis que *Parameters* est l'organe de réflexion de l'enseignement supérieur de l'Army (*Army War College*).

D'autres sont l'émanation d'organismes semi-indépendants qui regroupent des groupes de réflexion, tel que le *Proceedings of the US Naval Institute*. Fondé par d'anciens officiers de marine au lendemain de la Guerre de Sécession et bien que lié physiquement à l'Académie Navale des Etats-Unis, ce journal se veut semi-indépendant : néanmoins, il regroupe des membres influents, actifs ou retraités, des forces armées et de la communauté de Défense des Etats-Unis. La *Marine Corps Gazette* est le journal de l'association professionnelle qui regroupe tous les Marines : y écrivent davantage d'officiers subalternes ou d'hommes du rang que dans les autres revues. De la même manière, *Army Magazine* est l'émanation de l'*Association of the United States Army*, un organisme privé dont l'objectif est de promouvoir la formation et l'enseignement supérieur au sein de l'Army.

Enfin, un dernier groupe de revues rassemble les journaux privés dépendants de la *Gannett Government Media Company* : *Marine Corps Times*, *Defense News*, *Armed Forces Journal*. A la fois agences de presse et journaux d'opinion, ces revues ont une influence considérable auprès des membres des forces armées des Etats-Unis.

La ligne éditoriale de ces revues varie donc entre la promotion idéologique, la réflexion académique, la défense d'intérêts bureaucratiques et les interrogations opérationnelles. Dans le cadre du présent travail, nous avons choisi de nous référer aux revues les plus influentes, c'est-à-dire les plus cités par les acteurs du débat. En nous fondant sur les interviews menées, les listes de lecture de l'*Army War College*, la lecture quasi-quotidienne des blogs militaires et des études rédigées par des *think tanks* tels que la RAND Corporation ou le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), nous avons circonscrit un champ d'influence autour de deux principales revues et d'une revue à l'influence ponctuelle. La première catégorie regroupe les journaux professionnels de l'Army (*Parameters* et *Military Review*). En effet, il s'agit d'outils mis au service de la socialisation du groupe des officiers, notamment à partir de la nomination de David Petraeus à la tête du *Combined Arms Center* (qui chapeaute *Military Review*) en novembre 2005. Outre ces deux organes, la revue *Armed*

Forces Journal a produit ponctuellement des articles sujets à débat au sein des forces armées et plus largement au sein de la communauté de Défense. Cela s'explique essentiellement par le ton polémique permis par une ligne éditoriale davantage marquée par le souci du débat sur les orientations politiques et stratégiques.

Dès 2004, ces revues bruissent de questions sur la nature de la guerre menée en Irak. Au printemps 2004, *Parameters* publie ainsi un article de l'universitaire et historien Robert R. Tomes dans lequel l'auteur s'efforce de mettre en parallèle ses propres recherches sur la guerre du Vietnam (et notamment sa réception dans le milieu académique américain) avec l'élucidation du contexte de contre-insurrection que, selon lui, les forces armées américaines ont échoué à comprendre¹³⁰. Il s'agit de la première occurrence d'un thème qui s'inscrira ensuite dans les « mythes » de la « contre-insurrection » américaine : celui de l'oubli récurrent dans lequel l'*Army* rejette celle-ci après chaque conflit, notamment après le Vietnam¹³¹. L'explication traditionnelle est réactivée à l'automne 2003 par un article du Lieutenant-colonel Robert M. Cassidy : la raison en est le tropisme de l'*Army* vers le modèle de la guerre interétatique industrielle¹³². Toutefois, la percée provient de deux articles que ce même Cassidy publie dans *Military Review* et dans *Parameters* au cours de l'été 2004 : l'*Army* doit regarder vers son passé pour « apprendre » de nouveau à agir dans ce contexte opérationnel¹³³.

Cette focalisation sur le passé se retrouve ainsi dans de nombreux articles examinant les expériences historiques américaines ou alliées dans les guerres de décolonisation ou de la conquête coloniale. Les Philippines, l'Algérie, Le Vietnam, l'Irlande du Nord et la Malaisie sont les exemples auxquels il est fait plus souvent référence¹³⁴. Toutefois, les principales

¹³⁰ Robert R. Tomes, « Relearning Counterinsurgency Warfare », *Parameters*, vol. XXIV, printemps 2004, pp.16-28.

¹³¹ Sur les « mythes » de la « contre-insurrection » américaine : Gian P. Gentile, « Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : une vision critique de l'US Army » in Georges-Henri Bricet des Vallons, *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, Paris : Choiseul, 2010, pp.259-277. Sur l'idée que l'armée américaine oublie régulièrement d'institutionnaliser ce qu'elle apprend en matière de guerre « irrégulière » : Lieutenant-colonel John Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife : Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago : Chicago University Press, (2002) 2005 ; David H. Ucko, *The New Counterinsurgency Era : Transforming the US Military for Modern Wars*, Washington, DC. : Georgetown University Press, 2009.

¹³² Lieutenant-colonel Robert M. Cassidy, « Prophets or Praetorians ? The Uptonian Paradox and the Powell Corollary », *Parameters*, vol. XXIII, automne 2003, pp.130-143.

¹³³ Lieutenant-colonel Robert M. Cassidy, « Back to the Street without Joy : Counterinsurgency Lessons from Vietnam and other Small Wars », *Parameters*, vol. XXIV, été 2004, pp.73-83. Le titre fait référence au classique de Bernard Fall, *The Street without Joy*, Mechanicsburg : The Stackpole Company, 1961. Lieutenant-colonel Robert M. Cassidy, « Winning the War of the Flea : Lessons from Guerrilla Warfare », *Military Review*, vol. LXXXIV, n°5, septembre-octobre 2004, pp.41-46.

¹³⁴ Major Thomas S. Bundt, « An Unconventional War : the Philippine Insurrection 1899 », *Military Review*, vol. LXXXIV, n°3, mars-avril 2004, pp.9-10; Lieutenant-colonel James D. Campbell, « French Algeria and British

interrogations portent plutôt sur l'adaptation d'une armée d'invasion du combat dit « conventionnel » au contexte d'une insurrection ou d'une guérilla¹³⁵. Tandis que d'autres s'intéressent aux différences de contexte entre les références coloniales et la situation contemporaine ou aux raisons des échecs des armées « régulières » face à des insurgés¹³⁶.

Après cette première phase visant à comprendre et à accepter le contexte, s'imposent les thèmes de l'adaptation et de l'apprentissage, promus comme les solutions face à ces défis de long terme. Cette seconde phase voit intervenir aussi bien des officiers alliés que des dirigeants de l'institution¹³⁷. Elle est relayée par des publications qui souhaitent engager davantage de réformes et de changements organisationnels. C'est le cas notamment de John Nagl, ancien officier et docteur en Sciences Politiques, déployé en Irak en 2004 et promoteur

Northern Ireland : Legitimacy and the Rule of Law in Low-Intensity Conflict », *Military Review*, vol. LXXXV, n°2, mars-avril 2005, pp.2-5; Brian McAllister Linn, « The Philippines : Nationbuilding and Pacification », *Military Review*, vol. LXXXV, n°2, mars-avril 2005, pp.46-54; Charles Byler, « Pacifying the Moros : American Military Government in the Southern Philippines 1899-1903 », *Military Review*, vol. LXXXV, n°3, mai-juin 2005, pp.41-45; Dale Andrade et Lieutenant-colonel James H. Wilbanks, « CORDS/Phoenix : Counterinsurgency Lessons from Vietnam for the Future », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°2, mars-avril 2006, pp.9-23; Frank L. Jones, « Blowtorch : Robert Komer and the Making of the Vietnam Pacification Policy », *Parameters*, vol. XXV, automne 2005, pp.103-118, Timothy K. Deady, « Lessons from a Successful Counterinsurgency : the Philippines 1899-1902 », *Parameters*, vol. XXV, printemps 2005, pp.53-68; Lou DiMarco, « Torture and guerre révolutionnaire in the Algerian War », *Parameters*, vol. XXXVI, été 2006, pp.63-76; Wade Markel, « Draining the Swamp : The British Strategy of Population Control », *Parameters*, vol. XXXVI, printemps 2006, pp.35-48; Brian A. Jackson, « Counterinsurgency intelligence in a 'Long War' : The British Experience in Northern Ireland », *Military Review*, vol. LXXXVII, n°1, janvier-février 2007, pp.74-85; Walter C. Ladwig III, « Managing Counterinsurgency : Lessons from Malaya », *Military Review*, vol. LXXXVII, n°3, mai-juin 2007, pp.56-66.

¹³⁵ Staff-sergeant Georges Anderson, « Winning the NationBuilding War », *Military Review*, vol. LXXXIV, n°5, septembre-octobre 2004, pp.47-50; Conrad C. Crane, « Phase IV operations : Where Wars are really Won », *Military Review*, vol. LXXXV, n°3, mai-juin 2005, pp.27-36, Lieutenant-colonel David P. Cavalieri, « 'Stay the Course' : Nine Planning Theme for Stability and Reconstruction Operations », *Military Review*, vol. LXXXV, n°4, juillet-août 2005, pp.33-38, Pierre Lessard, « Campaign Design for War... and Peace », *Parameters*, vol. XXXV, été 2005, pp.36-50.

¹³⁶ Jeffrey Record, « Why the Strong Lose », *Parameters*, vol. XXXV, hiver 2005-2006, pp.16-31; Frank G. Hoffman, « Neoclassical counterinsurgency », *Parameters*, vol. XXXVII, été 2007, pp.71-87. Toutefois, les articles fondateurs sont ceux de David Kilcullen (*infra*).

¹³⁷ Comme le Lieutenant-colonel Wade Markel du *War College*, « Winning Our Own Hearts and Minds : Promotion in Wartime », *Military Review*, vol. LXXXIV, n°6, novembre-décembre 2004, pp.25-30, le général britannique Nigel Aylwyn-Foster –alors chargé d'une mission au sein de l'organisme de formation des nouvelles forces de sécurité irakienne- « Changing the Army for Counterinsurgency Operations », *Military Review*, vol. LXXXV, n°6, Novembre-décembre 2005, pp.2-15, le Lieutenant-général David Petraeus –alors commandant le *Combined Arms Center* de l'Army-, « Learning Counterinsurgency : Observations from Soldiering in Iraq », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°1, janvier-février 2006, pp.2-13, le Major-général Robert H. Scales –ancien commandant de l'*Army War College*-, « The Second Learning Revolution », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°1, janvier-février 2006, pp.37-45, ou encore le général William S. Wallace, commandant le TRADOC, « Victory Starts Here ! Changing TRADOC to Meet the Needs of the Army », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°3, mai-juin 2006, pp.59-69 voire son homologue britannique Sir John Kiszely, « Learning about counterinsurgency », *Military Review*, vol. LXXXVII, n°2, mars-avril 2007, pp.12-25. On note aussi l'article du général Peter W. Chiarelli, alors principal conseiller militaire du secrétaire à la Défense, « Learning from Our Modern War : The imperatives of Preparing for a Dangerous Future », *Military Review*, vol. LXXXVII, n°5, septembre-octobre 2007, pp.2-15.

principal des réformes à travers son action au sein du *Center for A New American Security* (CNAS), *think tank* dont l'influence grandit avec l'Administration Obama¹³⁸. L'Irak est ainsi l'occasion pour certains de tenter d'institutionnaliser les enseignements des opérations de stabilisation des années 1990, tout en refusant l'intrusion du pouvoir politique que représente la « Transformation » de Donald Rumsfeld, énième avatar de la « Révolution dans les Affaires Militaires ».

Pour autant, le débat stratégique n'est pas absent. Au sein des revues officielles, il reste évidemment marginal. Seuls trois articles avant 2008 peuvent prétendre au statut de réflexion stratégique au sein de *Military Review*. En mars-avril 2006, le colonel Joseph Celeski, officier des forces spéciales en retraite, publie un article sur les aspects stratégiques de la « contre-insurrection ». Il y insiste notamment sur la nécessité de développer les capacités jusque là détenues par les seules forces spéciales de l'Army (les bérets verts), à savoir la formation de forces de sécurité d'autres nations (FID pour *Foreign Internal Defense*, concept développé dans les années 1980 en Amérique Centrale). Néanmoins, il ne traite pas de l'Irak et sert davantage le courant « réformateur » au sein de l'Army¹³⁹. Plus tardivement, Francis J « Bing » West, un expert reconnu des milieux favorables à la « contre-insurrection », s'exprime sur la situation stratégique en Irak, mais en gardant une approche centrée sur les problèmes militaires et sécuritaires¹⁴⁰. En ce qui concerne *Parameters*, les réflexions stratégiques restent contenues au débat théorique et analytique.

En revanche, les revues non-officielles, et notamment *Armed Forces Journal*, traitent plus largement de ces questions. C'est le cas notamment en août 2008 lorsque la revue intègre les réflexions de Thomas Ricks et celles de John Nagl, tout deux favorables à une inflexion stratégique majeure en Irak¹⁴¹. Cela complète d'ailleurs –mais sous un angle différent– la ligne éditoriale critique de la revue dont la principale figure, Ralph Peters, se distingue par un article dans lequel il réclame la possibilité de réviser les frontières au Moyen-Orient et

¹³⁸ Son article « Institutionalizing Adaptation : It's Time for an Army Advisor Command », *Military Review*, vol. LXVIII, n°5, septembre-octobre 2008, pp.21-27 reprend les arguments développés dans un opuscule du CNAS, *Institutionalizing Adaptation : It's Time for a Permanent Army Advisor Corps*, Washington, DC. : CNAS, juillet 2007.

¹³⁹ Joseph D. Celeski, « Strategic Aspects of Counterinsurgency », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°2, mars-avril 2006, pp.35-41.

¹⁴⁰ Francis J « Bing » West, « American Military Performance in Iraq », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°5, septembre-octobre 2006, pp.2-7; « Waiting for Godot in Iraq », *Military Review*, vol. LXXXVII, n°1, janvier-février 2007, pp.2-11.

¹⁴¹ John Nagl, « Iraq : a Better War », *Armed Forces Journal*, août 2008 et Thomas E. Ricks, « Fiasco », *Armed Forces Journal*, août 2008.

envisage un « Grand Moyen-Orient » transformé par la présence américaine¹⁴². A partir de septembre 2006, les deux tendances critiquant l'approche de l'Administration Bush s'opposent au sujet de la stratégie de « contre-insurrection ». Non seulement Peters, mais également Gian Gentile et le général de l'Air Force Charles Dunlap entreprennent de critiquer une approche qu'ils considèrent comme biaisée ou naïve¹⁴³. Pour autant, comme nous le verrons ultérieurement, les opposants à la stratégie qui se met en place à partir du *surge* ne présentent pas de front uni, pris qu'ils sont entre des impératifs bureaucratiques, des critiques idéologiques ou des approches stratégiques divergentes.

Le débat stratégique sur l'Irak est donc réellement pris en compte par les *think tanks*. Dans le débat stratégique, trois chercheurs appartenant à trois *think tanks* régulièrement auditionnés par le Congrès et dont les publications sont citées au sein des institutions militaires jouent un rôle important. Il s'agit en premier lieu de Anthony Cordesman du *Center for Strategic and International Studies*. Son mérite principal est de mettre en lumière les dynamiques de l'insurrection en Irak, et notamment sa montée en puissance, son caractère fragmenté et son enracinement dans des phénomènes endogènes à la société irakienne, à rebours d'un discours s'obstinant à présenter l'ennemi comme un « étranger » ou des forces anti-irakiennes (*Anti-Iraqi Forces* ou AIF)¹⁴⁴.

Andrew Krepinevich, ancien officier de l'*Army* et célèbre pour avoir écrit un ouvrage critiquant la version officielle de l'histoire de l'*Army* au Vietnam, milite au sein du *Center for Strategic and Budgetary Assessment* pour le développement d'une approche de la « contre-insurrection » selon le modèle classique de la « tâche d'huile ». En septembre-octobre 2005, la revue *Foreign Affairs* publie un article dans lequel il prône un changement radical de tactique en Irak¹⁴⁵. Lue et citée par Condoleezza Rice, cette publication est à l'origine de la

¹⁴² Ralph Peters, « Blood Borders : How a better Middle East would look », *Armed Forces Journal*, juin 2006.

¹⁴³ Ralph Peters, « The Hearts and Minds Myth : Sorry, but Winning means Killing », *Armed Forces Journal*, septembre 2006; Ralph Peters, « Plan B for Iraq : Consider All Options », *Armed Forces Journal*, novembre 2006; Ralph Peters, « Progress and Perils : New Counterinsurgency Manual cheats on History Exam », *Armed Forces Journal*, février 2007; Ralph Peters, « Wanted : Occupation Doctrine », *Armed Forces Journal*, avril 2007, Gian P. Gentile, « Eating Soup with a Spoon : Missing from the New COIN Manual's pages is the imperative to fight », *Armed Forces Journal*, septembre 2007; Ralph Peters, « Assessing the Surge », *Armed Forces Journal*, octobre 2007; Douglas MacGregor, « Washington's War », *Armed Forces Journal*, octobre 2010, Gian P. Gentile, « The Dogmas of War : a rigid counterinsurgency doctrine obscures Iraq's realities », *Armed Forces Journal*, novembre 2007, General Charles J. Dunlap, jr, « Forget the Lessons of Iraq », *Armed Forces Journal*, janvier 2009.

¹⁴⁴ Anthony H. Cordesman, *The developing Iraqi Insurgency: Status at End 2004*, Washington, DC.: Center for Strategic and International Studies, 22 décembre 2004; *Iraq's Evolving Insurgency and the Risk of Civil War*, Washington, DC.: Center for Strategic and International Studies, 22 juin 2006.

¹⁴⁵ Andrew F. Krepinevich, « How to Win in Iraq », *Foreign Affairs*, vol. 84; n°5, septembre-octobre 2005, pp.87-104.

formule « nettoyer-tenir-construire » que celle-ci emploi devant le Congrès le 19 octobre pour présenter sa *National Strategy for Victory in Iraq*¹⁴⁶. Proche de Petraeus, il est auditionné devant le Congrès en février 2007 et défend vigoureusement l'approche que souhaite effectuer ce dernier¹⁴⁷.

Frederick Kagan joue un rôle plus tardif mais aussi plus décisif. Membre de l'*American Enterprise Institute* (AEI), un *think tank* néoconservateur, il s'insère dans les débats en mai 2006 par un article retentissant paru dans *The Weekly Standard* dans lequel il promeut une approche fondée sur la sécurisation des populations¹⁴⁸. Associé avec Jack Keane, ancien vice-chef d'état-major de l'*Army* et soutien ferme à la nomination de Petraeus à la tête de la coalition en Irak, il présente une version élaborée de sa stratégie dans un rapport en date du 5 janvier 2007¹⁴⁹. Dans ce document, Kagan rejette les propositions du rapport bipartisan Baker-Hamilton présenté au président Bush le 6 décembre 2006 et qui préconisait un retrait accéléré et la poursuite de la stratégie de transition aux forces irakiennes. A rebours, il insiste sur la nécessité d'augmenter les effectifs et de mettre en œuvre une approche militaire directe passant par l'occupation des zones peuplées. Kagan se présente ainsi comme l'un des architectes du *surge*, même si son rôle a été plutôt marginal en tant que fournisseur d'un cadre conceptuel à partir duquel élaborer le plan de campagne. Son épouse Kimberly, docteur en Histoire, se fait l'ardent défenseur de la stratégie de Petraeus en créant un *think tank* dédié à l'étude des opérations militaires¹⁵⁰. L'*Institute for the Study of War*, logé dans quelques bureaux à Washington, attire en fait une affluence nombreuse et prestigieuse lors de ses conférences, montrant par là son influence réelle¹⁵¹. Par ailleurs, Kimberly Kagan, invitée par le général Odierno à se rendre à Bagdad à l'automne 2006 puis à l'été 2007, semble avoir joué un rôle de courroie de transmission entre le théâtre d'opérations et les audiences plus larges de la communauté de Défense des Etats-Unis, contribuant ainsi à la popularisation du *surge* et de

¹⁴⁶ e-mail d'Andrew Krepinevich, 23 septembre 2009. Selon d'autres sources, cette phrase proviendrait de l'approche adoptée par le Colonel McMaster à Tal Afar à l'automne 2005. Thomas E. Ricks, *The Gamble : General Petraeus and the Untold Story of the American Surge in Iraq 2006-2008*, Londres: Penguin Books, 2009, p.51. Lire aussi l'interview de Philip Zelikow, chargé d'aller observer les opérations à Tal Afar: <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/endgame/interviews/zelikow.html> (accédé le 19 juin 2007).

¹⁴⁷ Andrew F. Krepinevich, *The « New » Counterinsurgency Doctrine and the Baghdad Surge: Formula for Success?*, Washington, DC.: Center for Strategic and Budgetary Assessment, 27 février 2007.

¹⁴⁸ Frederick Kagan, « A Plan for Victory in Iraq », *The Weekly Standard*, vol. 11, n°35, 29 mai 2006.

¹⁴⁹ Frederick. W. Kagan, *Choosing Victory : A Plan for Success in Iraq*, Washington, DC.: American Enterprise Institute, 5 janvier 2007.

¹⁵⁰ Elle est également l'auteur d'un ouvrage d'Histoire Militaire sur le *surge* : Kimberly Kagan, *The Surge : a Military History*, New-York : Encounter Books, 2008.

¹⁵¹ Observation effectuée lors d'entretiens réalisés à New-York par le Sous-lieutenant Amélie Bas, *Le poids des Think Tanks dans la politique étrangère des Etats-Unis : Etude à la lumière des interventions en Irak et en Afghanistan au début du XXIème siècles*, Mémoire de Master 2 en Relations Internationales, Ecoles Militaires de St Cyr-Coëtquidan, janvier 2011, pp.79-81.

ses succès¹⁵². De fait, son approche exclusivement militaire lui permet à la fois de coloniser une niche jusque ici plutôt vide et d'éviter de s'engager dans des réflexions de fond sur les liens entre les succès tactiques et leurs effets politiques.

Achever ce tableau concernant les acteurs et les sujets des débats internes à la communauté de Défense nécessite de s'interroger sur le rôle des acteurs et des coalitions qu'ils forment. Nous empruntons ici le modèle de l'innovation au sein des institutions militaires proposé par Stephen Rosen¹⁵³. Selon ce dernier, qui examine les innovations en temps de paix, les organisations militaires adoptent de nouvelles doctrines, procédures et concepts lorsque des individus parviennent à rassembler suffisamment de ressources et à former des coalitions dans les luttes politiques internes au sujet de la mission, du rôle et des outils de l'institution. Nous postulons en effet une distinction spatio-temporelle entre le processus de formulation stratégique et les adaptations tactiques sur le théâtre irakien. Si les secondes relèvent clairement de l'innovation en temps de guerre (voir *infra*), le premier opère ici comme en temps de paix. Ce fait s'explique à la fois par l'éloignement géographique, la durée du conflit et la faible importance relative des enjeux liés à la stabilisation de l'Irak pour les élites et l'opinion publique américaines.

D'autre part, nous proposons d'élargir le modèle de Rosen pour y inclure les individus et les groupes situés en marge ou hors des institutions militaires. Ainsi, de nombreux officiers ou anciens militaires déployés en Irak participent à ce débat via les blogs militaires aux côtés d'analystes, d'amateurs ou de chercheurs. A cette occasion, les uns et les autres s'inscrivent dans les mêmes champs de discussion et décalent ainsi leur identité de départ pour s'intégrer au sein d'autres communautés dont les clivages s'organisent autour de plusieurs lignes de fracture. De la même manière, des officiers supérieurs ou généraux en retraite passent dans le monde des *think tanks* une fois arrivés à la retraite. Enfin, il faut noter l'influence et le rôle joué par quelques individus « hybrides », qui appartiennent autant au monde militaire qu'au monde académique ou politique.

La communauté de Défense ainsi élargie se divise rapidement en deux groupes autour de la question de la stratégie de « contre-insurrection ». Le premier rassemble de jeunes

¹⁵² Kimberly Kagan, « How they Did It : Executing the Winning Strategy in Iraq », *The Weekly Standard*, vol. 13, n°10, 19 novembre 2007; Kimberly et Frederick Kagan, « The Patton of Counterinsurgency : Odierno », *The Weekly Standard*, vol. 13, n°25, 10 mars 2008; Institute for the Study of War, « Understanding the Surge », documentaire publiée par l'ISW le 10 novembre 2009, accessible sur: <http://www.understandingthesurge.org/> (accédé le 10 novembre 2009).

¹⁵³ Stephen P. Rosen, *Winning the Next War : Innovation and the Modern Military*, Ithaca: Cornell University Press, 1994.

officiers supérieurs et se rassemble derrière la figure de David Petraeus, notamment à partir de sa nomination à la tête de la doctrine de l'Army en novembre 2005. Il se poursuit ensuite avec son successeur, le général Caldwell, qui souhaite pousser les officiers à ouvrir des blogs et participer ouvertement au débat. Baptisés les *COINdinistas*, ces individus sont particulièrement présents dans le *Small Wars Journal* de 2006 à 2009, appartiennent au *COIN Center* créé par Petraeus et son homologue des Marines James Mattis en 2006, et accompagnent Petraeus en Irak en 2007. Le second groupe, les *COINtras*, est plus disparate : il rassemble les opposants à la nouvelle stratégie ou à la nouvelle doctrine. Leurs membres sont plus âgés, voire en retraite, ou sont d'anciens militaires américains ayant démissionné de l'armée pour contester la politique américaine en Irak. Moins institutionnalisé que le premier, il n'en est pas moins influent car son plus petit dénominateur commun –contester la validité de la doctrine de « contre-insurrection »- rencontre les préoccupations des décideurs militaires, désireux de conserver leur autonomie face aux décideurs politiques tels que le secrétaire à la Défense Robert Gates et de préserver leurs programmes d'acquisition d'armement ainsi que leurs missions traditionnelles. Le membre le plus connu de ce groupe est le colonel Gian P. Gentile. Déployé en Irak en 2004 puis en 2006, enseignant l'Histoire Militaire à l'Académie Militaire de West Point, Gentile conteste à la fois la doctrine de « contre-insurrection » (qu'il n'estime être qu'une « stratégie de tactique »), la focalisation sur les conflits de stabilisation (qu'il estime coûteux pour les Etats-Unis et dangereux pour les capacités « conventionnelles » de l'Army) et le récit du *surge* promu par les *COINdinistas*¹⁵⁴.

Les débats internes à la communauté de Défense ne touchent que marginalement les opérations militaires en Irak, essentiellement à travers l'influence exercée par le biais de David Petraeus en 2007. Pourtant, certains individus parviennent à peser à la fois sur le débat stratégique et sur le plan de campagne. Le plus important et influent d'entre eux est certainement David Kilcullen. Lieutenant-colonel en retraite de l'Armée de Terre australienne, il a participé aux opérations de pacification au Timor Oriental. En 1999, il rédige une thèse de doctorat en anthropologie portant sur les opérations de l'armée indonésienne

¹⁵⁴ E-mails échangés entre l'auteur et Gian Gentile entre octobre 2007 et mars 2010. Gian P. Gentile, « A Strategy of Tactics: Population-Centric COIN and the Army », *Parameters*, vol. XXXIX, automne 2009, pp.5-17. Il s'agit de l'article qui résume le mieux ses positions. Gentile contribue également au *Small Wars Journal* en 2008-2010, déchaînant toujours des polémiques, écrit dans des revues telles que *World Policy Journal*, *Orbis*, *Armed Forces Journal*, en plus de tribunes dans le *New-York Times*. En France, sa contribution la plus notable est « Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : une vision critique de l'US Army », in Georges-Henri Bricet des Vallons (dir.), *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, *op.cit.* traduit par nos soins.

contre les guérillas de l'archipel¹⁵⁵. En 2004, appuyé par le Lieutenant-colonel John Nagl – alors conseiller militaire de Paul Wolfowitz-, Kilcullen est appelé au Département de la Défense où il participe à la rédaction de la *Quadriennial Defense Review* avant de diriger l'*Irregular Warfare Working Group* puis d'intégrer le Département d'Etat en tant que *Chief Strategist* du Bureau du Coordinateur Spécial pour le Contre-Terrorisme¹⁵⁶. Il se fait également connaître par deux articles parus dans des revues académiques, proposant de repenser l'articulation entre les insurrections locales et la stratégie globale d'Al Qaïda, et de reprendre les « classiques » de la « contre-insurrection »¹⁵⁷. De plus, sa notoriété au sein de la coalition favorable à la « contre-insurrection » s'accroît avec la publication de ses 28 articles dans la *Military Review* et la *Marine Corps Gazette* en 2006¹⁵⁸. S'adressant aux Commandants d'Unité et proposant des solutions pratiques, Kilcullen montre ainsi sa capacité à lier des réflexions stratégiques avec des considérations tactiques.

En février 2007, David Petraeus l'adjoind à son équipe de conseillers : son rôle est à la fois d'évaluer sur le terrain la situation sécuritaire, de socialiser les unités aux principes voulus par le commandant du théâtre et de proposer des adaptations tactiques. Dans un briefing qu'il donne devant la RAND Corporation en mai 2008, Kilcullen insiste ainsi sur son rôle dans la politique de recrutement de milices, la réforme des Equipes de Reconstruction Provinciale, les tactiques de « tâches d'huile » urbaine et dans la rédaction de la première directive « contre-insurrection » au niveau du théâtre (juin-juillet 2007)¹⁵⁹. Kilcullen serait ainsi à l'origine de plusieurs concepts et réflexions dont l'influence est durable concernant l'Irak et l'Afghanistan : la nécessité d'adapter toute « contre-insurrection » au contexte local, la distinction à opérer entre les insurgés « nationalistes » (les « guérillas occasionnelles ») et les insurgés djihadistes, la mise en place de plan de campagne centrés sur la protection des populations en lieu et place de la destruction de l'ennemi.

¹⁵⁵ David Kilcullen, *Political Consequences of Military Operations in Indonesia 1945 – 99. A fieldwork analysis of the political power-diffusion effects of guerilla conflict*, Thèse de Doctorat, Université de Nouvelle-Galles du Sud, 2000.

¹⁵⁶ Voir le reportage que lui consacre Georges Packer, « Knowing the Enemy : Can Social Scientist Redefine the 'War on Terror'? », *The New Yorker*, 18 décembre 2006.

¹⁵⁷ David Kilcullen, « Countering Global Insurgency », *Journal of Strategic Studies*, vol. 28, n°4, été 2005, pp.597-617 (cet article est paru en novembre 2004 dans le *Small Wars Journal*); David Kilcullen, « Counterinsurgency Redux », *Survival*, vol. 48; n°4, automne 2006, pp.111-130.

¹⁵⁸ David Kilcullen, « Twenty-Eight Articles : Fundamentals of Company-Level Counterinsurgency », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°3, mai-juin 2006, pp.103-108, *Marine Corps Gazette*, vol. 90, n°7, juillet 2006, pp.50-60.

¹⁵⁹ David Kilcullen, « Dinosaurs vs. Mammals : Insurgent and Counterinsurgent Adaptation in Iraq, 2007 », présentation devant le groupe « insurrection » de la RAND, 8 mai 2008. Lire aussi le chapitre que Kilcullen consacre à l'Irak dans *The Accidental Guerrilla*, *op.cit.*, pp.115-185.

Parallèlement, Kilcullen participe à populariser le récit du *surge* tel que le présentent les *COINdinistas* et poursuit un rôle d'influence au sein du *Center for A New American Security* (CNAS) et du *Crumpton Group* (fondé par Henry Crumpton, conseiller au contre-terrorisme de Condoleeza Rice)¹⁶⁰. Ainsi, il est à l'origine de la version la plus répandue expliquant le ralliement des Sunnites d'Anbar : une révolte tribale contre l'extrémisme et l'intrusion d'Al Qaeda en Irak¹⁶¹. De la même manière, mis en cause dans le débat sur la participation des ethnologues à la guerre en Irak et en Afghanistan, il répond dans les colonnes de *Anthropology Today* par un article dans lequel il défend le caractère éthique de sa position¹⁶².

La nature et l'intensité des débats qui entourent l'Irak, plus spécifiquement la « contre-insurrection » et plus largement la « guerre à la Terreur », démontrent la vitalité de la communauté de Défense des Etats-Unis. A l'articulation de la recherche académique, des interrogations tactiques, des préoccupations stratégiques et des luttes politiques, ces débats façonnent progressivement les pratiques et les conceptions américaines vis-à-vis de l'Irak. En effet, la communauté de Défense joue un rôle de pont entre deux processus bien distincts : celui de l'innovation au sein des institutions militaires et celui de l'adaptation tactique. Cependant, les débats n'expliquent pas à eux seuls la constitution d'une « orthodoxie » doctrinale dont l'Irak est l'occasion.

Vers l'orthodoxie doctrinale

La publication en décembre 2006 du *Field Manual FM 3-24 Counterinsurgency* marque apparemment un tournant dans la guerre en Irak¹⁶³. En effet, l'Army et le Corps des Marines se dotent de la première doctrine adaptée depuis 1986, tandis que le général David

¹⁶⁰ Entretien avec David Kilcullen, Newport, 15 septembre 2009.

¹⁶¹ David Kilcullen, « The Anatomy of a Tribal Revolt », *Small Wars Journal*, 29 août 2007, accessible à l'adresse: <http://smallwarsjournal.com/blog/anatomy-of-a-tribal-revolt> (accédé le 29 août 2007).

¹⁶² Roberto J. Gonzales, « Toward Mercenary Anthropology ?The New US Army Counterinsurgency Manual FM 3-24 and the Military-Anthropology Complex », *Anthropology Today*, vol. 23, n°3, juin 2007, pp.14-19, David Price, « Pilfered Scholarship Devastates General Petraeus' Counterinsurgency Manual », *Counterpunch*, 30 octobre 2007. La réponse de David Kilcullen, « Ethics, Politics and Non-State Warfare », *Anthropology Today*, vol. 23, n°3, juin 2007, p20.

¹⁶³ Department of the Army et US Marine Corps, *FM 3-24/MCWP 3-33.5*, Washington, DC.: Government Printing Office, décembre 2006.

Petraeus –promoteur du manuel- est pressenti pour commander la coalition¹⁶⁴. Qui plus est, le caractère interarmées de la doctrine, la publicité qui en est faite et sa large diffusion tant en Irak qu’auprès de la communauté de Défense semblent illustrer le cas d’une innovation réussie de la part d’une institution militaire¹⁶⁵. Très rapidement, le FM 3-24 acquiert un statut inédit auprès du grand public en tant que « bible » de la « contre-insurrection » et signe que le succès est toujours possible¹⁶⁶.

Cependant, le lien entre la publication du manuel et le changement de stratégie en Irak est davantage de l’ordre de la corrélation que de la cause. Il en est de même en ce qui concerne le rapport entre la diffusion du FM 3-24 et les succès tactiques obtenus lors du *surge*. Ainsi, comme l’observait le chercheur Ganesh Sitamaran lors d’une enquête de terrain auprès de l’Ecole de la Contre-insurrection de l’Army à Kaboul à l’été 2009, « *en dépit de sa publicité, trop peu d’officiers sur le terrain ont intériorisé la contre-insurrection* ». Il rapporte ainsi la réponse à la question posée par l’instructeur australien concernant le nombre de stagiaires ayant lu le *Field Manual* : « *de manière plus troublante, lorsque Galton demanda combien étaient ceux qui avaient lu le manuel de contre-insurrection, seules cinq mains se levèrent* »¹⁶⁷. On pourrait objecter que cela concerne un autre théâtre et que, par conséquent, le décalage entre la publication du manuel, sa diffusion large, les retours d’expérience d’Irak et leur application en Afghanistan est seul en cause. Toutefois, le cas est aussi avéré sur le terrain irakien. Dans son ouvrage sur un bataillon américain durant le *surge*, David Finkel montre ainsi comment l’officier commandant emporte avec lui le manuel mais le laisse finalement prendre la poussière, soulignant ainsi son peu de pertinence par rapport au contexte particulier de sa zone d’opérations¹⁶⁸. Ce qui implique que la doctrine de 2006 n’est pas le point de départ d’une formulation stratégique, mais bien plutôt l’aboutissement d’un processus.

¹⁶⁴ Le FM 3-24 remplace le *Field Manual 90-8 Counterinsurgency Operations* d’août 1986.

¹⁶⁵ Sur ce point, lire l’analyse plutôt sceptique de David Ucko, « Les dilemmes de la contre-insurrection américaine : répétition, pertinence et effet » in Georges-Henri Bricet des Vallons (dir.), *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, *op. cit.*, pp.111-135.

¹⁶⁶ Le manuel bénéficie ainsi d’une publication aux *Chicago University Press* : US Army/Marine Corps, *Counterinsurgency Field Manual : US Army Manual n°3-24 Marine Corps Warfighting Publication n°3-33.5*, Chicago: Chicago University Press, septembre 2007, avec une préface de John Nagl et de Sarah Sewall, directrice du *Harvard Carr Center for Human Rights Policy*.

¹⁶⁷ Ganesh Sitamaran, « Course Correction : My Term at the Afghanistan’s Graduate School of War », *The New Republic*, 8 octobre 2009.

¹⁶⁸ David Finkel, *De bons petits soldats*, Paris : Robert Laffont, 2010.

Il ne s'agit pas de remettre en cause l'intention initiale et déclarée de la publication doctrinale, à savoir socialiser les unités américaines en Irak (puis en Afghanistan) aux principes et paradoxes de la « contre-insurrection ». L'effet tactique et stratégique qui doit en découler est certainement surestimé dès lors que l'on pense pouvoir observer un lien direct et causal entre la doctrine et les pratiques militaires. Il faut donc prendre en compte d'autres variables et d'autres intentions pour saisir les enjeux du processus doctrinal qui débute dès l'été 2004 dans l'Army. En effet, la doctrine est avant tout un outil interne aux institutions militaires et sa fonction n'est pas seulement opérationnelle : elle sert également à assurer l'unité et la cohésion tout autant qu'à communiquer sur le rôle, le statut et les missions dans le cadre des relations politico-militaires et des rivalités bureaucratiques. Rien d'étonnant donc à ce que la distance sociale explique les écarts entre les intentions et les actions. De même qu'il faut saisir les enjeux politiques propres à l'Army et aux Marines pour comprendre le processus de rédaction doctrinale.

La nécessité de rédiger une nouvelle doctrine émerge à l'été 2004 à la suite du soulèvement général du printemps en Irak et de l'échec à reprendre le contrôle de Fallujah. Elle procède non seulement d'une pression des décideurs militaires en vue d'adapter l'outil au contexte, mais également de la constitution d'un premier noyau favorable à une révision doctrinale au sein de l'Army et des Marines, notamment autour de David Petraeus (alors commandant le *Multinational Security Transition Command-Iraq* depuis juin 2004) et du général des Marines James Mattis (alors à la tête de la 1^{ère} division de Marines en Irak)¹⁶⁹.

La révision est confiée au Lieutenant-colonel Jan Horvath, du *Combined Arms Center* de l'Army à Fort Leavenworth. Celui-ci confie que ce processus interarmées et interalliés (avec les Britanniques) est le produit « d'une équipe informelle et décentralisée qui a rassemblé les données et les a compilées en un ensemble cohérent »¹⁷⁰. Il en sort le *Field Manual Interim 3-07.22* qui compile en fait des données historiques pour en tirer des principes. L'ensemble, plus descriptif que prescriptif, est une publication provisoire, d'une durée de deux ans et destinée à combler les lacunes doctrinales. Bien que présentant de substantielles avancées par rapport à la vision traditionnelle de l'institution, ce projet ne tient

¹⁶⁹ Entretien avec John Nagl, Newport, 15 septembre 2009.

¹⁷⁰ Defense Tech, « Army Insurgent Manual Author Speaks », 7 novembre 2004, accessible à l'adresse : <http://defensetech.org/2004/11/17/armys-insurgent-manual-author-speaks/> (accédé le 6 décembre 2006).

que partiellement compte des réalisations de 2003-2004¹⁷¹. D'autre part, sa numérotation le place sous l'autorité doctrinale du manuel de « stabilisation » (FM 3-07) et non comme un ensemble de principes autonomes. Etant donné le tropisme du FM 3-07 vers les opérations de *Nation-Building* telles que menées dans les années 1990, le manuel intérimaire reprend essentiellement la vision développée à la suite de ces missions en y ajoutant les principes du FM 90-8. En réalité, il s'agit surtout pour l'institution de répondre au plus vite aux demandes provenant du terrain et d'anticiper sur les pressions du pouvoir politique.

Le processus se développe réellement après la nomination de David Petraeus à la tête du *Combined Arms Center* en octobre 2005. Prenant appui sur les revues institutionnelles (et notamment *Military Review*) ainsi que sur un petit groupe convaincu des changements à apporter (au sein duquel John Nagl joue un rôle pivot), Petraeus désigne le Lieutenant-colonel à la retraite Conrad Crane, du *War College*, pour diriger l'équipe de rédaction. D'autre part, il bénéficie alors de la collaboration du Corps des Marines dont l'organe doctrinal (le *Marine Corps Combat Development Command*) est commandé par James Mattis depuis la fin de l'année 2004. Ce dernier lance son propre processus d'élaboration doctrinal, qui aboutit à la publication du *Tentative Manual for Countering Irregular Threats* en juin 2006¹⁷².

L'essentiel est acquis à travers les débats internes à la communauté de Défense : il s'agit alors d'en formaliser les thèmes saillants. La rédaction est rapide : désigné en novembre, Conrad Crane rassemble une équipe de rédacteur dès le mois suivant et un brouillon est mis en ligne en juin. Parallèlement, Petraeus et Mattis impulsent de nouvelles dynamiques aux centres de doctrine qu'ils dirigent : des centres de recherche appliquée sur la « guerre irrégulière » sont ainsi mis en place entre 2006 et 2007¹⁷³.

L'originalité réside dans l'ouverture au monde que constitue ce processus. En effet, après une première conférence organisée par le *Harvard Carr Center for Human Rights Policy* les 7 et 8 novembre 2005, l'*Army* invite les participants ainsi que des analystes civils, des journalistes et des membres d'ONG à Fort Leavenworth lors d'un symposium les 23 et 24

¹⁷¹ Department of the Army, *Field Manual Interim 3-07.22 Counterinsurgency operations*, Washington, DC.: Government Printing Office, 1er octobre 2004.

¹⁷² Marine Corps Combat Development Command, *Tentative Manual for Countering Irregular Threats: an updated approach to counterinsurgency operations*, Quantico, Va.; 7 juin 2006; Travis J. Crewdson, « We Wrote the Book on Counterinsurgency, Litterally », *Marine Corps News*, 29 juin 2006; E-mail du Lieutenant-colonel Lance McDaniel, *Marine Corps Combat Development Command, Concepts and Plans Division*, responsable de la branche « Concepts » 28 octobre 2010.

¹⁷³ Ainsi pour celui du Corps des Marines en mai 2007 à Quantico: « ON WAR, Counterinsurgency Training », *Fredericksburg.com*, 2 novembre 2007.

février 2006¹⁷⁴. Plus important, Sarah Sewall –directrice du *Carr Center*- participe directement à l'élaboration du manuel, à la diffusion du brouillon pour discussion et révision, ainsi qu'à sa promotion. Favorable à une « civilianisation » de la « contre-insurrection », elle insiste ainsi sur la nécessité de rédiger un document qui montre justement la collaboration entre civils et militaires¹⁷⁵.

Une deuxième phase dans l'été et le début de l'automne consiste en une révision substantielle menée à travers la publication de certains chapitres dans la *Military Review*, les commentaires recueillis concernant la version de février et les réflexions du *Counterinsurgency Center of Excellence* du colonel Peter Mansoor¹⁷⁶. En octobre, le *Combined Arms Command* publie un numéro spécial de *Military Review* reprenant tous les articles publiés depuis 2004 et ayant joué un rôle dans la rédaction du manuel¹⁷⁷.

La liste des auteurs que nous avons pu reconstituer montre l'importance des liens personnels tissés au sein d'un réseau relativement étroit comprenant civils, militaires, Américains et Britanniques (figure 5.). D'autre part, il s'agit d'un réel processus interarmées dans lequel le Corps des Marines apporte son empreinte (notamment le Chapitre IV concernant l'élaboration de plans de campagne en contre-insurrection), d'autant que l'auteur principal de chaque chapitre se voit désigner un assistant officier dans l'*Army* et un assistant officier dans les Marines¹⁷⁸. Pour autant, ce processus collaboratif ne concerne qu'un petit groupe d'individus se percevant comme « innovateurs » et il ne faut pas exclure que l'insistance des acteurs sur « l'œcuménisme » bureaucratique, politique et social du processus

¹⁷⁴ The Harvard Carr Center for Human Rights Policy, *Annual Report 2005-2006*, Washington, DC.: novembre 2006, p.6. Voir aussi Cullen Nutt, « Petraeus's Big Tent », *NJ Perspective*, 8 mars 2008 (document non accessible sur Internet depuis 2010). La liste des intervenants est accessible à l'adresse : <http://www.hks.harvard.edu/cchrp/nshr/docs/COINFM-Workshop-2006.pdf> (accédé le 27 juin 2007).

¹⁷⁵ Sarah Sewall, « Modernizing US Counterinsurgency Practice : Rethinking Risks and Developing a National Strategy », dans « Insights », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°5, septembre-octobre 2006, pp.103-109.

¹⁷⁶ Un article publié dans *Military Review* reprend une des annexes du manuel: Eliot Cohen, Conrad Crane, Jan Horvath, John Nagl, « Principles, Imperatives and Paradoxes of Counterinsurgency », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°3, mars-avril 2006, pp. 49-53; Selon John Nagl, plus de quatre-vingts personnes (civils et militaires, fonctionnaires et agents du privé) travaillent à la révision, tandis qu'une équipe recueille la centaine de commentaires concernant le brouillon: John Nagl, « Constructing the Legacy of Field Manual », *Joint Forces Quarterly*, vol.58, 3^{ème} trimestre 2010, pp.118-120. Sur le rôle du *COIN Center*, Joël Mathis, « Counterinsurgency Center in Kansas to Play Crucial Role in Mideast Wars », *Lawrence Journal*, 1er octobre 2006.

¹⁷⁷ *Military Review : Counterinsurgency Reader*, Edition Spéciale, octobre 2006.

¹⁷⁸ Jim Garamone, « Army, Marines releases new Counterinsurgency Manual », American Forces Press Service, 18 décembre 2006. Il faut souligner que, selon Conrad Crane interviewé dans cet article, il y aurait eu plus de vingt rédacteurs et plus d'un millier de commentaires provenant des soldats déployés en Irak. Sur le travail collaboratif entre Marines et Army, Travis J. Crewdson, « We Wrote the Book on Counterinsurgency, Litterally », *art. cit.*

ne révèle une volonté de légitimer le FM 3-24 dans l'institution comme auprès de l'opinion publique américaine¹⁷⁹.

¹⁷⁹ Il faut d'ailleurs noter que la doctrine reçoit des appuis inattendus de la part des libéraux et des progressistes. A ce sujet, le revirement de Michaël McClintock, opposant à la Guerre du Vietnam et historien critique de la Contre-insurrection américaine, est symptomatique. Voir Michael McClintock, « Counterinsurgency's civilian center of gravity : Human Rights as a Strategic imperative in Counterinsurgency », *Counterinsurgency and Human Rights*, Projects of the Means of Intervention Workshop Papers volume 5, Harvard Carr Center for Human Rights Policy, octobre 2008, pp.30-48. Lire aussi Rachel Kleinfeld, « Petraeus the Progressive », *Democracy Journal*, vol. 11, hiver 2009, accessible à l'adresse : <http://www.democracyjournal.org/11/6657.php?page=all> (accédé le 9 novembre 2009).

Chapitre (thèmes)	Auteur(s)	Fonction(s), rôle
Chapitre 1 : Insurrection et contre- insurrection	Conrad Crane Brigadier-général Nigel Aylwin- Foster	Professeur au <i>War College</i> Officier britannique auteur de « Changing the Army for Counterinsurgency Operations », <i>Military Review</i> , Novembre-décembre 2005,
Chapitre 2 : intégration civilo-militaire	Lieutenant- colonel Richard Lacquement	Conseiller au bureau du Secrétaire à la Défense aux côtés de John Nagl.
Chapitre 3 : Renseignement	Kyle Teamey Lieutenant- colonel Jon Sweet	Co-auteurs de « Organizing Intelligence in Counterinsurgency », <i>Military Review</i> , septembre-octobre 2006. Kyle Teamey est le rédacteur de l'annexe <i>Intelligence Preparation for Battlefield</i> .
Chapitre 4 : Planification	Lieutenant- colonel Dave Pere Colonel Kevin Benson	Officier des Marines en charge de la rédaction du <i>Tentative Manual</i> . Directeur de la <i>School of Advanced Military Studies</i> du <i>War College</i> . Auteur de « Planning Phase IV : a Reply to Brigadier Aylwin-Foster », <i>Military Review</i> , mars-avril 2006
Chapitre 5 : Conduite	Colonel Douglas King Kalev Sepp	Officier des Marines directeur de la Division Plans et Concepts du MCCDC. Auteur de « Best Practices in Counterinsurgency », <i>Military Review</i> , mai-juin 2005.
Chapitre 6 : Réforme du Secteur de la sécurité	James Corum	Auteur d'une monographie sur les forces supplétives au <i>Strategic Studies Institute</i> .
Chapitre 7 : Commandement et Ethique	Richard Swain	Professeur d'Ethique à West Point.
Chapitre 8 : Logistique	Lieutenant- colonel Kevin Brown	Officier du génie en charge de la planification au sein du Corps-Multinational-Irak.
Annexes : Connaissance culturelle et apprentissage	Montgomery McFate John Nagl	Anthropologue, promotrice du <i>Human Terrain System</i> Auteur de <i>Eating to Eat Soup with Knife</i> .

Figure 5: les auteurs du FM 3-24

Dans une troisième phase, précédant la publication de la version finale, le *Combined Arms Center* anime un concours d'articles sur le sujet de la « contre-insurrection ». Il s'agit non seulement d'inciter les jeunes officiers supérieurs à étudier ce domaine, mais également de montrer l'existence d'un courant novateur au sein de l'*Army*. Publiés dans le numéro de juillet-août 2006 de *Military Review*, les articles sont révélateurs des adaptations tactiques (retours d'expériences) et des débats sur les procédures à généraliser en Irak. Ainsi, la

première place revient au Lieutenant-colonel Douglas Ollivant, plusieurs fois déployé en Irak et titulaire d'un doctorat en sciences politiques. Il insiste sur la nécessité de disperser les forces au sein des zones peuplées et de les jumeler avec les forces de sécurité irakiennes : « *notre thèse est simple : le bataillon interarmes, jumelé avec des forces de sécurité indigènes et vivant au milieu de la population qu'il doit protéger, doit être l'unité tactique de base en contre-insurrection* »¹⁸⁰. La seconde place revient au Major Paul Stanton qui traite essentiellement de la reconstruction post-conflit en focalisant son approche sur l'immersion tactique au sein des populations et sur la nécessité de gagner la légitimité par cette présence¹⁸¹. Cet article insiste notamment sur la nécessaire coordination entre les « lignes d'opérations », dans la lignée des préconisations d'un article écrit par le général Peter Chiarelli, commandant la 1^{ère} Division de Cavalerie à Bagdad en 2004 et du *Tentative Manual des Marines*¹⁸². Ces deux articles condensent donc de manière pratique et à partir de retours d'expériences irakiens les éléments centraux de la « contre-insurrection centrée sur les populations » au cœur du nouveau manuel. Ils participent donc de la politique de socialisation des officiers de l'Army à la nouvelle doctrine¹⁸³.

Se constitue ainsi une « orthodoxie » américaine concernant la « contre-insurrection » dont le FM 3-24 est l'ouvrage de référence (lui-même renvoyant à d'autres ouvrages de référence parmi lesquels le livre du Lieutenant-colonel David Galula est sans conteste la figure de proue)¹⁸⁴. La notion « d'orthodoxie » que nous proposons renvoie à deux dimensions de la doctrine américaine. En premier lieu, le fait qu'elle constitue une approche tactique particulière comme « essence » même de toute lutte contre une insurrection (c'est-à-

¹⁸⁰ Lieutenant-colonel Douglas A. Ollivant et Lieutenant Eric D. Chewing, « Producing Victory : Rethinking Conventional Forces in COIN Operations », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°4, juillet-août 2006, pp.50-59. L'article bénéficie d'une mise à jour en 2007 : Lieutenant-colonel Douglas A. Ollivant et Capitaine Eric D. Chewing, « Producing Victory : a 2007 Postscript for Implementation », *Military Review*, vol. LXXXVII, n°2, mars-avril 2007, pp.55-60. Il est intéressant de constater que cette tactique a été mise en œuvre durant le *surge*, à partir des exemples de Tal Afar (automne-hiver 2005) et de Ramadi (printemps-automne 2006).

¹⁸¹ Major Paul T. Stanton, « Unit Immersion in Mosul : Establishing Stability in Transition », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°4, juillet-août 2006, pp.60-70.

¹⁸² Major-général Peter W. Chiarelli et Major Patrick R. Michaelis, « Winning the Peace : the Requirement for Full-Spectrum Operations », *Military Review*, vol. LXXXV, n°4, juillet-août 2005, pp.4-17. Marine Corps Combat Development Command, *Tentative Manual for Countering Irregular Threats : an Updated Approach to Counterinsurgency Operations*, Quantico: MCCDC, juin 2006, p.19.

¹⁸³ A bien des égards, ce processus de formalisation d'une doctrine s'apparente à celui du Corps des Marines lors de l'élaboration du *Small Wars Manual* en 1934. Keith B. Bickel, *Mars Learning*, *op. cit.*

¹⁸⁴ David Galula, *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*, Westport: Praeger Security International, 1964, traduit en Français par le Chef d'Escadrons Monténon, *Contre-insurrection: théorie et pratique*, Paris: Economica, 2008 (préface de David Petraeus et de John Nagl). Sur Galula et le rapport entre sa théorie et sa pratique, lire Gregor Mathias, *Galula in Algeria : Theory vs. Practice*, Westport : Praeger Security International, 2001, traduit en Français : *D. Galula : combattant, espion et maître à penser de la guerre contre-révolutionnaire*, Paris : Economica, 2012.

dire un soulèvement politique interne utilisant la guérilla et le terrorisme contre un gouvernement). De fait, d'autres approches tactiques sont possibles, soit à travers des méthodes coercitives ciblant toute la population (punitions collectives, regroupement de population, contrôle de la population), soit par la recherche de la destruction des groupes insurgés (« contre-insurrection centrée sur l'ennemi »)¹⁸⁵. Au contraire, la « théorie de la victoire » sous-jacente à la doctrine américaine se focalise sur le combat de légitimité dont la population serait l'enjeu¹⁸⁶. Par conséquent, outre le renforcement de la légitimité et de la capacité du gouvernement, l'approche tactique présuppose de « protéger les populations » et de leur fournir les « services essentiels » dans le but de les séparer physiquement et politiquement des insurgés¹⁸⁷. Enfin, la fonction et le rôle des forces terrestres américaines s'organise autour du soutien à un gouvernement menacé par une insurrection comme par un cancer¹⁸⁸. Il s'agit donc bien d'une reprise du modèle maoïste – que David Kilcullen appelle la « contre-insurrection classique » - fondé sur la lecture des guérillas « révolutionnaire » opérée dans les années 1960¹⁸⁹. Il repose sur le non-dit des écrits de Mao : si ce dernier insiste en effet sur la mobilisation politique préalable des populations (dans une première phase), il passe sous silence la coercition interne employée pour ce faire. Les penseurs classiques de la « guerre contre-révolutionnaire » ont donc bâti leur modèle sur la nécessité d'encadrer les populations¹⁹⁰.

En second lieu, « l'orthodoxie » doit se comprendre comme la volonté d'imposer cette vision non seulement à l'ensemble de l'Army, mais également au monde civil (interagences) et aux alliés. Cela passe par les déclarations du manuel insistant sur le paradoxe entre la présence des compétences au sein des organismes civils et le fait que ceux-ci ne peuvent agir en contexte hostile¹⁹¹. Autrement dit, si l'idéal est de laisser les opérations de stabilisation aux autres éléments civils (du gouvernement, des ONG, des OIG), la réalité en place la

¹⁸⁵ Department of the Army, *Field Manual FM 3-24, op.cit.*, section 1-131 et 1-132, annexe D. Il est ainsi fait mention de la nécessité d'agir dans les règles de l'Etat de droit.

¹⁸⁶ *Ibid* sections 1-3 et 1-4. Voir aussi le schéma sur les « attentistes » dans Major-général Peter W. Chiarelli et Major Patrick R. Michaelis, « Winning the Peace », *art. cit.*, p.8.

¹⁸⁷ *Ibid.*, sections 1-113 à 1-118, section 1-128.

¹⁸⁸ Cette métaphore prophylactique se retrouve dans les trois phases de toute contre-insurrection, à savoir « stopper l'hémorragie », « traitement du patient-rétablissement », « convalescence-développement vers l'autonomie capacitaire », *Field Manual FM 3-24, op.cit.*, section 5-3.

¹⁸⁹ David Kilcullen, « Counterinsurgency Redux », *Survival*, vol.48, n°4, automne 2006, pp.111-130.

¹⁹⁰ Le débat classique oppose les tenants de Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris : La Table Ronde, 1961, favorable à une approche « mimétique » (encadrer les populations par la coercition physique et la propagande, les isoler de la coercition et de la propagande insurgée) et ceux de David Galula, *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*, Westport : Praeger Security International, 1964, favorables au principe de « différenciation » et à la protection des populations (« l'insurgé doit détruire, alors que le contre-insurgé doit protéger »). Ce dernier courant est dominant dans le FM 3-24.

¹⁹¹ *Ibid.* section 2-39 et sq.

responsabilité aux mains des militaires qui sont ainsi placés au cœur de la synergie entre départements. De la même manière, les forces aériennes sont évacuées en annexe et leur rôle est restreint au transport des troupes et à la surveillance aérienne¹⁹². La doctrine est donc aussi une arme dans les rivalités bureaucratiques qui opposent l'Army à l'Air Force. « L'orthodoxie » facilite en effet la communication des institutions terrestres vis-à-vis du pouvoir politique en fournissant une image simplifiée mais compréhensible de leur pertinence pour résoudre les problèmes stratégiques en Irak.

Vis-à-vis des alliés, la promotion du FM 3-24 – et son étroite association aux succès tactiques du *surge* – entre dans le cadre de l'unité d'effort (en Afghanistan) et de la convergence des armées otaniennes (interopérabilité). Ainsi, David Petraeus puis le colonel Dan Roper du *COIN Center* se rendent auprès des états-majors alliés pour faire la publicité des principes de la « contre-insurrection » et de la campagne menée en Irak en 2007-2008. La publication de la doctrine interalliée de « contre-insurrection », ainsi que les références faite à l'expérience américaine en Irak au sein des forces de l'OTAN illustrent ce phénomène d'isomorphisme institutionnel qui aligne progressivement ces dernières sur les procédures et les concepts américains¹⁹³.

Si l'innovation doctrinale est ainsi patente, elle résulte pourtant davantage d'un processus d'apprentissage qu'elle n'est le point de départ d'une innovation organisationnelle pour l'Army et le Corps des Marines. En effet, on observe peu de réformes en dehors de la création de centres de recherche, d'expérimentation et d'enseignement, eux-mêmes liés aux commandements de la Doctrine de ces institutions. Ainsi, le 1^{er} juin 2006 est créé un centre de formation pour les équipes de transition (*Military Transition Teams*) chargées d'encadrer et de former les unités irakiennes. Pour les Marines, ce centre est celui de Twentynine Palms en Californie. Pour l'Army, ce centre basé à Fort Ryley est armé par le 1^{er} bataillon du 34^{ème} régiment blindé sous le commandement de John Nagl. Néanmoins, les seules véritables innovations émanant des décideurs militaires concernent les centres de formation à la culture opérationnelle et sont antérieurs au processus doctrinal. Il s'agit du seul cas d'innovation provenant du sommet de la hiérarchie militaire, pour des raisons que nous étudierons *infra*. Ce point est problématique car il soulève la question de la permanence de la « contre-

¹⁹² *Ibid.* Annexe E, « Airpower in Counterinsurgency », section E-1. Cela contraste notamment avec l'usage effectif des plate-forme aériennes dans l'appui-feu ou l'élimination ciblée.

¹⁹³ L'isomorphisme est normatif car les autres institutions sont socialisées à travers les réseaux professionnels que forment les officiers (Etats-majors de l'OTAN, déploiements en Afghanistan, réseaux des officiers de liaison, etc.). Sur ce point, Stéphane Taillat, « National Traditions and International Context : French Adaptation to Counterinsurgency in the 21st Century », *Security Challenges*, vol.6 n°1, mai 2010, pp.85-96.

insurrection » dans la mémoire institutionnelle de l'*Army* et des Marines : la doctrine seule ne suffit pas à modifier en profondeur la culture « conventionnelle » de ces institutions, ce qui aurait nécessité de mettre en place d'autres systèmes de promotion en faveur des spécialités liées à cette mission, de réformer la formation initiale et l'enseignement militaire académique, de modifier la structure des forces afin d'inclure les ressources humaines indispensables aux opérations de stabilisation¹⁹⁴. En dépit de la participation de David Petraeus à la commission chargée de l'avancement au sein du corps des officiers généraux de l'*Army* en 2007, l'institution n'a pas permis de carrière fulgurante aux « innovateurs », à l'exception du général Henry McMaster¹⁹⁵. John Nagl ou Peter Mansoor ont quitté l'armée pour l'enseignement supérieur ou le monde des *think tanks* tandis que les officiers subalternes et supérieurs n'ont pas progressé de manière significative.

Ce fait peut être expliqué par les liens qu'entretiennent le FM 3-24 et le *surge* en Irak. En effet, la doctrine semble avoir joué essentiellement un rôle dans la communication à destination de l'opinion publique américaine ou vers l'audience militaire. Dans le premier cas, il s'agissait de justifier la décision du *surge* et de construire le récit d'un retournement de situation en Irak préalable à un retrait dans des conditions honorables. Dans le second, le manuel a servi d'outil de socialisation aux militaires déployés en Irak mais également d'arme dans les rivalités internes entre les « innovateurs » et les élites de leurs institutions respectives. En effet, tant le général Casey, chef d'état-major de l'*Army*, que le général Conway, Commandant du Corps des Marines, se sont opposés à toute réforme visant à modifier la structure des forces en vue de futures opérations de contre-insurrection. D'autre part, leurs successeurs n'ont pas fondamentalement remis en cause cette orientation, quand bien même ils étaient impliqués dans le *surge*, comme c'est le cas pour Raymond Odierno. Cela s'explique par l'inertie bureaucratique, mais également par l'aversion des décideurs militaires pour toute réforme susceptible de remettre en cause le statut de l'institution, son autonomie ou ses ressources. Certes, le rôle joué par la demande politique n'est pas

¹⁹⁴ Ainsi, en dépit de la création de plusieurs cours dédiés à la « contre-insurrection » au sein du *War College* par David Petraeus, ce thème reste marginal dans la formation des officiers supérieurs. Sur ces points, comme sur la question du risque que pose l'absence de continuité entre innovation doctrinale et réforme organisationnelle, David H. Ucko, *The New Counterinsurgency Era*, *op. cit.* Col Kevin P. Reynolds, « Insurgency/Counterinsurgency: Does the Army 'Get It?' », Présentation à la convention annuelle de l'*International Studies Association (ISA)*, Chicago, 28 février-3 mars 2007. L'auteur insiste sur le fait que, même si le niveau des cours consacré à la « contre-insurrection » a doublé depuis 2006, ceux-ci représentent moins de 10% de l'ensemble de la formation.

¹⁹⁵ Ann Scott Tyson, « Petraeus Helping Pick New Generals: Army Says Innovation Will Be Rewarded », *Washington Post*, 17 novembre 2007. Le colonel Mc Master, le « vainqueur de Tal Afar » est nommé général de Brigade cette année-là et est chargé des concepts au sein du *Combined Arms Command*.

négligeable, d'autant que cette dernière pousse à la constitution de forces armées capables d'affronter toutes les situations¹⁹⁶. Néanmoins, on note que les décideurs militaires choisissent d'interpréter cette demande dans le sens d'un simple ajustement plutôt que de réformes profondes. Ainsi, le manuel FM 3-24 est-il davantage un document de circonstance, produit dans des conditions « révolutionnaires » mais ne débouchant pas sur la victoire des « innovateurs »¹⁹⁷.

L'Irak : un enjeu dans les relations politico-militaires

Car en dernier recours, ces débats sur l'Irak et sur la « contre-insurrection » concernent davantage la société américaine, et notamment les relations politico-militaires. En effet, si les attentats du 11 septembre 2001 ont mis un terme aux tensions entre le projet de « Transformation » voulu par Rumsfeld et les décideurs militaires souhaitant poursuivre leurs programmes d'acquisition d'armement, la décision d'envahir l'Irak et les échecs à le stabiliser creusent de nouveau le fossé civilo-militaire¹⁹⁸.

¹⁹⁶ Voir notamment la *Quadriennial Defense Review* de 2010 : ce document insiste sur la nécessité de se préparer aux risques irréguliers ainsi qu'aux menaces asymétriques de haute capacité (cyberattaques, terroristes dotés d'armes de destruction massive, capacités anti-accès, etc.). Le consensus qui semble se dégager au sein des décideurs militaires adopte cette vision à travers des ajustements mineurs (développer les compétences liées à la Réforme du Secteur de la Sécurité) à l'opposé des partisans de la « contre-insurrection » qui souhaitent davantage une réorganisation de la structure des forces et de la formation initiale.

¹⁹⁷ Sur le plan doctrinal, le FM 3-24 a enclenché une révision plus générale. En février 2008 est publié le *Field Manual FM 3-0 Operations*, qui institue notamment l'équilibre entre les différentes opérations sur tout le spectre. Ainsi reprend-t-il l'impératif fixé par la directive 3000.05 du Pentagone, statuant sur le fait que « dans le contexte des opérations contemporaines, les opérations de stabilisation sont aussi importantes, voire davantage, que les opérations défensives et offensives », Department of the Army, *FM 3-0 Operations*, Washington, DC. : Government Printing Office, Février 2008, p.VII. De la même manière, le *Combined Arms Command* sous l'autorité du général William Caldwell (ancien conseiller de Petraeus en Irak) publie le *FM 3-07 Army Stability Operations* en octobre 2008. Si ces éléments sont bien le signe d'une innovation doctrinale, ils n'indiquent pas pour autant une volonté de réforme organisationnelle. Au contraire, l'Army comme les Marines sont partagés entre plusieurs approches concernant l'intégration de la stabilisation dans les missions classiques et les mutations à effectuer. Pour les décideurs militaires, il importe avant tout de bâtir des institutions multi-compétentes, ce qui semble indiquer un refus de s'engager *a priori* dans de nouvelles intégrations. Lire par exemple James Conway (Commandant du Corps des Marines), *Marine Corps Vision and Strategy 2025*, Quantico : juin 2008. Sur les différentes écoles de pensée sur l'intégration des menaces « irrégulières », Frank G. Hoffman, « Future Threats and Strategic Thinking », *Infinity Journal*, vol. 1, n°4, automne 2011, pp.17-21 ; E-mail de Frank Hoffman, 25 octobre 2011.

¹⁹⁸ La « Transformation » promue par Rumsfeld comprend en fait deux volets : un allègement des forces terrestres associé au développement de systèmes d'armes de haute technologie, et la centralisation du processus de prise de décision au profit des civils pour ce qui concerne les programmes d'acquisition. En 2001, le nouveau secrétaire à la Défense confie le processus de *Quadriennial Defense Review* à Andrew Marshall, promoteur de la RMA. Écartés du processus, les décideurs militaires activent leurs réseaux dans la presse et au Congrès et

Ce fossé concerne essentiellement la place et l'autonomie de la sphère militaire. Le mandat de Donald Rumsfeld (2003-2006) se caractérise par une intrusion de la sphère politique au sein de la sphère militaire à travers un contrôle étroit de la stratégie et des institutions. Au contraire, la période qui débute en 2007 montre une tentative des militaires de reprendre leur autonomie et même de peser davantage dans les décisions stratégiques. Si la question irakienne n'est pas au cœur de cette relation dialectique, elle en devient rapidement un point de fixation. Ainsi, l'invasion et l'occupation de l'Irak s'inscrivent dans la relation politico-militaire à travers deux thèmes : celui du rôle que doivent jouer les généraux auprès des décideurs politiques et celui de la « contre-insurrection ».

Selon Michael Desch, « *le borbier irakien a simplement révélé une fracture qui existe depuis des décennies* » entre les officiers et les décideurs politiques¹⁹⁹. Plus précisément, une grande partie des officiers a attribué l'échec du Vietnam à la micro-gestion de la guerre par le Secrétaire McNamara et les président Lyndon Johnson et Richard Nixon²⁰⁰. Mises sous le boisseau dans la dernière décennie de la guerre froide, les tensions se sont de nouveau affirmées dans les années 1990, notamment au sujet de l'interventionnisme croissant développé par l'Administration Clinton mais aussi du fait de réformes vécues douloureusement par une partie du corps des officiers (réductions budgétaires, réductions de personnels, questions portant sur les homosexuels et les femmes dans les forces armées). Dans la décennie 1990, les officiers s'organisent pour refuser un contrôle trop étroit des politiques sur l'usage de la force²⁰¹.

L'élection de George W. Bush n'apporte pas l'apaisement espéré : le programme de « Transformation » de Donald Rumsfeld s'accompagne d'une réaffirmation du pouvoir civil sur les institutions militaires. Si le 11 septembre apporte une trêve, la décision d'envahir l'Irak révèle les réticences des *top brass*. Ainsi, le général Eric Shinseki, chef d'Etat-major de l'Army en voie de prendre sa retraite, affirme devant le Congrès que les Etats-Unis auraient

poussent Rumsfeld à envisager sa démission. William M. Arkin, « Rumsfeld in Full Retreat », *The Washington Post*, 4 juin 2001.

¹⁹⁹ Michael C. Desch, « Bush and the Generals », *Foreign Affairs*, vol.86, n°3, mai-juin 2007, p.97.

²⁰⁰ C'est la thèse classique du Colonel Harry G. Summers dans *On War, op. cit.* Le livre appartient à la liste de lectures obligatoires des candidats de l'Army War College depuis 1982. Il est cependant vrai que les tensions entre les politiques et les membres du *Joint Chiefs of Staff* ont conduit ces derniers à envisager de démissionner en 1967.

²⁰¹ Colin Powell, alors Président du Comité des Chefs d'Etat-major (CJSC) publie un article dans *Foreign Affairs* qui établit les conditions dans lesquelles la force militaire doit être employée. Colin L. Powell, « US Forces : Challenges Ahead », *Foreign Affairs*, vol. 71, n°5, hiver 1992-1993.

besoin de « *plusieurs centaines de milliers de soldats* » pour les opérations post-conflit, en lieu et place du dispositif plus léger imposé par Donald Rumsfeld au général Tommy Franks, Commandant le CENTCOM²⁰².

Toutefois, il faut attendre 2006 pour lire les critiques de plusieurs généraux en retraite contre la politique et la stratégie suivies par l'Administration Bush en Irak : la liste des contestataires comprend de hauts gradés (tels les généraux Anthony Zinni et Gregory Newbold) ainsi que des officiers ayant commandé en Irak (tels que les généraux John Bastiste et Charles Swannack)²⁰³. Utilisant la presse, ils demandent la démission de Donald Rumsfeld, qui ne sera effective qu'après la défaite aux élections de mi-mandat de novembre 2006. Pour autant, le front des officiers n'est pas uni puisque tant Tommy Franks que le général Myers, ancien président du comité des chefs d'état-major, prennent la défense de Rumsfeld²⁰⁴.

C'est au sein du réseau des officiers supérieurs déployés en Irak et favorables à la « contre-insurrection » que se développe la critique la plus sévère de la stratégie menée depuis 2004. Dans un article publié dans *Armed Forces Journal* en mai 2007, le Lieutenant-colonel Paul Yingling, ancien de Tal Afar, critique l'attitude des *top brass*. S'inspirant de la thèse de Henry McMaster sur le JCS durant la guerre du Vietnam, Yingling reproche aux décideurs militaires leur pusillanimité face aux politiques et leur mauvaise appréciation du développement de l'insurrection en 2004²⁰⁵. Selon lui, les individus ne sont pas en cause, mais bien plutôt le corps des officiers généraux qui, en Irak comme au Vietnam, n'a pas été capable de faire entendre ses désaccords ni de s'adresser au Congrès ou à l'opinion publique. Son

²⁰² Général Eric T. Shinseki, *Testimony before Senate Armed Services Committee*, 25 février 2003. Une vidéo est disponible à l'adresse: http://www.youtube.com/watch?v=a_xchyIeCQw (accédé le 9 décembre 2008). Il a été souvent affirmé qu'à la suite de cette déclaration, non seulement Paul Wolfowitz avait balayé ces objections mais avait obtenu la démission de Shinseki. En réalité, le général était à quatre mois de la retraite. E-mail de Steven Metz, 15 mars 2012. Sur les pressions de Rumsfeld pour obtenir un plan de campagne avec des effectifs réduits et les résistances partiellement infructueuses de Tommy Franks, lire Michael R. Gordon et Général Bernard E. Trainor, *Cobra II, op. cit.* Rumsfeld y est décrit comme envoyant quantités de messages sur post-it à ses subalternes et d'e-mails à Tommy Franks.

²⁰³ Michael C. Desch, « Bush and the Generals », *art. cit.* p.104.; Perry Bacon jr., « The Revolt of the Generals », *Time*, 16 avril 2006, Lieutenant-général Gregory Newbold, « Why Iraq Was a Mistake », *Time*, 9 avril 2006. Gregory Newbold était chef opérations au JCS, Charles Swannack commandait la 82ème division aéroportée en Anbar en 2003-2004, John Batiste commandait la 1ère division d'infanterie à Bagdad et dans le « Triangle Sunnite » en 2004-2005.

²⁰⁴ Dans un article publié à l'automne 2007, le général Myers critique la vision formulée par Michael Desch et apporte sa propre interprétation en faveur de Donald Rumsfeld et contre la « révolte des généraux ». Il affirme ainsi que Newbold n'a jamais émis de réserves vis-à-vis du secrétaire à la Défense ou de son adjoint lors de la préparation du plan d'invasion, que Shinseki a également affirmé que la décision revenait au secrétaire et au commandant de théâtre (Tommy Franks) et enfin qu'il n'existe pas d'équilibre dans les relations civilo-militaires en cas de guerre, celles-ci étant affaire de coopération autant que de subordination avec et vis-à-vis du pouvoir politique. Richard B. Myers et Richard H. Kohn, « Salute and Disobey », *Foreign Affairs*, vol.86, n°5, septembre-octobre 2007.

²⁰⁵ Lieutenant-colonel Paul C. Yingling, « A Failure in Generalship », *Armed Forces Journal*, mai 2007.

interprétation, distinguant la subordination au pouvoir politique de la fonction de conseil que les officiers doivent donner en toute conscience et autonomie, est froidement accueillie au sein de l'institution mais donne lieu à de nombreuses approbations chez les officiers subalternes ou supérieurs²⁰⁶. Cependant, il s'agit d'une position qui reste marginale, ne suscite aucune réalisation, et procède plutôt d'une dissension interne à l'*Army*.

D'autant que le principal évènement stratégique de cette période n'oppose pas un front uni de décideurs militaires ou d'officiers au pouvoir politique. L'année 2006 est en effet caractérisée par une profonde révision de la stratégie suivie en Irak. Lancé à l'initiative du président Bush au printemps 2006, le processus d'évaluation des options disponibles est pris en main par Stephen Hadley, conseiller à la Sécurité Nationale, par Condoleezza Rice au Département d'Etat et par le général des Marines Peter Pace au JCS²⁰⁷. Bien que dispersée, la dynamique de révision stratégique aboutit à un consensus entre les différentes bureaucraties pour une escalade limitée. En ce qui concerne les relations politico-militaires, cet épisode montre que l'Irak a surtout suscité une fracture interne aux institutions militaires dont les décideurs civils peuvent user. On observe en premier lieu une coalition entre ces derniers et les officiers favorables à la « contre-insurrection » et à l'escalade de manière à marginaliser les *top brass* et les généraux Casey (Force Multinationale-Irak) et Abizaid (CENTCOM).

En second lieu, l'attitude du président Bush, tenant Rumsfeld à l'écart de la majeure partie du processus, mérite attention. En effet, plutôt que de risquer la dissension généralisée chez les décideurs militaires, le chef de l'exécutif les rallie au consensus non pas en établissant un compromis sur le plan d'opération, mais en apportant de solides contreparties. Vis-à-vis des membres du JCS, soucieux des problèmes d'effectifs liés aux rotations successives des unités et à leur cycle opérationnel, le président autorise une augmentation des effectifs. Bush confie au général Casey, qui pourrait considérer la nouvelle stratégie comme une désapprobation de son mandat en Irak, le soin d'organiser l'*Army* pour sa tâche en Irak en le désignant comme chef d'état-major.

Pour autant, la tension dialectique entre compétence politique et expertise technique reste permanente, notamment du fait du lien entre l'Irak, la « contre-insurrection » et le *surge*. En effet, l'absence de buts politiques clairs, précis et cohérents définis par le pouvoir politique

²⁰⁶ Fred Kaplan, « Challenging the Generals », *The New York Times*, 26 août 2007.

²⁰⁷ Ces éléments ont été amplement recensés et racontés par Bob Woodward, *The War Within : A Secret White House History 2006-2008*, New-York : Simon & Schuster, 2008 ; Thomas E. Ricks, *The Gamble*, *op.cit.*, et Peter D. Feaver, « The Right to be Right », *art. cit.*.

semble avoir produit une focalisation excessive sur le niveau opératif. Autrement dit, confrontés à l'impossibilité de mener des actions tactiques qui correspondent à un objectif, les militaires auraient fini par considérer que les premières devaient mener et modeler la guerre²⁰⁸. De plus, l'évolution des doctrines militaires américaines depuis les années 1980 a eu tendance à délimiter une zone de confort professionnel pour les militaires au sein de l'espace opératif. Ce phénomène s'explique si on prend en considération l'écart entre une stratégie claire définie par le pouvoir politique et la marginalisation progressive des officiers dans la formulation de celle-ci. De ce fait, l'accent mis sur l'art opératif aurait permis à ces derniers de peaufiner leurs compétences tactiques. En revanche, avec la fin de la guerre froide, l'absence de stratégie claire inverse le processus : l'art opératif devient le guide que suivent les institutions militaires. En Irak, cette dynamique s'accroît puisque les commandants de théâtre se trouvent livrés à eux-mêmes. La guerre est donc menée en fonction de principes tactiques et opératifs et non selon des buts de guerre précis. Par conséquent, l'art opératif se substitue à la stratégie.

Dans ce contexte, la « contre-insurrection » apporte un élément supplémentaire en ce sens. En effet, la doctrine présuppose que si les organisations civiles sont au cœur du processus de reconstruction et de stabilisation, les militaires sont *de facto* en charge de ces missions. De plus, les actions menées par les militaires peuvent produire des effets politiques déconnectés des objectifs stratégiques. Puisqu'il ne s'agit pas seulement de détruire un ennemi, mais de contrôler une population et d'assurer un rôle politique, les opérations en « contre-insurrection » semblent élargir la sphère de compétences des militaires. Cette perception est renforcée par les récits portés sur le *surge* : associés à la doctrine, ces derniers construisent l'image d'une stratégie gagnante qui doit être adoptée sur d'autres théâtres (et notamment en Afghanistan).

De ce fait, la « contre-insurrection » devient une arme pour certains officiers désireux de peser plus largement sur les décisions stratégiques. En d'autres termes, au lieu de s'enfermer dans l'art opératif pour éviter la discussion stratégique, point de friction entre sphère militaire et sphère politique, ces militaires considèrent qu'il leur appartient de jouer pleinement le rôle de conseillers techniques du pouvoir politique. Bien plus, comme l'illustrent les tensions entre ces officiers (et certains de leurs mandats civils) et l'Administration Obama lors de la révision stratégique en Afghanistan en 2009, il s'agit de

²⁰⁸ Sur cet aspect, lire Hew Strachan, « Strategy or Alibi ? Obama, McChrystal and the Operational Level of War », *Survival*, vol.52, n°5, octobre-novembre 2010, pp.157-182.

déterminer les conditions et les modalités de l'usage de la force²⁰⁹. L'Irak a donc permis l'affirmation de la tendance « mcmasteriste » au sein du corps des officiers : celle-ci tente d'équilibrer l'impératif de la subordination avec celui de la participation des militaires au processus décisionnel. Mais elle va bien au-delà lorsqu'elle suggère que les militaires devraient être en charge non plus de la seule conduite des opérations mais bien de la détermination de la stratégie.

Ainsi, les débats doctrinaux, stratégiques et politiques qui agitent les élites et la communauté de défense américaines révèlent-ils des enjeux internes. En effet, loin de se résumer à la recherche de solutions à adopter en Irak, ces discussions et ces réflexions insistent sur la nécessité d'adapter, de réformer et de transformer les institutions militaires . Elles s'inscrivent par ailleurs dans un processus historique et politique plus long qui met aux prises la sphère politique et la sphère militaire sur la question de l'usage de la force. L'Irak est donc bien un révélateur des questionnements internes sur les caractéristiques et les modalités d'actualisation de la puissance américaine. De ce fait, ces interrogations propres à l'appareil de sécurité nationale n'entrent pas directement en relation avec les actions des militaires américains en Irak.

Section 2 : l'adaptation des forces terrestres américaines

L'action des militaires américains en Irak est étroitement dépendante du processus d'adaptation tactique qui s'est déroulé en leur sein entre 2003 et 2008. Cette dynamique, propre au théâtre, est organique aux unités déployées. Cela signifie qu'il s'agit d'un phénomène distinct de l'innovation doctrinale. En effet, les deux processus diffèrent aussi bien dans leur chronologie que dans leurs mécanismes. La littérature académique concernant

²⁰⁹ Bob Woodward, *Les guerres d'Obama*, Paris : Denoël, 2011. L'auteur montre comment se constitue une alliance comprenant décideurs civils et militaires du Pentagone (l'Amiral Michael Mullen et le secrétaire Gates) et officiers généraux en charge du théâtre (David Petraeus et Stanley McChrystal) en faveur d'une stratégie de contre-insurrection associée à une augmentation des effectifs. Face à un président désireux de décider entre toutes les options disponibles en vue d'accomplir l'objectif qu'il a fixé (vaincre et détruire Al Qaïda au Pakistan), cette coalition ne propose qu'un nombre réduit d'alternative pour le forcer à adopter leur stratégie.

l'innovation au sein des institutions militaires considère en effet que la doctrine canalise les adaptations tactiques et que les organisations fortement hiérarchisées adoptent un processus descendant (*top down*). Elle se focalise ainsi davantage sur les interactions entre la demande politique, la culture institutionnelle et les rivalités internes à l'appareil organisationnel²¹⁰.

Il existe également un courant académique insistant sur le processus inverse : les institutions militaires « apprennent » au contact d'un contexte opérationnel nouveau à partir des adaptations tactiques, lesquelles permettent l'adoption de nouvelles doctrines et de nouvelles structures de force. Lorsque les pressions externes (contexte opérationnel et demande politique), les facteurs institutionnels (culture organisationnelle, intérêts bureaucratiques, rivalités internes) et ce processus d'apprentissage convergent, ils permettent l'émergence de réformes qui peuvent aller de simples évolutions à de véritables révolutions²¹¹. Selon ces auteurs, la formulation d'une doctrine « formelle » est donc l'aboutissement d'un processus ascendant (*bottom-up*) qui peut allier réseaux informels, retours d'expériences et coalitions d'acteurs au sein de l'institution.

Pourtant, l'observation et la collecte des preuves empiriques montrent que le cas des unités déployées en Irak diffère de ceux étudiés par ces auteurs. En premier lieu parce que la publication de la nouvelle doctrine, si elle répond bien aux pressions et à la demande politique, n'est pas directement et causalement liée à la stratégie de 2007. De plus, la plupart des procédures tactiques précèdent le FM 3-24 et le *surge*. En second lieu, parce que les adaptations tactiques n'ont pas donné naissance à de profondes réformes au sein des institutions militaires. Certes, on peut postuler que l'expérience combattante ainsi acquise ne sera pas perdue par les acteurs. En revanche, elle n'est pas institutionnalisée de manière durable dans les organisations.

Ainsi, l'innovation doctrinale et l'adaptation tactique opèrent bien dans deux plans distincts et n'ont pas donné lieu à l'apprentissage que certains appelaient de leurs vœux. Il s'agit donc d'analyser les adaptations tactiques pour en comprendre les mécanismes mais aussi les enjeux en termes d'actions des militaires américains.

²¹⁰ Barry Posen, *The Sources of Military Doctrine: France, Britain and Germany Between the Wars*, Ithaca: Cornell University Press, 1984; Deborah Avant, *Political Institutions and Military Change: Lessons from Peripheral Wars*, Ithaca: Cornell University Press, 1994; Stephen P. Rosen, *Winning the Next War: Innovation and the Modern Military*, Ithaca: Cornell University Press, 1994.

²¹¹ Selon Richard Downie, l'apprentissage correspond à l'utilisation de nouvelles connaissances issues du terrain et des recherches académiques pour ajuster normes, doctrine et procédures. Richard D. Downie, *Learning from Conflict: The US Military in Vietnam, El Salvador and the Drug War*, Westport: Praeger Security International, 1998, John Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife*, *op. cit.*

Des adaptations ad-hoc et éclatées

Les innovations adoptées par les unités américaines sont organiques et fonctionnelles. La raison en est une inadaptation au contexte qui s'explique par l'absence de corpus de pratiques antérieur à l'invasion et l'impréparation des unités aux défis opérationnels post-conflit. La conséquence majeure en est leur éclatement initial. Il s'agit donc bien d'une « adaptation sous le feu » plutôt qu'un processus hiérarchisé²¹².

Les unités déployées en Irak pour l'invasion se sont préparées à des opérations militaires courtes et visant à détruire l'armée irakienne. Dès lors, ni leurs procédures ni leur structure organique ne les préparent à gérer le chaos qui découle de la chute du régime et de la dissolution des forces de sécurité. Ce fait est aggravé par la montée en puissance de l'insurrection à partir de l'été 2003. Par conséquent, en dépit du passage à la phase IV, certaines se considèrent encore en état de guerre, tandis que d'autres adaptent leur matériel et leurs tactiques aux missions de contrôle de zone, voire d'administration, qui leur échoient par défaut²¹³. Il faut postuler ici que trois variables entrent en compte pour expliquer cette transition différenciée. En premier lieu, le contexte de la zone d'opérations compte beaucoup : les unités déployées en zone majoritairement peuplée de Sunnites ont tendance à adopter une attitude plus guerrière que les militaires en zone Chiite ou mixte. En second lieu, le rôle joué par les expériences combattantes antérieures (la participation aux opérations en Bosnie, au Kosovo et en Haïti) est primordial. Enfin, l'attitude des officiers supérieurs ou généraux – soit à l'origine de procédures tactiques, soit incitant leurs subordonnés à l'innovation – est cruciale pour expliquer le processus de transformation des unités américaines.

Dès la chute du régime, les unités de la 1^{ère} division de Marines s'organisent pour les missions de soutien humanitaire qu'elles perçoivent comme centrales dans la phase IV. Ainsi, un régiment d'artillerie se transforme en *Civil Military Operations Center* au cœur de

²¹² Frank G. Hoffman, *Changing Tires on the Fly : The Marines and Postconflict Stability ops*, Philadelphie: Foreign Policy Research Institute, septembre 2006. John Nagl, *Learning to Eat Soup*, op. cit., p. xii et p.xv.

²¹³ Cela donne lieu par exemple à une controverse entre les Marines et les éléments de la 4^{ème} division d'infanterie du général Odierno lorsque celle-ci relève les premiers à Tikrit à l'été 2003. Voir notamment Lieutenant-colonel Gian P. Gentile, « The Risks of Velvet Gloves », *The Washington Post*, 19 janvier 2004.

Bagdad²¹⁴. De la même manière, les compagnies blindées du 1/34^{ème} *Armored* descendent de leurs véhicules en arrivant sur leur zone d'opérations en Anbar (septembre 2003)²¹⁵. D'autre part, la plupart des unités s'installent dans les villes et adoptent des procédures de patrouille (ou « missions de présence » selon la terminologie héritée des opérations des années 1990)²¹⁶. Ainsi, il s'agit de pallier le manque d'effectif par une dispersion des unités qui permet d'occuper davantage de terrain et de se rendre visible (à défaut de pouvoir exercer un contrôle effectif). Cette posture tactique est rapidement reprise à l'échelon du théâtre par le général Ricardo Sanchez, commandant la JTF-7, lors d'un briefing en mai 2003²¹⁷.

Le manque de ressources allouées à la préparation d'un plan pour l'après-Saddam Hussein a eu des conséquences inattendues. Elle a forcé les unités aux échelons tactiques à prendre en compte l'administration de leur zone. De fait donc, les commandants de division mais plus singulièrement ceux de brigade (pour l'*Army*) et de bataillon (pour les Marines dans le sud chiite) se sont vus confier non seulement les questions de sécurité (police mais aussi interposition entre les factions) mais aussi les tâches liées à l'aide humanitaire (prévues dans le plan) et celles consistant à recréer au plus vite une administration fiable (élections de conseils municipaux et désignations de responsables communautaires). Leur tâche a été bientôt compliquée par l'essor de la guérilla en zone sunnite, mais aussi les obstacles dressés par l'autorité civile de la CPA²¹⁸, et surtout par l'accroissement cumulatif des missions de reconstruction confiées par l'autorité militaire. Sans mise en condition préalable à leur projection dans ces domaines DIME (Diplomatie, Information, action Militaire et Economie)²¹⁹ et manquant de moyens organiques et d'effectifs pour mener à bien ces tâches concurremment aux actions de contrôle de zone (garde des points sensibles, points de

²¹⁴ Un Lieutenant-colonel des Marines, cité par Frank Hoffman, *Changing the Tires, op. cit.*, page 1. Les CMOC sont une procédure mise en œuvre par les Marines dès la Somalie : Arthur P. Brill, « The Three Blocks War », *SeaPower*, vol.42 n°11, novembre 1999, p. 44-46.

²¹⁵ Entretien avec John Nagl, Newport, 15 septembre 2009. Lire aussi Peter Maas, « Professor Nagl's War », *The New York Times*, 11 janvier 2004.

²¹⁶ Ce point est souligné par Thomas E. Ricks, *Fiasco, op. cit.*, p.192; Thomas E. Ricks, « A Tale of Two Baghdads », *The Washington Post*, 2 juin 2003. C'est le cas également pour les unités déployées à Falloujah, Bing West, *No True Glory : A Frontline Account of the Battle for Fallujah*, New-York: Bantam Books, 2005, pp.12-15.

²¹⁷ Thomas E. Ricks, *Fiasco, op.cit.*, p.192.

²¹⁸ Ainsi, plusieurs officiers tentent d'organiser des élections au niveau local pour construire une relation de confiance et légitimer leurs interlocuteurs. Mais Paul Bremer leur enjoint de mettre fin à ces expériences alors que Sanchez et le CJTF-7 avait donné leur accord. Voir Francis « Bing » West, *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, New York : Random House, septembre 2008, p.13-15.

²¹⁹ Le plan de campagne provisoire de la *Combined Joint Task Force-7* dirigeant l'ensemble des militaires américains et de la Coalition prévoit bien en effet cinq lignes d'opérations parallèles (Information, gouvernance, sécurité, économie, services publics) mais les dissensions entre la CJTF-7 et la CPA minent sa réalisation. Donald P. Wight and Colonel Timothy O. Reese, *On Point II, op.cit.* p.119.

contrôle, etc.), les officiers ont dû faire preuve d'adaptation durant l'été 2003. Outre les CMOC, certaines unités ont dû se restructurer par la création de structures *ad hoc* coordonnant l'action civilo-militaire, l'action psychologique, les problèmes de gouvernance et les tâches humanitaires²²⁰. Très vite d'ailleurs, et contrairement à une opinion souvent répandue²²¹, les unités américaines ont restreint leurs opérations de force au profit des autres domaines²²². A partir de l'été 2003, la décision d'utiliser les fonds confisqués aux dignitaires du régime dans le cadre du programme CERP²²³ a permis de régler la question des moyens. Mais le déclenchement des attentats visant les infrastructures et les contractants civils recrutés par les Américains a freiné ces efforts tandis que le découplage des chaînes de commandement, l'épuisement des fonds confisqués, les lenteurs du système américain d'attribution des marchés publics et surtout la fin de l'année fiscale ont conduit à réduire l'efficacité du CERP au moment crucial de l'hiver 2003-2004²²⁴.

En second lieu, dans le cadre de la lutte contre la guérilla, certaines unités américaines ont adopté des procédures de type policier (quadrillage, collecte du renseignement, arrestation, etc.). Du fait de leur présence au cœur des quartiers, les officiers américains mettent en place des systèmes de recensement les plus systématiques qu'il est possible en utilisant les patrouilles, à travers des sondages ou bien à l'occasion de réunions avec des représentants des communautés locales. Ces recensements concernent aussi bien les individus, les lieux clés des zones d'opérations que les véhicules entrant et sortant d'un quartier. A l'aide de ce système, des bases de données utilisant des logiciels professionnels dédiés aux polices américaines sont établies²²⁵. La cartographie des quartiers et des réseaux sociaux ou politiques sert de base aux arrestations. Celles-ci sont menées de nuit sous la forme de raids

²²⁰ Peter Mansoor disjoint ainsi les opérations « non-cinétiques » de la cellule de ciblage des Cibles de Haute Valeur (HTV) afin de consacrer plus de temps et de ressources à ces tâches. Peter Mansoor, *Baghdad at Sunrise: a Brigade Commander's War in Iraq*, New Haven: Yale University Press, 2008, p.53.

²²¹ Notamment par Thomas Ricks dans *Fiasco. The American Military Adventure in Iraq*, *op. cit.*

²²² Cette répartition est toutefois inversée dans la zone de Baquba dépendant d'une brigade de la 4^{ème} division d'infanterie.

²²³ Le *Commander Emergency Response Program* est mis en place par un ordre en cours d'action de la CPA de mai 2003 et confirmé par deux autres ordres en cours d'action de la CPA et de la CJTF-7 (juin 2003). Lieutenant-colonel Mark S. Martins, « The Commander's Emergency Response Program », *Joint Force Quarterly*, n°37, automne 2008, pp. 46-52.

²²⁴ A compter de septembre, l'épuisement des fonds conduit en effet le Président Bush à demander 87 milliards de financement d'urgence au Congrès, argent soumis à la législation américaine.

²²⁵ C'est le cas par exemple des bataillons de Marines déployées à Al Qaim (frontière syrienne) à la fin de l'automne 2005. Sous l'influence d'un formateur issu de la police de Los Angeles et spécialiste de contre-terrorisme, le 1^{er} bataillon du 7^{ème} régiment (1/7) adopte le logiciel COPLINK et se dote d'une suite logicielle développée par Lockheed Martin grâce à un financement obtenu par ce formateur auprès du Pentagone. Matt Hilburn, « Policing the Insurgents », *Seapower Magazine*, Mars 2006, accessible à l'adresse : http://www.navyleague.org/sea_power/mar06-44.php (accédé le 10 octobre 2008).

conjointement avec les forces spéciales si celles-ci sont disponibles²²⁶. Les moyens organiques de collecte, d'analyse et de dissémination du renseignement étant concentrés au niveau du bataillon ou de la brigade, les compagnies sont forcées de créer de telles structures *ad hoc*.

Enfin, il faut s'adapter à la nécessité d'encadrer et de former les forces de sécurité irakiennes. Initialement en effet, cet effort doit être coordonné par l'Autorité Provisoire de la Coalition. Cependant, le manque de ressources à la disposition des deux structures créées par Paul Bremer (le *Coalition Military Assistance Training Team* et le *Coalition Police Assistance Training Team*) ainsi que le défaut de coordination avec les unités américaines en charge de la sécurité incite le général Sanchez à ordonner la formation d'un Corps de Défense Civile à la charge de ses subordonnés. En réalité, le commandant de la CJTF-7 avalise les initiatives prises par ces derniers de former des groupes paramilitaires afin de les assister dans leurs tâches de sécurité. Au départ, il s'agit de former un bataillon par commandement régional, puis un pour chacune des dix-huit provinces irakiennes, et enfin l'objectif est ajusté à 60 bataillons à la fin de l'année 2004. A cette date, le Corps de Défense Civile est renommé Garde Nationale Irakienne²²⁷. Initialement, les officiers américains choisissent la méthode classique de casernement des recrues et d'une formation initiale alignée sur le système des classes²²⁸. Néanmoins, un basculement rapide s'opère au sein des unités par l'intégration de certains de leurs membres au sein des forces irakiennes (les MiTT pour *Military Transition Teams*). Ce système de conseillers militaires (qui fonctionne dès 2004) permet ainsi d'encadrer les nouvelles unités irakiennes, tout en formant les officiers et sous-officiers. Il souffre cependant d'une pénurie de conseillers militaires expérimentés. En effet, les Forces Spéciales de l'Army (les « Bérets verts ») dont la mission est d'encadrer la formation militaire d'unités étrangères sont trop peu nombreuses pour la tâche confiée à la Coalition. En ce qui concerne le Corps des Marines, l'absence de spécialisation est compensée par la socialisation de tous les membres de l'institution à son histoire riche en expériences de formation d'armées étrangères (de la Gendarmerie Haïtienne aux Forces de Défense Sud-vietnamiennes). En dépit

²²⁶ E-mail de Peter Mansoor, commandant la 1^{ère} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie à Bagdad (été 2003-été 2004), 29 octobre 2009, voir aussi Peter Mansoor, *Baghdad at Sunrise*, *op. cit.*, particulièrement le chapitre 6. James A. Russell, « Innovation in War : Counterinsurgency Operations in Anbar and Ninewa Provinces Iraq, 2005-2007 », *Journal of Strategic Studies*, vol. 33, n°4, été 2010, pp.595-624; Dexter Filkins, *La guerre sans fin*, Paris: Albin Michel, 2008, Major Niel Smith, « Retaking Saa'd: Successful Counterinsurgency in Tal Afar », *Armor*, juillet-août 2007, pp.28-35.

²²⁷ Donald P. Wright et Timothy R. Reese, *On Point II*, *op. cit.* p.438.

²²⁸ E-mail d'un officier supérieur de la 1^{ère} Brigade de la 4^{ème} division d'infanterie déployée dans la zone de Tikrit entre l'automne 2003 et l'été 2004, 25 septembre 2009.

de cette richesse, la mission est considérée comme marginale, ce qui nécessite de faire appel à des réservistes. Outre leur inexpérience, la formation qu'ils reçoivent lors de leur mise en condition opérationnelle est totalement inadaptée puisqu'elle part du principe que les équipes de conseillers militaires opéreront à partir de grandes bases fortifiées (et non au cœur des zones peuplées) et avec la totale coopération des unités irakiennes qu'ils encadreront. Jusqu'à la prise en main de cette formation par John Nagl à Fort Ryley en 2006, les MiTT doivent donc improviser dans des conditions parfois spartiates²²⁹.

Ces innovations organiques à certaines unités se doublent de schémas tactiques qui forment l'essentiel de la matrice future des procédures américaines en Irak. On observe ainsi une accumulation progressive des « bonnes pratiques » à l'origine d'un processus de standardisation.

Dès 2003, des unités et leurs chefs mettent en œuvre des tactiques originales qui tentent de s'adapter au contexte local et à la forme particulière des missions qui leur échoient. C'est notamment le cas des unités de Marines déployées à compter de l'été dans les provinces méridionales chiites. La préparation de la 1^{ère} division de Marines à l'invasion n'a pas évacué la question des rapports avec la population²³⁰. Initialement déployée à Bagdad où elle s'adapte aux principes de la « *three blocks war* », la division est ensuite envoyée dans le Sud où sa tâche principale est de contrôler la zone et de reconstruire la gouvernance au niveau local. La première difficulté tient dans la superficie de la zone d'opérations ainsi que dans la présence au cœur de celle-ci de deux des villes saintes du Chiisme (Nadjaf et Karbala). La deuxième difficulté provient du manque d'argent (la CPA n'est pas encore totalement opérationnelle) : il faut donc improviser en créant des « gouvernements militaires » sous la direction des commandants de bataillons. Ainsi, 5 bataillons se répartissent la région et improvisent chacun de leur côté. La méthode retenue peut cependant être décrite comme une pacification centrifuge partant du rétablissement des infrastructures et des services dans les villes pour étendre ensuite la reconquête vers les campagnes. Les officiers apprennent à s'immerger dans

²²⁹ Comme l'illustre le témoignage du Major de réserve des Marines Owen West, fils de Bing West, *The Snake Eaters*, New-York : Free Press, 2012.

²³⁰ La preuve la plus évidente de cette préparation tient l'ordre du jour que le général Mattis donne à la Division lors de son entrée en Irak, en s'appuyant sur la devise de son unité : les Marines devaient montrer à la population irakienne que celle-ci n'avait pas de « meilleurs amis » (reconstruction, stabilité, démocratie, etc.) ni de « pires ennemis » (opérations de sécurité). Sur ce point de « *No Better Friend, No Worse Enemy* », lire Brigadier-Général John F. Kelly, « Tikrit, South to Babylon, part 1 », *Marine Corps Gazette*, volume 88, n°2, février 2004, p.18, F. J. « Bing » West, *No True Glory*, op. cit., p.50, John R. Ballard, *Fighting For Fallujah: a New Dawn for Iraq*, Westport: Praeger Security International, 2006, p.8; Mackubin Owens, « No Better Friend, ... No Worse Enemy », *National Review Online*, juillet 2003.

les affaires locales et y gagnent des capacités à retracer l'environnement opérationnel de leur zone d'opération. Ils peuvent alors peser sur les orientations des communautés en faveur d'une gouvernance plus démocratique²³¹. Le lieutenant-colonel Christopher Conlin, commandant le 1^{er} bataillon du 7^{ème} régiment de Marines (1/7) décrit ainsi sa mission et les conséquences à en tirer pour l'institution : « *les Marines doivent se préparer à influencer l'espace de bataille en servant comme administrateurs civils, portes parole des affaires publiques, forces de police et travailleurs humanitaires* »²³². Le rôle joué par le général Mattis est essentiel car il garantit que ses subordonnés saisissent son intention : ajoutant à la devise de la Division la nécessité de règles d'engagement strictes (« *First, Do No Harm* »), il instille auprès des commandants de bataillon son approche en « gant de velours »²³³. Enfin, face à la montée des attaques aux IED contre les convois, l'approche promue refuse toute utilisation systématique de la puissance de feu : deux actions sont alors entreprises pour mettre fin aux embuscades. Des mesures sont prises pour détruire, voire attirer, les bandes rebelles responsables, tandis que la population locale est approchée dans l'objectif de renseignements. Alors que « *nombreux sont ceux à l'extérieur de la MEF [Marine Expeditionary Force] qui (les) encouragent à user de méthodes plus « cinétiques » et à utiliser les AC-130, le soutien aérien rapproché et l'artillerie contre les sites suspects* », les Marines proposent au contraire de mettre en œuvre des Action Civilo-Militaires afin de prévenir la population civile des dangers de la pollution du champs de bataille par les explosifs non éclatés²³⁴. La procédure engage un bataillon de *Civil Affairs* de l'Army pour l'information des civils et une équipe de destructeurs d'explosifs des Marines encourageant les habitants à faire appel à eux en cas de besoin. L'accent mis sur le renseignement paye : face aux réactions des insurgés (attaque de mortiers), les Marines se refusent à répondre. Leur patience les mène à repousser une offensive le 14 juillet²³⁵.

Parallèlement, le général David Petraeus mène sa propre expérience dans la région de Mossoul entre avril et décembre 2003. L'arrivée de la 101ème Division Aéromobile à

²³¹ Brigadier-général John F. Kelly, « Tikrit, South To Babylon, part 2 », *Marine Corps Gazette*, volume 88, n°3, mars 2004, Pp. 37-41.

²³² Christopher Conlin, « What Do You Do For An Encore », *Marine Corps Gazette*, volume 88, n°9, septembre 2004, p.76.

²³³ Christopher Conlin explique ainsi que, selon lui, « *nous étions là pour travailler avec la Cité afin de lui fournir stabilité et sécurité, non pour l'intimider et la détruire* », « What Do you Do for an Encore », *art. cit.*, p.75.

²³⁴ Brigadier John F. Kelly, « Tikrit, South To Babylon, part 3 », *Marine Corps Gazette*, volume 88, n°4, avril 2004, p.45.

²³⁵ *Ibid.*, p.46.

Mossoul (Kurdistan) s'opère dans un environnement chaotique. La troisième ville du pays (1,7 millions d'habitants) est divisée par les luttes ethniques entre le pouvoir sunnite qui vient de s'effondrer et les revendications kurdes. Lorsque l'unité pénètre dans la ville le 19 avril, plusieurs émeutes et scènes de pillage ont fait des victimes, parfois de la main des Américains eux-mêmes. La réaction de David Petraeus s'organise autour de 3 axes²³⁶:

- Le premier est le rétablissement de la sécurité. Pour cela, les unités manœuvrent à pied, des règles d'engagement (tir de précision et restriction dans l'emploi de la force) et de comportement (humilité, convenances culturelles) sont promues auprès des parachutistes, enfin le renseignement humain est systématiquement recherché en favorisant le rapprochement avec la population civile. Une fois l'ordre rétabli, des patrouilles à pied, destinées à saturer l'espace de bataille et à poursuivre ce mouvement d'intégration des Américains au sein de la population, sont menées. Tandis que la formation de 20 000 militaires au sein de l'ICDC doit permettre de pallier le faible effectif de troupes couvrant la zone.
- Parallèlement, il est vital de restaurer l'autorité politique. S'appuyant sur son expérience opérationnelle en Bosnie et en Haïti, le général Petraeus convoque une convention de 217 délégués de toutes les tribus et parvient ainsi à constituer un conseil municipal de 23 membres. Dans le même temps, des opérations de communication et d'action psychologiques sont lancées, utilisant la création de radios et de chaînes de télévision visant à défendre et expliciter l'action américaine²³⁷.
- Le troisième axe est de loin le plus important. Réussissant à s'opposer à la culture organisationnelle de ses subordonnés, David Petraeus lance sa division dans une vaste politique d'implication dont l'objectif est la reconstruction du tissu socio-économique de la ville. Non seulement s'agit-il de réparer et reconstruire, mais également de fournir des emplois et des loisirs à la nombreuse jeunesse de la province. Faisant preuve d'ingéniosité, Petraeus augmente la taille de son élément d'action civilo-militaire par un bataillon d'hélicoptères de combat à qui se trouve confiée la gestion de l'université de la ville de Mossoul. Les unités de combat sont réorganisées de manière à accomplir des tâches civiles (BTP, approvisionnement, agriculture, etc.). Face aux

²³⁶ La réflexion qui suit provient des idées développées par Lieutenant-colonel Goya dans « Démocratie 101 », *Les Cahiers du CESAT*, Paris : Collège de l'Enseignement Supérieur de l'Armée de Terre, n°6 octobre 2006, pp. 29-35. Voir aussi, Lieutenant-général David H. Petraeus, « Learning Counterinsurgency : Observations from Soldiering in Iraq », *Military Review*, janvier-février 2006, pp.2-12..

²³⁷ Comme la chaîne *Ninewa TV*. Major John Freeburg et Sgt 1Class Jess T. Todd, « The 101st Division in Iraq: Televising Freedom. », *Military Review*, novembre-décembre 2004, pp.39-41.

nécessités de la reconstruction, le général obtient du CPA le transfert des sommes confisquées aux leaders baasistes sous la forme du *Commander's Emergency Reconstruction Program* (CERP) pour un montant de 57 millions de dollars.

Dans l'année 2004, la *Task Force Baghdad* formée par les éléments de la 1^{ère} division de cavalerie du général Peter Chiarelli adopte également une approche tactique globale. Il s'agit pour elle de lutter contre les milices de l'Armée du Mahdi (*Jaysh As-Mahdi* ou JAM) qui se sont implantées au cœur du quartier populaire de Sadr City, peuplé majoritairement de Chiïtes. Chiarelli fonde son action sur trois points principaux²³⁸:

- Un plan intégrant toutes les composantes de l'action de contre-insurrection, tant économiques, que politiques ou militaires. Le principe en repose sur une vision simultanée en six «lignes d'opérations» (LOO) visant à la fois à réduire le soutien aux insurgés et à accroître le parti du gouvernement en faisant levier sur les «attentistes» (*fence-sitters*). Cette approche systématique vise, selon le commandant de la Division, à éviter que «les résultats d'une approche séquentielle permettent aux chefs rebelles de gagner un avantage compétitif», il s'agit alors d'insister sur la «solidification du soutien psychologique et structurel de la population» par les opérations de communication (IO)²³⁹.
- Le retour à l'emploi par des grands travaux d'infrastructure, notamment dans le quartier de Sadr City. Ici, non seulement l'argent est un levier d'action pour augmenter le soutien au Gouvernement Intérimaire Irakien prenant ses fonctions en juin, mais encore il sert à contrer la stratégie des mahdistes, laquelle consiste à entraver la fourniture des services essentiels au sein du quartier chi'ite²⁴⁰. Par ailleurs, le processus du «*First Mile*» consiste à s'assurer de la restauration du tissu socio-économique en cercles concentriques partant des maisons individuelles jusqu'à la fourniture à toute la ville. Permettant de constater des progrès visibles, cette stratégie conduit à une approche pragmatique et orientée par le contexte culturel. Les notions de « conscience opérationnelle » ou « d'intelligence situationnelle » sont les clés d'une dynamique d'implication des soldats dans le processus contre-insurrectionnel²⁴¹.
- Enfin, la division est chargée de la formation d'une force de sécurité irakienne de l'équivalent de deux brigades de la nouvelle armée, soit 13 000 militaires. Le système

²³⁸ Major-général Peter W. Chiarelli et Major Patrick R. Michaelis, « Winning the Peace : the Requirement for Full-Spectrum Operations », *Military Review*, juillet-août 2005, pp.4-17

²³⁹ *Ibid.*, p.4.

²⁴⁰ *Ibid.*, p.9.

²⁴¹ *Ibid.*, pp.10 et sq.

des conseillers militaires est amélioré afin « d'intégrer » les conseillers militaires jusqu'au niveau section²⁴². Au terme des 500 000 heures passées à cette tâche, 3000 missions auraient été mises en œuvre par les Irakiens eux-mêmes et le nombre de conseillers au sein des MiTT est estimé à 70 par bataillon. Par ailleurs, loin d'être entraînées à des opérations de haute intensité, les unités irakiennes sont formées à faire de la contre-insurrection en temps continu²⁴³.

Sur le plan des capacités organiques, la division s'appuie sur le système *Command Post of the Future* (C-POF) qui lui permet de cartographier précisément l'espace de bataille urbain en y entrant tous les « évènements » (attaques, pénurie d'infrastructures, données socio-économiques)²⁴⁴. Initialement pensé pour les combats conventionnels comme un système informatique de numérisation du champ de bataille, le C-POF illustre les capacités d'improvisation et d'adaptation des unités au contexte particulier de leurs missions en Irak.

Une troisième expérience menée durant le printemps et l'été 2005 fonde les procédures tactiques ultérieures utilisées en Irak. Durant cette période, le 2^{ème} escadron du 3^{ème} régiment de cavalerie (2/3 ACR) doit sécuriser la cité de Tal Afar, située aux confins de la Syrie et de la région autonome du Kurdistan²⁴⁵. L'unité commandée par le lieutenant-colonel Chris Hickey sous les ordres du colonel McMaster met en œuvre un plan d'opération qui en montre les capacités d'innovation et d'adaptation. Deux points sont à souligner ici. En premier lieu, les Américains comprennent la nécessité d'appréhender correctement et précisément le « terrain humain »²⁴⁶. En plus des outils de collecte et d'analyse du renseignement, l'accent est placé sur les contacts directs avec les communautés et les leaders locaux afin de saisir les motivations des insurgés, de leurs soutiens et de leurs sympathisants. Ces contacts se font lors des patrouilles ou des opérations de ratissage organisées dans les quartiers de la ville qui servent de sanctuaires aux groupes insurgés. En outre, le 2/3 ACR utilise ces actions pour avoir une idée plus précise des modes d'actions et intentions de ces

²⁴² *Ibid.*, pp.8 et sq.

²⁴³ *Ibid.*, p.7.

²⁴⁴ Caroline Croser, « Networking Security in the Space of the City : Event-ful Battlespace and the Contingency of the Encounter », *Theory and Event*, vol. 10, n°2, 2007.

²⁴⁵ L'action du 2/3 ACR est racontée par Ricardo A. Herrera, « Brave Rifles at Tal Afar : September 2005 », in William G. Robertson (dir.), *In Contact: Case Studies from the Long War*, Volume I, Fort Leavenworth: Combat Studies Institute Press, 2006, et analysée par George Packer, « The Lesson of Tal Afar », *The New Yorker*, 10 avril 2006, E-mail du Lieutenant-colonel Chris Hickey, 3 septembre 2009.

²⁴⁶ C'est le cas des « tournées » organisées par le capitaine Travis Patriquin. Lire par exemple, Travis Patriquin, « Using Occam's Razor to Connect the Dots : The Baath Party and the Insurgency in Tal Afar », *Military Review*, janvier-février 2007, pp.16-26.

derniers, ainsi que de leurs divergences politiques. Enfin, développant une connaissance plus précise du « terrain humain », l'unité peut s'en servir afin de configurer ses opérations de communication en fonction de l'audience, du contenu du message et des opportunités. Cette posture permet rapidement aux compagnies déployées dans la ville ou agissant à partir de la base avancée (FOB) Sykes d'apprendre à mieux partager l'information et à agir en liaison avec les autres éléments de l'unité, ainsi qu'avec les forces irakiennes. Par conséquent, non seulement le 2/3 ACR peut désormais organiser des opérations à l'échelle de l'unité entière, mais encore il lui devient possible de décentraliser les actions et donc de se disperser plus largement dans toute la ville. Cette meilleure coordination est ainsi le sous-produit d'un ensemble de procédures tactiques associé à une présence durable et persistante visant initialement à développer une meilleure connaissance de la zone d'opérations.

En second lieu, les officiers américains mettent en œuvre un plan séquentiel qui s'attache à tirer les leçons de la reconquête de Falloudjah (novembre 2004) sans en réitérer les erreurs²⁴⁷. Ainsi, tout comme dans la cité anbarite, les unités américaines en entreprennent le siège et incitent la population civile à quitter les lieux. De la même manière, la ville est conquise bloc par bloc. Néanmoins, contrairement à l'opération *Phantom Fury/Al Fajr*, l'opération *Restoring Rights* (qui débute le 2 septembre 2005) a capitalisé sur les mois d'opérations de reconnaissance, de raids et de contacts entrepris par le 2/3 ACR depuis son arrivée. Ainsi, non seulement les organisations insurgées ont été affaiblies et divisées, mais des liens politiques locaux ont été noués. De même, la reconquête de la ville n'est que la première étape d'un vaste plan visant à l'occuper avec des effectifs suffisant pour saturer la zone. Des avant-postes sont établis dans toute la ville ainsi que des points de contrôle. Ces positions sont occupées par les Américains, mais aussi les forces de police et l'armée irakienne. Un centre d'opération combiné – comprenant l'état-major du 2/3, les services administratifs de la municipalité, la police, l'armée et les pompiers irakiens – est installé dans le fort ottoman qui domine la ville. Le fort devient ainsi le point où transitent les renseignements et où s'élaborent les actions militaires et civilo-militaires. Cette phase consiste essentiellement à accélérer le recrutement des forces de sécurité irakiennes (notamment la police locale), à distribuer l'aide humanitaire, à reconstituer les réseaux et infrastructures essentielles ainsi qu'à compenser les destructions et pertes subies par les individus. Enfin, dans une troisième phase, l'unité peut se retirer et se faire relever par des

²⁴⁷ Diaporama présenté par le Dr Kalev Sepp, alors assistant spécial du général Georges Casey, Commandant la Coalition en Irak, à la Dwight David Eisenhower *National Security Conference* le 10 octobre 2006 (n'est plus accessible en ligne).

unités américaines plus modestes tandis que croissent les forces de sécurité locales. Ce schéma tactique consistant à « modeler-nettoyer-tenir-construire » s'impose bientôt comme la référence dans la sécurisation des villes irakiennes²⁴⁸.

Le bilan de ces expériences montre que l'adaptation, bien qu'éclatée, a été possible et même rapide. Deux types d'adaptations sont ainsi observables. En premier lieu, l'ajout de capacités organiques en matière de renseignement, de procédures policières et de formation des forces de sécurité locales. En second lieu, les standards tactiques qui en ont découlés, notamment concernant la dispersion des unités à des échelons de plus en plus petits, constituant un maillage plus étroit des zones d'opérations. En effet, la modification organique a permis de mener des opérations de grande ampleur et d'autoriser une plus grande décentralisation tactique. Il s'agit d'une évolution, plus que d'une révolution, qui a fonctionné de manière cumulative au fur et à mesure que les unités comprenaient davantage le contexte opérationnel et capitalisaient sur les expériences précédentes.

Ce processus a été rendu possible par plusieurs facteurs : le partage d'expérience, la pression du contexte et l'absence de contraintes externes. Sur ce dernier point, il faut souligner en effet que les militaires ont été non seulement laissés libres de prendre les mesures adéquates mais ont même dû dans une large mesure prendre en compte la formulation stratégique²⁴⁹. En l'absence de doctrine, de freins organisationnels et de buts politiques précis, les officiers américains ont pu envisager un éventail d'options plus important. Ce qui ne signifie pas qu'ils ont opéré dans un vide cognitif.

Réseaux horizontaux et verticaux : le retour d'expérience

La clé de l'adaptation et de l'innovation se trouve en effet dans le partage des expériences, à travers leur transmission via des réseaux horizontaux et verticaux. Le savoir est

²⁴⁸ L'expérience de Tal Afar est mise en avant par Condoleeza Rice et Philip Zelikow, mais sans tenir compte du fait que, au départ de McMaster, la situation sécuritaire se dégrade à nouveau. Peter Baker, « An Iraq Success Story's Sad New Chapter », *The Washington Post*, 21 mars 2006.

²⁴⁹ E-mail du lieutenant-colonel des Marines Julian Dale Alford, commandant le 3^{ème} bataillon du 6^{ème} régiment de Marines lors de l'opération *Steel Curtain* à Al Qaim (frontière syrienne) à l'automne 2005, 18 octobre 2009. On note les mêmes remarques de la part de Chris Hickey à Tal Afar : e-mail du Lieutenant-colonel Chris Hickey, 3 septembre 2009.

en effet nécessaire à tout processus d'adaptation, c'est-à-dire de volonté d'ajuster les comportements au contexte opérationnel. Ce savoir ne concerne pas seulement les procédures tactiques, mais avant tout le théâtre d'opérations dans l'ensemble de ses dimensions. Comme en témoigne John Nagl au sujet de son déploiement en septembre 2003 : « *Nous avons lu un article de journal parlant d'une attaque à Khadiliyah, la ville principale de notre zone d'opérations, dans le Early Bird. Cet article a été le renseignement le plus important concernant la menace et l'environnement que j'aie reçu avant le déploiement*²⁵⁰. » L'enjeu est donc aussi bien de trouver des sources que de mettre au point des outils permettant l'échange, la socialisation et l'intériorisation des connaissances.

En l'absence de renseignement fiable et continu au début du déploiement, les unités et leurs chefs doivent se reposer sur d'autres sources. Outre la lecture d'ouvrages dans le cadre d'une mise en condition opérationnelle, il faut noter l'accent mis sur les expériences étrangères. L'enjeu ne concerne pas tant l'environnement opérationnel que les tactiques et procédures à adopter. La mise en place de listes de lectures obligatoires par les commandants des unités déployées est un élément essentiel : on y retrouve essentiellement les ouvrages « classiques » sur la contre-insurrection ou la guerre de guérilla, ainsi que des études plus récentes telle que celle de John Nagl²⁵¹. Le recours à des conseillers non-américains est également fréquent dans les débuts de l'occupation, notamment pour ce qui concerne les Britanniques qui se targuent de leur expérience en Irlande du Nord pour faire prévaloir leur expertise et qui se trouvent présents aux côtés des forces américaines. On note ainsi que des groupes de conseillers ou des membres du *Special Air Service* circulent à la demande de certains commandants de brigade au sein des unités. D'autres agissent dans le cadre de la coopération interalliée au sein d'*Operational Training and Advisory Teams* (OPTAG) créées

²⁵⁰ Christopher Ives, « Interview with Lieutenant-colonel John Nagl », Operational Leadership Experience Project, Fort Leavenworth: Kansas, 9 janvier 2007, p.4.

²⁵¹ Georges Packer, « Letters from Iraq. The lesson of Tal Afar », *The New Yorker*, 10 avril 2006. L'auteur illustre le cas du colonel McMaster qui recommande notamment les *7 piliers de la Sagesse* de T.E. Lawrence. Une cartographie plus précise de ces lectures peut être déduite de la lecture de Elaine Grossman, « To Understand Insurgency in Iraq, Read something Old, something New », *Inside the Pentagon*, 2 décembre 2004. La journaliste montre qu'outre Lawrence et Nagl, on trouve dans les listes de lecture des ouvrages de Bernard Lewis, les lettres de Gertrude Bell (cas du général Mattis de la 1^{ère} division de Marines) ou un ouvrage plus récent du Colonel des Marines en retraite Thomas X. Hammes, *The Sling and the Stone*. Enfin, les classiques sur la contre-insurrection (Galula), sur la guerre d'Algérie (Alistair Horne) ou sur la guerre révolutionnaire (John McCuen) complètent la plupart des listes. Il faut noter également les ouvrages de deux analystes réputés proche de la pensée néoconservatrice que sont Max Boot et Ralph Peters.

par le Ministère de la Défense pour pérenniser les enseignements tirés des opérations en Ulster²⁵².

La sophistication croissante de la mise en condition opérationnelle permet de répondre au problème crucial de l'adaptation à l'environnement. Il s'agit au départ d'initiatives provenant des officiers supérieurs et généraux américains dont les unités vont être déployées en Irak. En effet, antérieurement à l'invasion, les grands centres d'entraînement (le *National Training Center* de Fort Irwin et le *Joint Readiness Training Center* de Fort Polk) sont formatés pour le combat interarmes conventionnel. La première de ces initiatives – qui est ensuite adoptée par d'autres (c'est le cas du colonel McMaster l'année suivante) avant d'être institutionnalisée au sein des centres nationaux – revient au général des Marines James Mattis²⁵³. S'appuyant sur les moyens du Marine Corps' Warfighting Laboratory (MCWL), le commandant de la 1^{ère} division de Marines réquisitionne une base désaffectée de l'Air Force près du camp d'entraînement de Twenty-Nine Palms en Californie. Le cahier des charges qu'il fixe à la cellule du projet *Metropolis* (ProMet) – créée au début des années 2000 pour développer les *Basic Urban Skills Training* (BUST) – est précis : reconstitution d'un environnement physique et socioculturel du Moyen-Orient, jeu de rôle avec des locuteurs arabes, scénarios élaborés en flux continu avec le théâtre. Ce « village Matilda », outre le *drill* sur les règles d'engagement, permet aussi d'affiner deux autres points de la mise en condition opérationnelle de l'unité : la nécessité de cartographier le « terrain humain », celle d'alléger les unités d'artillerie pour accroître les effectifs disponibles dans les missions de sauvegarde²⁵⁴.

Certains officiers prennent également conscience qu'il faut former et entraîner les états-majors. C'est le cas notamment du général Peter Chiarelli, déployé à la tête de la 1^{ère} division de cavalerie à Bagdad à partir de l'été 2004. Prenant acte des retours d'expérience de l'année précédente (et notamment la nécessité dans laquelle se sont retrouvés certains

²⁵² Le colonel Peter Mansoor note ainsi qu'une telle anime des séminaires au profit de sa brigade en juillet 2003. Peter Mansoor, *Baghdad at Sunrise*, *op.cit.*, p.34. Ces enseignements reposent essentiellement sur le cadre tactique défini en Irlande du Nord et qui distingue les *framework operations* (opérations de présence et de contrôle de zone) des *surge* (ou *covert*) *operations* (raids, arrestations, checkpoints inopinés, etc.). Sur ce point, lire Richard Iron, *Britain's Longest War. Northern Ireland*, in Carter Malkasian et Daniel Marston (dirs.), *Counterinsurgency in Modern Warfare*, Oxford: Osprey Publishing, 2008, pp.167-184.

²⁵³ A noter que l'unité de Mattis a participé à l'invasion puis à la sécurisation de Bagdad et du Sud Chiite jusqu'à la fin de l'été 2003, et qu'il s'agit alors de la préparer à son retour dans la province la plus agitée (Anbar) en mars 2004. Ses procédures sont intégrées au NTC en 2006 : Brigadier-général Robert W. Cone, « The Changing National Training Center », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°3, mai-juin 2006, pp. 70-79.

²⁵⁴ Major Daniel D. Schmitt, « Waltzing Matilda », *Marine Corps Gazette*, vol. 89 n°1, janvier 2005, pp. 20-25 ; Colonel Thomas Conally, Lieutenant-colonel Lance McDaniel, « Leaving the Tubes at Home », *Marine Corps Gazette*, vol. 89 n°10, octobre 2005, pp. 31-34.

commandants de bataillon et de brigade d'administrer totalement leur zone de responsabilité), Peter Chiarelli assigne ses commandants de brigade, de bataillon et leurs états-majors à des stages auprès de la municipalité de la ville d'Austin. L'objectif est de sensibiliser les cadres aux contraintes de la gestion communale, dans tous ses aspects (police, infrastructures, services publics, etc.). Cette préparation s'inscrit également dans sa réflexion sur le lien entre sécurité et développement : le général Chiarelli se classe volontiers dans les « herbivores » qui considèrent que la sécurité ne pourra s'améliorer qu'à travers des actions de développement²⁵⁵. Il faut ajouter que le commandant de la division considère que son objectif est de rallier les « attentistes » dans un jeu à somme nulle avec les insurgés de l'Armée du Mahdi (lesquels opèrent comme bras armé du mouvement politique et social de Moqtada As-Sadr). Enfin, sensibiliser les officiers aux tâches civiles est cohérent dès lors que son plan d'opération est construit selon une approche multidimensionnelle et simultanée des « lignes d'opérations ».

Le partage d'expériences est une étape cruciale pour acculturer les unités successivement déployées en Irak à leur environnement et aux procédures tactiques à adopter. Depuis les années 1980, l'Army (et dans une moindre mesure les Marines) s'est dotée d'un outil de centralisation des retours d'expérience. Le CALL (*Center for Army Lessons Learned*) a pour mission initiale de collecter et de diffuser ces derniers, notamment auprès du NTC²⁵⁶. Néanmoins, aucun caractère d'obligation n'est requis pour les unités de diffuser leurs retours d'expérience auprès du CALL. D'autre part, celui-ci fonctionne davantage comme un dépôt d'archives que comme un organisme de diffusion des pratiques et procédures apprises par les unités sur le terrain²⁵⁷. De ce fait, les unités comptent davantage sur les réseaux tactiques horizontaux.

Ainsi, le développement des réseaux Internet sécurisés permet les échanges de renseignements, ainsi que le partage des *lessons learned*. Le protocole SIPRnet héberge ainsi des blogs et des forums sécurisés²⁵⁸. Créé en 2004 par le major Patrick Michaelis, de l'état-major de la 1^{ère} division de Cavalerie, CAVNET se fixe la mission de préparer les hommes «

²⁵⁵ Raffi Katchadourian, « The kill Company », *The New Yorker*, 6-13 juillet 2009, p.44.

²⁵⁶ Dennis J. Vetock, *Lessons learned: a history of US army lesson learning*, Carlisle, PA: US Army Military History Institute, 1988.

²⁵⁷ Colonel Anthony C. Funkhouser, « Efficient or effective? An assessment of the army lessons learned program », US Army War College Strategy Research Project, Leavenworth: US Army War College, 30 mars 2007, pp. 2-4.

²⁵⁸ SIPRnet pour *Secure Internet Protocole Router*.

à la prochaine patrouille et non à la prochaine guerre » en « partageant la connaissance pour gagner le combat »²⁵⁹. Le site, présenté comme un forum à arborescence, est un complément aux sites des chefs de section et des commandants d'unité fondés en 2003 par des élèves de West Point afin de gérer les adaptations opérationnelles et raccourcir la boucle OODA (Observer, s'Orienter, Décider Agir)²⁶⁰. Bien que classifiées, certaines informations de ces sites sont parfois diffusées plus largement à travers la rubrique « *Companycommand* » de *Army Magazine*, édité par l'Association de l'US Army (AUSA). Outre les réseaux Internet, il faut noter les nombreux échanges d'e-mails entre les officiers lors de leur relève, qui montrent que se forme également une communauté fortement structurée (même si elle reste informelle car en dehors des schémas classiques du renseignement) autour de la transmission des connaissances et des savoirs pratiques²⁶¹.

Toutefois, la nomination d'officiers supérieurs ou généraux ayant commandé en Irak à des postes de responsabilité au sein de leur institution permet d'effectuer un saut qualitatif dans la gestion des retours d'expérience. Notamment, le passage de David Petraeus au CAC et de James Mattis au MCCDC inaugure un processus de création de nouvelles institutions dédiées spécifiquement à la collecte, à l'analyse et à la dissémination des « bonnes pratiques » dans le domaine de la guerre « irrégulière » et de la contre-insurrection. Au début de l'année 2006, les deux officiers généraux décident la création d'un *Counterinsurgency Center of Excellence* (COIN Center) sis dans les locaux du CAC à Fort Leavenworth. Sa mission est non seulement d'analyser les enseignements tirés du terrain mais également de les formaliser dans le cadre de séminaires qui s'adressent aux unités prêt à partir en Irak. Parallèlement, le général Mattis obtient l'ouverture du *Center for Irregular Warfare* en mai 2007, devenu *Small Wars Center for Irregular Warfare* en 2010²⁶². Etabli à Quantico, il est chargé d'identifier et de développer les capacités requises face aux menaces « irrégulières » au sein des unités du Corps des Marines. Toutefois, ces deux institutions gardent des moyens financiers et de

²⁵⁹ Dan Baum, « Battle Lessons », *The New Yorker*, 17 janvier 2005, entretien de Patrick Michaelis sur PBS Online, accessible à l'adresse : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/company/lessons/> (accédé le 7 janvier 2007).

²⁶⁰ Il s'agit des sites <companycommand.com> et <platoonleader.army.mil>.

²⁶¹ E-mails du capitaine B., déployé en Anbar en 2005, en date du 25 octobre 2010, et du major R., présent à Bagdad en 2006, en date du 15 décembre 2010.

²⁶² Le choix de la dénomination n'est évidemment pas neutre, d'autant que le Corps des Marines est partie prenante du COIN Center de l'Army. Le terme de « guerre irrégulière » renvoie à la demande formulée par les autorités civiles du Pentagone de développer un concept dans ce domaine en 2007, tandis que l'ajout des *small wars* est lié à la vision de son Histoire que véhicule l'institution comme « experte » dans ces conflits.

ressources humaines très limités²⁶³. D'autre part, leur statut reste mineur au sein des institutions : commandés par des colonels, ces centres ont moins de prestige que le CALL ou le MCWL²⁶⁴.

Face à la pression du général Peter Schoemaker – chef d'état-major de l'Army – demandant une organisation plus adaptable et capable d'innover, la réforme du CALL est envisagée. Dans un article paru au printemps 2006, le commandant du TRADOC (*Training and Doctrine Command*) appelle à mieux intégrer la collecte des retours d'expérience dans la préparation opérationnelle ainsi que dans l'élaboration doctrinale²⁶⁵. Sa réflexion s'inscrit donc aussi dans les idées alors dominantes au sein de la communauté de Défense. Cela explique que la réorganisation entreprise en octobre 2006 dépasse ses recommandations. Liant le retour d'expériences, la formation et la doctrine, le nouveau CALL reçoit la mission de « *générer en quasi temps réel des connaissances aux échelons tactiques, stratégiques et opératifs* »²⁶⁶. Plus spécifiquement, chaque unité est désormais tenue de fournir au CALL un rapport de situation après action (AAR), de même que toute TTP ou tout matériel utilisé de manière innovante durant la mission. De plus, le CALL est chargé de déterminer ce qui doit rester au niveau de l'institution ou ce qui doit donner lieu à un partage interarmées. Enfin, l'organisme utilise à la fois Internet (à travers une bibliothèque numérique) et des publications courtes destinées aux militaires. Parmi ces publications, on note aussi bien des manuels pratiques, des lettres d'information mensuelles que des ouvrages plus originaux tels que *Nightmare at Wazir Street*²⁶⁷. La réforme du CALL répond cependant davantage aux pressions politiques en faveur de la constitution d'organisations « fondées sur la connaissance » (*knowledge-based*) qu'elle ne correspond à un processus relevant des dynamiques du terrain irakien. Elle s'inscrit donc dans une logique institutionnelle visant à

²⁶³ A titre d'exemple, le budget du COIN center pour 2008 était de 1 million de dollars et il n'employait que 10 salariés à temps plein. Spencer Ackerman, « How much Counterinsurgency Training ? », *The Washington Independent*, 7 novembre 2008.

²⁶⁴ Lors d'une tournée en Europe en février 2008, le colonel Dan Roper – alors commandant du COIN Center – reconnaissait que très peu d'unités étaient passées entre ses mains. Une consultation régulière du site institutionnel montre d'ailleurs que sa fonction réelle est davantage de collecter des références que des retours d'expériences. Une autre activité fortement consommatrice en temps comme en ressources humaines est le processus continu de révision du FM 3-24.

²⁶⁵ General William S. Wallace, « 'Victory starts here!' Changing TRADOC to meet the needs of the army », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°3, mai-juin 2006, pp.59-69.

²⁶⁶ Department of the Army, *Army Regulation AR 11-33 Army Lessons Learned Program*, Washington: Government Printing Office, 17 octobre 2006, p.1.

²⁶⁷ *Nightmare at Wazir Street* est la *CALL Newsletter 08-39* publié en juin 2008. Il reprend la trame narrative de *The Defense of Duffer's Drift*, un ouvrage publié sous pseudonyme par un officier britannique lors de la guerre des Boers : l'auteur y expose, sous la forme de rêves et de cauchemars qui reprennent la même situation avec des approches et donc des résultats différents, les leçons qu'il a tiré de son expérience.

« transformer » les forces armées qui trouve un écho aussi bien au sein de l'establishment politico-militaire américain que parmi les réformateurs partisans de la « contre-insurrection ». Ainsi, la circulation des savoirs se fait plutôt du bas vers le haut plutôt que l'inverse, les unités déployées continuant à échanger selon des circuits horizontaux.

La socialisation des militaires sur le théâtre irakien : « l'orthopraxie »

Le théâtre irakien est donc le lieu de standardisation et de constitution des TTP en une « orthopraxie » dont l'avantage tient surtout dans l'unité d'effort qu'elle permet. En effet, l'action des militaires américains s'inscrit dans un espace hétérogène, tant sur le plan des dynamiques sécuritaires et politiques, que sur celui des conditions sociales et démographiques. Par ailleurs, les adaptations et innovations tactiques sont essentiellement locales et, en dépit des partages d'information, les actions produisent des effets limités dans le temps comme dans l'espace²⁶⁸. Enfin, la stratégie élaborée par les commandants successifs du théâtre (le général Ricardo Sanchez de juin 2003 à juillet 2004, puis le général Georges Casey de juillet 2004 à janvier 2007) fixe des objectifs très généraux qui, s'ils laissent une latitude importante aux subordonnés, ne permettent pas de s'assurer de leur efficacité tactique.

Dès l'automne 2004, le général Casey met en place un conseil stratégique informel qui rassemble officiers, analystes et chercheurs sous la direction du colonel William Hix. Ces « *Doctors without Orders* » ont pour mission de réfléchir aux tactiques et à une approche de contre-insurrection à l'échelle du théâtre²⁶⁹. En juin 2005, Kalev Sepp et le colonel Hix

²⁶⁸ Le cas de la ville de Haditha est exemplaire. Située dans la province d'Anbar, haut lieu de l'insurrection nationaliste et djihadiste, la ville est occupée par un bataillon de Marines en mars 2004. Ceux-ci mettent en place des actions combinées avec la police locale selon le modèle des *Combined Actions Platoons* (CAP) du Vietnam. Du fait de l'insurrection de Falloudja, l'unité doit quitter la ville jusqu'en mai. Durant son absence, intimidation et meurtres ont démantelé la police. L'arrivée d'un autre bataillon en août est marquée par un tournant : les insurgés s'attaquent désormais aux membres restant de la police locale. Lorsque ce bataillon quitte à nouveau la cité en octobre, les postes de police sont attaqués et leurs membres assassinés. En mars 2005, un autre bataillon investit la ville pour y mener une opération de ratissage que les insurgés esquivent avant de s'en prendre de nouveau aux policiers en les exécutant sur le stade de football. Le bataillon suivant s'installe pour sept mois, mais désormais la ville est entièrement soumise aux insurgés : il n'y a plus de police locale pour des actions combinées et la population ne fournit plus aucun renseignement, tandis que les IED saignent les Marines. C'est dans ce contexte qu'a lieu le « massacre de Haditha » par un groupe de combat du 3^{ème} bataillon du 1^{er} régiment de Marines le 19 novembre 2005. Francis J. « Bing » West, *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, New-York: Random House, 2008, pp.149-151.

²⁶⁹ E-mail du Dr. Kalev Sepp de la *Naval Postgraduate School*, 25 novembre 2009. Kalev Sepp est un ancien membre des forces spéciales dont le champ de recherche se concentre sur les campagnes de contre-insurrection.

reçoivent la mission d'évaluer les pratiques des unités jusqu'aux échelons les plus bas²⁷⁰. Il s'agit de faire le bilan des actions entreprises au niveau local, mais également de collecter les adaptations et innovations les plus pertinentes pour les disséminer à l'ensemble des unités. Enfin, l'équipe doit évaluer la capacité innovatrice des officiers. Selon Sepp, « *notre bilan était plutôt mitigé à ce moment là car il reflétait la diversité de compréhension des officiers quant à la guerre qu'ils menaient. Les lieutenants et les capitaines étaient clairement ceux qui s'en sortaient le mieux du fait de leur plus grande créativité et de leurs préjugés moindres sur la nature de cette guerre et la façon de la faire* »²⁷¹. En novembre 2005, Casey inaugure une « Ecole de contre-insurrection » (la *Counterinsurgency Academy*) située à Camp Taji au nord de Bagdad. Sa principale mission consiste à animer des sessions de cinq jours destinées à l'ensemble des officiers arrivant en Irak²⁷². Le commandant de la Force Multinationale tient à rencontrer chacun des groupes d'officiers afin d'insister sur l'importance de cette formation et de s'assurer d'une meilleure compréhension de ses intentions de commandement²⁷³. La mise en place de cette formation, nullement demandée par les échelons supérieurs, illustre l'écart entre les logiques institutionnelles et la logique stratégique dans laquelle s'inscrit Casey.

Le rôle du commandant du théâtre est donc essentiel dans la standardisation des tactiques aussi bien que dans la diffusion de ses intentions. Casey aussi bien que son successeur David Petraeus s'appuie sur des équipes de conseillers formant *think tanks* ainsi que sur des outils destinés à faire connaître l'esprit de leurs ordres à l'ensemble des 150 000 hommes de la Force Multinationale. Lors de sa prise de commandement en février 2007, le général Petraeus fait venir à ses côtés plusieurs experts civils ou militaires, tous titulaires de

Il a notamment effectué des recherches quantitatives sur 53 exemples historiques dont il a tiré douze enseignements majeurs. Kalev Sepp, « Best practices in Counterinsurgency », *art. cit.*

²⁷⁰ Parallèlement, le nouvel ambassadeur américain Zalmay Khalilzad – nommé en juin 2005 – rassemble un groupe d'officiers supérieurs pour évaluer la stratégie actuelle et en proposer une nouvelle. Cette *Red Team* préconise une approche en tâche d'huile et une implication directe des Américains, car elle craint l'impréparation et l'incompétence des forces de sécurité irakiennes. Son rapport de 74 pages est mis de côté : Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, « The Iraq Red Team », *Foreign Policy*, 24 septembre 2012. Selon ces auteurs, cela serait dû à l'opposition du général Casey. Si cela est plausible, c'est moins par aveuglement qu'en raison du contexte particulier : Casey a déjà commandité une révision des tactiques et sait qu'il ne dispose pas d'effectifs insuffisants pour mettre en œuvre les recommandations de ce rapport, bien peu révolutionnaire en réalité (puisque que la « contre-insurrection » est déjà mise en œuvre dans la stratégie de 2004). En outre, selon ses propres termes, Casey prend bien en compte certaines des prescriptions du rapport en les intégrant dans une revue de réalisation de la stratégie de 2005 et de préparation pour la stratégie commune (MNF-I-Ambassade) de 2006 : Georges W. Casey Jr., « About That Red Team Report », *Foreign Policy*, 27 septembre 2012.

²⁷¹ Entretien de Kalev Sepp sur PBS Frontline, accessible à l'adresse : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/endgame/interviews/sepp.html> (accédé le 2 novembre 2007).

²⁷² Thomas E. Ricks, « US Counterinsurgency Academy Giving the Officers a New Mind-Set », *The Washington Post*, 21 février 2006.

²⁷³ E-mail du Dr. Kalev Sepp, 25 novembre 2009.

doctorats et ayant une expérience de la contre-insurrection ou de la stabilisation. Ce « Baghdad Brain Trust » comprend notamment David Kilcullen, dont la mission est de se rendre auprès des unités afin de rationaliser les innovations et de faire remonter auprès de son chef les éléments qui permettront les ajustements stratégiques et tactiques²⁷⁴. On y trouve également le colonel Michael Meese – un historien et économiste – ainsi que deux autres officiers ayant une expérience irakienne, les colonels Peter Mansoor et Henry McMaster²⁷⁵. Ce groupe participe ainsi à l'élaboration du plan de campagne de juillet 2007 adopté par la Force Multinationale et l'Ambassadeur Ryan Crocker²⁷⁶. Il rédige également une directive tactique générale en prévision des opérations de l'été 2007 et qui liste une dizaine de conseils pratiques²⁷⁷.

Outre des visites personnelles dans les zones d'opération dès son arrivée, Petraeus décide aussi de communiquer ses intentions par le biais de circulaires destinés à tous les soldats de la Coalition²⁷⁸. Le commandant de la Coalition publie trois de ces « encycliques ». La première porte sur l'éthique et date du 10 mai 2007. Cette lettre prend acte d'un rapport du service de santé de l'Army (le *Mental Health Advisory Team IV*) en date de novembre 2006 dans lequel est soulignée la relative indifférence morale des combattants quant aux souffrances des Irakiens²⁷⁹. David Petraeus réaffirme l'importance de l'engagement éthique auprès des populations, tout en maintenant l'importance de l'esprit « guerrier » et combatif au sein des unités. Une seconde lettre, publiée dans le numéro de septembre-octobre 2008 de la *Military Review*, est diffusée en juin 2007 : il s'agit des prescriptions et conseils que le

²⁷⁴ David Kilcullen raconte son expérience dans *The Accidental Guerrilla*, *op. cit.* au chapitre 2. Voir aussi sa présentation à la Rand Corporation. Cf. note 53 du présent chapitre.

²⁷⁵ Entretien avec Ahmed Hashim, lui-même membre de ce groupe et enseignant alors la stratégie au *Naval War College*, 15 septembre 2009. Thomas E. Ricks, « Officers with PhDs Advising War Effort », *The Washington Post*, 5 février 2007. McMaster et Mansoor ont également participé au « Conseil des Colonels » mis en place par le général des Marines Peter Pace –Président du Comité des Chefs d'Etat-major- pour évaluer la stratégie en Irak durant l'automne 2006. Sur tous ces points, lire Thomas E. Ricks, *The Gamble*, *op. cit.*, ainsi que Bob Woodward, *The War Within. A Secret White House History (2006-2008)*, New-York: Simon & Schuster, 2008.

²⁷⁶ Ce *Joint Campaign Plan* reste classifié à ce jour. Richard Lowry, « The Joint Campaign Plan », *The Weekly Standard*, 2 août 2007.

²⁷⁷ Multinational Force-Iraq, *Counterinsurgency Guidance*, 1er juillet 2007, accessible à l'adresse: <http://www.ndu.edu/jrac/docUploaded/MNF-I%20COIN%20guidance%20summer%202007%20v7.pdf> (accédé le 1^{er} octobre 2007).

²⁷⁸ Georges Casey est aussi habitué à ces visites aux unités. Selon « Bing » West, il rencontre quatre bataillons par semaine, s'entretient avec chacun de leurs commandants et participe également à des patrouilles. Dans un entretien accordé au vétéran du Vietnam, il explique son objectif : « de janvier à juin 2005, j'ai dépensé toute mon énergie à persuader nos officiers de soutenir les forces irakiennes. Vendre cette idée à mes généraux a pris des mois », « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, pp.79-80.

²⁷⁹ Office of the Surgeon General and Office of the Surgeon Multinational Force-Iraq, *Mental Health Advisory Team IV Operation Iraqi Freedom 05-07*, Washington: Gouvernement Printing Office, 17 novembre 2006.

commandant de la Force Multinationale-Irak entend prodiguer à chacun de ses soldats²⁸⁰. Dans une troisième lettre du 9 septembre 2007, le général trace un premier bilan des opérations de l'été en mettant en valeur les succès accomplis et le tournant obtenu lors de la « bataille des ceintures » (juillet-août)²⁸¹.

On peut toutefois remarquer que la date de publication de ces lettres n'est pas anodine : dans un premier cas, il s'agit de répondre à l'impatience manifestée au sein de la majorité démocrate du Congrès (et notamment Harry Reid) pour le manque de progrès constaté trois mois après le début du *surge* et alors que la dernière brigade additionnelle vient d'arriver sur le théâtre. Pour la seconde, il s'agit aussi de préparer les esprits à l'audition que Petraeus et l'Ambassadeur Crocker doivent donner devant le Congrès les 10 et 11 septembre pour évaluer le bilan des opérations de l'été. On le voit, Petraeus n'échappe pas à une logique institutionnelle et politique, et on ne peut considérer ses actes et ses décisions uniquement sous l'angle de l'utilité stratégique.

Les Américains en Irak ont su s'adapter et innover alors même que la réflexion et les débats stratégiques s'animaient au sein de l'appareil de sécurité nationale. On peut toutefois se demander dans quelle mesure ce processus d'adaptation est uniquement fonctionnel. On ne peut certes pas contester l'importance des apports de la littérature classique sur la « contre-insurrection ». Néanmoins, il s'agit d'une dynamique orientée par le théâtre irakien – il faut certes tenir compte de la socialisation antérieure (expériences combattantes, représentations collectives, etc.) mais surtout des contraintes locales – même si il faut éviter de considérer que les limites entre la sphère « domestique » et le théâtre sont étanches. C'est notamment le cas lorsque des officiers supérieurs ou généraux ayant participé aux opérations en Irak atteignent des postes à responsabilité au sein de leur institution ou du Pentagone. Cependant, s'inscrivant dans les débats qui agitent la communauté de Défense, ils sont davantage menés par des logiques institutionnelles et politiques que par des considérations stratégiques. Ainsi, les actions des militaires américains en Irak sont essentiellement façonnées « par le bas » et rejoignent ensuite les institutions.

²⁸⁰ « MNFI Commander's COIN Guidance », *Military Review*, vol. LXXXVIII, n°8, pp.2-4.

²⁸¹ Une quatrième de ces « encycliques » est diffusée le 17 septembre 2008 lors de son départ d'Irak pour le CENTCOM.

La distanciation entre société et armée comme aboutissement de la professionnalisation de la seconde explique en partie les processus distincts et les enjeux différents entre Washington et le théâtre irakien. Les enjeux définis par le politique en faveur d'une adaptation à la menace « irrégulière » ne pèsent que sur les institutions et pas sur les éléments déployés (ou avec retard). D'autres part, ces enjeux restent rhétoriques et vis-à-vis de l'opinion publique (enjeux intérieurs même si ils sont perçus comme extérieurs, c'est-à-dire la nécessité de s'adapter au contexte externe des menaces). Pour les militaires déployés, les enjeux sont immédiats : s'adapter et innover organiquement. Il existe donc bien deux logiques distinctes pour les acteurs américains, même si elles ne peuvent être séparées : une logique de temps de guerre et une logique de temps de paix. Ces logiques ne sont pas animées ni structurées par les mêmes enjeux, les mêmes dynamiques et les mêmes évolutions. Au final, cette déconnection entre les deux espace-temps qu'elles génèrent explique la manière dont est menée la guerre en Irak.

Chapitre 2 : de la gestion du chaos au maintien de la paix. Stratégies et tactiques américaines en Irak

« Entre la chute du régime et le départ de Sanchez à l'été 2004, notre stratégie s'est concentrée sur la capture et la neutralisation des insurgés, en commençant une réflexion sur le transfert à l'armée irakienne, mais il n'y a pas eu de plan de campagne unifiée. Arrive Georges Casey qui élabore un plan pour coordonner tout cela. Le cœur de sa stratégie est de transférer progressivement la responsabilité de la sécurité aux forces irakiennes. L'aspect politique consiste à établir au plus vite un gouvernement représentatif. Rétrospectivement, je pense que c'est une stratégie sur le court terme. En aucun cas une stratégie pour défaire l'insurrection »

(Jack Keane)

L'action des militaires américains en Irak s'inscrit dans un ensemble complexe de tactiques et de stratégies. Restituer et analyser celles-ci nécessite en premier lieu d'en saisir la logique. En effet, l'analyse stratégique classique présuppose (de manière bien plus souvent normative que descriptive) qu'il existe une transitivité entre les buts politiques, la définition de la stratégie et la mise en œuvre tactique.

Or, dans le cas irakien, les décideurs civils ont fait pression sur les institutions militaires afin de s'adapter au contexte des menaces « irrégulières » et de la stabilisation. Ce faisant, il s'est surtout agi de demander des ajustements tactiques (sur les moyens et non sur les fins). Dans le même temps, les buts de guerre sont restés imprécis car trop ambitieux, ne permettant ni leur remise en cause (enjeux absolutisés) ni de fonder une articulation

stratégique cohérente entre fins et moyens. La stratégie a donc reposé essentiellement sur les commandants de théâtre. Ces derniers ont du définir leurs propres objectifs, certes liés aux fins proclamées à Washington, mais davantage conditionnés par leur perception du contexte sécuritaire et politique en Irak. En dépit des relations hiérarchiques établies entre le théâtre, le CENTCOM, le secrétaire à la Défense et le président, les commandants successifs de la Force Multinationale-Irak ont été les acteurs les plus influents pour déterminer la posture américaine en Irak, notamment en ce qui concerne le volume des troupes, leur mission et leur répartition sur le théâtre. On observe cependant des discontinuités chronologiques quant au degré de leur influence, notamment entre le général Sanchez – confronté à la double chaîne de commandement créée par l’Autorité Provisoire de la Coalition (CPA) – et ses successeurs.

A partir de 2006, la reprise en main du processus de définition stratégique par Washington a permis d’abaisser les objectifs politiques, autorisant le général Petraeus à développer une stratégie plus cohérente car moins ambitieuse, mais également plus conforme à la hiérarchie du processus stratégique. Néanmoins, la pression exercée par les demandes politiques a pesé sur les choix des commandants de théâtre qui se sont ajustés aux discours successifs de déni, d’escalade ponctuelle et décisive, de retrait enfin.

Une approche chronologique permettra ainsi de saisir l’évolution de la manière dont les différents acteurs et facteurs s’articulent.

En outre, il s’agit de s’intéresser au lien existant entre la stratégie et ses effets tactiques. Cela pour deux raisons : d’abord parce qu’on ne peut présupposer qu’une stratégie s’applique telle quelle, ensuite parce que les effets tactiques observés peuvent dépendre d’autres facteurs. En dépit pourtant de l’éclatement tactique propre à ce conflit, il n’en reste pas moins possible de déterminer des postures stratégiques générales au théâtre. C’est pourquoi ce chapitre s’articulera de manière à montrer le passage d’une stratégie de gestion (réactive), à une stratégie d’imposition puis de maintien de la paix.

Section 1 : la gestion du chaos

La présence militaire américaine en Irak répond à l'objectif du changement de régime dans le cadre d'une guerre dont le but officiel est de prévenir l'usage d'Armes de Destruction Massive (ADM) par Saddam Hussein. Le volet militaire de l'occupation obéit donc à une logique de court terme : une fois le régime renversé, les troupes doivent fournir du soutien aux opérations humanitaires et de reconstruction avant un retrait prévu pour le mois de septembre 2003.

Ainsi, entre 2003 et 2006, l'occupation –reconnue par la résolution 1483 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies en date du 22 mai 2003- est avant tout réactive. Elle poursuit bien le but de construire une administration provisoire mais, dans un contexte sécuritaire de plus en plus tendu et dans le cadre d'une fragmentation sociopolitique accélérée de la société irakienne, elle s'apparente davantage à un processus d'enlèvement. Prise entre les injonctions et les hésitations de Washington, les difficultés à gérer l'Irak dans toutes ses dimensions, et la montée des acteurs politiques armés, la stratégie consiste donc essentiellement à gérer le chaos.

Structurer l'occupation :

Les trois premiers mois de la présence américaine en Irak se caractérisent par une réorientation progressive des voies et des moyens alloués aux objectifs politiques. De plus, on assiste à une migration de la responsabilité de l'autorité militaire (le général Tommy Franks, CENTCOM) vers l'autorité civile (Jay Garner mais surtout Paul Bremer) tout en conservant une double chaîne de commandement. Ces processus s'expliquent par la transition entre les opérations de combat et les opérations de reconstruction post-conflit (ou phase IV). De fait, ils démontrent surtout l'impréparation effective des décideurs politiques et militaires à la période devant suivre la chute du régime et, en creux, leurs préférences pour une opération rapide et décisive censée déclencher les changements idoines au sein de la société irakienne.

Ainsi, la structure de commandement civile et militaire telle que conçue par Tommy Franks en réponse aux intentions de Donald Rumsfeld doit s'organiser autour d'un PC tactique (celui du Vème Corps) aux ordres de l'*Office for Reconstruction and Humanitarian Assistance* (ORHA) confié au général en retraite Jay Garner²⁸². En retour, ce dernier doit organiser au plus vite une transition vers un gouvernement provisoire irakien. Pourtant, cette architecture fonctionnelle ne survit ni au départ de Tommy Franks, ni au manque de moyens, ni à la volonté du Président Bush d'assurer l'occupation de l'Irak en conformité avec la résolution du Conseil de Sécurité selon laquelle les Etats-Unis et le Royaume-Uni doivent « *promouvoir le bien-être de la population irakienne en assurant une administration efficace du territoire, notamment en s'employant à restaurer la sécurité et la stabilité et en créant les conditions permettant au peuple irakien de déterminer librement son avenir politique* »²⁸³.

Ainsi, entre la mi-mai et début juin 2003, un double changement s'opère. En lieu et place d'un gouvernement provisoire souverain, l'Administration Bush charge l'Ambassadeur L. Paul Bremer III de prendre la tête d'une administration chargée de la reconstruction économique et politique de l'Irak. Il ne s'agit pas seulement de succéder à Jay Garner à la tête de l'ORHA (renommée Autorité Provisoire de la Coalition ou *Coalition Provisional Authority*-CPA en juin), mais bien d'administrer l'Irak et d'y assurer les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires²⁸⁴. Ainsi, dépendant officiellement du Département de la Défense mais également envoyé spécial du président en Irak, Bremer doit prendre en charge la restructuration de l'économie irakienne (privatisations), la reconstruction des services

²⁸² Sur le plan militaire, le Vème Corps doit prendre en charge les opérations longues de stabilisation, tandis que l'état-major de la 3^{ème} Armée (ou *Combined Forces Land Component Command* du CENTCOM) est chargé des opérations postconflit. Quant à l'ORHA de Garner, il a été voulu par Donald Rumsfeld mais manifeste le réel désintérêt des décideurs politiques et militaires américains pour la phase IV. Manquant de moyens et de ressources, Jay Garner parvient tout à de même à nouer des contacts avec certaines élites irakiennes, notamment le Grand Ayatollah Ali As-Sistani. Le déclenchement des pillages et les premières attaques contre les forces américaines nécessitent cependant un responsable : jugé sans pouvoir et inefficace, il est remplacé au bout de trois semaines de présence.

²⁸³ Conseil de Sécurité des Nations Unies, résolution 1483 du 22 mai 2003, accessible à l'adresse : http://www.unesco.org/culture/laws/pdf/resolution1483_iraq_fr.pdf (accédé le 15 mars 2007). A noter que cette résolution a été prise à la demande des Etats-Unis et du Royaume-Uni par l'intermédiaire d'une lettre adressée par leurs Représentants au Président du Conseil de Sécurité en date du 8 mai. Paul Bremer prend ses fonctions le 11 mai.

²⁸⁴ L'ORHA étant conçue essentiellement comme l'organe devant gérer la situation humanitaire en Irak en attendant l'arrivée d'un Ambassadeur nommé par les Etats-Unis pour prendre en main le processus de reconstruction politique. Initialement, l'homme pressenti est Zalmay Khalilzad – Américain d'origine afghane et proche des néoconservateurs – mais le choix du président se pose sur Paul Bremer, diplomate plus expérimenté bien que peu familiarisé avec le Moyen-Orient. Bremer semble assimiler son rôle à celui de MacArthur au Japon. Il se prépare à sa mission par la lecture d'une étude de la RAND dirigée par James Dobbins, *America's Role in Nation Building : From Germany to Iraq*, Santa-Monica : Rand, 2003. Il affirme notamment que « *Les Etats-Unis n'atteindront leurs objectifs en Irak qu'en ayant la ferme volonté de prendre le temps requis pour établir des institutions robustes, et à condition de ne pas lier leur retrait à un calendrier artificiel* » (p.194).

essentiels (à travers le Fonds de Développement pour l'Irak doté par les Nations-Unies), la mise en place des institutions civiles et militaires nécessaires au pays. Bien que la constitution d'un gouvernement provisoire ait été repoussée *sine die*, Bremer nomme un Conseil de Gouvernement chargé d'élaborer une constitution le 13 juillet, lequel comprend 25 membres censés représenter la société irakienne²⁸⁵. Le nouvel organisme se structure officiellement en plusieurs antennes régionales (quatre en tout) mais est en réalité centralisé entre les mains du bureau central qui devient une bureaucratie pléthorique siégeant dans la « Zone Verte » de la capitale²⁸⁶. Enfin, ne rendant des comptes qu'à Rumsfeld ou au président Bush, Bremer dispose d'une autonomie radicale. Sensible aux arguments néoconservateurs (et à la vision promue notamment par Paul Wolfowitz, l'adjoint de Rumsfeld), il décide de mettre en œuvre la débaasification (ordre de la CPA n°1 en date du 16 mai) et la dissolution des institutions sécuritaires irakiennes (ordre de la CPA n°2 en date du 23 mai). Contrairement aux militaires, persuadés de se retirer au plus tôt, Bremer est favorable à une occupation de long terme sur le modèle de l'Allemagne et du Japon d'après la seconde guerre mondiale.

Sur le plan militaire, la mutation est plus radicale : le général Franks annonce le retrait de l'état-major de la 3^{ème} Armée et désigne le Vème Corps comme responsable du théâtre et des opérations en Irak. Le 14 juin, le général William Wallace –commandant ce Corps- est remplacé par le général Ricardo Sanchez –commandant la 1^{ère} division blindée et plus jeune officier général américain en Irak – à la tête de la nouvelle *Combined Joint Task-Force-7* (CJTF-7)²⁸⁷. Disposant de ressources moindres que son prédécesseur du fait de la rotation des officiers et du départ de l'état-major de la 3^{ème} Armée, le général Sanchez doit non seulement reconstituer une équipe, mais aussi effectuer le grand écart entre ses capacités (tactiques) et ses responsabilités (au niveau du théâtre). Comme le dit en effet William Wallace : « *On ne peut prendre un PC tactique et le transformer en PC opératif en claquant des doigts. (...) Soit on s'écarte des problèmes tactiques pour prendre en compte les problèmes du théâtre, soit on ignore les enjeux opératifs et on reste impliqué dans les combats tactiques* »²⁸⁸. D'autre part, bien que théoriquement à la disposition de la CPA, les unités et la CJTF-7 dépendent du

²⁸⁵ Cet organe comprends en fait 13 chiites, 5 arabes sunnites, 5 kurdes, un turcoman et un chrétien assyrien. Trois de ses membres sont des femmes.

²⁸⁶ Rory Stewart, *The Prince of the Marshes and other Occupational Hazards of a Year in Iraq*, New-York: Houghton-Mifflin, 2006.

²⁸⁷ Selon les témoignages réunis par Thomas Ricks, le style de commandement de Sanchez est trop centré sur les détails, montrant une véritable compétence logistique mais peu de réalisme stratégique. Thomas E. Ricks, *Fiasco, op. cit.*, p.173. Par ailleurs, sa nomination très récente au grade de lieutenant-général (trois étoiles) lui donne une faible autorité sur les décideurs civils et militaires.

²⁸⁸ Général William S. Wallace, entretien auprès de la *Contemporary Operations Study Team*, Fort Leavenworth, 22 mai 2006, p.8.

nouveau CENTCOM, le général John Abizaid, tandis que Sanchez rend des comptes à ce dernier et également de manière directe au secrétaire à la Défense. Cela engendre *de facto* un découplage de la chaîne de commandement pour les unités et accroît la friction entre les officiers déployés sur le terrain et en charge effective de la sécurité et de l'administration d'une part, et les fonctionnaires de la CPA d'autre part²⁸⁹. Ce hiatus est notamment visible dans deux domaines majeurs de la stratégie appliquée en Irak : la reconstruction économique et la formation de forces de sécurité locales.

Sur le premier point, Paul Bremer est convaincu qu'un « Plan Marshall » pour l'Irak est possible : il obtient du Congrès l'allocation d'une somme de 18 milliards de \$ pour l'année 2003-2004²⁹⁰. Cette somme est essentiellement consacrée à de grands travaux d'infrastructure (14 milliards) dont les deux caractéristiques sont le long terme et les contrats octroyés à des entreprises américaines. Pour les militaires déployés au plus près des communautés, la priorité consiste en des projets de court terme qui doivent permettre d'employer des Irakiens et de satisfaire au plus vite les besoins locaux. Il s'agit pour nombre d'officiers de fournir biens et services à la population irakienne en l'absence d'une administration et d'un tissu socioéconomique viable. C'est la raison pour laquelle la CJTF-7 autorise les commandants d'unité à utiliser les fonds confisqués aux dignitaires de l'ancien régime par son ordre en cours d'action n°89 du 19 juin 2003²⁹¹. Bien que l'allocation de ces fonds dépende de l'Autorité Provisoire, la CJTF-7 modifie par deux fois son ordre 89 de manière à abaisser le niveau de responsabilité chargé d'autoriser ou non les dépenses (du commandant de division ou de brigade au commandant de bataillon). L'objectif est de permettre une plus grande souplesse et d'échapper à la centralisation de la CPA.

²⁸⁹ Cette friction est particulièrement illustrée par deux faits. D'une part, l'autorité militaire et Paul Bremer ne peuvent s'entendre pour arrêter le jeune Moqtada As-Sadr bien que celui-ci soit depuis octobre 2003 sous le coup d'un mandat d'arrêt. D'autre part, au cours de l'été 2003 deux commandants de bataillons de Marines –lieutenants-colonels Conlin (à Najaf) et Lopez (à Karbala)- décident d'organiser des élections afin de stopper l'élan que rencontre Sadr au sein des communautés chiites. Bien que soutenus par la CJTF-7, les deux officiers reçoivent une fin de non-recevoir de la part de Paul Bremer qui diffuse sur les forums internet sécurisés un message dans lequel il réaffirme qu'il sera le seul à dire quand, où et comment se tiendront les élections en Irak. Francis J. « Bing » West, *The Strongest Tribe : War, Politics and the Endgame in Iraq*, New-York: Random House, 2008, pp.13-15. A rebours, le général Petraeus obtient de la CPA l'autorisation d'utiliser les fonds confisqués aux dignitaires du régime pour des projets de reconstruction au niveau local. Sur le fait que les deux chaînes de commandement ne collaborent que très peu, lire Thomas E. Ricks, *Fiasco, op. cit.*, pp.179-181.

²⁹⁰ Mémorandum de John Hamre, contrôleur général du Département de la Défense, à Donald Rumsfeld et Paul Bremer, « Preliminary observation based on my recent visit to Baghdad », 2 juillet 2003 ; Bremer déclare ainsi que « *si nous n'arrivons pas à redresser leur économie, aucune transformation politique, aussi séduisante soit-elle, ne marchera jamais* » in Rajiv Chandrasekaran, *Green Zone*, Paris : Editions de l'Olivier, 2011, p.96.

²⁹¹ Ce FRAGO 89 insiste sur l'utilisation de ces fonds pour des missions d'assistance à la reconstruction (les présentant donc comme complémentaires à l'action de la CPA), à savoir « *la construction, la réparation, la reconstitution et le rétablissement des infrastructures sociales et matérielles en Irak.* ». Lieutenant-colonel Mark S. Martin, « The Commander Emergency Response Program », *Joint Forces Quarterly*, n°37, avril 2005, p.47.

La formation des forces de sécurité irakiennes est l'autre point de divergence entre les militaires et Paul Bremer. Dans ses mémoires, Paul Bremer affirme que « *nous devons laisser derrière nous une force de police professionnelle, incorruptible et attentive aux droits individuels, nous ne devons pas avoir une armée impliquée dans les affaires intérieures et pas de milices* »²⁹². Il s'agit donc, à rebours des militaires à qui Bremer en fait le reproche, de bâtir en priorité une force de police de 85 000 hommes entraînée et formée par 1 500 conseillers américains ou européens, tandis que la Nouvelle Armée Irakienne (3 divisions pour 40 000 hommes) établie par l'ordre n°22 de la CPA du 18 août 2003 doit s'occuper essentiellement des tâches de défense du territoire et de surveillance des frontières²⁹³. Pour les généraux Abizaid et Sanchez, la priorité est de créer une armée irakienne capable de prendre le relais des troupes américaines dont la réduction est fixée de 131 000 à 100 000 pour avril 2004. A cela s'ajoutent la vision d'Abizaid considérant qu'il s'agit d'une guerre de guérilla suscitée par la présence trop visible des troupes américaines, ainsi que les expériences menées par les unités de Marines à Bagdad et dans le Sud chiïte pour recruter des supplétifs. Bien que Bremer et son adjoint Slocombe acceptent l'idée d'une prise en main de la formation de la NIA par les troupes américaines, des résistances au niveau local bloquent le transfert de responsabilité entre les deux entités. A la fin de l'été 2003, Abizaid ordonne donc à Sanchez de débiter la formation d'un Corps de Défense Civile²⁹⁴. Il s'agit cependant d'une force transitoire (le contrat d'engagement étant souscrit pour un an) dont les missions ne sont pas directement liées au combat. A la fin de l'année 2003, chaque division américaine a initié son propre recrutement. La concurrence entre les deux programmes n'est pas totale, puisque la CMATT – assistée par des Forces Spéciales – assure la formation initiale des deux corps. A compter de septembre 2003, les pressions de Donald Rumsfeld en faveur d'un retrait accéléré des troupes américaines conduisent à accélérer la formation de l'Armée irakienne (tous corps confondus), bien que ni Bremer, ni Sanchez n'y soient favorables²⁹⁵. Cependant, dès le départ,

²⁹² L. Paul Bremer III, *My Year in Iraq : The Struggle to Build a Future of Hope*, New-York: Simon & Schuster, 2006, p.203.

²⁹³ La logique est en éclairée par Steve Casteel, conseiller à la formation de la police irakienne : « *c'est aussi simple que cela : quand avez-vous vu la police faire un coup d'état ? Si on bâtit une force de police solide, on a une république ; si on bâtit une armée trop forte, on a une république bananière* ». « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, p.20. La nouvelle armée, composée uniquement de volontaires, doit refléter la diversité de la société irakienne. Sa formation est assurée par le général Paul Eaton, commandant la *Coalition Military Assistance Training Team* (CMATT) sous l'autorité de Walter Slocombe, adjoint de Bremer. Voir le mémorandum adressé par Slocombe à Bremer, « *Timelines for National Security and Defense* », 16 juillet 2003.

²⁹⁴ Donald Wright et Thomas Reese, *On Point II*, *op. cit.*, p.438.

²⁹⁵ « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, p.21; James Dobbins et alii, *Occupying Iraq: a History of the Coalition Provisional Authority*, Santa Monica: Rand, 2009, p.66. Bremer estime en effet qu'une transition complète de responsabilité ne pourra advenir de sitôt, tandis que Sanchez pense comme Abizaid que la formation d'une nouvelle armée irakienne prendra du temps. D'autre part, ami de James Dobbins, Bremer est convaincu

Bremer estime que – outre la duplication en termes de ressources – l’initiative des militaires est également un moyen pour eux de se soustraire à la mission de combattre l’insurrection²⁹⁶.

Au bilan, les frictions entre la CPA et les militaires ne sont pas tellement la conséquence de la duplication de la chaîne de commandement, mais résultent plutôt d’une opposition de logiques et d’impératifs entre les missions des uns et des autres. Si les militaires se sont préparés à une transition rapide suivie d’un retrait, la politique préconisée par Bremer consiste plutôt une reconstruction prolongée et profonde de l’Irak. La duplication hiérarchique aggrave cette opposition plutôt qu’elle ne l’atténue.

Le volet militaire de l’occupation se structure également avec un premier plan de campagne. Celui-ci est élaboré en juillet 2003 en liaison avec les officiers de planification des divisions : il s’appuie sur le concept de *full-spectrum operations* pour bâtir une stratégie en cinq lignes d’opérations, chacune étant destinée à soutenir les autres et l’ensemble à remplir l’objectif fixé à la CPA²⁹⁷. Considérant qu’il faut éviter de faire croire aux unités déployées (ainsi qu’aux décideurs politiques) que la situation a évolué vers une phase de stabilisation à l’instar des Balkans (la phase IV), Sanchez – appuyé en cela par Abizaid – étend la phase III (opérations de combat) pour l’ensemble de l’année 2003²⁹⁸. Des objectifs sont définis : défaire les menaces internes, désarmer les milices et démanteler l’arsenal d’Armes de Destruction Massive, avant de transférer la responsabilité de la sécurité aux Irakiens pour février 2004²⁹⁹. Le plan offre une large latitude de manœuvre aux commandants de division et reflète la diversité de la situation que rencontrent les officiers américains en Irak à l’été 2003. Cependant, il échoue par là-même à assurer une unité d’effort face à l’insurrection montante, surtout après les attentats contre l’ambassade de Jordanie (7 août) et la représentation des

par l’étude de ce dernier sur la reconstruction post-conflit et sait qu’il lui faut davantage de troupes. Bien qu’ayant envoyé un mémo en ce sens à Rumsfeld avant son arrivée à Bagdad, le secrétaire à la Défense annule le déploiement de la 1^{ère} division de cavalerie prévu pour l’été 2003. Michael Gordon et Bernard E. Trainor, *Cobra II, op.cit.*, p.548.

²⁹⁶ L. Paul Bremer III, *My Year in Iraq, op. cit.*, pp.175, 150, 168-169 et 182-183.

²⁹⁷ Entretien réalisé par le *Contemporary Operations Study Team* auprès du lieutenant-colonel Wesley R. Odum, officier planificateur de la CJTF-7, 17 mars 2006. Les cinq lignes d’opérations sont : la sécurité, la gouvernance, l’économie, les services essentiels et les opérations d’information. Lors de sa prise de commandement en juillet 2003, le CENTCOM John Abizaid ajoute les 5 Is : *Iraqization, Improvement of Intelligence, development of infrastructures, internationalization, information operations*.

²⁹⁸ Il s’agit aussi d’empêcher un retrait trop hâtif des forces américaines, la plupart étant déployées au sein des zones peuplées. Bien qu’Abizaid estime que la présence américaine produit des « anticorps », il pense qu’en raison de l’impréparation des forces de sécurité irakiennes, une présence sur le long terme reste nécessaire, même si les modalités en doivent changer (voir *infra*).

²⁹⁹ Ces objectifs sur six mois sont contenus dans une présentation powerpoint datée de juillet 2003 et déclassifiée en octobre 2009. Cité par Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, *Endgame : the Inside Story of the Struggle for Iraq from Bush to Obama*, New-York: Pantheon Books, 2012, note 30.

Nations-Unies (19 août), l'assassinat d'ayatollahs chiites, et la multiplication des attaques contre les troupes occupantes dans Bagdad, en Anbar et dans le « Triangle Sunnite ». Il n'en reste pas moins que la plupart des unités adoptent cette vision en lignes d'opérations parallèles et, à compter d'août 2003, cessent de mener de larges opérations de combat ou de ratissage à l'échelle divisionnaire³⁰⁰.

Autrement dit, si l'approche souple et décentralisée contenue dans la stratégie de Sanchez s'avère favorable à la fois à l'innovation et à l'adaptation dans un théâtre cloisonné et divers, elle ne peut suffire ni à combler l'absence d'unité d'effort, ni à pallier les défauts d'une double chaîne de commandement (et notamment les frictions et le découplage entre autorité civile et autorité militaire). Il s'agit donc bien d'une stratégie par défaut, mais dont le manque n'est pas seulement lié au flou des buts politiques, mais également à d'autres contraintes.

Le théâtre irakien et la disposition des forces américaines se caractérisent en effet par une faible occupation de l'espace. Le découpage de l'Irak en six zones de responsabilité (Divisions Multinationales) est trompeur : si il englobe bien tout le pays, il ne reflète pas la réalité d'un déploiement qui se concentre sur quelques régions ou qui octroie de vastes zones d'opérations à des brigades ou à des bataillons. Entre l'été 2003 et l'été 2004, Bagdad est occupée par deux brigades de la 1^{ère} division blindée, renforcées par le 2^{ème} régiment de cavalerie et par la 2^{ème} brigade de la 82^{ème} division aéroportée (soit un total de quatre brigades)³⁰¹. La région proche du Kurdistan est sous la responsabilité de la 101^{ème} division aéromobile (soit 3 brigades), tandis que le Nord du Triangle Sunnite (provinces de Saladin, Diyala et Tamin) dépend des trois brigades de la 4^{ème} division d'infanterie renforcée de la 173^{ème} brigade aéroportée. Néanmoins, la région la plus touchée par ce phénomène d'économie des forces reste la vaste province occidentale d'Al Anbar, frontalière avec la Syrie et la Jordanie. Cette dernière est occupée par deux brigades de la 3^{ème} division d'infanterie de mai à septembre 2003, par le 3^{ème} régiment blindé de cavalerie entre avril 2003

³⁰⁰ C'est le cas notamment de la 82^{ème} division aéroportée en Anbar et de la 4^{ème} division d'Infanterie au Nord de Bagdad. TF *All American, America's Guard of Honor*, briefing, 1^{er} avril 2004, diapositive 6 et 7. 4th Infantry Division, *Lessons Learned: Executive Summary*, 17 juin 2004, p.6. L'opération *Peninsula Strike* menée par la 4^{ème} division d'infanterie à la mi-juin 2003 et destinée à ratisser les villes de Tikrit, Balad, Samarra et Baquba est la dernière du genre.

³⁰¹ Le colonel Peter Mansoor, alors commandant la 1^{ère} brigade de la 1^{ère} division blindée (la *Ready First*) chargée de la rive gauche du Tigre, estime que ses 3 500 soldats sont stationnés au milieu de 2 millions d'Irakiens, soit un ratio de 1 militaire américain pour 600 habitants. Peter Mansoor, *Baghdad at Sunrise*, op. cit., p.35, entretien avec Peter Mansoor, Newport, 15 septembre 2009.

et mai 2004, par la 3^{ème} brigade de la 82^{ème} division aéroportée renforcée de la 1^{ère} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie entre septembre 2003 et mars 2004. Au plus fort du développement de l'insurrection, notamment à Falloudja, la province est donc occupée par 3 brigades à peine³⁰². En réalité, la présence des troupes américaines se limite à quelques axes (notamment en provenance du Koweït ou au sein de la capitale entre l'Aéroport de Bagdad – Camp Victory- et la « Zone Verte ») et à quelques centres urbains (Mossoul, Tikrit, Samarra, Falloudja).

De fait, cette situation produit un cloisonnement des unités et des missions. Face à une guérilla harcelant les unités américaines et les convois logistiques, les troupes déployées dans Bagdad ou dans le « Triangle Sunnite » conduisent des raids ou des opérations de ratissage, tandis que la 101^{ème} division aéromobile et la 1^{ère} Force Expéditionnaire des Marines (déployée dans le Sud chiïte) se concentrent sur la reconstruction. Au sein même des divisions, les brigades adoptent des procédures parfois opposées : si la brigade du colonel Rudesheim (Samarra et Balad) axe son effort sur les actions civilo-militaires, la brigade du colonel Hogg (Baqubah) mène des actions offensives et même punitives (telles que des tirs d'artillerie de harcèlement et d'interdiction)³⁰³. En août 2003, le général Sanchez décide donc de mener des opérations afin de faciliter la liaison entre ses unités : il s'agit de reconnaître les zones laissées vides entre celles-ci, mais aussi de débusquer des caches d'armes ou de nettoyer les sanctuaires de la guérilla³⁰⁴. En février et mars 2004, la CJTF-7 débute la planification de l'opération *Valiant Saber* afin de profiter de la baisse des attaques et des renseignements obtenus par la capture de Saddam Hussein pour démanteler les réseaux insurgés par des actions plus sélectives³⁰⁵. La contre-guérilla est donc essentiellement réactive et se concentre à la fois sur la destruction des insurgés (tirs de contre-batterie au mortier,

³⁰² Les Task Forces composées à partir de ces brigades comprennent 6 bataillons, soit entre 3 500 et 4 500 soldats et Marines.

³⁰³ Thomas E. Ricks, *Fiasco, op. cit.*, p.234. A noter qu'au sein de la brigade de Rudesheim, les divergences entre commandants de bataillon ajoutent au cloisonnement. Ainsi, le 1^{er} bataillon du 8^{ème} régiment d'infanterie du Lieutenant-colonel Nathan Sassaman mène-t-il des actions punitives dans les campagnes sunnites des alentours de Balad et est appelé à soutenir l'action du 1^{er} bataillon du 66^{ème} régiment blindé à Samarra en décembre 2003 (opération *Ivy Blizzard*). Son jugement à l'encontre de son collègue est sans appel : « *ils ont perdu le contrôle. 1/66 Armor a échoué dans sa mission de sécuriser la ville et de lancer des projets de reconstruction d'infrastructure civile* ». Pour Sassaman, cet échec est à imputer à un manque de fermeté vis-à-vis des Sunnites. Thomas E. Ricks, *Fiasco, op. cit.*, p.285, Dexter Filkins, *La guerre sans fin*, Paris : Albin Michel, 2008, p.171, Nathan Sassaman, *Warrior King : The Triumph and Betrayal of an American Commander in Iraq*, New-York: St Martin's Press, 2008.

³⁰⁴ Ainsi, la 1^{ère} brigade de la 1^{ère} division blindée doit-elle assurer la liaison avec les unités déployées en Anbar (opération Longstreet), tandis que la 1^{ère} brigade de la 4^{ème} division d'infanterie doit tendre la main aux brigades localisées à Bagdad. Peter Mansoor, *Baghdad at Sunrise, op. cit.*, p.85, entretien avec Peter Mansoor, Newport, 15 septembre 2009.

³⁰⁵ Le soulèvement général du printemps 2004 annule *de facto* cette seconde opération coordonnée à l'ensemble du théâtre.

poursuite des insurgés lors des embuscades ou des attaques à l'IED), sur l'utilisation de la force de manière à intimider les locaux (tirs de harcèlement et d'intimidation, actions punitives), sur la mise en place de points de contrôle et la protection des convois, enfin sur la recherche du renseignement (raids, bouclage et arrestations en masse).

Si les unités américaines et si la stratégie développée au niveau du théâtre reconnaissent la nécessité de se concentrer sur la reconstruction, leur défaut principal provient de cette approche de contre-guérilla qui rend contre-productives les autres lignes d'opérations et qui alimente la résistance dans de nombreuses régions. De fait, outre un phénomène culturel (l'écart entre une culture portée à l'usage indiscriminé de la force et les contraintes des règles d'engagement), ce découplage entre les lignes d'opération est le facteur principal qui explique l'impuissance dans la gestion du chaos irakien³⁰⁶. A cela s'ajoutent les problèmes de moyens (puisque les fonds consacrés au CERP s'épuisent au début de l'automne 2003 et qu'il faut attendre le début de l'année fiscale suivante pour que le Congrès accepte de doter le programme) ainsi que l'évolution des actions insurgées (attaques contre les fournisseurs et les programmes de reconstruction, intimidation visant les institutions sécuritaires irakiennes) et l'unité croissante de la « résistance ».

Une approche réactive : la lutte contre la guérilla et la reconquête des bastions insurgés

La stratégie élaborée par les planificateurs du Vème Corps au sein de la CJTF-7 et mise en œuvre par les différents officiers américains échoue à prévoir et à prévenir le soulèvement du printemps 2004. Au vrai, la période de l'automne-hiver 2003 apparaît comme nuancée à de nombreux officiers, à commencer par Sanchez lui-même, si l'on tient compte de l'irrégularité dans les attaques insurgées³⁰⁷. Du point de vue du commandant de la Coalition et

³⁰⁶ Sur le premier point, Colin Kahl, « 'In the Crossfire or the Crosshairs?' Norms, Civilians Casualties and U.S. Conduct in Iraq », *International Security*, vol.32, n°1, été 2007, pp.7-46.

³⁰⁷ Dans une conférence de presse en date du 25 septembre 2003, Sanchez conclut qu'il « *n'a aucune indication supposant qu'une résistance [à l'occupation] s'enracine dans la population* »... Coalition Ground Forces Commander Weekly Briefing, 25 septembre 2003 (le lien n'est plus accessible en ligne sur le site de la CPA). Il faut d'ailleurs noter que les officiers interrogés s'appuient sur le nombre d'attaques pour estimer le niveau de sécurité, sans tenir compte du fait que les insurgés doivent aussi planifier et conduire des opérations après des pertes parfois sévères. Le sentiment qui s'en dégage est celui d'une menace anémique et non-coordonnée. La seule reconnaissance que les Américains font face à une campagne de guérilla vient du général John Abizaid lors

de son supérieur, le problème réside davantage dans les lacunes du renseignement (bien que celui-ci tende à s'affiner dans certaines zones d'opérations grâce notamment aux actions civilo-militaires) que dans celui d'un manque d'effectifs ou encore d'une mauvaise stratégie³⁰⁸.

Pourtant, des dissensions internes apparaissent au tournant de l'année 2004 concernant essentiellement l'approche tactique et stratégique. Elles trouvent leur origine dans le déploiement des Marines en Anbar prévu pour mars 2004. La préparation opérationnelle voulue par le général Mattis et son supérieur le général Conway démontre en effet les failles d'une stratégie découplant les lignes d'opérations. Plutôt que de mener des actions de combat d'un côté et des actions de reconstruction de l'autre, les deux généraux suggèrent qu'il faut appuyer chacun des volets sur l'autre, faisant un usage plus sélectif mais aussi plus résolu de la force et utilisant le civilo-militaire afin de gagner en légitimité. En d'autres termes, il s'agit de mieux nouer sécurité et développement, utilisant la force de manière dissuasive et coercitive d'une part, et favorisant les liens avec les élites et les communautés locales en les incluant dans le processus de reconstruction. A terme donc, il s'agit de générer des effets cumulatifs dans chacune des lignes d'opérations³⁰⁹.

Toutefois, les commentaires reportés dans la presse suscitent l'interrogation quand aux véritables motivations des Marines, notamment lorsque leurs procédures sont mises en comparaison avec celle de la 82^{ème} division aéroportée³¹⁰. Bien que Mattis affirme alors à Thomas Ricks qu'il ne s'agit pas de critiquer les procédures antérieures, d'autres officiers sont beaucoup plus sévères³¹¹. Quoi qu'il en soit, les attentes des Marines sont très élevées à l'aube de leur déploiement en Anbar³¹².

de sa première conférence de presse en tant que CENTCOM le 16 juillet 2003. Entretien avec Peter Mansoor, Newport, 15 septembre 2009 ; e-mail du colonel Gian Gentile, 8 août 2008.

³⁰⁸ Le général Abizaid s'oppose à tout envoi supplémentaire de troupes en Irak lors de son passage au Pentagone les 26 et 28 octobre 2003. Douglas Feith, *War and Decision*, New-York : Harper Collins, 2008, p.465. Quand au général Sanchez, il affirme devant les journalistes qu'il « dispose de suffisamment de troupes pour les missions actuellement confiées à la CJTF-7 », Coalition Ground Forces Commander Weekly Briefing, 4 septembre 2003.

³⁰⁹ Thomas E. Ricks, « Marines to Offer New Tactics in Iraq », *The Washington Post*, 7 janvier 2004.

³¹⁰ Michael R. Gordon, « Marines Plan to Use Velvet Glove More Than Iron Fist in Iraq », *The New York Times*, 12 décembre 2003. Voir la réponse fournie par le lieutenant-colonel Gian Gentile, alors chef opérations d'une des brigades de la 4^{ème} division d'infanterie, « The Risks of Velvet Glove », *The Washington Post*, 19 janvier 2004.

³¹¹ Thomas E. Ricks, « Marines to Offer », *art. cit.*

³¹² Colonel John Toolan, interview sur *PBS Frontline*, 21 juin 2005, accessible à l'adresse: <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/warriors/interviews/toolan.html> (accédé le 5 novembre 2007).

Pourtant, les Marines comme l'ensemble des forces américaines sont pris par surprise par le soulèvement général du printemps 2004, d'autant plus que ce dernier voit une alliance objective se nouer entre les insurgés sunnites (nationalistes ou djihadistes) et chiites (l'Armée du Mahdi de Moqtada As-Sadr)³¹³. L'embrasement s'étend non seulement à la province d'Anbar mais aussi aux bastions chiites que sont Sadr City (au Nord-Est de Bagdad), Nadjaf et Kut. Cet événement met en lumière les fragilités de la position américaine en Irak ainsi que les faiblesses de la stratégie menée depuis l'été 2003. Sur le premier point, le soulèvement du printemps 2004 menace le talon d'Achille de la Coalition, c'est-à-dire les lignes de communication reliant Bagdad au Koweït³¹⁴. A cette fragilité logistique s'ajoute le contrôle insuffisant, voire inexistant, que les unités américaines et la CPA exercent sur les abords de Bagdad et sur la province d'Anbar. Pire, la conjugaison du vide politique et administratif à ces éléments montre l'impuissance des Américains à contrôler les dynamiques propres à la société irakienne (l'émergence de Sadr profite aussi du retrait du clergé traditionnel chiite qui s'en remet aux Américains, l'alliance objective entre nationalistes et djihadistes bouleverse les rapports de pouvoir au sein des communautés sunnites).

Mais le soulèvement met également en lumière les faiblesses de la stratégie adoptée par Sanchez et mise en œuvre par chaque commandant de division. En premier lieu, le refus de voir augmenter les effectifs présents en Irak au motif que les unités présentes suffisent à remplir les missions doit être corrélé à deux autres lacunes ou choix stratégiques. Tout d'abord parce que ce manque d'effectifs ne permet pas un contrôle des populations : l'alternance entre raids de nuit et patrouilles de jour (que les unités soient stationnées au cœur des zones urbaines ou dans de larges bases en périphérie) ne s'accompagne d'aucun processus coordonné de collecte de renseignements sur les zones d'opérations. La mise en place de points de contrôle est aléatoire et correspond davantage à une volonté de protéger les unités ou les points sensibles. Enfin, en dépit d'initiatives précoces (mais dispersées) pour recruter des supplétifs locaux, les unités américaines ne disposent d'aucunes forces de réserve ou de police capables d'imposer une présence durable et profonde. Ensuite parce que l'étirement des unités dans leurs zones d'opérations ne permet de concentrer l'effort que sur quelques

³¹³ Les deux éléments déclencheurs du soulèvement sont le mandat d'arrêt lancé par Bremer contre un adjoint de Sadr le 3 avril (suivant d'une journée la fermeture du journal officiel de son mouvement) et le meurtre suivi de mutilation de quatre contractors de Blackwater à Falloudja le 31 mars qui entraîne la décision des militaires américains d'investir cette dernière cité. A noter que le soulèvement intervient au moment de la rotation de la plupart des unités déployées depuis le printemps précédent.

³¹⁴ Le soulèvement sadriste s'ajoute aux harcèlements quotidiens sur les convois, principale préoccupation des militaires déployés en Irak si y on en croit les échanges sur les forums sécurisés et les travaux du CALL. Thomas E. Ricks, *Fiasco, op.cit.*, pp.303-305.

régions, engendrant une vision séquentielle de la mission : pour le général Sanchez, la priorité est de sécuriser d'abord Bagdad, puis seulement de transférer des unités en Anbar³¹⁵. De ce fait, la situation en Anbar et l'implantation de l'insurrection en son sein ont été grandement négligées par la CJTF-7. Par ailleurs, les progrès observés dans le recrutement et la formation des forces de sécurité irakiennes se sont avérés fragiles : les bataillons du Corps de Défense Civil (rebaptisé « Garde Nationale » en février 2004) font défection en masse tandis que les taux de désertion au sein de l'armée et de la police oscillent entre 30% (pour les cités chiites) et 80% (en Anbar)³¹⁶.

En second lieu, le découplage de la chaîne de commandement génère des logiques différentes qui produisent en retour des frictions sur le volet politico-militaire de la stratégie. Ainsi, alors que Bremer réclame l'arrestation de Sadr après son appel à la révolte, Sanchez refuse et préfère s'appuyer sur le clergé chiite pour tenter de marginaliser l'insurgé. Si Sadr est l'objectif principal de la CPA, Abizaid et Sanchez (sous la pression de Bush et de Rumsfeld) se concentrent sur Falloudja afin de l'investir (et alors que Ramadi, capitale provinciale d'Anbar) est le théâtre de combats beaucoup plus violents. Ce manque de coordination entre les différents échelons et les chaînes hiérarchiques parallèles se reflète dans les discussions entourant la réaction à adopter face au soulèvement de Falloudja. Si l'Administration semble souhaiter une reconquête rapide et musclée, l'attitude d'Abizaid et de Bremer est plus équivoque – chacun considérant qu'une prise de la ville attiserait l'insurrection tout en estimant que cette mesure est nécessaire – tandis que les Marines élaborent un plan de reprise de contrôle progressif³¹⁷. Pourtant, ces derniers opèrent sans réel but politique, puisque l'Administration, tout comme la CPA et le CENTCOM, ne donnent aucune indication sur les objectifs que la prise de la cité est censée accomplir³¹⁸. Ces débats et discussions, ainsi que les oppositions et manque de cohérence qu'ils révèlent, sont caractéristiques d'une stratégie qui réagit aux événements faute de pouvoir les modeler.

³¹⁵ Selon le général Dunford, chef d'état-major de la 1^{ère} division de Marines, « *le général Sanchez traite l'insurrection comme on soigne un bras cassé : d'abord s'occuper de Bagdad puis d'Anbar. Or, l'insurrection est un cancer, on ne peut la soigner plus tard.* », cité par « Bing » West, *The Strongest Tribe*, op. cit., p.29.

³¹⁶ « Bing » West, *The Strongest Tribe*, op.cit., pp.34-35.

³¹⁷ L. Paul Bremer III, *My Year in Iraq*, op. cit., pp.338-342., Douglas Feith, *War and Decision*, op. cit., pp.482-483.

³¹⁸ Francis J. « Bing » West, *No True Glory : A Frontline Account of the Battle for Fallujah*, New-York: Bantam Books, 2006, p.60.

En troisième lieu, le soulèvement du printemps 2004 souligne les défauts inhérents à l'usage de la force dans le contexte de la gestion du chaos. Face aux pillages du printemps, puis aux attaques et harcèlements de l'été et de l'automne, les unités américaines ont fait souvent usage d'une force indiscriminée, quelles qu'en soient les modalités (raids, opérations punitives, « incidents dans l'escalade de la force » lors des points de contrôle ou des convois, ratissage et arrestations des hommes en âge de porter les armes - *Military-aged Men*). Or, cette utilisation de la coercition résulte d'un manque de connaissance et de renseignement, et produit d'une part une plus grande résistance et échoue d'autre part à concurrencer les méthodes de contrôle de population mises en œuvre par la rébellion (intimidation, noyautage des réseaux, etc.). En quelque sorte, la force est vécue comme violente dans son aspect relationnel avec la population, et impuissante à s'affirmer comme légitime face à une résistance de plus en plus unifiée. Or, outre que cet aspect est contre-productif au regard des autres lignes d'opération, il souligne bien les conséquences tactiques d'une stratégie dont les buts restent flous (s'agit-il de libérer l'Irak, d'en faire une démocratie ou de sécuriser le pays ?), les voies sans unité, et les moyens insuffisants (notamment en termes d'effectifs).

La stratégie réactive se note également face au double danger que constituent le risque de rupture des lignes logistiques au Sud et l'embrasement de la province d'Anbar à l'Ouest. Dans le premier cas, Bremer et Sanchez s'accordent pour agir vite afin de reprendre les sanctuaires de Nadjaf et Karbala tombés aux mains de Sadr. Les brigades de la 1^{ère} division blindée –prête à retourner au Koweït – sont envoyées pour investir les villes prises par l'Armée du Mahdi, tandis que le 2^{ème} régiment de cavalerie est chargé de desserrer l'étau au Nord-est de la capitale irakienne. En un mois, l'opération *Iron Sabre* permet de reprendre les villes saintes chiites. Toutefois, à la suite de négociations menées entre le clergé et Sadr, la Coalition est obligée de laisser partir ce dernier, lequel ordonne la dissolution de ses milices en juin. L'épisode est construit par la propagande sadriste comme une victoire de son chef et un recul des Américains. En dépit de cette réponse résolue, l'action des militaires américains est freinée à la fois par les négociations internes aux acteurs irakiens et par le souci de ménager les opinions publiques locales, notamment chiite.

En effet, l'opération lancée contre Falloudja le 4 avril (*Vigilant Resolve*) a permis de rouvrir l'axe militaire vers Bagdad et d'encercler la ville avec quatre bataillons, mais

plusieurs éléments ont abouti à une première trêve unilatérale le 9 avril³¹⁹. En premier lieu, la couverture médiatique de l'opération (conçue comme un bouclage de la ville par les Marines tandis que la police et l'armée irakiennes sont censées procéder aux fouilles et arrestations) suscite l'indignation dans l'opinion publique arabe. En second lieu, règne l'inquiétude dans la chaîne de commandement civile et militaire, ce qui produit une friction entre Abizaid, Bremer et Sanchez d'un côté (favorables à un cessez-le-feu et à des négociations avec les élites municipales et provinciales), Rumsfeld et Wolfowitz d'un autre (désireux de reprendre les opérations au plus tôt), les Marines enfin (Mattis et Conway s'installant alors dans une guerre de siège dans laquelle leurs troupes sont harcelées mais ne peuvent lancer des raids dans la ville). Le 10 mai, à la suite de longues négociations, un transfert de responsabilité est convenu entre la CPA, la CJTF-7 et deux anciens généraux baasistes qui acceptent de former une « brigade de Falloudja » afin de restaurer l'ordre dans la ville³²⁰. Cet épisode illustre les impératifs contradictoires qui modèlent la stratégie américaine en Irak, du fait du déséquilibre entre les acteurs sur place et les décideurs politiques ou militaires hors théâtre³²¹.

Le soulèvement de 2004 incite cependant à une première refonte de la stratégie globale menée en Irak. En effet, le plan de Paul Bremer pour une administration directe de l'Irak sur trois ans ayant été refusé par l'Administration, le transfert de souveraineté à un gouvernement provisoire -annoncé le 15 novembre - doit être effectif au 30 juin 2004³²². Ce changement dans la nature de la présence américaine en Irak est officialisé par la résolution 1546 du

³¹⁹ *Vigilant Resolve* est précédée de l'opération *Vigilant Justice* (les fouilles et les arrestations menées par les forces irakiennes).

³²⁰ Dexter Filkins, « The General in Charge of Iraqi Forces is Replaced », *The New York Times*, 4 mai 2004; « Bing » West, *No True Glory*, *op. cit.*, pp.208-220.

³²¹ Il faut également noter que, du fait du flou dans les buts politiques, les acteurs sur place sont tiraillés entre les impératifs du contexte et les pressions qui viennent de leur hiérarchie. Ainsi en est-il de Bremer qui, au contraire de Sanchez et Abizaid, est convaincu qu'il faut accroître l'effectif des unités déployées. Le 18 mai, il envoie un mémorandum à Rumsfeld réclamant 40 000 hommes supplémentaires, sans succès. Enfin, l'approche des élections présidentielles est un facteur déterminant dans l'attitude des décideurs politiques.

³²² Paul Bremer expose son plan en sept étapes en publiant un article dans le *Washington Post* sans en informer ni Bush, ni Rumsfeld. L. Paul Bremer III, « Iraq's Path to Sovereignty », *The Washington Post*, 8 septembre 2003. Le point principal consiste à faire rédiger une constitution par les Américains – assistés par le Conseil de Gouvernement Irakien – puis de la soumettre à referendum, et d'organiser des élections. Le président réagit en plaçant Bremer sous l'autorité de Condoleezza Rice, Conseiller à la Sécurité Nationale, laquelle délègue Robert Blackwill –ancien ambassadeur en Inde- pour assurer le contrôle de la Maison-Blanche sur la CPA. Rajiv Chandrasekaran, *Green Zone*, *op. cit.*, p.277-279. Cette nomination reflète d'ailleurs à la fois le manque de contrôle de Rumsfeld sur Bremer –ce qui est étonnant lorsque l'on sait la minutie du secrétaire à la Défense pour surveiller ses subordonnés – et la volonté du Conseil National à la Sécurité de mieux contrôler la stratégie de la CPA. A l'occasion de l'envoi de Blackwill, Rice crée au sein du NSC l'*Iraq Stabilization Group* chargé de mettre en œuvre une approche intergouvernementale et de peser sur la stratégie en Irak. Enfin, la transition est effective deux jours avant l'échéance prévue afin de prévenir tout incident lors du transfert de souveraineté au gouvernement provisoire irakien.

Conseil de Sécurité des Nations-Unies (en date du 8 juin 2004) qui reconnaît la création d'un gouvernement provisoire irakien sous l'autorité du premier ministre Iyad Allaoui, établit un plan d'étapes pour la tenue d'élections, la rédaction d'une constitution et l'élection d'un nouveau gouvernement ; et enfin donne mission à la Coalition d'assurer la stabilité et la sécurité ainsi que d'assister les nouvelles institutions nationales.

De plus, le général Abizaid cherche à doter les forces américaines et alliées en Irak d'une structure de commandement plus adéquate, capable de planifier et de conduire une stratégie au niveau du théâtre mais aussi de le décharger de cette tâche³²³. Dès novembre, Sanchez et lui tentent d'obtenir du Département de la Défense la création d'un PC stratégique (commandé par un général quatre étoiles), à l'instar du *United States Forces South Korea* qui dépend du *Pacific Command*. Cependant, étant donné le signal envoyé par la création d'un tel commandement –qui montrerait la volonté des Américains de demeurer en Irak au-delà des délais prévus par l'Administration – et les tensions sur les ressources disponibles pour armer un tel état-major, les deux généraux doivent attendre la décision de transférer les responsabilités de la CPA à un gouvernement provisoire pour obtenir satisfaction. Est donc décidée la création de la Force Multinationale-Irak (ou MNFI) dont la mission est de coordonner les différentes lignes d'opérations en lien avec l'ambassade américaine en Irak et le gouvernement provisoire. En retour, les aspects tactiques sont laissées à une nouvelle structure, le Corps Multinational-Irak (ou MNCI), armé par le IIIème Corps du général Thomas Metz qui a relevé le Vème Corps en février 2004. Deux autres commandements similaires dépendent du commandant de la MNFI : le commandement de la transition (MNSTCI) chargé de la formation de l'armée irakienne (général Petraeus) et le commandement du Génie pour le Golfe chargé de la reconstruction³²⁴. La nouvelle structure est activée le 15 mai et définit sa mission autour des présupposés de la CJTF-7 : créer la sécurité, bâtir des forces de sécurité aptes à prendre la relève, conduire des opérations de stabilisation, l'ensemble devant conduire à un transfert définitif aux institutions irakiennes³²⁵.

³²³ Donald Wright et Timothy Reese, *On Point II, op. cit.*, p172. En tant que CENTCOM, Abizaid doit en effet s'occuper des niveaux stratégiques en Irak (dont le PC tactique est la CJTF-7), en Afghanistan (CJTF-180) ainsi qu'en Afrique orientale (JTF-Horn of Africa).

³²⁴ Le général Casey y ajoute la Task Force 134 chargée de superviser les questions de détentions et de personnes capturées en opération.

³²⁵ *Ibid.* p.176.

Le 1^{er} juillet, le général Georges Casey prend le commandement de la MNFI. Dès son arrivée, il s'attèle à deux tâches : redéfinir un plan de campagne en lien avec les instructions reçues de Washington, assurer l'unité d'effort et de commandement. Le 5 août, Casey rend public son premier plan, baptisé « Partenariat : de l'occupation au référendum constitutionnel ». Celui-ci insiste à la fois sur la nécessité de respecter la chronologie des élections prévues en 2005 pour doter l'Irak d'un premier gouvernement élu et d'une constitution, et sur la nécessité de soutenir et d'assister le gouvernement provisoire. La mission est ainsi définie :

« En partenariat avec le gouvernement provisoire irakien, la MNFI doit conduire des opérations de contre-insurrection sur toutes les sortes d'opérations [Full-spectrum counterinsurgency operations] afin d'isoler et de neutraliser les éléments de l'ancien régime ainsi que les terroristes étrangers, et doit organiser, entraîner et équiper les forces de sécurité irakiennes afin de créer un environnement sécuritaire permettant l'accomplissement du processus prévu par le calendrier de la résolution 1546 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies »³²⁶.

L'objectif est d'obtenir un environnement suffisamment stable et sûr dans un délai de 18 mois par des opérations de contre-insurrection coordonnant quatre lignes d'opérations : la sécurité (protéger quatorze cités irakiennes, établir les institutions adéquates, défaire les groupes insurgés), la gouvernance (la mise en place de structures administratives fonctionnelles et légitimes), le développement économique (incluant la restauration des infrastructures de service public), et les opérations d'influence destinées à mettre en lumière les actions des militaires aux yeux des audiences américaine et irakienne³²⁷. Les planificateurs de la MNFI identifient deux centres de gravité : au niveau stratégique, il s'agit de persuader l'opinion domestique de soutenir la présence militaire en Irak tandis qu'au niveau du théâtre, il faut permettre aux institutions irakiennes de gagner en légitimité auprès des citoyens. Dans l'immédiat, l'action tactique doit se concentrer sur la reconquête des bastions insurgés et sur

³²⁶ MNFI Mission Statement, cité par Donald Wright et Timothy Reese, *On Point II, op. cit.*, p.176.

³²⁷ Le terme de « contre-insurrection » fait donc son apparition, démontrant que pour Casey, il s'agit non seulement d'un nouveau plan de campagne (et non la poursuite de la phase III) mais également que le principal obstacle à la réalisation de l'objectif politique – l'établissement d'un Etat irakien « en paix avec ses voisins, doté d'un gouvernement représentatif respectant l'état de droit et de forces de sécurité capables de maintenir l'ordre interne et de dénier la constitution de sanctuaires au terrorisme » - est l'existence d'une insurrection. Multinational Force-Iraq, *MNFI Framework OPORD, REV 01*, novembre 2005.

la formation accélérée des forces de sécurité irakiennes³²⁸. Ainsi, l'objectif militaire n'est plus l'élimination de l'insurrection, mais plutôt la reconquête des villes tombées aux mains des insurgés, l'éradication de la résistance étant laissée aux forces de sécurité et au nouveau gouvernement irakien dès qu'ils seront capables de le faire³²⁹.

Concernant l'unité de commandement, Casey décide de faciliter la communication et la coordination avec l'ambassadeur John Negroponte, mais également avec le premier ministre Iyad Allaoui. Pour cela, il installe son bureau à proximité de celui de l'ambassadeur et établit des réunions quotidiennes avec lui. Afin d'améliorer et d'évaluer la stratégie, le commandant de la MNFI instaure aussi des mesures pour chaque ligne d'opérations ainsi que des briefings mensuels et bimensuels pour réviser son approche.

Dans l'immédiat, la mission confiée au général Metz par Georges Casey concerne la reprise des villes laissées aux mains des insurrections et la mise au pas des milices de Moqtada As-Sadr (qui ont repris les hostilités le 31 juillet à Bagdad et à Nadjaf après l'arrestation d'un adjoint du clerc chiite) : il s'agit de Falloudja, de Nadjaf et de Samarra. Bien que les opérations soient d'abord planifiées contre les sanctuaires sunnites, le soulèvement de Nadjaf oblige à se concentrer en priorité sur cette dernière cité. Le 5 août, la 11^{ème} unité expéditionnaire des Marines (11th MEU) renforcée par trois bataillons de l'Army et 3 bataillons des forces de sécurité irakiennes investit la ville. Après deux semaines de combats acharnés, les miliciens de l'Armée du Mahdi se retranchent dans le sanctuaire de l'Imam Ali. Le 27 août, le Grand Ayatollah Ali As-Sistani obtient un accord qui préserve le site, rétablit l'autorité du gouvernement provisoire et laisse Sadr se retirer librement de la ville. Cette opération forge un modèle combinant trois éléments essentiels : le rôle « légitimateur » joué par le gouvernement provisoire, l'importance des forces de sécurité irakiennes (qui dans le cas de Nadjaf sont placées en première ligne pour investir le sanctuaire de l'Imam Ali) et les actions de reconstruction menées par les officiers des Affaires Civilo-Militaires de l'Army et

³²⁸ Ces deux missions étant respectivement confiées au MNCI et au MNSTCI. Toutefois, le style de commandement de Thomas Metz, commandant le MNCI, est déléguant, ce qui autorise une décentralisation des initiatives, mais gêne également la coordination entre les différentes zones d'opération.

³²⁹ Kalev Sepp, ancien officier des Forces Spéciales et conseiller de Casey, résume ainsi l'ambiance qui prévaut au sein de l'état-major de la MNFI : « *il y avait un consensus sur le fait que l'axe d'effort et la clé étaient d'établir un gouvernement irakien et la tenue couronnée de succès des élections* », Interview de Kalev Sepp sur PBS Frontline, 19 juin 2007, accessible à l'adresse : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/endgame/interviews/sepp.html> (accédé le 8 novembre 2007). Cela signifie que les décideurs politiques et militaires américains se concentrent sur une solution *politique* au problème irakien, et non une solution uniquement militaire.

des Marines afin de restaurer les services publics, recenser et compenser les dégâts matériels et humains causés par les combats³³⁰. Dans le cas de Samarra, les bataillons de la 1^{ère} division d'infanterie et ceux de la garde nationale irakienne assument également cette approche globale. Selon la planification initiale, la reconquête de ce bastion doit opérer prioritairement avec des raids ciblés associés à des opérations d'influence afin d'obtenir des élites municipales la nomination d'un chef de la police, et l'élection d'un conseil reconnaissant et travaillant avec le gouvernement irakien. En août 2004, trois raids sont lancés au cœur de la ville afin de leurrer les insurgés, de collecter des renseignements et de les affaiblir. A la fin du mois, les élites municipales ont plié et la 2^{ème} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie met en place des actions de reconstruction qui visent essentiellement à donner des emplois aux habitants les plus jeunes. Toutefois, les réseaux insurgés se reconstituent, ce qui pousse la division à mener l'opération *Baton Rouge*, un gigantesque bouclage puis ratissage de la ville débutant le 1^{er} octobre. Les combats proprement dits ne durent que trois jours en raison de l'excellence des renseignements obtenus sur l'ennemi et le terrain. L'unité américaine passe de nouveau à la phase IV (reconstruction), utilisant le génie et les actions civilo-militaires pour animer des projets de reconstruction et l'infanterie pour maintenir la pression sur l'insurrection³³¹.

L'opération la plus importante, tant concernant les effectifs que le poids symbolique de l'objectif, concerne la cité de Falloudja³³². Il s'agit en effet du bastion le plus important de l'insurrection ainsi que d'un point stratégique susceptible à la fois de sécuriser les lignes logistiques de cette dernière avec la Syrie (via la vallée de l'Euphrate et l'autoroute 10) et de menacer Bagdad. Par ailleurs, démontrer les capacités et la légitimité du gouvernement provisoire s'avère ici relativement crucial, en raisons de l'opposition locale. Enfin, il s'agit de nettoyer le dernier sanctuaire insurgé au moment crucial des élections présidentielles américaines et dans la perspective des élections à l'Assemblée Constituante irakienne de

³³⁰ Sur l'articulation entre ces trois éléments, John R. Ballard, *Fighting for Fallujah : A New Dawn for Iraq*, New-Haven : Preager Security International, 2006.

³³¹ Entretien avec le général John Batiste, Newport, 15 septembre 2009. John Batiste et Paul Daniels, « Fighting for Samarra : Full-Spectrum Operations in Modern Warfare », *Military Review*, vol. LXXXV, n°3, mai-juin 2005, pp.13-21; 1^{ère} division d'infanterie, *Samarra: An Iraqi Success*, présentation lors d'une conférence de presse, 4 octobre 2004, American Armed Forces Press Service, « US, Iraqi Troops Strike Samarra Insurgents », 1^{er} octobre 2004, accessible à l'adresse : <http://www.defense.gov/news/newsarticle.aspx?id=25169> (accédé le 15 novembre 2007).

³³² Après le transfert de responsabilité à la « Brigade de Falloudja », les insurgés djihadistes de Al Qaïda en Irak (AQI) dirigés par Abou Moussab As-Zarquawi, ont repris le contrôle de la ville par des opérations d'intimidation visant à éliminer les potentiels soutiens du nouveau gouvernement et à consolider son alliance avec les élites politiques, religieuses, économiques et criminelles locales.

janvier. Les planificateurs de la Task Force formée autour de la 1^{ère} division de Marines capitalisent sur les opérations de Nadjaf et Samarra : l'action de nettoyage proprement dite (7 novembre-31 décembre 2004, avec un assaut se terminant le 17 novembre) n'intervient qu'après deux mois de préparation intense (stockage de munitions et de matériel, préparation pour les opérations de reconstruction, action psychologique à destination des insurgés et des habitants de la ville, mise en place du bouclage, harcèlement et pression destinés à déceler le dispositif et les tactiques insurgées, etc.) et se poursuit parallèlement aux actions civilo-militaires (reconstruction des services publics, réparation des dégâts, mise en place d'un nouveau conseil municipal)³³³. D'autre part, la place des unités irakiennes est cruciale pour démontrer les capacités du gouvernement provisoire (le premier ministre Allaoui ordonnant lui-même le déclenchement de l'opération). Afin de mieux contrôler la ville, les Marines mettent en place des systèmes de recensement des individus et des véhicules lors du retour des premiers habitants en décembre 2004. L'opération *Phantom Fury/As-Fajr* illustre les forces de l'approche tactique américaine, notamment l'importance des phases de modelage avant l'assaut, la mise en place d'une coordination entre les lignes d'opérations à l'échelon tactique, la supériorité de la puissance de feu, mais aussi les faiblesses d'une stratégie qui a peu d'effectifs pour l'ensemble du théâtre (les unités mobilisées autour de Falloudja ne peuvent donc contrôler d'autres points sensibles de l'ouest irakien ou du « Triangle sunnite ») et qui s'appuie sur une croyance hâtive en la capacité du gouvernement et des institutions irakiennes à prendre le relais des unités américaines³³⁴.

Une stratégie de repli contre-productive sauf en Anbar

La reconquête des bastions insurgés est donc contemporaine d'une nouvelle stratégie qui insiste sur la montée en puissance d'un gouvernement irakien capable d'éradiquer

³³³ Sur tous ces points, « Bing » West, *No True Glory*, *op. cit.*, Michel Goya, « Les Fantômes furieux de Falloudja », *Cahiers du Retex*, Paris : CDEF, 2006, Donald Wright et Timothy Reese, *On Point II*, *op. cit.*, pp.344-357 ; Laurence Lessard, « Interview with lieutenant-général Richard F. Natonsky », *Operational Leadership Experiences*, Combat Studies Institute, Fort Leavenworth, 5 avril 2007, général John F. Sattler et lieutenant-colonel Daniel H. Wilson, « Operation AL FAJR: The Battle of Fallujah Part II, » *Marine Corps Gazette*, vol.89 n°7, juillet 2005, pp.12-24.

³³⁴ Selon Francis « Bing » West, le général Mattis aurait plusieurs fois adressé des requêtes afin d'obtenir une brigade supplémentaire en Anbar. « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, p.61.

l'insurrection plutôt que sur la destruction systématique de celle-ci³³⁵. Cependant, une fois Falloudja reprise et les élections de janvier effectuées, Casey et Abizaid choisissent une approche indirecte : les unités américaines doivent se retirer au sein de larges bases situées à la périphérie des villes puis, à compter de mars 2005, l'axe d'effort consiste à former au plus vite l'armée et la police nationale irakiennes³³⁶. Le choix de cette posture tactique est important, car si il reflète des impératifs politiques ou des contraintes d'effectifs, il découle surtout de l'appréhension du contexte irakien par les généraux Casey et Abizaid³³⁷. En effet, la stratégie dite de « transition » mise en place par les deux responsables du théâtre aurait pu passer par une présence accrue et durable des troupes américaines au cœur des zones peuplées. Outre les considérations propres à Washington évoquées plus haut, il faut tenir compte des logiques divergentes, voire concurrentes, qui caractérisent les acteurs américains en Irak. Le retrait dans les bases avancées (ou *Forward Operating Bases*) répond aux inquiétudes des logisticiens et des officiers généraux concernant le ravitaillement et la

³³⁵ Le général Casey estime en effet que la défaite de l'insurrection prendra des années, voire des décennies, et qu'il faut donc accélérer la montée en puissance des forces de sécurité irakiennes, celles-ci devant être surtout capables de tenir en échec les mouvements rebelles et assurer l'unité de la société. C'est la raison pour laquelle l'objectif fixé par le général John Vines – qui a succédé à Thomas Metz à la tête du MNCI en janvier 2005 – est de « progresser rapidement dans la génération et l'entraînement des Irakiens pour qu'ils puissent prendre la responsabilité de la sécurité dans toutes les provinces », Eric Schmitt, « New U.S. Commander Sees Shift in Military Role », *The New York Times*, 12 janvier 2005.

³³⁶ Cet objectif politique et la stratégie qui doit permettre de l'accomplir sont adoptés par Rumsfeld et Bush dans l'été 2005. Le 28 juin, le président américain annonce ainsi que « pendant que les Irakiens montent en puissance, nous devons progressivement nous retirer » (« As Iraqis stand up, we will stand down »), John D. Banusiewicz, « 'As Iraqis Stand Up, We Will Stand Down', Bush Tells the Nation », *American Forces Press Service*, 28 juin 2005, accessible à l'adresse : <http://www.defense.gov/news/newsarticle.aspx?id=16277> (accédé le 15 novembre 2007). Le leitmotiv est réitéré devant l'Académie Navale d'Annapolis le 30 novembre 2005. La révision du plan de campagne effectuée en mars 2005 estime que les forces irakiennes pourront relever les Américains d'ici fin 2006, « Bing » West, *The Strongest Tribe*, op.cit., p.83. L'attitude de Rumsfeld, volontiers dictatorial, consiste à réclamer une victoire rapide, sans tenir compte des délais nécessaires et de la contradiction entre un retrait accéléré et la défaite de l'insurrection. Pourtant, l'ambassadeur Zalmay Khalilzad et le général Casey assemblent une équipe chargée d'évaluer cette approche qui conclut à des risques importants et recommande une tactique directe. Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, *Endgame : The Inside Story of the Struggle for Iraq From George W. Bush to Barack Obama*, New-York: Pantheon Books, 2012, chapitre 10.

³³⁷ Les impératifs politiques sont multiples mais découlent du coût d'une occupation de plus en plus meurtrière et de moins en moins légitime aux yeux de l'opinion publique américaine. Pour le président Bush, il s'agit de sortir au plus vite de l'enlisement. Au-delà, la question des effectifs (insuffisants pour continuer à « tenir » les cités irakiennes) renvoie aussi aux relations politico-militaires (cf. chapitre 1) : il s'agit de maintenir un niveau de force suffisant pour respecter le contrat opérationnel défini par les différents documents officiels. Interview de John Krepinevich par PBS Frontline, 10 janvier 2007, accessible à l'adresse : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/endgame/interviews/krepinevich.html> (accédé le 10 novembre 2007). Avec 150 000 hommes répartis en 50 bataillons (et théoriquement 80 000 soldats irakiens, mais surtout dans le Sud Chiite), Casey doit occuper une quinzaine de villes et garder ouverts plus de 1 000 kms de lignes logistiques. A Bagdad, le 1/64 Armor (de la Task Force armée par la 1^{ère} division de cavalerie) doit assurer la sécurité de plus d'un million et demi d'habitants. « Bing » West, *The Strongest Tribe*, op.cit., p.61. Toutefois, ni Sanchez – qui reconnaît le 15 avril 2004 sur CNN qu'il « n'y a jamais eu aucune directive de [ses] supérieurs interdisant ou empêchant de demander des forces additionnelles » - ni Bremer – qui a recommandé plusieurs fois l'envoi de troupes supplémentaires- ni non plus les officiers déployés sur le terrain n'ont pu surmonter l'opposition des décideurs militaires à Washington ou la volonté de Rumsfeld de ne pas impliquer davantage les troupes sur le terrain. L. Paul Bremer III, *My Year in Iraq*, op. cit., p.106.

protection des troupes³³⁸. Pour Abizaid, la nécessité de disparaître des regards irakiens est centrale. Sa perception des causes du soulèvement de 2004 repose en effet sur la « doctrine de l'anticorps » : les militaires américains seraient considérés comme des occupants, ce qui accentuerait le rejet de la population à leur égard comme à celui du gouvernement irakien. En quelque sorte, la présence trop visible engendrerait des « anticorps ». A la racine de cette conception, l'altérité culturelle fondamentale existant entre les militaires américains et la société irakienne est l'explication centrale³³⁹. Selon John Nagl, Abizaid aurait tiré une fausse leçon de l'expérience américaine au Liban en 1983 et s'appuierait sur cette analogie pour convaincre ses supérieurs et ses subordonnés de la justesse de son analyse³⁴⁰. De fait, un consensus se dégage entre le général Myers – Président du Comité des Chefs d'état-major sortant -, Donald Rumsfeld et les généraux Vines et Casey pour soutenir la nécessité d'une « *empreinte limitée pour éviter à la fois la dépendance et l'aliénation des Irakiens* »³⁴¹.

Le choix tactique du redéploiement au sein des FOB apparaît militairement contre-productif. En effet, le procédé des patrouilles quotidiennes doit être revu, puisque d'une part, celles-ci se font désormais en véhicule (limitant toute interaction avec la population), et d'autre part parce que l'éloignement entre la base et les villes accroît le risque d'IEDs ainsi que les capacités de réaction des insurgés³⁴². Les habitudes et la routine rendent en effet très prévisibles les horaires et trajets des patrouilles³⁴³. Plus important, cela se traduit par des

³³⁸ Selon Kalev Sepp, alors membre du groupe informel des « *Doctors Without Orders* » de Casey, « *les logisticiens ont argumenté sans cesse pour le maintien de quelques grandes bases au lieu de multiples avant-postes. Cela était censé diminuer la létalité des IED et maximiser le recomplètement* », cité par « Bing » West, *The Strongest Tribe*, op. cit., p.80.

³³⁹ Explication qui trouve son point d'appui dans le fameux aphorisme de Lawrence d'Arabie: « *mieux vaut laisser les Arabes faire médiocrement que de leur faire vous-même parfaitement* ».

³⁴⁰ Cité par Tim Hardford, *Adapt : Why Success Always Starts with Failure*, New-York: Picador, 2012, p.120. Abizaid bénéficie aussi d'une aura particulière en tant qu'Américain d'origine libanaise et diplômé de Harvard. Pour Georges Casey, l'analogie la plus pertinente est celle de la Bosnie qui le renvoie au dilemme de l'efficacité stratégique ou de l'autonomie des forces de sécurité locale.

³⁴¹ Rumsfeld cité par « Bing » West, *The Strongest Tribe*, op. cit., p.109.

³⁴² Ce fait n'empêche pas les officiers américains, davantage concentrés sur les opérations de combat, de multiplier les statistiques optimistes concernant le nombre de patrouilles effectuées quotidiennement. Plutôt que de démontrer une compréhension réelle des intentions du commandement et de sa pertinence tactique, ces comptes-rendus illustrent plutôt un phénomène de conformité bureaucratique aux décisions de la hiérarchie, que les Américains appellent le « *can do spirit* » ; « Bing » West, *The Strongest Tribe*, op. cit., p.80.

³⁴³ « Se rendre au travail » (*commuting to work*) devient ainsi l'expression désignant ces patrouilles parmi les « Fobbits ». E-mail du Capitaine S., déployé près de Mossoul en 2005, 28 janvier 2011, e-mail du Major F., officier opération d'un bataillon déployé aux abords septentrionaux de Bagdad, 12 octobre 2009. Voir aussi ce qu'en dit « Bing » West, *The Strongest Tribe*, op. cit., p.81. Dans sa *COIN Guidance* de juin 2007, Petraeus reprend d'ailleurs cette expression pour la remplacer par « vous ne pouvez déléguer ce combat » (« *You can't commute to this fight* », jeu de mots rendu possible par le fait que le verbe « *commute* » est à la fois transitif

opérations de bouclage et de ratissage intermittentes qui donnent lieu à un contrôle partiel voire insuffisant des zones peuplées. Ainsi, le lieutenant-colonel Steve Miska, commandant le 1/2 infanterie de la 172^{ème} brigade et installé dans une FOB aux abords de Tikrit, décrit une les opérations menées sur Samarra :

« tous les deux ou trois mois, nous envoyions une Task Force. [...] Lorsque nous avançons dans les rues avec nos Bradleys, les insurgés s'enfuyaient ou restaient à un pâté de maison de distance. De temps à autre, nous en repérons un traversant la rue ou nous visant avec son RPG, et nous l'abattions. Après avoir nettoyé la ville, nous retournions à la FOB de Tikrit et ils s'infiltraient de nouveau. Cela n'avait aucun sens, tactiquement parlant »³⁴⁴.

Cette situation proche du tonneau des Danaïdes permet à l'insurrection de reprendre le contrôle des villes abandonnées en 2004 ou de déplacer son centre de gravité vers d'autres centres laissés avec peu de troupes lors des opérations de reconquête des bastions. Ainsi, les insurgés ayant réussi à fuir Falloudja durant la phase de préparation avant l'assaut se sont-ils réfugiés à Mossoul puis dans l'ensemble de la zone frontalière avec la Syrie (et notamment les villes de Tal Afar et de Al Qaim. Le 10 novembre 2004, profitant du fait que les unités de la 1^{ère} brigade de la 25^{ème} division d'infanterie (et notamment le 1/24 « Strykers ») se sont retirées dans la FOB Marez (située au Sud de la ville), les insurgés attaquent simultanément douze des treize commissariats de police de la ville. Cette action suscite une nouvelle opération de reconquête entre le 11 novembre et le 29 décembre 2004, période durant laquelle les insurgés arrivent à pénétrer la FOB et à faire exploser une voiture piégée près du mess (21 décembre)³⁴⁵. En dépit des combats menés à Mossoul, les insurgés parviennent à infiltrer de nouveau la ville, profitant des tensions entre habitants Kurdes et Arabes³⁴⁶.

(dans son sens de « commuer », « déléguer ») et intransitif (dans l'expression « faire la navette », « se rendre au travail »). David Petraeus, « MNFI Commander's COIN Guidance », *art. cit.*, p.2.

³⁴⁴ E-mail du Lieutenant-colonel Steve Miska, 15 août 2010. Cité également en des termes similaires par « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op. cit.*, p.81.

³⁴⁵ Les durs combats qui scandent ces deux mois s'apparentent à bien des égards aux futures actions à Tal Afar ou à Ramadi. Ainsi, le 1/24 met-il par exemple en place cinq avant-postes (COP) pour assurer un quadrillage progressif de la ville et pour attirer le feu ennemi. Voir John McGrath, « Action at Combat Outpost Tampa », *In Contact. Case Studies for the Long War*, vol. 1, Fort Leavenworth: Combat Studies Institute, 2006, pp.33-58.

³⁴⁶ Pour reprendre le contrôle de la ville, la brigade américaine s'est assurée en effet le concours des miliciens kurdes (*Peshmergas*), ce qui a attisé les tensions entre communautés et donné une audience et une unité plus larges à l'insurrection sunnite. Eric Hamilton, *The Fight for Mosul*, Backgrounder n°31, Institute for the Study of War, avril 2008.

D'autre part, ces opérations de reconquête sans cesse renouvelées s'appuient sur les forces armées ou de police irakiennes en cours de formation sans tenir toujours compte des contraintes internes à ces dernières. Ainsi, l'opération *Knockout* (12 novembre 2005) destinée à reprendre Bakuba – la capitale provinciale de Diyala – ressemble-t-elle fortement à l'assaut sur Falloudja ou à celui sur Mossoul mais avec une participation accrue et en pointe des forces irakiennes³⁴⁷. Or, en dépit du constat optimiste émis par les officiers américains, si les policiers et militaires irakiens peuvent mener des actions de combat en soutien des unités de la Coalition, elles n'apparaissent pas en mesure de tenir le terrain une fois ces dernières parties. Sans compter que les divergences et calculs politiques entre les élites irakiennes laissent les Américains seuls dans la lutte. Les opérations menées dans Bagdad entre juin et octobre 2006 (opérations *Together Forward* et *Together Forward II*) illustrent les défauts d'une approche qui compte trop sur les institutions irakiennes pour tenir le terrain conquis par les Américains. Délaissant certaines régions cruciales de l'Irak (la 172^{ème} brigade est ainsi déplacée de Mossoul), le général Casey décide en effet de soutenir l'opération décidée par le premier ministre irakien As-Maliki : plus de 50 000 hommes (dont 7 200 Américains) investissent Bagdad, imposent un couvre-feu, installent des points de contrôle et tentent de mettre fin aux violences. En dépit de cette escalade des effectifs dans la capitale (près de 48 bataillons participent à l'opération), les résultats obtenus sont décevants³⁴⁸. De fait, après avoir sécurisé les quartiers où elles se sont installées, les unités américaines ne peuvent compter que sur une présence nominale de la Police Nationale et de l'Armée irakiennes afin de consolider leurs positions³⁴⁹. En l'absence de « transfert », il n'est pas possible de stabiliser la situation sécuritaire dans d'autres quartiers où se réfugient les insurgés.

³⁴⁷ Colonel James K. Grier, « Operation Knockout. COIN in Iraq », *Military Review*, vol. LXXXV, n°6, novembre-décembre 2005, pp.16-19.

³⁴⁸ Le général William Caldwell, porte-parole de la MNFI, estime ainsi que « *la campagne pour sécuriser Bagdad doit être reconsidérée après une escalade décourageante de la violence* », cité dans CNN, « Baghdad Violence Forces U.S. to Re-Evaluate Strategy », 19 octobre 2006. A noter que l'itération même de l'opération (puisque *Together Forward* est remplacée par *Together Forward II* le 8 août) illustre l'échec de la campagne. Lire aussi le reportage de Dexter Filkins, « Baghdad's Chaos Undercuts Tack Pursued by U.S. », *The New-York Times*, 6 août 2006 dans lequel est soulignée notamment la hausse des violences dans les zones transférées aux forces armées irakiennes.

³⁴⁹ La plupart des unités irakiennes ne sont pas en effectifs complets (du fait des désertions ou des permissions) et sont recrutées localement. Un conseiller militaire américain explique ainsi que les troupes appelées du Kurdistan ou du Sud Chiite ont refusé l'ordre de déploiement ou se sont mutinées. D'autre part, l'Armée irakienne manque de moyens de transport. Enfin, les unités de la Police Nationale sont souvent inféodées aux milices chiites qui participent aux violences dans la capitale. Lire par exemple Thomas E. Ricks, *The Gamble*, *op. cit.*, p.50.

Cette stratégie et son évolution vers un retrait accéléré (puisque Casey parvient à faire tomber les effectifs à 133 000 hommes à la fin de 2005) sont également problématiques au regard des étapes électorales qui constituent l'objectif stratégique. En effet, trois élections doivent se tenir dans cette seule année : l'élection à l'Assemblée Constituante en janvier, le référendum sur la constitution en octobre et les élections législatives de décembre. Or, il y a un déséquilibre patent entre une posture tactique de retrait et la réalité sécuritaire qui impose d'assurer l'ordre et la tenue de ces élections. Comme l'illustre le cas de la 1^{ère} division d'infanterie du général Batiste (Division Multinationale Centre-Nord – Samarra, Tikrit), la préparation des élections de janvier est une tâche qui nécessite de s'impliquer de nouveau au sein des populations, d'accélérer la formation des forces irakiennes et de mener des opérations de combat contre les insurgés³⁵⁰.

En Anbar, la campagne lancée sur le Haut-Euphrate par les Marines tranche d'ailleurs avec la posture adoptée sur le reste du théâtre. Si les objectifs militaires correspondent bien à la stratégie d'ensemble (sécuriser les élections), l'approche tactique diffère quelque peu, d'autant plus que l'on constate une forte hétérogénéité dans les procédés mis en œuvre par les unités de Marines ou de l'Army³⁵¹. A cet égard, il est important de noter que la province reste un effort secondaire aux yeux de Casey (puisque Bagdad est le cœur politique de l'Irak), alors même qu'elle compte pour près de 40% des pertes américaines entre 2003 et 2008 pour 20% des effectifs³⁵². Or, l'abstention massive des Sunnites (représentant près de 90% de la population de la province) lors des élections de janvier démontre la nécessité d'agir dans cette zone.

Sur le plan militaire, l'axe d'effort est double : il s'agit en effet de contrôler la frontière syrienne et les routes longeant l'Euphrate qui fournissent des lignes de communication aux insurgés d'une part, et de sécuriser les villes de la province (Falloudja, mais aussi Ramadi – la capitale provinciale – , Hit et Haditha) pour faciliter le retour à l'ordre et la tenue des élections d'autre part. En raison du peu de forces dont dispose la 2nde Force Expéditionnaire

³⁵⁰ En d'autres termes, et en dépit de l'accent mis sur la formation opérationnelle des Irakiens, les Américains préfèrent agir eux-mêmes, retardant *de facto* l'échéance d'une année promise pour le transfert total. Sur l'expérience de la 1^{ère} division, lire Dennis Steele, « The 1st Infantry Division in Iraq : The Iraqi Elections », *Army Magazine*, vol.55, n°5, mai 2005, pp.19-38.

³⁵¹ De 2004 à 2010, la province d'Anbar est restée sous la responsabilité des Marines (1^{ère} et 2^{ème} *Marine Expeditionary Forces*-MEF).

³⁵² Selon le site icasualties.org, il y aurait eu 1335 morts américains en Anbar sur cette période (juste derrière Bagdad avec 1422 pertes), accessible à l'adresse : <http://icasualties.org/iraq/ByProvince.aspx> (accédé le 2 janvier 2009). Voir aussi Mark Kukis, « The Most Dangerous Place in Iraq », *Time Magazine*, 11 décembre 2006, « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, p.106.

des Marines (IInd MEF), un seul régiment (le RCT 2) est déployé dans cette partie de la province d'Anbar (la zone d'opération Denver)³⁵³. Le colonel Davis, commandant le RCT 2, met donc en place une campagne visant à réaliser les deux objectifs (Fig. 6). Dans un premier temps, les opérations se concentrent sur la recherche de caches d'armes, l'exercice d'une pression continue sur les insurgés et la sécurisation des villes situés à l'est de la zone de responsabilité. Dans un second temps, des raids accentuent la pression sur la partie centrale. Enfin, à compter du mois d'octobre, l'opération *Hunter/Sayeed* consiste à établir une présence continue à la frontière, notamment dans les villes de Al Qaim et de Husaybah. Dans cette dernière phase, l'opération *Steel Curtain* menée par le 3^{ème} bataillon du 6^{ème} régiment de Marines (le 3/6) démontre un changement d'approche tactique : les hommes du colonel Julian Alford investissent la ville et s'y établissent, nouant des contacts avec la tribu Albu Mahal (qui a formé le bataillon Hamza afin de combattre AQI) et sécurisant la ville en six mois de présence³⁵⁴. Contemporaine de l'opération du 3^{ème} régiment blindé du colonel McMaster à Tal Afar, *Steel Curtain* est éclipsée par cette dernière³⁵⁵. A bien des égards pourtant, Al Qaim sert de modèle aux opérations que les Marines vont mener l'année suivante, en opposition avec la stratégie initiale du général Casey³⁵⁶.

³⁵³ Les deux autres régiments (RCT 8 et RCT 6) sont déployés entre Falloudja et Bagdad pour interdire l'accès à la capitale irakienne, notamment autour du bastion de Karmah. Un RCT des Marines comprend quatre bataillons d'infanterie. Si on ajoute que la IInd MEF est augmentée de la 2^{ème} Brigade de la 28^{ème} division d'infanterie (*Army*), cela signifie qu'une quinzaine de bataillons (3 200 Marines et 4 000 Gardes nationaux) doivent sécuriser une superficie de 20 000 km² de fermes et de zones cultivées (pour une superficie totale de 80 000 km²), la population de cette zone étant estimée à 400 000 habitants.

³⁵⁴ Sur la campagne de la Haute Vallée de l'Euphrate, lire « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, spécialement les p.75, 88, et 98-100 ; Kenneth Estes, *U.S. Marines in Iraq 2004-2006 : Into the Fray*, Quantico : U.S. Marine Corps Historical Division, 2011 ; Timothy S. McWilliams et Curtis P. Wheeler, *Al Anbar Awakening : U.S. Marines and Counterinsurgency in Iraq 2004-2009*, vol.1 American Perspectives, Quantico : Marine Corps University Press, 2009 ; Jim Michaels, *A Chance in Hell : The Men Who Triumphed Over Iraq's Deadliest City and Turned the Tide of War*, New-York: St Martin's Press, 2011, pp.55-58. Sur les différentes opérations: River Blitz, Olivier Poole, « Operation River Blitz Opens Fresh US Attempts to Crush Terrorists », *The Telegraph*, 22 février 2005, Sur les opérations du RCT 2 au printemps 2005, Mark Mazetti et Salomon Moore, « Insurgents Flourish in Iraq's Wild West », *The Los Angeles Times*, 24 mai 2005; sur l'opération Matador, Donna Miles, « Operation Matador Helping Flush Insurgents from Western Iraq », American Forces Press Service, 10 mai 2005 ; sur l'opération Hunter/Sayeed, Timothy S. McWilliams et Curtis P. Wheeler, *Al Anbar Awakening*, *op.cit.*, pp.105-109; sur l'opération Steel Curtain, John Ward Anderson, « U.S. Widens Offensive in Far Western Iraq », *The Washington Post*, 15 novembre 2005, e-mails du Lieutenant-colonel Julian D. Alford, 18 octobre 2009 et 4 décembre 2009.

³⁵⁵ Selon « Bing » West, Georges Casey se rend rapidement sur place dans l'hiver 2005-2006, mais échoue à impliquer le gouvernement irakien pour soutenir l'effort débuté par Alford. « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, p.102.

³⁵⁶ Grace à l'appui des Albu Mahal et l'implication des officiers de l'armée irakienne, les Marines du RCT2 parviennent à accroître les effectifs des forces de sécurité dans l'ensemble de la province (de 2 500 en mars 2005 à 16 000 en novembre). Néanmoins, les seuls postes de police fonctionnels sont ceux de Falloudja et de Al Qaim. Quant à l'administration provinciale, elle survit à Ramadi grâce à la protection des Marines placés en état de siège autour du siège du gouvernement.

Date	Mission	Opérations	Unités	Lieux	Procédés
Janvier-février 2005	Sécuriser les élections	River Blitz	2BCT/28ID 2RCT	-Ramadi -Hit -Baghdadi	-Contrôle des voies de communication et protection du centre du gouvernement -Ratissage et Raids -Bouclage et ratissage
Juin-Juillet 2005	Contrôler la vallée de l'Euphrate	-Sword -Fire -Scimitar -Matador/Spear	-2RCT -1/5 -3/8 -3/2	-Hit=>Haditha -Ramadi -Falloudja -Karabilah	-bouclage et raids -raids -raids -conquête
Août-octobre 2005	Contrôler la vallée de l'Euphrate et la frontière syrienne	-Quick Strike	-3/25	Haditha et les villes situées entre celles-ci et la frontière	Nettoyage et « tâche d'huile »
Novembre 2005	Nettoyer la zone et établir une présence permanente à la frontière	Hunter/Sayeed (Steel Curtain)	2 RCT	-Al Qaim (3/6) -Husaybah -Karabilah	CHB et alliance avec tribu Abu Mahal
Juillet-décembre 2005	Sécuriser Ramadi	Opérations Panthers, Bruins, Lions, Tigers, Shanks, Rams	3/7	Ramadi	Raids
Décembre 2005-janvier 2006	Sécuriser Hit	-Moon River -Koa Canyon	1/2 BLT	-Kubaysah (SW Hit) puis Hit -W et S de Hit	-Rens/présence puis COP -Ratissage
Juin 2006-Mars 2007	Conquête de Ramadi		1BCT/1AD	Ramadi	CHB

Fig.6 : la campagne de la Haute Vallée de l'Euphrate et ses suites³⁵⁷

Ainsi, la fin de l'année 2005 voit-elle le débat stratégique repris en main par les décideurs politiques. Le dilemme inhérent à la stratégie du général Casey (effectuer un retrait tactique et stratégique sans disposer d'institutions irakiennes solides) donne naissance à une opposition entre le secrétaire d'Etat Condoleeza Rice (qui prône une implication directe pour neutraliser l'insurrection avant un retrait) et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld (favorable à la continuation de la stratégie en cours). Par ailleurs, en dépit de la marge de manœuvre dont ils disposent, ni Casey ni Abizaid ne demandent des troupes supplémentaires. Lors d'une audition devant la commission des forces armées du Sénat, le premier déclare que « si [il] estime avoir besoin de davantage de troupes, [il] les demander[a] », tandis que l'année suivante, le second estime devant le même aréopage que, si aucune réduction ne doit

³⁵⁷ Tableau composée à partir de multiples sources, notamment sur le site du *Marine Corps Times*.

plus être envisagée en raison de la hausse des violences, il ne doit pas y avoir non plus d'augmentation³⁵⁸. Il reconnaît pourtant le hiatus entre la mission de transition (pour laquelle il estime disposer de suffisamment de troupes) et les missions de contre-insurrection que les Américains effectueraient eux-mêmes (pour laquelle il sait manquer d'effectifs). Ce dilemme non résolu reste donc en suspens après près de trois années d'occupation.

Section 2 : Imposer et maintenir la paix

Comprendre les choix stratégiques américains nécessite de les mettre en contexte. La notion de configuration stratégique apparaît pertinente ici. En effet, si l'action des militaires américains s'exerce bien dès le départ face à une multitude d'acteurs, c'est davantage dans le cadre d'une entropie généralisée. Puisque en effet, aux insurgés de tous bords, il faut ajouter les éléments criminels et partisans ainsi que les liens complexes qui les unissent. Cependant, la structure sécuritaire générale fait apparaître une polarisation nette entre les Américains et une « résistance » certes multiple mais unie face à eux. A partir de 2005, la configuration change dès lors que ces différents acteurs entrent en concurrence et en conflit les uns avec les autres. De ce fait, une opportunité stratégique s'ouvre pour arbitrer ces conflits violents et imposer la paix.

La reprise de l'initiative correspond à la fois à une redéfinition des objectifs militaires et politiques en Irak et à la généralisation de l'approche directe. Plutôt qu'une rupture brutale, le *surge* de 2007 illustre l'évolution progressive des facteurs ayant conditionné les stratégies antérieures, tant à Washington que sur le théâtre irakien. Le point majeur est le consensus qui semble se dégager entre les différents acteurs politiques et militaires. La logique de « guerre limitée » s'impose dès lors à tous, même si elle n'est pas perçue de manière similaire.

³⁵⁸ Général Georges Casey, « Hearing Before the Senate Armed Forces Committee », 23 juin 2005; « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, p.111. Général John Abizaid, « Hearing Before the Senate Armed Forces Committee », 3 août 2006.

Le *surge* : objectifs militaires et buts politiques

La révision stratégique de 2006 est un long processus. Débuté à la mi-juin 2006, il aboutit en effet en janvier de l'année suivante³⁵⁹. Ce long délai s'explique par la difficulté à dégager un consensus et illustre dans le même temps la volonté des décideurs politiques de reprendre en main la décision stratégique. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans le détail du processus politique et bureaucratique, mais plutôt d'en dégager les traits saillants afin de souligner les dynamiques à l'œuvre et d'analyser la nouvelle stratégie.

L'élément majeur tient dans la recherche du consensus par le président Bush. De fait, si le déni concernant la situation sécuritaire et politique en Irak persiste au début de l'année 2006 (comme l'illustrent les efforts menés pour promouvoir la Stratégie Nationale pour la Victoire en Irak auprès de l'opinion publique), la longueur des négociations en vue de former un nouveau gouvernement irakien (six mois) et l'explosion de violence à compter de février 2006 favorisent une évolution interne. Toutefois, le président reste convaincu qu'il faut donner davantage de temps encore à la stratégie de Casey de faire ses preuves³⁶⁰. A partir du moment où il devient patent qu'une orientation nouvelle doit être impulsée, l'objectif du président devient d'éviter toute dissidence ou toute dissension de la part notamment des militaires en charge de la stratégie en Irak (Casey et Abizaid en premier lieu). Au départ décentralisée (le Conseil National de Sécurité, le JCS, le Département d'Etat et même le général Raymond Odierno qui prend le commandement du Corps Multinational-Irak en novembre 2006), la révision stratégique est prise en main par le Conseiller à la Sécurité Nationale Stephen Hadley en octobre à la demande du président Bush. Sa tâche principale consiste à déterminer toutes les options disponibles et à présenter au président celles qui auront recueilli l'accord le plus large : il s'agit donc d'atteindre le consensus entre des acteurs aux intérêts et aux perceptions très différentes. Si le consensus est facilement atteint concernant l'échec de la stratégie en cours, il n'en va pas de même avec les options alternatives³⁶¹. L'option du *surge* à cinq brigade se déploie donc progressivement au cours de

³⁵⁹ Ce processus a fait l'objet de plusieurs récits et analyses. Bob Woodward, *The War Within*, *op.cit.*, Thomas E. Ricks, *The Gamble*, *op.cit.*, Peter D. Feaver, « The Right to be Right », *art.cit.* Lire aussi les mémoires du président Bush qui date de la fin mai 2006 la prise de conscience de la nécessité d'une révision stratégique, George W. Bush, *Decision Points*, New-York : Crown, 2010, pp.363-364.

³⁶⁰ George W. Bush, *Decision Points*, *op. cit.*, pp.364-367. Thomas Ricks cite aussi le voyage secret que fait le président à Bagdad pour expliquer la conviction durable de ce dernier à soutenir Casey: Thomas E. Ricks, *The Gamble*, *op. cit.*, pp.42-45.

³⁶¹ En simplifiant, celles-ci se réduisent à trois : une escalade pour mener des opérations de contre-insurrection (Conseil National de Sécurité et Bureau du vice-président Cheney), retrait dans les bases avancées sans plus en

ce processus en raison d'une alliance entre Hadley, le CJSC Peter Pace et la coalition d'innovateurs au sein du monde militaire et de la communauté de Défense. Cette coalition parvient à se faire entendre au sein des organes gouvernementaux grâce à des initiatives d'influence diverses (articles, entrevue avec le président, activation de réseaux). Le rôle de l'ancien vice-chef d'état-major de l'Army John Keane est essentiel³⁶². Protecteur de Petraeus, il joue de son influence et de son autorité pour court-circuiter la chaîne hiérarchique et pour avancer la cause de son poulain, tout en s'appuyant sur des experts issus du monde des *Think Tanks* tels que Frederic Kagan ou Stephen Biddle³⁶³. D'autre part, Keane et ses alliés peuvent compter sur le général Raymond Odierno qui prêche une approche tactique différente de celle de son supérieur. Le rôle tenu par Hadley et Peter Pace n'est pas moins important : il s'agit de s'assurer du consensus. Le CJSC doit notamment faire prévaloir la nécessité de la révision stratégique auprès de Abizaid et Casey, mais également persuader les chefs d'état-major des différentes armées que le déploiement d'effectifs supplémentaires est possible³⁶⁴. L'action de Pace et de Hadley est facilitée par la démission de Donald Rumsfeld en novembre 2006 et la nomination de Robert Gates, favorable aux arguments des « innovateurs ». Enfin, l'attitude du président Bush et sa manière de gérer la susceptibilité du général Casey mérite d'être soulignée : par le biais de visioconférences hebdomadaires, le président s'efforce non seulement de ne pas désigner la nouvelle stratégie comme une condamnation de l'ancienne, mais également d'impliquer Casey dans la mise en œuvre. Le désignant comme chef d'état-major de l'Army, Bush lui donne en effet comme mission de gérer les rotations et le déploiement des troupes issues de cette institution³⁶⁵.

Néanmoins, ce consensus n'est pas sans faille. Il révèle ainsi que les militaires ne présentent en rien un front uni. C'est d'ailleurs ces dissensions ou divergences internes qui

sortir tout en facilitant les options diplomatiques (Département d'Etat), transfert accéléré tout en facilitant les négociations entre les acteurs irakiens (Département de la Défense, JCS, MNF-I, Ambassade à Bagdad). Toutefois, les raisons de ces préférences sont multiples, allant de la défense d'une stratégie que l'on met en œuvre depuis deux ans (Département de la Défense, MNF-I, Ambassade) à une mauvaise appréciation des capacités des forces armées américaines à déployer davantage de troupes en Irak (Département d'Etat). D'autre part, il faut tenir compte des positions respectives prises par les représentants de ces différents ministères (le représentant du Département d'Etat est Philip Zelikow, un ardent défenseur de l'escalade militaire). Frederick W. Barnes, « How Bush Decided on the Surge », *The Weekly Standard*, 4 février 2008; Thomas E. Ricks, *The Gamble, op. cit.*, pp.101-104; Bob Woodward, *The War Within, op. cit.*, pp.230-239.

³⁶² Bob Woodward, « You're Not Accountable, Jack », *The Washington Post*, 9 septembre 2008.

³⁶³ Ces personnes sont reçues avec Keane par le président Bush en personne le 11 décembre 2006. Stephen Biddle « Seeing Baghdad, Thinking Saigon », *Foreign Affairs*, mars-avril 2006.

³⁶⁴ Pace favorise ainsi l'appui que les chefs d'état-major apportent à l'envoi de cinq brigades supplémentaires lors d'une visite que le président fait au JCS le 13 décembre au cours de laquelle il promet à l'Army et aux Marines de recruter davantage. Bob Woodward, *The War Within, op. cit.*, p.286.

³⁶⁵ Peter D. Feaver, « The Right to be Righ », *art. cit.*, pp.109-110.

permettent aux décideurs politiques de reprendre en main le processus stratégique³⁶⁶. Toutefois, si cette alliance entre l'administration et la coalition des « innovateurs » est un atout aux mains de la « présidence impériale », elle contient en creux des malentendus lourds de conséquences, notamment en ce qui concerne la nouvelle stratégie. Une tension existe donc entre les buts politiques tels que définis par les décideurs et la manière dont ceux-ci sont interprétés par les innovateurs dans le sens d'un engagement accru des forces américaines dans les conflits de contre-insurrection.

La révision stratégique répond également à des impératifs politiques. Les élections de mi-mandat de novembre 2006 ont en effet accordé la majorité du Congrès au parti démocrate. Cette défaite est interprétée par le président comme un désaveu de la stratégie menée en Irak, à défaut d'être un rejet de ses objectifs politiques quant à l'intervention. De plus, le 6 décembre est rendu public le rapport demandé par le Congrès en mars afin d'évaluer et de réviser la stratégie. Commission bipartisane présidée par James Baker et Lee Hamilton, le *Iraq Study Group* (ISG) recommande d'accélérer la stratégie de transition et le retrait des troupes américaines ainsi que l'ouverture de négociations avec la Syrie et l'Iran afin de faciliter la stabilisation en Irak³⁶⁷. La décision finalement annoncée le 10 janvier 2007 par le président Bush d'accroître les effectifs déployés en Irak de cinq brigades et de plusieurs bataillons de Marines (soit l'équivalent de 20 000 hommes) contredit donc ces impératifs politiques. Néanmoins, il faut saisir que la nouvelle stratégie n'est pas une ignorance de ces derniers, et notamment le soutien de l'opinion publique et du pouvoir législatif. De fait, si le Congrès est réticent vis-à-vis du *surge*, il le manifeste avant tout par un marchandage plutôt que par une opposition susceptible de faire échouer la nouvelle stratégie. Ce marchandage consiste essentiellement à obliger l'administration et ses représentants en Irak à rendre des comptes régulièrement devant la commission des forces armées du Sénat, ainsi que par une série de mesures censées évaluer le succès³⁶⁸. Du côté de l'administration, l'intention reste

³⁶⁶ Ces divergences ne cessent d'ailleurs pas avec la nouvelle stratégie comme en témoigne l'opposition constante du général Casey aux tenants de la « contre-insurrection ».

³⁶⁷ James A. Baker III et Lee H. Hamilton, *The Iraq Study Group Report*, Washington: US Institute of Peace, 6 décembre 2006. Le rapport ainsi que la composition du groupe est disponible à l'adresse de l'US Institute of Peace (USIP): http://www.usip.org/isg/iraq_study_group_report/report/1206/index.html (accédé le 6 décembre 2006).

³⁶⁸ Toutefois, le Congrès échoue à obtenir du président l'annonce d'un calendrier de retrait. Bien que voté le 26 avril, la loi est annulée par veto présidentiel. Près de dix-huit points de référence sont ainsi obtenus par le Congrès, dont le soutien financier à la nouvelle stratégie est clairement conditionné par la capacité de celle-ci à

identique à celle du départ : c'est-à-dire transférer la responsabilité de la sécurité au gouvernement irakien et retirer les troupes. En revanche, la voie choisie change : il s'agit de stabiliser l'Irak avant le transfert et le retrait. Autrement dit, la nouvelle stratégie s'inscrit, pour le président Bush et ses conseillers, dans une tension entre la nécessité de contenter l'opinion domestique et le souhait d'une « victoire » (laquelle correspondrait ici à un retrait « dans l'honneur », c'est-à-dire à l'issue d'une amélioration sensible de la situation politique et sécuritaire en Irak)³⁶⁹.

La nouvelle stratégie annoncée en janvier apporte en réalité peu de changements quant aux objectifs politiques : il s'agit toujours de retirer les troupes après avoir établi un Etat irakien souverain. Les principales modifications concernent les objectifs à atteindre en Irak et l'approche tactique. Sur le premier point, l'effet recherché est précisé : il s'agit « *d'aider le gouvernement irakien à briser le cycle de la violence* » afin de « *hâter le jour où nos soldats rentreront chez eux* ». La stratégie se positionne donc en continuité avec l'approche précédente (le soutien au gouvernement irakien dont la légitimité est reconnue *de facto* comme la seule possible) mais précise que l'objectif est désormais la sécurité, et non l'élimination de l'insurrection (qu'elle soit considérée comme le fait « d'éléments de l'ancien régime » ou de « terroristes étrangers »). Ce point est crucial car il ne s'agit pas en soi d'une rupture sur le fond, même si la rhétorique anti-terroriste reste de mise puisque le nouvel Irak ne doit pas servir de havre aux mouvements terroristes. Concernant l'approche tactique, le président Bush répond aux critiques de l'*Iraq Study Group* formulées à propos de l'opération *Together Forward* concernant une escalade et une posture directe : « *les troupes additionnelles travailleront au côté des forces irakiennes (...) Cette fois-ci, nous aurons les effectifs suffisants pour tenir les quartiers nettoyés* »³⁷⁰. Ce passage illustre d'ailleurs l'influence des tenants de la « contre-insurrection », et notamment le plan élaboré par Frederick Kagan.

obtenir des résultats rapides. H.R. 2206, « U.S. Troop Readiness, Veterans' Care, Katrina Recovery, and Iraq Accountability Appropriations Act », 110ème Congrès, 1ère session, 8 mai 2007.

³⁶⁹ Deux sondages conduits respectivement par Fox News et Newsweek dans la seconde partie du mois de janvier 2007 montrent que 59 à 68% des sondés s'opposent à toute escalade. Dana Blanton, « Most Think Troop Is Bush's Last Chance in Iraq », *Foxnews.com*, 18 janvier 2007 et Brian Braiker, « Dirge for a 'surge' », *Newsweek*, 20 janvier 2007.

³⁷⁰ George W. Bush, Adresse à la Nation, 10 janvier 2007. Une transcription du discours est disponible à l'adresse : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/01/10/AR2007011002208.html> (accédé le 11 janvier 2007).

Le *surge* se manifeste cependant par des modifications importantes dans la chaîne de commandement et de responsabilité. Le général Petraeus succède à George Casey tandis que l'amiral William Fallon prend la tête du Centcom en mars 2007³⁷¹. D'autre part, l'ambassadeur Ryan Crocker succède à Zalmay Khalilzad à l'Ambassade de Bagdad³⁷². Ces modifications sont importantes en ce qu'elles révèlent le trait essentiel du « surge » : il s'agit avant tout de marquer une rupture aux yeux de l'opinion publique américaines et vis-à-vis tant des troupes déployées en Irak que du premier ministre Nouri As-Maliki. Le choix de Petraeus illustre aussi à la fois l'appui que l'administration accorde à la coalition des « innovateurs » et le prestige que le président entend tirer de la nomination d'un officier populaire.

Ce changement d'équipe ne modifie pas l'élément fondamental du processus stratégique en Irak, à savoir l'autonomie de l'officier commandant le théâtre d'opérations. En réalité, ce processus ne part pas du haut (en dépit des déclarations publiques du président, celui-ci ne fait que reprendre les éléments fournis par les conseillers externes de Petraeus, à savoir Kagan et Keane, et dominants au sein de la communauté de Défense)³⁷³. Il s'élabore bien au niveau de Petraeus et des conseillers qu'il a fait appeler pour le seconder (et assister le général Odierno). Ces derniers se partagent en deux groupes distincts mais formant un seul réseau : les membres du *Commander's Initiative Group* (CIG) comprennent les conseillers « officiels » intégrés à l'état-major de Petraeus et Odierno (la Britannique Emma Sky, le colonel Peter Mansoor, David Kilcullen, le lieutenant-colonel Douglas Ollivant) et les conseillers « externes » de Petraeus faisant le lien entre la communauté de Défense et le théâtre d'opération (Frederick Kagan et son épouse Kimberley –fondatrice de l'*Institute for the Study of War* -, Jack Keane, Andrew Krepinevich). Si le premier groupe est chargé prioritairement de l'élaboration, de la diffusion et de la révision du plan de campagne, ses membres participent aussi comme ceux du second au travail de visite des différentes unités sur le terrain. Ils servent ainsi d'estafettes au général Petraeus, lui permettant de diffuser ses principes et de bien faire comprendre ses intentions, coordonnant les actions d'un champ de

³⁷¹ Si George Casey devient chef d'état-major de l'*Army*, John Abizaid prend sa retraite en mai. Il occupe différentes positions au sein de think tanks et à l'université de Dartmouth ainsi qu'au *Combating Terrorism Center* (CTC) de West Point.

³⁷² Né à Mazar e-Charif et membre du think tank néoconservateur PNAC, Khalilzad avait succédé à John Negroponte en juin 2005.

³⁷³ Ainsi, l'ancien officier Andrew Krepinevich est-il entendu devant le Congrès en février pour expliquer l'approche directe (ou « centrée sur la population ») élaborée par son think tank (le *Center for Strategic and Budgetary Assessment*) et déjà contenue dans un article publié sous sa plume : « How to Win in Iraq », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2005.

bataille cloisonné, et collectant les renseignements nécessaires à l'adaptation régulière et à l'évaluation de la campagne³⁷⁴.

Ces experts appartiennent également au groupe de vingt-quatre membres de la *Joint Strategic Assessment Team* (JSAT) coordonné par le colonel McMaster (pour la MNF-I) et David Pearce – du Département d'Etat – pour l'ambassadeur Crocker. La JSAT élabore en moins d'un mois les fondamentaux du plan de campagne (ou *Joint Campaign Plan*). Celui-ci comprend un objectif, une voie et les moyens militaires qui permettront d'atteindre les objectifs. Afin de répondre aux buts de guerre fixés par Washington (un Irak stable), l'objectif est de parvenir à une réconciliation venant d'en bas et à un partage du pouvoir. A cet effet, il est nécessaire d'influencer les différents acteurs par la cooptation des uns et la neutralisation des autres tout en forçant le gouvernement irakien à agir en tant que tel et non au nom d'un ou plusieurs de ces acteurs. L'approche militaire consiste à développer quatre lignes d'opération (la sécurité, la gouvernance, le développement et les opérations d'information)³⁷⁵.

Le *surge* est donc un phénomène multidimensionnel sur le sens duquel il convient de s'entendre. En premier lieu, le terme désigne la décision politique prise par le Président Bush à la suite de réflexions nombreuses au sein de son administration. Elle consiste essentiellement en la volonté d'escalade en lieu et place d'un retrait progressif et partiel. Mais en second lieu, il fait également référence à l'usage de ces forces, tant sur le plan tactique (en lien avec les préconisations des tenants du FM 3-24) que sur les plans opératifs (la campagne militaire pour le contrôle de Bagdad, de ses « ceintures », et des provinces de Diyala, Saladin et Anbar) ou stratégiques (l'insertion de la composante militaire/sécuritaire dans le plan « Anaconda » visant à éradiquer Al Qaïda en Irak et à accroître la marge de manœuvre politique du gouvernement irakien). Dans ce cadre, il se caractérise par une intensification des opérations militaires et par une reprise de l'initiative stratégique. Une troisième signification englobe l'ensemble de la campagne 2007-2008 en Irak, c'est-à-dire la manière dont les décisions politiques et militaires américaines à tous les niveaux s'insèrent dans les dynamiques endogènes à ce conflit, notamment concernant le « retournement » sunnite et la

³⁷⁴ Entretien avec Peter Mansoor, Newport, 15 septembre 2009. Lire aussi Steve Coll, « The General's Dilemma », *The New Yorker*, 8 septembre 2008; Linda Robinson, *Tell Me How This Ends: General Petraeus and the Search for a Way Out in Iraq*, New-York: PublicAffairs, 2008; Paula Broadwell, *All In: the Education of General David Petraeus*, New-York: Penguin Press, 2012.

³⁷⁵ David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla, op. cit.*, pp.133-134. E-mail de David Kilcullen, 12 décembre 2009. Le plan de campagne, comprenant pas moins de 300 pages, reste classifié à ce jour.

montée en puissance de l'Etat central irakien autour de Nouri As-Maliki. Un dernier sens tient dans les aspects discursifs à destination des audiences multiples que sont l'opinion domestique américaine et les militaires. Non seulement parce que le *surge* est crédité d'une forme atténuée de « victoire » en Irak, mais également car il sert de matrice aux décisions politico-militaires concernant l'Afghanistan.

L'enchaînement opératif : reprendre l'initiative et harceler les « irréconciliables »

La stratégie militaire consiste donc à intégrer tous ces éléments par la coordination d'une part, et par la généralisation de l'approche directe d'autre part. L'ensemble est mis en œuvre à travers une campagne militaire élaborée par le général Odierno.

Le plan de ce dernier, fortement influencé par son prédécesseur Peter Chiarelli, s'articule autour de Bagdad, en lien avec deux constats. Le premier est celui de la centralité de la capitale irakienne dans la stratégie supposée d'Al Qaïda en Irak (AQI). Plus particulièrement, la ville est définie comme le « centre de gravité » du mouvement insurgé dans sa lutte contre l'Armée du Mahdi et son combat pour la constitution d'un Emirats Islamique. C'est ainsi qu'un croquis d'opérations divisant la capitale irakienne en cercles concentriques de défense et de contrôle et saisi sur un émir d'AQI aurait attiré l'attention du général Odierno sur ce fait. En second lieu, la focalisation sur Bagdad répond au recentrage des dynamiques politiques et sécuritaires internes sur la ville, à travers la lutte pour le contrôle des quartiers mixtes et par le fait concomitant qu'elle représente l'essentiel des pertes civiles et militaires. Jusqu'ici, la majorité absolue des tués et blessés américains concernait la province d'Anbar. C'est donc la guerre civile qui recentre l'attention du commandement américain sur Bagdad.

Ainsi, la campagne militaire transcrivant les objectifs politiques du *surge* se trouve-t-elle à la confluence de deux impératifs à l'échelon opératif : sécuriser Bagdad et détruire AQI.

Protéger Bagdad : Fardh Al Qanoon

Annoncée le 10 février 2007 et expliquée en détail par le général Fil, commandant la Division Multinationale Bagdad dans une conférence de presse du 16 février, l'opération

« faire respecter la loi » (*Enforcing the Law* transcrit par le commandement opérationnel irakien de la capitale en *Fardh Al Qanoon*) consiste à rétablir l'ordre et la sécurité dans la capitale en neutralisant les éléments extrémistes responsables des attentats-suicide (AQI) et du nettoyage ethnique (JAM). Pour cela, il s'agit de quadriller progressivement la ville, de cloisonner les quartiers et de démanteler l'infrastructure politico-militaire des extrémistes. Elle repose ainsi sur un concept opérationnel novateur. En effet, il s'agit, par des opérations simultanées et successives, de sécuriser au plus vite certains quartiers de la capitale. Sur le plan des effectifs, 6 brigades américaines et 5 brigades irakiennes occupent les 5 districts de sécurité : Mansour et Khadimiyah (NO), Karkh (centre), Adhamiyah, Rusafa et Sadr City (NE), Rashid (SO), 9-Nissan et la péninsule de Karadah (SE). On observe quatre principes dans la mise en œuvre du plan.

Le continuum des opérations est illustré par la séquence « nettoyer-contrôler-conserver » qui s'applique dans chaque district, arrondissement et quartier. Comme l'expliquent les généraux Fil et Caldwell –ce dernier étant alors porte-parole de la Coalition-, il s'agit des composantes de la mission de contrôle de zone (*area security*³⁷⁶). En effet, la procédure élaborée consiste à établir des avant-postes et des stations de sécurité, à protéger les marchés, et à modeler les voies de communication par des points de contrôle et la refonte du système de circulation dans les quartiers et dans la ville. Un véritable remodelage de la géographie urbaine en est donc le corollaire. La première phase est cruciale. C'est la raison pour laquelle la brigade « Arrowhead », élément de réserve de la Division Multinationale-Bagdad, intervient en renfort de chacune des brigades déployées dans les districts de sécurité afin d'assurer une supériorité numérique localement : il s'agit d'abord de l'opération *Arrowhead Strike 9* (Mansour) en mars 2007, puis de *Arrowhead Strike 10* (Rashid) en mai.

En second lieu, les opérations commencent avant même le déploiement de toutes les brigades additionnelles, prévu entre février et juin. En effet, le déploiement tardif et insuffisant de trois brigades irakiennes à l'été 2006 est considéré comme une des causes de l'échec des opérations *Together Forward*. Dès février, des opérations de contrôle de zone interviennent aux alentours du quartier de Sadr City, situé au Nord Est de la capitale, couplées à des actions visant à accentuer la pression sur le mouvement mahdiste qui le contrôle (raids

³⁷⁶ « une forme d'opération de sécurité destinée à protéger des forces amies, des routes, des installations et des actions dans une zone donnée », Field Manual 3-90, *Tactics*, chapitre 12, partie 7, Washington, DC : Headquarters of the Army, Juillet 2001.

et ratissage). Les districts de Shaab et Ur sont donc les premiers à bénéficier d'avant-postes à partir desquels les patrouilles, la recherche du contact et les points de contrôle de sécurité sont lancées en permanence. L'objectif est double : il s'agit d'interdire le passage des milices vers les autres quartiers de la ville, tout en facilitant l'investissement du quartier qui se prépare à partir du bord Est de ce dernier. C'est la mission confiée à la 2^{ème} brigade de la 2^{ème} division d'infanterie (la brigade « Falcon »), déployée depuis janvier 2007, mais selon le schéma normal de rotation prévu par le Pentagone.

La sécurisation de Bagdad passe également par la pression contre les éléments jugés responsables de l'accélération de la violence. Entre le 16 et le 19 janvier 2007, des arrestations et des raids sont menés contre les « éléments incontrôlés » de l'Armée du Mahdi de Moqtada As-Sadr. Parallèlement, l'interdiction des quartiers adjacents à Sadr City et 9-Nissan permet, sur le modèle de ce que Peter Chiarelli et le général Fil avaient tenté en novembre 2006, de faire drastiquement baisser les meurtres et enlèvements de Sunnites dans ces quartiers. Les députés sadristes mettent fin à leur boycott du parlement commencé en novembre, et les milices déposent les armes dans certains districts. Moqtada As-Sadr quitte l'Irak, officiellement pour poursuivre son cursus de théologie en Iran. En réalité, il est fort probable que les actions ciblées soient en partie permises par le jeune clerc afin de « purger » son mouvement des éléments agissant directement sous les ordres des Forces Spéciales iraniennes. D'un autre côté, ces actions militaires, menées avec l'accord du Premier Ministre Maliki qui abandonne ainsi sa politique de protection à Sadr, poussent le mouvement à poursuivre la stratégie qui lui a réussi en 2004, à savoir faire profil bas. La suite des opérations dans la capitale va donc consister à démanteler les réseaux d'AQI qui se posent en protecteur des quartiers sunnites contre la violence sectaire, dès lors que ces zones sont protégées par le dispositif américain. Très rapidement, AQI devient donc l'axe d'effort principal de l'action de sécurisation, étant entendu que la protection de la population ne peut être une action seulement défensive. Le plan « Anaconda » devient l'effet majeur de niveau stratégique : étouffer progressivement les djihadistes doit permettre d'accroître la liberté de manœuvre politique des Américains et surtout du gouvernement irakien vers la réconciliation.

Enfin, il s'agit de s'installer au cœur des populations par un maillage progressivement resserré d'avant-postes et stations de sécurité. Deux de ces bases sont bâties par des compagnies américaines dans l'ouest de la capitale dès le 6 février. Au 10 février, le total est monté à 10 et à 14 le 21 février. En avril, Bagdad est quadrillée par 31 JSS et 22 COP. A

partir des JJS, les unités irradient dans de petits avant-postes : dès la fin janvier, deux positions sont établies dans le quartier de Ghazaliyah (à l'ouest), notamment le COP « Casino » établi par le 2^{ème} bataillon du 12^{ème} régiment de cavalerie appartenant à la 2^{ème} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie (colonel Burton). Globalement, ces COP (pour *Command Outpost*) maillent essentiellement le Nord et le Nord Est de Bagdad, afin de gêner le nettoyage ethnique et de sécuriser les quartiers sunnites. La brigade « Dagger » (2^{ème} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie) opérant dans le Nord Ouest achève son quadrillage du district de Mansour par l'opération *Arrowhead Strike 9* entre la mi-mars et le début du mois de mai 2007. Aidés des unités de la brigade « Strike » qui forme la réserve divisionnaire, les soldats de « Dagger » nettoient Ghazaliyah à partir du JSS « Trasher » établi au cœur du quartier. Dans les zones de Hurriyah et Adhamiyah au Nord Est, la 2^{ème} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie opère donc selon le nouveau standard tactique. Après un bouclage et un ratissage de la zone d'installation, JSS et COP sont établis en partenariat avec les forces de sécurité irakiennes. A partir de là, des patrouilles et des raids permettent de collecter du renseignement et de maintenir la pression sur les cellules d'AQI, tandis que la présence policière et militaire permet d'assurer la sécurité des habitants. Les cheiks du Conseil de Quartier sont cooptés pour déterminer les besoins de la population et recueillir les plaintes consécutives aux opérations, tandis que des négociations ont lieu pour obtenir du renseignement. Sur le plan tactique, l'inflexion se remarque dans la croissance spectaculaire du nombre de patrouilles menées par les forces américaines et irakiennes. Alors que la 1^{ère} semaine de février voyait se dérouler 7 500 patrouilles, on en compte 20 000 dans la seule deuxième semaine du même mois. Toutefois, l'augmentation du nombre des patrouilles ainsi que des avant-postes semble avoir été considérée en tant que telle comme une mesure de l'avancement des progrès opérationnels. L'effet pervers qui en découle produit des situations potentiellement plus risquées pour les militaires américains dont le taux de pertes s'accroît vertigineusement durant les mois de février à mai (de 85 à 131 morts selon l'ONG icasualties.org). Enfin, il faut également dire que si le démantèlement des cellules et des groupes d'AQI dans les quartiers sunnites est un but essentiel de la présence, la protection des populations dans les quartiers chiites contre tout attentat-suicide en est le versant positif. De multiples quartiers sécurisées (*gated communities*) ornés de points de contrôle et de murs anti-déflagration brisent la géographie de la capitale et s'érigent sur les lieux publics. Ce contrôle physique des populations, si il est présenté comme nécessaire, heurte les populations dans leur vie quotidienne, contribuant parfois à accentuer les incertitudes causées par la guerre civile et

les violences sectaires. On ne peut exclure non plus qu'il s'agisse de geler les positions respectives et donc d'entériner le « nettoyage ethnique » de la ville.

Ainsi, la phase de nettoyage et de contrôle du Nord de la ville est achevée début mars. Selon une logique empruntée à la « tâche d'huile », les bataillons avancent progressivement dans la capitale, en liaison de part et d'autre du Tigre. En mai, le déploiement de la 2^{ème} brigade de la 3^{ème} division d'infanterie dans les abords sud de la capitale permet aux unités déjà présentes de glisser vers le sud. En effet, la tâche de la dernière unité du *surge* consiste en premier lieu à interdire la fuite du reliquat d'AQI vers le sud.

La « bataille des ceintures » : Phantom Thunder et l'interdiction des zones de transit

Car l'afflux de troupes supplémentaires au cœur des quartiers de la capitale ne peut suffire à sécuriser Bagdad. Le fait que trois des cinq brigades additionnelles soient déployées aux abords méridionaux et orientaux de la ville ainsi que la création de la Division Multinationale Centre en avril 2006 indiquent où se situe l'effet majeur de niveau opératif. Le renforcement de l'effectif dans cette zone s'explique par la volonté de l'interdire puis de la contrôler car il s'agit des zones de préparation et de transit de l'organisation AQI. Les « ceintures » de Bagdad, cette couronne périurbaine composée des quartiers de banlieue et des villages sis le long des voies de communication menant dans la capitale ainsi que sur les rives du Tigre, sont en effet un élément central dans le dispositif des djihadistes. Pour le général Odierno, les régions encerclant Bagdad sont en effet le lieu central où les extrémistes sunnites préparent leurs opérations et préparent les attentats de masse au cœur de la capitale. De fait, deux types d'axes sont cruciaux pour eux : les pénétrantes et les rocares. Les premières permettent d'atteindre le centre-ville et de frapper les places publiques, les marchés et les lieux peuplés de la ville chiite tout en démontrant l'incapacité du gouvernement et des Américains à assurer la sécurité. Les secondes autorisent une liberté de manœuvre entre les principaux foyers d'AQI dans lesquels le mouvement terroriste s'est transformé en guérilla et exerce le pouvoir effectif, à savoir les abords de Karmah (province d'Anbar), le « triangle de la mort » au Sud-Ouest le long de l'autoroute Ramadi-Bassorah longeant le sud de la capitale, les rives du Tigre à Salman Pak et Arab Jabour, la route menant de Baqubah à la chaîne de Hamrin (au Nord-Est) et le « Triangle Sunnite » au Nord.

L'idée de manœuvre consiste ainsi à boucler Bagdad en séparant le cordon intérieur formé par les unités de la capitale et le cordon extérieur interdisant la pénétration d'armes, de voitures piégées ou de militants à partir des sanctuaires extérieurs d'Anbar, de Diyala et de Saladin. Le

cordons intérieurs sont resserrés en comblant les trous du dispositif antérieur avec les deux premières brigades du *surge* (la 2^{ème} brigade de la 82^{ème} division aéroportée et la 4^{ème} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie) qui permettent de joindre les zones sud (Rashid), nord-est (Khadimiyah) et nord-ouest (Adhamiyah). Reste à établir le cordon extérieur.

Comme tout effet majeur dont la réalisation doit permettre la réussite de la mission, l'opération de nettoyage et de contrôle des « ceintures » nécessite des actions de modelage et de préparation qui précèdent de plusieurs mois l'assaut proprement dit. Il s'agit de s'installer aux points-clé après reconnaissance des axes, puis d'interdire les accès à la capitale en provenance de l'Est, du Sud et de l'Ouest et enfin de préparer le nettoyage ultérieur. Le dispositif comprend trois brigades de l'US Army, la 13^{ème} Unité Expéditionnaire des Marines (MEU) autour du lac Thar Thar (à 120 kms au Nord de Bagdad, entre le Tigre et l'Euphrate) et une brigade d'hélicoptères. Il s'agit dans un premier temps d'interdire les mouvements entre les ceintures et la capitale dans les deux sens, surtout à partir de février lorsque les opérations dans la ville génèrent la fuite des militants radicaux vers leurs sanctuaires. A ce moment, les « ceintures » sont en soutien de l'effort sur Bagdad. En janvier, la province de Diyala est ciblée par une première phase : les sanctuaires de Balad Ruz et de Turki sont nettoyés tandis que les voies de communication entre Baqubah et Muqadiyah sont reconnues. Dans une deuxième phase, des raids et des actions de ratissage sont menés afin de semer l'insécurité dans les zones préparatoires de la vallée de la Diyala entre ces deux dernières villes. Enfin, des unités s'installent au cœur de la vieille ville de Baqubah afin de sécuriser les négociations menées avec les cheiks des deux communautés chiites et sunnites. Le processus de réconciliation entre les communautés et avec les autorités provinciales et nationales est reproduit en mai dans plusieurs points-clé de la province en lien avec la formation de milices tribales et de forces de sécurité locales. La province d'Anbar est également incluse dans la manœuvre de soutien aux opérations au sein de la capitale. Contrairement à la précédente, l'effort porte essentiellement sur la poursuite de la reconquête de Ramadi (opération *Murfreesboro*) et sur celle de la ville de Hit située sur les axes d'infiltration entre la Syrie et Bagdad. Toutefois, la mission principale fixée par la Force Expéditionnaire des Marines en charge de la Force Multinationale Ouest (Anbar) est similaire à celle menée dans les environs de Baqubah : harceler, renseigner et interdire Bagdad, Fallujah (qui fait l'objet d'une première phase de quadrillage en vue d'une reconquête en mai –opération *Alljah*) et Ramadi à partir des rives du lac Thar Thar, principale zone de préparation d'AQI dans la région.

Le 15 juin, l'opération *Phantom Thunder* déclenchée par le Corps Multinational ouvre la phase de nettoyage proprement dite des « ceintures » de Bagdad. Pendant deux mois, trois zones sont particulièrement ciblées en deux temps. Dans un premier temps, les opérations se concentrent sur les carrefours majeurs pour les actions insurgées. *Arrowhead Ripper* cible Baqubah, capitale provinciale de la province de Diyala, au Nord de Bagdad. Il s'agit d'isoler la ville puis de l'investir à partir de ses limites occidentales tout en bloquant les accès en provenance du Nord Ouest (Khalis) et du Sud-Ouest (Khan Bani Sa'ad). *Marne Torch*, menée par la 2^{ème} brigade de la 3^{ème} division du colonel Terry Ferrell, dernière unité déployée dans le cadre de l'escalade des effectifs, vise à nettoyer les deux rives du Tigre au Sud de Bagdad, dans le sens des aiguilles d'une montre et s'y installer. L'infiltration initiale dans la zone à Hawr Rajab et à Arab Jabour ne va pas sans rudes combats. Parallèlement, la 3^{ème} brigade du colonel Grisby rompt les lignes de communication d'AQI sur la rive orientale du fleuve. Enfin, *Alljah* consiste à quadriller Fallujah, 50 kms à l'Ouest de Bagdad, par un maillage de 11 postes de police placés sous la protection des militaires américains et irakiens, qui agissent donc en soutien de la police locale recrutée par les cheiks de la cité.

Dans un deuxième temps, le nettoyage se poursuit de manière à relier les zones d'opérations dans un cordon étanche. La deuxième phase de *Arrowhead Ripper* débute le 17 juillet par des opérations de ratissage et des raids en direction de Khalis, 80 kms au Nord de la capitale. Deux bataillons américains profitent de la montée en puissance des policiers locaux et de milices de quartier pour pousser ensuite simultanément vers Khalis et Khan Bani Sa'ad. L'objectif est d'achever le bouclage de Baqubah et de faire pression sur les insurgés présents dans les deux villes. Parallèlement, un troisième bataillon entame une série d'opérations destinées à tester le dispositif ennemi et à entamer le nettoyage dans la vallée de la Diyala au Nord-Est de la capitale provinciale. Préalablement, les cavaliers ont mené des actions humanitaires et réconcilié des tribus dans les villages limitrophes. Le mouvement de négociation et de recrutement de milices déborde sur Khalis à partir de la fin juillet dans l'optique de la phase « tenir ».

Au Sud-Est de Bagdad, la 4^{ème} brigade de la 3^{ème} division d'infanterie déclenche *Marne Avalanche*, effort principal de la division durant le mois écoulé entre mi-juillet et mi-août, vise à nettoyer l'autoroute entre Bagdad et les villes chiites du Sud dans le « Triangle de la Mort » (Iskandariyah, Mahmudiyah, et Yusufiyah). En parallèle, les actions sur le bord du Tigre se poursuivent en direction de Salman Pak tandis que la 2^{ème} brigade oblique vers l'ouest afin de faire sa jonction avec la 4^{ème} au niveau de l'autoroute A8. Dans la zone de

responsabilité de la Division Centre, l'effort vers le Sud et l'Ouest est rendu possible par le recrutement local des premiers « Fils de l'Irak ». C'est le cas en juillet à Hawr Rajab et à Arab Jabour. Pour ce qui concerne Anbar, le *Regimental Combat Team 6* des Marines investit le village de Karmah, situé entre l'Euphrate (Falloujah) et le « Triangle Sunnite ». L'opération *Black Diamond* (juillet-octobre) reprend les fondamentaux mis en œuvre à Ramadi, c'est-à-dire le quadrillage progressif de la cité selon la « tâche d'huile » par l'installation d'un maillage de postes de police où militaires américains, policiers recrutés dans les forces « tribales » et soldats irakiens vivent et travaillent de concert.

A la fin du mois d'août, *Phantom Thunder* a atteint son objectif de bouclage du cordon extérieur de la capitale de l'Irak. Les opérations successives menées simultanément dans l'ensemble de la région des « ceintures » ont permis d'éviter que les insurgés esquivent les coups américains en fuyant les combats. Particulièrement meurtrière et éprouvante, l'opération a également révélé la nécessité de généraliser le recrutement de milices locales et de gardes citoyennes afin de libérer les forces américaines pour d'autres tâches. Par ailleurs, les opérations de nettoyage et de contrôle se sont accompagnées d'actions visant à légitimer la présence américaine auprès des populations locales. Le 13 août, le général Odierno ordonne donc de passer à la phase suivante qu'il baptise *Phantom Strike*.

Pourchasser AQI : Phantom Strike et le nettoyage des sanctuaires

Il faut en effet exploiter l'interdiction et la prise de contrôle du cordon extérieur en déniaut aux insurgés toute possibilité de se regrouper. Pour cela, *Phantom Strike* emprunte deux procédés. Il s'agit d'abord de confiner ce qui reste d'AQI aux marges de l'Irak et pour cela poursuivre le nettoyage des sanctuaires méridionaux et orientaux, tout en assurant le contrôle des régions déjà conquises. Puis, le commandement décide de décapiter l'organisation djihadiste et les éléments « incontrôlés » de l'Armée du Mahdi par des raids et une pression continue.

Sur le second point, le détail des raids et des arrestations menés entre août 2007 et janvier 2008 compte moins que le fait que ces actions acquièrent une efficacité jusqu'alors inégalée. Cela tient en effet à deux facteurs. Le premier est la qualité et la quantité croissante d'informations qui parviennent aux militaires de la coalition en raison de la prise de contrôle des zones ciblées par l'insurrection puis de la réorientation de la force vers les populations. Il

faut également tenir compte de la fusion des différents organes des Forces Spéciales et de leur intégration au sein du dispositif. A rebours des années précédentes, unités spéciales et unités régulières collaborent dans l'arrestation et le démantèlement des cellules, tandis que la synergie déclenchée par le plan de campagne de Petraeus génère une accélération constante du cycle opérations-renseignements. Les phases de nettoyage et de contrôle consistent ainsi à collecter le renseignement nécessaires aux actions policières, tandis que les raids accroissent la remontée des filières et le démantèlement des réseaux, facilitant l'action militaire ou civilo-militaire. Les « cellules de fusion » (*fusion cells*) qui coordonnent dans chaque brigade la collecte et la dissémination des renseignements en provenance de sources et de supports multiples sont essentielles à ce fait. Connectées à la *Joint Task Force* de la base aérienne de Balad, elles sont la courroie de transmission entre les analystes civils et militaires de toutes les agences de renseignement du gouvernement américain présentes en Irak et les unités régulières ou spéciales, permettant une actualisation des informations en temps réel et une efficacité accrue de la décapitation³⁷⁷.

Le premier point est plus important en ce qu'il inscrit les unités américaines dans une logique d'opérations continues et simultanées sur une période de plusieurs mois. Dans la province de Diyala, une série d'opérations de niveau division, brigade ou même bataillon entreprend la conquête de deux bastions ruraux de l'insurrection djihadiste sunnite. Il s'agit d'abord de nettoyer la vallée de la Diyala et le sanctuaire du « grenier à blé » situé entre la rivière et le Lac Hamrin. En août, la division nettoie la route entre Baqubah et Muqadiyah (*Lighting Hammer*) tandis que le « grenier à blé » est nettoyé à la fin du mois de novembre (*Iron Reaper*). Parallèlement, la division Nord lance des offensives pour harceler et nettoyer les bastions des provinces du Nord compris entre Mossoul et la rivière Za'ab, un affluent oriental de l'Euphrate. Au Sud de la capitale irakienne, la division Centre achève de nettoyer la vallée du Tigre dans les zones interstitielles entre Arab Jabour et Salman Pak tandis que d'autres unités poursuivent les insurgés sunnites et les extrémistes chiites jusque dans le nord de la province de Babylone. Le « Triangle de la Mort » est sécurisé entre décembre et janvier (*Marne Roundup*). En Anbar, les Marines nettoient les abords du lac Thar Thar entre juin et décembre, tandis que l'opération *Mawtini* coordonne le ratissage du nord de la province et aboutit en novembre au transfert de la zone d'opération « Denver » (ouest d'Anbar) aux forces de sécurité irakiennes.

³⁷⁷ Robin Wright et Jobby Warrick, « US Teams Weaken Insurgency in Iraq », *The Washington Post*, 6 septembre 2008.

Phantom Strike se poursuit par l'opération *Phantom Phoenix* annoncée en janvier 2008 par Raymond Odierno et dont l'objectif est de sécuriser les grands centres urbains et de promouvoir le développement économique des zones contrôlées. C'est ainsi que l'opération *Iron Harvest* de la Division Nord investit Mossoul et vise à démanteler les réseaux de fabrication et d'acheminement des voitures piégées autour du « grenier à blé » (*Raider Harvest*) et de Kirkouk (*Warrior Harvest*). La division Centre entame sa transition vers les actions militaires et civilo-militaires de fond à cette occasion : *Marne Fortitude II* cherche à développer la gouvernance, les services essentiels et l'économie dans la région du Tigre alors que *Marne Piledriver* (avril 2008) cible la zone du « Triangle de la Mort ». La division Ouest est entrée dans la phase de reconstruction dès octobre 2007. Dans un ordre d'opération daté de ce mois, le général Gaskin annonce que la division se réoriente vers l'objectif du transfert aux autorités provinciales. L'opération *Next Step* prévoit que les conditions de stabilisation soient réunies pour août 2008 dans la province d'Anbar.

En revanche, le cas des « extrémistes » chiites est plus complexe à traiter du fait du retrait puis de l'annonce d'un cessez-le-feu par Moqtada As-Sadr. En effet, le quartier de Sadr City ou les villes du Sud restent aux mains de groupes « renégats » (ou considérés comme tels par les comptes-rendus officiels américains) dont il est difficile de saisir les liens exacts avec le jeune clerc chiite, tant l'organisation du Martyr Sadr et l'Armée du Mahdi sont traversées par des lignes de fracture complexes. De ce fait, les actions de sécurisation de la population dans les faubourgs de Sadr City ou de 9-Nissan sont d'autant plus meurtrières que les militants gardent leur emprise et que le « nettoyage » n'est pas véritablement entamé, faute de volonté politique et militaire du côté irakien et, américain³⁷⁸. La conquête des bastions de Sadr n'appartient pas aux priorités de Petraeus, au contraire de ceux d'AQI. Cela ne remet cependant pas en cause la volonté d'empêcher les militants extrémistes de poursuivre le nettoyage ethnique de la capitale. Mais cela signifie qu'AQI reste l'axe d'effort américain, les actions contre les éléments chiites étant de l'ordre de la pression continue.

Entré dans la phase III de la séquence « nettoyer-tenir-construire » au début de l'année 2008, le Corps Multinational permet donc au général Petraeus de mener sa stratégie d'influence et

³⁷⁸ Le livre du reporter David Finkel, *The Good Soldiers*, New-York: Farrar, Strauss and Giroux, septembre 2009, traduction *De bons petits soldats*, Paris: Robert Laffont, février 2010, retrace les opérations d'un bataillon en charge du quartier de 9-Nissan, un faubourg déshérité situé au sud de Sadr City. Cette unité, bien que suivant en théorie les principes définis par Petraeus et le FM 3-24, peine à gagner la confiance des populations. Par ailleurs, le témoignage de l'auteur est capital sur le fait que la zone ne bénéficie pas de l'intérêt des autorités civiles et militaires, américaines comme irakiennes. David Petraeus ne s'y rend en visite que le 22 septembre. Tout se passe comme si la mission réelle du bataillon et de sa brigade, la 4^{ème} de la 1^{ère} division d'infanterie, ne consistait en fait qu'à fixer les éléments, renégats ou non, de l'Armée du Mahdi.

d'avancer vers l'objectif politique que celui-ci s'est fixé. Commencées par la protection des populations, les opérations militaires s'achèvent en partie dans les actions cinétiques contre AQI, puisque les forces américaines investissent Mossoul considérée comme son dernier sanctuaire au cours du mois de janvier tandis que les opérations visant à interdire ses abords et à nettoyer les sanctuaires ruraux entre Diyala et Saladin se terminent dans la seconde partie du mois de juillet. Au vrai, la présentation de sa stratégie par Petraeus *a posteriori* insiste sur la centralité de l'objectif « d'étouffer » AQI : le plan « Anaconda » est donc devenu l'élément clé du Plan de Campagne. Cela relativise pour le moins la distinction conceptuelle couramment effectuée entre l'approche centrée sur la population et l'approche focalisée sur la neutralisation et la destruction de l'ennemi. Le volet militaire du *surge* semble démontrer qu'elles sont complémentaires et s'interpénètrent constamment.

Effets et portée de la nouvelle stratégie :

Les débats qui entourent le *surge* portent sur la juste articulation entre l'action des militaires américains en Irak et les dynamiques internes aux autres acteurs³⁷⁹. Autrement dit, ils posent la question des causes de la diminution de la violence – est-elle ou non due au *surge* et si oui dans quelle mesure ? - plutôt que celle de l'efficacité ou de l'efficience de la stratégie³⁸⁰. Bien entendu, on ne peut isoler cette dernière ni de son contexte, ni des interactions avec les stratégies des autres acteurs. Dans le cadre de ce chapitre, on peut cependant tenter d'évaluer les résultats tactiques et de les mettre en lien avec les objectifs politiques. En d'autres termes, nous nous proposons de saisir quels ont été les résultats du

³⁷⁹ Les positions les plus opposées sont celle de Kimberley Kagan, *The Surge : A Military History*, New-York : Encounter Books, 2009 qui considère que l'action des militaires américains a été suffisante, et celle de Douglas Ollivant (ancien officier et conseiller de Petraeus), « Countering the New Orthodoxy : Reinterpreting Counterinsurgency in Iraq », *National Security Studies Program Policy Paper*, Washington, DC. : New America Foundation, juin 2011 qui insiste davantage sur les dynamiques propres aux acteurs irakiens. Bien entendu, une position médiane –que nous défendons et illustrerons dans les prochains chapitres – consiste à dire que l'action militaire américaine a été facilitée par les dynamiques propres aux acteurs irakiens et que, en retour, elle a modelé celles-ci. Lire aussi Thomas E. Ricks, *The Gamble*, *op. cit.*, et « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op. cit.*

³⁸⁰ Ce débat a pris corps lors des élections présidentielles de 2008, lorsque McCain appuyait une version soulignant le seul mérite de la stratégie américaine, alors que Obama insistait sur les facteurs endogènes (et notamment le « Réveil » d'Anbar).

surge plutôt que de tenir ceux-ci pour des acquis et de discuter des mérites respectifs des différents facteurs les ayant produit.

Pour ce faire, il convient d'apporter une précision méthodologique. La plupart des analystes américains (ainsi que les forces armées elles-mêmes) mesurent les succès tactiques en fonction du niveau de violence tel qu'évalué par les « actes significatifs » (ou SIGACTs). Ces données correspondent à la compilation des événements rapportés à la coalition : attaques, attentats, décès civils, ennemis et amis, localisation géographique et date. Présentées durant les conférences de presse ou les auditions officielles, elles sont censées refléter les progrès produits par les actions des militaires américains en Irak. Toutefois, il convient de rappeler qu'elles comportent deux limites : ne sont recensés que les incidents rapportés à la MNF-I par les échelons subordonnés, et par ailleurs elles correspondent au récit des militaires américains³⁸¹. Si elles donnent une image d'ensemble du niveau de violence en Irak (et permettent également de dessiner des dynamiques à l'échelle locale), elles ne sont pour autant pas suffisantes. En premier lieu parce qu'il appert de ces données que les décès de civils irakiens (ayant avoisinés 1 500 morts dans le seul mois d'août 2006, essentiellement à Bagdad) ont commencé leur déclin avant le *surge*. Ensuite parce que les SIGACTs renseignent sur le niveau d'activité des acteurs irakiens, mais en ne tenant compte ni d'éventuelles transformations stratégiques (le passage d'une insurrection contrôlant un territoire à une guérilla par exemple), ni de leurs logiques politiques (par exemple, le profil bas que choisit de faire Moqtada As-Sadr)³⁸². Il faut enfin tenir compte du fait que, durant les opérations du printemps et de l'été 2007, les porte-paroles de la MNF-I ont surtout insisté sur

³⁸¹ Ces données ont été déclassifiées par la MNFI en 2009, mais ne sont accessibles qu'à partir du portail dédié au *Empirical Studies of Conflict (ESOC) project* de Harvard et Princeton (<https://esoc.princeton.edu/>). Le site *Wikileaks* a fourni d'autres données brutes en octobre 2010 (dont certaines ont été compilées sous forme de tableau Excel par *The Guardian*). Toutefois, ces *Iraq War Logs* sont peu utilisables car fondés sur des rapports de mission ou d'incident qui sont toujours sujet à caution. Voir les quelques 400 000 rapports publiés par *Wikileaks* sur le site du *Bureau of Investigative Journalism* (<http://www.iraqwarlogs.com/>) ou sur celui du *Guardian* (<http://www.guardian.co.uk/world/iraq-war-logs>).

³⁸² Ces données montrent ainsi que la plupart des violences en 2005-2006 ont lieu en Anbar plutôt que dans Bagdad et plutôt dans les quartiers sunnites que dans les quartiers mixtes pour cette dernière ville. Voir Joel Wing, « Critique of 'Testing the Surge', Article Misses Major Factors That Reduced Violence in Iraq », *Musing on Iraq*, 18 juillet 2012, accessible à l'adresse: <http://musingsoniraq.blogspot.fr/2012/07/critique-of-testing-surge-article.html> (accédé le 18 juillet 2012); Stephen Biddle, Jeffrey A. Friedman et Jacob N. Shapiro, « Testing the Surge : Why Did Violence Decline in Iraq in 2007 ? », *International Security*, vol.37, n°1, été 2012, pp.7-40; Major Joshua Thiel, « The Statistical Irrelevance of American SIGACT Data: Iraq Surge Analysis Reveals Reality », *The Small Wars Journal*, 12 avril 2011.

les pertes militaires américaines et pratiquement occulté les violences intercommunautaires, lesquelles formaient l'essentiel des briefings auparavant³⁸³.

Un autre critère de mesure des effets est fourni par les généraux Petraeus et Odierno, le premier lors de son audition devant le Congrès (10 septembre 2007), et le second lors de deux conférences de presse (1^{er} novembre 2007 et 17 janvier 2008). Les effets sont cartographiés : diminution des violences intercommunautaires et pertes territoriales d'AQI³⁸⁴. Si ces représentations insistent également sur des données chiffrées, elles vont plus loin en rendant visibles les gains tactiques du *surge*. Si il s'agit bien d'une mise en scène à destination de l'opinion publique, on ne peut pour autant les réduire à cela. De la même manière que les briefings qui insistent sur la neutralisation des têtes d'AQI, ces cartes montrent un réel succès. Ce dernier tient essentiellement dans l'élimination du mouvement djihadiste. Les raids ont décapité l'organisation, tandis que les opérations dans les couronnes périurbaines ont démantelé les réseaux de fabrication de voitures piégées. Enfin, le nettoyage des zones de préparation et des sanctuaires ont acculé le mouvement sur Mossoul, mettant fin à ses prétentions à former un Emirat en Anbar ou à asseoir son influence sur les Sunnites de Bagdad.

Néanmoins, l'affaiblissement d'Al Qaïda en Irak ne signifie pas pour autant la fin de la guerre civile, objectif principal du plan de campagne américain. Certes, les violences intercommunautaires ont été réduites et les principaux acteurs choisissent la voie d'un règlement moins violent de leurs luttes de pouvoir. Mais ces violences ont diminué avant la campagne du printemps et de l'été 2007. D'autre part, les rivalités entre les acteurs irakiens ne cessent pas pour autant, puisque le gouvernement irakien (et plus précisément le premier ministre Nouri As-Maliki appuyé sur son parti, la *dawa*) déclenche des opérations soit contre ses rivaux chiites (printemps 2008 contre Sadr City et Bassorah), soit contre les Sunnites qu'ils soient proches d'AQI (opération sur Mossoul à partir de mai 2008) ou du « Réveil » (arrestations de chefs de milices durant toute l'année avant le transfert de responsabilité des

³⁸³ L'auteur tient à remercier Derek Gregory, professeur de Géographie à l'Université de Colombie Britannique, d'avoir attiré son attention sur ce point. Lire aussi Derek Gregory, « Seeing Red : Baghdad and the Event-full City », *Political Geography*, n°29 ; 2010, pp. 266-279.

³⁸⁴ Les diapositives sont disponibles, pour Petraeus à l'adresse : <http://www.defense.gov/pubs/pdfs/Petraeus-Testimony-Slides20070910.pdf> (accédé le 11 septembre 2007), pour Odierno à l'adresse : <http://www.defense.gov/DODCMSShare/briefingslide/321/080117-D-6570C-001.pdf> (accédé le 18 janvier 2008).

milices des « Fils de l'Irak »-SOI au gouvernement en octobre). D'autre part, en choisissant de soutenir le premier ministre irakien d'une part, les leaders du « Réveil » d'autre part, les Américains ouvrent *de facto* de nouvelles opportunités d'épanouissement aux rivalités entre acteurs irakiens³⁸⁵.

Il ne faut donc pas exclure l'importance des effets de la nouvelle stratégie sur l'audience américaine. De fait, les efforts fournis par les officiers de relations publiques, les chefs de la Coalition et les conseillers les plus médiatiques de Petraeus témoignent du caractère crucial de cette dernière³⁸⁶. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'une audience unique, mais bien de persuader l'opinion publique, les membres du Congrès et les individus au sein des organisations militaires du bienfondé de la nouvelle stratégie. Se construit ainsi une narration dominante dès le mois de septembre 2007 : relayée au sein des médias, de la presse favorable au *surge* ou des plate-forme de la communauté de Défense, elle insiste sur le caractère providentiel de la campagne menée par Petraeus, de la décision du président Bush et de la publication ainsi que de la mise en œuvre du FM 3-24.

Selon les mots-même du général Petraeus, l'essentiel de sa tâche a consisté à « *ralentir l'horloge de Washington en accélérant celle de Bagdad* »³⁸⁷. A cet effet, il lui faut obtenir des résultats rapides, notamment dans le domaine de la réconciliation entre les acteurs politiques. D'où la nécessité d'inscrire celle-ci dans une approche provenant du bas et non dans un grand marchandage entre les entrepreneurs politiques de niveau national³⁸⁸. Le message envoyé aux décideurs politiques, que ce soit le président Bush ou le pouvoir législatif, consiste donc à placer cet objectif sur le long terme, au-delà même du déploiement de troupes additionnelles, voire de la présence américaine³⁸⁹. Les moyens de cette stratégie d'influence à destination de Washington passent en premier lieu par l'utilisation des médias : loin de les considérer

³⁸⁵ Steven Simon, « The Price of the Surge », *Foreign Affairs*, Vol. 87, n° , Mai-Juin 2008, pp. 57–76.

³⁸⁶ C'est ainsi que David Kilcullen apparaît dans l'émission de Charlie Rose en octobre 2007, tandis que Nagl et Sewall obtiennent de publier le FM 3-24 aux presses universitaires de Chicago. Enfin, dans plusieurs publications à l'été et à l'automne 2007, Kimberly Kagan prépare les esprits au récit sur les succès du « surge » : Kimberly Kagan, « The New Strategy in Iraq », *The Weekly Standard*, vol.12, n°40, 9 juillet 2007 ; « The Real Surge : Preparing for Operation Phantom Thunder », *Iraq Report V*, The Institute for the Study of War, 6 juillet 2007 ; et surtout « How They Did It. Executing the Winning Strategy in Iraq », *The Weekly Standard*, vol.13, n°10, 19 novembre 2007.

³⁸⁷ Linda Robinson, *Tell Me How This Ends ?*, *op.cit.*, p.176.

³⁸⁸ Bien que Petraeus s'adresse aussi aux grands leaders politiques irakiens, par l'intermédiaire de Sadi Othman, un Palestinien de Jordanie qui lui sert d'interprète et de conseiller.

³⁸⁹ Linda Robinson, *Tell Me How This Ends?*, *op.cit.*, pp.176-177.

comme des obstacles, le commandant de la MNF-I s'en sert pour modeler leur perception de la situation en Irak et recommande à ses officiers de faire de même³⁹⁰. En second lieu, le général Petraeus doit prévenir l'opposition de ses supérieurs directs (et notamment l'amiral William Fallon, en désaccord sur la stratégie comme sur l'évaluation de ses résultats, ainsi que le général Doug Lute que Bush a nommé comme superviseur des guerres en Irak et en Afghanistan auprès du Conseil National de Sécurité) en prévision de son audition devant le Congrès³⁹¹. Cet exercice est le point culminant de la stratégie d'influence de Petraeus : malgré l'opposition manifeste de l'opinion publique et les campagnes hostiles lancés contre lui, il parvient à démontrer la réalité des gains tactiques, à programmer un retrait des brigades supplémentaires pour l'été 2008 tout en reconnaissant la persistance de difficultés.

Ainsi, c'est autant dans les esprits des audiences domestiques, sinon plus, que sur le terrain qu'un tournant se dégage en Irak. Cette nécessité de « vendre » le *surge* accompagne en effet un malentendu persistant entre les décideurs politiques et les partisans de la « contre-insurrection ». Car si la décision prise par l'administration en janvier 2007 s'apparente davantage à un arrêt sur image en attendant de pouvoir reprendre la transition (le terme de *surge* renvoyant à quelque chose de temporaire), elle représente une occasion unique pour les promoteurs du FM 3-24 de faire prévaloir leur point de vue tant vis-à-vis du pouvoir politique que vis-à-vis de leurs adversaires au sein des organisations. La stratégie de la « nouvelle voie en avant » (*New Way Forward*) ne diffère pas dans son essence de celles qui l'ont précédée : l'objectif politique reste le retrait des troupes dans des conditions qui permettront d'éviter le reproche de « défaite ». En revanche, pour les promoteurs de la « contre-insurrection », elle doit servir d'expérimentation pour les réformes qu'ils comptent défendre.

L'objectif politique des Etats-Unis n'a pas varié depuis 2003 à l'égard de l'opinion domestique³⁹². Il s'agit de quitter l'Irak au plus vite après avoir effectué un changement de

³⁹⁰ *Ibid.*, p.179 ; Thomas E. Ricks, *The Gamble, op.cit.*, p.133.

³⁹¹ Pour ce faire, Petraeus est aidé de Jack Keane qui double ses communications directes avec le président. Bob Woodward, « You're Not Accountable, Jack », *art. cit.*, et Linda Robinson, *Tell Me How This Ends, op. cit.*, p.294. L'enjeu est de taille puisque Petraeus souhaite présenter ses propres évaluations et recommandations au Congrès sans passer par l'aval de ses supérieurs. Il obtient gain de cause lorsque George Bush lui transmet son soutien par le truchement de Jack Keane.

³⁹² Ce qui signifie que, dans l'arbitrage subtil entre leurs intérêts domestiques et les intérêts des Etats-Unis sur le théâtre irakien, les décideurs politiques semblent avoir presque toujours donné la préséance aux premiers.

régime (en ce sens, on peut parler de projet impérial mais nullement de projet colonial – du moins direct – en Irak). En revanche, l'état final recherché concernant le pays s'est précisé : non plus un Irak démocratique qui surgirait du pays des deux fleuves, mais plutôt un Etat stable et autonome. Il est possible de dire que les changements de stratégies ont concerné à la fois l'objectif militaro-politique en Irak et des ajustements tactiques. Ce dernier point est important car il est au cœur de malentendus entre civils et militaires : les seconds s'étant en effet concentrés sur les ajustements tactiques (la contre-insurrection) pour analyser l'évolution de la situation en Irak, alors que les premiers n'ont pas varié dans leur volonté de mettre fin le plus rapidement possible à l'occupation du pays.

C'est donc bien surtout d'une logique de guerre limitée dont procèdent les stratégies successives en Irak. Certes, enjeux et objectifs peuvent faire penser à la logique de guerre totale notamment si on considère une telle entreprise comme un changement de régime. Mais la faiblesse des moyens, proportionnellement à l'ensemble de ceux disponibles, révèle au contraire les limites de l'implication et le mauvais calcul des coûts (financiers, humains et politiques) induits par l'invasion et l'occupation. Face à des adversaires inscrits dans une logique de guerre totale (aux enjeux identifiés à la survie ou à la conquête du pouvoir) et usant d'une stratégie d'attrition pour élever les coûts, les Etats-Unis se sont enfoncés dans la recherche d'une victoire décisive³⁹³. Les changements observés ont donc davantage concerné les ajustements tactiques et la stratégie déclaratoire que la stratégie en elle-même. Face à des coûts plus élevés que les intérêts réels américains en Irak, le discours est passé du déni au retrait en passant par la promesse d'une escalade des moyens courte mais décisive. En dépit de la rhétorique sur les armes de destruction massive ou sur le danger de voir se constituer un Emirats islamiste, les intérêts réels – et l'implication conséquente des moyens – n'ont pas semblé suffisants pour autoriser une autre stratégie que celle du retrait. Après avoir renversé Saddam Hussein, deux choix s'offraient aux Américains en poursuite des logiques de guerre

³⁹³ Sur ce point, on pourrait être tenté d'abonder dans le sens de Laure Bardiès lorsqu'elle écrit que « *ce n'est pas la plus ou moins grande violence qui distingue logique de guerre totale et logique de guerre limitée mais le plus ou moins grand acharnement à poursuivre la lutte armée* ». L'acharnement de l'administration Bush mériterait une plus ample analyse, mais à ce stade de nos recherches, il semble qu'il se soit largement amenuisé avec le temps et que, d'une certaine manière, il n'ait été important que dans les discours. La variable cruciale est ici d'une part le style présidentiel (un président qui délègue, au moins jusqu'en 2006) et d'autre part l'extrême hétérogénéité de l'administration (l'acharnement d'un Rumsfeld et d'un Wolfowitz étant évident, et ayant pesé de manière déterminante au moins dans les deux premières années du conflit). Nous choisissons donc de trancher en faveur d'un critère plus objectivable : la faiblesse relative des moyens en fonction de ceux qui sont disponibles. D'autre part, il revient de trancher *in fine* en considérant l'ensemble des acteurs à l'œuvre et donc en prenant la société américaine dans son ensemble. Laure Bardiès, « Raisonement stratégique et outils conceptuels : de la guerre aux *logiques* de guerre », *Res Militaris*, vol.2, n°3, été 2012, p.11.

limitée ou de guerre totale : soit le départ immédiat, soit l'implication directe dans la colonisation de l'Irak. N'ayant fait le choix ni de l'un ni de l'autre, les Américains sont donc restés sans pour autant s'engager dans une reconstruction de longue haleine. Cette incohérence s'explique essentiellement par la pluralité des objectifs poursuivis par les acteurs, ainsi que par l'évolution que la guerre leur fait subir. Elle se comprend par la perception que les décideurs politiques et militaires ont de la puissance des Etats-Unis et des effets de la force.

Deuxième partie : la révolution irakienne

La seconde hypothèse concernant les effets différenciés de la puissance américaine en Irak se saisit dans l'interaction entre l'action militaire et l'environnement sociopolitique dans lequel elle opère. Car si ce dernier est un ensemble de contraintes qu'il est nécessaire d'élucider pour agir, il n'est pas une matière morte qui ne pourrait être modelée par l'action militaire. En d'autres termes, les effets de l'action des militaires américains ne sont pas seulement tactiques (c'est-à-dire affectant les forces armées ennemies), mais aussi politiques, touchant au tissu même de la société irakienne.

Dans cette optique, deux processus sont à l'œuvre : le caractère performatif de l'imaginaire américain dans et sur l'Irak d'une part, la prise de conscience de ce phénomène et son utilisation dans le cadre de l'action politico-militaire d'autre part. Néanmoins, il ne faudrait pas en déduire que les acteurs irakiens sont impuissants à résister, à s'adapter ou à utiliser cet imaginaire. Bien qu'asymétrique, la relation politico-militaire qui s'instaure entre les Américains et les entrepreneurs politiques ou la population de l'Irak n'est pas à sens unique. De ce fait, on observe une transformation profonde du paysage sociopolitique irakien sous l'occupation américaine. Cette transformation est en partie le résultat inattendu des actions des militaires, et en partie voulue dans le cadre des objectifs de reconstruction de l'Irak. On ne peut donc parler de contrôle étroit par les Américains des dynamiques et processus à l'œuvre dans le tissu sécuritaire, social et politique irakien. La volonté américaine et sa capacité à produire les effets voulus sont donc limitées par les agendas propres des acteurs locaux, le double (voire triple) jeu de nombre d'entre eux ainsi que la complexité des interactions qui les lient. Autrement dit, les effets différenciés de la puissance militaire américaine en Irak ne s'expliquent pas uniquement par la capacité ou non d'ajuster tactiques et stratégies. Ils résultent également du fait que de nombreuses dynamiques et un certain nombre de processus échappent à l'action des militaires américains, et en sont autonomes, voire totalement indépendants.

Les résultats obtenus par l'action des militaires américains en Irak illustrent donc les contraintes auxquelles est soumise la puissance. Mais ils sont principalement la conséquence d'une approche tactique et stratégique qui peine à s'adapter à ces contraintes. C'est le cas notamment pour ce qui concerne la présence au cœur des zones habitées. Considérée comme la cause de l'aliénation des populations (les libérateurs étant progressivement perçus comme des occupants), elle n'en est pas moins la solution tactique retenue lors du *surge* produisant des effets indéniables. Loin d'être une cause, la présence au sol doit être corrélée avec le type d'interactions nouées entre les militaires et les acteurs locaux. Or, souvent pensée comme la recherche de la « légitimité », l'action des militaires doit davantage définir un consensus avec certains acteurs tout en éliminant d'autres.

De ce fait, la variable indépendante est la manière dont l'action des militaires interagit avec les intérêts des autres acteurs. Il s'agit bien d'une réflexion stratégique, la coercition étant un des outils servant à influencer alliés, adversaires et population. Il peut s'agir de l'outil central ou bien d'un soutien à d'autres moyens (financiers ou politiques). Ainsi, les militaires américains en Irak ont mis en œuvre un processus d'ingénierie sociale et politique. Entendu comme une entreprise visant à transformer et à façonner la société, ce phénomène complexe est difficilement maîtrisé. De fait, le cas des Américains en Irak suggère qu'il produit des effets inattendus.

Un premier chapitre analysera ces effets inattendus, notamment en absence d'une stratégie claire de transformation de la société irakienne. Un second montrera les effets obtenus à partir du moment où fins et moyens se concentrent aux échelles locale et nationale pour façonner les dynamiques sécuritaires et politiques.

Chapitre 3 : polarisation et fragmentation de la société irakienne, produits de l'occupation américaine

« *Les Irakiens parlent souvent de l'invasion américaine et de la période qui l'a suivie comme 'l'effondrement'* »
(Mark Kukis)

Les registres infrapolitiques et métapolitiques semblent naturels en 2012 à tout observateur de la situation en Irak. Repli sur les solidarités (*assabiya*) confessionnelles ou appui sur les prédications et idéologies (*dawa*) internationalistes semblent en effet les attitudes les plus courantes pour les habitants de ce pays, tant l'Etat – jusqu'en 2008 – ne semble pas faire figure d'acteur disposant de suffisamment de ressources pour s'imposer à tous³⁹⁴. Plus précisément, la fragmentation politique qui s'observe à partir de 2003, si elle réactive ces réflexes anciens, ne semble pas devoir faire émerger d'acteur capable de s'étatiser durablement. Tant et si bien que la situation politique irakienne, que ce soit au sujet du partage du pouvoir ou de l'attitude à adopter par rapport aux forces américaines, semble ne devoir être lue qu'à travers les grilles de lecture de l'appartenance ethnoconfessionnelle (Sunnites contre Chiïtes, Arabes contre Kurdes) ou des lignes de fractures plus complexes que sont le nationalisme, le fédéralisme ou l'internationalisme du djihad.

Mais c'est mettre de côté tous les paradoxes et de toutes les contradictions de l'histoire irakienne que de penser ces divisions ethniques comme éternelles³⁹⁵ ou, *a contrario*, de n'y voir que le résultat des manœuvres américaines cherchant à « diviser pour mieux régner ». De

³⁹⁴ A ce titre, si les élections provinciales de 2009 ont semblé voir disparaître ces lignes de fracture, les élections législatives de 2010 ont au contraire vu leur réactivation.

³⁹⁵ Ainsi d'un mot du candidat à la vice-présidence Joseph Biden dans un débat contre Sarah Palin, estimant que les rivalités entre Sunnites et Chiïtes en Irak sont vieilles de 700 ans. Reidar Visser, « Biden's 700 years and the dangerous road to a 'settlement' in Iraq », *Historiae.org*, 3 octobre 2008, accessible à l'adresse: <http://historiae.org/biden-palin.asp> (accédé le 3 octobre 2008). Les positions du futur vice-président se lisent aussi à travers une tribune écrite dans le *Washington Post* un an plus tôt : l'auteur y recommande le fédéralisme, seule solution pour un accord politique entre les communautés irakiennes. Joseph R. Biden, jr et Leslie H. Gelb, « Federalism, Not Partition », *The Washington Post*, 3 octobre 2007.

fait, et sans rentrer dans une histoire de la société irakienne et de ses différentes composantes –laquelle sort du cadre de ce travail-, il convient de rappeler brièvement quelques faits³⁹⁶.

Sur le premier point de la « naturalisation » des ethnies et des lignes de fracture confessionnelles, l'appartenance identitaire est extrêmement complexe et variable. Ainsi, la conversion massive des tribus irakiennes au chiisme ne date que de la fin du XIX^{ème} siècle, et leur marginalisation n'intervient véritablement qu'à partir de la guerre Iran-Irak. En tant que telle, la persécution menée par le régime de Saddam Hussein contre eux est le principal déclencheur de l'émergence d'une identité chiite militante³⁹⁷. A ce titre, il faut se souvenir que la plupart des responsables politiques chiites de l'Irak actuel sont liés à l'action du dictateur, soit qu'ils soient partis en exil (les dirigeants du Conseil Suprême Islamique en Irak, l'actuel premier ministre Nouri As-Maliki), soit qu'ils aient été instrumentalisés puis été des victimes de la politique de contrôle baassiste (Mohammed Sadeq As-Sadr, le père de Moqtada As-Sadr et fondateur du mouvement sadriste). Pour ce qui concerne les Sunnites, Myriam Benraad a montré combien ces derniers se considéraient davantage comme Irakiens, au moins jusqu'à la montée des heurts interconfessionnels et la mise en place de la constitution irakienne (2005)³⁹⁸. De plus, la croissance exponentielle de la violence entre 2003 et 2006 contredit la lecture simpliste évoquée plus haut. En effet, il faut noter à la fois la mutation de celle-ci (la lutte contre « l'occupant » est bientôt doublée d'une lutte intercommunautaire), sa complexification (la violence s'exerce contre l'Autre, mais aussi entre compétiteurs au sein d'une même communauté et enfin sur les membres mêmes de celle-ci) et son inégale répartition (même en 2009, certains quartiers de Bagdad, les villes de Mossoul et Kirkouk sont restés des « points chauds » dans un pays globalement sécurisé).

Sur le second point, l'histoire de la construction étatique irakienne est justement marquée par le chassé-croisé de la centralisation et du maintien du pouvoir local, celui des cheiks, dont l'indépendance est mise à mal par les lois de 1958 supprimant leurs privilèges et

³⁹⁶ Pour approfondir la question, lire Hamit Bozarslan, « Introduction », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°117-118 *L'Irak en perspective*, pp. 13-29 ainsi que Pierre-Jean Luizard, *La question Irakienne*, Paris : Fayard, 2002.

³⁹⁷ Le Parti Baas est composé de Chiites à ses débuts. Il faut noter également l'existence d'un fort sentiment identitaire irakien dès la chute de l'Empire Ottoman, même si il emprunte des modalités différentes à partir du moment où les Britanniques choisissent de s'appuyer sur les anciennes élites administratives ottomanes, issues majoritairement de la communauté sunnite. En réalité, la reconnaissance par les Britanniques des hiérarchies sociopolitiques irakiennes accroît l'écart entre le nationalisme chiite (arabe, islamique et constitutionnel) et le nationalisme sunnite (arabe, monarchique et favorable à l'identification entre les Sunnites et l'Etat). Charles Tripp, « Leçons d'une histoire coloniale oubliée », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2003.

³⁹⁸ Myriam Benraad, « Du phénomène arabe sunnite irakien : recompositions sociales, paradoxes identitaires et bouleversements géopolitiques sous occupation (2003-2008) », *Hérodote*, n°130, 3^{ème} trimestre 2008.

leur juridiction sur leurs propriétés rurales. Là encore, la question tribale – au cœur des réflexions sur la politique américaine de 2007 en Irak - doit être examinée plus longuement pour comprendre en quoi le rapprochement entre militaires américains et acteurs locaux part aussi de la volonté des cheiks et n'est pas une simple répétition de l'*indirect rule* colonial. Ainsi, l'existence et la pertinence du cadre de la tribu doivent être replacées dans une histoire plus longue : en dépit de la construction d'un Etat central sous la monarchie, et d'une idéologie mélangeant progressisme et nationalisme à partir de 1958, les cheiks continuèrent de jouer un rôle en tant que relais du pouvoir. La cooptation de certains d'entre eux n'a pas permis la résurrection de leur pouvoir, puisqu'elle a produit leur dépendance vis-à-vis du gouvernement central, tandis qu'elle a entraîné une recomposition de certaines tribus, de certaines fédérations et de certains clans en fonction des volontés et de l'action de ce dernier. L'action des militaires américains en Irak doit donc être pensée justement pour la situer dans cette histoire longue et en saisir les effets spécifiques sur la société irakienne.

L'intervention américaine aggrave ainsi la déconstruction nationale initiée par Saddam Hussein. Le régime de ce dernier emprunte en effet autant au registre traditionnel qu'aux formes modernes de l'autoritarisme. Sur le plan politique et social, loin d'être simplement une organisation concentrique du pouvoir autour du *Raïs* (la famille, la tribu des Takriti, le parti Baas, les Sunnites, les Forces de sécurité), il se caractérise surtout par la destruction de l'ensemble des liens de solidarité au bénéfice du pouvoir personnel, enclenchant une dynamique de déconstruction caractérisée par une cascade de stratégies de survie³⁹⁹. Dans les années suivant la première guerre du Golfe et le soulèvement réprimé des tribus rurales du Sud chiïte, cette déstructuration est contrecarrée par trois dynamiques. La première est l'appui croissant de Saddam Hussein sur les réseaux tribaux et les cheiks. Ceux-ci assurent ainsi protection et ressources à la population dans les années troubles de l'embargo. Plusieurs « *homines novi* » émergent au sein d'un groupe traditionnel de détenteurs d'influence au niveau local. Parallèlement, le clientélisme nourrit les fractures ethniques avec les Kurdes, notamment par « l'arabisation » de la ville de Mossoul produite par l'arrivée massive de cadres des forces de sécurité à qui l'on donne une résidence dans la ville. Enfin, Saddam Hussein coopte un clerc chiïte, Mohammed Sadeq As-Sadr, afin d'équilibrer l'influence des ayatollahs exilés en Iran et de concurrencer l'influence traditionnelle exercée par le clergé

³⁹⁹ David Baran (dir.), *Vivre la tyrannie et lui survivre. L'Irak en transition*, Paris : édition des milles et unes nuits, 2004, 434 pages.

quiétistes regroupé autour du séminaire (*hamza*) de Nadjaf (parmi lesquels Ali As-Sistani)⁴⁰⁰. Cette volonté de contrôler plus étroitement les populations par la reconstitution provisoire de solidarités confessionnelles ou tribales ne suffit pas à revenir sur les destructions antérieures. Au contraire, la substitution de réseaux sociaux contrôlés par le dictateur aux solidarités traditionnelles, en liant le sort des premiers au sort du régime, fragilise l'ensemble. Par ailleurs, l'action d'As-Sadr vient bientôt contrecarrer ce contrôle : s'attachant à rapprocher les clercs et les cheiks tout en exerçant une action sociale et humanitaire auprès des plus pauvres⁴⁰¹, l'ayatollah et *marjah*⁴⁰² contribue à renforcer la conscience identitaire chiite⁴⁰³. Dès lors, la chute du régime crée un vide du pouvoir qui accélère et amplifie le processus ayant débuté dans les années 1980. L'affaiblissement du cadre de référence tribal, la constitution d'une forte base sociale chiite autour du Parti du Martyr Sadr⁴⁰⁴ - dont Moqtada est le nouveau dirigeant – ainsi que les tentatives d'extension de la « ligne verte » du Kurdistan vers le sud expliquent le repli vers les références confessionnelles et ethniques.

C'est à partir de ce contexte qu'il faut comprendre les trois effets de l'action des militaires américains en Irak. La chute de Saddam Hussein a en premier lieu créé un vide du pouvoir. Si la vulgate libérale du *Nation Building* considère qu'un régime politique démocratique peut surgir *ex nihilo*, elle le doit essentiellement à sa perception du pouvoir dictatorial comme extérieur à la société⁴⁰⁵. Une étude des systèmes politiques du Moyen-Orient montre au contraire l'étroite imbrication entre les élites au pouvoir et le tissu social, autorisant même des contestations à la marge⁴⁰⁶. L'incapacité à remplacer les structures politiques baasistes (voire le démantèlement de ces dernières) engendre donc des dynamiques de conquête et de partage du pouvoir par d'autres acteurs.

⁴⁰⁰ Patrick Cockburn, *Muqtada*, New-York : Scribner, 2008. Le quiétisme est l'attitude de strict repli du clergé vis à vis de sa participation au pouvoir politique. Cette tradition propre au clergé chiite irakien s'oppose à la doctrine du *Velayat-e Fiqh* (« tutelle du juriste-théologien ») défendue par l'ayatollah Khomeiny et en vigueur en Iran depuis 1979.

⁴⁰¹ Notamment dans le quartier populaire d'habitat souvent précaire de Tawrha à Bagdad, qui prend le nom de Sadr City en 2003.

⁴⁰² Ce terme désigne un théologien influent, « source d'émulation » pour ses disciples. Un ayatollah n'est pas forcément un *marjah* : il doit pour cela rassembler des disciples qui lui verseront la dîme.

⁴⁰³ Toutefois, Sadr cherche aussi à incarner une forme alternative de nationalisme, s'opposant autant à Saddam Hussein qu'à la gouvernance traditionnelle des Chiites irakiens ou qu'à l'ambition des clercs iraniens

⁴⁰⁴ Assassiné en 1999.

⁴⁰⁵ Roland Paris et Timothy D. Sisk (dirs.), *The Dilemmas of State-Building : Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*, Londres: Routledge, 2009. La question du lien entre *Peace-Building* et *State-Building* sera abordée dans le chapitre 5.

⁴⁰⁶ Voir l'étude complète et fouillée de Hamit Bozarslan, *Sociologie Politique du Moyen-Orient*, Paris : La Découverte, 2011. Paru à la veille des « printemps arabes », l'ouvrage reste pertinent quant à son analyse de l'ingénierie sociale et politique mise en œuvre par les régimes dictatoriaux.

En second lieu, la présence américaine a participé au processus de réactivation des lignes de fractures identitaires. Conséquence de représentations puissamment ancrées et véhiculées dans l’imaginaire des Américains, cette dynamique complexe n’est donc pas antérieure à l’occupation, et elle n’est pas – jusqu’en 2007 du moins – le résultat d’une volonté politique⁴⁰⁷. En revanche, ce phénomène peut être relié au premier dans la mesure où les Américains ont laissé opérer les entrepreneurs politiques (qui ont eux-mêmes instrumentalisé les catégories identitaires)⁴⁰⁸.

Enfin, les interactions entre militaires américains et certains segments de la population ont progressivement abouti à aliéner cette dernière et à produire une ascension aux extrêmes qui éclate dans le soulèvement de 2004. La radicalisation progressive de la société irakienne contre les militaires américains ne peut être analysée simplement comme la réaction face à un occupant. Il est donc nécessaire de s’intéresser aux conditions de possibilité qui, dans l’interaction, ont entraîné ce processus.

Une première section étudiera le rôle joué par les représentations dans les dynamiques sécuritaires et politiques irakiennes. Une seconde analysera les effets de la coercition sur ces dernières.

Section 1 : un imaginaire performatif

Comprendre le lien entre ce que nous appelons « imaginaire américain sur l’Irak » et les dynamiques politiques et sociales nécessite quelques précisions théoriques et méthodologiques. Les représentations sont un ensemble d’idées, de valeurs, de symboles et de normes qui servent à interpréter l’environnement de l’acteur ainsi qu’à situer son identité. Mais cet ensemble n’est pas unitaire d’une part, et n’agit pas comme une cause mécanique

⁴⁰⁷ Si l’on écarte les réflexions de Ralph Peters et sa carte du « Grand Moyen-Orient » dont l’influence au sein de l’administration reste encore à démontrer. Ralph Peters, « Blood Borders : How a Better Middle East Would Look Like », *Armed Forces Journal*, juin 2006.

⁴⁰⁸ Il est frappant de noter qu’un rapport de John Sawers, représentant britannique auprès de la CPA, en date du 25 juin 2003 reconnaît que : « *Heureusement, des cités mixtes telles que Kirkouk et Mossoul restent calmes et il n’y a aucun affrontement significatifs entre Arabes et Kurdes ou Sunnites et Chiites* ». Non seulement cela démontre l’absence de heurts intercommunautaires à ce moment-là, mais cela révèle bien la peur des occidentaux sur la possibilité qu’ils éclatent. Cité dans Michael Gordon et Bernard Trainor, *Cobra II, op.cit.*, p.681.

d'autre part. Il est en effet traversé de significations et d'interprétations multiples, parfois divergentes voire opposées. Par ailleurs, les représentations agissent comme un filtre pour l'acteur mais, en retour, dépendent de ce dernier qui peut avoir plus ou moins intériorisé tel ou tel aspect. En définitive, tout comme « l'idéologie », l'imaginaire est largement fonction des individus et des groupes qui en adoptent certaines caractéristiques, en écartent d'autres et, par leurs pratiques comme par leurs discours, modèlent l'ensemble.

Ainsi, étudier la manière dont l'imaginaire américain agit sur les processus de polarisation et de fragmentation de la société irakienne, générant des effets sécuritaires que la présence des militaires est censée combattre, nécessite d'analyser le lien entre les idées et les actions, sans jamais présupposer aucun lien causal direct. Car si les acteurs invoquent (consciemment) certaines idées pour agir, on ne peut prendre ces justifications comme les seules causes de leur action. En revanche, il est possible de voir dans cet imaginaire une cause indirecte, modelant la forme de cette action. Plus précisément, cet imaginaire – travaillé par les discours politiques – a modelé les attitudes des militaires américains vis-à-vis des différents acteurs et groupes communautaires, sans toutefois le faire de manière uniforme.

Enfin, il convient de noter le paradoxe de l'imaginaire américain sur l'Irak. D'un côté en effet, il s'est avéré très performatif, démontrant son influence non seulement sur les militaires américains, mais aussi sur les acteurs locaux (et même si ces derniers ont parfois instrumentalisé à leur profit les catégories qui en sont issues). D'un autre côté, cette capacité réelle des Etats-Unis à influencer les représentations n'a pas produit les effets voulus, voire même a été contre-productive.

Une vision orientaliste de la société irakienne

Trois éléments entrent en compte dans l'imaginaire américain sur l'Irak et ses effets sur les pratiques, les discours et les représentations. Il s'agit en premier lieu de la perception d'une nation irakienne inachevée, voire inexistante car divisée en communautés en lutte pour la domination. En second lieu, la vision de l'individu arabe, civil ou combattant, est fortement marquée par l'ambiguïté entre fascination et mépris. Enfin, la question du caractère tribal de

la société irakienne, bien que peu présente au début de l'occupation, acquiert une place de plus en plus centrale. Ces trois éléments démontrent le caractère « orientaliste » de l'imaginaire américain. Le terme d'orientalisme renvoie aux travaux de l'universitaire américain d'origine palestinienne Edward Saïd. Dans un ouvrage fondateur paru en 1978, l'auteur énonce les deux caractéristiques de l'orientalisme. Il s'agit d'abord « *d'un mode de pensée basé sur une distinction épistémologique et ontologique entre 'l'Orient' et (la plupart du temps) 'l'Occident'* », c'est-à-dire d'une vision posée sur le Moyen-Orient par les Européens et les Américains, et enracinée dans les arts et les discours politiques⁴⁰⁹. En second lieu, il s'agit « *d'une modalité occidentale de domination, de restructuration et d'exercice de l'autorité sur l'Orient* », démontrant là l'asymétrie dans la puissance productive ou structurelle entre les « Occidentaux » et les « Orientaux »⁴¹⁰. Rapport de pouvoir autant qu'imaginaire figeant et essentialisant le Moyen-Orient, l'orientalisme est donc un concept pertinent pour comprendre l'imaginaire américain sur l'Irak. A condition toutefois de nuancer le premier aspect. Si en effet certains ont voulu voir dans l'attitude et les discours néoconservateurs la cause directe des humiliations infligées par les militaires américains aux Irakiens (et notamment à la prison d'Abou Ghraïb), il n'en reste pas moins que cet imaginaire, bien que pétri de préjugés tenaces, n'a pas toujours répondu à une volonté consciente de domination et de hiérarchisation⁴¹¹.

D'autre part, l'orientalisme est un concept qui, en tant que tel, ne suffit pas épuiser la réalité. Si les discours et attitudes des décideurs politiques vis-à-vis de l'Irak en sont certainement marqués, si les postures des militaires américains en reflètent l'influence, c'est toujours en interaction avec d'autres facteurs (socialisation antérieure, réflexes de groupe, parole prépondérante du chef) et en choisissant certains aspects tout en en délaissant d'autres. Enfin, on ne peut tomber dans le piège dénoncé par Saïd en considérant l'attitude des

⁴⁰⁹ Edward W. Saïd, *Orientalism*, New-York : Vintage Books, 1978, p.2.

⁴¹⁰ *Ibid.*, p.3.

⁴¹¹ Le scandale d'Abou Ghraïb a été considéré par certains comme la preuve d'une filiation directe entre l'influence de penseurs orientalistes tel Raphael Patai – auteur en 1973 de *The Arab Mind* – sur les néoconservateurs et les sévices infligés aux prisonniers de la prison. Seymour Hersh, journaliste au *New Yorker* et « découvreur » du scandale, avance ainsi que les idéologues néoconservateurs ont déduit du livre de Patai des aphorismes tels que « *les Arabes ne comprennent que la force* » ou encore « *leur plus grande faiblesse est la honte et l'humiliation* ». Seymour Hersh, *Chain of Command : the Road from 9/11 to Abu Ghraib*, Londres et New-York: Penguin Books, 2004, p.39. Outre la difficulté à trouver une chaîne de causalité entre les discours néoconservateurs (qui bénéficient certes d'un « monopole cognitif » auprès du président Bush après le 11 Septembre) et les actions des réservistes en charge de la prison, la démonstration de Hersh ne prend pas suffisamment en compte l'enracinement des préjugés sur les Arabes et les autres au sein des représentations américaines. En revanche, sa démonstration concernant le détournement des normes en faveur de la torture au sein de l'administration Bush et surtout chez Donald Rumsfeld est convaincante.

militaires américains comme figée : si des considérations « orientalistes » demeurent jusqu'à tard dans le conflit, on ne peut nier une certaine évolution au fur et à mesure des contacts qui se nouent et de l'expérience gagnée lors des déploiements successifs.

La question de la nation irakienne est prépondérante dans la perception américaine du conflit. Qu'il s'agisse du discours sur les causes et les modalités de la guerre civile, du problème posé par le partage des ressources pétrolières ou de la nécessité de réintégrer les Sunnites dans le processus politique, la vision d'une nation divisée en lignes de fractures ethnoconfessionnelles prévaut. Ses effets en sont particulièrement saillants dans le cas de la reconstruction politique d'une part, de la posture tactique d'autre part. Sur le premier point, le caractère inexistant de la nation irakienne aux yeux des décideurs politiques se lit dans la confiance accordée au début du conflit par Paul Wolfowitz à des exilés tel que Ahmed Chalabi. Ce dernier, fondateur du Conseil National Irakien (INC) dans les années 1990, a joué un rôle en promettant de recruter des Irakiens exilés pour former des groupes combattant aux côtés des Américains, mais également en participant à l'élaboration de l'argumentaire justifiant l'invasion⁴¹². Personnage controversé, Ahmed Chalabi a surtout démontré le danger de s'appuyer sur des exilés ne disposant d'aucune base politique et sociale et, partant, d'aucune légitimité. Plus important, comme d'autres Chiites (et bien que ne défendant aucun programme de type islamique), il a indirectement confirmé les décideurs politiques dans leur vision de l'Irak. Evidemment, le refus de voir une nation irakienne en tant que telle n'est pas la cause seule de l'appui que les Américains ont donné aux Chiites. Ainsi, la composition du Conseil de Gouvernement Provisoire nommé par Paul Bremer illustre aussi le préjugé concernant la représentativité nécessaire de chaque communauté en fonction de son importance numérique⁴¹³. Convaincu que le régime de Saddam Hussein reflétait l'oppression des Sunnites (minoritaires) sur les autres communautés, Wolfowitz comme Bremer ont cru devoir composer un panel représentatif de la société irakienne. Cela a amené les deux hommes à refuser les conditions posées par le grand ayatollah Ali As-Sistani, réclamant une constitution rédigée par les principaux acteurs irakiens au terme d'élections (et non les exilés) et confirmée par référendum au lieu d'un arrangement politique entre communautés aux contours fluctuants et sans représentants légitimes. A bien des égards, la volonté initiale des

⁴¹² Aram Roston, *The Man Who Pushed America to War : The Extraordinary Life, Adventures and Obsessions of Ahmad Chalabi*, New-York: Nation Books, 2008.

⁴¹³ Qui trouve donc ses racines dans la perception que les Américains ont de leur propre société et de sa composition censément multiculturelle.

Américains de voir dans le nouvel Irak une société communautaire a fourni un prétexte aux entrepreneurs politiques désireux de s'affirmer en s'appuyant sur les identités ethnoconfessionnelles. Elle se lit aussi dans la constitution de 2005 qui prévoit un Etat fédéral, même si elle ne règle pas définitivement l'étendue des prérogatives laissées aux assemblées provinciales ni aux gouvernements régionaux. Il faut ajouter que l'initiative d'une reconstruction de l'Etat par le haut (avec des accords sur le partage du pouvoir entre les communautés au prorata de leurs importances démographiques respectives) a marginalisé des acteurs mieux enracinés et contribué à faire basculer ces derniers dans la résistance.

Cette perception a également des conséquences sur les postures tactiques et sur l'action des militaires américains en Irak. Dans les régions à majorité chiite, les unités ont mené des actions de reconstruction ou des opérations de maintien de la paix, tandis que celles affectées dans les zones peuplées de Sunnites se sont considérées en zone de guerre. On note ainsi un découplage, voire une schizophrénie tactique, comme l'illustre le cas du lieutenant-colonel Nathaniel Sassaman, commandant de bataillon en charge de la ville de Balad et de ses environs. L'évolution de son état d'esprit est sensible dans le récit qu'en dresse le journaliste Dexter Filkins. Audacieux et inventif dans la reconstruction économique et politique de la ville⁴¹⁴, majoritairement chiite, l'officier se heurte au double jeu des cheiks de la campagne sunnite. Là, ses actions procèdent de l'assujettissement plutôt que de la pacification. Les projets de reconstruction deviennent un levier supplémentaire pour faire plier les populations. Des actions punitives sont même organisées, certaines aboutissant à des drames. Comme il le dit lui-même : « avec une bonne dose de peur et de violence, plus un paquet d'argent pour nos programmes, je suis sûr que nous allons convaincre ces gens que nous sommes là pour les aider »⁴¹⁵.

Ainsi, bien que mâtiné des éléments dominants de la culture politique américaine, l'orientalisme pèse fortement dans l'incapacité de reconnaître un sentiment national irakien supérieur à l'appartenance communautaire. En découle aussi bien le refus de soutenir un acteur disposant de suffisamment de légitimité (le premier ministre Allaoui devant cohabiter avec des ministres issus de communautés ou de partis différents sans pouvoir disposer

⁴¹⁴ Notamment car il l'un des premiers, avec les commandants de bataillon de Marines dans le Sud, à organiser des élections véritablement libres au sein du nouvel Irak. Bing West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, pp.13-15, Christopher Conlin, « What Do You Do for an Encore », *Marine Corps Gazette*, 88 (9), septembre 2004, p. 76.

⁴¹⁵ Dexter Filkins, *La guerre sans fin*, Paris : Albin Michel, 2009, p.179

d'aucune autorité sur eux) que la tendance à ne pas comprendre les logiques des différents acteurs (souvent internes à ces communautés).

L'approche de la société et de l'individu arabe forme un deuxième ensemble de propositions qui modèlent l'attitude individuelle et collective des militaires américains en Irak. Il convient ici de rappeler encore une fois que les discours ne suffisent pas à comprendre le lien entre l'imaginaire et les actions. Si il faut s'en tenir aux déclarations des acteurs, une affirmation telle que « les Arabes ne comprennent que la force » peut laisser croire en effet qu'il existe un lien entre l'orientalisme et la victimisation des populations⁴¹⁶. Or, on ne peut évacuer l'hypothèse selon laquelle ces postures verbales répondent à une logique propre à la culture dominante d'institutions militaires (notamment l'*Army*) : celle de projeter une image de force afin d'imposer la soumission. Autrement dit, l'attitude des militaires américains, empreinte de méfiance, recherchant le respect par la démonstration de la force brute et promouvant la protection aux dépens de l'interaction, correspond davantage à la socialisation antérieure aux valeurs et représentations de l'institution. En retour, cette identité guerrière peut interagir tant avec la vision orientaliste de l'individu arabe qu'avec des logiques visant à faciliter l'interaction et la compréhension culturelle. En somme, la perception selon laquelle l'usage de la coercition est approprié au contexte irakien résulte de tensions identitaires fortes et n'est donc pas le produit exclusif de l'orientalisme, loin s'en faut.

Il faut donc s'en tenir aux actes. Or, l'utilisation de la force brute (parfois sélective comme dans le cas des raids) est une constante durant le temps de l'occupation. Dans le cadre de cette section, il s'agit avant tout de s'intéresser à ses conditions de possibilité. Elle relève de l'interaction entre une culture guerrière, valorisant la puissance de feu et la victoire tactique écrasante, et une perception stéréotypée de la société irakienne, centrée sur le rôle de la force dans les relations de domination sociale. Deux procédés tactiques illustrent ce lien. En premier lieu, l'utilisation de l'artillerie dans des missions « d'interdiction et de harcèlement » (*Harassment and Interdiction* ou H&I dans le jargon militaire américain). Il s'agit essentiellement de démonstration de force visant à persuader, voire à contraindre, les communautés locales à coopérer ou à les dissuader de soutenir les insurgés. On trouve trace de cet usage des feux indirects dans la zone de responsabilité de la 4^{ème} division d'infanterie

⁴¹⁶ Ce stéréotype, ainsi que d'autres sur la honte ou le fatalisme, sont au cœur des « mythes » orientalistes. Fred Hallyday, *100 Myths about the Middle-East*, Berkeley : University of California Press, 2005, p.191.

en 2003-2004, ainsi que dans la province de Diyala en 2007. Les justifications données a posteriori insistent sur la nécessité d'imposer le « respect » ou bien sur le stéréotype du local « qui ne comprend que la force »⁴¹⁷. En second lieu, la pratique de punitions collectives a pu être observée. Le cas le plus médiatisé est celui du village de Abou Hishma, situé dans la province de Diyala à 50 kilomètres au nord de Bagdad. En décembre 2003, le bataillon du lieutenant-colonel Sassaman fait entourer la localité de barbelés. Son objectif n'est pas seulement de filtrer les entrées et sorties et d'établir un contrôle des populations, mais également d'effrayer et de susciter le respect. Comme le souligne un officier du bataillon, « *il faut comprendre la mentalité arabe. (...) la seule chose qu'ils comprennent est la force. La force, la fierté et sauver la face* »⁴¹⁸. De manière révélatrice, ce stéréotype sur l'honneur se retrouve aussi dans les critiques faites aux unités américaines déployées dans la première année d'occupation et leur reprochant leur brutalité excessive, notamment lors des raids⁴¹⁹. L'analyse porte en effet sur les conséquences de l'humiliation ou de l'arrestation des chefs de famille au vu des membres de leur famille, notamment en cas d'erreur. Ce serait donc pour « venger leur honneur » que des hommes en âge de porter les armes tourneraient ces dernières vers les Américains⁴²⁰.

Un dernier élément de cet ensemble de stéréotypes sur l'individu arabe concerne la perception de l'ennemi. Là encore, interagissent les éléments dominants de la culture stratégique et militaire américaine et les présupposés issus de la vision orientaliste. Le produit de cette interaction est la construction d'un ennemi à qui n'est pas reconnu le droit de recourir

⁴¹⁷ Voir par exemple Department of Defense Blogger Roundtable with colonel John Lehr, Commander, 4th Brigade, 2nd infantry Division, 23 mai 2008, accessible sur : http://www.defenselink.mil/dodcmsshare/BloggerAssets/2008-05/05230813522120080523_CollLehr_transcript.pdf (accédé le 23 mai 2008). Thomas E. Ricks, *Fiasco, op. cit.*, pp.158-164; Noah Schachtman, « In Diyala Province, Persuasion By Artillery Fire », *Danger Room*, 23 mai 2008, accessible à l'adresse: <http://www.wired.com/dangerroom/2008/05/last-fall-many/#more> (accédé le 23 mai 2008).

⁴¹⁸ Dexter Filkins, « Tough New Tactics by U.S. Tighten Grip on Iraq Towns », *The New York Times*, 7 décembre 2003. Dans ses memoires, Nathan Sassaman contredit cette vision, bien qu'il insiste sur la nécessité qu'il ressentait alors de démontrer davantage de résolution pour détruire l'insurrection. Nathan Sassaman, *The Warrior King, op. cit.*, p.152.

⁴¹⁹ Ces critiques trouvent un écho dans l'ensemble du livre de Thomas E. Ricks, *Fiasco, op. cit.*. A noter que l'auteur n'est pas à l'origine de cette hypothèse, puisque celle-ci courrait au CENTCOM, parmi les Marines et au sein du cercle des « innovateurs » depuis 2004. E-mail de Thomas E. Ricks, 18 novembre 2009.

⁴²⁰ Les recensements effectués lors de questionnaires adressés aux détenus par l'administration du général Stone, chargé de la gestion des prisonniers en 2007-2008, montrent des motifs très divers. En 2007, 1/3 des prisonniers avouaient un motif « religieux », tandis que plus de 25% disaient lutter contre l'occupant américain, le reste étant également distribué entre motifs financiers, chômage et appartenance à des groupes criminels. RAND, « Detainee Motivation and Morale Survey » rapport remis au commandant de la Task Force 134 (Detainee Operations), Multi-National Force-Iraq, Bagdad, automne 2007. En revanche, l'étude systématique menée sur le devenir des personnes relâchées semble prouver l'hypothèse d'une radicalisation des individus durant leur temps de détention. E-mail du major Eric Dill, officier opérations de la TF 134, 15 mars 2008.

à la force mais également caractérisé par une ambivalence entre le respect dû à son courage et le mépris adressé à ses méthodes et à sa ruse. Sur le premier point, on retrouve l'asymétrie normative propre à la perception américaine de la guerre comme un outil de pacification ou de construction d'un ordre : l'ennemi « irrégulier » n'est donc pas reconnu comme un pair⁴²¹. Le second s'inscrit dans la vision européenne et occidentale de la guerre en Orient. En tant que modèle opposé à la manière occidentale de faire la guerre, les modalités orientales refuseraient l'affrontement direct et la bataille décisive, lui préférant les embuscades ou la fourberie⁴²². Toutefois, cette image n'est pas univoque : la dénonciation de la fourberie ou du caractère criminel des insurgés évolue vers la reconnaissance de leur courage. Au discours sur le « combattant étranger » succède celui sur les « héros irakiens » que sont les anciens insurgés, les cheiks se soulevant contre Al-Qaïda, ou les officiers de police de villes telles que Hit, Ramadi ou Al Qaim⁴²³. Du reste, ces modifications de sens dans les représentations ne sont pas neuves, puisqu'on les constate déjà dans la littérature militaire concernant la conquête coloniale⁴²⁴. Elles justifient en tout cas le recours à d'anciens insurgés comme miliciens combattants aux côtés des Américains, à l'instar des unités supplétives ou des éclaireurs indigènes lors de précédents conflits coloniaux⁴²⁵.

Les tribus sont le troisième élément de l'imaginaire américain sur l'Irak. L'idée du caractère fondamentalement tribal de la société irakienne est fortement ancrée chez les militaires déployés ainsi qu'au sein de la communauté de Défense⁴²⁶. Il s'agit essentiellement

⁴²¹ Michael Howard, *L'invention de la paix et le retour de la guerre*, Paris : Buchet Castel, 2004.

⁴²² Edward W. Said, *Orientalism*, *op. cit.*, pp.28-45; Patrick Porter, *Military Orientalism: Eastern War through Western Eyes*, Londres: Hurst&Co, 2009; Victor D. Hanson, *Carnage and Culture: Landmarks Battles in the Rise of Western Power*, New-York: Anchor, 2002; Victor D. Hanson, *Le modèle occidental de la guerre*, Paris: Tallandier, 2007.

⁴²³ Entretien avec Peter Mansoor, Newport, 15 septembre 2009. « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op. cit.*. L'auteur tient également à remercier Christian Olsson avec qui il a souvent échangé sur ce sujet du mimétisme entre combattants irakiens et militaires américains.

⁴²⁴ Alex Marshall, « Imperial Nostalgia, The Liberal Lie and The Perils of Postmodern Counterinsurgency », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 21, n°2; juin 2010, pp.233-258. L'auteur fait ainsi mention de ce qu'il nomme la « tradition romantique » à l'origine de la perception de l'ennemi comme un « noble sauvage ». Tradition romantique qui coexiste avec une tradition « positiviste » qui vise à catégoriser et à classer les populations et les sociétés afin de mieux les gouverner.

⁴²⁵ C'est le cas dans le discours sur les « Fils de l'Irak », terme désignant les quelques 100 000 miliciens recrutés à partir de l'été 2007.

⁴²⁶ Outre le titre du livre majeur de « Bing » West sur l'Irak (*The Strongest Tribe*, c'est à dire les militaires américains), il faut noter les articles suivants: Steven Pressfield, « It's the Tribe, Stupid ! », *DNI*, octobre 2006, Major Morgan Mann, « The Power Equation : Using Tribal Politics in Counterinsurgency », *Military Review*, vol. LXVII, n°3, mai-juin 2007, pp.104-108; lieutenant-colonel Michael Eisenstadt, « Iraq : Tribal Engagement Lessons Learned », *Military Review*, vol. LXVII, n°5, septembre-octobre 2007, pp.16-31. C'est le cas également de Peter Mansoor, commandant la 1^{ère} brigade de la 1^{ère} division blindée à Bagdad en 2003-2004 qui entreprend

de la tentative d'utiliser un concept *emic* (c'est-à-dire ayant une signification dans le contexte culturel de l'acteur étudié, ici les Irakiens) pour tenter de cerner les caractéristiques sociopolitiques de l'Irak. De fait, nombre de personnalités irakiennes locales, ou de détenteurs d'une parcelle de pouvoir, utilisent soit le terme « cheik » pour se désigner, soit se réfèrent à des filiations tribales pour justifier de l'étendue de leurs réseaux de solidarité. D'autre part, d'éminents universitaires et spécialistes ont généralisé cette vision au sein du cercle des décideurs et, dans une moindre mesure, des officiers les plus cultivés. C'est le cas notamment de Bernard Lewis à qui il a été reproché d'insister sur le caractère tribal des sociétés moyen-orientales pour demander leur « modernisation » à travers un processus graduel de démocratisation⁴²⁷. Pourtant, cette perception du caractère central de l'identité tribale n'a pas eu immédiatement d'effets sur l'action des militaires américains. Certes, la nécessité de trouver des interlocuteurs ou bien d'identifier des réseaux au sein de l'insurrection a pu pousser certains à engager très tôt des négociations avec des cheiks (parfois autoproclamés)⁴²⁸. Néanmoins, l'élément tribal a été marginalisé jusqu'en 2006-2008, période à laquelle l'impératif de « réconcilier les tribus » et « de négocier avec les cheiks » atteint son apogée, notamment à travers les récits concernant le partage du thé, l'affiliation symbolique de certains officiers supérieurs dans certaines tribus ou encore l'utilisation d'un vocabulaire censé refléter la « mentalité tribale » (tel que le terme de *wasta*, traduit par les Américains par « influence »)⁴²⁹.

En revanche, le fait de caractériser la société irakienne comme tribale a eu des conséquences tactiques et politiques. L'action des militaires américains a en effet façonné la montée en puissance de groupes se revendiquant d'une identité tribale. Ces groupes ont d'abord joué entre contestation et attentisme face à l'occupation. Ce choix stratégique s'explique par la volonté des chefs de tribus de garder le pouvoir effectif au niveau local et s'est traduite par un triple-jeu régulier entre la Coalition, le gouvernement irakien et les groupes insurgés (dont certains étaient d'ailleurs dirigés par les cheiks et ont recruté sur une

de s'adresser aux « cheiks » de la capitale, alors même que l'identité tribale a été mise à mal lors de la croissance urbaine et de l'exode rural des années 1980. Peter Mansoor, *Baghdad at Sunrise, op. cit.*, pp.140, 164 et 198.

⁴²⁷ Ian Buruma, « Lost in Translation : The Two Minds of Bernard Lewis », *The New Yorker*, 14 juin 2004.

⁴²⁸ A noter qu'un ordre en cours d'action du général Sanchez demande à tous les commandants de brigade de cartographier les réseaux de pouvoir dans leur zone en novembre 2003. Ainsi, plusieurs officiers tentent d'organiser des élections au niveau local pour construire une relation de confiance et légitimer leurs interlocuteurs. Mais Paul Bremer leur enjoint de mettre fin à ces expériences alors que Sanchez et le CJTF-7 avait donné leur accord. Voir « Bing » West, *The Strongest Tribe, op. cit.*, p.13-15.

⁴²⁹ Entretien avec Peter Mansoor, Newport, 15 septembre 2009. L'auteur renvoie également à « Bing » West, *The Strongest Tribe, op. cit.*, pp.168, 180 et 200. Voir aussi les comptes-rendus à la presse des officiers de la MNF-I en 2007-2008.

base tribale). Ainsi, entre 2003 et le printemps 2004, les cheiks sunnites de la province occidentale d'Anbar ont été approchés par les militaires américains qui cherchaient des intermédiaires pour mettre en œuvre la reconstruction et la stabilisation. Notamment, les cheiks ont été destinataires des sommes du *Commander's Emergency Response Program* qui leur ont été confiées par les commandants de brigade ou de division, à charge pour eux de recruter des entrepreneurs pour la remise en ordre des infrastructures de service public. Parallèlement, les cheiks ont été considérés par les Américains comme des interlocuteurs privilégiés pour recevoir des renseignements sur les insurgés ou pour traiter avec ces derniers. Néanmoins, comme on le voit à Falloudja, les cheiks ont bien encaissé les sommes versées mais n'ont produit que peu de résultats dans le domaine de la sécurité, du recrutement de policiers locaux ou de la reconstruction. C'est que ces personnages sont à la croisée des tensions internes à la société irakienne, notamment sunnite. Leur nationalisme a été l'une des raisons de leur méfiance, voire de leur duplicité, vis-à-vis des Américains. Par ailleurs, ces derniers n'ont pas fait montre de grandes capacités à stabiliser et à reconstruire l'Irak, ni même à contrôler efficacement leurs zones d'opération. Enfin, la montée de concurrents pour le contrôle des populations locales (les religieux du Conseil des Oulémas et les djihadistes d'AQI) a traduit leur faiblesse relative. Au fond, même avec de la bonne volonté, il n'a pas semblé que les plus engagés d'entre eux aux côtés des Américains aient été capables de réussir. Ce qui explique certainement qu'ils ont approché les Américains à l'automne 2003 (et à nouveau en mars 2005) pour se mettre à la disposition de ces derniers en échange de l'autorisation de constituer des milices tribales. Et de fait, le soutien, voire l'animation, de l'insurrection ont été des moyens leur permettant à la fois d'accroître leur contrôle sur la population tout autant que de poursuivre leurs activités liées aux trafics illégaux (avec la Syrie notamment) ou encore de faire pression sur le gouvernement pour aboutir à l'abolition de la loi de 1958. En retour, seuls les officiers les plus proches du terrain ont reconnu l'importance de tenir compte du fait tribal. Il a fallu attendre mai 2004 en effet pour que Paul Bremer rassemble 500 cheiks afin de créer un Conseil Suprême des Tribus Irakiennes.

Dans un second temps, et à compter de 2006, la dynamique interne aux tribus les a conduits à changer progressivement d'attitude pour participer à un processus de réconciliation dont elles ont été les moyens et la cible. Plusieurs facteurs entrent ainsi en compte. Le premier est interne à l'insurrection : c'est la déconnection croissante entre les insurgés tribaux et nationalistes et Al Qaïda en Irak. Il semblerait que les responsables de ce dernier mouvement aient été victimes à la fois de leur radicalisation religieuse et du recrutement étranger de leurs

responsables. En effet, leur volonté de contrôler la population et le reste de l'insurrection a nourri une hostilité croissante des cheiks, d'autant que la reprise brutale de Falloujah par les Marines en novembre 2004 et la présence constante des derniers sur toute la moyenne vallée de l'Euphrate a fortement affaibli les troupes et les sources de financement de l'ensemble des insurgés. A compter de la fin de l'année 2005, certains cheiks ont tenté de nouer des alliances avec les militaires américains, sans succès au départ⁴³⁰. Le second facteur tient aux ajustements tactiques et à la nouvelle stratégie mise en œuvre à Anbar à partir de l'année 2006. Séparer les insurgés de la population nécessitait à la fois de diaboliser les premiers (discours sur les « combattants étrangers ») et de recruter des supplétifs dans la seconde. L'appui des cheiks a ainsi été capital du fait de l'influence que ces derniers exerçaient. Obtenu par la négociation et l'implication directe des officiers américains sur le terrain (ou alors par l'intimidation dans certaines communautés de la province de Diyala⁴³¹), l'accord des cheiks a concrétisé cette stratégie. En échange de leur participation au maintien de l'ordre et à la pacification locale, les cheiks ont obtenu des pouvoirs effectifs sur leur zone. Non seulement un conseil tribal reconnu par le gouvernement irakien a été constitué (le « Conseil du Salut d'Anbar »), mais des milices ont été organisées dans certaines régions rurales de l'ouest, tandis que les cheiks ont pris le contrôle de forces de sécurité provinciales qui composaient la police locale. Plus prosaïquement, les Américains ont fermé les yeux sur les moyens employés par leurs nouveaux alliés (dont certains anciens groupes d'insurgés déjà en lutte contre AQI pour le contrôle de leur territoire) : « exécutions extrajudiciaires », enlèvements, usage de la coercition pour le renseignement, etc. Tel a été le prix du « Réveil » (*sahwa*), nom que se sont donné les cheiks du mouvement anbarite. Si le mouvement a été informel dans la province d'Anbar entre le printemps 2006 et l'été 2007, il a été institutionnalisé par le général Petraeus dans le gouvernorat de Diyala et les « ceintures » méridionales de la capitale sous la forme du programme de recrutement des « Fils de l'Irak ». La réconciliation et la réintégration des Sunnites a été le résultat le plus visible de cette rencontre entre les intérêts des entrepreneurs politiques locaux et les besoins tactiques et

⁴³⁰ David Killcullen « Field Notes on Iraq's Tribal Revolt against Al Qa'ida », *CTC Sentinel*, West Point, NY : Combating Terrorism Center, octobre 2008, pp. 1-5, du même « Anatomy of a Tribal Revolt », *Small Wars Journal Blog*, 29 août 2007, disponible sur : <http://smallwarsjournal.com/blog/2007/08/anatomy-of-a-tribal-revolt/> (accédé le 29 août 2007).

⁴³¹ Ainsi par exemple de l'utilisation des feux indirects pour intimider des communautés entières. Department of Defense Blogger Roundtable with colonel John Lehr, Commander, 4th Brigade, 2nd Infantry Division, 23 mai 2008, accessible sur : http://www.defenselink.mil/dodcmsshare/BloggerAssets/2008-05/05230813522120080523_ColLehr_transcript.pdf (accédé le 23 mai 2008).

stratégiques des Américains⁴³². Elle a résulté largement de négociations complexes menées, du côté des Marines et de l'Army, de manière à tenir compte des coutumes locales, des réseaux de pouvoir et des nécessités politiques irakiennes.

Pourtant, cette montée en puissance des tribus n'est pas l'instrumentalisation d'une forme traditionnelle de solidarité. En réalité, l'action des militaires américains s'est appuyée sur sa propre perception du fait tribal pour soutenir des acteurs locaux dont l'autorité repose avant tout sur leur capacité à se faire obéir par la coercition. Une vision figée des tribus a donc conduit les Américains à restaurer une forme d'organisation sociopolitique sans réelle légitimité, ni sans réel pouvoir notamment face au gouvernement central.

La « sociologie des nouvelles guerres » :

La perception des caractéristiques du conflit en Irak et des solutions tactiques et stratégiques à lui apporter relève des présupposés de la « sociologie des nouvelles guerres ». Ce courant académique, né dans les années 1990, s'est efforcé de délimiter les caractéristiques des conflits intraétatiques en insistant sur la rupture que ceux-ci représentent vis-à-vis des guerres « classiques ». Les éléments clés en sont la contestation de la formule clausewitzienne (la guerre comme continuation de la politique) et le lien effectué entre sous-développement et violence. Les « nouvelles guerres » sont donc menées contre les civils par des entrepreneurs politiques désireux de contester l'Etat soit pour des raisons prédatrices, soit pour promouvoir leur communauté⁴³³. Même si les militaires américains n'ont pas nécessairement lu les ouvrages de ces auteurs, il n'en reste pas moins que nombre de ces présupposés ont filtré dans la pensée stratégique ou dans la formation aux sciences sociales des officiers⁴³⁴. Par ailleurs, les traits généraux de la « sociologie des nouvelles guerres » (qui tranche avec l'approche marxiste de la guérilla dans les années 1960 ou avec l'approche développementaliste de la même période) rencontrent le préjugé – largement partagé au sein de la communauté de

⁴³² Stéphane Taillat, « Contre-insurrection et stabilisation par le bas. Le retournement des milices sunnites en Irak (2006-2008), *Défense et Sécurité Internationale*, n°37, mai 2008, pp. 44-47 ; David Ucko, « Militias, Tribes and Insurgents : the challenge of political reintegration in Iraq », *Conflict, Security and Development*, vol.8, n°3, octobre 2008, pp.341-373.

⁴³³ Parmi les ouvrages issus de cette littérature, les plus connus sont Martin Shaw, *The Theory of the Global State*, Cambridge : Cambridge University Press, 2000, du même *War and Genocide : Organized Killings in Modern Society*, Cambridge : Polity Press, 2003, ainsi que Mary Kaldor, *New and Old Wars : Organized Violence in a Global Era*, Cambridge: Polity Press, 2001.

⁴³⁴ En témoigne la notoriété de Mary Kaldor auprès de nombreux officiers ou analystes de Défense.

Défense – selon lequel l’insurrection est une forme invariable de la guerre⁴³⁵. C’est le cas notamment avec la vision dominante de l’insurrection comme un mouvement poursuivant des buts révolutionnaires par la mobilisation de la population grâce à la coercition physique, à l’intimidation ou à la propagande idéologique⁴³⁶.

Pourtant, ces présupposés tendent à dépolitiser les mouvements insurgés en les présentant comme des prédateurs ou bien des conservateurs attachés à des formes sociopolitiques obsolètes⁴³⁷. Le modèle maoïste qui domine dans l’orthodoxie doctrinale (la COIN) ne concerne que la frange djihadiste de l’insurrection (Al-Qaïda en Irak, perçue comme poursuivant un but idéologique révolutionnaire). Le moment où ce modèle l’emporte dans les discours stratégiques, soit en 2007, correspond à la stratégie visant les « irréconciliables ». Les autres composantes de l’insurrection sont traitées comme apolitiques, poursuivant des buts de prédation ou d’opportunisme (comme les insurgés sunnites d’Anbar), des logiques identitaires (comme les milices chiites) ou une simple résistance à l’occupation (comme l’Armée du Mahdi de As-Sadr), quand elles ne sont pas considérées comme le bras armé de l’Iran (pour les « groupes spéciaux », nom que les militaires américains donnent à compter de 2007 aux groupes « renégats » issus de l’Armée du Mahdi)⁴³⁸. Certes, les facteurs politiques ne sont pas totalement occultés mais sont placés derrière les déterminants

⁴³⁵ On trouve cette idée dans l’ouvrage de John MacKinlay, *The Insurgent Archipelago*, Londres : Hurst&Co, 2009. Selon cet auteur, pourtant conscient de la nécessité d’historiciser le phénomène insurgé, l’insurrection a « toujours été un virus de la grippe cherchant à exploiter les points faibles de son adversaire » (pp.10 et 61). Il faut noter enfin que le terme même « d’insurrection » est pratiquement toujours employé au singulier, sans tenir compte ni de sa diversité sociologique, ni de ses évolutions historiques. L’insurrection se voit ainsi réduite au modèle maoïste, considéré comme la « matrice » à partir de laquelle se constitue le phénomène insurgé. Par ailleurs, la démarche sémantique consistant à nommer « insurrection » des phénomènes pourtant divers aboutit à l’identifier à tout ce qui n’est pas la guerre classique. Sur ce point, les Marines sont plus circonspects puisqu’ils préfèrent, à l’instar de Franck Hoffman, parler de « guerre hybride » ou de « guerre irrégulières » (comme le montre leur manuel *Tentative Manual for Countering Irregular Threats* de juin 2006).

⁴³⁶ Il s’agit du modèle maoïste. Le modèle « foquiste » inspiré des *foco* de « Che » Guevara est pourtant plus pertinent pour comprendre les modalités d’actions de certains groupes insurgés, en Irak comme en Afghanistan, qui font l’économie de la phase de mobilisation politique par le contrôle des populations et lui préfèrent l’action armée à partir d’un « foyer insurrectionnel ». Quelques lignes seulement y sont consacrées par David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla, op. cit.*, p.86.

⁴³⁷ De fait, la « sociologie des nouvelles guerres » (ou du moins certains de ses auteurs) rejoint ici la pensée orientaliste et notamment l’archétype de la violence segmentaire tel qu’on le trouve chez Edward E. Evans-Pritchard, *Les Nuers. Description des modes de vie et des institutions politiques d’un peuple nilotes*, Paris : Gallimard, 1994 (1^{ère} édition : 1937).

⁴³⁸ Cette difficulté à bien caractériser l’insurrection se retrouve dans le FM 3-24. Celui-ci définit classiquement l’insurrection comme poursuivant les deux buts des « guerres de libération nationale » : le renversement d’un gouvernement ou la sécession (section 1-5). Mais il ajoute que « l’exception à ce modèle de guerre intraétatique implique des mouvements de résistance où des éléments indigènes cherchent à expulser ou à renverser ce qu’ils perçoivent comme une occupation ou une influence étrangère » (section 1-6). A aucun moment n’est proposée une lecture relationnelle de la radicalisation de la « résistance » puisque celle-ci est soit le résultat d’une mobilisation idéologique, soit le produit d’une perception biaisée de l’action américaine par les locaux.

matérialistes de la mobilisation insurgée⁴³⁹. Cette perception s'explique également par une tendance à rejeter les formes collectives de mobilisation au profit d'une lecture qui privilégie les déterminants micro-économiques de la prise des armes au niveau individuel⁴⁴⁰. Les motifs idéologiques des mouvements insurgés sont ainsi traités comme une simple rhétorique et non le reflet de buts avant tout politiques⁴⁴¹. Autrement dit, la montée en puissance de l'insurrection ne peut s'expliquer que par l'interaction entre des motifs micro-économiques ou irrationnels d'une part et des mécanismes de coercition interne mis en œuvre par les minorités politisées d'autre part. Enfin, l'accent mis sur les déterminants individuels ne permet pas de saisir les stratégies politiques mises en œuvre par les différents acteurs⁴⁴².

D'autre part, ces présupposés modèlent les représentations et les actions quant au lien entre sécurité et développement d'une part, au rapport à la population d'autre part. Sur le premier point, la doctrine officielle ainsi que la littérature stratégique insistent sur la nécessité de mener des lignes d'opérations parallèles⁴⁴³. Néanmoins, la réalité d'un environnement sécuritaire hostile pose la question de l'articulation chronologique entre ces deux phases. A cela s'ajoute la perception héritée de la « sociologie des nouvelles guerres » (et au-delà, de la culture politique dominante aux Etats-Unis) selon laquelle la pauvreté, le chômage et le déclassement social sont les racines de la mobilisation individuelle⁴⁴⁴. Une analyse des procédures tactiques des unités américaines montre un découplage initial entre les actions de sécurisation et les actions civilo-militaires : s'opposent ainsi les bureaux opérations, les

⁴³⁹ Il faut noter ici l'influence au sein du courant de la « sociologie des nouvelles guerres » des travaux quantitativistes de Paul Collier et Anke Hoefler, *Greed and Grievances in Civil Wars*, Policy Research Paper, n°2355, Washington, DC. : Banque Mondiale, 2000. Pour ces auteurs, le comportement opportuniste de captation des ressources par la violence (*greed*) est plus important que la motivation politique individuelle (*grievances*).

⁴⁴⁰ Le soulèvement de la province d'Anbar au printemps 2004 n'est donc compréhensible qu'à la lumière du lien entre une minorité activiste (AQI) et une majorité animée de passions hostiles aux Américains (comme l'illustre aux yeux de ces derniers la mutilation des corps des membres de Blackwater tués à Falloudja). Par ailleurs, la nouveauté que constitue la « propagande par l'acte » (*propaganda of the deed*) n'est pas identifiée comme telle. John MacKinlay, *The Insurgent Archipelago*, *op. cit.*, p.165.

⁴⁴¹ *Ibid.*, p.37.

⁴⁴² Pour une étude davantage fondée sur une anthropologie locale et une sociologie historique des insurrections irakiennes, lire Ahmed S. Hashim, *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*, Cornell : Cornell University Press, 2006. Bien que lié au milieu militaire, puisqu'il a servi comme conseiller auprès de la CPA puis de la MNF-I et qu'il est professeur de stratégie au Naval War College, Ahmed Hashim n'a pratiquement pas eu d'influence jusqu'en 2007. Il est également l'auteur d'un rapport pour le *think tank* belge International Crisis Group, « In Their Own words : reading the Iraqi Insurgency », *Middle East Report*, n°50, 15 février 2006.

⁴⁴³ Department of the Army, *Field Manual FM 3-24 Counterinsurgency*, *op. cit.* section 5-7; Major-général Peter W. Chiarelli et Major Patrick Michaelis, « Winning the Peace », *art. cit.*, pp.7 et 14.

⁴⁴⁴ Que l'on pense par exemple au discours du Président Truman le 12 mars 1947 donnant un sens politique au Plan de reconstruction de l'Europe du Secrétaire d'Etat Georges Marshall. La « doctrine Truman » s'appuie bien sur le lien entre pauvreté et attrait de l'idéologie communiste. Dans la même veine, la Charte de l'Atlantique appelle à libérer les peuples de la peur comme du besoin.

« carnivores », et les bureaux ACM, les « herbivores »⁴⁴⁵. Néanmoins, l'automne 2003 voit émerger sur le terrain une vision instrumentale des actions de reconstruction, de développement économique ou de promotion de la gouvernance.

En effet, il ne s'agit plus simplement de protéger le vaste chantier qu'est devenu l'Irak de l'occupation, mais plutôt d'orienter au plus près les perceptions des habitants dans le sens d'un surcroît de légitimité de la force. Cette intuition originelle revient en partie à David Petraeus lors de son mandat à Mossoul (avril-décembre 2003). La conquête « des esprits et des cœurs » est étroitement liée aux questions de sécurité, voire conditionne celle-ci. Sous le mandat du général Peter Chiarelli, commandant la composante tactique de la Force Multinationale en 2006, les unités sont sommées de dépenser le maximum de fonds dans des projets de court terme destinés à la fois à débiter la reconstruction de l'Irak et à gagner les indécis. Selon ses propres termes, « *si vous prétendez attendre qu'une zone soit sécurisée avant de débiter la reconstruction, vous ne reconstruirez rien du tout* »⁴⁴⁶. Dans cette optique, la sécurité est donc étroitement dépendante du développement. Cette vision semble toutefois contredite par l'écart entre les sommes dépensées et la dégradation continue de la situation sécuritaire. Comme le dit le lieutenant-colonel Roberto, chargé des actions civilo-militaires au sein du bataillon de Marines déployée à Al Qaim : « *si les Irakiens ne se les approprient pas, les projets ne changent rien à leur attitude* »⁴⁴⁷. Le *surge* fonctionne donc comme une remise en cause apparente de ces présupposés : sécurité et développement n'agissent pas strictement en parallèle (l'établissement de la sécurité est un préalable) mais sont interdépendantes (les actions civilo-militaires appuyant la consolidation de la sécurité). Toutefois, l'hypothèse selon laquelle il faut tenir compte des besoins physiques des individus pour couper à la racine les motivations individuelles à la prise des armes demeure. A bien des égards en effet, les actions civilo-militaires (notamment les microcrédits) visent à légitimer la présence américaine sur le court terme.

Car la question centrale reste celle de la place des populations dans l'action des militaires américains. Dans la perception américaine, l'enjeu est celui de la légitimité à gagner vis-à-vis de ces dernières à travers leur contrôle étroit. Autrement dit, non seulement la population est traitée comme un objet sur lequel s'exerce le pouvoir mais aussi comme une ressource dans la lutte contre l'insurrection. Dans la continuité à la fois de David Galula et

⁴⁴⁵ Raffi Katchadourian, « The kill Company », *The New Yorker*, 6-13 juillet 2009, p.44.

⁴⁴⁶ *Ibid.* p.46.

⁴⁴⁷ *Ibid.* p.47. E-mail du lieutenant-colonel Julian Dale Alford, 4 décembre 2009.

des présupposés sur les déterminants matérialistes du recours à la violence, la sécurité des populations est considérée comme cruciale. L'impératif de la « protection des populations » est donc au cœur des discours sur l'action militaire en Irak⁴⁴⁸. Le principal écueil de cette perception de la mission est certainement de tenir pour acquise la légitimité du contre-insurgé, lequel agirait en représentant de l'autorité de l'Etat. De ce fait se creuse un hiatus entre le but de l'action militaire au niveau local (gagner la légitimité des populations) et les prérequis sur lesquels se fonde la mission (sa légitimité intrinsèque, pour ne rien dire de la cause qui l'anime). Est ainsi évacuée la nature profondément contestée de la légitimité, en cohérence avec la vision apolitique de l'insurrection. Or, la question de la protection de la population ne peut être tranchée de celle du monopole légitime de l'usage de la force : autrement elle n'est qu'une modalité de la concurrence que se livrent insurgés et contre-insurgés⁴⁴⁹. Enfin, l'impératif tactique de protection des populations (d'abord dans un sens humanitaire, puis dans le cadre de la « contre-insurrection ») est également un discours qui doit être distingué des actes : en dépit de l'héritage de Galula dont l'action se réclame, il semble que la tentation « mimétique » l'ait souvent emporté (à Falloudja en 2003 et 2004 par exemple).

imaginaires et discours stratégiques :

Les éléments de cet imaginaire concernent des acteurs institutionnels. A ce titre, ils entrent dans la catégorie de la « culture stratégique » ou des cultures organisationnelles. Pourtant, les militaires déployés sur le théâtre constituent leur propre imaginaire et leurs propres discours. Celui-ci comprend notamment la désignation de l'ennemi ainsi que la cartographie de l'environnement conflictuel irakien. Là encore, l'imaginaire est performatif car il conduit non seulement à modeler les représentations des militaires américains quant à leur environnement et à leur rôle – et donc leurs actions – mais –, mais également à modeler le rôle des autres acteurs.

⁴⁴⁸ Lire l'excellente analyse de Christian Olsson, « Contre-insurrection et 'responsabilité de protéger' : panacée ou supercherie ? » in Georges-Henri Bricet des Vallons (dir.), *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, op.cit., pp.279-294.

⁴⁴⁹ A ce titre, l'article de Charles Tilly, « La guerre et la construction de l'Etat en tant que crime organisé », *Politix*, vol.13, n°49, 2000, pp.97-117, va plus loin en suggérant que l'accumulation des moyens de coercition par l'Etat s'est fait à l'instar du racket entre bandes criminelles.

La manière de désigner l'ennemi a connu des évolutions que l'on peut percevoir dans la terminologie militaire, les discours politiques ou les articles de presse. Elle présente un caractère officiel dès lors que les termes employés sont présents dans les briefings des unités américaines, les conférences données par les officiers à la presse ou les rapports de mission (tels que ceux publiés par Wikileaks). D'autre part, la prolifération des sigles et acronymes permet une standardisation et une généralisation rapide de ces dénominations, assurant par là qu'elles seront intériorisées par tous. Enfin, ces discours ne révèlent pas seulement la perception américaine de l'adversaire, mais tend aussi à simplifier et à caricaturer la configuration stratégique.

Initialement, les membres de la guérilla sont classés en trois groupes : les éléments favorables à Saddam Hussein et loyaux envers le parti Baas (*Former Regime Elements* FRE ou *Former Regime Loyalists* FRL), les partisans de Moqtada As-Sadr (JAM pour *Jaysh Al-Mahdi*, c'est-à-dire l'Armée du Mahdi) et les groupes criminels (*Gangs* ou *Criminal Elements*). A cette tripartition de la menace sécuritaire s'ajoute au cours de l'année 2004 les « combattants étrangers » (*Foreign Fighters*), c'est-à-dire les groupes et individus composant Al Qaïda en Irak ou n'importe laquelle des composantes salafistes ou djihadistes (comme *Ansar As-Sunna* dans la province de Ninive). Ces dénominations prétendent donc définir l'ennemi en fonction de sa motivation, mais cherchent dans le même temps à contester encore plus sa légitimité. C'est notamment le cas pour les « combattants étrangers » d'AQI. Car si les données recueillies sur le terrain par les Américains soulignent bien que l'Irak est devenu un front du djihad (Abou Mousab As-Zarquaoui, le chef supposé de l'organisation, étant un jordanien d'ascendance palestinienne), elles masquent la réalité d'un mouvement à la composante irakienne très importante⁴⁵⁰.

⁴⁵⁰ Ces données sont celles des *Sinjar Records*, archives de l'Etat Islamique en Irak récupérées lors d'un raid près de la ville de Sinjar (province de Ninive) en octobre 2007 et contenant les dossiers personnels des combattants étrangers entrés au service d'AQI entre août 2006 et août 2007. Elles révèlent l'étendue du recrutement et l'importance des réseaux de contrebande dans l'arrivée clandestine de ces étrangers en Irak. Une étude approfondie en a été menée par le *Combating Terrorism Center* de l'Académie Militaire de West Point. Brian Fishman et Joseph Felter, *Al Qa'ida's Foreign Fighters in Iraq : A First Look At The Sinjar Records*, West Point, 2008, accessible à l'adresse: <http://www.ctc.usma.edu/posts/al-qaidas-foreign-fighters-in-iraq-a-first-look-at-the-sinjar-records> (accédé le 3 février 2008). Bien entendu, ces archives ne reflètent qu'une partie de l'organisation insurgée et servent également à des fins de propagande pour les Américains qui entendent par là refuter les déclarations de « L'émir » de l'Etat Islamique en Irak qui avait déclaré qu'il n'y avait pas plus de 200 combattants étrangers pour AQI et ses filiales. Myriam Benraad considère que la composante indigène a quand même largement dominé, notamment du fait de nombreux jeunes sunnites irakiens radicalisés avant l'invasion de 2003 : Myriam Benraad, « Assessing AQI's Resilience After April's Leadership Decapitation », *CTC Sentinel*, vol. 3, n°6, pp.4-6.

A partir de l'établissement d'un gouvernement irakien et des batailles politiques autour de la constitution (2004-2006), le terme de Forces Anti-Irakiennes (AIF) s'impose dans la terminologie militaire. Il désigne l'ensemble des groupes insurgés, quel que soit leur motif. Il s'agit donc de décrédibiliser ceux-ci en les présentant comme hostiles au gouvernement censément légitime de l'Irak mais aussi comme allant à l'opposé du sens de l'Histoire (la démocratisation du Moyen-Orient). Un examen des rapports publiés par Wikileaks montre que, jusqu'en 2007, les termes de Moujahidines, de AIF ou de ACF (*Anti-Coalition Forces* – permettant donc d'inclure les forces de sécurité irakiennes dans le « bon » camp) dominant de manière écrasante. L'ennemi est ainsi considéré comme unitaire, quelles que soient ses composantes, et le terme de AIF suggère même implicitement l'influence extérieure (le rôle joué par l'Iran, même auprès d'AQI).

A partir du *surge*, la terminologie change de manière radicale. En premier lieu, l'examen des données de Wikileaks montre une prédominance écrasante de l'attribution des attaques à Al Qaïda en Irak : sur l'ensemble de la période 2004-2008, AQI est citée plus de 12 000 fois dont plus de 10 000 dans la période 2007-2008 (et plus de 8 000 pour la seule année 2008, soit un rapport d'incident sur sept)⁴⁵¹. Ce fait entre en écho avec la stratégie du *surge* visant à neutraliser les irréconciliables et surtout AQI, qui fait les frais de l'alliance entre les militaires américains et d'autres groupes insurgés. En second lieu, le rapprochement relatif avec Moqtada As-Sadr nécessite de revoir la dénomination des groupes d'obédience chiites qui continuent de frapper les forces américaines en 2008. Le terme de « groupes spéciaux (pro-iraniens) » (*Special Groups*) est alors majoritairement utilisé. Volontairement flou, il cherche à montrer que ces éléments (autrefois baptisés « éléments renégats » ou *rogue elements* de l'Armée du Mahdi) sont des instruments des services spéciaux irakiens, armés et formés par eux⁴⁵².

La cartographie imaginaire américaine de l'Irak joue également un rôle dans le modelage des perceptions et des actions des militaires. C'est bien entendu le cas pour les

⁴⁵¹ Voir les dix données les plus révélatrices extraites par *The Bureau of Investigative Journalism*, « The War in Numbers », 22 octobre 2010, accessible à l'adresse : <http://www.iraqwarlogs.com/2010/10/22/the-war-in-numbers/> (accédé le 23 octobre 2010)

⁴⁵² De nombreux analystes ou journaliste intégrés aux forces américaines reprennent ce vocabulaire et ses justifications à leur propre compte. Voir par exemple, Bill Roggio, « Iran's Ramazan Corps and the Ratlines into Iraq », *The Long War Journal*, 5 décembre 2007, accessible à l'adresse : http://www.longwarjournal.org/archives/2007/12/irans_ramazan_corps.php (accédé le 6 décembre 2007).

désignations officielles trouvant leurs origines dans les discours politiques ou les plans de campagne (comme le « Triangle Sunnite », qui laisse entendre une homogénéité ethnoconfessionnelle que la région ne connaît pas en réalité, et qui justifie les prétentions de certains hommes politiques et commentateurs américains à partager l'Irak entre Nord kurde, Centre sunnite et Sud chiïte, ou les « ceintures » de Bagdad), mais surtout pour les dénominations propres aux militaires américains. Le cas du « territoire indien », désignant les zones situées en dehors des bases avancées et considérées comme hostiles (tout comme la population qui les habitent) est particulièrement probant. La métaphore du « Far West », amplement utilisée tant par les militaires sur le terrain que par certains analystes, révèle en effet la perception du conflit irakien dans l'imaginaire américain⁴⁵³. Il s'agit de mettre en parallèle deux périodes considérées comme marquées par la lutte contre la sauvagerie et le chaos, et par la victoire ultime de la « civilisation » contre ceux-ci⁴⁵⁴. Ce discours est donc particulièrement performatif pour les militaires américains car il donne du sens à leur action, l'inscrit dans une histoire longue et fournit également la clé pour vaincre l'hostilité de l'environnement. Il fonctionne aussi en interaction avec l'ambiguïté inhérente à la perception orientaliste de l'individu arabe : l'ennemi est noble et courageux, mais sa défaite passe par le déchaînement de la violence, les civils doivent être épargnés, mais sont les victimes collatérales inéluctables d'une lutte à mort⁴⁵⁵.

⁴⁵³ On retrouve la métaphore dans de nombreux articles citant des militaires américains: « Bing » et Owen West, « Iraq's Real 'Civil War' », *The Wall Street Journal*, 5 avril 2007; Bill Hemmer, « Reporter Notebook: Cowboys and Indians », *Foxnews.com*, 30 mars 2006, accessible à l'adresse: <http://www.foxnews.com/story/0,2933,189147,00.html>. (accédé le 10 septembre 2008); Patrick J. McDonnell, « The Conflict in Iraq: No Shortage of Fighters in Iraq's Wild West », *The Los Angeles Times*, 25 juillet 2004; Michael Pierce, « A View from the Frontline in Iraq », 13 avril 2003, accessible à l'adresse : <http://www.lewrockwell.com/peirce/peirce73.html> (accédé le 10 septembre 2008); John F. Burns, « In the General's Blackhawk : Flying Over a Divided Iraq », *The New York Times*, 12 janvier 2004. Le livre de Robert Kaplan sur les militaires américains déployés dans le cadre de la guerre contre le terrorisme montre aussi ce fait: « *Bienvenue dans le pays indien* » est la rengaine la plus souvent entendue de la part des soldats, de la Colombie aux Philippines, en passant par l'Afghanistan et l'Irak », Robert D. Kaplan, *Imperial Grunts : The American Military on the Ground*, New-York : Random House, 2005, p.4.

⁴⁵⁴ Cette perception est illustrée par la remarque d'un militaire américain selon qui: « *ce pays se trouve dans la phase 'Far West' que nous avons connu en tant que jeune démocratie (...) et il leur prendra plus de temps pour en sortir que nous* », Tom Gordon, « Guardsmen Hope Iraqi Trainees Up to The Task », *Birmingham News*, 29 juin 2004.

⁴⁵⁵ Robert D. Kaplan, « Indian Country », *The Wall Street Journal*, 21 septembre 2004. Le journaliste et reporter note ainsi que « *lorsque la cavalerie investissait les camps indiens, elle rencontrait de guerriers braves aux côtés de femmes et d'enfants, tout comme à Falloudja. Bien que la plupart des officiers de cavalerie ont cherché à épargner la vie des non-combattants, des pertes civiles inévitables ont souvent déclenché des hurlements de protestations chez les humanistes de l'Est* ».

Outre les métaphores historiques, l'imaginaire des militaires américains en Irak se cartographie également à travers les outils de haute technologie⁴⁵⁶. Comme l'a montré Caroline Croser, la mise en réseau des forces terrestres a engendré un regard différent sur « l'espace de bataille », notamment en zone urbaine, en insistant sur la contingence des « évènements » (attaques, attentats, etc.) et en construisant ainsi une image partielle et mathématique de l'environnement⁴⁵⁷. Par conséquent, la cartographie du champ de bataille semble simultanément refléter la complexité de ce dernier et en simplifier exagérément la lecture. D'un côté en effet, la numérisation de l'espace de bataille qui accompagne l'introduction du *Command Post of the Future* (C-POF) semble permettre la maîtrise des évènements qui s'y déroulent, mais en même temps, elle réduit la ville à n'être qu'une série statistique. À terme, cette vision réduit la visibilité tant de la réalité humaine, que des dynamiques politiques, économiques ou sociales qui sous-tendent les conflits entre les acteurs irakiens. Cette partie de l'imaginaire entre en résonance avec les théories sur la « modernisation » sous-jacente à la « sociologie des nouvelles guerres », et notamment avec l'idée selon laquelle la création d'emplois ou d'opportunités économiques individuelles et collectives est un remède structurel à la violence. Les données recueillies par le renseignement géospatial (GEOINT) sont ainsi utilisées non seulement pour déterminer les modèles de comportement tactique des insurgés mais également pour déterminer quel type de culture ou d'activité agricole est préférable dans une zone donnée⁴⁵⁸.

L'imaginaire américain sur l'Irak est en partie constitué d'éléments de socialisation antérieurs au conflit et dont les origines sont multiples. Il modèle une partie des actions des militaires à travers la perception de la nature de l'environnement et de la mission qui leur incombe. Pourtant, les effets de cet imaginaire sont essentiellement internes. Ils servent en effet davantage de justifications ou d'éléments de rationalisation par rapport aux solutions tactiques et stratégiques. Il faut donc analyser plus en profondeur le lien qui unit l'action des

⁴⁵⁶ A noter également la distinction entre « Zone Verte » et « Zone Rouge » : elle opère une dichotomie spatiale profonde, puisque la première est caractérisée par la sécurité, le mode de vie américain et la coupure totale avec la réalité de la seconde (caractérisée par l'étrangeté, le danger et la mort). Dans la première année de l'occupation, nombre des occupants de la « Zone Verte » travaillant pour la CPA n'ont jamais mis les pieds dans la « Zone Rouge ».

⁴⁵⁷ Caroline Croser, « Networking Security in the Space of the City : Event-ful Battlespace and the Contingency of the Encounter », *Theory and Event*, vol.10, n°2, janvier 2007; Caroline Croser, *The New Spatiality of Security: Operational Uncertainty and the US Military in Iraq*, Londres: Routledge, 2010.

⁴⁵⁸ Greg Anderson, « 'Reachback' Capability Makes a Difference in Iraq », *Pathfinder*, vol.3, n°2, mars-avril 2005, pp.13-16.

militaires américains et les processus de fragmentation et de polarisation de la société irakienne.

Section 2 : Les effets politiques et sécuritaires de la coercition

Les effets politiques inattendus, voire contre-productifs, de la présence américaine en Irak ne sont pas le simple produit de l'imaginaire américain. Celui-ci agit davantage comme un filtre modelant les modalités de l'occupation américaine et de l'action des militaires. Même si d'autres outils sont mis en œuvre, les éléments à prendre en compte sont le rôle et la fonction de la coercition. Il s'agit en effet de prendre la mesure de l'usage de la force dans la fragmentation et dans la polarisation de la société irakienne sous l'occupation. Davantage que les sommes d'argent injectées dans le tissu social irakien, c'est bien l'attitude des militaires américains à propos de la force et des moyens de coercition qui prime. D'autant que, jusqu'en 2006 au moins, ils en détiennent l'usage quasi-exclusif, ou du moins celui qui est susceptible de produire le plus d'effets⁴⁵⁹.

Analyser le lien entre l'usage de la force et les dynamiques conflictuelles en Irak permet d'affirmer deux choses : en premier lieu, la coercition mise en œuvre par les militaires américains, bien que présentée comme une action « pacificatrice », a bien produit la fragmentation de la société irakienne. En second lieu, ce processus n'est pas à sens unique, et s'inscrit donc dans une logique relationnelle. Autrement dit : la coercition américaine a enclenché une dynamique interactionniste entre les militaires, les acteurs politiques locaux et les populations. Si elle en est mécaniquement la cause initiale, elle ne saurait être considérée isolément de la violence déployée par d'autres acteurs. L'analyse relationnelle de la violence qui découle de ce constat nécessite des précisions théoriques.

⁴⁵⁹ On ne peut réellement parler de monopole, ou – pour reprendre Max Weber – de prétention à détenir ce monopole avec succès, dès lors que d'autres acteurs disposent de moyens de coercition (surtout à partir du tournant de l'hiver 2003-2004) ou revendiquent ce monopole pour eux-mêmes et qu'il est question de doter le gouvernement irakien d'outils « légitimes », c'est-à-dire destinés à être dans une position monopolistique.

On ne peut tenir compte en effet du discours sur « l'auto-radicalisation » individuelle ou collective des insurgés ou de leurs soutiens dans la population irakienne. Si certains acteurs poursuivent des visées indépendamment de la forme que prend l'occupation américaine (opportunité de s'emparer du pouvoir ou de propager le djihad), la plupart de leurs membres et des communautés irakiennes n'emploient la violence qu'en réponse à ce qu'ils perçoivent de cette dernière. L'occupation américaine est donc bien le déclencheur de la violence, soit qu'elle s'inscrive dans une narration antérieure (les « croisades », les « visées sionistes sur le pétrole irakien ») pour les combattants étrangers qui rejoignent AQI et ses affiliés, soit qu'elle ouvre l'imaginaire politique des Irakiens aux alternatives post-Saddam Hussein (ce qui est le propre d'une situation « révolutionnaire »).

Néanmoins, l'analyse relationnelle de la violence ne peut exclure la responsabilité de ceux qui répondent ainsi à la présence des militaires américains. De fait, ce ne sont pas les objectifs politiques antagonistes qui priment dans la causalité de la violence. C'est bien la manière dont cette dernière est exercée, perçue et retournée qui constitue les volontés opposées. Dit autrement, la violence engendre l'antagonisme et non l'inverse. Ce point est important car non seulement il ressort de l'analyse effectuée par les Américains eux-mêmes (les débats sur la « force minimale ») mais également car il explique le changement dans la perception des militaires américains comme « libérateurs » ou « occupants »⁴⁶⁰. Les causes et les modalités de ces modifications identitaires s'inscrivent dans deux ensembles théoriques se complétant. Le premier est celui de l'escalade : dans la conception clausewitzienne de l'ascension aux extrêmes, chacun des adversaires fait la loi de l'autre. Par conséquent, la violence est une réponse à la violence. Dans le cas du contexte irakien, cela signifie que l'usage de la force par les Américains a accru les coûts de leur présence militaire pour la population et les autres acteurs (notamment ceux déjà enclins à s'y opposer). Ceux-ci auraient donc eu intérêt à résister, tant que les coûts de la résistance ne dépassaient pas ceux de la présence militaire. D'autre part, l'utilisation indiscriminée de la force aurait abaissé le seuil

⁴⁶⁰ Voir par exemple la synthèse des débats sur la « force minimale » dans David C. Gompert, *Head We Wins : The Cognitive Side of Counterinsurgency (COIN)*, Santa Monica : Rand, 2007. L'argument peut susciter des excès, considérant que seuls les Américains sont responsables de la violence et de la radicalisation de la population : Thomas E. Ricks, *Fiasco, op. cit.* étant le principal promoteur de cette idée en 2005-2006. Elle s'incarne également dans la « doctrine de l'anticorps » du général Abizaid. Sur l'idée que la violence engendre des antagonismes et modifie les identités, lire Stéphane Taillat, « Occupants ou libérateurs ? Les forces armées occidentales en Irak et en Afghanistan », *Revue de la Défense Nationale*, n°11, novembre 2008, pp124-131.

d'engagement des individus qui ne se seraient pas antérieurement considérés comme lésés par l'occupation⁴⁶¹.

Le second ensemble théorique complète le premier en ajoutant les filtres émotionnels ou affectifs susceptibles de modifier le calcul rationnel. Selon cette approche, la violence et sa perception dépendent des identités. Soit en amont, lorsqu'elle susciterait indignation ou désir de vengeance car elle engendrerait un sentiment de « dépréciation identitaire ». Autrement dit, il faudrait mettre en lien la réaction face à l'usage de la force (et notamment sa perception comme illégitime, injuste ou excessive) et les identités préalablement intériorisées par les acteurs⁴⁶². Mais la violence entrerait aussi dans le processus de constitution des identités : à la fois parce qu'une identité sociale se construit en référence à celle d'un autre groupe ou d'un autre individu, mais également parce le conflit, voire l'usage de la force létale, inscrit les acteurs dans une relation de reconnaissance (chacun déniait à l'autre ce qu'il poursuit par ailleurs)⁴⁶³.

Ainsi, la fragmentation et la polarisation de la société irakienne résulteraient de ces dynamiques dans lesquelles l'usage de la force est central. Combinée aux éléments de l'imaginaire américain analysés dans la première section de ce chapitre, la mise en œuvre de la coercition serait à prendre en compte dans un processus de prophétie auto-réalisatrice⁴⁶⁴. Etant donné les attentes concernant l'Irak d'une part, et l'accumulation des moyens de coercition aux mains des Américains d'autre part, il semble en effet que l'on puisse constater ce phénomène où une prédiction agit sur la réalité annoncée⁴⁶⁵. Toutefois, ce processus ne résulte pas seulement de l'usage de la coercition, mais également des modalités de cette dernière. Si le rôle de la force peut être de détruire, de dissuader, de persuader ou de contraindre, sa fonction s'inscrit soit dans une relation dialectique avec un adversaire (dans le

⁴⁶¹ C'est la thèse de la radicalisation des personnes détenues par erreur ou humiliées lors des raids américains.

⁴⁶² Philippe Braud, *L'émotion en politique : problèmes d'analyse*, Paris : Presses de Sciences-Po, 1996 ; Philippe Braud, *Violences Politiques*, Paris : Seuil, 2004. L'auteur remercie Christian Olsson d'avoir attiré son attention sur ces points.

⁴⁶³ Thomas Lindemann, *Penser la guerre : l'apport constructiviste*, Paris : L'Harmattan, 2008 ; du même *La guerre : théorie, causes, règlements*, Paris : Armand Colin, 2010, notamment le chapitre 4 de la première partie concernant « la guerre pour la reconnaissance ».

⁴⁶⁴ S'appuyant sur le troisième théorème du sociologue Walter Thomas, « quand les hommes considèrent une situation comme réelle, elle est réelle dans ses conséquences », Robert Merton établit les modalités sociologiques qui lient les prévisions à leur réalisation ou à leur infirmation. Robert Merton, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris : Armand Colin, 3^{ème} édition, 1997, pp.136-159.

⁴⁶⁵ Ce fait s'illustre dans l'attitude vis-à-vis des populations sunnites : considérées comme ennemies potentielles, celles-ci n'en sont traitées qu'avec plus de fermeté et de méfiance, provoquant par là-même une aggravation de leur inimitié et leur retrait du processus politique entre 2005 et 2007.

cadre de la guerre), soit en rapport avec un environnement social (dans le cadre du maintien et de la représentation de l'ordre politique et social). Dans ce deuxième cas, la coercition participe donc au contrôle social. Autrement dit, la prétention des Américains à disposer du monopole des moyens de coercition en Irak ne peut se comprendre indépendamment de leur prétention à maintenir l'ordre, c'est-à-dire à disposer aussi du monopole du recours légitime à la force. Par conséquent, l'action des militaires américains dessine un ordre social et politique, en relation dialectique avec d'autres acteurs qui contestent ou s'insèrent dans ce dernier. Les dynamiques sécuritaires irakiennes sont donc étroitement liées à la capacité des militaires américains à rétablir ou non cet ordre.

Il s'agit donc d'analyser en premier lieu la manière dont la coercition produit sa propre résistance, et en second lieu les échecs de l'utilisation de la force dans le façonnement du nouvel ordre social et politique irakien.

Illégitimité et impuissance de la coercition :

L'occupation de l'Irak est source de déconvenues pour nombre de militaires américains. Persuadés d'être accueillis comme des libérateurs, ceux-ci n'ont pas compris la résistance grandissante à leur action de la part d'importants segments de la société irakienne. Le discours sur les partisans de l'ancien régime, puis sur les combattants étrangers et les forces anti-irakiennes n'a pu masquer la méfiance éprouvée vis-à-vis de l'ensemble des Irakiens⁴⁶⁶. Cette méfiance n'est pas seulement le produit d'une vision orientaliste de l'individu arabe, mais procède surtout de l'incompréhension des mécanismes ayant conduit à la hausse de la violence contre les forces américaines d'une part, contre les nouvelles institutions irakiennes ou entre les groupes communautaires d'autre part. Thomas Ricks, se faisant l'écho des critiques des partisans de la « contre-insurrection », a bien émis l'hypothèse selon laquelle les unités américaines se seraient aliénées la population par des méthodes

⁴⁶⁶ Parlant de la relation entretenue avec les responsables locaux, le lieutenant-colonel Sassaman du bataillon 1/8 (région de Balad) n'hésite pas à confier au journaliste Dexter Filkins que « *c'est totalement Docteur Jekyll et Mister Hyde, ici, [...] : pendant la journée, on fait des sourires et on serre des mains, mais la nuit tombée on traque nos ennemis et on les supprime* », Dexter Filkins, *La guerre sans fin*, op. cit., p.171.

brutales⁴⁶⁷. Cette idée est séduisante si on ajoute qu'à l'aliénation des populations les tactiques américaines n'ont pas permis de réduire l'insurrection. Néanmoins, et en dépit de nombreuses preuves empiriques, le journaliste américain commet deux erreurs analytiques et logiques. La première est de ne pas tenir suffisamment compte du contexte, ni de l'interaction entre militaires américains et individus irakiens⁴⁶⁸. La seconde consiste à ne pas mentionner le fait que l'insurrection croît aussi dans les zones où des unités font usage d'une force minimale⁴⁶⁹.

Notre hypothèse est que la radicalisation de la population et la montée en puissance de l'insurrection résultent de l'impuissance relative et du manque de légitimité de l'usage de la force. Ces deux éléments se combinent, puisque l'impuissance renforce la perception d'illégitimité, tandis que celle-ci est un obstacle à la réalisation des effets sur l'ennemi insurgé. De plus, on observe un hiatus entre les deux aspects de la coercition : trop dure dans ce qu'elle a de pacificateur (manifester l'ordre), elle apparaît trop faible dans ce qu'elle a de résolu (aspect coercitif).

Les militaires américains échouent donc initialement à maintenir l'ordre public et à empêcher les différents mouvements insurgés ou les milices d'accroître leur base politique et sociale. Selon les termes de la résolution 1483, les Etats-Unis et le Royaume-Uni doivent exercer les responsabilités de puissances occupantes. Celles-ci incluent le maintien de l'ordre public, d'autant que la dissolution des forces de sécurité irakiennes place *de facto* les militaires américains dans ce rôle. Or, l'occupation débute par la passivité de nombreuses unités face au pillage des bâtiments publics à Bagdad en avril 2003. Selon Donald Rumsfeld,

⁴⁶⁷ Dans *Fiasco*, Thomas Ricks dénonce particulièrement les exactions commises par les réservistes en charge de la prison d'Abou Ghraïb ainsi que les « tactiques brutales » observées au sein de la 4^{ème} division d'infanterie ou de la 82^{ème} division aéroportée. Il propose le modèle inverse du général Petraeus à Mossoul ou des Marines dans le sud de l'Irak à l'automne 2003. Voir Thomas Ricks, *Fiasco, op.cit.*, notamment les pp.149 à 202 (deux chapitres aux noms évocateurs : « Comment créer une insurrection »).

⁴⁶⁸ Ricks montre bien les écarts de perception dans le récit d'une patrouille effectuée dans l'ouest de Bagdad en mai 2003 : si les militaires américains pensent qu'ils sont les bienvenus, les Irakiens interrogés dans la rue sont plus partagés. Thomas Ricks, *Fiasco, op.cit.*, p.177 ; Thomas E. Ricks et Anthony Shadid, « A Tale of Two Baghdads », *The Washington Post*, 2 juin 2003. Mais il ne suggère pas le lien entre les deux perceptions, ni leur possible évolution.

⁴⁶⁹ La situation de Mossoul est à cet égard révélatrice : si Ricks se fait écho de l'expérience de la 101^{ème} division aéroportée de Petraeus, il passe sous silence l'aggravation de la situation sécuritaire après le départ de celle-ci et sa relève par la *Task Force Olympia*. Une hypothèse serait que la présence d'une division complète aurait suffi à contenir les prétentions des différents acteurs (peshmergas kurdes, insurgés baasistes, djihadistes) tandis que son remplacement par une force moindre (la TF Olympia est l'équivalent d'une brigade) aurait ouvert une opportunité à ces derniers.

« *ce genre de chose arrive* », affirmation répétée d'ailleurs par le général Myers pour qui cela « *est la marque de la transition entre une période de guerre et ce que nous espérons devoir être une époque plus pacifique* ». Loin de donner des ordres aux unités pour leur demander de maintenir l'ordre, le secrétaire à la Défense se tourne vers les pays membres de la Coalition pour leur réclamer une contribution policière⁴⁷⁰. Cette première erreur est aggravée lorsque les premiers attentats spectaculaires interviennent en août 2003. Alors que les attaques de la guérilla se concentraient jusque là sur les forces américaines, ces événements font également des victimes parmi les civils. L'offensive du Ramadan (octobre 2003) vise autant les Irakiens accusés de collaborer avec le nouveau régime que les troupes étrangères. Des attentats suicides meurtriers frappent également les villes de Irbil (Kurdistan Irakien) et de Karbala (dans le sud chiite) en février 2004. Alors que la violence se déplace de la lutte contre les « forces occupantes » aux rivalités internes aux acteurs irakiens, la capacité des Américains à y mettre fin ou à protéger les lieux publics est faible. Plus grave, une attaque à la bombe endommage gravement l'hôtel Rashid (situé dans la « Zone Verte ») le 26 octobre 2003, alors que Paul Wolfowitz est en déplacement dans la capitale irakienne. Cet événement illustre autant l'audace des insurgés que la faiblesse des capacités américaines à maintenir l'ordre⁴⁷¹.

Cette impuissance est encore renforcée par la perte de contrôle de nombreuses régions et villes, notamment dans la province d'Anbar. A partir du mois de février 2004, la mainmise des insurgés djihadistes sur l'insurrection locale rend visible l'impuissance américaine à exercer quelque prétention que ce soit sur les responsables locaux, et encore moins à maintenir l'ordre⁴⁷². Ce modèle dans lequel la résistance exercée par les insurgés parvient à chasser les Américains des zones à contrôler puis à prendre leur place se retrouve dans d'autres régions : les villes de Balad et Samarra en décembre 2003, de Mossoul en novembre

⁴⁷⁰ Sean Loughlin, « Rumsfeld on Looting in Iraq : 'Stuff Happens' », CNN, 11 avril 2003.

⁴⁷¹ C'est à compter de cet attentat que la « Zone Verte » devient ce gigantesque quartier fortifié et coupé du monde à partir duquel opèrent les administrateurs civils puis les ambassadeurs américains en Irak. Radjiv Chandrasekaran, *Dans la Zone Verte*, Paris : Seuil, 2011.

⁴⁷² Le 14 février 2004, les insurgés djihadistes associés à d'anciens militaires baassistes prennent d'assaut un commissariat de police de Falloudja, en libèrent les prisonniers et tuent 23 policiers. Lors de ce « massacre de la Saint Valentin », le lieutenant-colonel Drinkwine, commandant un bataillon américain en charge de Falloudja, est prévenu par son homologue irakien qui lui demande pourtant de ne pas intervenir, mais au contraire de lui fournir radios, armes et munitions. Cette attitude du lieutenant-colonel Suleiman montre autant sa défiance vis-à-vis des capacités américaines à réagir de manière adéquate (puisque'il craint des pertes collatérales) que la complexité des allégeances des policiers et militaires irakiens. Cet incident grave intervient alors que le colonel Drinkwine avait retiré ses compagnies de la ville et fait enlever les points de contrôle, à la demande de Suleiman. « Bing » West, *No True Glory*, *op. cit.*, pp.45-48. Cette attaque semble avoir eu pour objectif de dissuader les responsables tribaux de collaborer avec les Américains dans l'établissement de forces de police.

2004, de Baqoubah en décembre 2004, de Ramadi, Hit ou Haditha dans toute la période 2005-2006.

Les conséquences de cette impuissance américaine vont au-delà des effets symboliques sur la légitimité. Car l'incapacité à maintenir l'ordre touche principalement les civils irakiens⁴⁷³. Comme le souligne Anthony Shahid, la sécurité devient un facteur de plus en plus crucial aux yeux de ces derniers à partir de l'automne 2003 : alors que l'invasion a déjà déstabilisé les infrastructures de service public, elle génère également une augmentation de la violence entre Irakiens⁴⁷⁴. Avec le déclenchement des violences dites « communautaires » à partir de 2005, de nombreux Irakiens se retrouvent également dans la situation de réfugiés ou de déplacés⁴⁷⁵. Enfin, cette augmentation des violences touchant la société irakienne est associée à des tactiques de contre-guérilla qui ciblent les symptômes (les attaques) plutôt que les causes (le soutien et le ralliement aux entrepreneurs politiques, qu'il s'agisse de milices ou d'insurgés). Par conséquent, c'est l'usage de la force par les Américains qui finit par achever de les décrédibiliser.

Car l'impuissance à maintenir l'ordre a pour corollaire l'utilisation indiscriminée de la force, aussi bien dans la contre-guérilla (poursuite des insurgés après les embuscades, tirs de contre-batterie après les attaques au mortier, raids sans renseignements suffisants, ratissages)

⁴⁷³ La question du nombre exact de civils tués au cours des années de l'occupation n'a pas été définitivement tranchée. Si deux études du *Lancet* parues en 2004 et 2006 les estimaient alors respectivement à 100 000 et 600 000, d'autres bases de données ont fourni des statistiques moins élevées. Quoi qu'il en soit, la plupart des civils morts à cause du conflit en 2003 l'ont été par des frappes aériennes (cela correspond à l'invasion), tandis qu'à partir de 2004, les décès par armes à feu et explosifs deviennent de plus en plus prédominants. D'autre part, ces données montrent également une inversion quant aux acteurs à l'origine de ces décès : si environ 600 irakiens sont tués par les insurgés en 2003 (pour une augmentation qui culmine à 3 000 en 2007), plus de 7 000 d'entre eux sont victimes des Américains en 2003 (2 500 en 2004 puis une stabilisation à 1 000 entre 2005 et 2007). Les Roberts, Riyadh Lafta, Richard Garfield, Jamal Khudhairi, et Gilbert Burnham, « Mortality Before and After 2003 Invasion of Iraq: Cluster Sample Survey », *The Lancet*, 29 octobre 2004; Gilbert Burnham, Riyadh Lafta, Shannon Doocy, et Les Roberts, « Mortality After the 2003 Invasion of Iraq : A Cross-Sectional Cluster Sample Survey », *The Lancet*, 11 octobre 2006. Les autres statistiques proviennent du site du projet *Iraq Body Count*, notamment concernant les pertes civiles irakiennes entre 2003 et 2011, accessible à l'adresse : <http://www.iraqbodycount.org/analysis/numbers/2011/> (accédé le 20 janvier 2012).

⁴⁷⁴ « Dans trois villes au cours de cet automne (2003), - Hit, Falloudja et Ramadi – j'ai entendu de plus en plus souvent répéter un proverbe irakien alors que l'occupation s'installait, que les violences de tous types augmentaient et que de plus en plus d'Irakiens étaient tués : 'la boue devient de plus en plus humide' disaient les gens. Cela signifie que, pour eux, les choses empiraient », Anthony Shahid, *Night Draws Near : Iraq's People in the Shadow of America's War*, New-York: Henry Holt&Co., 2005, p.152.

⁴⁷⁵ Le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies estimait en 2008 à 2 millions le nombre de réfugiés (ayant fuit l'Irak) et à 2,7 millions le nombre de déplacés (à l'intérieur de l'Irak). Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies, « Irak : une récente étude sur le retour montre que peu prévoient de rentrer un jour », Point de presse, 29 avril 2008, accessible à l'adresse : <http://www.unhcr.fr/4acf41fe4.html> (accédé le 15 juin 2009).

que dans l'accent mis dans la protection de la force. Si pour être acceptée, la coercition doit être perçue comme légitime, il n'en reste pas moins en effet que la légitimité se construit. Or, dans les premières années de l'occupation, la revendication des militaires américains au monopole du recours légitime à la coercition ne peut s'appuyer sur l'acceptation inconditionnelle des populations. En premier lieu parce que les Américains sont une force étrangère, et en second lieu car d'autres acteurs prétendent aussi à ce monopole. La coercition s'exerce donc dans le cadre de l'assujettissement. Celui-ci est caractérisé par la démonstration ponctuelle de la supériorité coercitive et vise à imposer le respect par peur des représailles possibles. Dans ce domaine, non seulement les Américains se retrouvent en concurrence avec les insurgés ou les entrepreneurs politiques irakiens, mais leur faiblesse à maintenir l'ordre ne garantit pas leur crédibilité. On retrouve ce mécanisme dans la « schizophrénie tactique » dont font preuve certaines unités : si elles se considèrent en opération de stabilisation dans les régions où les attaques contre elles sont faibles, elles s'estiment en zone de guerre dans les autres. Bien plus, ce découplage entre les actions militaires et les actions civilo-militaires s'observe aussi dans les régions les plus dangereuses. Ainsi, à Falloudja, les unités de la 82^{ème} division aéroportée (hiver 2003-2004) tentent simultanément de détruire les cellules insurgées et de mettre en place des projets de reconstruction en s'appuyant sur des cheiks locaux⁴⁷⁶. Mais ces derniers n'ont en fait aucun pouvoir sur les insurgés, voire sont soumis à des actions d'intimidation par ces derniers. De ce fait, ils enjoignent les Américains de cesser leurs incursions de nuit dans la ville tout en ne mettant pas en œuvre les projets pour lesquels ils ont été financés. Lorsque les unités américaines décident une démonstration de force – par un raid ou par un bouclage de certains quartiers – les cheiks protestent. Pris dans l'incertitude stratégique quant à leur propre sort, ils semblent terrifiés par la puissance de feu américaine, mais plus encore préoccupés par les conséquences de cette dernière sur leurs liens avec la population⁴⁷⁷.

D'autre part, la multiplication des attaques contre leurs hommes pousse certains officiers américains à privilégier des tactiques et postures plus agressives. Par conséquent, les unités déploient une puissance de feu écrasante lorsqu'elles sont prises à partie⁴⁷⁸. Cet usage

⁴⁷⁶ E-mail du lieutenant-colonel Drinkwine, 25 octobre 2009.

⁴⁷⁷ Voir par exemple, « Bing » West, *No True Glory*, *op. cit.*, pp.26-35.

⁴⁷⁸ Une analyse de l'utilisation de la puissance de feu a été faite par l'universitaire Colin Kahl en 2005-2006. Selon ce dernier, les militaires américains ont été capables de faire preuve de retenue, les incidents s'expliquant par l'écart entre l'intériorisation des règles d'engagement et celle d'une culture dominante de la puissance de feu. Colin Kahl, « How We Fight », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2006 ; « In the Crossfire or the Crosshair », *art. cit.*

indiscriminé de la force brute permet certes de détruire les éléments insurgés, mais se paye de dommages collatéraux. De plus, les militaires développent une attitude défensive qui explique en grande partie les « incidents dans l'escalade de la force », c'est-à-dire l'ouverture du feu sur des civils aux points de contrôle ou lors de convois⁴⁷⁹. Enfin, les Irakiens sont aussi victimes de l'attitude rude adoptée par certains militaires lors des arrestations, des bouclages ou des raids. Cette attitude trouve un écho dans le traitement subi par les personnes détenues à Abou Ghraïb comme à Camp Nama (le centre de détention des Forces Spéciales chargées de la lutte anti-terroriste et commandées alors par Stanley McChrystal)⁴⁸⁰. La révélation des photographies prises par le soldat Lynndie England et ses camarades dans un reportage sur CBS (28 avril 2004) et dans un article de Seymour Hersh paru dans *The New Yorker* (30 avril) montre les traitements dégradants et humiliants infligés aux prisonniers de la prison d'Abou Ghraïb. Le scandale qui en découle est circonscrit par la condamnation des soldats chargés des interrogatoires et des détentions, ainsi que par la dégradation du général Karpinsky, commandant la prison. Néanmoins, on peut émettre l'hypothèse qu'il a un effet profondément négatif sur la perception des Américains par les Irakiens⁴⁸¹.

Il en découle une « victimisation » des civils irakiens, pris entre les Américains et les insurgés. Dans ce cadre, deux processus interviennent. En premier lieu, la délégitimation accélérée de la présence américaine. Comme l'a montré Kalevi Holsti, un pouvoir dont la légitimité est contestée ne peut rétablir celle-ci par l'utilisation de la force, notamment si il existe une alternative telle qu'une opposition armée. Les Américains sont donc victimes du

⁴⁷⁹ Selon les rapports publiés par Wikileaks, il y aurait eu plus de 14 000 « incidents » entre 2004 et 2010, qui auraient causé la mort de 700 civils et en auraient blessé près de 2 000. Selon Andrew Bacevich, jusqu'en 2006, « de telles erreurs se sont répétées de manière routinière ». Andrew Bacevich, « What's An Iraqi's Life Worth ? », *The Washington Post*, 9 juillet 2006. Ancien officier et historien, Andrew Bacevich appartient à ce groupe de conservateurs qui se sont opposés à l'invasion de l'Irak. Il promeut une vision révisée de l'histoire de l'appareil de sécurité nationale aux États-Unis. Ce type d'incident a baissé après 2007, mais il semble que les forces de sécurité irakiennes en aient été coutumières en 2005-2006. En février 2006, le général Chiarelli, alors commandant le Corps Multinational-Iraq, annonçait que chacun de ces incidents donnerait lieu à une enquête, confirmant en juin de la même année que la fréquence des décès était passée de 1 par semaine (contre 7 par semaine auparavant), donnée démentie par l'analyse effectuée sur les rapports publiés par Wikileaks (qui donne une moyenne de 3,5 par semaine pour la période janvier-juin 2006).

⁴⁸⁰ Concernant les suspicions au sujet de Camp Nama, Eric Schmitt et Carolyn Marshall, « In Secret Unit's 'Black Room', A Grim Portrait of US Abuse », *The New York Times*, 19 mars 2006.

⁴⁸¹ C'est le cas aussi des autres modalités de la force indiscriminée. L'imam sunnite Moushtak Hamid répond ainsi au lieutenant-colonel Sassaman dans les environs de Balad en décembre 2004 : « de temps en temps, nos gens sont agressés par les soldats américains, arrêtés sans aucune preuve. Parfois, les parents ne sont même pas informés de ce qui est arrivé à leur fils ». Cette déclaration peut paraître sujette à caution, étant donné l'identité de celui qui profère cette accusation, mais elle fait étrangement écho à ce que rapporte le colonel Peter Mansoor à Bagdad au même moment et qui concerne tant le sort des personnes capturées que les accusations systématiques de vol touchant ses hommes après chaque fouille de domicile. Dexter Filkins, *La guerre sans fin*, op.cit., p.173, Peter Mansoor, *Baghdad at Sunrise*, op. cit., p.154.

« dilemme de la coercition d'Etat » (*State-Strength Dilemma*) qui se traduit par un cercle vicieux favorisant le passage à la violence armée de la part d'autres acteurs, l'allégeance des populations aux alternatives coercitives que représentent les mouvements insurgés, et la fragmentation croissante de la société irakienne. En second lieu, cette accélération de la violence s'inscrit dans une altérité croissante entre militaires américains et populations locales. Les préjugés initiaux entretenus par les uns et les autres semblent se confirmer au fur et à mesure que se succèdent les incidents et les démonstrations maladroites de la force. Pour les militaires américains, la perception des Sunnites comme opposés à leur présence se confirme par le niveau des attaques qu'ils subissent là. Pour les Irakiens, la perception des Américains comme servant leurs propres intérêts, pratiquant le « deux poids, deux mesures » et visant à « américaniser » la société se confirme dans leur attitude jugée arrogante (associée à une méconnaissance des mécanismes de régulation des relations interpersonnelles et sociales) et par l'utilisation d'une force perçue comme « excessive et injuste »⁴⁸².

Le déficit de légitimité des militaires américains dans le recours à la force est autant une cause qu'une conséquence du rejet de l'occupation par des segments de la société irakienne. Or, la légitimité est l'ajustement entre des relations de pouvoir objectives et la croyance subjective dans leur caractère naturel. Il s'agit donc d'un processus, et non d'une variable expliquant directement la fragmentation de la société irakienne. Il est donc nécessaire de prendre en compte les modalités de la présence militaire américaine. Car celle-ci est d'abord une condition de possibilité pour les interactions entre militaires et population. Elle est également censée manifester l'ordre politique existant, même si ce dernier est contesté. Enfin, elle traduit la capacité à influencer ou non sur l'ensemble des acteurs de la scène politique irakienne.

Coercition, présence et dynamiques endogènes :

La présence militaire américaine entre 2003 et 2007 a pris des formes diverses : installation des unités au cœur des cités, repli dans les bases avancées, nomadisation lors

⁴⁸² « Il y a une certaine méfiance, maintenant. Avant, tout le monde savait que l'Amérique c'était la démocratie. Mais quand les Américains ont envahi l'Irak, ils ne se sont pas montrés très démocratiques avec les Irakiens », cité par Dexter Filkins, *La guerre sans fin*, op.cit., p.173.

d'opérations dans la haute vallée de l'Euphrate. D'autre part, elle n'a pas été homogène, même après cette date et le début des opérations du *surge*. Cela s'explique par l'hétérogénéité des pratiques des unités ainsi que du contexte des zones d'opérations. Bien plus, le niveau des effectifs n'a jamais permis d'occuper totalement l'Irak. Tant la forme de la présence militaire que la localisation des unités reflètent donc les choix effectués par les commandants du Centcom ou du théâtre d'opérations. En amont, ces choix dépendent d'un calcul rationnel (points et axes stratégiques), de l'évolution des opérations menées par les insurgés ainsi que du regard posé sur l'Irak en tant que société et que nation à (re)construire. Dit autrement, la présence ne dépend pas que de choix tactiques (sur la posture) ou d'orientations stratégiques (sur les priorités géographiques) mais reflète aussi la perception de la situation sociopolitique irakienne. Par conséquent, il faut tenir compte de ces différentes significations (tactiques et politiques) pour en saisir les enjeux.

L'hypothèse est que la présence permet de passer d'un modèle coercitif d'assujettissement (dans lequel la coercition sert à terroriser) à un modèle concurrentiel (dans lequel on peut échanger l'obéissance contre la sécurité, puisque il existe une situation d'oligopole dans la possession des moyens de coercition).

Il est donc nécessaire d'inscrire la présence américaine dans la configuration stratégique de l'Irak d'après la chute de Saddam Hussein. Car celle-ci présente un caractère révolutionnaire. La fin de la dictature a été suivie de deux effets. Tout d'abord, cela a remis en question les modalités d'ingénierie sociale et politique qui prévalaient alors. De ce fait, la chute du régime a déclassé et mécontenté ceux sur qui le pouvoir s'appuyait pour contrôler la société et l'Etat. Ensuite, la disparition d'un pouvoir en place depuis près de 30 ans (dont 25 années de pouvoir personnel incontesté) a ouvert l'imaginaire politique des Irakiens. Autrement dit, cela a ouvert des opportunités à d'autres acteurs (exilés ou entrepreneurs politiques internes) qui ont pu contester les prétentions américaines à reconstruire l'Irak et à détenir le monopole des moyens de coercition. Ces entrepreneurs politiques ont donc cherché à se constituer une base sociale et politique, notamment par un contrôle territorial. Ainsi, les mouvements insurgés sunnites (nationalistes ou djihadistes) exercent un contrôle sur les cités d'Anbar ainsi que sur les routes longeant la vallée de l'Euphrate, mais aussi sur Mossoul (en 2004), Balad et Samarra (en 2004), et Baqoubah (en 2005). Tandis que les différents partis et mouvements chiites utilisent des milices pour jouer un rôle politique, sécuritaire et social sur les villes du sud (notamment Bassorah après que les Britanniques ont abandonné la cité en

2004) ainsi que sur le quartier populaire de Sadr City (ex-Saddam City) au nord-est de la capitale irakienne. Chacun de ces acteurs instrumentalise les catégories identitaires et les liens traditionnels de solidarité, mais également la présence militaire américaine.

La présence militaire initiale au cœur des villes répond à l'impératif de contrôler Bagdad (centre du pouvoir) ainsi que les voies de communication qui permettent son accès ou l'acheminement logistique en provenance du Koweït. En raison du déficit de légitimité, mais également des méfiances vis-à-vis d'un contrôle exercé par l'extérieur, elle est vite perçue comme une occupation⁴⁸³. Le cas de Falloudja est particulièrement instructif. Située sur l'autoroute 10 qui relie Bagdad à la Syrie en longeant l'Euphrate, la ville est toujours restée difficile à contrôler par le pouvoir central. Si Saddam Hussein s'était appuyé sur certaines solidarités tribales locales comme relais de son pouvoir, c'était en permettant aux élites locales de vivre de la contrebande vers la Syrie. En parallèle, le régime avait coopté ces mêmes élites au sein des forces de sécurité irakiennes, faisant de la ville un bastion du parti Baas⁴⁸⁴. Au moment de la chute du régime, les unités stationnées dans la région se dissolvent et ses membres entrent dans la clandestinité, soutenus par l'alliance entre les officiers habitant les quartiers aisés de la cité et les Imams du Conseil des Oulémas. Les compagnies de la 82^{ème} division aéroportée s'installent au cœur de la ville à leur arrivée à la mi-avril 2003. L'attitude de la population à leur égard, encouragée par le Mufti Jamal (plus importante autorité religieuse de la ville), est hostile : au matin du 28 avril, une manifestation demandant qu'une compagnie quitte l'école primaire où elle a ses quartiers donne lieu à un échange de coups de feu et provoque la mort de 15 personnes⁴⁸⁵. Cette manifestation illustre la combinaison entre la méfiance des habitants envers des étrangers qu'ils estiment hostiles à leur mode de vie et volontiers insultants d'une part, et l'instrumentalisation de ces sentiments par des individus décidés à résister d'autre part⁴⁸⁶. A la suite de ces incidents, le fossé ne cesse de se creuser et,

⁴⁸³ Il existe en effet un fort sentiment d'identification régionale en Irak, qui n'est pas incompatible avec le sentiment national ou l'appartenance tribale. C'est ainsi qu'à une question posée par un militaire américain à Samarra en décembre 2003 au sujet des éléments attaquant ses hommes, un imam répond : « *des étrangers [...]* *des gens venus d'ailleurs ! Des gens de... Ramadi !* », Dexter Filkins, *La guerre sans fin, op.cit.*, p.174.

⁴⁸⁴ Même si le *Raïs* doit faire face à une révolte menée par une parti du clan dominant de la tribu des *Dulaimis* – dont plusieurs généraux – en 1996.

⁴⁸⁵ Ian Fisher, « US Forces Said to Kill 15 Iraqis », *The New York Times*, 30 avril 2003.

⁴⁸⁶ Le Mufti Jamal semble avoir prêché contre les Américains en les accusant de vouloir livrer la région aux Chiïtes. A l'issue de l'accrochage, il dirige une manifestation contre l'hôtel de ville réclamant le départ des Américains d'Irak. Six mois après l'incident, un individu proche du parti Baas et connu pour ses activités criminelles, est arrêté et accusé d'avoir placé des hommes armés au sein de la manifestation du 28 avril afin d'attirer des représailles. « Bing » West, *No True Glory, op. cit.*, pp.13-14. D'autre part, les témoins irakiens interrogés par la presse occidentale ont tous accusé les parachutistes d'avoir insulté l'Islam ou la culture arabe par des graffitis sur les murs, par leur attitude arrogante et hostile.

en novembre 2003, les unités du 3^{ème} régiment blindé de cavalerie – qui ont succédé à la 82^{ème} division d’infanterie et à une brigade de la 3^{ème} division d’infanterie – quittent la ville pour s’installer dans les emprises militaires situées en périphérie. Dès lors, la présence américaine se manifeste ponctuellement lors des raids nocturnes ou blindés contre certains quartiers dont l’accès et le contrôle ne sont plus possibles. Le cas de Falloudja montre bien que l’insurrection initiale a certes des racines dans la volonté d’indépendance de la ville par rapport au pouvoir central, mais qu’elle trouve surtout sa cause directe dans l’importance et la forme de la présence militaire américaine, laquelle résonne comme une occupation aux yeux d’une population attachée aux sentiments national, local et tribal⁴⁸⁷. Ce schéma dans laquelle la présence devient un facteur déclenchant – et parfois accélérateur – de l’insurrection se répète dans une grande partie du « Triangle Sunnite » en 2003, et se répercute ensuite dans les zones touchées par le soulèvement de 2004 ainsi que les quartiers ou régions sur lesquels les différents acteurs entendent exercer leur contrôle. De ce fait, il existe un lien évident entre les zones de présence militaire américaine et le nombre d’attaques menées contre elle. Il s’agit de harceler les militaires américains, pour gêner leur liberté de manœuvre et empêcher tout contrôle de leur part, mais également dans l’idée de susciter une réaction agressive qui confirmerait la prophétie auto-réalisatrice sur « l’occupant étranger ».

Les opérations militaires de reconquête des bastions insurgés en 2004 ont également des effets sur les dynamiques politiques irakiennes. Manifestant la présence sous la forme de l’assujettissement, ces opérations participent de l’aliénation d’une partie de la société irakienne vis-à-vis des processus de construction du nouvel Irak. La reconquête de Falloudja en novembre 2004 joue un rôle crucial. L’action militaire vise en effet à reprendre le contrôle de la ville aux mains de l’alliance entre djihadistes, résistants nationalistes et islamiques, et éléments criminels qui l’occupent. En ce sens, les Américains la conçoivent bien comme une opération de « libération » de la ville, non seulement pour la replacer dans le contrôle territorial du gouvernement provisoire irakien, mais également pour sauver les habitants de ce qui s’apparente à une dictature brutale et sanglante⁴⁸⁸. Pourtant, les élites municipales tentent

⁴⁸⁷ Ces points ont été soulignés également par Myriam Benraad, « Du phénomène arabe sunnite irakien : recompositions sociales, paradoxes identitaires et bouleversements géopolitiques sous occupation (2003-2008) », *art. cit.*

⁴⁸⁸ Il semble pourtant que les habitants aient moins souffert du pouvoir de l’insurrection que des actions militaires. Si les secondes les ont obligé à fuir la ville, le premier a surtout exercé la coercition contre des éléments internes, dans le cadre d’une lutte pour le contrôle du mouvement. Les « maisons de torture » et les lieux d’exécutions – comme celui où l’Américain Nick Berg est décapité devant les caméras en mai 2004 – sont

de dissuader les Américains de mener l'assaut (qui est réclamé par Iyad Allaoui, chef du gouvernement provisoire), plus par peur des représailles d'AQI contre eux que par souci des dommages collatéraux. L'opération *Phantom Fury* permet de chasser les insurgés de Falloudja. Cependant, si les élites locales se rallient à la présence américaine (et collaborent avec eux jusqu'en 2007), il n'en est pas de même des autres élites sunnites qui voient dans l'opération sur Falloudja la preuve de la collusion entre l'occupant et le nouveau pouvoir considéré comme chiite⁴⁸⁹. Lors des élections de 2005, la participation électorale des Sunnites reste extrêmement faible en raison d'un appel au boycott lancé par l'ensemble des mouvements insurgés⁴⁹⁰. De fait, ceux-ci s'excluent du processus politique qui voit la rédaction d'une constitution fédérale et des élections législatives favorables aux partis Kurdes et Chiites islamiques. L'opération sur Falloudja joue donc un rôle important dans la posture politique et le renforcement identitaire des Sunnites.

Le retournement des dirigeants de Falloudja après l'assaut de novembre 2004 montre cependant que le durcissement identitaire des Sunnites et l'accroissement des clivages avec les Américains et les Chiites est moins une cause qu'une conséquence des opérations militaires. Il illustre aussi les limites d'un raisonnement construit uniquement sur les catégories d'appartenance ethnoconfessionnelles. Au contraire, la présence joue un rôle majeur en tant qu'elle permet le contrôle effectif, même si il est contesté, d'une région donnée. En d'autres termes, elle est un facteur permettant de s'assurer des allégeances

surtout destinés aux opposants internes ou aux captifs étrangers. La « terreur » n'est donc pas exercée contre les habitants, mais sert avant tout comme instrument pour asseoir le contrôle de AQI sur les mouvements insurgés et les élites locales.

⁴⁸⁹ A l'automne 2005, le conseil municipal de Falloudja réclame des Marines qu'ils protègent la tenue des élections à l'assemblée législative. En dépit de cette collaboration, les insurgés d'AQI contrôlent la plupart des quartiers de la cité, qui est donc de nouveau « nettoyée » lors de l'opération *Aljah* à l'été-automne 2007. Après l'opération sur Falloudja, une cinquantaine de cheiks d'Anbar cherche à négocier avec le colonel Dunford (commandant le 2^{ème} régiment de Marines) la constitution de milices d'auto-défense armées et soutenues par les Américains afin de pouvoir faire face aux tentatives d'intimidation effectuées par AQI. « Bing » West, *The Strongest Tribe, op.cit.*, p.75.

⁴⁹⁰ En janvier 2005 (élection d'une assemblée constituante), la participation en Anbar est inférieure à 2%. Le principal parti sunnite à l'échelon national – le parti des Irakiens du vice-président As-Ghawar – récolte à peine 1,78% des votes. La plupart des autres partis sunnites (comme le Parti Islamique Irakien – branche des Frères Musulmans – ou le Conseil des Oulémas) ont appelé au boycott tandis qu'Abou Mousab As-Zarquaoui annonce avoir déclenché une guerre contre le principe démocratique – propre à donner le pouvoir aux « hérétiques » chiites – et ceux qui y participeraient. Lors du référendum sur la constitution en octobre, la participation sunnite grimpe à 50% mais les provinces majoritairement sunnites votent contre le projet fédéraliste. Cette participation atteint un niveau important (près de 60%) aux élections législatives de décembre 2005, un groupe insurgé de Falloudja annonçant même un moratoire sur les attaques et envoyant ses hommes protéger les électeurs. Ellen Knickmeyer et Jonathan Finer, « Iraqi Vote Draws Big Turnout of Sunnis », *The Washington Post*, 16 décembre 2005.

politiques et de contrôler au mieux le jeu des différents acteurs locaux⁴⁹¹. Or, la présence militaire américaine entre 2004 et 2007 est le plus souvent ponctuelle, soit lors d'opérations de ratissage (comme dans la haute vallée de l'Euphrate), soit lors des patrouilles quotidiennes à partir des bases avancées⁴⁹². Le cas de la ville de Haditha illustre le lien entre contrôle et allégeance politique, et notamment sur la durée. Cette ville située à l'ouest de Falloudja est occupée à plusieurs reprises par les Américains qui en chassent les insurgés (mars 2004, mai-octobre 2004, mars 2005)⁴⁹³. Cette présence permet aux différentes unités de construire des liens avec le conseil municipal désireux de collaborer avec la sécurité : plusieurs postes de police sont construits et des policiers recrutés. A chaque départ néanmoins, les insurgés attaquent les forces de sécurité et mènent des campagnes d'intimidation. Ce cercle vicieux occupation-collaboration-abandon-représailles fait échapper la ville au contrôle américain. Lorsque le 3^{ème} bataillon du 1^{er} régiment de Marines se voit confier la responsabilité de Haditha, le conseil municipal refuse de collaborer. L'emprise d'AQI sur la ville est telle qu'ils peuvent accroître la pression sur le bataillon. Le 19 novembre 2005, un groupe de combat tombe dans une embuscade à l'IED et exerce des représailles en assassinant vingt-quatre civils⁴⁹⁴. Ainsi, la présence ponctuelle n'a pas permis d'exercer un contrôle politique continu sur la ville. Car l'usage de la force a pu temporairement conditionner l'allégeance politique locale, mais sans pouvoir concurrencer le pouvoir coercitif exercé par l'insurrection. Enfin, le massacre de Haditha prouve le lien entre légitimité, présence et coercition : il résulte du déficit de légitimité des Américains mais a aussi accru ce dernier. La présence est donc une condition de possibilité du contrôle politique, mais dépend au final de la légitimité, que celle-ci soit acquise par l'intimidation (coercition dans le cadre de l'assujettissement) ou par un

⁴⁹¹ Cette hypothèse selon laquelle le contrôle exercé par la présence est le facteur déterminant des allégeances politiques a été testée dans le cas des guerres civiles par Stathis Kalyvas. Stathis N. Kalyvas, « Ethnic Defection In Civil War », *Comparative Political Studies*, vol. 41, n°8, août 2008, pp.1043-1068; « The Dynamics of Violence in Vietnam: An Analysis of the Hamlet Evaluation System (HES) », *Journal of Peace Research*, vol.46, n°3, 2009, pp.335-355.

⁴⁹² A l'exception des Marines stationnées autour du conseil du gouvernement provincial à Ramadi, même si ces derniers ne contrôlent pas du tout la ville.

⁴⁹³ « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, pp.149-151.

⁴⁹⁴ Le « massacre de Haditha » est amplement documenté par la presse américaine qui s'en fait l'écho et utilisée par les opposants politiques à l'occupation en Irak. La question nécessite l'intervention du général Chiarelli qui annonce que toutes les morts suspectes causées par la Coalition donneront lieu à une enquête. L'évènement révèle aussi bien la difficulté à respecter les règles d'engagement que le malaise existant au sein des militaires déployés en Irak. L'un des Marines interrogés par « Bing » West déclare ainsi : « *Je n'aime pas dire ça, mais au bout d'un moment, lorsque vous possédez une arme, que vous percevez le regard hostile des Irakiens ainsi que leur façon de vivre, alors certains se sentent supérieurs, comme si les habitants de Haditha ou de Falloudja n'étaient pas de êtres humains* », *Ibid.*, p.151. Sur l'affaire de Haditha, Tim McGirk, « Collateral Dammage or Civilian Massacre in Haditha », *Time Magazine*, 19 mars 2006. Voir aussi le documentaire de PBS Frontline, « Rules of Engagement », 19 février 2008, accessible à l'adresse : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/haditha/> (accédé le 20 février 2008).

usage plus sélectif de la force. D'autre part, il faut prendre en compte l'environnement compétitif pour le contrôle politique : l'allégeance politique relève en effet aussi du calcul effectué par les acteurs individuels et collectifs dans un contexte d'incertitude stratégique⁴⁹⁵.

Le rôle de la présence dans le déroulement des dynamiques politiques et sécuritaires irakiennes se lit donc également dans son envers. A partir de 2005 en effet, la posture tactique dominante consiste pour les unités américaines à se retirer au sein de bases avancées. Ce choix, qui s'explique justement par une perception naïve de la présence comme facteur aggravant de l'insurrection (la « doctrine de l'anticorps »), génère une perte de contrôle massive sur les acteurs irakiens, laissant ces derniers libres de leurs entreprises politiques. La « guerre civile » qui éclate en 2006 démontre comment l'absence américaine a laissé un vide que sont venus combler les différends territoriaux entre AQI et l'Armée du Mahdi. Le récit dominant américain sur les « violences communautaires » de 2006 (qui font près de 2 000 morts à Bagdad pour le seul mois d'août 2006) insiste sur la responsabilité de Zarqaoui dans leur déclenchement : pour construire sa légitimité auprès des Sunnites marginalisés par le nouveau pouvoir et afin de mener le djihad contre les « hérétiques » chiites, le chef d'AQI aurait lancé une vague d'attentats, dont la destruction du dôme de la Mosquée d'or de Samarra le 22 février 2006 serait le plus spectaculaire⁴⁹⁶. Dans une lettre saisie par les peshmergas kurdes en janvier 2004 et attribuée à Zarqaoui, celui-ci explicite ainsi sa stratégie :

⁴⁹⁵ Ce qui fait dire à Michel Goya à propos de la guerre d'Algérie que les populations sont dans la position du chat de Schrödinger. Michel Goya, « La peur et le cœur : les incohérences de la contre-guérilla française pendant la guerre d'Algérie », *Stratégie*, n°93-94-95-96 « Stratégies irrégulières », Paris : ISC, 2009, pp. 399-408.

⁴⁹⁶ Ce récit est présent essentiellement dans Thomas E. Ricks, *The Gamble, op.cit.*, ainsi que dans « Bing » West, *The Strongest Tribe, op. cit.*, mais ces éléments se retrouvent dans d'autres mémoires ou ouvrages de journalistes.

« *L'Amérique n'est pas venue ici pour repartir et ne s'en ira pas, quels que soient le nombre de ses blessures et la quantité de sang versé. [...] Les chiïtes : [...] en les attaquant au cœur de leur organisation [...] nous les amènerons à montrer aux sunnites leur nature enragée. [...] Si nous parvenons à les entraîner dans l'arène de la guerre de factions, il deviendra possible de sortir les sunnites les moins motivés de leur torpeur. [...] La solution [...] est donc de forcer les chiïtes à se battre car c'est l'unique moyen de prolonger la bataille entre nous et les infidèles* »⁴⁹⁷.

Cette lettre est sujette à caution car, contrairement à ses habitudes, AQI en aurait mis en cause la véracité⁴⁹⁸. Cette dénégation peut certes masquer l'embarras d'un plan considéré comme secret à ce moment-là (puisque les insurrections sunnites et chiïtes combattent côte à côte en 2004). En revanche, trois éléments semblent confirmer la thèse de l'intentionnalité de la stratégie : en premier lieu, les déclarations de Zarkaoui annonçant une guerre « totale contre les Chiïtes » au moment des opérations sur Tal Afar (septembre 2005), la publication d'un manifeste appelant à l'union de tous les « vrais musulmans » contre les « rejectionnistes et les polythéistes » chiïtes (août 2005) et les preuves amassées par le commandement de la Coalition impliquant AQI dans l'attentat de Samarra en février 2006⁴⁹⁹. Quoi qu'il en soit, l'essentiel est que cette stratégie est facilitée par l'absence de troupes américaines dans certaines zones stratégiques, telles que les couronnes périurbaines de Bagdad. Ces axes circulaires autoroutiers sont en effet au cœur du réseau de communication en étoile du pays. Les régions partagées par le Tigre au sud-est (Arab Jabour, Jisr Diyala et Salman Pak), situées sur la route du sud dans le « Triangle de la mort » (As-Iskandaryah-Yusufiyah-Mahmoudiyah), sur la route de Falloudja (Karmah), sur la route de Tikrit (Taji), ou encore sur la route vers l'Iran (Baqouba) sont particulièrement importantes pour AQI. A partir de 2005, l'objectif de Zarqawi semble être de chasser les habitants chiïtes de ses régions et d'intimider

⁴⁹⁷ Lettre adressée à la direction d'Al Qaïda en Afghanistan et au Pakistan, reproduite dans Dexter Filkins, *La guerre sans fin*, op.cit., p.301.

⁴⁹⁸ David Ensore et James McIntyre, « Al Qaeda in Irak : Letter from Zarkawi is a Fake », CNN, 13 octobre 2005.

⁴⁹⁹ Al Jazeera, « Al-Zarqawi Declares War on Iraqi Shia », 14 septembre 2005; Octavia Nasr, « Al Qaeda in Iraq issues violent manifesto », CNN, 26 août 2005, Pamela Hess, « New ops planned in wake of Zarqawi hunt », United Press International, 9 juin 2006 ; Dan Murphy, « Attack Deepens Iraq's Divide » *Christian Science Monitor*, 23 février 2006.

ou tuer les représentants du pouvoir central⁵⁰⁰. De nombreuses familles chiites se réfugient ainsi dans les quartiers populaires de Sadr City ou de 9-Nissan à Bagdad. Cependant, il s'agit là moins d'un « nettoyage ethnique » que d'une stratégie de contrôle. Parallèlement, AQI lutte pour empêcher les Américains de prendre pied dans ces zones (attaques à l'IED notamment) et profite de l'insuffisance des effectifs⁵⁰¹. A terme, ces régions deviennent des zones de préparation pour de plus amples opérations visant à déstabiliser le gouvernement irakien et à infliger des pertes aux Américains.

A partir de 2006, la dynamique enclenchée voit s'opposer frontalement AQI et les milices de l'Armée du Mahdi (parfois infiltrées ou intégrées dans les forces de sécurité irakiennes). Chacun des deux acteurs entend consolider son emprise sur ses bases politiques en luttant contre l'autre. L'attentat de Samarra du 22 février est un déclencheur : aux attaques suicides opérées à la voiture piégée dans les lieux publics des quartiers chiites de la capitale répondent les enlèvements et les assassinats pratiqués par les « escadrons de la mort » liés à l'Armée du Mahdi sur les habitants sunnites⁵⁰². L'insuffisance des effectifs ne permet pas de contrôler le « nettoyage ethnique » qui s'ensuit et au cours duquel les quartiers mixtes disparaissent au profit d'une extension des quartiers sous contrôle de l'Armée du Mahdi. Parallèlement, AQI accroît son contrôle sur les quartiers sunnites, majoritairement situés sur la rive droite du Tigre (ouest de la capitale)⁵⁰³. Les opérations *Together Forward* et *Together*

⁵⁰⁰ Parallèlement, la chute de Falloudja a entraîné un afflux de réfugiés sunnites dans Bagdad. Il semble qu'AQI ou certaines de ses cellules aient instrumentalisé la méfiance de nombre d'entre eux contre les Chiites. Dès 2005 en effet, certains rapports et comptes-rendus notent des attaques et des tentatives d'intimidation contre les habitants chiites. Nir Rosen, « Anatomy of a Civil War : Iraq's Descent into Chaos », *Boston Review*, novembre-décembre 2006, accessible à l'adresse : <http://www.bostonreview.net/BR31.6/rosen.php> (accédé le 25 octobre 2007).

⁵⁰¹ Anthony Shahid, « Iraq's Forbidding 'Triangle of Death' », *The Washington Post*, 23 novembre 2004.

⁵⁰² Le plus important de ces actes de représailles est le massacre de Jihad, un quartier Sunnite de Bagdad commis le 9 juillet 2006 par des milices liées à l'Armée du Mahdi: après avoir fait sortir les habitants de leurs maisons, les miliciens exécutent et torturent près d'une quarantaine d'entre eux avant d'abandonner leurs corps dans la rue : Joshua Partlow et Saad As-Izzi, « Scores of Sunnis Killed in Baghdad », *The Washington Post*, 10 juillet 2006 ; Kirk Semple, « Baghdad Erupts in Mob Violence by Gun and Bomb », *The New York Times*, 10 juillet 2006. Sur la description des tactiques des uns et des autres, voir Department of Defense News Briefing with Commander Multinational Corps Iraq lieutenant-general Peter Chiarelli, 15 septembre 2006 ; Conférence de presse du général Kevin Bergner (MNF-I Deputy Chief of Staff for Strategic Effect), 6 septembre 2006, Interview du Colonel David Sutherland, commandant la 3ème brigade de la 1ère division de cavalerie, par l'*Institute for the Study of War*, 25 octobre 2007; Joshua Partlow, « I Don't Think This Place Is Worth Another Soldier's Life », *The Washington Post*, 27 octobre 2006; « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, pp.187-191.

⁵⁰³ Sur les dynamiques précises du nettoyage ethnique dans Bagdad, voir Ned Parker et Ali Hamdani, « How Violence is Forging a Brutal Divide in Baghdad », *Times of London*, 14 décembre 2010, ainsi que l'animation cartographique proposée par le *New York Times*, « Assessing the Surge : A Survey of Baghdad Neighborhoods », accessible à l'adresse : http://www.nytimes.com/interactive/2007/09/06/world/middleeast/20070907_BUILDUP_MAIN_GRAPHIC.html (accédé le 15 décembre 2010). A noter que cette infographie a été débutée en septembre 2007 par le bureau de Bagdad de ce journal.

Forward II ne permettent pas non plus d'établir une présence suffisante et durable pour contester aux acteurs « extrémistes » le contrôle des districts de Bagdad.

Pour autant, le fait même de la présence suffit-il à expliquer le contrôle d'une part, les effets politiques de ce dernier d'autre part ? Si il semble démontré que l'absence des militaires américains a contribué à façonner les dynamiques de fragmentation identitaire de l'Irak (et notamment de sa capitale), la présence n'a pas particulièrement permis de maîtriser ce processus. Comme l'illustre le cas de l'érection des murs et barrières de sécurité à Bagdad lors du *surge*, il est plausible que l'action des militaires américains ait participé à l'accélération de la fragmentation. Sur le plan tactique, le choix de murer certains quartiers et axes de la capitale irakienne s'inscrit bien dans une logique de contrôle. Contrôle de la violence d'une part, puisque ces murs doivent empêcher les voitures piégées d'AQI de pénétrer dans les quartier chiïtes et les milices chiïtes de s'infiltrer dans les zones sunnites. Contrôle politique de la ville elle-même, puisque ces murs – conjointement avec les postes de combat avancé – participent de la manœuvre visant à dénier à l'ennemi toute liberté d'action et à quadriller les quartiers pour en expurger les cellules d'AQI⁵⁰⁴. Il ne s'agit donc pas simplement de s'interposer entre les factions pour abaisser les violences, mais également de produire deux autres effets liés à la sécurité. En premier lieu, la protection est censée répondre à l'impératif doctrinal de séparation des insurgés de la population : par la présence permanente et le contrôle de l'espace urbain, la liberté d'action des premiers est largement déniée, tandis que la dernière doit finir par accepter comme légitime l'action américaine au service du gouvernement irakien. En second lieu, ce mode d'action consiste à contrôler la population afin de démanteler et poursuivre l'organisation insurgée. Cette protection repose sur un enchaînement tactique qui s'insère dans l'espace urbain afin de le maîtriser et de le modeler. Tout d'abord, les forces américaines investissent puis quadrillent les quartiers à partir d'avant-postes eux-mêmes protégés par des barrières de sécurité. Ensuite, ces forces patrouillent et renseignent, tandis que des murs de sécurité sont érigés sur les axes stratégiques de manière à boucler le quartier. Des points de contrôle sont établis pour contrôler les flux à l'entrée et à la sortie de la zone. Enfin, des raids sont menés pour arrêter ou tuer les membres des cellules d'Al Qaeda en Irak.

⁵⁰⁴ Ces deux points sont explicités par David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla, op.cit.*, p.141.

Les effets de ce procédé sur la sécurité semblent acquis : la diminution des violences communautaires et le démantèlement d'AQI dans Bagdad. Néanmoins, une autre interprétation insiste sur les conséquences politiques de l'érection des murs. Car leur construction contribue à redéfinir les frontières internes de la ville, notamment pour ce qui concerne les communautés locales. Bien que largement issue du monde rural irakien, la population de Bagdad a en effet reconstruit des liens de solidarité au niveau du quartier ou du district. La coupure de l'espace (ou la fusion de plusieurs espaces autrefois séparés dans les représentations de leurs habitants) redessine ainsi ces réseaux. De plus, l'érection de barrières de sécurité à l'intérieur de quartiers « mixtes » ou entre quartiers sunnites et quartiers chiites participe à la redéfinition des identités. Au cœur de la capitale irakienne, autrefois caractérisée par une grande mixité quant à l'appartenance ethnoconfessionnelle de ses habitants, l'espace est désormais homogénéisé (au niveau du quartier) et polarisé (entre eux). Ainsi, la carte de Bagdad qui émerge des opérations militaires conduites par les Américains laisse l'impression d'une ville fragmentée et divisée le long de ces fractures communautaires⁵⁰⁵. Cet élément, ainsi que la diminution des violences communautaires avant le début du *surge*, laissent penser que le lien entre le procédé tactique et les succès sécuritaires n'est pas aussi simple à établir. On peut en effet émettre l'hypothèse que la décision de Moqtada As-Sadr de faire cesser les exactions des « escadrons de la mort » en janvier 2007 a provoqué une diminution sensible des affrontements⁵⁰⁶. D'autre part, les murs auraient gelé le front entre les deux camps et entériné les partages territoriaux antérieurs. Au-delà cependant, les effets tactiques des murs ont un lien avec des effets politiques plus larges, et notamment la sédimentation de la société irakienne entre communautés ethnoconfessionnelles dont l'identité n'a cessé de se renforcer tout au long des années de l'occupation. Certes, il ne s'agit pas d'effets voulus, mais davantage de l'articulation entre les représentations américaines de la société et des dynamiques politiques en Irak d'une part, des procédés tactiques pour contrôler le milieu urbain d'autre part. Néanmoins, on peut penser que le choix de confiner et fragmenter l'espace urbain a évidemment contribué à l'accentuation des clivages aussi bien dans la ville de Bagdad que dans l'ensemble du paysage politique et social irakien. Il faut noter d'ailleurs

⁵⁰⁵ Voir l'excellent billet de Sylvain Kahn de *France Culture* sur son blog : « Bagdad, ville morcelée », *Globe*, 30 juin 2010, accessible à l'adresse : <http://www.franceculture.fr/blog-globe-2010-06-30-bagdad-ville-morcelee.html> (accédé le 30 juin 2010).

⁵⁰⁶ Ernesto Londono, « Key Aid to Sadr Arrested in Baghdad », *The Washington Post*, 20 janvier 2007. A ce moment, Sadr est parti pour l'Iran afin d'y achever ses études, les députés de son parti ont mis fin à leur boycott des sessions parlementaires décidé en novembre 2006 pour protester contre la rencontre entre Bush et As-Maliki à Amman. Enfin, les militaires américains parlent de lutter contre des « éléments incontrôlés » de l'Armée du Mahdi et non directement contre cette dernière. Nous reviendrons sur ces points dans le chapitre 4.

que de tels procédés ont été utilisés à Mossoul, devenue l'axe d'effort de l'action de la coalition à compter de janvier 2008. Or, au contraire de Bagdad dont la mixité était caractéristique avant l'occupation, la « cité des deux printemps » est marquée par les clivages ethnoconfessionnels depuis plus longtemps. Non seulement parce que la seconde ville irakienne se trouve sur la ligne de partage entre le Kurdistan et le reste du pays, mais également parce que la politique « d'arabisation » menée par Saddam Hussein a contribué à cristalliser les identités et à polariser les communautés arabes, kurdes, sunnites et chiites. Dans ce cadre, la mise en place de murs et de barrières sur le modèle de Bagdad est parti du principe que ces clivages devaient être pris en compte, et qu'il fallait donc protéger les communautés les unes des autres. De fait, les procédés tactiques ont donc renforcé les clivages antérieurs et redessiné la géographie de Mossoul. Cela signifie que le principal effet de « la logique tactique des murs » a consisté en l'élimination des cellules d'Al Qaeda en Irak, alors que la diminution des violences sectaires procède d'un ensemble de facteurs dont la tactique américaine n'est qu'un élément. Bien plus, ce résultat est davantage le produit des effets non voulus de l'approche en termes de confinement et de modelage de l'espace urbain adoptée par la Coalition. Les effets politiques de celle-ci ont joué en effet dans le sens d'une redéfinition des modes de relation entre les communautés et de leur position respective en termes de pouvoir, sans préjuger d'un éventuel changement à l'avenir (à savoir un renforcement de la fragmentation ethnoconfessionnelle de Bagdad et de l'ensemble de l'Irak, mais aussi un déséquilibre accru entre groupes).

La présence des troupes et les modalités dans l'usage de la force sont donc deux variables explicatives de la production des dynamiques sécuritaires et politiques irakiennes sous occupation américaine. Si l'absence ou la présence ponctuelle ne permettent pas d'établir un contrôle social suffisant, la présence en continu ne peut le faire qu'en usant d'une force sélective ou à condition de déployer un appareil coercitif plus dissuasif que celui des compétiteurs. Dans le cas des militaires américains en Irak, la force brute n'a pas été suffisamment dissuasive car elle ne s'est pas accompagnée d'un contrôle de zone effectif et continu et qu'elle a entraînée plutôt qu'elle n'a freinée la radicalisation des Irakiens. La force sélective (même brute) peut permettre de légitimer l'usage de la coercition, ou du moins faire apparaître cette dernière comme moins illégitime, mais elle nécessite du renseignement. D'autre part, la légitimité résultant d'un processus, elle nécessite du temps, mais aussi une

meilleure connaissance de l'environnement politique, social et culturel dans lequel opère les forces de maintien de l'ordre. En d'autres termes, pour passer du modèle coercitif concurrentiel au modèle coercitif légitime (dans lequel un des détenteurs de la force peut revendiquer son usage légitime, même si il n'est pas en position de monopole quant à la possession des moyens de coercition), ces deux facteurs du temps et de la familiarité avec l'environnement sont cruciaux (Fig.7).

Modèle coercitif	Caractéristiques	Modalités	Conséquences
Assujettissement	Présence ponctuelle	Force indiscriminée	Radicalisation/aliénation
Concurrentiel	Présence permanente	Force indiscriminée	Equilibre dialectique peur/sécurité
Légitime ou hégémonique	Présence permanente Intérêts et identités partagés	Force sélective	Légitimité du recours à la force

Fig.7 : les trois modèles coercitifs

A défaut de disposer de ce temps et de cette connaissance, les militaires américains ont donc réagi plus qu'ils n'ont été proactifs, et leurs actions ont été fortement marquées par les éléments dominants de leur imaginaire. Les conséquences en ont été la fragmentation croissante de la société irakienne par la cristallisation des lignes de fractures identitaires, ainsi que la polarisation du paysage politique à l'origine d'un recours accru à la violence pour résoudre les antagonismes entre les acteurs politiques.

Chapitre 4 : Recompositions politiques, sociales et identitaires

« Pouvez-vous persuader quelqu'un de prendre votre parti, si vous n'êtes pas sur de pouvoir prendre le sien ? »

(Gertrude Bell, avril 1916)

L'occupation américaine en Irak n'a pas seulement produit des effets inattendus et involontaires. L'identification de la cause des échecs initiaux dans l'altérité culturelle et dans la logique de l'usage de la force conduit à une réflexion plus large. Celle-ci se manifeste par la prise de conscience de la nécessité de développer une meilleure connaissance de l'environnement irakien, mais également dans les tentatives pour modeler les dynamiques locales et jouer sur le factionnalisme.

Deux points méritent d'être analysés en préambule de ce chapitre. En premier lieu, interroger les conflits politiques à l'échelle locale montre que l'usage de la violence par les acteurs irakiens n'a que peu de rapport direct avec des causes nationales et transnationales. En d'autres termes, les conflits en Irak sont travaillés par une agrégation de micro-conflits faits de rivalités persistantes, et qui modèlent les relations aussi bien entre les membres des organisations qu'au sein du gouvernement. Autrement dit, les agendas transnationaux ne sont assimilés qu'en tant qu'ils servent dans les conflits locaux. Cet élément n'a pas seulement une importance théorique – comme l'illustrent tous les travaux récents sur l'échelle micro-politique dans les guerres civiles – mais il a des conséquences pratiques importantes⁵⁰⁷. A bien des égards en effet, le mouvement dit du « Réveil » dans la province d'Anbar ne peut être compris sans la prise en compte des conflits et différends politiques locaux par les Américains. De plus, on peut émettre l'hypothèse que la localisation des dynamiques

⁵⁰⁷ Sur les éléments théoriques, voir notamment Stathis N. Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge: Cambridge University Press, 2006 ; « Promises and Pitfalls of an Emerging Research Program: The Microdynamics of Civil War », in Stathis N. Kalyvas, Ian Shapiro et Tarek Masoud (dirs.), *Order, Conflict, Violence*, Cambridge: Cambridge University Press, 2008, pp.1-14.

politiques permet plus facilement aux militaires américains de s'y insérer et d'y jouer un rôle en tant qu'acteur important.

En complément, les mécanismes qui permettent de modifier les dynamiques politiques et sécuritaires doivent être préalablement analysés. Contrairement aux phénomènes de prophéties auto-réalisatrices constatés entre 2003 et 2006, l'attitude des militaires américains témoigne d'une capacité importante de retour sur soi. Cependant, l'attitude d'auto-restriction vis-à-vis des populations qui se répand au sein des unités américaines n'explique pas tout. Elle témoigne de l'effort soutenu au sein des troupes déployées afin de se conformer aux impératifs de la gestion des relations interculturelles (*cultural awareness*). Mais elle est aussi un point de départ à partir duquel est rendue possible une recomposition identitaire favorable aux Américains. Il faut saisir qu'à partir du moment où le changement d'attitude permet de briser le cercle vicieux de la radicalisation auto-prophétique, émerge l'opportunité de nouer des liens, de diffuser une nouvelle vision du monde et de socialiser toute une population à cette dernière. Enfin, cette opportunité ne peut produire un résultat que si elle concorde avec les intérêts des élites politiques et sociales locales, mais également avec l'attitude adoptée par les « irréconciliables ». Séparer les élites sunnites de AQI n'est ainsi pas seulement affaire de négociation avec les cheiks ou de marchandage avec les imams, hommes d'affaires et politiciens. Cela est rendu possible car la définition de AQI comme ennemi commun aux militaires américains et aux sunnites est confirmée par les tentatives d'intimidation de cette dernière et son échec à maintenir son hégémonie coercitive sur les populations locales⁵⁰⁸. En d'autres termes, la concurrence coercitive tourne au détriment d'AQI (comme dans une moindre mesure des milices chiites) dès lors que les Américains parviennent à influencer sur les représentations des élites locales et que ces dernières y voient leur intérêt. Enfin, l'usage sélectif de la force contre AQI permet de confirmer le nouveau statut des Américains au sein des populations, en renforçant leur revendication à user de la coercition pour protéger.

De ce fait, l'action des militaires américains produit les effets recherchés dans le domaine de la sécurité en combinant différents outils. La coercition est associée notamment à l'arme financière. L'utilisation des fonds à des fins tactiques s'avère en effet complémentaire dans la redéfinition des identités et dans la recherche du consensus avec les élites locales. Afin d'éviter le dilemme entre achat de la paix sociale d'un côté, et reconstruction du tissu

⁵⁰⁸ AQI est donc prise à son tour dans le « dilemme de la coercition d'Etat ».

socioéconomique de l'autre, une combinaison différente est mise en place à compter de 2006-2007. En lieu et place de l'application d'une doctrine libérale – fondant la sécurité sur le développement économique et social – l'argent est instrumentalisée dans le cadre d'une stratégie de modelage des sociétés locales. L'arme financière participe donc au processus de légitimation de la coercition américaine. Enfin, argent et coercition sont combinées avec la formation des forces de sécurité locale. En effet, il ne s'agit pas ici seulement de développer un outil tactique (une force supplétive) mais bien de bâtir des forces de maintien de l'ordre. Et donc de manifester cet ordre, si possible favorable aux Américains. La réforme du secteur de la sécurité n'est donc pas un procédé technique neutre. Il s'agit bien d'un mode d'action qui s'inscrit dans la fabrication d'un ordre social et politique, non seulement en raison du type de forces qui sont générées (des forces qui manifestent cet ordre) mais également parce que celles-ci sont l'enjeu de rivalités de pouvoir entre les autorités locales, les autorités centrales et les forces américaines. Il s'agit là d'un levier majeur dans l'action des militaires américains pour établir, stabiliser puis maintenir un ordre social et politique favorable.

Une première section analysera donc la prise en compte de la gestion des risques et des relations interculturelles, étape propice au retour sur soi et à la mise en œuvre d'attitudes permettant une modification identitaire. Dans une seconde section seront mises en lumière les modalités, succès et limites de l'ingénierie sociale et politique qui découlent des actions militaires à partir de 2006-2007.

Section 1 : la contre-insurrection « culturelle »

La nécessité de modifier les relations interculturelles est prise en compte à deux niveaux. Parmi les troupes déployées d'une part, puisque l'acculturation à l'environnement irakien suscite une évolution notable de l'attitude des militaires américains. Même si cette évolution n'est ni générale, ni linéaire. Au sein de la communauté de Défense aux Etats-Unis d'autre part, où des initiatives aboutissent à des réformes au sein des institutions militaires de même que dans le déploiement des unités. Ces initiatives ne sont pas sans susciter des débats politiques et éthiques qui ont des répercussions sur le terrain. Et qui agissent finalement

davantage sur l'identité et le rôle dont veulent se doter les institutions militaires que sur les résultats tactiques obtenus en Irak.

De la diffusion des stéréotypes à l'immersion culturelle :

La prise de conscience de la nécessité de gérer les relations interculturelles est précoce chez les militaires déployés en Irak. Immergés dans un pays aux coutumes apparemment bien différentes des leurs, et nourris des préjugés véhiculés par l'orientalisme, ceux-ci ont cherché à s'adapter. Cet impératif répond à la volonté d'être accueillis favorablement par les Irakiens mais aussi au sentiment que l'altérité est la cause de l'aliénation de ces derniers. Pourtant, l'adaptation ne va pas de soi. En premier lieu car elle nécessite un retour sur soi qui contredit parfois les éléments appris de la culture propre à chaque institution (et notamment le recours à la puissance de feu comme solution exclusive aux problèmes militaires). De plus, la réflexivité est rendue difficile par la perception des impératifs tactiques par les Américains : impératifs techniques, et donc « normaux », qui ne peuvent souffrir une réaction négative de la part des locaux. En second lieu, parce que cette adaptation emprunte des voies différentes et ne se généralise que tardivement. Cela en dépit des efforts consentis par les institutions militaires dans le cadre de la préparation opérationnelle. Par conséquent, l'adaptation à la société locale se fait selon des modalités différentes dans le temps comme dans l'espace.

Chronologiquement, la première modalité est celle de la définition de stéréotypes. Elle s'inscrit dans une perspective technique : la détermination des attitudes à éviter ou à adopter dans le cadre opérationnel. Elle se traduit par des listes de stéréotypes attribués à la culture arabe irakienne et associés à des impératifs (« à faire » ou « à ne pas faire »). On en trouve donc trace dans les cours donnés lors de la mise en condition opérationnelle ou dans les manuels distribués aux soldats avant leur départ⁵⁰⁹. Si celle-ci est parfois définie par les

⁵⁰⁹ Voir par exemple : *Arab Cultural Awareness : 58 factsheets*, TRADOC DSINT Handbook, n°2, Fort Leavenworth : US Army Training and Doctrine Command, janvier 2006; général John Batiste, *1st Infantry Division Soldier's Handbook to Iraq*, octobre 2003 (particulièrement les sections 3-7 à 3-10), ou encore un extrait des instructions données lors d'un cours à Twenty-Nine Palms : « Etiquette : Semper Sensitive », *Harper's Magazine*, vol.1849, n°2, pp.25-26. En 2007, le *Combat Studies Institute* du TRADOC publie les travaux Du lieutenant-colonel William D. Wunderle, *Through the Lens of Cultural Awareness : A Primer for US Armed Forces Deploying to Arab and Middle Eastern Countries*, Fort Leavenworth: Government Printing Office, 2007. Cet ouvrage repose aussi sur une vision de la culture arabe en termes de stéréotypes.

officiers eux-mêmes, elle est renforcée et standardisée à partir de la création de centres de gestion interculturelle à partir de 2005⁵¹⁰. Plusieurs inquiétudes surgissent en effet des retours d'expérience ou des comptes-rendus journalistiques quant à l'attitude adoptée par les militaires américains. Il s'agit notamment de la brutalité supposée de ces derniers, autant que du comportement vis-à-vis des femmes⁵¹¹. Sur le premier point est mise en cause l'attitude des soldats américains lors des fouilles de bâtiments, et notamment les gestes agressifs à l'encontre des hommes, ceux-ci étant placés face contre terre, un pied leur maintenant la nuque au sol⁵¹². Pour répondre aux conséquences perçues comme négatives de ces comportements, les militaires sont donc instruits à agir avec calme et respect. Concernant les femmes, il est enjoint aux Américains ne pas s'enquérir publiquement de leur sort, de ne pas leur serrer la main et de ne pas exprimer leur satisfaction par des gestes ou des mots que, selon les instructeurs, les Irakiens jugeraient déplacés.

Si ces instructions apparaissent comme nécessaires, elles reflètent davantage une perception américaine qu'une réalité culturelle locale⁵¹³. Il ne s'agit pas de dire que le contenu des spécificités culturelles présentées aux militaires est faux, mais que la manière de les présenter (comme des stéréotypes) a des effets négatifs⁵¹⁴. Considérés comme des traits fixes d'une culture, les stéréotypes tendent à renforcer deux biais. Le premier renvoie à la perspective orientaliste de l'individu arabe ombrageux et susceptible de prendre le moindre geste comme un affront. Et le second consiste à penser qu'une simple modification d'attitude pourra l'éviter. En d'autres termes, cette adaptation est avant tout technique et ne prends donc pas en compte d'autres causes possibles de la méfiance ou de l'hostilité. De plus, elle part du principe que les impératifs tactiques sont en eux-mêmes neutres, et que leur perception

⁵¹⁰ Il s'agit des *Culture Centers* de l'Army et des Marines, situés respectivement à Fort Huachaca (Ecole du renseignement de l'Army) et à Twenty-Nine Palms (centre de formation linguistique de l'USMC).

⁵¹¹ Ceci se comprend si on se replace dans la perspective orientaliste qui insiste sur le rôle central de l'honneur dans l'éthique arabe.

⁵¹² Anthony Shahid, « In Searching Homes, US Troops Crossed The Threshold of Unrest », *The Washington Post*, 30 mai 2003. Voir aussi le documentaire de Ian Olds et Scott Garrett, *Occupation : Dreamland*, New-York : Greenhouse Pictures, 2005, 78 minutes.

⁵¹³ Cette perception se retrouve d'ailleurs dans les comptes-rendus des opérations par les journalistes. Voir par exemple, Eric Schmitt, « Word for Word : A Man Does Not Ask a Man About His Wife », *The New York Times*, 8 janvier 2006. A noter qu'elle se traduit par exemple par l'habitude porter la moustache chez certains Marines déployés en Anbar en 2004 ainsi qu'au sein des Forces Spéciales. Sur le port de la moustache comme tactique d'intégration au sein de la société irakienne, il faut noter la présentation powerpoint du capitaine Travis Patriquin, « How To Win In Anbar », décembre 2006 et diffusée au sein de toutes les unités.

⁵¹⁴ La signification particulière donnée au mauvaise usage du pied – secouer la poussière étant interprétée comme une insulte – apparaît bien dans les enquêtes ethnologiques, autant que dans le comportement des Irakiens eux-mêmes. Que l'on songe par exemple au geste de ce journaliste qui lance une chaussure au visage du président Bush lors de sa visite à Bagdad en décembre 2008, ou à l'attitude unanime de la foule de Bagdad martelant de leurs chaussures la statue de Saddam Hussein en avril 2003.

comme une offense est inscrite dans la mentalité de l'individu arabe. Comme le dit Keith Brown dans une étude ethnologique sur la gestion des relations interculturelles, ce « *processus remplace un ordre socioculturel complexe continuellement modelé par des relations de nature politique par une agrégation d'individus mus par des règles strictes qui ne changent pas au cours de siècles* »⁵¹⁵.

Ces stéréotypes se retrouvent également dans la caractérisation de l'action militaire menée par l'adversaire irrégulier. Comme l'indique le *Iraq Transitional Handbook* distribué aux militaires américains avant l'invasion, « *le mode guerrier arabe trouve directement ses racines dans le mode de vie et l'expérience nomade* », ce qui suggère que « *si la culture militaire occidentale insiste sur l'action offensive et la recherche du choc, la culture militaire arabe se caractérise par l'accent mis sur la tromperie, la ruse, la surprise et l'usure* »⁵¹⁶. Autrement dit se retrouve contenu en germe l'idée que le terrorisme et la guérilla sont des tactiques propres aux Arabes, en opposition avec une « culture militaire occidentale » entendue elle aussi comme un tout homogène. Cette vision véhiculée au sein des troupes américaines ne se contente pas de réduire la réalité (complexe) à des concepts englobant (tels que « culture militaire », « occidentale » et « arabe »). Elle sous-entend un rapport normatif entre les tactiques américaines d'une part, politiquement neutres et acceptables car « régulières », et les tactiques de la guérilla, inscrite dans une habitude « culturelle » de tromperie.

Une seconde modalité de la gestion des relations avec les Irakiens consiste en la négociation. Elle part du principe que le comportement des individus dépend non de leurs mentalités, mais d'institutions susceptibles d'évoluer et dont les significations peuvent être instrumentalisées. C'est notamment le cas lorsque certaines unités tentent de compenser les pertes et dommages subies par les civils irakiens lors des opérations. On le note par exemple dans le cas de la 1^{ère} Brigade de la 1^{ère} division blindée du colonel Peter Mansoor à Bagdad en 2003-2004 : le bureau opérations de l'unité met en place un système de recueil des plaintes et assure un paiement en retour⁵¹⁷. De la même manière, les *Joint Security Centers* mis en place

⁵¹⁵ Keith Brown, « All They Understand Is Force: Debating Culture in OIF », *The American Anthropologist*, vol.110, n°4, 2008, p.446.

⁵¹⁶ Département de la Défense, *Iraq Transitional Handbook*, DOD-2630-IRQ-005-04, Décembre 2003, pp.78-79.

⁵¹⁷ Peter Mansoor, *Baghdad At Sunrise*, op. cit., pp.296-297. Lire aussi: Rory McCarthy, « No Regrets or Culprits : Just Cash for Series of Random Killings », *The Guardian*, 26 novembre 2003.

dans la capitale irakienne lors du *surge* servent de bureau de recensement afin d'évaluer les dommages causés et de systématiser les compensations⁵¹⁸. Cette pratique décentralisée est cependant attestée par la nécessité ressentie de la réguler au plus vite⁵¹⁹.

Quoi qu'il en soit, elle n'est pas une nouveauté. Elle s'inscrit en effet dans la pratique des *solatia* (ou paiement de condoléances) définie comme « *des paiements en accord avec les coutumes locales et destinés à exprimer remords et sympathie* »⁵²⁰. Il s'agit donc d'une pratique reconnue dans la doctrine militaire autant qu'autorisée par la cour fédérale des comptes. Pourtant, elle semble proche également de l'institution de la *diyya*, c'est-à-dire du « prix du sang ». Ainsi, en septembre 2003, les premières compensations sont accordées selon le régime des *solatia* mais présentées explicitement aux Irakiens comme ressortant de la *diyya*⁵²¹. Cette attitude est même explicitement prescrite par le TRADOC en 2006, dans le cadre du *Fasil*, présenté comme « *un terme irakien désignant un arrangement négocié et payé après un décès intentionnel* »⁵²². Le paiement de la *diyya* est donc perçu comme un moyen de mettre fin au cycle des représailles et des vengeances, motivation considérée comme une source de recrutement pour l'insurrection. Il s'agit bien d'une prise en compte d'une institution existante et donc de la reconnaissance que le facteur culturel est susceptible d'évoluer. Néanmoins, le paiement des *solatia* dans le cadre supposé de la *diyya* témoigne d'une erreur d'appréciation. En premier lieu, parce que la *diyya* est inscrite dans des mécanismes de relations sociales fondés sur l'égalité des partenaires : la compensation donnée dans un sens peut un jour être demandée dans l'autre. Elle cimente donc une communication entre individus, familles et clans. Or, les militaires américains sont les donateurs exclusifs, ce qui contribue à renforcer un sentiment de domination. Autrement dit, ces compensations financières peuvent être interprétées comme des tentatives d'acheter les plaignants et la sympathie ou la collaboration des Irakiens. D'autre part, celui qui doit compensation n'éteint pas forcément sa dette si sa proposition apparaît comme insuffisante, alors que les *solatia* partent du principe que la compensation suffit. Enfin, les faibles sommes versées, s'agissant

⁵¹⁸ En novembre 2004, l'antenne juridique de l'Army autorise l'utilisation des CERPS pour financer ces compensations, fixant un maximum de 2 500\$ par décès. Government Accountability Office, *GAO-07-699 Military Operations: The Department of Defense's Use of Solatia and Condolence Payments in Iraq and Afghanistan*, Washington: Government Printing Office, mai 2007.

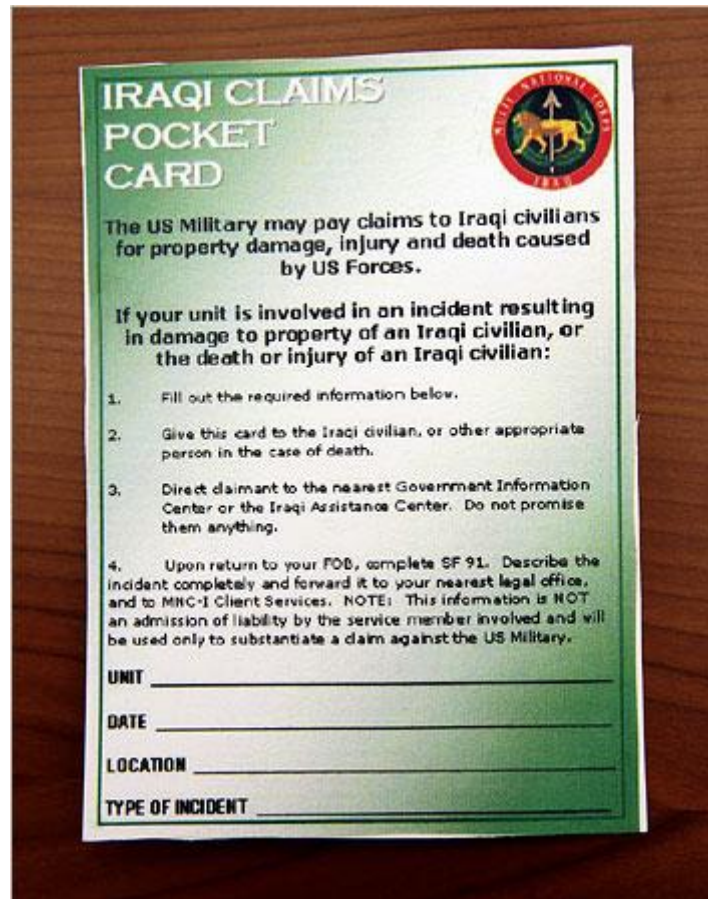
⁵¹⁹ Comme le montre l'article de Christopher M. Ford, « The Practices of Law At The Brigade Combat Team (BCT) Level : Boneyards, Hitting for the Cycle and All Aspects of a Full Spectrum Practice », *Army Lawyer*, décembre 2004, pp.22-38.

⁵²⁰ Voir Peter R. Masterton, « Managing a Claims Office », *Army Lawyer*, septembre 2005, p.51.

⁵²¹ Hamza Hendawi, « U.S. Soldiers Involved in Iraqi Policemen Deaths 'Just Arrived in City' », *The Irish Inquirer*, 19 septembre 2003.

⁵²² TRADOC, *Arab Cultural Awareness, op.cit.*, p.29.

des contribuables américains, laissent supposer le coût peu élevé d'une vie irakienne. Par conséquent, le paiement financier est plutôt reçu comme une excuse qu'il n'entre dans un processus de réconciliation. Il participe à un processus bureaucratique plutôt qu'il n'est un élément dans une relation interpersonnelle (Fig. 8).



**IRAQI CLAIMS
POCKET
CARD**

The US Military may pay claims to Iraqi civilians for property damage, injury and death caused by US Forces.

If your unit is involved in an incident resulting in damage to property of an Iraqi civilian, or the death or injury of an Iraqi civilian:

1. Fill out the required information below.
2. Give this card to the Iraqi civilian, or other appropriate person in the case of death.
3. Direct claimant to the nearest Government Information Center or the Iraqi Assistance Center. Do not promise them anything.
4. Upon return to your FOB, complete SF 91. Describe the incident completely and forward it to your nearest legal office, and to MHC-I Client Services. NOTE: This information is NOT an admission of liability by the service member involved and will be used only to substantiate a claim against the US Military.

UNIT _____

DATE _____

LOCATION _____

TYPE OF INCIDENT _____

Fig.8 : un formulaire type de déclaration lors du *surge*⁵²³

En d'autres termes, cette attitude repose sur une conception rationnelle qui ne tient pas suffisamment compte des propriétés inhérentes du système des coutumes et institutions socioculturelles irakiennes, et qui court donc le risque de ne pas produire l'effet voulu⁵²⁴. Ne

⁵²³ Source : Paul von Zielbauer, « Civilian Claims on US Suggest the Toll of War », *The New York Times*, 12 avril 2007, accessible à l'adresse: <http://www.nytimes.com/2007/04/12/world/middleeast/12abuse.html?ex=&r=0> (accédé le 15 octobre 2007). A cette date, l'article estime à 32 Millions de \$ les sommes versées en réparation des dommages causés en Irak et en Afghanistan, sans tenir compte des *solatia* laissées à la discrétion des commandants d'unité.

⁵²⁴ E-mail du lieutenant-colonel Julian D. Alford, 4 décembre 2009. Selon ce dernier, la présentation du système de compensation lors de la mise en condition opérationnelle est très rapide et se focalise essentiellement sur les mécanismes bureaucratiques. Voir aussi ce qu'en dit Jeremy Joseph, « Mediation in War : Winning Hearts and

tenant pas compte des éléments émotionnels ou de la signification qu'en donnent les acteurs, les militaires américains ne peuvent permettre un processus d'identification, ni au niveau interpersonnel, ni au niveau collectif.

La troisième modalité se caractérise par une immersion dans les structures politiques et sociales locales et par une reconnaissance de la nature dynamique de la culture comme processus. Elle consiste d'abord à construire des relations personnelles avec des détenteurs locaux du pouvoir. L'objectif est d'identifier les réseaux et de s'en servir⁵²⁵. Mais au-delà de l'instrumentalisation de ces relations, il convient de souligner la nature réciproque que les officiers américains entendent leur donner. Les militaires américains qui s'engagent dans ce processus tentent en effet de considérer leurs interlocuteurs comme des homologues et de faire reconnaître en retour leur propre légitimité à jouer un rôle au sein des communautés locales. En leurs propres termes, les officiers américains parlent d'étendre leur *wasta* et celle de leurs interlocuteurs⁵²⁶. Ce mot, parfois traduit par « influence », désigne plutôt les relations d'échanges réciproques, ostensiblement informelles mais chorégraphiées avec soin, qui caractérisent le clientélisme dans nombre de sociétés⁵²⁷. Autrement dit, il s'agit de la capacité à user de ses relations pour obtenir un bien ou un service que l'on ne pourrait avoir selon les procédures bureaucratiques classiques. Cette capacité s'appuie donc sur un réseau mais aussi sur son caractère réciproque (don et contre-don). Par conséquent, la mise en place de réseaux de relations à des fins politiques et militaires se fait selon les termes et les significations des acteurs irakiens⁵²⁸.

Minds using Mediated Condolence Payments », *Negotiation Journal*, vol.23, n°3, juillet 2007, particulièrement dans son expérience concernant les briefings au sein des unités des Marines en 2004-2005, p.225.

⁵²⁵ Au-delà donc du discours sur la guerre « réseau-centrée », mais en en reprenant les catégories : Noah Shachtman, « How the Technology Almost Lost the War : In Iraq, The Critical Networks Are Social –Not Electronic », *Wired Magazine*, n°15-12, 27 novembre 2007, accessible à l'adresse : http://www.wired.com/politics/security/magazine/15-12/ff_futurewar?currentPage=all (accédé le 28 novembre 2007).

⁵²⁶ Il est difficile de dater avec précision l'apparition du terme dans les discours militaires américains, ni d'en trouver l'origine. Mais nous avons constaté que ce mot était largement en usage dans les briefings, conférences de presse, présentation powerpoint et interviews des officiers déployés en Irak à partir de la période 2007-2008.

⁵²⁷ Si « Bing » West le traduit par influence, d'autres tels que Radjiv Chandrasekaran ou Anthony Shahid en font l'équivalent de « connections personnelles ». « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, p.190 par exemple, Radjiv Chandrasekaran, « Gamble Brings Old Uniforms Back into Style », *The Washington Post*, 7 mai 2004; Anthony Shahid, « For Rebuilders of Sadr City, Gratitude Tainted by Mistrust », *The Washington Post*, 17 décembre 2004.

⁵²⁸ Dès 2003-2004, les officiers prennent conscience de la nécessité de cartographier les réseaux afin d'identifier les individus clés et de retracer les relations. Mais ce procédé relève davantage du travail de police que de la compétence culturelle.

L'établissement de ces connections qui permettent aux militaires américains de s'immerger dans les réseaux sociopolitiques nécessite deux prérequis. Il s'agit d'abord de créer l'occasion de ces relations et de les entretenir. Mais aussi de faire preuve de connaissance de l'environnement irakien. Cela explique sans doute qu'avant de se généraliser dans les unités régulières, ces relations soient en premier lieu l'œuvre d'officiers des forces spéciales ou des actions civilo-militaires⁵²⁹. Du fait de leur autonomie opérationnelle et de leurs procédures non conventionnelles, ces soldats sont plus à même d'avoir développé des connaissances particulières sur l'environnement dans lequel ils opèrent (le colonel King connaît bien le Coran par exemple), mais aussi de prendre l'initiative d'entrer en relations avec des détenteurs locaux du pouvoir. Boire le thé, n'utiliser que sa main droite, négocier et écouter les « cheiks » pendant de longues heures, leur témoigner de la déférence sans être obséquieux sont ainsi le quotidien de nombre d'entre eux. A partir de 2006, à l'instar du capitaine Travis Patriquin – ancien sous-officier des forces spéciales travaillant au sein de l'état-major du colonel McMaster – à Tal Afar, les commandants de compagnie, de bataillons et de brigades en font une routine⁵³⁰. L'insertion de ces prises de contact dans la séquence des opérations peut différer. A Tal Afar, le capitaine Patriquin négocie avec les hommes influents de la cité ottomane ainsi qu'avec ceux des campagnes alentours pendant le bouclage qui précède l'installation des troupes dans la ville. Lors du *surge*, ces contacts sont le plus souvent établis une fois les unités installées au sein de leurs postes avancés. Dans le premier cas, il s'agit d'isoler par avance les insurgés alors que le second illustre une tentative d'ancrage des militaires américains dans le tissu social au niveau local⁵³¹.

Mais l'objectif est également d'utiliser les relations ainsi créées pour modifier la perception locale des Américains. David Kilcullen insiste sur la nécessité de jouer le jeu des mécanismes de régulation des conflits selon les règles locales, afin de faciliter la réconciliation⁵³². Selon lui, l'essentiel n'est pas simplement d'arriver à un arrangement (sur

⁵²⁹ Ainsi par exemple d'un sous-officier supérieur des Bérets Verts interviewé par Ann Scott Tyson, « In a Volatile Region of Iraq, U.S. Military Takes Two Paths », *The Washington Post*, 15 septembre 2006 ou encore du colonel Alan King, officier des actions civilo-militaires. Alan King, *Twice-Armed : An American Soldier's Battle for Hearts and Minds in Iraq*, Saint Paul: Zenith Press, 2006.

⁵³⁰ A tel point que la hantise de « boire du *chai* » avec un cheik est une plaisanterie répandue parmi les officiers déployés en Iraq en 2007-2008. E-mail du lieutenant-colonel Douglas Ollivant, 25 septembre 2009. Voir aussi les fils de discussions s'y rapportant sur le forum du *Small War journal*.

⁵³¹ En retour, les interlocuteurs des Américains cherchent à étendre leur influence et leur pouvoir à travers ces relations. Cela sera examinée dans la seconde section du présent chapitre.

⁵³² David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla, op.cit.*, pp.166-173.

les intérêts) mais bien d'instaurer des relations de confiance et d'amitié, aussi bien entre Américains et Irakiens, qu'entre ces derniers⁵³³. Lors de son arrivée en Irak en février 2007, Kilcullen reconnaît l'importance du mécanisme tribal de réconciliation appelé *sulh*. Celui-ci s'appuie sur le rôle médiateur du détenteur du pouvoir, qui favorise arrangement et réconciliation entre parties en conflit. Ce système permet donc de résoudre les conflits mais également de soutenir l'influence du cheik, celui-ci étant reconnu comme tel en raison de son attitude et de sa capacité à arbitrer les différends. Plusieurs problèmes se posent cependant aux Américains : le fait que ce mécanisme est tombé en désuétude hors des régions rurales et qu'il s'agit d'un processus qui implique les membres d'un même groupe (les étrangers en sont exclus).

Pourtant, ces obstacles peuvent être levés. A condition d'abord que les Américains parviennent à montrer leur connaissance du mécanisme et à faire appel à un cheik pour mener les négociations, sans que celui-ci ne puisse souffrir de représailles de la part des insurgés. Cela nécessite donc la présence, mais aussi de s'adresser aux individus susceptibles d'apparaître comme responsables de la résolution des conflits dans la zone d'opérations (ceux-ci pouvant arguer de ce fait pour ne pas être obligé de reconnaître qu'ils enclenchent le mécanisme à la demande d'un officier américain). En second lieu, certains officiers peuvent se comporter de telle sorte que leur soit reconnu le statut de cheik par les détenteurs locaux du pouvoir⁵³⁴. Là également, cela demande une gestion des relations interculturelles qui passe par l'empathie et l'immersion. Comme le note Kilcullen à propos d'officiers du Corps des Marines en Anbar, « *certaines d'entre eux ont consciemment adopté le comportement attendu d'un cheik dans la société tribale irakienne, ce qui leur a permis de gagner le respect de la communauté et de construire des relations de réciprocité et d'être traité comme un pair par les élites locales* »⁵³⁵.

⁵³³ La notion de réconciliation qu'il promeut comprend donc les deux aspects de résolution des conflits et de restauration de relations cordiales.

⁵³⁴ C'est le cas pour le colonel Alan King, *Twice-Armed, op.cit.*, p.182, pour le colonel Peter Mansoor accueilli à une assemblée de district à Bagdad aux cris de « cheik Mansoor ! Cheik Mansoor », *Baghdad At Sunrise, op.cit.* p.213, ou encore pour un jeune capitaine des Marines qui doit se vêtir traditionnellement pour traiter avec ses interlocuteurs d'égal à égal : Montgomery McFate, « Anthropology and Counterinsurgency : The Strange Story of their Curious Relationships », *Military Review*, vol. LXXXV, n°2, mars-avril 2005, p.25, Leonard Wong, *Developing Adaptive Leaders : The Crucible Experience of Operation Iraqi Freedom*, Carlisle: Strategic Studies Institute, juillet 2004, p.14. Mais le cas le plus emblématique est celui du capitaine Travis Patriquin: tué en décembre 2006, le cheik Sattar Abou Risha – chef nominal du mouvement du « Réveil » - le nomme membre honoraire de la tribu Abou Risha : Thomas E. Ricks, *The Gamble, op.cit.*, p.67.

⁵³⁵ David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla, op. cit.*, p.169. Kilcullen s'appuie sur les notes prises sur le terrain, en résonance avec sa formation d'ethnologue et sa formation à « l'observation participante ». E-mail de David Kilcullen, 25 octobre 2009.

Or, cette approche de la résolution des conflits par des mécanismes ayant une forte signification aux yeux des populations locales présente un autre avantage. Si elle permet bien d'aller au-delà de l'attitude technocratique des *solatia*, elle est aussi un atout dans l'arbitrage des conflits entre Irakiens⁵³⁶. Autrement dit, la connaissance culturelle n'est plus seulement affaire de compétence à comprendre les représentations et les mécanismes sociaux de l'autre. Elle est également un outil au service d'objectifs militaires et politiques.

La culture comme connaissance : le *Human Terrain System* et ses enjeux tactiques, éthiques et politiques

Au sein des institutions militaires, la nécessité de doter les unités déployées de capacités de gestions des relations interculturelles aboutit à la création du *Human Terrain System* (HTS). Celui-ci s'inscrit en premier lieu dans les réflexions stratégiques et doctrinales sur le « terrain humain ». Ce terme remontant aux débats sur la guerre urbaine dans les années 1970 est réactualisé dans les années 1990 lorsque est définie la doctrine de MOUT (*Military Operations on Urban Terrain*) des Marines⁵³⁷. Il désigne l'ensemble des facteurs socioculturels, politiques et économiques qui imprègnent l'environnement opérationnel. Au même titre que le terrain physique et que la doctrine de l'ennemi, l'analyse du « terrain humain » doit donc entrer en lice dans l'élaboration de la décision opérationnelle à tous les échelons du commandement, y compris ceux de la section ou du groupe de combat⁵³⁸. L'impératif de formation à la culture de théâtre est institutionnalisé par le Commandant du Corps des Marines Hagee dans sa directive « à tous les Marines » ALMAR 018/05 d'avril 2005. Le général Hagee est suivi par son équivalent dans l'*Army*, le général Schoemaker,

⁵³⁶ Le lieutenant-colonel Joseph L'Etoile, commandant le 2/7 bataillon des Marines à Anbar en 2005 (puis à nouveau en 2007), utilise cet atout de manière décisive en mettant fin au conflit entre deux cheiks de Falloudja. « Bing » West, « A Tale of Two Sheiks », *Slate Magazine*, 29 septembre 2005.

⁵³⁷ Voir son lien avec les notions de « caporal stratégique » et de « guerre des trois pâtés de maison » du général Charles Krulak, « The Strategic Corporal : Leadership in the Three-Blocks War », *Marine Magazine*, Janvier 1999, Terry Terriff, « Of Romans and Dragons : Preparing The US Marine Corps for Future Warfare », *Contemporary Security Policy*, vol. 28, n°1, avril 2007, pp.143-162. Lire aussi l'article de Ralph Peters, « Our soldiers, Their cities », *Parameters*, printemps 1996, pp.43-50.

⁵³⁸ Ainsi par exemple du développement du système *Intelligence Preparation of the Battlefield* par le USMC/USA COIN Center of Excellence de Fort Leavenworth. Un ensemble de présentations est accessible en ligne sur : [https://coin.harmonieweb.org/Knowledge%20Center/LW Consolidated Base Briefings3NOV08.zip](https://coin.harmonieweb.org/Knowledge%20Center/LW%20Consolidated%20Base%20Briefings3NOV08.zip) (accédé le 3 novembre 2008).

ancien commandant de l'US *Special Operations Command*. Des *culture centers* sont mis en place en mai 2005 chez les Marines et février 2006 dans l'*Army*. Leur mission est de fournir une préparation culturelle et linguistique préalable au déploiement sur le théâtre, mais également de nourrir la formation professionnelle continue des officiers, sous-officiers et militaires du rang. Bénéficiant des retours d'expérience les plus récents, ces organismes n'ont pas pour vocation la diffusion de ces compétences dans l'ensemble des unités en Irak. Il faut donc faire appel à des solutions technologiques (traducteurs automatiques) et à des personnels intégrés parmi les militaires (interprètes ou scientifiques). Ces réformes visent le développement de compétences en gestion interculturelle au sein des institutions militaires. Elles s'inscrivent dans la volonté d'adaptation des armées aux défis contemporains, en réponse à la demande exprimée par le pouvoir politique.

La création du HTS procède d'une logique différente : elle vise à faire collaborer les disciplines universitaires avec les unités déployées sur des théâtres extérieurs et qui manquent des éléments nécessaires pour appréhender leur environnement. Cette collaboration doit permettre de tirer parti de connaissances spécialisées sur les sociétés et les aires culturelles dans le cadre de l'action tactique. A l'origine de ce projet se trouve l'anthropologue Montgomery McFate. Diplômée de Yale, sa thèse de doctorat porte sur les conditions sociales et culturelles à l'origine du soutien de la communauté catholique à l'IRA provisoire et les difficultés posées à la contre-insurrection menée par les Britanniques en Ulster entre 1969 et 1982⁵³⁹. Employée entre 2003 et 2005 par l'*Office of Naval Research*, un organisme de la *Navy* chargé de mettre en lien projets scientifiques et déploiements opérationnels, elle milite pour resserrer les liens entre la connaissance anthropologique et action militaire. Elle publie trois articles sur le sujet dans trois numéros successifs de la *Military Review*. Dans celui de mars-avril 2005, elle tente de réhabiliter les relations anciennes entre ethnologues et militaires mises à mal par un courant critique dénonçant le rôle des premiers lors de la seconde guerre mondiale et de la guerre froide⁵⁴⁰. Dans le second article paru dans le numéro de mai-juin

⁵³⁹ Tout comme David Kilcullen, McFate est donc convaincue de l'importance du savoir produit par les recherches ethnologiques sur les opérations militaires en contre-insurrection.

⁵⁴⁰ McFate, « Anthropology and Counterinsurgency », *art. cit.* Selon elle, les « *forces de la coalition en Irak doivent identifier et tirer profit des structures tribales qui sous-tendent l'organisation du pays* ». Pour certains anthropologues, le savoir des sciences sociales a été détourné de son but premier pour aider à des programmes de manipulations, d'assassinats ciblés ou d'instrumentalisation des populations locales. David Price, « Lessons from World War II Anthropology », *Anthropology Today*, vol.18, n°3, juin 2002, pp.14-20, David Price, « Buying a piece of Anthropology, part 1 », *Anthropology Today*, vol.23, n°3, juin 2007, pp.8-13, et « Buying a piece of Anthropology, part 2 », *Anthropology Today*, vol.23, n°5, octobre 2007, pp.17-22. Selon McFate, qui se définit comme une progressiste, la connaissance culturelle est un outil susceptible de mieux protéger les civils car permettant d'accroître la compréhension entre eux et les militaires américains ainsi qu'un usage plus sélectif de

2005, McFate expose exposait la nécessité de mieux connaître le contexte social local pour combattre la prolifération des Engins Explosifs Improvisés (IED). Cette connaissance intime de la société locale devrait selon elle permettre d'agir en amont et, à terme, de sécuriser l'environnement humain⁵⁴¹. Enfin, le numéro de juillet-août 2005 comprend un article coécrit avec Andrea Jackson – directrice de recherche au sein d'une entreprise spécialisée dans la formation culturelle des membres du renseignement militaire – dans lequel les deux femmes explicitent leur projet de Bureau pour la connaissance culturelle opérationnelle proposé au Pentagone⁵⁴². L'objectif proposé est d'utiliser des ethnologues connectés aux services de renseignement et au commandement militaire afin d'accomplir cinq missions : la conduite de recherches sur le terrain, la formation des troupes, la recherche socioculturelle sur des aires d'intérêts stratégiques, le conseil aux officiers dans la planification des opérations, et la mise sur pied d'une base de données utilisables par les décideurs sur le terrain.

La postérité de Montgomery McFate est double. Dans un premier temps, elle est engagée dans l'équipe rassemblée par John Nagl et Conrad Crane pour rédiger le FM 3-24. Elle est l'auteur de l'annexe sur la connaissance culturelle, qui suscite des critiques de la part des universitaires hostiles à l'implication de chercheurs dans l'action militaire⁵⁴³. Dans un deuxième temps, son projet est repris par le *Foreign Military Studies Institute* de l'Army qui est chargé d'élaborer le projet HTS. Jacob Kipp, à l'origine de la réflexion, ajoute à l'idée initiale de McFate – qui collabore à la mise en place du HTS – la nécessité de reprendre le modèle des CORDS (*Civil Operations Revolutionary Development Support*) de la guerre du

la force. Nina Burleigh, « McFate's Mission », *Wired Magazine*, septembre 2007, pp.122-127. De plus, « *la discipline [anthropologique] a été inventée pour soutenir la guerre dans les zones tribales* » et elle retourne donc à ses origines : Montgomery McFate, « The Military Utility of Understanding Adversary Culture », *Joint Forces Quarterly*, n°38, automne 2005, pp.42-48.

⁵⁴¹ Montgomery McFate, « The Social Context of IEDs », *Military Review*, vol. LXXXV, n°3, mai-juin 2005, pp.37-40. L'auteur dénonce l'insuffisance des procédures de lutte contre les IED (réactives et visant les symptômes plutôt que les causes) ainsi que le coût des programmes lancés par le Pentagone (notamment la *Joint IED Task Force* de 2004 transformée en *Joint IED Defeat Organization* par la directive 2000.19E du Pentagone et dont la mission est « d'attaquer les réseaux, de contre les engins explosifs et d'entraîner les forces ». Ses tâches l'ont surtout entraînée vers la recherche de solutions technologiques coûteuses).

⁵⁴² Montgomery McFate et Andrea Jackson, « An Organizational Solution for DoD's Cultural Knowledge Needs », *Military Review*, vol. LXXXV, n°4, juillet-août 2005, pp.18-21. L'article comprend un résumé du projet proposé au département de la Défense, et notamment une proposition de dispositif organisationnel au sein du ministère comme sur les théâtres d'opérations. S'y trouve aussi cette affirmation selon laquelle « *le savoir socioculturel réduit la violence, engendre la stabilité, permet une meilleure gouvernance et améliore le processus de décision militaire* » (p.18).

⁵⁴³ C'est le cas notamment de David Price, « Pilfered Scholarship devastates General Petraeus' Counterinsurgency Manual », *Counterpunch*, 30 octobre 2007. L'anthropologue dénonce l'absence de tout appareil scientifique de référencement, ainsi que l'utilisation de concepts dépassés.

Vietnam⁵⁴⁴. La base du HTS est la mise en place d'équipes de recherches (HTT pour *Human Terrain Teams*) et d'analyse (RCC pour *Reachback Research Cells*) travaillant au profit des unités américaines en Irak. Ces groupes de 5 à 7 personnes, formés d'analystes du renseignement et de membres des forces spéciales (ou, à défaut, de réservistes spécialisés dans l'action civilo-militaires) doivent intégrer des chercheurs civils (au moins deux pour les HTT et trois pour les RCC). Ceux-ci reçoivent une formation militaire initiale et sont ensuite envoyés sur le terrain. Enfin, ces équipes travaillent avec des logiciels permettant la collecte, l'analyse et la diffusion des informations⁵⁴⁵. Le recrutement est confié à BAE system, et les premières équipes sont envoyées en Irak à l'été 2007, à raison d'une par brigade.

Le programme HTS est donc un outil de renseignement, dans lequel l'expertise culturelle des chercheurs civils est un multiplicateur d'efficacité. Cette instrumentalisation du savoir universitaire suscite critique et débats. Le programme est en effet rendu public en octobre 2007 par un article du *New York Times* qui révèle la présence d'ethnologues aux côtés des forces américaines en Afghanistan (mais aussi en Irak)⁵⁴⁶. Cette nouvelle suscite la condamnation de l'Association Américaine d'Anthropologie (AAA) le 31 octobre sur la base d'un risque de violation de son code de déontologie⁵⁴⁷. Ce code d'éthique, rédigé en 1971 après la révélation publique de dérives constatées au Vietnam, suppose en effet qu'un ethnologue doit conserver une attitude neutre lors de « l'observation participante » et travailler à préserver les populations locales des conséquences du savoir acquis à leur sujet. Au-delà des débats éthiques, certains anthropologues montent au créneau pour défendre l'autonomie du savoir universitaire par rapport à l'établissement de sécurité nationale : ils dénoncent le risque d'une militarisation du savoir académique et de la réduction des

⁵⁴⁴ Jacob Kipp, Lester Grau, Karl Prinslow et le capitaine Don Smith, « The Human Terrain System. A new CORDS for the 21st Century », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°5, septembre-octobre 2006, pp.8-15. Le programme CORDS, mis en place par Robert Komer en 1967, consistait à saper l'emprise du Vietcong sur la population sud-vietnamienne par un contrôle de celle-ci et l'élimination physique des membres de l'insurrection (programme *Phoenix*). Il s'agissait d'un réseau de renseignement, appuyé sur des milices rurales (pas loin de 500 000 hommes en 1971), et composé de petites équipes insérées au cœur des communautés villageoises.

⁵⁴⁵ *Ibid.* pp.13-14. Voir aussi Georges-Henri Bricet des Vallons, *Irak, terre mercenaire : les armées privées remplacent les troupes américaines*, Lausanne : Favre, 2009, pp.148-155.

⁵⁴⁶ David Rhode, « Army Enlists Anthropology in War Zones », *The New York Times*, 5 octobre 2007.

⁵⁴⁷ American Anthropological Association, *American Anthropological Association Executive Board Statement on the Human Terrain System Project*, 31 octobre 2007, accessible sur : <http://www.aaanet.org/about/Policies/statements/Human-Terrain-System-Statement.cfm> (accédé le 20 décembre 2007). Cette condamnation s'inscrit dans un contexte tendu pour l'AAA : en 2005 en effet, la CIA a mis en place le programme *Intelligence Community Scholars* (ICSP) destiné à reprendre son recrutement au sein des milieux universitaires. En 2006, l'AAA lève la motion de censure déposée en 1919 contre les travaux de l'ethnologue Franz Boas, limogé pour avoir révélé que des archéologues américains espionnaient les activités des officiers allemands en Amérique Centrale.

chercheurs à un statut de mercenaires⁵⁴⁸. En outre, ils s'en prennent violemment à David Kilcullen et à Montgomery McFate qu'ils accusent d'avoir mis la discipline universitaire au service de la « contre-insurrection » et de manquer de crédibilité sur le plan scientifique⁵⁴⁹. Les controverses se concentrent essentiellement sur la nature du métier de chercheur en sciences sociales et sur son utilité sociale. Elles s'ancrent dans une opposition radicale entre ceux qui dénoncent la militarisation du savoir académique et ceux qui promeuvent la nécessité de « cultiver » les militaires en les rendant sensibles aux particularités de la gestion des relations interculturelles.

La question de l'efficacité du programme HTS n'est donc pas réellement posée. Le budget du HTS ne cesse de croître entre 2007 et 2009, démontrant le succès de l'idée de McFate auprès des décideurs politiques et militaires : initialement doté de 20 millions de dollars, le programme reçoit un financement de 40 millions supplémentaires à la fin de l'année 2007, puis passe à 60 millions à 2008 et enfin à 150 millions en 2009⁵⁵⁰. Toutefois, des critiques apparaissent également au sein de l'institution militaire, et notamment de la part des officiers déployés en Irak : ceux-ci reprochent l'impréparation des chercheurs à la mission opérationnelle, l'obstacle posé par les HTT aux relations nouées avec les interlocuteurs locaux, le risque posé par le HTS au développement d'une véritable expertise au sein des armées ou encore le manque d'expertise réelle de nombreux ethnologues⁵⁵¹. Plus grave, dans une interview donné à Spencer Ackerman en décembre 2010, le colonel Steve Fondacaro – qui a dirigé le HTS de 2006 à juin 2010 – révèle que 30 à 40% des chercheurs recrutés n'auraient pas été suffisamment qualifié, en raison du manque de sérieux de BAE Systems pour contrôler l'expertise des candidats. En outre, nombre d'entre eux auraient posé des

⁵⁴⁸ Outre les articles déjà cités de David Price dans *Anthropology Today*, lire Roberto J. Gonzalez, « Toward Mercenary Anthropology ? », *Anthropology Today*, vol. 23 n°3, juin 2007, pp.14-19 ; Roberto J. Gonzalez, « Human Terrain : Past, present and future implications », *Anthropology Today*, vol. 24 n°1, février 2008, pp.21-26 ; Tom Hayden, « The New counterinsurgency », *The Nation*, 24 septembre 2007 ; Roberto Gonzalez et David Price, « When Anthropologists become Counter-insurgents », *Counterpunch*, 28 septembre 2007, Roberto Gonzalez, « Going Tribal : Notes on Pacification in the 21st Century », *Anthropology Today*, vol. 25, n°2, avril 2009, pp.15-19.

⁵⁴⁹ Montgomery McFate répond dans les colonnes de *Anthropology Today* en soulignant le caractère bénéfique du savoir académique pour les populations locales car il permet une attitude plus respectueuse des forces américaines, ainsi qu'une utilisation plus discriminée de la force. « Building Bridges or Burning Heretics : a Response to Gonzalez in this issue », *Anthropology Today*, vol. 23, n°3, juin 2007, p.21. McFate signe en se présentant comme member de l'*US Institute for Peace*, un *think tank* de l'*Army* chargé de la réflexion sur les opérations de maintien de la paix.

⁵⁵⁰ Georges-Henri Bricet des Vallons, *Irak : terre mercenaire*, op. cit., pp.153-154.

⁵⁵¹ Comme le major Ben Connable, un officier de renseignement du Corps des Marines spécialiste du Moyen-Orient, « All Our Eggs In a Broken Basket : How the Human Terrain System is Undermining Sustainable Cultural Military Competence », *Military Review*, vol. LXXXIX, n°3, mars-avril 2009, pp.57-64.

problèmes sur le terrain, allant jusqu'à commettre des crimes ou à se faire tuer⁵⁵². Déployées à partir de juillet 2007, les HTT n'ont pas réellement joué de rôle dans les opérations cruciales de 2006 ni du *surge*. Si on peut émettre l'hypothèse qu'elles ont accéléré la collecte et l'analyse du renseignement, on ne peut – en l'état actuel des informations encore classifiées – conclure à un rôle déterminant⁵⁵³. Un témoignage publié par le lieutenant-colonel de réserve Peter Pierce et le géographe Robert Kerr, respectivement *team leader* et *senior social scientist* de l'équipe HTT IZ-03, montre que le rôle a consisté essentiellement en deux tâches : l'analyse du renseignement dans la zone d'opération de leur brigade et les négociations avec des personnalités et des assemblées dans le but d'en accroître le rôle politique⁵⁵⁴. En revanche, il est possible d'interpréter le HTS à l'aune des débats internes à la communauté de défense des Etats-Unis et, plus largement, à la société américaine. Le choix de développer ce programme s'inscrit en effet dans les relations ambiguës entre universitaires et militaires (empreintes de méfiance, mais aussi de connivence). Il faut également le comprendre à la lumière d'une culture politique et stratégique dominante qui valorise la recherche de solutions miracles (*silver bullet*). Enfin, les mutations des relations entre la sphère privée et le département de la Défense expliquent aussi la naissance et le développement du programme⁵⁵⁵.

Portée, signification et efficacité de la gestion interculturelle :

Ces réformes et adaptations de la gestion des relations en contexte interculturel sont un des éléments les plus importants de la transformation des forces américaines en Irak. Si

⁵⁵² Spencer Ackerman, « Hundreds in Army Social Sciences Unqualified, Former Boss Says », *Danger Room*, 21 décembre 2010, accessible à l'adresse: <http://www.wired.com/dangerroom/2010/12/human-terrain-unqualified/> (accédé le 22 décembre 2010). A noter que ce constat concerne les deux théâtres afghans et irakiens. Il semble en effet que le HTS n'ait eu que peu d'effets en Irak du fait du déploiement tardif des équipes (juillet 2007). E-mail du lieutenant-colonel Douglas Ollivant, 25 septembre 2009.

⁵⁵³ Nous notons d'ailleurs qu'aucun compte-rendu rendu public sur les opérations en Irak en 2007-2008 (articles ou livres) ne fait mention des HTT et de leur rôle. Cela peut tenir à la nature confidentielle du programme, mais également prouver qu'il n'a eu qu'un rôle marginal.

⁵⁵⁴ Peter W. Pierce et Robert M. Kerr, « The Human Terrain System in NorthEast Baghdad : The View From the Team-Level », *e-international relations*, 20 août 2010. La HTT IZ-03 appartient aux douze équipes déployées en Irak. Elle est placée sous l'autorité de la 3^{ème} Brigade de la 4^{ème} division d'infanterie (Sadr City, Adhamiyah, Istiqlal). Les deux responsables de l'équipe admettent que leur rôle a été marginal.

⁵⁵⁵ Voir notamment Georges-Henri Bricet des Vallons, *L'entreprise de guerre au XXIème siècle : les sociétés militaires privées dans la politique étrangère et la stratégie militaire des Etats-Unis*, Thèse de doctorat en sciences politiques, Université Paris-V René Descartes, mars 2012.

Marines et Forces Spéciales revendiquent l'existence en leur sein d'une tradition ancienne dans les relations interculturelles, il n'en est pas de même pour l'essentiel de l'Army⁵⁵⁶. A ce titre, on assisterait à une mutation importante des institutions elles-mêmes, en réponse à l'impératif posé par le pouvoir politique de s'adapter aux « guerres irrégulières ». Pourtant, la déconnexion relative entre les organisations militaires d'une part, les troupes déployées sur le théâtre d'autre part, nuance cette prétention. En effet, les réformes menées au sein du Pentagone n'ont pas entamé les éléments dominants de la culture propre à ces organisations, ni entraîné des restructurations profondes. Les relations interculturelles sont encore perçues à travers le prisme de codes linguistiques et culturels qu'il suffirait d'élucider. A cette aune, la technologie reste considérée comme l'outil principal de cet effort, sans intériorisation du caractère dynamique des institutions et repères culturels du monde arabo-musulman⁵⁵⁷. Enfin, les priorités institutionnelles en termes d'équipement, de formation et de mission n'ont pas fondamentalement changé et n'intègrent l'impératif de faire acquérir une « compétence culturelle » que de manière marginale⁵⁵⁸. En d'autres termes, la prétention des Marines ou des Forces Spéciales – en tant qu'institutions – à détenir une expertise dans la gestion des relations interculturelles semble très exagérée.

En revanche, cette focalisation sur le facteur culturel s'inscrit dans une tendance plus lourde de la pensée stratégique américaine, au moins en ce qui concerne les organisations militaires. L'idée selon laquelle il serait possible de déterminer le comportement d'un acteur en fonction de ses codes culturels remonte à la fin de la guerre froide et n'a cessé de prendre

⁵⁵⁶ Voir les travaux de Max Boot, historien, membre du *Center for Foreign Relations* et proche du Corps des Marines : Max Boot, *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*, New-York : Barnes & Noble, 2002 (si l'ouvrage traite également de l'Army aux Philippines, il fait la part belle aux Marines et aux Forces Spéciales), Max Boot, « The Corps Should Look to Its Small-Wars Past », *Armed Forces Journal*, mars 2006. L'analyste Franck Hoffman, ancien officier supérieur du Corps des Marines, insiste aussi sur cette tradition de « contacts au sein des populations » pour expliquer les capacités d'adaptation de l'USMC en Irak : Franck G. Hoffman, « Neo-Classical Counterinsurgency ? », *Parameters*, été 2007, pp.71-87.

⁵⁵⁷ Comme le démontre la volonté de développer un traducteur automatique, par exemple sous la forme d'une application téléchargeable sur smartphone. La DARPA – agence de recherche et de développement du Département de la Défense – aurait dépensé près de 50 millions de \$ pour l'année 2011. Spencer Ackerman, « Psst, Military : There's Already a Universal Translator in the App Store », *Danger Room*, 19 avril 2011, accessible à l'adresse : <http://www.wired.com/dangerroom/2011/04/psst-military-theres-already-a-universal-translator-in-the-app-store/> (accédé le 20 avril 2011). Parallèlement, plusieurs industriels de l'armement ont fait des propositions en ce sens, Spencer Ackerman, « Raytheon Shows the Army a Universal Translator App », *Danger Room*, 10 octobre 2011, accessible à l'adresse : <http://www.wired.com/dangerroom/2011/10/universal-translator-app/> (accédé le 11 octobre 2011).

⁵⁵⁸ En février 2009, lors d'une visite au sein des unités de Marines déployées en Irak, le Commandant du Corps James Conway rappelle qu'il est « grand temps pour les Marines de reprendre du service en tant que force de combat » : Cami McCormick, « High Time to Move Marines to Afghanistan », *CBSNews*, 11 février 2009. Parallèlement, l'Army comme les Marines poursuivent les programmes d'acquisition d'armement datant d'avant le 11 Septembre : L'aéronef *Osprey* pour les seconds et le *Future Combat System* (numérisation) pour les premiers.

de l'ampleur surtout après les attentats du 11 Septembre⁵⁵⁹. Au départ conçue dans une optique de décision stratégique, la notion de « culture stratégique » s'étend ensuite à l'étude des organisations militaires et aux raisons des permanences et des changements en leur sein⁵⁶⁰. Avec l'invasion et l'occupation de l'Irak, la question de l'adaptation à la « contre-insurrection » conduit à s'interroger de nouveau sur la notion de culture comme facteur d'innovation ou d'inertie, en lien avec les impératifs d'adaptation définis notamment par Peter Schoemaker, alors chef d'état-major de l'Army⁵⁶¹. Ce tournant « culturaliste » est donc plutôt une attitude réflexive quant aux préférences des institutions pour les types de guerres auxquels elles se sont préparées, même si on peut y inclure également le souci de s'intéresser aux aires culturelles⁵⁶². Cependant, l'intérêt porté au lien entre facteur culturel et tactiques de l'insurrection – tout marginal qu'il soit – démontre le caractère normatif de l'interrogation sur la « culture stratégique ». Dans un article paru en 2004 dans la *Military Review*, le stratéguiste William Lind – influent au sein de la communauté de Défense – affirme ainsi que « *ce que nous appelons terrorisme n'est que la reprise des tactiques classiques de la cavalerie légère arabe, à laquelle il faut ajouter la technologie et l'action aux niveaux opératifs et stratégiques* »⁵⁶³. Autrement dit, il existe un décalage important entre le statut donné au facteur culturel au sein des institutions militaires et l'évolution observée dans les interactions avec la société irakienne.

C'est donc bien au niveau des unités déployées en Irak qu'il faut observer les principaux changements analysés plus haut. Cela à condition de ne pas estimer ces changements comme linéaires, généralisés ni même durables. En premier lieu car, en l'absence d'une recherche ethnographique systématique, il est difficile d'en mesurer l'ampleur. Il semble toutefois que ce fait concerne essentiellement des officiers⁵⁶⁴. En second

⁵⁵⁹ Le travail novateur de Jack Snyder, *The Soviet Strategic Culture : Implications for Limited Nuclear Operations*, Santa Monica: RAND, 1988 s'intéresse à la notion de « culture stratégique », entendue comme un ensemble homogène et fixe de valeurs, de significations et de codes qui déterminerait le comportement des Soviétiques.

⁵⁶⁰ Plusieurs travaux s'intéressent ainsi au rôle joué par le facteur culturel dans les stratégies américaines, britanniques ou françaises : voir notamment le numéro de *International Security* qui rassemble les contributions de Allastair Iain Johnston, « Thinking About Strategic Culture », vol.19, n°4, printemps 1995, pp.32-64, Elizabeth Kier, « Culture and Military Doctrine : France Between the Wars », pp.65-93 et Stephen P. Rosen, « Military Effectiveness : Why Society Matters », pp.5-31.

⁵⁶¹ C'est l'essence même du livre de John Nagl, *Eating Soup with a Knife*, *op.cit.*

⁵⁶² Patrick Porter, « Good Anthropology, Bad History : The Cultural Turn in Studying War », *Parameters*, été 2007, pp.45-58.

⁵⁶³ William S. Lind, « Understanding Fourth Generation War », *Military Review*, vol. LXXXIV, n°5, septembre-octobre 2004, p. 16.

⁵⁶⁴ Le major Owen West – fils de « Bing » West – semble montrer que certains sous-officiers et militaires du rang ont acquis une compétence suffisante pour s'insérer dans les réseaux de sociabilité irakiens et y exercer une

lieu, parce que les impératifs de nouer le contact avec des interlocuteurs locaux et d'entrer dans la logique du *wasta* ne se généralisent qu'en 2007-2008. Enfin et surtout, ces changements concernent des relations interpersonnelles, une expérience combattante individuelle, et qu'on ne saurait donc estimer son degré d'intériorisation mis à part quelques cas bien documentés⁵⁶⁵. Dans le cadre du présent travail, il importe néanmoins de considérer que des officiers américains ont su s'insérer dans les réseaux de sociabilité dans le cadre de leur mission. Cette attitude réflexive est évidente notamment lorsque les officiers américains prennent contact avec des interlocuteurs importants, y compris au sein des mouvements insurgés, afin de recenser leurs revendications. On le note par exemple chez le lieutenant-colonel Sassaman à Balad à l'automne 2003, chez le général Mattis auprès de l'imam As-Janabi à Falloudja en juin 2004, chez le capitaine Patriquin auprès des personnalités sunnites de Tal Afar au cours de l'été 2005 ou encore chez le lieutenant-colonel L'Etoile à Ramadi en juin 2005⁵⁶⁶.

Il est donc nécessaire de s'interroger sur l'efficacité et l'utilité de cette insertion dans les réseaux sociopolitiques au niveau local. Sur le plan tactique, le procédé s'apparente à la constitution d'un réseau de renseignement. L'information devient un service qui s'échange entre cheiks et officiers américains dans le cadre du *wasta*. De la même manière, les détenteurs locaux du pouvoir utilisent leurs propres réseaux et clients pour collecter des renseignements complémentaires sur les insurgés. Ils peuvent enfin user de leur influence pour persuader la population de collaborer aux recensements ou aux patrouilles menés par les militaires américains. Dans certains cas, les Américains autorisent les cheiks à mener leurs propres opérations contre les insurgés et ferment les yeux sur les événements appelés pudiquement « exécutions extrajudiciaires ». L'utilité politique se place sur deux aspects :

certaine influence. Mais cela ne concerne qu'un cas isolé et il est difficile, en l'absence de recherche systématique, de conclure sur ce sujet. L'hypothèse serait que l'intégration comme conseiller militaire au sein des unités irakiennes aurait été une condition de possibilité pour nouer de tels contacts. Major Owen West, *The Snake Eaters*, New-York : Simon & Schuster, 2012. L'auteur note notamment comment le statut d'officier facilite l'insertion dans les réseaux sociopolitiques, en rapport avec la culture dominante de l'ancienne armée irakienne où les officiers étaient considérés comme une élite et les sous-officiers ne jouaient aucun rôle (au contraire donc des Marines ou de l'Army).

⁵⁶⁵ Outre le cas des officiers soulignés plus haut, il faut signaler le lieutenant-colonel Ralph Kauzlarich, commandant d'un bataillon au nord-est de Bagdad durant le *surge* et dont l'histoire est racontée par David Finker, *De bons petits soldats*, Paris : Robert Laffont, 2010.

⁵⁶⁶ Dexter Filkins, *La guerre sans fin*, *op.cit.*, p.172., Département de la Défense, « Letter to Abdullah al-Janabi from Maj. Gen. James N. Mattis », *Command Chronology of 1st Marine Division*, Quantico : Alfred M. Gray Research Center, 2005 ; William Doyle, *A Soldier's Dream: Captain Travis Patriquin and the Awakening of Iraq*, New-York : NAL Hardcover, 2011, notamment les pp.78-83, « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, pp.94-95.

celui de l'acceptation par les populations locales et celui de leur contrôle. Concernant l'acceptation, la capacité d'un officier à agir selon le statut attendu d'un détenteur du pouvoir lui permet d'intégrer l'élite locale et de ne plus dépendre uniquement des moyens de coercition à sa disposition pour obtenir une allégeance d'ailleurs relative. D'autre part, sa légitimation s'inscrit aussi dans le lien créé avec un entrepreneur politique disposant lui-même de moyens de contrôle (soit par la coercition, soit par la légitimité) : l'officier et son unité bénéficient donc en quelque sorte de la protection et de la légitimité du détenteur du pouvoir. Concernant le contrôle, la capacité à s'inscrire au sein des élites locales permet de s'appuyer sur ces dernières pour assurer l'ordre ou la collaboration dans l'imposition ou le maintien de l'ordre⁵⁶⁷. Ce fait se constate notamment dans le processus de recrutement de la police locale, notamment en Anbar : dès lors que des hommes influents donnent leur aval à l'engagement au sein des forces de l'ordre (en échange de la promesse qu'ils resteront stationnés sur place), les effectifs augmentent sensiblement⁵⁶⁸. De manière plus précise encore, certains cheiks acceptent même de superviser le recrutement afin de garantir la loyauté de chacun des hommes qui prendra l'uniforme.

Cependant, les arrangements ainsi conclus n'ont pas pour seule conséquence d'accroître l'efficacité militaire. Ils permettent aussi aux militaires américains de peser sur les relations de pouvoir au niveau local. L'acceptation des officiers par leurs interlocuteurs dépend aussi de la perception de ces derniers vis-à-vis de l'influence qu'ils pourront tirer de leur collaboration. En d'autres termes, si les détenteurs locaux du pouvoir font profiter les militaires américains de leurs réseaux et de leurs influence, ils profitent également du soutien américain pour accroître ces derniers. Par le biais du recrutement d'auxiliaires de police, d'actions humanitaires financés par les Américains, certains cheiks augmentent la superficie de leur réseau d'influence et donc leur autorité⁵⁶⁹. En retour, cela signifie que les Américains peuvent subvertir les hiérarchies traditionnelles en choisissant de soutenir une personnalité disposant au départ d'une autorité moindre, mais désireuse de collaborer, face à des

⁵⁶⁷ Le lieutenant-colonel Joseph L'Etoile, commandant le 2/7 Marines pour un deuxième mandat, obtient ainsi l'accord de deux cheiks influents pour contrôler les abords et quartiers occidentaux de Falloudja, tandis que le général Allen – alors commandant l'ensemble des unités de la province d'Anbar – fait de multiples allers-retours vers Amman où s'est réfugié le cheik exerçant son autorité sur les tribus rurales de l'est de Falloudja : « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, p.259.

⁵⁶⁸ C'est le cas avec les 120 hommes recrutés au sein de la tribu *Alwani* par le gouvernement d'Anbar en novembre 2006. *Ibid.*, p.209.

⁵⁶⁹ *Ibid.*, pp.289-292 ; colonel Sean McFarland et major Niel Smith, « Anbar Awakens : the Tipping Point », *Military Review*, vol. LXXXVIII, n°3, mars-avril 2008, pp.43-44.

personnages plus influents mais plus réticents⁵⁷⁰. C'est notamment le cas pour des interlocuteurs marginalisés par l'influence d'AQI et qui ont intérêt à soutenir les Américains contre leurs rivaux ayant profité du contrôle exercé par l'organisation djihadiste⁵⁷¹. Par conséquent, si les officiers américains gagnent en légitimité, c'est bien sur la base d'un consensus défini auprès de personnalités locales et non directement auprès des populations.

Toutefois, cette action de levier sur les relations locales de pouvoir n'est pas nécessairement une preuve d'efficacité de la part des officiers américains. En réalité, la construction de relations d'influence réciproques dépend plus de l'initiative des personnalités locales que de celles des militaires américains. Ceux-ci s'attèlent bien à la tâche de négocier avec ceux qu'ils perçoivent comme des interlocuteurs influents. Mais la collaboration de ces derniers est fonction de leur intérêt à le faire. L'insertion dans les relations de pouvoir n'est pas une garantie de succès et repose sur la négociation permanente du consensus. Par conséquent, l'établissement de relations de réciprocité dans le cadre de la *wasta* ne signifie pas que les Américains ont une connaissance fine des réseaux de pouvoir ni même une capacité absolue à instrumentaliser ces derniers à leur profit. La capacité d'agir et d'influer sur l'environnement reste donc limitée par l'autonomie des acteurs locaux.

Ainsi, la « contre-insurrection culturelle » produit davantage d'effets sur la culture dominante des militaires américains (au moins ceux qui sont déployés) que directement sur les actions de ceux-ci sur la société irakienne. D'un côté en effet, les cours de « sensibilité » ou de « compétence » culturelle renforcent les présupposés orientalistes et le sentiment d'anormalité des réactions irakiennes aux impératifs tactiques américains (cas des rangers sur

⁵⁷⁰ C'est le cas du cheik Abdul Sattar Buzaigh Abu Risha – présenté comme à l'origine de la coalition de leaders sunnites dans le mouvement du « Réveil » d'Anbar – qui ajoute à sa relative jeunesse le fait qu'il n'appartient pas au cercle des cheiks détenant le pouvoir dans la province. « Bing » West le décrit d'ailleurs comme un « *midlevel sheik* », voir « Bing » West, *The Strongest Tribe, op.cit.*, p.173. Néanmoins, Abdul Sattar contrôle une grande partie des routes de la contrebande à l'ouest de Ramadi, ce qui lui donne un rôle plus important que son autorité supposée selon les critères hiérarchiques en vigueur dans le système tribal anbarite. Joshua Partlow, Ann Scott Tyson et Robin Wright, « Bomb Kills a Key Sunni Ally of US », *The Washington Post*, 14 septembre 2007.

⁵⁷¹ En Anbar par exemple, AQI s'entend avec certaines personnalités pour partager le contrôle de la contrebande avec la Syrie. Si l'organisation s'appuie sur une rhétorique dénonçant la nécessaire alliance des Sunnites contre les Américains et contre les « hérétiques » (*takfiri*), son hégémonie repose aussi sur les arrangements négociés – ou imposés par la menace – avec des hommes et des réseaux influents (hommes d'affaires, cheiks, personnalités religieuses). On retrouve donc un modèle de contrôle de l'allégeance politique qui repose à la fois sur le modèle de coercition compétitif (peur et sécurité), sur la mobilisation des catégories identitaires et sur l'insertion dans les réseaux sociopolitiques au niveau local (insertion parfois concrétisée par des alliances matrimoniales selon David Kilcullen, « Anatomy of a Tribal Revolt », *Small Wars Journal*, 29 août 2007).

la nuque par exemple.). De l'autre, les interactions avec les Irakiens créent de nouvelles normes qui s'insèrent dans la formation au déploiement (comme l'importance de s'appuyer sur l'influence ou de prendre part aux jeux politiques locaux). Le principal effet du « tournant culturaliste » est donc de modifier les comportements et l'apparence des soldats américains, mais ne suffit pas à leur permettre de comprendre et modifier l'environnement selon leurs désirs.

De fait, l'empathie est nécessaire mais ne se substitue pas à la coercition. Imposer sa volonté dans un contexte de légitimité contestée ne peut en effet se passer de la force. En revanche, le fait de nouer des contacts et de s'insérer dans les réseaux au niveau local sont des conditions de possibilité pour un usage plus sélectif de celle-ci.

Section 2 : une ingénierie sociale et politique limitée

La localisation de l'action des militaires américains permet d'intervenir plus efficacement dans le modelage des dynamiques politiques et sociales. Associée à la construction de relations de patronage ou de clientélisme avec des interlocuteurs capables d'avoir une action au niveau local, elle permet une reconquête politique de certaines zones de l'Irak. Partant de cet échelon local, elle précède ou accompagne la campagne militaire – notamment en Anbar – et produit des effets à l'échelon national. Néanmoins, les effets produits ainsi que leurs causes ne procèdent pas de processus linéaires mais dépendent étroitement d'une dialectique d'autonomie et de subordination entre les Américains et les acteurs irakiens.

Les modalités d'une reconquête politique par l'action militaire :

On ne peut expliquer les succès tactiques américains par la seule campagne militaire de 2007-2008. En premier lieu, parce que les conditions politiques qui les permettent s'élaborent dès 2006. En second lieu car si cette campagne permet d'accélérer les processus

politiques, ce n'est pas seulement en raison des opérations militaires élaborées par Raymond Odierno. En d'autres termes, une étude limitée à l'histoire militaire du *surge* ne permet pas de saisir pourquoi et comment les Américains ont été capables de modifier les dynamiques sécuritaires, politiques et sociales. Notre hypothèse est que l'action des militaires au niveau local a joué un rôle primordial. Une approche ascendante de la recomposition politique est formalisée en 2007-2008 à partir des retours d'expériences et des gains accumulés lors de l'année précédente, notamment auprès des communautés sunnites aux niveaux local, provincial et national.

Il est donc nécessaire d'analyser les modalités de l'action militaire au niveau local pour saisir la manière dont celle-ci participe à la recomposition de l'ordre politique et social. Ces modalités s'articulent autour de trois composantes : la coercition, la réforme du secteur de la sécurité et l'arme financière.

Sur le premier point, l'usage de la force doit permettre de modeler les conditions qui permettront ensuite l'établissement de procédures davantage orientées vers des actions de police, c'est-à-dire de maintien de l'ordre. Il s'agit simultanément de renverser un certain ordre, celui que les insurgés – notamment djihadistes – cherchent à imposer dans les zones qu'ils contrôlent, afin de lui substituer un nouveau, lequel s'appuie sur une utilisation décroissante de la force. Le schéma tactique idéal consiste ainsi à passer d'unités exclusivement militaires et étrangères, à des forces de sécurité locales puis à des forces de police. Dans les faits, ces trois phases se chevauchent étroitement, comme l'illustre le cas de la bataille pour Ramadi (été 2006-été 2007)⁵⁷². Dans la capitale provinciale de la province d'Anbar, les brigades américaines installent par la force des postes de sécurité armés par des policiers irakiens recrutés localement. Dans un premier temps, ces derniers sont appuyés par la force militaire, avant de s'y substituer presque totalement. En d'autres termes, l'élément central est l'adoption de procédures policières reposant sur un usage sélectif de la force. Le quadrillage de l'espace urbain par l'installation de commissariats ou d'avant-postes de combat caractérise ainsi la reconquête de Ramadi comme de Falloudja (opération *Alljah* juillet-septembre 2007).

⁵⁷² Sean McFarland et Niel Smith, « Anbar Awakens », *art. cit.*, « Bing » West, *The Strongest Tribe, op.cit.*, pp.172-179.

Parallèlement à cette occupation de l'espace, les Américains recourent aux forces spéciales comme outil dans une stratégie de décapitation des organisations « extrémistes ». Utilisées durant l'invasion pour tromper sur les axes de pénétration américains, s'emparer de points stratégiques et encadrer les milices kurdes afin d'ouvrir un second front, leurs missions consistent ensuite à capturer les membres de l'appareil baasiste et à empêcher que les armes de destruction massives tombent aux mains d'Al Qaïda. A partir de 2004, les unités « noires » du *Special Operations Command* sont chargés de détenir et d'interroger tous les membres potentiels d'AQI afin de capturer ou de tuer Abou Moussab As-Zarqaoui⁵⁷³. Au contraire, les unités « blanches » du *Combined Joint Special Operations Task-Force Arabian Peninsula*, - formées par des « bérets verts » de l'Army – ont pour mission d'encadrer la formation de l'armée irakienne.

Lors de la campagne de 2007-2008, les forces spéciales sous les ordres du général McChrystal sont associées aux unités paramilitaires de la CIA au sein de *fusion cells* dont le rôle est de collecter, d'analyser puis de disséminer les renseignements obtenus lors de raids de nuit destinés à capturer des succès, cela afin de permettre d'autres arrestations⁵⁷⁴. Ce système leur permet de mener de six à douze raids par nuit, près de 80% d'entre eux visant l'organisation d'AQI, les 20% restant ciblant les milices chiites « renégates » issue de l'Armée du Mahdi de Moqtada As-Sadr. Or, ces missions présentent de hauts risques politiques, car elles doivent être autorisées par le premier ministre Nouri As-Maliki afin de préserver la souveraineté nominale du gouvernement irakien⁵⁷⁵. Car, si elles garantissent un usage sélectif de la force, ces missions révèlent les dilemmes liés au modèle compétitif de coercition. La discrimination permet de séparer distinctement la population des insurgés, et de confirmer le statut « criminel » de ces derniers (puisque ces raids sont similaires à des arrestations policières). Mais contrairement aux opérations menées par les forces

⁵⁷³ C'est le cas notamment de la *Task Force 6-26*, personnellement chargée par Stanley McChrystal, alors commandant du *Joint Special Operations Command*, de trouver le leader d'AQI. En dépit du succès final de leur mission (Zarqaoui est tué dans un raid aérien le 11 juin 2006 près de Baquouba), les hommes de cette unité sont accusés de mauvais traitements sur les détenus du Camp Zama. Mark Bowden, « The Ploy », *The Atlantic Magazine*, mai 2007, Inconnu, « In Hunt for Terrorists in Iraq, General is No Armchair Warrior », *The Washington Times*, 2 octobre 2006; Eric Schmitt et Carolyn Marshall, « In Secret Unit's 'Black Room' », *art. cit.* Sous les ordres de McChrystal opèrent les unités de la TF-77 comprenant des éléments du 75ème régiment de Rangers, de la *Delta Force* et des commandos marines des *Navy Seals*. Leur mission traditionnelle est l'anti-terrorisme ou le contre-terrorisme.

⁵⁷⁴ Bob Woodward, *The War Within, op.cit.*, cite le qualificatif de « *collaborative warfare* » dans la bouche de Stanley McChrystal (chapitre 37); CNN, « Secret Killing Program is Key in Iraq, Woodward Says », *CNN*, 9 septembre 2008, Bob Woodward, « Why Did Violence Plummet? It Wasn't Just the Surge », *The Washington Post*, 8 septembre 2008.

⁵⁷⁵ Tom Shanker, « Special Operations : High Profile, But in Shadow », *The New York Times*, 29 mai 2007.

conventionnelles – qui associent militaires américains et forces de sécurité irakiennes – les raids des forces spéciales sont le fait d'une armée étrangère. Il faut ajouter que le mode opératoire (de nuit et en secret) est similaire à celui de certains groupes insurgés (notamment les milices chiites)⁵⁷⁶. En d'autres termes, l'utilisation des forces spéciales menace le schéma narratif que les Américains cherchent à imposer auprès des différentes composantes de la société irakienne.

L'usage de la coercition repose enfin sur deux procédés qui permettent ce double processus de renversement d'un ordre et de l'établissement d'un autre. Il s'agit des procédures de contrôle de la population qui installent, par la présence permanente manifestée par des patrouilles, l'habitude de l'ordre américain (ou promu par eux), mais qui servent également à collecter du renseignement dans la chasse aux insurgés et aux cellules terroristes. Le second procédé consiste à recruter des milices pour les tâches supplétives, notamment de sécurisation ou de garde des zones « nettoyées ». Contrairement à la terminologie officielle américaine, ces milices ne sont majoritairement pas des groupes d'autodéfense, ni un mouvement d'action collective rejetant les excès des insurgés djihadistes⁵⁷⁷. Ce sont le plus souvent d'anciennes unités insurgées, recrutées sur une base tribale, qui ont choisi l'alliance avec les Américains⁵⁷⁸. Ces derniers ont en effet cherché, d'abord de manière décentralisée et ad hoc, puis de manière systématique, à recruter des supplétifs pour pouvoir mener la sécurisation des zones limitrophes aux régions initialement ciblées. Mais antérieurement, l'objectif est politique : susciter un mouvement de fond de rejet d'Al-Qaïda en Irak. La manœuvre politique

⁵⁷⁶ Dans un certain sens, ces modes opératoires répondent à une stratégie semblable : celle de semer la terreur. Si il s'agit de l'effet principalement poursuivi par les milices chiites dans Bagdad en 2006, c'est davantage un effet secondaire pour les forces spéciales. Mais démanteler un réseau peut se faire par la capture ou la mort de ses membres les plus importants, ainsi que par des tactiques qui – parce qu'elles exercent une pression sur leur liberté de manœuvre – les obligent à se terrer ou à redoubler de sécurité par peur d'être arrêtés ou tués. Une distinction commode voudrait que, dans le premier cas, la terreur soit un élément de persuasion alors qu'elle serait davantage un outil de dissuasion dans le second.

⁵⁷⁷ La terminologie du Département de la Défense désigne ces groupes comme des « citoyens locaux inquiets » (*Concerned Local Citizens*), ce qui donne d'ailleurs naissance à un nouveau sigle qui témoigne de la volonté d'englober sous un même label des groupes et des individus aux motifs divers. David Mays, « Al Qaida in Iraq Losing, Thanks to Concerned Local Citizens », American Forces Press Service, 28 septembre 2007, David Mays, « Concerned Local Citizens Vastly Improve Security in Iraq's Diyala Province », American Forces Press Service, 12 octobre 2007. Ce terme peut faire écho aux milices de la guerre d'indépendance américaine et à la représentation d'une force armée citoyenne. A partir de janvier 2008, ces milices sont renommées en « Fils de l'Irak » (*Sons of Iraq SOI*) et inscrites dans un programme officiel de Désarmement, Démobilisation, Réintégration. Office of the Special Inspector General for Iraq Reconstruction, *Sons of Iraq Program : Results are Uncertain and Financial Control Were Weak*, Washington: Government Printing Office, janvier 2011.

⁵⁷⁸ Joshua Partlow, « What's In A Name ? US Rebrands Iraq's Ex-Insurgents », *The Washington Post*, 25 août 2007. L'article traite notamment des Brigades de la Révolution de 1920, d'obédience nationaliste, qui ont connu un schisme en mars 2007 entre une branche djihadiste et une branche proche du parti Baas. En réalité, le ralliement de ce mouvement aux « Fils de l'Irak » est le fruit de négociations menées au début de l'été par les militaires américains dans le sud de Bagdad. « Bing » West, *The Strongest Tribe*, op.cit., p.p.242-243.

s'adosse à l'utilité militaire de disposer de troupes locales. En échange de leur participation à l'effort stratégique, ces groupes bénéficient à la fois de l'argent du contribuable américain (300\$ par personnel, donnés au commandant de l'unité ou au cheik et dispensés par ce dernier) mais aussi de la liberté qui leur est donnée d'asseoir leur autorité sur une zone donnée. Autrement dit, il s'agit de produire un ordre social et politique favorable aux Américains, de manière indirecte. A terme, ces milices doivent être intégrées pour partie dans l'appareil de sécurité de l'Etat irakien⁵⁷⁹.

La formation des forces de sécurité locales est un élément clé dans l'établissement d'un ordre politique et sécuritaire, mais également d'un ordre social. De ce point de vue, elle marque la spécificité de l'action des militaires américains en contre-insurrection. De plus, elle est considérée comme une mesure du succès sécuritaire ou politique, puisque le retrait est théoriquement conditionné à leur opérationnalité. Les points forts de ce procédé sont deux éléments progressivement décantés de l'expérience américaine. En premier lieu, le mode de recrutement importe. Celui-ci doit être le plus possible local pour les missions de sécurité et la police, ceci afin de bénéficier des effets tactiques d'une telle génération de force⁵⁸⁰. Par ailleurs, la base géographique du recrutement peut également correspondre à l'établissement ou au renforcement d'un pouvoir des élites locales, si celles-ci sont impliquées dans le processus, comme c'est le cas dans les premiers temps de la reconquête de Ramadi en 2006, ou de Tal Afar en 2005. En revanche, les forces armées irakiennes sont destinées à amalgamer des composantes nationales diverses dans l'idée de renforcer le pouvoir central ou provincial et de compenser le risque centrifuge inhérent au processus de recrutement local. En second lieu, ces unités sont formées selon le principe du partenariat opérationnel, de manière à accélérer le cycle de génération des forces, à bénéficier d'effectifs supplémentaires dans la phase de stabilisation et à mettre en place les conditions d'un transfert de responsabilité,

⁵⁷⁹ Ces milices sont prises ensuite pour cible à la fois par les forces de sécurité du gouvernement et les insurgés : Richard Opiel et Solomon Moore, « Attacks Imperils US-Backed Militias in Iraq », *The New York Times*, 24 janvier 2008 ; Alissa J. Rubin, « Conflicts Deepens Between Local Iraqi Governments and US-Backed Sunni Groups », *The New York Times*, 10 février 2008, Sudarsan Raghavan et Amit R. Paley, « Sunni Forces Losing Patience with US », *The Washington Post*, 28 février 2008, Alissa J. Rubin et Rob Nordland, « Sunni Militiamen Say Iraq Didn't Keep Job Promises », *The New York Times*, 23 mars 2009. A noter la tendance à confondre ces milices avec la communauté sunnite.

⁵⁸⁰ Cela correspond aussi à une contrepartie de la part des personnalités influentes au niveau local : les forces de sécurité issues de leur réseau de patronage seront en mesure de les protéger contre les tentatives d'intimidation, mais également de leur assurer un contrôle partiel ou total des moyens de coercition au niveau local. Il semble aussi que la revendication de garder sur place les unités recrutées localement correspond à une demande sociale. « Bing » West, *The Strongest Tribe*, op.cit., p.172.

manifestant l'établissement du nouvel ordre. Initialement, le processus de formation comprenait plutôt l'intégration de petites équipes de conseillers militaires après un temps de formation initiale relativement court ou un partenariat avec une unité américaine. Toutefois, n'étaient pas pris en compte les problèmes endémiques liés à un recrutement partisan, à une formation insuffisante et à un équipement défectueux⁵⁸¹. A partir de 2007, la formation des Forces de Sécurité Irakiennes est incluse dans les opérations militaires elles-mêmes de manière à accroître les effectifs disponibles pour celles-ci mais aussi à former sur le tas⁵⁸².

Dès les premiers mois de l'occupation américaine en Irak, la création de Fonds d'Urgence destinés aux commandants de bataillon et de brigade manifeste la volonté d'intégrer progressivement l'action économique aux actions de sécurité. Bien entendu, l'usage qui est fait de cet argent dépend des zones d'opérations. Dans les régions considérées comme « zones de guerre » (notamment dans le fameux « Triangle sunnite »), il s'agit principalement d'obtenir des élites locales (cheiks, imams, hommes d'affaires et anciens militaires) une contrepartie pour la sécurité de la force. En outre, les officiers américains veulent compenser les effets de la « reconstruction par le haut » décidée par l'Autorité Provisoire de la Coalition. Car celle-ci s'appuie sur des projets de niveau national ou provincial confiés essentiellement à des entrepreneurs américains. Cette volonté s'incarne particulièrement dans la zone de Mossoul où la 101^{ème} division aéromobile de Petraeus entend faire participer les Irakiens à l'établissement (ou au rétablissement) de l'ordre social, politique et sécuritaire. Dans les régions « pacifiées » (comme le pays chiite du Sud), l'argent s'inscrit dans un volet « humanitaire » propre à la phase de stabilisation dans laquelle se sont lancés les Marines, puis les Britanniques et les contingents non-américains de la Coalition. Néanmoins, la difficulté à identifier clairement les réseaux réels du pouvoir ainsi que la faible influence des Américains sur ceux-ci favorise un double-jeu dont les conséquences sont contre-productives. Non seulement les fonds sont dépensés en pure perte, quand ils n'alimentent pas les caisses des mouvements insurgés, mais les bénéficiaires sont souvent dans l'incapacité (quand ils ne manquent pas clairement de la volonté) de faire cesser le harcèlement dont sont victimes les unités occupantes. Il faut également prendre en compte le différentiel de traitement entre

⁵⁸¹ « Bing » West, « Streetwise », *The Atlantic Magazine*, janvier-février 2007.

⁵⁸² Entretien avec le général Dubik, ancien commandant de la *Multinational Security Transition Command Iraq* en 2007-2008, Newport, 16 septembre 2009. James M. Dubik, « Building Security Forces and Ministerial Capacity : Iraq as a Primer », *Best Practices in Counterinsurgency*, vol. 1, Washington: Institute for the Study of War, août 2009.

Sunnites et Chiites dans les zones mixtes. Ainsi du bataillon du Lieutenant-colonel Sassaman à Samarra, qui organise des réunions avec les élites chiites dans le but de dispenser les dons de la puissance financière américaine, tandis que les villages et quartiers sunnites sont la cible d'opérations de ratissage, voire de bouclage, particulièrement agressives. Dans les régions chiites, l'action économique se heurte aux rivalités entre groupes partisans et milices, voire bandes criminelles, pour le contrôle des ressources et du pouvoir⁵⁸³. Ce mécanisme est renforcé par le peu de contrôle exercé par les militaires américains sur les destinataires des fonds et la réalisation des projets qui les conditionnent.

En revanche, l'arme financière devient centrale lors du *surge*. Une analyse des régions où les fonds ont été dépensés et des projets mis en place suggère que l'argent devient un levier tactique majeur⁵⁸⁴. Celui-ci ne vise plus à reconstruire, sans lien avec les opérations de sécurité, ni à « acheter » les élites locales dans le but de protéger la force. Désormais, il s'agit d'agir dans les trois phases tactiques (nettoyer-tenir-construire) afin de produire trois effets. Le premier, classique, correspond à l'impératif de normaliser la vie quotidienne des zones protégées. Ainsi, les fonds servent essentiellement à rouvrir des marchés, à prêter sous forme de microcrédits aux artisans locaux, ou encore à favoriser la remise en route des réseaux d'eau, d'électricité et de traitement des déchets. Le principe de l'action économique est de s'appuyer entièrement sur les acteurs locaux et de bâtir rapidement une infrastructure de services, à l'instar de ce qui existe dans les pays développés⁵⁸⁵. Le second effet poursuivi consiste à compenser pour les pertes humaines et matérielles produites par l'action militaire. Un troisième effet s'inscrit dans la volonté de construire un ordre social stable en promouvant ou consolidant des positions de pouvoir pour des acteurs préalablement choisis, dans le but

⁵⁸³ Lazar Marius, « Bassora : géopolitique d'une région chiite », *Hérodote* n°130, vol.3, 2008, pp.76-111

⁵⁸⁴ Voir la base de données établie par le Washington Post. « Iraq : Money as a Weapon », 2011, accessible sur : <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/business/cerp/> (accédé le 9 janvier 2011).

⁵⁸⁵ Les militaires américains peuvent s'appuyer sur les Equipes Provinciales de Reconstruction intégrées aux Brigades (ePRT) pour mener ces actions une fois la zone sécurisée. Initialement déployées en Afghanistan, des PRT sont établies dans les provinces du Kurdistan en novembre 2005 à l'initiative de l'ambassadeur Zalmay Khalizad, ce qui montre que leur fonctionnement est déconnecté des opérations militaires puisque ces régions sont sûres. En revanche, le *surge* accroît leur nombre, non seulement dans chacune des provinces irakiennes, mais également par l'établissement de 15 ePRT coordonnées avec les états-majors de brigade (échelon du district). Leur tâche consiste à coordonner l'effort de personnels du DoD, du Département d'Etat, du Département de la Justice et de USAID dans les missions de reconstruction des infrastructures administratives et économiques, ainsi que dans les programmes d'aide au développement. Elles opèrent selon une logique géographique, davantage intégrées aux opérations militaires dans la région de Bagdad, de ses couronnes périurbaines et de Anbar. Leurs missions ne consistent pas seulement à enclencher le développement économique ou à reconstruire des administrations, mais elles participent aussi aux négociations entre les différentes communautés et leurs représentants. Center for Army Lessons Learned, *Iraq PRT Handbook 11-03*, Fort Leavenworth : CALL, novembre 2010.

d'obtenir un recrutement de supplétifs, de donner les moyens aux élites locales d'exercer leur pouvoir (par la redistribution de la manne financière par ceux-ci) ou encore de les autonomiser partiellement de l'aide économique fournie par le gouvernement central, laquelle est trop souvent discriminante selon les politiques partisans, colorées ou non par des motifs ethnoconfessionnels. Parallèlement, l'arme financière a continué à servir d'incitations pour les zones non pacifiées, dans l'idée de les amener à coopérer avec la Coalition et à rejeter les insurgés⁵⁸⁶. Cette tactique couteuse (puisqu'elle a coûté approximativement 3 milliards de \$ au contribuable américain) participe donc pleinement à une ingénierie politique et sociale au niveau local.

Mais ces modalités doivent s'inscrire dans une narration cohérente afin de produire les effets voulus en termes identitaires. La modification des perceptions irakiennes résulte du discours que tiennent les militaires américains à leurs interlocuteurs mais aussi de leurs actes. En retour, le changement dans les représentations irakiennes influe positivement sur le résultats des actions. Aux débuts de l'occupation, la cohérence existe essentiellement entre les actions et les représentations américaines sur la société irakienne. Elle engendre en revanche une perception incohérente de la part des Irakiens du fait du double fossé entre le discours libérateur et l'assujettissement par la coercition d'une part, entre l'action menée dans les zones sunnites et les autres régions d'autre part. Durant la période 2006-2008, l'effort des militaires américains consiste donc à rendre cohérentes leurs actions en modifiant les représentations des Irakiens vis-à-vis d'eux-mêmes et des insurgés.

Pour cela, les officiers américains insérés dans les réseaux de sociabilité locaux utilisent des canaux d'influence susceptibles de faire circuler leurs discours. Alors que certains ont tenté de se servir des imams et des oulémas, d'autres sont passés par le canal des tribus⁵⁸⁷. Derrière l'unité de façade de la tribu et de la mosquée contre l'occupant américaine se cachent des rivalités, notamment pour exercer l'autorité sur les Sunnites : Conseil des Oulémas et Parti Islamique Irakien sont confrontés à la fois à AQI, aux partisans du Baas ainsi

⁵⁸⁶ Ce fait est précisé explicitement par David Kilcullen, « Dinosaurs vs. Mammals : Insurgents and Counterinsurgents Adaptation in Iraq, 2007 », Présentation devant la Rand Corporation, 8 mai 2008, diapositive 39.

⁵⁸⁷ Pour le premier cas, voir le lieutenant-colonel Drinkwine, commandant un bataillon de la 82^{ème} division aéroportée à Falloudja en 2003, le lieutenant-colonel Sassaman dans les campagnes autour de Balad dans la même période, ou le général Mattis en juin 2004. En revanche, le colonel McMaster et le lieutenant-colonel Christopher Hickey à Tal Afar, le lieutenant-colonel Joseph L'Etoile à Ramadi, le colonel McFarland et le capitaine Patriquin dans cette même ville, illustrent l'approche par les tribus.

qu'aux cheiks désireux de poursuivre leurs affaires loin des yeux du pouvoir central⁵⁸⁸. Si les interlocuteurs religieux, sunnites comme chiites, sont nombreux dans les débuts de l'occupation, c'est parce qu'ils s'installent dans le vide politique laissé par la chute du régime⁵⁸⁹. L'ayatollah Sistani prône un retrait effectif des religieux de la vie politique, mais ne se considère pas moins comme l'autorité morale des Chiites, attitude confortée par la déférence que lui témoignent les autorités civiles et militaires américaines. Au sein de la société sunnite, le champ religieux investit en effet les domaines politiques, sociaux et symboliques, en collaboration mais aussi en rivalité avec les leaders tribaux. A terme, du fait de la mobilisation armée croissante de la société sunnite, les imams sont marginalisés à la fois par AQI dans le champ religieux, et par les personnalités tribales dans le champ social. Ainsi, les militaires américains investissent-ils plutôt ce second canal à partir de la fin de l'année 2005 (Al Qaïm), alors qu'ils le dédaignent précédemment⁵⁹⁰.

Toutefois, ces deux réseaux et canaux d'influence empruntent au même vocabulaire où la rhétorique nationaliste se mêle aux catégories religieuses. Dans ce cadre, les militaires américains vont utiliser ces registres discursifs pour se désigner et désigner leurs ennemis comme étant ceux de la société irakienne, et de la société sunnite en particulier. Il en est ainsi de l'usage du vocable de *takfir/takfiri* par les Américains à partir de 2006. Désignant littéralement les « hérétiques », ce mot est utilisé dans les discours nationalistes et salafistes. Dans le premier cas, il s'agit de désigner les Chiites (arabes ou kurdes) comme des infidèles, en référence à l'identité sunnite qui se projette nécessairement dans le modèle de l'Etat irakien centraliste et unitaire. Il convient toutefois de noter qu'il est en concurrence avec le qualificatif de « perse » associé au gouvernement et aux forces armées irakiennes chiites

⁵⁸⁸ C'est le constat de Myriam Benraad « Du phénomène arabe sunnite irakien : recompositions sociales, paradoxes identitaires et bouleversements géopolitiques sous occupation (2003-2008) », *Hérodote*, n°130, vol. 3, 2008, pp.59-75. Selon

⁵⁸⁹ Comme le note le rapport de l'International Crisis Group, « The Next Iraqi War? Sectarianism and Civil Conflict », *Middle East Report*, n°52, 27 février 2006, « une fois le régime baasiste renversé et ses institutions démantelées ou discréditées, aucun autre centre viable de mobilisation [que les mosquées] n'a survécu » (p.21).

⁵⁹⁰ Pour des raisons liées aux mesures prises par la CPA contre l'établissement de milices, mais aussi du fait de la méconnaissance du phénomène tribal en Irak, les militaires américains ne donnent pas suite aux tentatives d'approches effectuées par des cheiks, que ce soit en 2003 ou en 2005, principalement en Anbar. Il s'agit ici notamment de l'exécution du CPA Order 91 et du « Transitional Administrative Law (TAL) », la « constitution provisoire » décrétée par le *Iraqi Governing Council* (IGC). Le TAL interdit les milices et « autres forces armées en dehors de l'autorité de l'Etat ». Il y eut néanmoins un accord avec la CPA pour intégrer les milices ayant soutenu l'invasion américano-britannique au sein des forces de sécurité irakiennes. L'Armée de Mahdi refusa de désarmer et devint donc une « milice illégale » alors que la brigade Badr du CSRII intégra largement la police nationale irakienne.

stationnées en Anbar⁵⁹¹. Alors que dans le discours salafiste, et notamment dans la rhétorique d'Al Qaïda depuis le milieu des années 1990, ce terme désigne les impies autant que les apostats⁵⁹². Les Américains retournent donc le terme contre les djihadistes, de manière à signifier que leurs tactiques (la guérilla contre les troupes américaines mais surtout le terrorisme contre les Irakiens) font d'eux de mauvais musulmans et des hérétiques. Si au départ, il semble que l'habitude de désigner les insurgés d'AQI sous ce nom proviennent des Irakiens eux-mêmes, son usage est explicitement recommandé par David Kilcullen justement pour bien montrer la distinction entre les « extrémistes » et les « réconciliables »⁵⁹³. Selon le juriste Jim Guirard et lui, l'utilisation de ce langage doit permettre de mettre en lumière aux yeux des Musulmans le caractère apostat de l'activité terroriste en raison de ses violations répétées du Coran⁵⁹⁴. Au contraire, les anciens insurgés ou opposants au nouvel Irak se voit qualifiés de « résistants », de « héros » ou de « martyrs »⁵⁹⁵. Tandis que la lutte contre AQI est assimilée à la résistance contre un ennemi étranger à l'Islam comme à l'Irak⁵⁹⁶. Cette capacité de labelliser les acteurs ainsi que leur lutte est donc un des éléments qui entrent dans la

⁵⁹¹ Il est aussi en concurrence avec le terme de *Rafidi* (ceux qui rejettent l'Islam). Voir Robin Simcox, « From Rhetoric to Target : The Islamic State of Iraq-Analysis », *CentralAsia News*, 7 juillet 2012.

⁵⁹² A noter que cette désignation de l'ennemi à l'intérieur de l'Oumma est minoritaire, en raison de la hantise de la *fitna* (division) au cœur de l'Islam.

⁵⁹³ « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, pp.268-270. Entretien avec Peter Mansoor, Newport, 16 septembre 2009, E-mail du lieutenant-colonel Julian D. Alford, 5 décembre 2009. Jim Guirard, « David Kilcullen's Call for a New Lexicon », *Small Wars Journal*, 29 juin 2007, accessible à l'adresse: <http://smallwarsjournal.com/blog/david-kilcullens-call-for-a-new-lexicon> (accédé le 1er septembre 2008), David Kilcullen, « New Paradigms for 21st Century Conflict », *Small Wars Journal*, 23 juin 2007, accessible à l'adresse: <http://smallwarsjournal.com/blog/new-paradigms-for-21st-century-conflict> (accédé le 1er septembre 2008).

⁵⁹⁴ Jim Guirard propose d'adopter le terme « d'apostasie d'Al Qaïda » pour désigner l'organisation terroriste aux audiences musulmanes.

⁵⁹⁵ « Iraqi Vow To Fight Al Qaeda After Sheik's Death », *Reuters*, 14 septembre 2007; Bill Roggio, « Sheik Sattar, Leader of the Awakening, Killed in Bombing », *The Long War Journal*, 13 septembre 2007; Matt Sanchez, « 'Awakening' Musters Iraqi Courage Against Al Qaeda », *WND*, 17 septembre 2007, Andrew Lubin, « Ramadi: From the Caliphate To Capitalism », *Proceedings*, vol.134, n°4, avril 2008, p.262.

⁵⁹⁶ On note à cette occasion deux phénomènes. L'un concerne certains miliciens qui choisissent de porter des attributs « occidentaux », prenant les militaires américains comme modèles : Paul McLeary, « Meet the Sons of Iraq », *Columbia Journalism Review*, 6 février 2008. L'autre concerne les éloges dressés par les militaires américains aux miliciens (comme anciens adversaires valeureux) : selon le colonel Martin Stanton, chargé de la réconciliation à l'état-major de Odierno, les anciens insurgés du « Triangle de la Mort », bien qu'habitants une zone rurale, « ne ressemblent pas à des fermiers. Ils sont propres, bien portants et ont la vingtaine. Leurs réponses sont courtes et précises, leurs armes nettoyées et bien huilées.. Ce sont des hommes sérieux et disciplinés ». Selon Stephen Biddle, alors conseiller de Petraeus, « ils appartiennent à ce qui est de loin l'organisation militaire la plus professionnelle que j'ai vu en Irak. Ils ont une allure militaire. Ils se tiennent droit. Leurs chemises sont bien repassées ». Enfin, selon le général Rick Lynch, commandant la 3^{ème} division d'infanterie en charge des ceintures méridionales de Bagdad, « ce sont des hommes honorables qui veulent prendre soin de leur famille ». Cités par Thomas E. Ricks, *The Gamble*, *op.cit.*, pp.208-209. Ces considérations montrent le jugement mimétique ambivalent que portent les Américains sur ces miliciens, reconnaissant à la fois que ces ennemis n'ont pas été défaits mais se sont ralliés volontairement, et les estimant à l'aune de leur propre organisation. Ces deux phénomènes illustrent bien le brouillage des repères identitaires du côté américain comme du côté irakien.

compétition entre les militaires américains et les insurgés – notamment djihadistes – pour le contrôle politique de l’Irak⁵⁹⁷. Car les organisations insurgées n’hésitent pas à changer fréquemment de nom, ce qui démontre leur volonté de modeler les perceptions des audiences locales, nationales et américaines. Mais pour les uns comme pour les autres, le succès dans la modification des représentations – et donc des comportements – est fonction de la configuration stratégique (en rapport avec la coercition) et des intérêts des acteurs locaux. Ces deux éléments sont donc essentiels pour comprendre comment la reconquête politique par les Américains a été rendue possible.

Configuration stratégique et convergence d’intérêts : « Réveil » et *surge*

Le chaos produit par l’invasion américaine, la chute du régime et l’incapacité à reconstruire un ordre au niveau national s’est traduit par la mainmise de multiples acteurs aux échelons local, provincial et trans-provincial. Dans ces régions, ces acteurs ont su exercer un contrôle politique et social, en nouant des alliances contre l’occupant, en profitant de l’absence de l’Etat central, ou en s’évinçant les uns les autres. Entre 2006 et 2008, les Américains s’insèrent dans ces zones et participent à la compétition pour leur contrôle, devenant un acteur capable d’agir sur les dynamiques politiques locales. Toutefois, en raison de l’hétérogénéité du théâtre irakien, il convient d’analyser l’action des militaires américains en fonction de quelques études de cas. Mais également de tenter de dégager des tendances au niveau national.

Le « Réveil » d’Anbar

Le cas de la province occidentale d’Anbar, la plus grande en superficie des dix-huit gouvernorats, est particulièrement instructif, même si il témoigne de dynamiques particulières. En effet, il s’agit d’une région relativement homogène ethniquement, fortement marquée par la persistance des référents identitaires tribaux et dont les élites ont longtemps été ménagées et instrumentalisées par le pouvoir de Saddam Hussein. Sur le plan de l’histoire

⁵⁹⁷ Il s’agit donc de la mise en œuvre de la puissance productive dans les relations de pouvoir.

militaire, les opérations en Anbar témoignent également d'une originalité par rapport au reste de l'Irak. Alors que l'*Army* doit disperser son effort et sa compréhension des dynamiques irakiennes à l'ensemble de l'Irak (à l'exception du sud confié aux Britanniques), la province d'Anbar est la chasse gardée des Marines entre 2004 et 2008. De ce fait, non seulement ces derniers ont produit une histoire richement documentée sur leur zone d'opérations, mais ils ont aussi acquis une compréhension plus fine de ses dynamiques sociopolitiques par le jeu des rotations successives⁵⁹⁸.

L'invasion et l'occupation de l'Irak entraînent une recomposition politique et sociale profonde dans la province. En premier lieu, la politique de débaasification mécontente les élites locales appartenant aux administrations et à l'appareil sécuritaire irakien. En second lieu, la présence américaine est immédiatement perçue comme une occupation militaire, ce qui renforce l'aspect contre-productif de l'usage de la force. Troisièmement, la situation géographique de la région – traversée par l'Euphrate et proche des frontières syrienne et jordanienne – en fait un enjeu majeur pour les djihadistes et les élites locales vivant de la contrebande. Mais surtout, la décomposition de l'Etat et l'irruption d'une tentative de contrôle politique par les Américains et le nouveau gouvernement irakien suscitent un repli sur les référents identitaires tribaux. Certes, les tribus d'Anbar – extrêmement nombreuses, dispersées et hiérarchisées en ensembles complexes – ne jouent plus aucun rôle politique et social. Mais elles restent des marqueurs sociaux et identitaires importants, notamment en ce qui concerne le principe de solidarité (*asabiyah*) entre les membres du groupe tribal ou du clan. En l'absence de toute autorité légitime capable d'imposer son contrôle sur la région, se reconstituent donc des groupes fortement autonomes et capables notamment de se défendre. Par conséquent, la province d'Anbar est marquée par une fragmentation politique et sociale entre les différents groupes tribaux, poursuivant chacun leurs intérêts et traversés de luttes intestines. Tandis que les mouvements djihadistes (et notamment AQI) tentent d'instrumentaliser cette fragmentation pour s'emparer du contrôle économique, social et politique de la région, soit par des alliances objectives contre les Américains et le gouvernement irakien, soit par l'intimidation et la coercition, soit par la mobilisation d'une jeunesse radicalisée sous la période de l'embargo contre les « anciens ».

⁵⁹⁸ En témoignent les analyses officielles produites par l'Université du Corps des Marines et son service historique, dont la particularité est de donner un poids égal à la perspective irakienne. Timothy S. Williams et Kurtis P. Wheeler, *US Marines and Counterinsurgency in Iraq 2004-2009 Al Anbar Awakening Volume I American Perspectives*, Quantico: Marine Corps University Press, 2009 et Timothy S. Williams et Gary W. Montgomery, *From Insurgency to Counterinsurgency in Iraq 2004-2009 Al Anbar Awakening Volume II Iraqi Perspectives*, Quantico: Marine Corps University Press, 2009.

Ainsi, certains cheiks hostiles à la concurrence grandissante des imams et des djihadistes, tentent de proposer une alliance aux Américains en 2003, puis à nouveau en 2004⁵⁹⁹. Cependant, par peur de la constitution de milices sunnites, par souci de s'aligner sur le modèle libéral de la construction de l'Etat, les autorités américaines à Washington et à Bagdad refusent aux officiers sur le terrain de donner suite⁶⁰⁰. A partir de 2005, les Marines saisissent l'opportunité représentée par les rivalités entre AQI et certains cheiks, et notamment les tentatives de l'organisation djihadiste de prendre le contrôle de la source des revenus lucratifs des seconds⁶⁰¹. La constitution de premières fédérations tribales en 2005 échoue cependant car la présence américaine reste insuffisante pour assurer la sécurité des cheiks et des membres de leurs tribus contre la campagne d'intimidation lancée par AQI⁶⁰². Néanmoins, une première alliance se constitue lors de l'opération menée par le lieutenant-colonel Alford sur la ville frontière de Al Qaim à l'automne 2005 : comprenant qu'ils ne pourront vaincre AQI – avec qui ils sont en lutte pour le contrôle des routes de la contrebande – les membres de la tribu Albu Mahal se tournent vers les Marines. Ces derniers leur apportent un soutien logistique et une assistance technique avant d'établir une coopération avec eux dans le rétablissement de la sécurité dans la ville⁶⁰³. A partir de 2006, une constellation d'arrangements locaux et d'alliances de circonstances sont nouées entre des

⁵⁹⁹ C'est le cas d'un sheik Bizea As-Gaaoud, personnalité influente de la tribu Albu Nimr, à l'automne 2003. Il adresse au général Swannack (de la 82^{ème} division aéroportée) et au diplomate Keith Mines –ancien bétet vert représentant de la CPA en Anbar – une proposition d'alliance soutenue par les deux hommes mais refusée par Bremer. « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, p.24 ; Associated Press, « In Iraq, Treading Carefully While Fighting Insurgency », *Baltimore Sun*, 16 novembre 2003. A l'été 2004, Talal As-Gaaoud, fils du premier et réfugié à Amman, rencontre plusieurs représentants du département de la Défense, du général Conway (commandant les Marines en Anbar) et le représentant de Rumsfeld en Europe pour lui proposer d'armer ses hommes contre AQI. Là encore, la requête est rejetée par Condoleeza Rice et Donald Rumsfeld ; David Rose, « Heads in the Sands », *Vanity Fair*, 12 mai 2009.

⁶⁰⁰ Bremer refuse notamment que la CIA lance un programme pour collaborer avec ces cheiks ; Georges Tenet, *At the Center of the Storm : My Years at the CIA*, New-York : Harper Collins, 2007, p.441.

⁶⁰¹ Outre les rivalités en terme de contrôle des ressources économiques, de nombreux cheiks sont hostiles aux tentatives des djihadistes de subvertir leur pouvoir en s'adressant à une jeunesse ouverte au salafisme. Plus profondément, ils sont hostiles à toute allégeance et considèrent que AQI cherche à forcer cette dernière. Enfin, il faut tenir compte du fait que, si les cheiks ont appliqué le principe d'hospitalité en 2003-2004, ils refusent que les djihadistes (notamment étrangers) prennent prétexte de la lutte commune contre l'occupant pour les déposséder de leur influence ou pour « salir » le combat de la résistance par le terrorisme aveugle. Myriam Benraad, « Une lecture de la Sahawa ? ou les milles et un visages du tribalisme irakien », *Etudes Rurales*, n°184, vol.2, juillet-décembre 2009, pp.95-106.

⁶⁰² Le contrôle exercé par AQI paraît tellement indestructible que le colonel Peter Devlin reconnaît dans un rapport en date d'août 2006 que « les forces irakiennes et de la Coalition ne sont plus capables de défaire militairement l'insurrection », Peter Devlin, « State of the Insurgency in Al Anbar », 17 août 2006, p.1. Ce rapport ne perçoit pas que l'accélération de la violence en Anbar témoigne aussi des tentatives d'AQI de garder le contrôle sur la région, à la fois en menant la guérilla contre les Marines et en assassinant ou terrorisant les habitants.

⁶⁰³ E-mail du lieutenant-colonel Julian Dale Alford, 5 décembre 2009. Scott Cuomo, « The Wild, Wild West », *Marine Corps Gazette*, vol.93, n°10, octobre 2009, pp.22-26.

officiers américains ou des membres des forces spéciales avec des cheiks plus ou moins influents⁶⁰⁴. Il faut noter que si la présence américaine facilite la prise de contact et l'insertion dans les rivalités au niveau local, ces accords se font à la demande et à l'initiative des cheiks⁶⁰⁵. La plus notable de ces alliances est forgée à Ramadi durant les combats qu'y mène la brigade du colonel McFarland à l'été et l'automne 2006⁶⁰⁶. Après l'assassinat de son père et de ses deux frères aînés par AQI, le cheik Abdoul Sattar Abou Risha – alors une personnalité mineure dans le jeu tribal et politique d'Anbar mais s'étant constitué une solide assise économique grâce à la contrebande avec la Syrie – organise le « Conseil du Salut d'Anbar » réunissant d'autres personnalités influentes. Si au départ l'alliance entre McFarland et Sattar semble marginale (en raison du statut de ce dernier, cheik de moindre importance au sein d'une tribu relativement peu influente), elle s'inscrit dans une manœuvre politique de plus grande ampleur menée par le commandement des Marines en Anbar pour négocier avec les cheiks plus influents réfugiés en Jordanie. Ce mouvement du « Réveil » (*Sawha*) associe une fédération de personnalités influentes – cheiks ruraux, hommes d'affaires, proches du gouverneur Mamoun – qui intègrent une partie de leurs milices personnelles dans les forces de police irakiennes et qui, en retour de leur collaboration, bénéficient de la protection et du soutien financier et politique américain⁶⁰⁷. Ce phénomène prend de l'ampleur durant la bataille de Ramadi (qui dure jusqu'au début de l'été 2007) au cours de laquelle un pic de violence est atteint du fait de la confrontation intra-irakienne : AQI concentrant ses efforts sur l'intimidation des « collaborateurs », les milices tribales pratiquant des exécutions sommaires contre les « *takfiri* ».

L'analyse de ce mouvement du « Réveil » montre que l'alliance de circonstance entre les militaires américains et les groupes tribaux de la province résulte non seulement d'une

⁶⁰⁴ Bien que cela reste classifié, il semble que la CIA, les SAS britanniques et les *Navy Seals* aient contribué également à forger ces alliances. Dick Couch, *The Sheriff of Ramadi: Navy SEALs and the Winning of Anbar*, Annapolis: Naval Institute Press, 2008.

⁶⁰⁵ C'est également les analyses de Austin Long, « The Anbar Awakening », *Survival*, vol. 50, n°2, mai 2008, pp.67-94; John A. McCary, « The Anbar Awakening: An Alliance of Incentives », *The Washington Quarterly*, vol. 32, n°1, janvier 2009, pp.43-59.

⁶⁰⁶ Jim Michaels, *A Chance in Hell : The Men Who Triumphed Over Iraq's Deadliest City And Turned The Tide of War*, New-York: St Martin's Press, 2010.

⁶⁰⁷ A partir de l'été et de l'automne 2007, le mouvement prend de l'ampleur au point que le premier ministre As-Maliki doit en tenir compte. Gordon Lubold, « Iraq's Maliki Reaches Out to Sunnis in Anbar Province », *Christian Science Monitor*, 7 septembre 2007. Le gouvernement propose une aide financière de 120 millions de \$ pour faciliter la « réconciliation ». Le mouvement tribal entre ensuite dans une phase plus politique avec la fin du contrôle d'AQI sur la province, certains cheiks ralliant le premier ministre tandis que d'autres constituent des listes électorales pour les élections provinciales de 2009 et les élections législatives de 2010. Sur ce point, Stéphane Taillat, « Communautarisation, Tribus et Terrain Humain : la contre-insurrection américaine en Irak », in Georges-Henri Bricet des Vallons (dir.), *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, op.cit., pp.171-172.

convergence des intérêts, mais aussi d'une importante translation identitaire. Du fait de l'insertion au sein des réseaux locaux de pouvoir, du discours sur l'ennemi commun (AQI) et de la confirmation des nouveaux statuts de chacun (AQI ciblant les sunnites, alors que les Américains les protègent et, le renseignement aidant, sont capables d'user très sélectivement de la force), les militaires américains ont pu modeler les dynamiques politiques à leur avantage. Changements de perceptions et d'attitudes ainsi que convergence des intérêts sont donc allés de pair pour modifier la configuration stratégique en Anbar⁶⁰⁸. D'une lutte de résistance des Sunnites contre l'occupation américaine, la situation a évolué vers une lutte intra-sunnites dans laquelle les Américains se sont insérées avant d'apparaître comme un allié fiable pour l'un des deux camps⁶⁰⁹.

Le surge : Bagdad, ses couronnes périurbaines et la province de Diyala

Si le modelage des dynamiques politiques en Anbar précède le *surge*, ce dernier s'accompagne également de phénomènes similaires. Toutefois, au contraire de ce qui se passe dans la province occidentale, les processus à l'œuvre dans les régions concernées par les opérations militaires de 2007-2008 résultent de l'initiative des Américains. Cela tient essentiellement au facteur de la présence : contrairement à Anbar où les Marines ont constamment tenté d'affirmer leur contrôle, ces zones sont pratiquement laissées à découvert entre 2005 et 2007. Ainsi, les régions situées sur les bords du Tigre au sud-est de la capitale ne connaissent aucune présence militaire américaine durant cette période (cas de Hawr Rajab) ou celle-ci est résiduelle (cas de Arab Jabour ou, plus à l'ouest, du « Triangle de la Mort »).

⁶⁰⁸ Il faut analyser les transformations identitaires et l'alignement des intérêts en rétroaction plutôt que comme une relation de causalité simple (le changement identitaire produisant un ajustement des intérêts). Comme le souligne Marc Lynch, le fait que les Américains aient noué des relations interpersonnelles et modifié leurs discours comme leurs attitudes a certainement contribué à ce que la convergence des intérêts soit progressivement perçue par les habitants d'Anbar comme une alliance effective basée sur la confiance réciproque. Marc Lynch, « Explaining the Awakening: Engagement, Publicity, and the Transformation of Iraqi Sunni Political Attitudes », *Security Studies*, vol. 20, n°1 mars 2011, pp.36-72.

⁶⁰⁹ C'est finalement la thèse de l'ouvrage de « Bing » West. Ancien Marine lui-même, l'auteur a surtout enquêté sur la province d'Anbar et a recueilli ce sentiment que les Américains (et notamment les Marines) ont su se présenter comme « la plus puissante des tribus » : un officier de police de la ville de Baghdadi lui confie ainsi en novembre 2006 qu'il a donné « *des grades de Marines à [ses] hommes. [...] Parce que les Américains sont plus forts que les Takfiri* », *The Strongest Tribe*, op.cit., p.178. Voir aussi l'anecdote qu'il rapporte selon laquelle un colonel irakien aurait montré du doigt une patrouille de Marines à Falloudja en 2004 disant : « *les Américains sont la tribu la plus forte* » (p.361). Il convient de souligner qu'il existe une troisième faction : la résistance nationaliste non-affiliée à AQI et qui considère que l'ennemi reste l'occupant, incarnée par l'Armée Islamique d'Irak. A ce titre, elle voit le « Réveil » comme un mouvement destiné à saper la résistance. Les manœuvres politiques américaines ont donc abouti à fragmenter le « front uni » sunnite contre eux. Myriam Benraad, « Un lecture de la Sahawa ? », art. cit., p.103.

Dans la province de Diyala (située au nord-est de Bagdad et jouxtant l'Iran), AQI a établi des points d'appui qui lui permettent de contrôler les voies de communication vers le nord, le sud et la capitale irakienne, notamment près de la ville de Balad Ruz.

D'autre part, ces régions sont caractérisées par la mixité ethnoconfessionnelle, ce qui explique que le contrôle d'AQI y soit d'une autre nature qu'en Anbar. Au lieu de s'appuyer sur la constitution d'alliances au sein d'un front sunnite, l'organisation djihadiste instrumentalise les divisions communautaires afin de les aggraver et de se présenter comme l'unique représentant des tribus et communautés sunnites. De plus, elle exerce une forte pression sur les chiites pour les obliger à quitter des points stratégiques dans sa stratégie d'étranglement de la capitale⁶¹⁰. En retour, les communautés chiites s'appuient sur les forces de sécurité irakiennes contrôlées par différents partis de la coalition chiite au pouvoir, ou bien sur les milices populistes de Moqtada As-Sadr⁶¹¹. Autrement dit, l'absence de troupes américains associée à la tactique de l'organisation djihadiste visant à instrumentaliser les catégories identitaires ethnoconfessionnelles afin de s'assurer le contrôle de zones de préparation produit une aggravation des clivages communautaires.

Dans ces régions, le *surge* joue donc un rôle de catalyseur dans le modelage des dynamiques politiques. Les troupes américaines conquièrent le terrain par la force, établissant une présence au cœur des zones peuplées⁶¹². Dans une seconde phase, cette présence permet aux officiers américains de négocier avec les personnalités influentes locales en prétendant protéger les sunnites contre les forces gouvernementales et les chiites contre les djihadistes. Cette position d'arbitre n'est pas acquise immédiatement puisqu'il s'écoule plusieurs mois entre l'établissement des premiers avant-postes et l'aboutissement de négociations⁶¹³. Dans

⁶¹⁰ Alexandra Zavis, « Insurgents Prove Slippery in US-Iraqi Hunt in Rural East », *The Los Angeles Times*, 6 janvier 2007.

⁶¹¹ Dans la province de Diyala, c'est le cas notamment de la 5^{ème} division de l'Armée Irakienne, composée d'éléments issus de la milice Badr du Conseil Suprême de la Révolution Islamique (parti islamique chiite pro-iranien issu de l'exil et favorable à un Irak fédéral). Pamela Hees, « Iraq Forces Sometimes Own Worst Enemy », *United Press International*, 18 décembre 2006.

⁶¹² Voir par exemple, Alexandra Zavis, « Joint Assault Amid Canals Resume », *The Los Angeles Times*, 12 janvier 2007.

⁶¹³ La ville de Baqouba, capitale de la province de Diyala, est ainsi isolée dans un premier temps afin d'empêcher toute infiltration des insurgés pendant que des patrouilles et des négociations ont lieu. En avril, puis à nouveau en juillet, des opérations militaires sont menées pour s'emparer progressivement de la cité et y installer des avant-postes. Enfin, entre mai et août 2007, les officiers américains organisent des assemblées réunissant représentants du gouvernement provincial, de la police irakienne, de la 5^{ème} division de l'armée irakienne et des différents groupes tribaux. Au début du mois de juin, une partie des « Brigades de la Révolution de 1920 » abandonnent AQI et permettent ainsi aux Américains de prendre le contrôle de l'est de Baqouba. Joshua Partlow, « US Boltering Force in Deadly Diyala », *The Washington Post*, 16 avril 2007, Joe Klein,

les ceintures de Bagdad comme à Diyala, les unités américaines jouent donc un rôle de médiateurs pour résoudre les conflits locaux, qu'il s'agisse de rivalités tribales, d'opposition entre forces de sécurité et cheiks, de méfiance entre les communautés. Ainsi par exemple, le colonel Sutherland, commandant de la 3^{ème} brigade de la 1^{ère} division de cavalerie doit s'entremettre personnellement entre les différents responsables communautaires, tribaux, officiels, militaires et policiers pour obtenir que se dégage un consensus contre AQI et les milices chiites soutenues par l'Iran⁶¹⁴. A l'échelle locale, le commandant de la brigade résout les conflits entre les Anbakias et les Obeidis – deux groupes tribaux de la vallée de la Diyala – dans l'optique d'une opération militaire dans la zone⁶¹⁵. La réconciliation entre ces groupes permet notamment au cheiks de former des milices dans le cadre du programme des « Citoyens Locaux Engagés »/ « Fils de l'Irak » ainsi que de participer à l'assemblée provinciale. De la même manière, l'officier américain organise une rencontre d'une centaine de cheiks de la vallée en août 2007 afin de mettre fin aux différends locaux⁶¹⁶.

L'élément central de l'action des militaires américains dans ces régions est donc la capacité de comprendre et de résoudre les conflits locaux, sans les réduire à des conflits communautaires. Ainsi, le colonel Sutherland (en Diyala) et le colonel Grisby (au sud-est de Bagdad) saisissent-ils que les conflits à l'échelle nationale sont intégrés dans les dynamiques locales. D'autre part, ils comprennent que les élites locales sont prises entre leur désir d'autonomie et l'incapacité d'assurer l'ensemble des services à la population sur lesquels ils exercent leur autorité⁶¹⁷. Cette compréhension fine des intérêts des personnalités influentes locales permet aux deux officiers de les persuader d'accepter la collaboration avec le gouvernement central d'une part, et une entente consensuelle entre toutes les parties au niveau de l'assemblée provinciale d'autre part⁶¹⁸. Enfin, une fois la réconciliation acquise et les

« Turning on Al Qaeda in Baquba », *Time*, 21 juin 2007, Multinational Division-North Public Affairs Office (PAO), « Sheiks Sign Peace Agreement », 3 mai 2007; « Diyala Sheiks Meet to Adress Concerns », 26 mai 2007 ; « Diyala Support Committee Meets in Baquba », 6 juin 2007.

⁶¹⁴ Interview du colonel Sutherland par Kimberly Kagan, *Institute for the Study of War*, 25 octobre 2007.

⁶¹⁵ Multinational Division-North Public Affairs Office (PAO), « Ubaidi, Anbakia Tribes Sign Peace Agreement in Diyala », 13 juillet 2007.

⁶¹⁶ Multinational Division-North Public Affairs Office (PAO), « Tribal Leaders Continue Reconciliation Efforts Across Diyala », 4 août 2007. Parallèlement à cette rencontre, le colonel Sutherland obtient de certains cheiks des Obeidis qu'ils dénoncent l'un de leurs membres opérant pour AQI, ce qui permet d'apaiser les accusations de leurs homologues chiïtes.

⁶¹⁷ Quelle que soit leur autorité, les cheiks sont incapables de régler les problèmes liées à l'irrigation et au partage de l'eau, dans des régions qui ne sont occupées que dans les vallées. Les élites locales ont donc besoin du gouvernement irakien pour assurer ces services.

⁶¹⁸ Interview du colonel Sutherland par Kimberly Kagan de l'*Institute for the Study of War*, 25 octobre 2007. Table ronde du colonel Grisby avec des blogueurs organisée par le département de la défense, 13 décembre 2007 (la vidéo n'est plus accessible en ligne).

alliances contre AQI nouées, les opérations militaires consistent à confiner cette dernière dans ses sanctuaires afin de l'achever.

Cependant, si les Américains ont profité des multiples conflits locaux, notamment le long des lignes de fracture communautaires, pour modifier les alliances et les perceptions, le cas de Bagdad diffère largement. Dans la capitale irakienne, il semble en effet que l'homogénéisation des quartiers et des arrondissements ait précédé la présence militaire effective. En d'autres termes, les unités américaines capitalisent en 2007 sur le nettoyage ethnique pour figer les frontières communautaires et maintenir un faible niveau de violences intercommunautaires. Certes, AQI a bien été expulsé de la ville, et ses attentats à la bombe largement freinés par son élimination des zones clés que sont les couronnes périurbaines. Néanmoins, l'action militaire ne joue pas un rôle similaire car elle fixe des dynamiques politiques plutôt qu'elle ne les modèle. Autrement dit, les Américains ont moins pesé sur les processus sociopolitiques à Bagdad que sur ceux des provinces d'Anbar, de Diyala, de Saladin ou de Babylone.

La réintégration des Sunnites à l'échelle de l'Irak :

Observée au niveau national, la réintégration des Sunnites dans le processus politique apparaît davantage comme une convergence d'intérêts entre ceux-ci et les Américains que comme le résultat des opérations militaires du *surge*. Il importe de bien saisir que les Sunnites sont la seule des communautés irakiennes à n'avoir pas d'autre culture politique que la projection collective dans un modèle national, centraliste et unitaire irakien⁶¹⁹. En d'autres termes, les Sunnites antérieurement à l'invasion américaine ne peuvent se définir qu'à travers l'Etat et la Nation irakienne. Avec l'invasion et l'occupation, les Sunnites sont progressivement marginalisés des postes clés du pouvoir, ce qui provoque une recomposition identitaire. Au départ persuadé de pouvoir reconquérir le pouvoir – que cela soit au niveau local ou au niveau national – les élites sunnites dans toute leur diversité soutiennent l'insurrection, à l'exception du Parti Islamique Irakien et de quelques membres du parti Baas. Ce mouvement est utilisé par les organisations djihadistes poursuivant leurs propres objectifs.

⁶¹⁹ L'auteur tient à remercier Myriam Benraad, auteur d'une thèse de doctorat en sciences politiques de l'Université Paris-I sur les recompositions identitaires irakiennes durant l'occupation américaine, d'avoir attiré son attention sur ce point en 2009.

Toutefois, une grande partie de ces élites, au niveau local comme au niveau national, saisissent que la voie militaire n'est pas efficace. En outre, les tentatives d'AQI et de l'Etat Islamique en Irak – proclamé en mars 2006 à Ramadi puis à Baqouba – pour évincer les élites traditionnelles, locales ou nationalistes suscitent des résistances. Enfin, les opérations militaires américaines les empêchent de consolider leurs positions tout autant qu'elles se montrent incapable de dissuader les milices chiites dans leur entreprise de nettoyage ethnique de Bagdad. En ce sens, la réintégration des Sunnites provient d'abord de la perception par leurs élites que les Américains sont les seuls à pouvoir leur permettre de garder leurs acquis et d'éventuellement accéder à une parcelle du pouvoir en Irak. Tout comme certains partis chiites (Moqtada As-Sadr, le Conseil Suprême de la Révolution Islamique, le parti de la *Dawa* du premier ministre As-Maliki), les élites sunnites orientent leurs objectifs et leurs calculs en fonction de la nouvelle place qu'ils assignent à l'acteur américain. De plus, les opérations militaires du *surge* s'inscrivent dans la volonté proclamée par l'administration Bush d'énoncer un calendrier de retrait. Autrement dit, tous ces acteurs cherchent à intégrer les Américains dans leurs calculs sur l'Irak post-occupation.

A cette analyse sur la modification des intérêts des acteurs irakiens, il convient d'ajouter une réflexion sur les processus ayant permis de modeler les dynamiques sociopolitiques irakiennes selon le rôle et l'importance de l'action des militaires américains. Une typologie comprenant quatre modèles stratégiques se dégage ainsi :

1. Une stratégie de décapitation des organisations extrémistes : si elle donne le rôle exclusif à l'action des militaires américains, elle ne cible que l'adversaire. Elle n'a pas d'effets directs sur les processus politiques irakiens, mais capitalise plutôt sur eux.
2. L'homogénéisation de la géographie communautaire (à Bagdad essentiellement) : les militaires américains n'y jouent qu'un rôle marginal puisque leur action consiste à entériner une situation sur laquelle ils n'ont pas eu de prise.
3. La présence permettant le contrôle et la protection des populations : le rôle des militaires américains y est central. Mais il s'agit d'une condition de possibilité pour faire évoluer les dynamiques politiques en leur faveur, et non une cause directe. A terme, cette présence peut permettre une légitimation relative du monopole de la force.

4. La mobilisation tribale ou de certains segments de la société irakienne grâce à des arrangements sur la base d'intérêts partagés (consensus) : dans ce modèle, l'action des militaires américains ne peut produire les effets voulus qu'en fonction de la perception des acteurs locaux concernant leurs intérêts. Cette perception peut être modifiée par l'usage de la coercition mais dépend fortement de la configuration stratégique

Cette typologie montre que l'interaction entre les militaires américains et leur environnement relève de processus complexes et contingents. Elle montre également l'importance à accorder à l'autonomie des acteurs irakiens, quand bien même les Américains détiendraient la plupart des moyens de la coercition et seraient capables de modifier les perceptions locales.

Les limites de l'ingénierie : l'autonomie des acteurs irakiens

Si ils sont capables d'agir sur les dynamiques politiques au niveau local et national, les militaires américains n'en maîtrisent pas tous les tenants et aboutissants. Car les acteurs irakiens ont leurs propres agendas, différents mais parfois aussi divergents par rapport à celui des Américains. D'autre part, les relations de pouvoir que les Américains construisent impliquent non seulement une forme de réciprocité mais autorisent aussi une marge de manœuvre relativement importante aux acteurs qu'ils dominent. Autrement dit, les différents acteurs irakiens du conflit peuvent éventuellement se retrouver subordonnés aux militaires américains (le cas extrême étant les cellules d'AQI qui sont pourchassées et détruites) mais sans renoncer pour autant à conserver, voire à accroître leur autonomie. A terme, cette recherche d'autonomie peut le permettre de consolider les formes de domination et de pouvoir établies avec le soutien des Américains.

Il ne faut donc pas négliger l'importance de l'instrumentalisation de ces derniers par les Irakiens. Le succès de certains acteurs irakiens dans l'établissement de bases politiques et sociales plus larges, notamment face à leurs rivaux, est aussi un effet – certes non voulu – de

la puissance militaire américaine en Irak. Les cas de Moqtada As-Sadr et du premier ministre Nouri As-Maliki illustrent les résultats du modelage des dynamiques politiques par l'action des militaires. Ces deux personnalités ont en effet tenté d'instrumentaliser l'implication directe de la Coalition découlant de la stratégie d'influence de 2006-2008.

Moqtada As-Sadr ne peut être considéré comme un adversaire totalement irréconciliable pour les Américains. Certes, son attitude depuis 2003 consiste à utiliser d'un côté un discours nationaliste et populiste hostile à l'occupation et de l'autre des milices qui lui assurent un contrôle social sur des régions entières de l'Irak (comme le quartier de Sadr City à Bagdad ou certaines villes du sud chiite). Pourtant, l'échec militaire du soulèvement de 2004 a affaibli son autorité sur ces groupes armés et a entraîné une chute sensible de son financement, notamment à cause de la scission entre Sadr et l'ayatollah Kazim As-Haeri⁶²⁰. Cet affaiblissement provoque une fragmentation accélérée du mouvement de Sadr et met fin à son ambition de créer un Hezbollah irakien. Une partie de l'Armée du Mahdi rejoint Qais Khazali, un ancien adjoint de Sadr qui refuse l'accord prévoyant de déposer les armes passé entre ce dernier et les Américains et négocié par l'Ayatollah As-Sistani⁶²¹. D'un autre côté, Sadr choisit de participer aux différents processus électoraux et son parti obtient près de trente sièges de députés aux élections de décembre 2005 au sein de l'Alliance Irakienne Unifiée (une coalition regroupant le Conseil Suprême de la Révolution Islamique, les sadristes et le parti *dawa*). Parallèlement à sa tentative de se donner une façade politique, il cherche également à s'assurer un contrôle plus étroit de ce qui reste de ses milices⁶²².

⁶²⁰ Kazim As-Haeri est un clerc irakien réfugié en Irak dont Sadeq As-Sadr, père de Moqtada, a été le disciple. A la chute de Bagdad en avril 2008, Haeri lance une *fatwa* demandant aux Chiites irakiens de s'emparer du pouvoir. Cependant, hostile au soulèvement armé, il le condamne et dénie à Moqtada d'être son représentant en Irak et donc d'utiliser la dîme collectée à son profit. Brian Murphy, « Iran's Top Dissident Cleric Turns Attention to Iraq Chaos », *Associated Press*, 6 octobre 2004, « Grand Ayatollah Who Was al-Sadr's Mentor Distances Himself From the Anti-US Cleric », *Associated Press*, 5 septembre 2004.

⁶²¹ Selon certains, Khazali serait alors recruté par les Forces Spéciales des Gardiens de la Révolution (Iran) pour former ses propres milices armées par l'Iran et entraînées par le Hezbollah libanais. Karin Bruilliard, « Ex-Sadr Aide Held in American Deaths », *The Washington Post*, 23 mars 2007; Joseph Felter et Brian Fishman, « Iranian Strategy in Iraq: Politics and 'Other Means,' » *Occasional Paper Series*, West Point: Combatting Terrorism Center, octobre 2008, p.35.

⁶²² Antérieurement à 2004, le mouvement de Sadr est organisé comme une association de soutien social et charitable aux habitants pauvres de Sadr City et des villes chiites du sud. La fragmentation de son mouvement est facilitée par le fait que ses rivaux parviennent à recruter sur les mêmes terrains. Enfin, Sadr est également contesté par d'autres partis chiites disposant de milices, notamment le Conseil Suprême de la Révolution Islamique, pro-iranien et favorable à une plus grande autonomie des provinces méridionales (brigades Badr) et le parti *Fadhila*, influent à Bassorah.

Sur le plan politique, son soutien est nécessaire au premier ministre Nouri As-Maliki, qui est finalement choisie après six mois de tractations. Le parti *Dawa* de Maliki ne possède en effet ni suffisamment de sièges, ni sa propre milice pour pouvoir gouverner de manière autonome vis-à-vis du Conseil Suprême de la Révolution Islamique qui domine la coalition au pouvoir. Sur le plan militaire, Sadr ne parvient pas à empêcher ses milices de mener des actions de représailles sans son accord après l'attentat sur la mosquée de Samarra le 22 février 2006. Les chefs de milice usent de la coercition au sein des quartiers chiites, fournissant une protection sous la forme d'un racket⁶²³. L'autonomie financière qu'ils acquièrent leur permet donc de s'affranchir davantage de la tutelle de l'Armée du Mahdi, Sadr mettant en place une unité spéciale chargée de purger son mouvement, mais sans succès durable. Le tournant a lieu en décembre 2006 lorsque le premier ministre As-Maliki, qui avait empêché jusque là les Américains de monter des opérations dans Sadr City, décide de lever l'immunité contre Sadr et ses affiliés⁶²⁴. Durant le *surge*, Sadr s'enfuit en Iran afin d'échapper à l'arrestation, mais également pour tenter d'apaiser ses fidèles. Il semble aussi que son objectif est de prendre prétexte des opérations militaires pour collaborer avec les Américains dans l'assainissement de son mouvement⁶²⁵. Revenu brièvement en mai 2007, Sadr est de nouveau confronté à la fronde d'une partie de son mouvement et, à la suite d'une fusillade entre ceux-ci et les forces irakiennes à Karbala le 28 août, il annonce un cessez-le-feu de six mois qui est renouvelé en février⁶²⁶. Si la première décision est difficilement appliquée, le renouvellement de 2008 est suivi par l'essentiel du mouvement, à l'exception des unités financées et armées par l'Iran, ce qui démontre que Moqtada As-Sadr a réussi à reprendre le contrôle de son mouvement avec l'aide des Américains⁶²⁷. Toutefois, dans son cas l'autonomie vis-à-vis de ces derniers est assez faible : si il a bien tenté d'instrumentaliser l'action militaire pour reprendre le contrôle

⁶²³ Sabrina Tavernise, « Cleric Said to Lose Reins of Parts of Iraqi Militia », *The New York Times*, 28 septembre 2006,

⁶²⁴ Le 30 novembre 2006, les trente députés sadristes ainsi que les ministres issus de ce parti décident de boycotter le parlement et de suspendre leur participation au gouvernement pour protester contre la rencontre entre le président Bush et le premier ministre. Sur la protection effective accordée par Maliki avant cette date, lire Brian Bennett, « Underestimating al-Sadr—Again, » *TIME*, 11 février 2008 ; Ellen Knickmeyer et John Ward Anderson, « Iraq Tells U.S. to Quit Checkpoints: Sadr City Celebrates Lifting of Blockade as Premier Asserts Authority », *The Washington Post*, 1er novembre 2006.

⁶²⁵ A cet effet, Sadr se sert de la faction de ses plus proches fidèles restés en Irak, les « *Golden Jam* », afin d'un côté de mener une purge violente de son mouvement, et de l'autre pour approcher les Américains et le gouvernement irakien. Deux de ses adjoints susceptibles de rallier les milices à l'autorité du gouvernement sont relâchés par la Coalition en février et en mai 2007. Sudarsan Raghavan, « Iraq's Sadr Overhauls His Tactics », *The Washington Post*, 20 mai 2007; Lauren Frayer, « US Soldiers Find Tips Flowing From Rifts Within Powerful Shiite Militia Run By Young Cleric », *Associated Press*, 16 mai 2007.

⁶²⁶ Stephen Farrell, « Mahdi army to stop fighting for 6 months », *The International Herald Tribune*, 30 août 2007; David R. Sands, « Shi'ite leader declares cease-fire », *The Washington Times*, 30 août 2007.

⁶²⁷ Amit R. Paley, « Sadr's Militia Enforces Cease-Fire with a Deadly Purge », *The Washington Post*, 21 février 2008.

de l'Armée du Mahdi et conserver une base politique solide au sein de la communauté chiite, il semble davantage avoir été mené par la pression américaine et par ses soucis de gestion interne.

Le cas de Nouri As-Maliki est plus probant. Issu du parti le plus faible de la coalition de l'Alliance Irakienne Unifiée, il s'agit d'un candidat de compromis, qui dispose d'une faible marge de manœuvre par rapport à ses rivaux du Conseil Suprême de la Révolution Islamique ou de Moqtada As-Sadr. Mais il dispose de trois atouts vis-à-vis des Américains. En premier lieu, il profite de la relative confiance que lui accorde le président Bush, relation confortée par les nombreux échanges par visioconférence ou lors de la visite du président Bush en septembre 2006⁶²⁸. Cette confiance est entamée en partie après l'échec du gouvernement irakien à faire appliquer les lois sur l'amnistie des anciens baasistes et sur le partage des revenus pétroliers durant l'année 2007-2008. Néanmoins, cette perception positive que porte sur lui le président américain lui permet une assez grande liberté de manœuvre, d'autant qu'elle rejaillit dans la stratégie d'influence de Petraeus. Celui-ci souhaite en effet collaborer avec le premier ministre, sous condition qu'il abandonne son soutien à Moqtada As-Sadr. Bien plus, le commandement américain est persuadé qu'il est possible de renforcer l'autorité et la légitimité du gouvernement irakien, mouvement dont il profite au premier chef. Son second atout est de n'être lié par aucune contrainte politique vis-à-vis de ses alliés au sein du gouvernement, ce qui lui permet de manœuvrer pour placer sous son contrôle direct les unités spéciales et d'anti-terrorisme de la police ou de l'armée. Ces troupes lui servent en fait de police politique, traquant et arrêtant ses rivaux ou opposants, avec l'accord des Américains dès lors que ce sont des adversaires communs. Enfin, Maliki use d'un discours séculariste et nationaliste qui lui permet de coopter une partie du mouvement du « Réveil » en Anbar, de rallier les tribus chiites du sud, ainsi que de miner l'influence de ses rivaux sur la communauté chiite⁶²⁹. Ce dernier atout lui permet d'apparaître aux yeux des militaires américains comme l'homme fort qu'il faut soutenir pour unifier l'Irak.

⁶²⁸ Selon Bob Woodward, Bush souligne que « nous devons tout faire pour renforcer Maliki. Nous devons l'aider et le soutenir. Nous devons le renforcer et non pas l'affaiblir », in *The War Within*, op.cit., chapitre 21. Bush ordonne notamment de ne pas placer le premier ministre sur écoute.

⁶²⁹ Le parti *Dawa* dont il est issu est islamique et recrute exclusivement chez les Chiites. Cette capacité à sortir des discours communautaires est certainement une des forces du premier ministre, qui sort comme l'homme fort de l'Irak de la période du *surge*. Maliki utilise le processus de réconciliation nationale voulu par les Américains pour mettre en place des conseils de soutien tribaux servant de cadres à un marchandage avec les cheiks d'Anbar ou du sud. Vis-à-vis des « Fils de l'Irak », le premier ministre promet d'en intégrer une partie dans les forces de sécurité tout en faisant arrêter certains de leurs chefs, notamment dans Bagdad et dans la province de Diyala.

A l'issue de la campagne de 2007, Maliki est renforcé à la fois par la diminution du problème sécuritaire posé par AQI et par les milices chiïtes, et par la montée en puissance des forces de sécurité irakiennes. Il profite à nouveau de la stratégie américaine visant à rétablir l'ordre en Irak pour affaiblir et attaquer ses rivaux. En mars-avril 2008, il prend l'initiative d'opérations militaires contre Sadr City et Bassorah. En ce qui concerne le quartier populaire de Bagdad, l'action militaire est décidée en coopération avec le commandement militaire américain, afin de réagir aux tirs de mortiers et de roquettes qui continuent de menacer la « zone verte ». En revanche, l'opération *Charge of the Knights* lancée le 25 mars contre Bassorah prend Petraeus au dépourvu⁶³⁰. L'objectif de Maliki n'apparaît pas clairement aux yeux de ce dernier : s'agit-il de rétablir l'état de droit et l'autorité du gouvernement sur une cité livrée à la prédation de bandes criminelles, ou bien de neutraliser les capacités militaires de ses rivaux chiïtes ? Car le pouvoir appartient en effet aux milices Badr du Conseil Suprême de la Révolution Islamique ainsi qu'à l'Armée du Mahdi de Moqtada As-Sadr : avec le départ des Britanniques en 2007, ces milices assurent les fonctions sociales et judiciaires, composent les forces de sécurité et se partagent difficilement les ressources de la ville (pétrole, services publics, infrastructures de transport)⁶³¹. Quoi qu'il en soit, l'opération sur Bassorah manque d'être un échec, mais Maliki obtient le soutien de Petraeus qui lui fournit des conseillers militaires provenant d'Anbar pour encadrer ses troupes, des forces spéciales et un soutien aérien⁶³². Tandis qu'à Sadr City, les Américains mènent les opérations. A l'issue de plusieurs semaines de combat, les forces gouvernementales reprennent le contrôle de ces zones. Le premier ministre sort renforcé de cette épreuve de force, non seulement parce que ses rivaux sont affaiblis, mais également parce qu'il a accru son contrôle direct sur les forces armées, avec l'aide des Américains⁶³³. Bien entendu, cette consolidation du pouvoir de Nouri As-Maliki sur les Chiïtes d'une part, sur le gouvernement de l'Irak d'autre part, n'aurait pu avoir lieu sans le soutien américain. Toutefois, Maliki a su profiter de l'ambiguïté entre son rôle de chef du gouvernement et son statut d'homme politique ambitieux pour utiliser ce soutien à

⁶³⁰ Marisa Cochrane, « The Battle for Basra », *Iraq Report*, Washington: Institute for the Study of War, mai 2008.

⁶³¹ Lazar Marius, « Bassora : géopolitique d'une région chiïte », *art.cit.*

⁶³² Sur les deux brigades lancées par Maliki à l'assaut de Bassorah, près de 1 000 militaires désertent dès le premier jour des combats.

⁶³³ Atout supplémentaire, le cessez-le-feu avec l'Armée du Mahdi et le Conseil Suprême de la Révolution Islamique est négocié par le chef des Forces Spéciales des Gardiens de la Révolution, ce qui semblerait démontrer que Maliki a aussi le soutien de l'Iran et peut donc accroître son autonomie vis-à-vis des Etats-Unis. Nazar Janabi, « Who Won the Battle for Basra? », *Policy Focus*, n°1361, Washington Institute For Near East Policy, 10 avril 2008.

son profit davantage qu'à celui du gouvernement central irakien. En retour, l'accroissement temporaire de son autorité lui permet de s'autonomiser davantage des Américains et de négocier en position de force l'Accord sur la Sécurité (SA) et l'Accord sur le Statut des Forces (SOFA), documents qui doivent régir l'action des militaires américains à partir de la fin officielle de l'occupation le 31 décembre 2008.

Ainsi, l'action des militaires américains s'est insérée progressivement dans les dynamiques politiques et sécuritaires en Irak, tant au niveau local qu'au niveau national. Par conséquent, les Américains ont pu détruire les différents ordres politiques et sociaux établis au niveau local par différents acteurs, à commencer par les insurgés djihadistes. Cela a été rendu possible par l'acceptation de l'usage de la force par les Américains : acceptation fondée sur le consensus créé à l'échelon local afin d'entrer en concurrence avec les prétentions des insurgés et acteurs locaux de détenir moyens de coercition et légitimité de leur recours.

Cependant, la destruction d'un ordre n'induit pas nécessairement la reconstruction immédiate d'un autre ordre. Or, si les militaires américains ont pu progressivement légitimer leur action au niveau local, cela n'a pas mécaniquement permis de transférer cette légitimité au gouvernement irakien.

Troisième partie : stabilisation

La troisième hypothèse expliquant les effets différenciés de l'action des militaires américains en Irak concerne les contraintes générales de la puissance. Plus particulièrement, l'objectif officiellement poursuivi par les Etats-Unis en Irak pose problème au regard du contexte normatif international, mais aussi en lien avec les présupposés sur la capacité de la puissance militaire de reconstruire un ordre politique interne en opération extérieure.

Il est donc nécessaire d'analyser ces effets au-delà de la période de l'occupation. Si on peut en effet parler de stabilisation pour caractériser la présence américaine en Irak, on ne peut ignorer la persistance de problèmes politiques et sécuritaires, voire leur dégradation, après décembre 2008. Si le niveau de violence a initialement diminué jusqu'en 2010, le nombre de civils irakiens tués est resté stable sur ces les deux années suivantes (environ 4 000 décès, essentiellement dus aux forces irakiennes et à des attentats). Toutefois, les attentats – bien que moins fréquents – sont aussi plus spectaculaires et visent autant les civils que les forces de sécurité : 127 personnes tuées à Bagdad le 8 décembre 2009, 41 morts dans un triple attentat à Bagdad le 25 janvier 2010, 51 pèlerins chiites tués dans un attentat suicide à Bagdad le 1^{er} février 2010, 33 irakiens tués lors d'un attentat à Baqouba le 3 mars 2010, 42 dans une série d'explosions à la voiture piégée dans la capitale le 4 avril 2010, 100 morts lors d'attaques coordonnées dans tout le pays le 10 mai 2010, attentats contre le ministère de la défense et l'état-major de l'armée les 23 juillet, 17 août et 25 août 2010, 110 morts à Bagdad le 2 novembre 2010... Ces attentats, revendiqués par l'Etat Islamique en Irak (c'est-à-dire la mouvance djihadiste) se déroulent dans le contexte des élections législatives de 2010 et concentrent la campagne électorale sur le bilan sécuritaire du premier ministre Nouri As-Maliki. Mais également alors que les troupes américaines quittent les villes irakiennes au 30 juin. L'année 2011 est caractérisée par une augmentation de la fréquence des attaques, de 30 par semaine en moyenne en janvier, à plus de 65 à partir de la mi-mars, principalement à

Bagdad et dans la province de Ninive (où Mossoul est devenu le nouveau point d'appui d'AQI et de ses alliés). La situation s'aggrave après le départ des dernières troupes américaines en décembre 2011 : 434 morts dans diverses attaques entre la mi-décembre 2011 et la fin du mois de janvier 2012, plus de 50 dans des attentats coordonnés dans tout le pays le 20 mars, plus de 100 décès de civils et d'éléments des forces de sécurité le 23 juillet 2012. D'ores et déjà, l'année 2012 semble la plus meurtrière en Irak depuis 2008.

Parallèlement à ces attaques spectaculaires qui montrent la persistance opérationnelle de l'insurrection djihadiste, il faut noter la recrudescence des meurtres concernant les personnalités politiques irakiennes, notamment avec le procédé des « bombes collantes » posées sous les véhicules⁶³⁴. Enfin, les forces de sécurité irakiennes ont tué en moyenne une centaine de civils par an en 2009-2011. Tout ceci démontre l'imbrication entre les capacités de nuisance de l'Etat Islamique en Irak, les rivalités politiques et la persistance d'un noyau de mécontents quant à la configuration du « nouvel Irak ».

En outre, la situation politique reste tendue. Les élections législatives du 7 mars 2010 aboutissent à une impasse politique, dès lors que la Coalition de l'Etat de Droit du premier ministre sortant est arrivée seconde (89 sièges) derrière le Mouvement National Irakien de l'ancien premier ministre du gouvernement provisoire Iyad Allaoui (91 sièges). Après des tractations de plusieurs mois, Maliki parvient à rester au pouvoir et forme un nouveau gouvernement le 11 novembre, grâce au soutien des partis islamistes chiites regroupés dans l'Alliance Nationale Irakienne avec qui il forme un seul groupe parlementaire, mais aussi des partis kurdes⁶³⁵. Cette tension démontre que le premier ministre Maliki tient son pouvoir davantage d'une coalition d'intérêts et de la détention de la plus grande partie des moyens de coercition que d'une légitimité solide. De plus, si les Américains ont provisoirement transféré les rivalités irakiennes du domaine de l'affrontement armé à celui des marchandages et

⁶³⁴ Scott Weiner, « Commentary : Use of Sticky Bombs Increases in Baghdad », *Institute for the Study of War*, 15 décembre 2008. Leila Fadel, « Assassination Replacing Car Bombs in Iraq », *McClatchy*, 9 octobre 2008. Ned Parker, « Mysterious Killings Spread Panic in Iraq », *The Los Angeles Times*, 30 août 2010.

⁶³⁵ Néanmoins, le Conseil Suprême de la Révolution Islamique négocie un accord avec la coalition *As-Iraqiya* qui se forme après les élections autour d'Iyad Allaoui. Les clivages politiques ne sont donc pas uniquement communautaires puisque la coalition d'Allaoui regroupe des chiites islamistes, des partis sunnites sécularistes et une partie des sunnites islamistes. Leur point commun est le rejet de l'alliance renouvelée entre Maliki, Sadr et les partis Kurdes. Le réflexe communautaire semble être à rechercher du côté des Sunnites. Robert Dreyfuss, « Iraq : New Alliance Takes Shape Against Maliki-Sadr Bloc », *The Nation*, 12 octobre 2010. Lire aussi les analyses de l'universitaire norvégien Reidar Visser sur son blog, *Iraq and Gulf Analysis*, accessible à l'adresse : <http://gulfanalysis.wordpress.com/> (consulté depuis 2008, ce blog s'est orienté vers d'autres domaines depuis l'été 2012).

négociations politiques, la décision de Maliki de poursuivre le vice-président (sunnite) Tarek As-Hashemi sous le motif de conspiration terroriste y a mis fin⁶³⁶. Parallèlement, le vice-premier ministre Saleh As-Mutlaq (un autre sunnite) fait l'objet d'un vote de défiance pour avoir accusé Maliki de vouloir établir une dictature. Ces deux événements engendrent une crise politique sérieuse entre d'une part Maliki et ses alliés, et la coalition *As-Iraqiya* de l'autre. Celle-ci boycotte les sessions parlementaires entre décembre 2011 et le printemps 2012, ouvrant un fossé entre Maliki, les sunnites modérés et les partis kurdes⁶³⁷.

Ainsi, le départ des troupes américaines (juin 2010 puis mi-décembre 2011) semble avoir montré que ces dernières étaient un élément stabilisateur. Cependant, comme la seconde partie de ce travail a tenté de le démontrer, les conditions de l'instabilité découlent largement de l'action des militaires américains, aussi bien dans leurs choix tactiques (nouer des alliances au niveau local pour en modérer les dynamiques politiques) que stratégiques (ralentir le processus de fragmentation violente de la société irakienne afin de pouvoir se retirer). Autrement dit, l'instabilité actuelle est intrinsèquement liée à l'essence même de la stabilisation menée par les Américains. Elle n'est donc pas une caractéristique propre à la société irakienne que les Américains auraient étouffée par leur présence et qui ressurgirait à l'occasion de leur départ. Notre hypothèse est que la capacité d'emprise et de contrôle sur les dynamiques irakiennes n'a duré que le temps de la stabilisation, résultat des contraintes domestiques (la prise de conscience de la nécessité de limiter les objectifs et la désapprobation croissante de l'électorat pour la guerre) mais aussi des choix stratégiques (consolidation insuffisante de l'Etat et contraintes inhérentes à l'intervention extérieure).

Un premier chapitre analysera le lien entre l'action militaire américaine en Irak et les difficultés inhérentes de la stabilisation en contexte de formation et de consolidation de l'Etat. Un second montrera la conséquence des dilemmes et des illusions d'une opération extérieure.

⁶³⁶ Le 15 décembre 2011, les forces spéciales du ministère de l'intérieur cernent la demeure du vice-président et y arrêtent ses gardes du corps. Fuyant au Kurdistan puis au Qatar et en Turquie, il est condamné à mort par contumace le 9 septembre 2012.

⁶³⁷ A noter que si Maliki a sécurisé le soutien des partis kurdes en accédant à toutes leurs requêtes, il a depuis fait marche arrière notamment sur trois points : les frontières du Kurdistan (et notamment le référendum d'autodétermination de Kirkouk), le degré d'autonomie et d'indépendance du gouvernement de la région autonome du Kurdistan, et surtout la capacité de ce gouvernement d'accorder des contrats d'exploitation des champs pétroliers à des entreprises étrangères.

Chapitre 5 : stabilisation et processus de formation et de consolidation de l'Etat en Irak

« *Dites-moi : comment tout cela finira-t-il ?* »

(David Petraeus)

Il est possible de caractériser l'action des militaires américains en Irak par le terme de stabilisation. Si le mot appartient autant au vocabulaire politique qu'aux notions militaires (notamment dans la doctrine) – où il désigne une intervention entreprise pour imposer, maintenir et construire durablement la paix – il convient de prendre des distances par rapport à la signification qui lui est donnée dans ces contextes particuliers. Outre la métaphore médicale qui la sous-tend, la stabilisation qualifie implicitement les bonnes intentions d'un acteur occidental ou international dont l'objectif serait de pacifier une société bouleversée par des facteurs endogènes générateurs de violence pour les individus. Elle est donc en premier lieu un élément du discours sur la sécurité humaine. De plus, la doctrine militaire réduit la stabilisation à une simple phase technique dont il suffirait de surmonter les difficultés pour conduire à la normalisation. En ce sens, elle est donc une étape de la guerre menée par des forces pacificatrices contre des éléments manifestant le désordre.

Il ne s'agit pas de juger ici l'action des militaires américains sous un angle éthique, et d'entrer dans le débat sur les intentions et la nature morale des opérations menées en Irak. Mais plutôt de saisir en quoi la réalité de la stabilisation, en tant qu'elle est une stratégie de court terme modelée par une vision normative, explique les effets différenciés de l'action militaire américaine en Irak. Nous proposons donc de comprendre la stabilisation comme une stratégie visant à figer une situation sécuritaire à travers un monopole temporaire des moyens de coercition au profit de l'intervenant. S'appuyant sur l'idéologie libérale – pour laquelle il est possible d'enclencher un cercle vertueux culminant dans un contrat social – la stabilisation méconnaît l'importance de la coercition dans la formation et la consolidation de l'Etat⁶³⁸. De

⁶³⁸ Selon cette vision, la violence est le domaine de groupes extrémistes et terroristes, d'Etats dysfonctionnels ou « voyous » ou encore de politiciens prédateurs. Par contraste, l'usage de la force par la puissance intervenante est conçue comme un outil d'arbitrage devant permettre un processus pacifique de démocratisation (notamment la tenue d'élections libres). Si la violence est synonyme d'insécurité, la force est productrice de sécurité. Une vision opposée est celle d'Edward Luttwak pour qui l'intervention génère d'autres problèmes internes (dépendance

ce fait, elle empêche simultanément la constitution d'un monopole par un acteur local ainsi que l'établissement d'un accord politique durable entre les belligérants⁶³⁹. Bien entendu, le choix d'une stratégie de stabilisation par les Américains s'explique par des facteurs internationaux (refus d'une occupation militaire de longue durée, assimilée à la colonisation) et domestiques (déclin du soutien populaire à l'intervention et nécessité du retrait). Elle est donc la stratégie idoine pour résoudre provisoirement les difficultés politiques et sécuritaires irakiennes.

L'hypothèse de ce chapitre est que la stabilisation ne permet pas d'atteindre les objectifs politiques, à savoir la constitution d'un Etat stable, pleinement démocratique et allié aux Etats-Unis. En d'autres termes, la stratégie choisie n'a pas abouti à consolider le monopole des moyens de coercition et de leur usage légitime par le gouvernement irakien. Elle a même contredit ce processus de consolidation de l'Etat, dans la mesure où les militaires américains n'ont pas été capables de transférer leur statut d'utilisateurs crédibles, voire légitimes, de la force au pouvoir central et qu'ils ont laissé subsister des acteurs capables de défier les prétentions du pouvoir central.

Une première section examinera les conditions qui font que, depuis 2003, les moyens de coercition demeurent éclatés entre plusieurs acteurs, internes et externes à l'Irak. Une seconde montrera que l'action des militaires américains en 2006-2008 a accéléré le processus de formation de l'Etat mais sans permettre sa consolidation.

envers l'intervenant, avantage comparatif donné à un camp sur un autre provoquant une poursuite des tensions, etc.) alors que la guerre permet l'établissement de la paix par la victoire d'un camp sur un autre : Edward Luttwak, « Give War A Chance », *Foreign Affairs*, juillet-août 1999.

⁶³⁹ Etant donné que la situation politique de l'Irak est celui d'une lutte pour le pouvoir entre différents acteurs, mais aussi qu'il existe un gouvernement reconnu au plan international, deux issues sont théoriquement possibles : une séparation territoriale (partition) ou un accord politique global permettant la reconnaissance de la légitimité du gouvernement central par tous les acteurs. Aucun de ces deux résultats ne sont atteints.

Section 1 : L'impossible contrôle de la coercition

Le principal dilemme posé à l'action des militaires américains concerne les moyens et les acteurs de la coercition. Alors que l'invasion avait pour objectif affirmé de renverser un régime dictatorial par peur de l'utilisation par ce dernier d'armes de destruction massive, l'opération militaire s'est soldée par la multiplication des menaces sécuritaires en Irak. Dans ce contexte, la construction d'un Etat irakien par l'action américaine s'est principalement heurtée à leur prolifération. Plus particulièrement, la question du contrôle des moyens de la coercition est rendue problématique par l'interaction entre les rivalités politiques et le contrôle inégal exercé par les Américains sur les institutions sécuritaires. Si certains acteurs utilisent les moyens de coercition en échappant au contrôle total des Américains et de l'Etat central (les adversaires), d'autres en font usage avec leur connivence (les rivaux et les prédateurs). Enfin, d'autres encore sont dans une relation dialectique de subordination et d'autonomie avec les militaires américains (les auxiliaires).

Les moyens de coercition aux mains des adversaires du nouvel Irak :

Paradoxalement, la mise à disposition des moyens de coercition à un large panel d'acteurs est le fruit d'un mauvais calcul de Saddam Hussein. Rien n'indique en effet que le dictateur se préparait à une campagne de guérilla prolongée, pour la simple raison que son calcul sur l'attitude américaine s'est avéré faux. Pensant devoir faire face à une situation similaire à celle de 1991 – une campagne aérienne, ici pour le forcer à autoriser les visites des inspecteurs de l'AEIEA – Saddam Hussein s'est préparé à devoir faire face à une rébellion du sud et à une éventuelle tentative de coup d'Etat⁶⁴⁰. De ce fait, outre des erreurs tactiques

⁶⁴⁰ Ces conclusions proviennent des interrogatoires des officiers généraux de l'ancien régime menés par les Américains en 2003-2004. Kevin M. Woods, Michael L. Pease, Mark E. Stout, Williamson Murray et James G. Lacey, *Iraqi Perspectives Project: a View of Operation Iraqi Freedom From Saddam's Senior Leadership*, Washington: Joint Center For Operational Analysis, 2009, accessible à l'adresse: <http://merln.ndu.edu/archive/DigitalCollections/IraqiPerspectivesProject.pdf> (accédé le 9 février 2010). Ce rapport est la version déclassifiée (et incomplète) du rapport de l'Institute for Defense Analyse – un think tank du Pentagone – réalisé avec le soutien de la CIA, de la DIA, du *Iraq Survey Group* (chargé de la recherche des armes de destruction massive) et de la CJTF-7, « Iraqi Perspectives on Operation Iraqi Freedom Major Combat Operations », 2005 (cité et consulté par Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, *Cobra II, op.cit.*, p.65).

(dispersion des unités de la Garde Républicaine pour éviter une collusion entre leurs chefs, refus de détruire les ponts enjambant l'Euphrate pour pouvoir écraser plus rapidement une insurrection chiite dans le sud), le *rais* a laissé en place une organisation paramilitaire composée de trois éléments : la force *Al-Quds* (« Jérusalem ») chargée de protéger les lieux symboliques du baasisme (notamment Kirkouk et Mossoul contre les *peshmergas*) dans le cadre d'une défense territoriale et idéologique du régime, les *Fedayins Saddam* (« martyrs de Saddam ») en tant que police secrète et service de contre-espionnage intérieur (mais aussi chargés du maintien de l'ordre ou du contrôle des groupes criminels, notamment en Anbar), et la milice du Baas. Ces trois éléments sont déconnectés des chaînes de commandement militaires. Ils opèrent de manière décentralisée et en parfaite autonomie (au niveau de la section, voire du groupe). Enfin, outre leur formation aux tactiques irrégulières, ils disposent de caches d'armes et de repaires répartis dans l'ensemble du pays. Si la force *Al-Quds* se dissout dès l'arrivée des chars américains, les *Fedayins Saddam* (quelques 30 000 hommes) semblent avoir pris rapidement le maquis et, bénéficiant de leur autonomie tactique comme des matériels de pointe qui leur ont été accordés en priorité, organisent les premiers actes de guérilla⁶⁴¹. Tout ceci alors que l'essentiel des efforts des unités spéciales américaines se concentre sur la recherche des armes de destruction massive. De ce fait, non seulement les unités d'invasion ne cherchent pas à détruire les bunkers et caches d'armes sur leur chemin – pensant qu'il peut s'agir d'entrepôts d'armes de destruction massive – mais encore l'ensemble des moyens de renseignement est concentré sur la fouille et l'analyse des sites recensés par la CIA⁶⁴². Selon un analyste du renseignement militaire chargé de la lutte contre les IED en 2003-2004, les troupes auraient laissé sans surveillance près d'un million de tonnes d'armes et d'explosifs⁶⁴³.

⁶⁴¹ Il semblerait notamment que ces unités paramilitaires aient été dotées dès 1999 de matériels de haute technologie pour mener des actions de sabotage et d'assassinats. Par ailleurs, un ordre émanant de leur commandement central stipule qu'elle devrait cacher leurs armes en cas d'invasion. Kevin M. Woods, Michael L. Pease, Mark E. Stout, Williamson Murray et James G. Lacey, *Iraqi Perspectives Project*, *op.cit.*, pp.52 et 54. L'évaluation d'une campagne de guérilla menée par les cellules baasiste est faite par le général Abizaid le 16 juillet 2003. Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, *Cobra II*, *op.cit.*, p.489.

⁶⁴² Thomas E. Ricks, *Fiasco*, *op.cit.*, pp.145-146. Le jugement de l'auteur, s'appuyant sur les entretiens avec des officiers et des membres de la CIA et des Forces Spéciales, est sans appel: « *des milliers d'experts en armement, de traducteurs et d'autres spécialistes ainsi que leurs éléments de soutien cherchaient à découvrir des armes non conventionnelles qui n'existaient pas et étaient attaqués par des armes conventionnelles bien réelles mais qui avaient été délaissées par les décideurs américains* ». L'auteur cite aussi un officier des Marines à Falloudja qui ne peut mettre en place un action systématique de renseignement et de recensement par manques de moyens adéquats.

⁶⁴³ Christopher Hileman, en commentaire de Norman Friedman, « Have We Found a Weapon to Fight IEDs in Iraq? », *Proceedings*, vol.131, n°5, mai 2005, p.18.

En outre, cette situation est aggravée par la libération de dizaines de milliers de prisonniers par amnistie présidentielle en octobre 2002⁶⁴⁴. Il est difficile de connaître l'impact exact de cette décision de Saddam Hussein, mais on peut émettre l'hypothèse que certains de ces individus ont augmenté les rangs de l'insurrection naissante, soit par conviction, soit par désœuvrement. Il semble en effet que la mesure ait touché des prisonniers de droit commun et non des opposants. De la même manière, les officiers les plus proches du parti Baas utilisent leurs contacts dans les réseaux criminels et de contrebande (notamment certains cheiks d'Anbar) pour renforcer les cellules des *Fedayins Saddam*. Les premières troupes américaine à Falloudja dans l'été 2003 sont ainsi frappées de constater que les résidences secondaires de ces hommes de l'ancienne élites sont non seulement épargnées par les violences, mais semblent jouir d'une aura auprès des interlocuteurs d'alors que sont les cheiks et les imams de la ville. D'autant que leurs propriétaires sont invisibles, bien que soupçonnés par les Américains de tenir des réunions clandestines pour coordonner les attaques contre eux⁶⁴⁵. La mainmise de certains officiers généraux et supérieurs irakiens sur l'insurrection en Anbar s'effectue essentiellement par le biais d'alliances avec les hommes contrôlant les activités de contrebande, les jeunes imams les plus radicaux et certains volontaires étrangers.

Par ailleurs, l'invasion américaine enclenche l'arrivée de volontaires djihadistes qui, aux côtés des islamistes irakiens, souhaitent faire du théâtre un front supplémentaire du Djihad contre « l'ennemi lointain ». Certains ont voulu voir dans la réaction américaine au 11 Septembre la preuve d'une stratégie délibérée de Al-Qaïda pour pousser les Etats-Unis à épuiser leurs forces et pour susciter un Djihad défensif dans l'ensemble du Moyen-Orient⁶⁴⁶. Pourtant, l'irruption des Américains en Irak est davantage une condition de possibilité de l'arrivée de combattants salafistes plutôt qu'une cause directe et mécanique de celle-ci.

⁶⁴⁴ Cameron W. Barr, « Jailbirds Fly Free in Iraq », *The Christian Science Monitor*, 22 octobre 2002. Il faut noter que cette décision intervient à la suite d'un referendum organisé par le régime et montrant que 100% des Irakiens étaient prêts à soutenir le régime dans une guerre contre les Etats-Unis. Il ne s'agit donc pas d'un acte délibéré visant à saper une éventuelle occupation américaine de l'Irak, mais plutôt d'une décision s'inscrivant dans la représentation fantasmée que le dictateur se fait de l'Irak.

⁶⁴⁵ « Bing » West, *No True Glory*, *op.cit.*, pp.31, 34 et 41.

⁶⁴⁶ C'est notamment la thèse de David Kilcullen, *The Accidental Guerrilla*, *op.cit.*, pp.28-38. L'auteur y expose ce qu'il croit être la stratégie militaire d'Al-Qaïda : contagion, intervention, attrition et rejet de l'intervention associé à un soutien croissant pour les buts politiques de l'organisation terroriste. L'Australien s'appuie notamment sur la déclaration de Saïf As-Adel – un des commandants militaires d'Al-Qaïda – selon qui les attentats du 11 Septembre avaient pour but « de susciter une réaction irrationnelle et de provoquer l'adversaire vers des erreurs graves et fatales », Fouad Hussein, « Al-Zarqawi : the Second Al Qaeda Generation », *Al-Quds Al-Arabi*, 21 mai 2005, cité par Peter Bergen, *The Longest War : The Enduring Conflict Between America and Al Qaeda*, New-York : Free Press, 2011, chapitre 6.

D'autre part, l'étude de la composition sociologique et de l'origine géographique des ces volontaires étrangers montre qu'il s'agit d'hommes assez jeunes, souvent mariés et propriétaires provenant majoritairement d'Arabie Saoudite⁶⁴⁷. Mais l'élément le plus important est la très faible proportion d'Irakiens au sein des mouvements djihadistes salafistes : selon une étude portant sur 154 noms de « martyrs » publiés par AQI en mars 2005, ceux-ci représenteraient moins de 8% de l'ensemble⁶⁴⁸. Ceci semble indiquer que le mouvement de Abou Moussab As-Zarqaoui n'attire pas les Irakiens qui préfèrent les mouvements nationalistes ou islamistes. De plus, cette étude montre que peu de ces volontaires ont une expérience antérieure du combat (en Afghanistan, en Algérie ou en Tchétchénie). En d'autres termes, le soutien modéré apporté par les voisins de l'Irak au combat contre l'occupant démontre la sympathie traditionnelle des sociétés arabes envers le combat de l'une des leurs, mais également un engagement somme toute assez faible. Cet élément a son importance, car il montre que, du côté salafiste, l'Irak ne parvient pas à être un front majeur. D'ailleurs, la croissance d'AQI au sein de l'insurrection se fait essentiellement par le biais d'alliances objectives dans un premier temps, de la coercition dans un second temps, et de la stratégie de guerre civile contre les Chiites dans un troisième temps. Autrement dit, l'importance politique du mouvement repose moins sur son attrait idéologique que sur sa capacité de construire un ordre coercitif hégémonique (ainsi que sur l'insistance des Américains à le considérer comme son principal ennemi en Irak).

En revanche, les Américains en Irak font face à la menace iranienne. Celle-ci est d'autant plus complexe à gérer qu'elle provient d'un Etat et non d'une organisation terroriste. D'autre part, son existence montre que l'action des militaires américains se heurte à des contraintes externes fortes. Enfin, il faut inscrire cette menace dans la stratégie iranienne pour l'Irak, qu'elle soit celle du président Ahmadinejad ou celle des Forces Spéciales des Gardiens de la Révolution. Pour des raisons liées à la rivalité stratégique avec les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et l'Irak baasiste, à l'existence d'une majorité chiite en Irak, et à la proximité géographique entre les deux Etats, l'Iran semble mener depuis 2004 une stratégie indirecte

⁶⁴⁷ Mourad Batal As-Shishani, « The Salafi-Jihadist Movement in Iraq : Recruitments Methods and Arab Volunteers », *Terrorism Monitor*, vol.23, n°3, décembre 2005.

⁶⁴⁸ Reuven Paz, « Arab Volunteers Killed in Iraq : An Analysis », *Prism series of Global Jihad*, vol.3, n°1, mars 2005; Anthony H. Cordesman, *Saudi Militants in Iraq: Assessment and Kingdom's Response*, Washington: Center for Strategic and International Studies, 19 septembre 2005.

d'usure visant les Américains et leurs rivaux ou ennemis⁶⁴⁹. Son intérêt semble être d'empêcher toute influence exclusive des Etats-Unis sur l'Irak, mais également de faire obstacle à l'établissement d'un Etat fort autour de coalitions chiites certes islamistes mais hostiles à l'Iran⁶⁵⁰. De plus, les Iraniens semblent décidés à profiter de la chute de Saddam Hussein pour asseoir leur influence sur les nombreux acteurs irakiens. En ce sens, les Gardiens de la Révolution aidés du Hezbollah semblent s'être appuyés sur la milice Badr du Conseil Suprême de la Révolution Islamique (dont les chefs ont passé leur exil en Iran), sur les miliciens chiites « renégats » de Moqtada As-Sadr ainsi que sur AQI⁶⁵¹. Ces organisations ont bénéficié de soutiens matériels et financiers mais aussi de formation et de conseils tactiques. Si les liens entre AQI et les Forces Spéciales iraniennes correspondent à une alliance d'intérêts, les milices Badr comme les « groupes spéciaux » (nom donné aux éléments issus de l'Armée du Mahdi) semblent devoir être considérés comme des acteurs par procuration⁶⁵². Leur stratégie consiste à harceler les Américains tout en prenant le contrôle de villes chiites telles que Bassorah ou Maysan. D'autre part, il semble que ces groupes spéciaux mènent des attentats et des enlèvements contre des Américains et des Irakiens, ainsi que des tirs de mortiers contre la « zone verte ». Enfin, certaines sources accusent les membres affiliés aux « groupes spéciaux » d'entretenir les conflits intercommunautaires : selon un rapport de Kimberly Kagan pour l'*American Enterprise Institute* (un think tank néoconservateur), le vice-ministre de la santé irakien de 2006 aurait organisé des enlèvements et assassinats de masse de sunnites dans les hôpitaux irakiens, et notamment du ministre de la santé en titre, un sunnite proche de Maliki⁶⁵³.

⁶⁴⁹ C'est en tout cas ce que prétendent des analystes américains, ainsi de Kenneth Katzman dans un rapport du *Congressional Research Service* – le think tank du Congrès disposant d'une faible audience réelle – en novembre 2005 : Kenneth Katzman, « Iran's Influence in Iraq », *Congressional Research Service Report for Congress*, Washington : CRS, 15 novembre 2005, accessible à l'adresse : http://assets.opencrs.com/rpts/RS22323_20051115.pdf (accédé le 14 avril 2010). L'auteur stipule que l'influence iranienne s'exerce non seulement sur les partis islamistes sponsorisés par Téhéran mais aussi sur les groupes insurgés de toute obédience.

⁶⁵⁰ Kimberly Kagan, « The Second Iran-Iraq War », *The Wall Street Journal*, 3 avril 2008.

⁶⁵¹ Selon les données recueillies par l'*Institute for the Study of War*, les liens entre l'Iran et l'organisation djihadiste seraient avérés par les renseignements obtenus par les militaires américains en Irak, par la présence d'armes de fabrication iranienne dans les caches d'AQI et par les contacts entre Zarqoui et les membres des Forces Spéciales iraniennes. Voir Marisa Cochrane, « Iran and Al Qaeda in Iraq : What's the Connection ? », *Backgrounder* n°26, 20 mars 2008, accessible à l'adresse : <http://www.understandingwar.org/sites/default/files/reports/Iran%20and%20Al-Qaeda%20in%20Iraq.pdf> (accédé le 25 mars 2008). Ce rapport s'appuie sur des conférences de presse d'officiers américains en Irak. Il semble toutefois qu'il faille prendre ces sources avec précaution. Non seulement en raison de l'orientation idéologique de l'ISW (néoconservateurs) mais également parce que les déclarations faites par les officiers américains peuvent servir un objectif de relations publiques ou d'influence.

⁶⁵² Voir le rapport de Kimberly et Frederick Kagan pour l'*American Enterprise Institute*, « Iranian Influence in the Levant, Iraq and Afghanistan », septembre 2008.

⁶⁵³ *Ibid.* p.24.

Cette menace semble d'autant plus sérieuse qu'elle est diffuse et concerne l'ensemble des acteurs irakiens, mais également qu'elle est meurtrière pour les Américains. Selon le général Odierno, les pertes dues aux « groupes spéciaux » représentent plus de moitié du total en août 2007⁶⁵⁴. Cela est notamment la conséquence de l'introduction par les Iraniens d'explosifs à forte pénétration capables de percer les blindages. Ces EFP (*Explosively Formed Penetrators*) se retrouvent aussi bien aux mains des milices soupçonnées d'être contrôlées par l'Iran que dans celle de cellules d'AQI. Quoi qu'il en soit, ces EFP sont considérés par les officiers américains comme la menace la plus grave pesant sur leurs hommes, d'autant plus qu'elle contourne la parade que sont les véhicules anti-mines spécialement mis au point pour lutter contre les IEDs (les *Mines Resistant Ambush Protector* ou MRAPs)⁶⁵⁵.

Enfin, l'importance de l'Iran dans la géographie de la coercition en Irak s'exerce non seulement par les actions des Forces Spéciales iraniennes (et notamment de la cellule « Irak » dirigée depuis 2005 par Abou Moustafa As-Shaibani, un iranien d'origine irakienne), mais aussi dans le contrôle exercé indirectement au sein des forces de sécurité. Autrement dit, si l'Iran cherche à semer le désordre d'un côté, elle s'assure également qu'une partie de la police et de l'armée irakiennes – notamment issue des milices Badr – lui soit subordonnée⁶⁵⁶.

Concurrents, rivaux et prédateurs : la réintégration par défaut des milices

Le paysage de la coercition est également marqué par l'existence des forces paramilitaires que sont les milices. Bien que formellement dissoutes par la CPA, puis interdites par la constitution provisoire irakienne, l'Irak compte une douzaine de milices

⁶⁵⁴ Briefing du général Odierno au Pentagone, 17 août 2007.

⁶⁵⁵ Michael R. Gordon, « Deadliest Bomb in Iraq is Made by Iran, US Says », *The New York Times*, 10 février 2007.

⁶⁵⁶ Sur Shaibini, lire Michael Ware, « Iran's Secret War in Iraq », *Time Magazine*, 15 août 2005. Sur les liens supposés entre l'Iran et les forces de sécurité irakiennes, lire le rapport du Département de la Défense, « Measuring Security and Stability in Iraq », *Report to Congress*, octobre 2005, p.33. Toutefois, il semble qu'il s'agisse davantage d'infiltration que de contrôle direct sur les forces de sécurité.

principales en 2005-2006⁶⁵⁷. Initialement pourtant, le projet du Pentagone était de désarmer, de démobiliser et de réintégrer ces milices, notamment les groupes issus des partis islamistes chiites en exil et les *peshmergas* kurdes (qui ont contribué à l'invasion). L'éphémère ORHA du général Jay Garner reçoit un budget de 70 millions de \$ pour ouvrir des centres de démobilisation au nord, au centre et au sud de l'Irak où l'on informerait les miliciens des opportunités financières (pensions) ou professionnelles (formation) résultant de leur désarmement volontaire⁶⁵⁸. Avec l'arrivée de Paul Bremer, les milices sont tolérées dès lors qu'elles ont participé à la chute de Saddam Hussein et qu'elles ont annoncé un désarmement partiel (le Corps Badr prend alors le nom d'Organisation Badr et prétend s'être débarrassé de ses armes lourdes). D'autre part, la CPA accorde aux *Peshmergas* kurdes un statut quasi-officiel en leur confiant la responsabilité d'assurer la sécurité de la région autonome du Kurdistan⁶⁵⁹. Tandis que les milices chiites s'occupent de la protection de leurs quartiers, villes et mosquées. Enfin, Walter Slocombe, adjoint de Bremer, accepte les arguments des partis politiques pour qui les milices sont une garantie de leur sécurité en attendant un accord politique global⁶⁶⁰.

Ce choix à des conséquences sécuritaires et politiques. Le désengagement de la CPA dans le processus de réintégration conduit les milices chiites à assurer le contrôle politique, sécuritaire et social effectif des villes du sud. D'autre part, cette situation conduit à la montée des rivalités entre les partis chiites : en août 2003, Moqtada As-Sadr crée l'Armée du Mahdi en réponse à la montée en puissance de l'Organisation Badr. Par conséquent, David Gompert – analyste à la RAND et successeur de Walter Slocombe – met en place une stratégie de réintégration en mai-juin 2004. Reconnaisant l'importance du rôle politique et social joué par les milices et la méfiance de leurs chefs vis-à-vis du pouvoir central, Gompert choisi de négocier avec ces derniers : le 1^{er} juin 2004, il signe un accord avec neuf milices représentant près de 100 000 combattants⁶⁶¹. Toutefois, les conditions posées par les représentants des

⁶⁵⁷ Il s'agit de l'ordre n°91 de la CPA « Regulation of Militias and Armed Forces in Iraq », 2 juin 2004, ainsi que l'article 27 B de la *Transitional Administrative Law* (TAL) du 8 mars 2004 qui stipule que « les forces armées et les milices qui ne dépendent pas de l'autorité du gouvernement provisoire sont prosrites, à l'exception de celles permises par la loi ». Effectivement, des accords sont pris entre la CPA et certains groupes pour intégrer des milices aux forces de sécurité irakiennes, ainsi du Corps Badr dans la police nationale irakienne (gendarmerie).

⁶⁵⁸ Adam Rathmell, Oliver Oliker, Teddy K. Kelly, David Brannan et Conrad Crane, *Developing Iraq's Security Sector: The Coalition Provisional Security Experience*, Santa Monica: RAND, 2005, p.66; Spencer Ackerman, « Badr to Worse », *The New Republic*, juillet 2005.

⁶⁵⁹ Radio Free Europe/Radio Free Iraq, « KDP Says Peshmergas May Merge », 12 mai 2006.

⁶⁶⁰ Thomas Mowle, « Iraq's Militia Problem », *Survival*, vol. 48, n°3, août 2006, pp.41-58.

⁶⁶¹ Parmi elles, les *peshmergas*, l'organisation Badr, le Hezbollah Irakien mais pas l'Armée du Mahdi considérant qu'elle a été créée après l'invasion et que son chef est un opposant farouche à la présence

milices entraînent le maintien d'une force résiduelle et leur octroient la maîtrise du calendrier de démobilisation⁶⁶². En vertu de l'ordre de la CPA n°91, les milices doivent arrêter leur recrutement, se limiter à des tâches de sécurité et autoriser l'examen de leurs arsenaux, le temps que le processus soit achevé. A défaut, elles passent du statut de force résiduelle à celle d'organisation illégale. L'ensemble doit être supervisé par le ministère de l'intérieur irakien à travers une commission de mise en œuvre de la transition et de la réintégration (TRIC). Néanmoins, le programme ne reçoit ni budget ni personnels suffisants. D'autre part, la montée en puissance de l'insurrection sunnite et des rivalités intra-chiïtes (et notamment les deux soulèvements de Sadr en 2004) sape la confiance que les milices mettent dans la capacité des forces américaines d'assurer leur sécurité. Bien que le programme prévoit une démobilisation sur cinq ans, le premier ministre Iyad Allaoui tente d'accélérer le processus dans l'espoir de garder le contrôle sur les milices. Progressivement toutefois, celles-ci cessent de se conformer à l'ordre n°91⁶⁶³.

De ce fait, la réintégration se fait au cas par cas et en lien avec les processus politiques en cours en Irak en 2005-2006. La plupart des chefs de milice ont été intégrés dans le gouvernement provisoire irakien, bien que disposant d'une base politique et sociale restreinte⁶⁶⁴. Par conséquent, derrière le voile illusoire de la construction d'un Irak démocratique, se cachent les tentatives de ces individus et de leurs partis d'asseoir leur contrôle politique à l'échelle nationale. Dans cette lutte pour le pouvoir, les milices sont un outil majeur. Cependant, ces rivalités se combinent avec des alliances d'intérêts en vue de se partager le pouvoir, notamment face aux Sunnites. Ainsi, la constitution du premier gouvernement élu en octobre 2005 fait-elle la part belle aux partis chiïtes et kurdes, chacun s'appuyant sur ses milices et les associant à un ministère pour renforcer sa position : c'est le cas du Conseil Suprême de la Révolution Islamique qui obtient le ministère de l'intérieur et en profite pour intégrer au sein des forces armées les *peshmargas* et l'Organisation Badr, bras armé du parti. C'est donc dans un jeu partisan et communautaire que s'inscrivent les

américaine. Adam Rathmell, Oliver Oliker, Teddy K. Kelly, David Brannan et Conrad Crane, *Developing Iraq's Security Sector*, *op.cit.*, p.68.

⁶⁶² Les miliciens sont censées être réintégrés selon trois voies possibles : l'intégration dans les forces de sécurité irakiennes, le versement d'une pension militaire, et le droit à la formation professionnelle pour trouver un emploi. *Ibid.*

⁶⁶³ Spencer Ackerman, « Badr to Worse », *art. cit.*, Thomas Mowle, « Iraq's Militia Problem », *art. cit.*, p.48.

⁶⁶⁴ Rappelons que le gouvernement provisoire irakien, qui prend ses fonctions en juin 2004 en succédant à la CPA, est composé des mêmes membres que le conseil de gouvernement provisoire créé en juillet 2003 par Bremer. Dans la hâte du transfert et sous la pression du calendrier électoral américain, le pouvoir a donc été remis aux « sortants », tous rivaux et ne disposant d'aucune réelle légitimité (à l'exception des leaders kurdes Jalal Talabani et Massoud Barzani).

tentatives de lier les milices à l'appareil de coercition d'Etat. Néanmoins, ce processus a pour résultat d'accroître les clivages entre les communautés, suscitant notamment le ralliement des Sunnites aux milices que sont les groupes insurgés.

Concernant ces dernières, l'attitude des Américains est restée ambiguë. D'un côté en effet, la CPA et la CJTF-7 refusent d'inclure les groupes sunnites dans le processus de réintégration. Outre le discours émotionnel sur l'impossibilité d'amnistier ceux qui ont versé le sang américain, ce fait se comprend par la croyance selon laquelle les insurgés cherchent à rétablir l'ancien régime ou sont sous la coupe des djihadistes étrangers⁶⁶⁵. D'autre part cependant, les militaires américains comprennent tout l'intérêt qu'il y a de reprendre contact avec les membres des forces de sécurité de Saddam Hussein. En premier lieu parce que cela prive les insurgés de recrues précieuses, mais également car cela permet de disposer de l'expertise et des renseignements acquis par ses membres. En décembre 2003, un rapport de la CIA est divulgué à la presse qui met en lumière les tentatives de recruter les anciens membres des services de renseignement irakiens pour former la future *Iraqi National Intelligence Service* (INIS)⁶⁶⁶. Toutefois, cette création suscite des rivalités et des incohérences, dans la mesure où l'INIS serait censée mener des arrestations et des exécutions contre les principaux opposants au nouvel Irak (majoritairement sunnites et anciens baasistes pour une part importante)⁶⁶⁷. Enfin, en août 2004, Falah As-Naqib – un sunnite exilé ministre de l'intérieur du gouvernement provisoire – crée une unité spéciale anti-terroriste au sein de la police. Composée d'anciens membres des forces de sécurité du régime de Saddam Hussein, elle est acceptée par David Petraeus – alors en charge de la formation des forces irakiennes – et participe aux opérations sur Samarra, Ramadi, Mossoul et Bagdad où sa mission est de pourchasser les cellules insurgées⁶⁶⁸.

Néanmoins, il faut attendre l'année 2007 pour que s'instaure le programme des « Fils de l'Irak » qui vise à utiliser les milices sunnites (et donc à donner un statut quasi-légal aux

⁶⁶⁵ Ian Fisher et Somini Sengupta, « Iraq to Offer Amnesty But No Killers Need Apply », *The New York Times*, 4 août 2004; Kenneth Pollack, « The Seven Deadly Sins of Failure in Iraq : A Retrospective Analysis of The Reconstruction », *The Middle East Review of International Affairs*, vol.10, n°4, décembre 2006, accessible à l'adresse: <http://meria.idc.ac.il/journal/2006/issue4/jv10no4a1.html> (accédé le 25 mars 2010).

⁶⁶⁶ Dana Priest et Robin Wright, « Iraq Spy Service Planned by US to Stem Attacks », *The Washington Post*, 11 décembre 2003.

⁶⁶⁷ Robert Dreyfuss, « Phoenix Rising », *The American Prospect*, vol.15, n°1, janvier 2004. L'article démontre d'ailleurs la confusion qui règne dans les esprits en Irak comme aux Etats-Unis car il parle d'escadrons de la mort chiites dirigés par des anciens baasistes.

⁶⁶⁸ Michael Hirsh et John Barry, « The Salvador Option, The Pentagon May Put Special-Forces-Led Assassination or Kidnapping Teams in Iraq », *Newsweek*, 8 janvier 2005.

groupes insurgés et aux milices tribales) dans le cadre du *surge*. Le programme, qui compte 100 000 membres à la fin de l'année 2007, doit déboucher sur une réintégration : 20% dans les forces de police locale et 80% à travers une formation professionnelle. Officiellement transférées au ministère de l'intérieur en octobre 2008, les milices des « Fils de l'Irak » sont démantelées par la force, certains de leurs membres effectivement cooptés et les autres arrêtés, quand ils ne sont pas la cible des insurgés, des forces de la police nationale issues de l'Organisation Badr ou même d'opérations anti-terroristes. En réalité, les milices sont victimes de la peur qu'elles suscitent chez les chiites, mais aussi de la volonté du premier ministre Nouri As-Maliki d'établir un monopole sur les moyens de coercition.

Ainsi si certaines de ces milices sont intégrées, c'est officiellement en vertu d'une délégation de souveraineté. En réalité, ces acteurs sont difficilement contrôlables et leur association à l'appareil coercitif « légitime » résulte à la fois de l'absence de ce dernier, du contrôle effectif exercé par ces acteurs au niveau local, et d'une convergence momentanée d'intérêts entre les uns et les autres (souvent plus au profit de l'acteur délégué que de l'acteur déléguant). Autrement dit, la nécessité tactique de disposer de davantage d'effectifs et d'utiliser les acteurs jouant un rôle politique par le biais des milices contredit la constitution d'un monopole de la coercition aux mains du gouvernement irakien dont les Américains seraient les délégués en vertu de la notion de « Nation Hôte ». Croyant assurer la sécurité et la stabilité de l'Irak, les Américains ont laissé faire un processus de diffusion de la coercition.

Les auxiliaires de la construction de l'Etat : alliés, rivaux ou obstacles ?

Mais la difficulté à contrôler et à monopoliser la force ne provient pas seulement des adversaires et des concurrents de l'Etat irakien et des Américains. Il est nécessaire de prendre en compte les auxiliaires de l'action des militaires américains en Irak. Là aussi, on retrouve le mécanisme de convergences des intérêts, associé à la subordination et à la délégation d'une autorité légitime. En réalité, la distinction entre les acteurs légitimes et dûment autorisés à recourir à la force d'une part, et les acteurs criminels, interdits, renégats ou rétifs est

davantage d'ordre normatif que descriptif⁶⁶⁹. Elle ne saurait donc suffire à l'analyse du processus de diffusion des moyens de coercition et de l'échec à en prendre le contrôle.

Les forces de sécurité : politisation par la base et balkanisation

Les forces de sécurité irakiennes entre 2003 et 2009 illustrent l'ambiguïté inhérente à la réforme du secteur de la sécurité dans le cadre de la formation de l'Etat. En dépit des efforts consentis en ce sens par les militaires américains, elles n'approchent pas du modèle professionnel et non partisan que sont les institutions sécuritaires démocratiques. Cela s'explique par une culture politique qui pense le lien entre forces de sécurité et pouvoir sur le mode d'une connivence des intérêts, ainsi que par l'histoire propre de l'Irak. Dans le cadre d'un déficit de légitimité auquel a été confronté l'Etat irakien depuis l'indépendance, elles sont le bras armé du pouvoir en place, mais elles opèrent aussi comme un pouvoir concurrent et potentiellement dangereux pour le premier. En d'autres termes, elles sont à la fois plus autonomes et plus subordonnées que les institutions sécuritaires démocratiques. Plus autonomes lorsqu'elles forment un corps distinct qui possède son propre agenda politique et participe à un cartel du pouvoir (cas de l'Armée)⁶⁷⁰. Plus subordonnées lorsqu'elles sont le simple prolongement du parti ou de l'homme au pouvoir, en tant que force destinée à assurer la survie d'un régime plutôt que l'ordre public (cas des forces de maintien de l'ordre)⁶⁷¹.

Par conséquent, les institutions sécuritaires irakiennes d'avant 2003 se trouvent entre le processus de formation de l'Etat et celui de consolidation du monopole de la coercition légitime. Elles exercent bien une forme de monopole *de facto* au service du pouvoir, mais sont liés à ce dernier par des relations de clientélisme qui montrent le risque de déloyauté qu'elles

⁶⁶⁹ Autrement dit, cette distinction renvoie au classement des acteurs en fonction de leur plus ou moins grande opposition aux objectifs politiques et militaires américains en Irak.

⁶⁷⁰ Dans le cas irakien, cela est illustré par le rôle de l'armée comme arbitre entre partisans de l'alliance avec l'Allemagne et leurs opposants durant la Seconde guerre mondiale, mais aussi en tant qu'elle est la colonne vertébrale autour de laquelle se forment les élites de l'Etat irakien. A ce titre, et comme en Egypte, ce sont les officiers qui renversent la monarchie en 1958.

⁶⁷¹ Hamit Bozarslan, *Sociologie Politique du Moyen-Orient, op.cit.*, pp.51-54. A partir de 1958, l'Armée se démilitarise et se politise au service du général Kassem d'abord, puis du Parti Baas sous le général Bakr et de Saddam Hussein ensuite. La « baasification » de l'Armée à partir de 1968 s'accompagne de la constitution de forces de sécurité intérieure au service du parti. A terme, l'Armée comme les services de sécurité sont pris en main par le clan des *Tikritis*. Ce dernier processus, qui débute en 1979, conduit à supprimer l'importance de l'affiliation idéologique au profit de l'appartenance clanique et tribale. L'ensemble des forces de sécurité, dépendant directement de Saddam Hussein, devient un ensemble politisé et privatisé. Hélène Caylus, « Le choix d'une démilitarisation brutale : le cas Irakien », *Les Champs de Mars*, n°23, hiver 2011, pp.97-117. Pierre-Jean Luizard, *La question irakienne, op.cit.*, pp.33, 43-44, 92 et 121.

font courir au régime⁶⁷². De plus, elles appartiennent davantage au registre d'institutions utilisant la force brutale pour affirmer un pouvoir qu'au registre d'institutions de maintien de l'ordre utilisant une force domestiquée. Enfin, même si leurs missions et leurs rôles demeurent différents, la distinction entre les forces armées et les forces de sécurité intérieure tend à s'atténuer, en raison de leur politisation extrême. Les militaires sont progressivement marginalisés au fur et à mesure qu'ils tombent sous l'emprise du clan de Saddam Hussein (certains généraux, à l'instar du *raïs*, n'étant que des civils en uniforme). Tandis que les forces de sécurité jouent un rôle central dans le maintien du régime⁶⁷³. Ce processus se renforce après la guerre contre l'Iran ainsi qu'après la défaite de 1991 puisque la menace intérieure (soulèvement populaire, communautaire ou coup d'Etat) est perçue comme plus importante que la menace extérieure.

A partir du moment où ces institutions sont démantelées par la CPA, la nécessité d'en créer de nouvelles produit des rapports de force sur lesquels les militaires américains ne peuvent pas entièrement peser (Fig.9). Ainsi, les forces de sécurité deviennent un enjeu politique entre les différents acteurs irakiens. Dans la logique de la politisation des décennies précédentes, ceux-ci tentent donc de s'emparer de ces institutions pour en faire des instruments dans la conquête du pouvoir. Cela concerne essentiellement les forces chargées de la sécurité intérieure⁶⁷⁴. Celles-ci sont composées de la police nationale irakienne (une formation paramilitaire analogue à la gendarmerie), des polices locales (sur le modèle américain) et des services de renseignement. Initialement, la reconstruction de ces institutions est un effort politique majeur pour la CPA : il s'agit de faire appel à la communauté internationale et à des policiers américains pour encadrer et former les policiers. Toutefois, les moyens sont insuffisants : face à la réticence du Pentagone comme des forces de la Coalition, seuls quelques policiers occidentaux sont envoyés en Irak et la formation est donc accordée par contrats à des sociétés de sécurité privées⁶⁷⁵. D'autre part, un effort parallèle est fourni par les officiers américains dans leur zone d'opérations, notamment à Mossoul, en Anbar ou dans

⁶⁷² Antonio Giustozzi, *The Art of Coercion, op.cit.*, pp.10-11, 34-37 et 43-73.

⁶⁷³ Ces forces de sécurité intérieure (police secrète et services de renseignement) sont éclatées de manière à empêcher qu'elles ne puissent devenir un centre de pouvoir, en même temps qu'elles sont sous le contrôle direct et central de Saddam Hussein.

⁶⁷⁴ Celles-ci sont importantes à double titre dans le contexte de la guerre civile et de l'insurrection. En premier lieu, elles sont dépositaires d'une forme de pouvoir sur la société irakienne. En second lieu, leur fonction est justement de soumettre à la coercition les insurgés ou tout autre rival ou adversaire.

⁶⁷⁵ Ainsi de Dyncorp pour la formation de la police nationale à partir de 2006.

Bagdad⁶⁷⁶. Enfin, l'environnement sécuritaire se dégradant, l'effort est freiné par la réticence et l'impuissance des sociétés de sécurité privées mais surtout par l'intimidation dont sont victimes les engagés volontaires⁶⁷⁷.

Forces de sécurité	Armée	Police Nationale	Services de renseignement	Police locale
Contrôle américain	Fort	Faible	Concurrence	Concurrence puis fort a/c 2006
Enjeux pour les acteurs	Important à partir de 2006	Fort (acteurs nationaux)	Fort (acteurs nationaux)	Fort (acteurs locaux)
Impact sur le monopole de la coercition	Favorable	Défavorable	Favorable	Défavorable

Fig.9 Les forces de sécurité irakiennes : enjeux et impacts

Par conséquent, la police locale souffre d'un manque d'encadrement et de formation, mais aussi d'effectifs trop peu nombreux, peu payés et à la motivation variable. A l'exception de la province d'Anbar, de Mossoul ou de Tal Afar où certains chefs de la police se maintiennent malgré les tentatives d'assassinats et les intimidations, ces forces restent inexistantes et inefficaces⁶⁷⁸. Dans d'autres zones, la police est au service d'entrepreneurs politiques locaux ou bien mène une politique communautaire qui attise les violences. Ainsi à Tal Afar où le lieutenant-colonel Chris Hickey doit menacer le responsable irakien de le démettre de ses fonctions pour qu'il accepte d'écouter les doléances de la communauté sunnite l'accusant de perpétrer des assassinats et des enlèvements contre elle⁶⁷⁹. Le

⁶⁷⁶ Là encore, le processus d'éclatement et de dispersion de l'effort est évident : les Marines en Anbar tentent de constituer des unités mixtes américano-irakiennes recrutées localement sur le modèle des *Combined Action Platoons* du Vietnam, les soldats déployés à Bagdad créent des unités pour protéger les installations sensibles de la capitale (*Facility Protection Service*), tandis qu'à Mossoul en 2003 le général Petraeus tente de construire une police *ad hoc* à partir d'un amalgame entre anciens membres des forces de sécurité, *peshmergas* kurdes et recrues locales.

⁶⁷⁷ En 2004, les premières attaques des insurgés ciblent les postes de police : c'est le cas le 14 février à Falloudja et le 10 novembre à Mossoul. A Haditha, les policiers sont les premières victimes des représailles des insurgés au départ des troupes américaines.

⁶⁷⁸ « Bing » West, *The Strongest Tribe*, *op.cit.*, pp. 154, 178 et 267-270.

⁶⁷⁹ Lieutenant-colonel Chris Gibson, « Battlefield Victories and Strategic Success : The Path Forward in Iraq », *Military Review*, vol. LXXXVI, n°5, septembre-octobre 2006, p.53.

changement s'opère à partir de 2006 lorsque les officiers américains à Ramadi, Hit et Falloudja décident d'améliorer l'efficacité de la police locale en en confiant le recrutement aux cheiks du « Réveil » et en développant le modèle de partenariat mis en place par les Marines⁶⁸⁰.

A partir des élections de 2005, l'aggravation des clivages communautaires et partisans se reflète dans l'appropriation de la police nationale irakienne par le Conseil Suprême de la Révolution Islamique et l'Organisation Badr. Si une partie de la milice est intégrée dans l'armée régulière (notamment la Vème division irakienne), l'essentiel compose en effet la force paramilitaire opérant dans les grandes villes irakiennes, et notamment à Bagdad⁶⁸¹. Il semble qu'avec le développement des violences intercommunautaires, la police nationale irakienne ait joué un rôle partisan⁶⁸². En premier lieu, en menant des opérations de police dans les quartiers sunnites, parfois en lien avec les escadrons de la mort⁶⁸³. En second lieu, en protégeant exclusivement les quartiers chiites contre les attaques d'AQI. L'exception est le quartier de Sadr City, entièrement aux mains de l'Armée du Mahdi, et qui se trouve être un lieu d'affrontement entre les deux organisations. En janvier 2006, le Pentagone décide de l'intégration de 2 250 officiers de police américains au sein de *Police Transition Teams* (PTT) et déclare 2006 comme « Année de la Police Irakienne »⁶⁸⁴. A partir de 2007, la pression exercée par David Petraeus, Ryan Crocker et leurs conseillers sur Nouri As-Maliki aboutissent à une purge au sein de l'institution et à une atténuation progressive de son

⁶⁸⁰ Carter Malkasian, « A Thin Blue Line in The Sand », *Democracy Journal*, n°5, été 2007. Bien entendu, le résultat de ce processus est la constitution de forces de police partiellement inféodées aux réseaux de pouvoir locaux.

⁶⁸¹ C'est notamment le cas de la « Brigade des Loups », formés de jeunes gens provenant des quartiers chiites pauvres de Bagdad et qui, à Bagdad comme à Mossoul, pratiquent la torture. Selon certains témoignages révélés par Wikileaks en octobre 2010, les Américains les auraient laissé opérer ou s'en seraient servi pour les interrogatoires. Martin Chulov, « Iraq War Logs : The US Was Part of the Wolf Brigade Operations Against US », *The Guardian*, 28 octobre 2010, Kevin Gosztola, « Cables Reveal More on Wolf Brigade Torture of Iraqis, How It Fueled Violence », *The Dissenter*, 6 septembre 2011.

⁶⁸² En tant que force paramilitaire, la police nationale irakienne a pour mission de maintenir l'ordre « martial » dans l'ensemble du pays. La police locale, moins lourdement armée, est essentiellement chargée de l'ordre public.

⁶⁸³ Le vice-président irakien Tarek As-Hashemi, sunnite, et l'ambassadeur américain Zalmay Khalizad accusent ainsi Bayan Jabr, ministre de l'intérieur et membre du Conseil Suprême de la Révolution Islamique, d'avoir facilité et organisé le travail des escadrons de la mort. Ken Silverstein, « The Minister of Civil War : Bayan Jabr, Paul Bremer and the Rise of Iraqi Death Squads », *Harper's Magazine*, août 2006, pp.67-73; Christopher Allbritton, « Why Iraq's Police are a Menace », *Time Magazine*, 20 mars 2006. Bayan Jabr devient ministre des finances du gouvernement Maliki en avril 2006 et nie farouchement ces accusations.

⁶⁸⁴ Robert M. Perito, « Policing Iraq : Protecting Iraqis from Criminal Violence », *United States Institute for Peace Brief*, juin 2006.

caractère communautaire et partisan⁶⁸⁵. En dépit de ces décisions, le rapport du général Jones sur cette institution constate encore le caractère communautaire de sa composition (85% de ses 25 000 hommes) et la persistance d'objectifs partisans. Sur ce dernier point, la commission Jones constate en effet qu'à la proposition du commandement de créer une brigade à Samarra composée à 45% de sunnites, le ministère de l'intérieur riposte en ramenant cette proportion à 1%⁶⁸⁶.

La formation des services de renseignement renvoie aux mêmes logiques où se mêlent rivalités partisans instrumentalisant les catégories communautaires et luttes pour le monopole de la coercition d'Etat. Le 1^{er} avril 2004, l'ordre de la CPA n°69 ordonne la création d'un service de renseignement national irakien (l'INIS). Officiellement, son objectif est la collecte, l'analyse et la dissémination du renseignement concernant le terrorisme, la criminalité organisée, les armes de destruction massive, le sabotage et l'espionnage⁶⁸⁷. D'autre part, la constitution provisoire irakienne prévoit que cet organe soit soumis au contrôle parlementaire et opère dans le respect des droits de l'homme ainsi que le cadre de la loi⁶⁸⁸. En réalité, l'INIS est destinée à opérer en liaison avec la CIA, qui lui transfère 3 milliards de \$ en fonds secret en plus du budget de 87 milliards de \$ voté en novembre 2003 par le Congrès. A sa tête est nommé l'ancien général As-Shawani, un sunnite exilé après son arrestation par Saddam Hussein⁶⁸⁹. Très rapidement le personnage s'attire l'inimitié des partis chiites en faisant arrêter 50 membres du Hezbollah Irakien en septembre 2004 et en accusant l'Organisation Badr de faire assassiner ses agents au nom de l'Iran⁶⁹⁰. A partir d'avril 2006,

⁶⁸⁵ Jim Michaels, « Top Leaders in Iraqi National Police Replaced », *USA Today*, 29 janvier 2007. Cette décision intervient donc au moment où le premier ministre Maliki prend conscience que les Américains vont intervenir directement dans le jeu politique irakien. Mike Tharp, « More Sunnis Joining Iraq's National Police », *McClatchy*, 29 mai 2008.

⁶⁸⁶ Général James L. Jones, *The Report on the Independent Commission on the Security Forces in Iraq*, 6 septembre 2007, pp.111-112, accessible à l'adresse: <http://media.npr.org/documents/2007/sep/jonesreport.pdf> (accédé le 15 février 2008). Les avis divergent cependant, puisqu'à la date du rapport, les Sunnites représentent quatre des neuf commandants de brigade et la moitié des commandants de bataillon. D. J. Elliott, « Training the Iraqi National Police », *The Long War Journal*, 3 juillet 2007, accessible à l'adresse: http://www.longwarjournal.org/archives/2007/07/iraqi_national_polic.php (accédé le 15 février 2008).

⁶⁸⁷ CPA, *Charter for the Iraqi National Intelligence Service*, 1er avril 2004, chapitre 1.

⁶⁸⁸ *Transitional Administrative Law*, 8 mars 2004, article 27D.

⁶⁸⁹ Selon certaines sources, As-Shawani, un officier brillant et charismatique aurait fait craindre à Saddam Hussein une tentative de coup d'Etat organisée par la CIA au profit du premier. Initialement était pressenti un autre proche de la CIA, le chiite Nouri Badran, ministre de l'intérieur dans le conseil de gouvernement provisoire. « Iraqi National Intelligence Service », *GlobalSecurity.org*, juin 2007, accessible à l'adresse : <http://www.globalsecurity.org/intell/world/iraq/inis.htm> (accédé le 15 octobre 2007).

⁶⁹⁰ Ned Parker, « Divided Iraq Has Two Spy Agencies », *The Los Angeles Times*, 15 avril 2007; Ned Parker, « Iraq's Spy Chief Accuses Badr Militia of Killing Agents », *Middle East Onlines*, 14 octobre 2004.

Nouri As-Maliki entreprend de créer un autre service de renseignement, indépendant des Américains et plus enclins à ne pas attiser la rancœur de ses alliés chiites. Il établit donc le Ministère d'Etat pour la Sécurité Nationale (MSNS)⁶⁹¹. Dirigé par le chiite As-Waeli, le nouveau ministère dépend directement du bureau du premier ministre. Plusieurs tentatives en 2007 et en 2008 démontrent que Nouri As-Maliki tente de prendre le contrôle de l'INIS, en créant un ministère de la sécurité intérieure qui inclurait les deux organisations. En 2009, il parvient à faire démissionner As-Shawani au terme d'une lutte politique sanglante (puisque As-Shawani prétend que près de 290 de ses agents ont été assassinés par les services iraniens ou le MSNS)⁶⁹². Au terme du remaniement ministériel du 21 décembre 2010, Nouri As-Maliki a obtenu de cumuler les fonctions de premier ministre, de ministre de la défense, de ministre de l'intérieur et de ministre de la sécurité nationale⁶⁹³. Par ailleurs, il contrôle désormais l'INIS au sein de laquelle il aurait placé plusieurs de ses affiliés⁶⁹⁴. Cet élément montre la formation progressive d'un monopole aux mains de Nouri As-Maliki.

Si la police nationale irakienne et les services de renseignement sont des enjeux dans les luttes de pouvoir irakiennes, mais aussi dans le processus de monopolisation progressive des moyens de coercition, l'armée est au contraire marginalisée, à l'instar de la police locale. Cela s'explique par le fait que sa recreation est un processus dans lequel les Américains sont particulièrement impliqués – et notamment les militaires – mais également car le contrôle des forces armées n'apparaît pas nécessaire aux entrepreneurs politiques irakiens à partir du moment où sa mission première est de défendre le territoire national⁶⁹⁵. Pourtant, même si elle est globalement épargnée par le processus de politisation qui touche les autres institutions sécuritaires, l'armée irakienne ne permet pas le contrôle ou l'établissement d'un monopole sur les moyens de coercition en raison de son inexpérience plutôt que des prises de position politiques de ses membres.

⁶⁹¹ Parfois dénommé Ministère de la Sécurité (MOS).

⁶⁹² Selon l'agence de renseignement *Stratfor*, près de 500 officiers de l'INIS aurait été tués et 700 emprisonnés depuis 2004. En 2009, As-Shawani aurait tenté des représailles contre le MSNS, ce qui aurait incité Maliki à accentuer la pression pour qu'il démissionne. Entretien avec D.P., agent du gouvernement américain, Newport, 16 septembre 2009.

⁶⁹³ « Ministers in the New Iraq Government », *Assyrian International News Agency*, 23 décembre 2010, Reidar Visser, « Parliament Approves the Second Maliki Government », *Historiae.org*, 21 décembre 2010, accessible à l'adresse: <http://historiae.org/Maliki-second.asp> (accédé le 21 décembre 2010).

⁶⁹⁴ « Maliki Takes Over Iraq's Security Services », *United Press International*, 8 octobre 2012.

⁶⁹⁵ Il faut noter qu'en vertu des articles 59B et 59C de la *Transitional Administrative Law* du 8 mars 2004, les forces armées irakiennes sont placées sous la tutelle de la Coalition. L'article 107 de la constitution de 2005 donne au gouvernement fédéral l'autorité pour définir une politique de Défense. En revanche, le commandement opérationnel de l'armée reste aux mains de la Force Multinationale-Irak jusqu'en décembre 2008.

La décision de la CPA de créer une armée réduite à 150 000 hommes (contre 350 000 environ au moment de l'invasion) et limitée à la défense de l'intégrité territoriale de l'Irak est minée d'emblée par la méfiance réciproque qui s'installe entre les Américains, le nouveau gouvernement et les anciens officiers supérieurs et généraux, considérés comme inféodés à l'ancien régime. De ce fait, et en raison d'un recrutement compliqué par la situation sécuritaire et la montée des tensions internes à l'Irak, les objectifs doivent être revus à la baisse. Le comportement des unités de la garde nationale irakienne lors du soulèvement de 2004 semble prouver aux Américains que la tâche de créer une armée *ex nihilo* complique davantage encore la gestion du chaos irakien. C'est pourquoi le MNSTC-Irak sous les commandements des généraux Petraeus puis Dempsey décide de limiter le format des trois armées à 47 000 hommes (sur un total de 200 000 membres des forces de sécurité). L'armée est donc bien le parent pauvre de la reconstruction de l'Etat dans la mesure où les acteurs irakiens ne s'y investissent pas et en raison du contrôle exercé par les Américains sur le processus de génération des forces.

A partir de 2005-2007, la stratégie du général Casey nécessite d'accélérer la formation des forces armées. Afin d'atteindre son objectif, Casey donne au MNSTC-Irak la mission de former 170 000 hommes. L'objectif de 75 000 hommes organisés en 86 bataillons, 9 divisions d'infanterie légère et une division mécanisée est atteint au début de l'année 2006. D'autre part, la mission de l'armée est réorientée vers le soutien à la contre-insurrection menée par les troupes de la Coalition. Cependant, ces unités sont minées par les désertions, l'absentéisme, le manque de professionnalisme du corps des officiers ainsi que par l'emprise politique exercée sur certaines d'entre elles. Car pour permettre cette montée en puissance, il a fallu intégrer l'ancienne garde nationale (en janvier 2005) ainsi que les *peshmergas* et certains éléments de l'Organisation Badr⁶⁹⁶. Rapidement, les partis politiques parviennent à faire nommer des officiers généraux de leur obédience à la tête des divisions. Cette politisation à l'échelle des unités se poursuit jusqu'en 2009. Selon Najim Abed As-Jabouri, ancien maire de Tal Afar, la Vème division irakienne dépend du Conseil Suprême de la Révolution Islamique, la VIIIème dépend du parti *Dawa*, la IVème est formée d'unités de *peshmergas* et la VIIème (recrutée

⁶⁹⁶ Les unités kurdes sont intégrées sans être dissoutes, entérinant aux yeux de leurs rivaux chiites et sunnites un précédent ethnique.

exclusivement en Anbar) est sous l'influence des membres affiliés au « Réveil » d'Anbar⁶⁹⁷. En dépit de ces affirmations, il ne semble pas que les divisions citées aient participé en masse aux violences de 2006 sous la bannière d'un parti, au contraire de la police nationale. En revanche, cela indique que l'armée est progressivement devenue un enjeu pour les entrepreneurs politiques mais aussi que les Américains ont réussi à garder un contrôle important, du fait de leur participation au recrutement, à la formation, à l'entraînement et aux opérations⁶⁹⁸.

Si les forces armées sont devenues un enjeu politique, cela tient au rôle qu'elles jouent dans le maintien de l'ordre puis la reconquête politique à partir de 2006. Les échecs à en faire un auxiliaire efficace dans les opérations de 2005-2006 s'expliquent surtout par leur manque de préparation opérationnelle. En revanche, leur participation aux opérations du *surge* contribuent à leur donner cette expérience et à forger un outil efficace dans la lutte contre les insurgés.

Les contractants : un contrôle libéral ?

Auxiliaires de l'action militaire américaine en Irak, les contractants représentent en apparence un atout important dans le processus de reconstruction. Si le personnel de ces entreprises dépasse en nombre le total des effectifs militaires américains en Irak, cela concerne essentiellement les compagnies en charge de tâches logistiques ou de reconstruction des infrastructures⁶⁹⁹. En revanche, les effectifs des sociétés de sécurité privées travaillant au profit du gouvernement américain, d'autres contractants ou de personnalités irakiennes sont plus difficiles à estimer. Car seules les SSP/SMP en contrat avec les ministères américains ont fait l'objet d'un recensement systématique : en février 2007, le CENTCOM estimait que 21 entreprises représentant 10 800 individus opéraient en Irak au profit du département de la

⁶⁹⁷ Najim Abed As-Jabouri, « For Every Iraqi Party, An Army of Its Own », *The New-York Times*, 28 octobre 2009, voir aussi Bill Ardolino, « Politicization of the Iraqi Army in 2009 », *The Long War Journal*, 30 octobre 2009. La formation de la VIIème division est une initiative suggérée au MNSTC-Irak par le commandement des Marines en Anbar en 2006 lors de leurs négociations avec les personnalités influentes de la province. Celles-ci rejettent en effet les unités, alors majoritairement chiïtes, qui opèrent en Anbar, et refusent d'autoriser le recrutement de Sunnites dès lors que ceux-ci risquent d'être déployés dans d'autres régions de l'Irak.

⁶⁹⁸ La méthode des conseillers militaires intégrés dans les états-majors (2005-2006), ainsi que le partenariat opérationnel (2007-2008) a effectivement permis d'atténuer l'emprise des agendas communautaires et partisans sur les militaires irakiens.

⁶⁹⁹ Selon le département d'Etat et le département de la Défense, il y aurait plus de 180 000 contractants en Irak à l'été 2007 (contre 144 000 militaires américains). T. Christian Miller, « Contractors Outnumbers Troops in Iraq », *The Los Angeles Times*, 4 juillet 2007; Georges-Henri Bricet des Vallons, *Irak, terre mercenaire, op. cit.*, pp.89-90.

défense. En août 2008, ce nombre serait tombé à 7 000⁷⁰⁰. En revanche, les contractants armés travaillant pour d'autres entreprises en contrat avec le gouvernement américain, pour les ONG ou pour les acteurs irakiens est certainement plus élevés : une évaluation minimale en situerait le nombre à 33 000, tandis qu'une estimation plus précise donnerait entre 45 000 et 70 000 hommes représentant 300 sociétés⁷⁰¹. Ce premier élément montre que ni le département de la défense ni le CENTCOM ne contrôlent directement l'ensemble des soldats privés en Irak. Dans un mémorandum du 26 juin 2004, la CPA impose aux sociétés de sécurité privées de s'enregistrer auprès des ministères de l'intérieur et du commerce irakien⁷⁰². Seules les entreprises disposant d'une licence pourront opérer en Irak. Le mémo précise également les conditions de sécurité de recrutement des employés des SSP (notamment Irakiens) ainsi que les procédures de règles d'engagement et le code de conduite à tenir en Irak⁷⁰³. Enfin, les SSP/SMP sont tenues de verser une caution de 25 000\$ censée garantir leur respect de ces règles.

Cette tentative de contrôler l'action des SSP/SMP est cohérente avec l'ordre n°17 de la CPA en date du 26 juin 2003. Si le texte précise l'immunité juridique des contractants par rapport aux futures autorités irakiennes, il autorise les troupes américaines à arrêter et expulser ou extraditer les membres des SSP/SMP qui présenteraient une menace pour la sécurité⁷⁰⁴. Cette clause a été interprétée par certains comme un « permis de tuer » donné aux contractants⁷⁰⁵. La réalité est plus complexe. D'un côté en effet, certaines entreprises de sécurité privées ont participé aux opérations militaires, notamment dans le processus lié au renseignement : en ce sens, elles ont servi d'acteurs par procuration pour des tâches que les

⁷⁰⁰ CENTCOM, *Quarterly Contractor Census Reports (2008-2011)*, accessibles à l'adresse: http://www.acq.osd.mil/log/PS/CENTCOM_reports.html (accédé le 15 mars 2012), Georges-Henri Bricet des Vallons, *L'entreprise de guerre au XXIème siècle, op.cit.*, pp.141-142. Selon le CENTCOM, ces SSP accomplissent des missions de protection de convois, de protection de personnalités ainsi que des missions de protection des bâtiments officiels et infrastructures.

⁷⁰¹ Georges-Henri Bricet des Vallons, *L'entreprise de guerre au XXIème siècle, op.cit.*, p.143. Dans ce travail de thèse, l'auteur s'appuie sur les chiffres de la cour des comptes fédérales américaines (le GAO) ainsi que sur ceux fournis par la *Private Security Company Association Iraq* (PSCAI) créée en 2004 pour fédérer les SSP/SMP travaillant en Irak (l'association a été dissoute en décembre 2011).

⁷⁰² CPA Memorandum n°17, *Registration Requirements for Private Security Company (PSC)*, 26 juin 2004, accessible à l'adresse: http://www.dod.mil/pubs/foi/operation_and_plans/CPA_ORHA/07-F-1059_doc4.pdf (accédé le 15 mars 2012).

⁷⁰³ Le texte précise que les SSP ont un rôle dissuasif et ne peuvent en aucun cas accomplir des fonctions de police. Les règles d'engagement ajoutent que le contractant doit coopérer avec les forces de la Coalition, faire un usage gradué de la force et n'utiliser ses armes (dûment enregistrées) que dans trois cas : légitime défense, protection de leurs clients, protection des civils. Annexe A.

⁷⁰⁴ CPA, *CPA Order number 17 : Status of the Coalition, Foreign Liaison Missions , their Personnel and Contractors*, 26 juin 2003, section 3.

⁷⁰⁵ Robert Young Pelton, *Licensed To Kill : Hired Guns in the War of Terror*, New-York: Crown Publishing, 2006.

militaires américains ne pouvaient légalement, éthiquement ni politiquement accomplir. C'est le cas par exemple de la société L3-Titan, qui a fourni des interprètes mais aussi des interrogateurs, notamment à Camp Nama (le centre de détention des forces spéciales américaines)⁷⁰⁶. D'autre part, à la suite de la mort de quatre employés de *Blackwater* à Falloudja en 2004, le commandement militaire américain décide de mettre ses moyens au service des SSP, notamment pour les secourir mais aussi pour sécuriser les routes empruntées par leurs convois⁷⁰⁷. D'un autre côté, la dégradation sécuritaire et la dispersion de l'effort de reconstruction produit une inflation du nombre de contractants au service d'entreprises ou d'ONG, ainsi qu'une perte relative de contrôle par les militaires. De ce fait, les sociétés de sécurité privées agissent sans toujours tenir compte ni de leurs obligations légales vis-à-vis du gouvernement irakien, ni de leur engagement moral et juridique vis-à-vis de la Coalition. Le cas de la SMP Blackwater (devenu Xe) illustre ce phénomène : ses membres sont impliqués dans des fusillades non seulement contre les civils irakiens mais aussi des militaires américains⁷⁰⁸. Un rapport de la cour des comptes fédérale américaine montre que les contractants sont impliqués dans une vingtaine d'incidents de ce type par jour pour la période de janvier à mars 2005⁷⁰⁹. Le 16 septembre 2007, un groupe de contractants de Blackwater escortant un convoi du département d'Etat ouvre le feu sur la place Nissour de Bagdad faisant 17 morts⁷¹⁰. Cet incident s'ajoute à la longue liste de ceux dans lesquels la société est impliquée⁷¹¹. Il est également l'occasion pour le premier ministre Nouri As-Maliki de tenter de reprendre le contrôle sur les SSP/SMP en expulsant l'entreprise pour l'exemple⁷¹². Au final, il semble bien que les contractants aient joué un rôle non négligeable dans la production

⁷⁰⁶ Georges-Henri Bricet des Vallons, *L'entreprise de guerre au XXIème siècle*, op.cit., pp.157-158 ; Eric Schmitt et Carolyn Marshall, « Task-Force 6-26 : Before and After Abu Ghraib, a US Unit Abused Detainees », *The New York Times*, 19 mars 2006.

⁷⁰⁷ GAO, *Rebuilding Iraq : Actions Needed to Improve Use of Private Security Providers*, Washington: GPO, juillet 2005, pp.15-22.

⁷⁰⁸ Jeremy Scahill, *Blackwater: The Rise of the Most Powerful Mercenary Army*, New-York: Nation Books, 2007.

⁷⁰⁹ GAO, *Rebuilding Iraq : op.cit.*, pp.27-29.

⁷¹⁰ Steve Fainaru, « Guards in Iraq Cite Frequent Shootings », *The Washington Post*, 3 octobre 2007.

⁷¹¹ Georges-Henri Bricet des Vallons, *L'entreprise de guerre au XXIème siècle*, op.cit., montre que les employés de Blackwater-Xe ont été impliqués dans 195 fusillades entre 2005 et 2007, qu'ils ont eu l'initiative du feu dans 163 de ces cas et qu'ils ont tué 16 Irakiens. Cela ne prend pas en compte les victimes du 16 septembre 2007.

⁷¹² Sabrina Tavernise, « Blackwater : US Contractors Banned by Iraq Over Shootings », *The New York Times*, 18 septembre 2007. Les suites judiciaires et l'enquête menée par les Irakiens comme par les Américains n'ont pas réellement éclairci les conditions de l'ouverture du feu (les employés de Blackwater ont prétendu avoir agi en légitime défense). Quoiqu'il en soit, l'incident révèle les tensions provoquées par la présence des SSP/SMP, tant avec les militaires américains qu'avec le premier ministre Maliki.

de la violence en Irak, en échappant partiellement – et parfois totalement – aux tentatives de les contrôler de la part des militaires américains comme des hommes politiques irakiens⁷¹³.

Ainsi, l'action menée par les Américains en Irak s'est traduite par la multiplication des acteurs disposant des moyens de la coercition. Les tentatives d'en contrôler ou limiter les effets négatifs se sont heurtées à un manque d'implication de leur part, ainsi qu'au jeu complexe des entrepreneurs politiques et privés. Finalement, l'action des militaires américains pour contribuer à la constitution d'un monopole des moyens de coercition aux mains du gouvernement irakien semble avoir été plus efficace dans l'élimination des adversaires et des rivaux que dans le contrôle des auxiliaires. Cela s'explique par une stratégie visant à neutraliser les menaces « extrémistes » en s'appuyant sur les différents acteurs irakiens. De ce fait, les Américains ont joué des rivalités et des alliances entre ces derniers. Bien que l'objectif soit celui de la réconciliation autour du gouvernement central, le résultat est une configuration oligopolistique des moyens de coercition en 2008.

Section 2 : un processus accélérant la formation de l'Etat mais pas sa consolidation

Pourtant, ce processus d'éclatement de la coercition résulte en partie de la stratégie menée par les Américains en Irak dans le cadre de la reconstruction de l'Etat. De fait, celle-ci a engendré deux processus partiellement contradictoires. En premier lieu, la construction de l'armée irakienne est progressivement devenue l'axe principal de la formation de l'Etat. En effet, le monopole de la violence à grande échelle comme prétention ultime sur le pouvoir

⁷¹³ En 2004, la nouvelle MNF-I tente d'enclencher un processus pour permettre une coopération et un contrôle plus important sur les SMP/SSP. Pour certains, cela représente le « *défi ultime de l'interopérabilité* ». En revanche, le processus de coordination des SMP entre elles et vis-à-vis du commandement américain est confiée à un contractant, Aegis. D'autre part, des voix s'élèvent au sein de la communauté de Défense aux Etats-Unis pour reprocher aux contractants l'impact négatif de leurs actions incontrôlées sur les efforts de « contre-insurrection ». Remy Ourdan, « L'irrésistible ascension du lieutenant-colonel Spicer dans l'eldorado de la sécurité privée à Bagdad », *Le Monde*, 1^{er} juillet 2004 ; David Isenberg, *Shadow Forces*, New-Haven : Praeger, 2008, p.70 ; Peter W. Singer, « Comment le Pentagone est devenu accro aux mercenaires », *Courrier International*, n°886, octobre 2007 ; Christian Olsson, « Les relations houleuses entre SMP et tenants de la contre-insurrection », *Sécurité Globale*, n°8, juin 2009, pp.67-80.

repose essentiellement sur l'institution militaire⁷¹⁴. Mais en second lieu, la mobilisation tribale de 2006-2007 enclenche un équilibre précaire entre les différents acteurs irakiens, dont la trêve ne semble devoir durer que le temps de la présence américaine. Ces deux stratégies – la construction des institutions (centripète) et la cooptation des acteurs disposant de moyens de coercition (centrifuge) – ne permettent donc pas de consolider l'Etat irakien. L'analyse de ces dynamiques au-delà de la rupture que représentent le désengagement progressif et le retrait (c'est-à-dire après le 31 décembre 2008) est nécessaire pour saisir à la fois les conséquences de la stratégie américaine et la perte graduelle de leur emprise sur les dynamiques irakiennes.

La construction de l'armée irakienne : un outil efficace mais dépendant des Américains

Au départ conçue comme un expédient, la constitution de la nouvelle armée irakienne devient dès 2005 l'axe d'effort principal de la stratégie américaine en Irak. Si la dissolution de mai 2003 signifie la volonté de Paul Bremer de dépolitiser les forces armées (en supprimant les liens existant entre les officiers et le parti Baas ou le clan des *Tikriti*), l'action de la MNSTC-I à partir de 2004 tente de la remilitariser. C'est-à-dire d'en faire une armée professionnelle. Dans un premier temps, la politique de recrutement consiste à reformer au plus vite les corps d'officiers, de sous-officiers et de militaires du rang, en les formant sur le modèle américain. De ce fait, la quantité prime sur la qualité, notamment pour ce qui concerne les officiers. Ce point est d'autant plus important que la culture institutionnelle de l'ancienne armée irakienne se fonde sur un clivage net entre les officiers et le reste de la troupe. De fait, cette habitude produit à la fois un manque de cohésion, une obéissance aveugle à des hommes parfois sans expériences (ou qui doivent leur promotion à leur appartenance partisane ou communautaire), et une méfiance des officiers vis-à-vis de leurs conseillers américains (les équipes MiTT étant composées d'un seul officier chargé de superviser des sous-officiers en charge chacun d'une compagnie ou d'une section

⁷¹⁴ Antonion Giustozzi, *The Art of Coercion, op.cit.*, p.15. Dans les Etats issus de la décolonisation, l'armée a souvent joué ce rôle de permettre la construction de l'Etat, et la carrière politique des officiers a tendance à être plus importante que celles des policiers. Il convient néanmoins de préciser que, dans le cas d'une guerre civile ou d'une insurrection, la police joue un rôle central dans la gestion de la violence.

irakiennes)⁷¹⁵. L'inefficacité opérationnelle qui en résulte montre donc les limites d'une approche fondée sur une montée en puissance trop rapide, qui ne tient pas compte de certains aspects culturels⁷¹⁶. D'autre part, l'armée irakienne est construite comme une force professionnelle dont les membres sont censés être des volontaires engagés par contrat sur une durée limitée. Mais nombre des recrues sont davantage intéressées par leur survie économique qu'animées par un quelconque patriotisme ou l'adhésion à un projet politique. Les maladroites de leurs cadres lors des premiers combats (des bataillons entiers de la garde nationale irakienne se débandent à Falloudja lors du soulèvement de mars-avril 2004, certaines unités ne se présentent même pas) compromettent les réengagements. Enfin, la tutelle américaine sur la nouvelle institution est tellement forte qu'elle freine le recrutement, que ce soit du fait de la méfiance vis-à-vis de l'occupant, ou des campagnes d'intimidations menées par les insurgés près des centres de recrutement⁷¹⁷.

Du fait de son manque d'efficacité et du rôle central que jouent les Américains dans son établissement, l'armée irakienne est marginalisée dans le processus de formation de l'Etat comme auprès des acteurs politiques irakiens. Cela permet aux Américains de modeler l'institution, surtout après que la mission a été placée au centre de la stratégie du général Casey. Ce modelage concerne le matériel mis en œuvre, ainsi que les tactiques et procédures. Mais il s'exerce également par la volonté de faire de l'armée irakienne l'auxiliaire principal de l'action militaire américaine. A partir de l'été 2005 en effet, le MNSTC-Irak est chargée de constituer une institution capable également de mener des actions de rétablissement et de maintien de l'ordre. La politisation de la police nationale irakienne, à qui aurait dû échoir cette mission, rend nécessaire de s'appuyer sur l'armée, dépendante des moyens et de l'encadrement américains. Il s'agit pour les Américains de court-circuiter les institutions de

⁷¹⁵ Dans ses mémoires sur son expérience avec des réservistes américains de la 98^{ème} division chargée de former les bataillons irakiens en 2004-2006, le major Owen West montre comment ce clivage entre officiers et hommes du rang entrave l'action de formation. Un sergent-chef chevronné précise ainsi que « *dans la nouvelle armée irakienne, tout comme dans celle de Saddam, les officiers prennent toutes les décisions pour les jundis [les soldats irakiens]. Aucun conseiller ne pourra changer cela. Je soupçonne que les officiers Irakiens prennent mal le fait de recevoir des conseils, et parfois des ordres, de la part d'engagés, sous-officier américain ou non* ». Major Owen West, *The Snake Eaters, op.cit.*, p.19.

⁷¹⁶ Lors d'une embuscade dans une ville d'Anbar, une compagnie de l'armée irakienne ne sait comment réagir. Le conseiller militaire qui les accompagne tente bien de leur montrer la conduite à tenir et de les initier aux actes réflexes et élémentaires mais, selon ses propres mots : « *ils ne paraissaient pas impressionnés. Ils avaient l'habitude d'être éblouis par la pompe, que cela soit celle d'un cheik infatué de lui-même, d'un colonel irakien bien nourri mais non par le travail de bidasse d'un conseiller militaire américain se battant avec eux* ». *Ibid.*, p.12.

⁷¹⁷ En Anbar, les centres de recrutement de Habbaniyah sont régulièrement la cible d'attaques ou d'attentats entre 2004 et 2006.

sécurité intérieure, jugées peu fiables politiquement et considérées comme des outils des factions irakiennes. De plus, le plan de transition de la MNF-I prévoit de transférer progressivement les tâches sécuritaires aux forces armées au fur et à mesure de la pacification des provinces. Le *Provincial Iraqi Control* (PIC) obéit à un calendrier davantage orienté par les considérations politiques américaines (un transfert le plus rapide possible) que par la situation sécuritaire réelle⁷¹⁸. La montée en puissance opérationnelle est cependant compliquée par les problèmes structurels antérieurs que sont l'absentéisme, le manque d'implication des unités dans les combats, ainsi que par les tentatives d'infiltration par les insurgés.

A partir de 2007, l'augmentation du rythme de recrutement et de formation, ainsi que la généralisation progressive des procédés de partenariat opérationnel renforcent l'efficacité de l'armée irakienne, ainsi que son professionnalisme. En premier lieu, parce que le choix d'amalgamer unités américaines et irakiennes permet de dépasser les limites inhérentes au procédé antérieur du *mentoring* et d'accélérer la mise en condition opérationnelle des unités⁷¹⁹. En second lieu, parce ce procédé améliore les contacts entre soldats américains et irakiens, accroît la coopération et la confiance entre les officiers et socialise progressivement l'armée irakienne aux valeurs et aux principes d'une institution professionnelle. Par conséquent, les forces armées irakiennes deviennent un outil de plus en plus performant – même si il souffre du refus des Américains de les autonomiser quant aux moyens logistiques ou aux moyens lourds – et de plus en plus professionnel. Le rôle central que l'armée joue dans le rétablissement de la sécurité lui redonne donc une certaine crédibilité, outre que cela flatte la fierté d'un corps des officiers désireux de retrouver une place comme colonne vertébrale de la nation. Mais dans le même temps, cette montée en puissance attise les convoitises des factions irakiennes.

⁷¹⁸ Originellement, le transfert de la responsabilité de la sécurité à l'armée irakienne, puis aux autorités civiles, est prévue pour la fin de l'année 2007 pour l'ensemble des gouvernorats. L'exception étant les provinces formant la région autonome du Kurdistan. Cependant, le regain de tensions en 2006 nécessite de repousser le transfert. A l'issue de la campagne du *surge*, 13 provinces passent sous le contrôle de l'armée irakienne (dont la province d'Anbar en septembre 2008). Avec le retrait progressif, l'ensemble des provinces ont été transférées.

⁷¹⁹ Le procédé du *mentoring* (des équipes de conseillers militaires apportant conseils et assistance technique aux unités irakiennes en opération) souffre de deux faiblesses. En premier lieu, le faible impact des conseillers américains sur le corps des officiers comme sur la troupe. En second lieu, un contrôle insuffisant au niveau de la formation initiale (assurée certes par les unités américaines jumelées aux unités irakiennes, mais avec des moyens insuffisants, puisque l'essentiel des effectifs se trouve mobilisé pour des patrouilles, la protection de la force ou des actions offensives).

Car afin d'accélérer le recrutement et de pallier les déficiences de l'encadrement, les Américains et le gouvernement provisoire acceptent de réintégrer d'anciens officiers ou sous-officiers dès 2004. Cette mesure, décidée en accord avec le premier ministre Ilyad Allaoui, est assortie de conditions. Il s'agit d'une réintégration au cas par cas, progressive, et après examen des dossiers et du passé des candidats. Les partis chiïtes et kurdes tolèrent un temps cette mesure car ils profitent parallèlement de l'intégration de leurs milices dans les forces de sécurité et de la possibilité de placer des officiers supérieurs et généraux loyaux à la tête des brigades et des divisions. Même si le mouvement est ralenti à partir de 2006, certains estiment que 50 à 60% des officiers de l'ancienne armée ont été réintégrés en 2008⁷²⁰. Le recrutement bénéficie paradoxalement des divisions communautaires et partisans : non seulement parce que les différentes factions tentent de faire enrôler leurs milices ou leurs affiliés, mais également parce que la montée des violences à Bagdad et dans les régions mixtes incitent de nombreux jeunes gens à s'engager. Dans la province plus homogène d'Anbar, le recrutement est inexistant jusqu'à la fin de 2006, en raison de l'intimidation et du contrôle coercitif exercé par AQI. Mais aussi parce que les élites locales sont réticentes à une institution qu'ils perçoivent comme chiïte. Et enfin car ils craignent que le déploiement de leurs hommes loin de la province les rende d'autant plus vulnérables vis-à-vis du gouvernement comme de AQI⁷²¹.

Par conséquent, cet afflux produit un recrutement composite, en continuité avec la volonté américaine de créer une institution représentative de la population. L'article 9, alinéa 1 de la constitution de 2005 dispose en effet que « *les forces armées irakiennes comprennent toutes les composantes du peuple irakien, [...] sans discrimination, ni exclusion* ». Bien évidemment, l'intégration des milices contredit partiellement cette prescription au niveau de certaines unités, mais sans empêcher sa réalisation au niveau de l'institution dans son ensemble. D'autre part, la coloration ethnoconfessionnelle de certaines unités (au niveau du bataillon) a pu être utilisée favorablement dans le cadre de la campagne de 2007 : des unités sunnites étant déployées dans les quartiers sunnites de Bagdad, et des unités chiïtes dans les arrondissements chiïtes. Néanmoins, l'armée semble soumise aux mêmes risques de tensions

⁷²⁰ Interview de Abbas As-Bayati, membre de l'Union Islamique Turcomane (allié à Maliki) et de la commission de la Défense et de la sécurité, 11 décembre 2009, par l'International Crisis Group. Voir ICG, « Loose Ends : Iraq Security Forces Between US Drawdown and Withdrawal », *Middle East Report 99*, 26 octobre 2010.

⁷²¹ Le recrutement des Ière et VIIème divisions dans la province est rendu possible à partir de la fin de 2006 par les accords passés entre le commandement des Marines et les cheiks d'une part, par la promesse que ces unités resteront stationnées dans la province d'autre part, et enfin par l'implication des Marines dans le partenariat opérationnel.

et de rivalités communautaires que les autres forces de sécurité, ce qui tend partiellement à en politiser la hiérarchie. Ce fait est particulièrement illustré par la volonté des hommes politiques chiïtes au pouvoir de la purger des éléments qu'ils estiment compromis avec le régime de Saddam Hussein, ainsi que par les réticences à intégrer les « Fils de l'Irak ».

Sur le premier point, la perception d'un déséquilibre entre chiïtes et sunnites dans le corps des officiers est exprimée ainsi par l'un d'eux : « *l'hégémonie chiïte est indéniable dans le corps des officiers. Nous avons même vu des officiers sunnites prétendre qu'ils étaient chiïtes afin de ne pas perdre leur poste. Ils changent leur nom de famille afin d'effacer toute trace d'appartenance tribale ou régionale sunnite* »⁷²². De plus, les partis chiïtes au pouvoir depuis 2006 utilisent les lois de débaasification pour menacer ou écarter les officiers arabes sunnites. Bien que le parlement irakien ait adopté le 13 février 2008 une loi d'amnistie, celle-ci ne supprime en rien la débaasification initiée par la CPA. La loi sur la responsabilité et la justice accorde des pensions aux anciens membres importants du Baas ainsi que le droit pour les membres de rang inférieur de reprendre leur poste. Mais elle réitère les menaces de poursuite judiciaire contre les baasistes convaincus d'activité criminelle (dont la participation à l'insurrection). Un projet de commission indépendante sous la supervision du parlement est décidé, afin de remplacer celle mise en place sous Paul Bremer. Toutefois, les rivalités partisans à l'assemblée irakienne font échouer ce projet. De fait, l'ancienne commission est toujours en vigueur et reste l'instrument politique des partis au pouvoir, notamment contre leurs adversaires nationalistes sunnites⁷²³. Toutefois, il semble que ces menaces soient davantage d'ordre rhétorique et liées aux calendriers électoraux irakiens⁷²⁴. Elles montrent en tout cas comment les clivages nationaux peuvent être utilisées au sein de stratégies privées.

La réticence à intégrer les « Fils de l'Irak » illustre un autre aspect des tendances de l'armée à la politisation. En septembre 2008 en effet, la Coalition obtient du gouvernement irakien de lui transférer les quelques 100 000 membres de la milice et la promesse d'en intégrer 20% dans les forces de sécurité, tout en continuant de verser un salaire à tous en

⁷²² Interview d'un colonel irakien à Bagdad, 20 juin 2010, cité par ICG, « Loose Ends », *op. cit.*, p.19.

⁷²³ A la veille des élections législatives de mars 2010, Ali Faisal As-Lami, adjoint de Ahmed Chalabi, président de la commission, annonce publiquement avoir dressé une liste de 580 membres des forces de sécurité (principalement des officiers de l'armée) susceptibles d'être purgés. Cette menace n'est pas mise à exécution, mais montre bien l'instrumentalisation des catégories identitaires et politiques à tous les niveaux, puisque des officiers interrogés par l'ICG disent recevoir des SMS menaçant de les dénoncer à la commission si ils ne démissionnent, ce qu'ils interprètent comme des actes de jalousie de collègues ou de rivaux politiques. ICG, « Loose Ends », *op.cit.*, p.19. Ali Faisal As-Lami, accusé par Raymond Odierno d'être un agent iranien, est assassiné le 27 mai 2011.

⁷²⁴ En juin 2011, la commission n'avait procédé à aucune des purges promises.

attendant leur réinsertion⁷²⁵. Le 1^{er} avril 2009, les dernières milices sont transférées au ministère de la Défense⁷²⁶. Cependant, le processus est plus lent qu'attendu : 5 000 intégrés en avril 2009, 18 000 en août 2009, 24 000 en novembre 2009. D'autre part, le 23 décembre 2009, le premier ministre annonce le report du processus jusqu'à la tenue des élections et la formation du gouvernement⁷²⁷. En octobre 2010, seuls 13 000 miliciens de Bagdad (sur les 50 000 recrutés en 2007) ont été intégrés dans les forces de sécurité. Cette lenteur s'explique en grande partie par la réticence des officiels des partis au pouvoir à intégrer des combattants sunnites, liés à l'insurrection ou même aux forces de sécurité de l'ancien régime⁷²⁸. Cet argument se retrouve ainsi dans les propos de Sadiq As-Ribaki, conseiller de Maliki, en octobre 2009: « *Garantir l'immunité judiciaire aux membres du Réveil est hors de question. Ce sont des citoyens comme les autres et il y a des terroristes ou des individus corrompus parmi eux* »⁷²⁹. Ce sentiment est partagé par certains leaders miliciens qui considèrent que ces réticences démontrent l'influence de l'Iran sur le gouvernement irakien et la volonté de ce dernier d'isoler et de désarmer les Sunnites⁷³⁰. On peut émettre l'hypothèse que, contrairement au retour des cadres de l'ancienne armée, l'intégration de 20 000 soldats majoritairement sunnites apparaît comme une menace sérieuse pour les factions chiïtes. Car celles-ci ont dû accepter un recrutement composite (sauf pour les divisions kurdes stationnées dans le nord) et ne sont certainement pas prêtes à accepter la constitution d'unités « ethniques ».

Cependant, il semble que d'autres raisons, avancées par le gouvernement irakien et confirmées par des témoignages américains, nuancent ce phénomène. En premier lieu, la baisse des prix du pétrole en 2009 a diminué les recettes de l'Etat tandis que l'administration est engorgée par l'ampleur de la tâche de réinsertion. En second lieu, le transfert des « Fils de l'Irak » à l'armée irakienne a atteint son objectif de 15 à 20% dans certaines régions, en dépit des retards causés par la machine administrative et du délai dans le versement de la solde⁷³¹.

⁷²⁵ Le salaire est versé au titre de l'armée irakienne, sauf pour les miliciens d'Anbar qui émargent sur le budget de la police locale.

⁷²⁶ Multinational Force-Iraq, « U.S. Military Makes Last Payment to SOI », 12 mars 2009.

⁷²⁷ Chelsea J. Parker, « Sunni Fighters Must Be Treated Fairly By Iraq, US Commander Says », *Associated Press*, 26 décembre 2009.

⁷²⁸ Le général Moudir As-Mawla, chargé du dossier des « Fils de l'Irak » dans la commission de réconciliation nationale reconnaît que « *avant même que le processus ne commence, de nombreux membres de l'administration du premier ministre Maliki s'y sont opposés car pour eux c'étaient des milices qui devaient donc être désarmées* », Martin Chulov, « Sons of Iraq Turned the Tide for US, Now They Pay the Price », *The Guardian*, 13 mai 2010.

⁷²⁹ ICG, « Loose Ends », *op.cit.*, p.26.

⁷³⁰ *Ibid.*

⁷³¹ *Ibid.*

Ainsi, contrairement aux autres forces de sécurité qui sont utilisées dans le cadre d'agendas politiques, l'enjeu que représente l'armée est davantage celui de son contrôle politique à travers le recrutement et la nomination des cadres de haut niveau. D'autre part, les mesures de débaasification, ainsi que la prolifération de forces de sécurité assumant un rôle militaire en parallèle de l'armée, montrent en creux que les Américains gardent la main sur l'usage effectif de cette dernière.

Mais si les Américains ont su conserver à l'armée une certaine neutralité vis-à-vis des factions politiques et si ils en font fait un outil efficace de leur stratégie, ils l'ont également rendue trop dépendante d'eux. Par conséquent, l'armée ne garantit pas la reconstruction de l'Etat.

D'une part parce que les Américains sont les seuls garants de cette neutralité. Par conséquent, l'autonomie de l'armée face aux acteurs irakiens est fragilisée dans la perspective d'un retrait. Le modèle professionnel suppose en effet la subordination à un pouvoir légitime. Or, l'Etat irakien est la proie des rivalités politiques et les hommes au pouvoir sont loin de bénéficier d'une large légitimité. Le risque existe que certaines de ces factions tentent de prendre le contrôle de l'armée pour s'assurer du monopole des moyens de la coercition. Depuis 2010, le premier ministre Nouri As-Maliki multiplie ainsi ses efforts pour prendre le contrôle de l'armée et l'utiliser contre ses opposants. En premier lieu, il tente de centraliser l'ensemble des forces de sécurité à son profit. Il s'appuie pour cela sur son statut de commandant en chef des armées, ainsi que sur les ambiguïtés et les imperfections législatives relatives à la sécurité. Notamment, il utilise la commission interministérielle pour la sécurité nationale (ou Conseil National de Sécurité) pour court-circuiter les ministres de l'intérieur et de la défense⁷³². D'autre part, il crée des organes indépendants de tout contrôle législatif ou exécutif qui lui permettent d'exercer une autorité directe sur certaines unités, telles que la 56^{ème} brigade (dite « brigade de Bagdad ») ou les unités anti-terroristes⁷³³. L'organe le plus

⁷³² Cette commission, incluant les ministres de l'intérieur, de la défense, des affaires étrangères et des finances ainsi que le conseiller national à la sécurité, est créée par l'ordre 68 de la CPA (4 avril 2004). Sa tâche est de coordonner l'action gouvernementale en matière de sécurité. Présidée par Paul Bremer, ce poste est occupé depuis lors par le premier ministre. En avril 2009, une loi dissout la commission et tente de définir une stricte répartition des rôles et des responsabilités entre le premier ministre et les ministres titulaires de la défense ou de l'intérieur. Cependant, des rivalités partisans empêchent la loi d'être votée par la législature d'alors. De ce fait, Maliki reste maître de la commission et, pour faire bonne mesure, s'est octroyé les portefeuilles de la défense, de l'intérieur et de la sécurité intérieure en décembre 2010.

⁷³³ La 56^{ème} brigade dépend nominalement de la VIème division. En réalité, elle est placée sous une chaîne de commandement qui passe par le Commandement Opérationnel de Bagdad (créé à l'initiative des Américains lors de la campagne de 2007 à Bagdad) et le cabinet du commandant en chef. Sa mission est de protéger la « zone

important est le cabinet du commandant en chef. Son directeur, obéissant directement au premier ministre, donne des ordres aux unités sans passer ni par le ministre de la défense, ni par le chef d'état-major de l'armée de terre⁷³⁴. Par ailleurs, il exerce directement le commandement des deux brigades présidentielles (la 1^{ère} et la 2nde) ainsi que sur la 56^{ème} brigade et sur plus de quinze bataillons de sécurité. Enfin, Maliki s'assure de l'allégeance politique des unités et des états-majors en nommant directement à ces postes, alors qu'ils devraient faire l'objet d'une confirmation par le parlement en vertu de l'article 80E de la constitution⁷³⁵.

En second lieu, le premier ministre n'a pas hésité à utiliser l'armée pour intimider et arrêter ses opposants dans la perspective des échéances électorales. Ainsi, des unités de l'armée et du ministère de l'intérieur ont procédé à des arrestations à Baqoubah (siège du gouvernement provincial) et dans Bagdad (ministère de l'intérieur) en août et décembre 2008. De plus, des éléments de la 4^{ème} division sont intervenus pour faire pression auprès de l'assemblée provinciale de Saladin en janvier 2010 pour exiger le retour du gouverneur, un allié de Maliki, précédemment démis de ses fonctions pour négligence. Ces interventions ont eu lieu sans l'accord des ministres de tutelle et, dans le cas du raid d'août 2008, ont parfois abouti à des meurtres⁷³⁶. Au final, si l'armée apparaît comme techniquement apte à faire face sur le front intérieur, elle est menacée par le retrait américain. Celui-ci l'a laissée sans élément unificateur et semble avoir permis la reprise de processus de balkanisation et de politisation. Au vrai, l'institution révèle les tensions et les schismes identitaires nés de l'occupation. Même si le statut des militaires les oblige à renoncer à toute allégeance politique, il n'en reste pas moins que les catégories ethnoconfessionnelles ou idéologiques sont la principale référence identitaire pour beaucoup d'irakiens, notamment en l'absence d'un processus d'intégration nationale au sein de l'armée. Par ailleurs, elle pourrait également être utilisée dans le cadre d'un coup d'Etat, ce qui a poussé certains partis à réclamer la diminution de son format et la redéfinition urgente de ses missions vers la défense du territoire. Inversement, certains ont vu

verte » et la résidence du premier ministre. Mais elle procède également à des arrestations et est soupçonnée de pratiquer la torture dans ses centres de détention. Les forces anti-terroristes relèvent directement du premier ministre en tant que ministre national de la sécurité intérieure. Elles semblent coopérer avec les forces spéciales américaines, y compris en menaçant des membres de l'armée. E-mail du capitaine A. déployé en Irak en septembre 2011, 12 janvier 2012.

⁷³⁴ Ce mécanisme est rendu possible par la création de Commandements Opérationnels sur le modèle de celui de Bagdad. ICG, « Loose Ends », p.7.

⁷³⁵ *Ibid.*, p.20.

⁷³⁶ Campbell Robertson, « Iraqi Government Raid Threatens to Inflamm Province Tensions », *The New York Times*, 19 août 2008; Nicolas Spangler, « Iraqi Army Raid in Diyala Leaves Provincial Official Dead », *McClatchy*, 19 août 2008; Ned Parker et Saif Hameed, « Iraq Security Officers Freed, Official Alleges False Arrests », *The Los Angeles Times*, 20 décembre 2008, Steven Lee Myers, « Leader Faulted on Using Army in Iraqi Politics », *The New York Times*, 11 février 2010.

dans les actions du premier ministre irakien une preuve que l'Etat s'affirmait face aux forces centrifuges, prenant pour illustration de cet argument les opérations sur Bassorah et Sadr City⁷³⁷. Il n'en reste pas moins qu'il serait illusoire de confondre les intérêts de Nouri As-Maliki et ceux de l'Etat irakien. Car si cette bataille met effectivement un terme aux ambitions des milices chiites de contrôler la deuxième ville irakienne, elle est aussi l'occasion de désarmer en partie les rivaux de Maliki. D'autre part, les actes ultérieurs du premier ministre semblent plutôt cohérents avec cette interprétation si l'on prend en compte son ambition d'être l'homme fort du nouvel Irak⁷³⁸.

D'autre part, sa mission dans la sécurité intérieure n'a pas permis d'en faire un outil de défense et de souveraineté. Alors qu'elle est initialement dénuée de toute force aérienne et maritime, les Américains acceptent, à partir du moment où ils décident d'un retrait en 2008, de monter en gamme les équipements qui lui sont livrés afin de la rendre véritablement indépendante d'eux et de garantir un Etat fort. Ce retournement tardif de la posture américaine n'est pas sans poser de soucis. Le problème de la dépendance logistique et technique vis-à-vis des militaires américains est souligné dès les opérations sur Bassorah en mars-avril 2008 : bien qu'ayant pu déployer une division entière sans l'aide de ces derniers, l'armée irakienne doit faire face à des problèmes d'intendance, ainsi qu'à l'absence d'appui aérien et de coordination des feux indirects. D'autre part, il semble que les PC divisionnaires soient sous-équipés et aux mains d'officiers insuffisamment formés à leur mission⁷³⁹. Dès septembre 2008, l'accent des Américains est mis sur le développement de capacités auto-suffisantes en matière logistique mais aussi sur l'assistance technique et la formation des états-majors⁷⁴⁰.

⁷³⁷ C'est le cas de l'universitaire norvégien Reidar Visser, « The Enigmatic Second Battle of Basra », *Historiae.org*, 26 mars 2008, ou encore de Marisa Cochrane de l'*Institute for the Study of War*, « The Battle for Basra », *Iraq Report* 9, juin 2008.

⁷³⁸ Bien entendu, nous sommes conscients que la distinction ne doit pas être aussi nette aux yeux du premier ministre et que son ambition est de conjuguer le renforcement de l'Etat et la consolidation de son emprise sur celui-ci. L'action menée contre la ville de Khanaqin (située dans la province de Diyala mais frontalière avec la région autonome du Kurdistan) montre ainsi sa volonté de consolider l'Etat central : à la fin du mois d'août 2008, l'opération « promesse de prospérité » voit l'entrée de l'armée irakienne dans la ville, majoritairement peuplée de Kurdes et défendue par les *peshmergas*. Au terme d'une semaine d'occupation, et face aux protestations des habitants, de l'assemblée provinciale et du gouvernement du Kurdistan, les troupes se retirent. L'interprétation la plus plausible est que le premier ministre a souhaité consolider l'emprise de l'Etat en faisant obstacle aux tentatives kurdes pour ajuster leur frontière méridionale (cas qui concerne également la ville de Kirkouk et les champs pétrolifères qui s'y trouvent). Nous ne rejoignons pas non plus ceux qui voient dans Maliki un agent sous influence iranienne.

⁷³⁹ Air Chief Marshall Sir Jock Stirrup, chef d'état-major des armées britanniques, conférence au *Royal United Services Institute*, Londres, 1^{er} décembre 2008.

⁷⁴⁰ Lyndsay Dransfield, « Iraqis Improve Logistics En Route to Become Self-Sufficient », *American Forces Press Service*, 17 décembre 2008, D.J. Elliott, « Iraqi Security Forces Develop Logistics Capabilities », *The Long War Journal*, 22 septembre 2008.

Toutefois, ces efforts semblent insuffisants en 2011, puisque le rapport de janvier 2011 de l'Inspecteur Général pour la Reconstruction en Irak (SIGIR) pointe du doigt les lacunes en matière d'infrastructures logistiques, ne prévoyant pas d'amélioration pour décembre, date du retrait des 50 000 militaires américains restants⁷⁴¹. Enfin, le chef d'état-major des armées irakien, le général Babakir Zebari, fait montre de pessimisme quant aux capacités des forces à opérer de manière autonome et crédible, estimant que celles-ci ne pourront totalement atteindre cet objectif qu'en 2020⁷⁴². Sur le plan des matériels, si les Américains vendent près de 140 chars Abrams à l'Irak, l'armée reste sous-équipée pour faire face à une menace extérieure. Dans un contexte où la focalisation de l'institution vers cette mission lui permettrait effectivement de sortir de la politisation et de garantir la souveraineté irakienne, il semble que les élites politiques aient choisi de se tourner vers d'autres puissances pour accélérer l'armement, notamment la Russie⁷⁴³.

Ainsi, la volonté américaine de doter l'Irak d'une armée professionnelle n'a pas abouti à construire une institution capable d'assurer la consolidation de l'Etat. Si elle a joué un rôle important dans la stabilisation de l'Irak en 2007-2008, l'armée irakienne, conçue comme un moyen de dépolitiser les forces de sécurité et ensuite comme un outil auxiliaire dans le rétablissement de l'ordre, reste trop dépendante des Etats-Unis. Dans cette mesure, et au moins jusqu'en 2008, son statut de dépositaire ultime du pouvoir ne peut être réclamé par aucun acteur. D'autant plus que l'Etat reste l'enjeu de rivalités pour des factions et des hommes politiques qui entendent s'en emparer.

⁷⁴¹ Special Inspector General for Reconstruction in Iraq, *quarterly report for the Congress*, janvier 2011. A noter que le rapport du département de la défense de mars 2010 insistait déjà sur les lacunes en matière de surveillance, de reconnaissance, et de logistique. Département de la Défense, *Measuring Security and Stability in Iraq*, mars 2010.

⁷⁴² Richard Spencer, « US 'On Target' To Withdraw From Iraq Despite Military Misgivings », *The Daily Telegraph*, 11 août 2010; Matthew Weaver, « Iraqi Army Not Ready To Take Over Until 2020, Says Country's Top General », *The Guardian*, 12 août 2010. Le general Zebari est un Kurde.

⁷⁴³ Al-Jazeera, « What is Behind Iraq's Arms Deal with Russia ? », 10 octobre 2012. Le contrat porterait sur plus de 4 milliards de \$ d'équipement, faisant de la Russie le second fournisseur d'armes du pays.

Mobilisation tribale et cooptation :

La stratégie classique de reconstruction des institutions s'inscrit dans les principes classiques de la réforme du secteur de la sécurité. Il s'agit de doter l'Etat des moyens de maintenir l'ordre et d'assurer ainsi son monopole de la violence légitime. Dans le cas des Américains en Irak, cette stratégie de long terme entre en concurrence avec un deuxième modèle. Du fait de la nécessité de combattre l'insurrection, les militaires américains développent en effet une stratégie d'alliance et de cooptation des acteurs responsables de la violence et/ou détenteurs de moyens effectifs de coercition⁷⁴⁴. La littérature académique sur la formation et la consolidation de l'Etat insiste en effet sur les configurations de pouvoir dans lesquelles « *l'Etat est gouverné par une coalition d'individus et une faction du groupe n'aura un monopole effectif de la violence que dans des circonstances exceptionnelles* »⁷⁴⁵. Dans ce cas, le monopole des moyens de coercition n'est pas nécessaire. Néanmoins, la détention du pouvoir repose sur la capacité de prévenir toute action collective hostile par la cooptation, les alliances, la manipulation ou l'intimidation. En d'autres termes, cette stratégie ne repose pas sur l'imposition de sa volonté par la force mais plutôt par la persuasion et la dissuasion. Elle suppose qu'il n'est pas nécessaire de concentrer les moyens de la coercition et qu'il est possible d'instrumentaliser les acteurs en les incluant dans la coalition dominante. Mais qu'en est-il dès lors que sa formation et sa consolidation dépendent de la pression d'un acteur extérieur ?

Durant la campagne de 2007-2008 (et dès 2006 en Anbar), les militaires américains ont joué sur la mobilisation tribale. Celle-ci a permis plusieurs effets. En premier lieu, d'inclure les Sunnites et les cheiks dans le processus politique visant à construire un nouvel Irak. En second lieu, d'utiliser le statut de détenteur du pouvoir de ces élites locales pour les retourner contre d'autres insurgés (les djihadistes ou les islamistes, ainsi que certains groupes nationalistes, l'ensemble étant baptisé du terme « d'irréconciliables »). En troisième lieu, ces nouveaux alliés ont théoriquement joué le rôle d'auxiliaires du pouvoir central pour rétablir un semblant d'ordre. Ainsi, cette stratégie a établi une trêve entre le centre et la périphérie, donnant l'illusion d'un retour à l'Etat de droit sur l'ensemble du territoire irakien et d'une

⁷⁴⁴ Cette stratégie est contradictoire par rapport à la vision wébérienne qui se dégage du FM 3-24, sections 1-113 à 1-120.

⁷⁴⁵ Douglas C. North (dir.), *Violence and Social Orders*, Cambridge: Cambridge University Press, 2009, p.169.

alliance possible entre les acteurs autour du projet de construire un Irak stable et démocratique⁷⁴⁶. Et ce selon une logique ascendante.

Mais en retour, ses effets négatifs sur la construction de l'Etat méritent une analyse. En créant ou permettant de créer une coalition au niveau provincial, les militaires américains ont donné naissance à un sentiment identitaire régional. Autrement dit, les personnalités influentes du « Réveil » ont cherché à constituer une unité face au pouvoir central, et pas seulement en collaboration avec ce dernier⁷⁴⁷. En revanche, elles ont échoué à constituer un mouvement national pouvant jouer un rôle sur la scène politique irakienne. De plus, cette stratégie est partie du présupposé selon lequel il était possible de créer de larges intérêts partagés entre le gouvernement et les nouvelles autorités locales et provinciales. Or, pour des raisons tant de compositions ethnoconfessionnelles que de structures économiques et sociales ou de luttes de pouvoir internes au centre, les intérêts ont rapidement divergé. La province d'Anbar n'a pas reçu la même priorité dans la reconstruction que les provinces chiites du sud, et notamment la ville de Bassorah. La question du partage des revenus et de l'exploitation pétrolière reste en suspens⁷⁴⁸. D'autre part, des velléités autonomistes ou séparatistes se sont fait entendre au sud comme dans les provinces du nord⁷⁴⁹. Enfin, cette stratégie a eu

⁷⁴⁶ Même si il s'agit plutôt d'une ethno-démocratie sur le modèle libanais des années 1950-1960. En témoigne la pression exercée par les Américains pour inclure une disposition favorable aux minorités (Chrétiens, Yazidis, Sabéens) dans la loi électorale pour les élections provinciales de 2009. Reidar Visser, « Iraqi Minorities Get Special Representation in the Provincial Elections Law », *Historiae.org*, 3 novembre 2008.

⁷⁴⁷ Lors des élections provinciales de 2009, les membres du « Réveil » se présentent sous la liste du Front National pour le Salut de l'Irak. Alors que la plupart des observateurs s'attendaient à une large victoire dans les provinces sunnites (Anbar et Saladin notamment), la liste n'obtient la majorité des sièges que dans l'assemblée provinciale d'Anbar. Il faut rappeler qu'à la suite du boycott des élections précédentes (en 2005), le Parti Islamique Irakien (Frères Musulmans) l'avait emporté en Anbar, tandis que les partis Kurdes l'emportaient à Ninive et des partis chiites à Saladin. Stéphane Taillat, « Les élections provinciales irakiennes : premier bilan », *Cahiers de l'IPSE*, n°93, juin 2009, pp.7-12.

⁷⁴⁸ Sous la pression de l'administration Bush – qui en a fait un des critères de mesure du succès du *surge* – le gouvernement Maliki dépose un projet de loi sur l'exploitation du pétrole et le partage de ses revenus en mai 2007. La loi prévoit une ouverture aux investissements étrangers : les compagnies pétrolières obtiennent une garantie sur leurs revenus sous la forme d'accords de partage de la production (PSA), le reste étant redistribué par l'Etat. Outre le mécontentement concernant l'emprise des entreprises étrangères, le projet de loi achoppe sur la question de l'autonomie des provinces à disposer de leurs ressources et négocier elles-mêmes les contrats. Devant l'opposition de nombreux députés, le gouvernement repousse le vote. La région autonome du Kurdistan estime cependant qu'elle peut procéder à ses propres allocations de contrat d'exploitation. En dépit de nombreux amendements, les négociations entre le gouvernement et les autorités du Kurdistan n'ont pas permis le vote d'une loi définitive. Le gouvernement d'Erbil a signé un contrat avec ExxonMobil à la mi-octobre 2011, tout en poursuivant les négociations avec Bagdad qui a exclu l'entreprise américaine de son appel d'offre. Ahmed Janabi, « Row Over Iraq Oil Law », *Al-Jazeera*, 8 mai 2007 ; Reuters, « Political Tensions Delay Iraq Oil Law », 31 janvier 2012.

⁷⁴⁹ C'est le cas à Bassorah; Reidar Visser, « The Silent Drivers », *Historiae.org*, 23 septembre 2010. En juin 2011, le porte-parole de la coalition *Iraqiya* menace d'un séparatisme sunnite ; Reidar Visser, « Nujayfi's Separatist Threat and Reactions », *Gulf Analysis*, 28 juin 2011. En octobre 2011, l'assemblée provinciale de Saladin annonce la constitution d'une région autonome en réponse à une purge anti-baasiste, sans que cela n'ait

essentiellement des bénéfiques pour les Américains, dans le cadre de l'objectif de stabilisation. Elle a consisté à diviser les acteurs irakiens selon d'autres lignes de fractures concernant l'avenir du nouvel Etat. En donnant l'avantage au premier ministre Maliki et aux forces du « Réveil », les militaires américains ont cherché à se doter d'interlocuteurs hégémoniques dans chaque communauté. Autrement dit, cette stratégie de court terme, destinée à rétablir l'ordre et à imposer le monopole effectif de la coercition au niveau local, s'est heurtée à la tension dialectique entre la consolidation du pouvoir central et le soutien à des forces potentiellement centrifuges.

Le principal échec de cette stratégie pour l'Etat irakien est l'impuissance des Américains à obtenir un accord durable entre les factions et les forces détentrices de la coercition dans la mesure où cette fragile coalition repose sur eux. Outre ses conséquences politiques, elle porte en elle de potentiels dangers pour l'avenir sécuritaire de l'Irak. Le cas des 100 000 miliciens recrutés dans le programme des « Fils de l'Irak » démontre les limites des militaires américains à user de leviers pour obtenir les effets désirés ainsi que le caractère temporaire de la stabilisation. Car l'accord signé en septembre 2008 avec le gouvernement irakien pour le transfert des milices est un succès illusoire. La lenteur de la réintégration montre l'écart existant entre la volonté des Américains et la réalité de sa mise en œuvre. D'une part les Américains ne semblent pas avoir pris la mesure des obstacles structurels (la capacité du gouvernement irakien d'intégrer 100 000 nouveaux employés)⁷⁵⁰. A moins que ces considérations n'aient été balayées par les pressions politiques en faveur du retrait. Mais d'autre part, cette stratégie de désarmement, démobilisation et réinsertion repose sur une perception faussée de leur influence sur le pouvoir irakien : elle suppose en effet une volonté politique identique de la part du gouvernement central en faveur du processus, ou à défaut une influence suffisante pour faire pression sur lui. Or, le retrait met fin aux capacités des militaires américains de modeler les processus politiques à l'échelle nationale et locale.

aucune valeur constitutionnelle, Reidar Visser, « In Salahaddin, A Confused Federalism Bid », *Gulf Analysis*, 27 octobre 2011. Enfin, des membres de la coalition *Iraqiyah* annoncent leur volonté d'un référendum sur le statut d'autonomie de la province de Diyala, Reidar Visser, « In Diyala, Another Federalism Bid », *Gulf Analysis*, 12 décembre 2011. Si ces phénomènes ne sont pas à mettre sur le même plan (le référendum de Bassorah illustrant une véritable volonté d'autonomie, alors que les autres sont clairement des protestations contre la mainmise de Maliki), ils n'en reflètent pas moins la faiblesse de la légitimité de l'Etat. D'autre part, ils montrent que les rivalités politiques, si elles n'usent plus principalement de la violence, ne se déroulent pas selon des règles juridiques et constitutionnelles.

⁷⁵⁰ Il faut ajouter à cela l'inégale répartition géographique des emplois gouvernementaux et la faible densité de forces de sécurité en dehors de Bagdad et de ses couronnes périurbaines.

Ainsi les Américains ont-ils sous-estimé les difficultés de la transition entre une stratégie de mobilisation tribale et une stratégie de réinsertion. La conséquence majeure de cette impuissance à peser sur les dynamiques irakiennes après décembre 2008 est de marginaliser et de fragiliser les miliciens. En premier lieu, le mécontentement se cristallise sur les difficultés de l'intégration dans les emplois administratifs ou sécuritaires. Le principal grief exprimé par les miliciens concerne les retards dans le paiement de la solde ou l'insuffisance de cette dernière⁷⁵¹. Un chef milicien du district d'Adhamiya (Bagdad) se plaint ainsi de recevoir une somme bien moindre que précédemment et de ne pas avoir été payé depuis plus de six mois⁷⁵². D'autre part, étant donné le faible niveau scolaire de nombre d'entre eux, beaucoup de miliciens de la base obtiennent des postes peu importants, mal rémunérés et loin de leur domicile⁷⁵³.

En second lieu, et en dépit des demandes et des craintes exprimées par les militaires américains, les « Fils de l'Irak » sont victimes de l'attitude des forces gouvernementales⁷⁵⁴. Cela va des humiliations au désarmement forcé et aux arrestations. En 2009, les forces de sécurité irakiennes arrêtent près de 40 chefs de milice sur des accusations allant du port illégal d'armes aux activités terroristes. En juin 2010, l'armée interdit de port d'armes à près de 10 000 miliciens de Diyala⁷⁵⁵. En mars 2009, Adil As-Mashadani, chef de la milice du quartier de Fadhil à Bagdad, est arrêté pour enlèvements, meurtres et terrorisme. Il est condamné à mort en octobre 2009, bien que son rôle dans la lutte contre AQI soit établi⁷⁵⁶. Bien entendu, si la peur d'un « Etat dans l'Etat » sunnite peut expliquer la répression

⁷⁵¹ Rappelons que le programme américain consiste à verser une solde mensuelle de 300\$ par individus dispensé par le chef de la milice.

⁷⁵² ICG, « Loose Ends », p.25.

⁷⁵³ *Ibid.*, toutefois, beaucoup d'entre eux semblent rester en raison du fort taux de chômage et de la concurrence pour les emplois de fonctionnaires.

⁷⁵⁴ Sur les craintes exprimées par les Américains, sans qu'elles n'aient aucun impact, Chelsea J. Parker, « Sunni Fighters Must Be Treated Fairly By Iraq, US Commander Says », *art. cit.* ; sur l'impression de certains chefs miliciens d'être abandonnés par les Américains, Tim Arango, « Iraqis Sunnis Frustrated As Awakening Loses Clout », *The New York Times*, 3 mai 2010. Sur le sentiment de nombreux officiers américains d'abandonner des alliés, Andrew E. Kramer, « US Leaving Sunnis Awakening Comrades-in-Arms in Limbo », *The New York Times*, 13 décembre 2011. Toutefois, l'ancien diplomate Peter Van Buren, chargé de gérer les relations avec les « Fils de l'Irak » dans le « Triangle de la Mort » (notamment à Mahmoudiya et Yusufiyah), estime que sa mission était plutôt d'apaiser les miliciens, sachant que leur insertion était compromise, dans l'espoir qu'ils ne reprennent pas les armes. Peter Van Buren, *We Meant Well : How I Helped Lose The Battle For The Hearts and Minds of The Iraqi People*, New-York: Metropolitan Books, 2011.

⁷⁵⁵ Lorsque les responsables de la milice dans la province viennent retirer leur solde de mai 2010, les officiers de l'armée irakienne leur ordonnent de rendre leurs badges d'identification, avant de leur en fournir de nouveau spécifiant que, par ordre du ministère de la défense et étant désormais considérés comme des civils, ils ne seraient plus autorisés à porter les armes ; « Gouvernement Tries To Disarm Diyala Sons of Iraq », *Musings on Iraq*, 7 juin 2010, accessible à l'adresse : <http://musingsoniraq.blogspot.fr/2010/06/government-tries-to-disarm-diyala-sons.html> (accédé le 7 juin 2010).

⁷⁵⁶ John Leland, « Iraq Sentences Sunni Leader to Death », *The New York Times*, 19 novembre 2009.

gouvernementale, d'autres facteurs doivent être pris en compte. Tout d'abord, le fait que nombre de miliciens soient d'anciens insurgés et que le gouvernement central n'entende pas les amnistier⁷⁵⁷. Ensuite, il faut noter que l'attitude du premier ministre As-Maliki est sélective : les milices présentes dans les régions stratégiques (mixtes) sont considérées comme des obstacles et font l'objet de tentatives de démantèlement. C'est le cas dans la province de Diyala. Dans cette dernière, la milice a été créée à l'initiative du ministre de la sécurité du gouvernorat, membre du Parti Islamique Irakien (sunnite). Il semble que le premier ministre ne craigne que les « Fils de l'Irak » permettent au Parti Islamique Irakien de se constituer une assise politique. Si en 2008, il cherche à débaucher les miliciens à travers le conseil de soutien tribal de la province, son attitude se fait plus agressive à partir de 2010. Utilisant les forces de sécurité, il fait arrêter des responsables des « Fils de l'Irak » et du Parti Islamique Irakien afin d'intimider les hommes du rang pour qu'ils désertent les milices. En janvier 2010, 13 000 miliciens se mettent en grève pour protester contre l'arrestation de 425 combattants et 25 responsables. En réaction, le gouvernement promet d'intégrer l'ensemble des combattants de la province dans la police locale, promesse qui ne semble pas avoir été tenue⁷⁵⁸. En revanche, le gouvernement n'agit pas contre les milices de la province d'Anbar. Tout d'abord, parce que ces dernières ont été intégrées par les Américains eux-mêmes au sein des forces de police locales. Ensuite parce que le premier ministre entend certainement utiliser les milices pour contrôler les routes de l'Euphrate. Enfin, parce que les forces de sécurité dépendant directement de son cabinet ne pourraient agir dans cette province sans déclencher des protestations armées.

En troisième lieu, les « Fils de l'Irak » sont victimes des attaques d'AQI. Des attentats à la bombe, des assassinats contre les cheiks ou les responsables des milices, le meurtre de membres de la famille s'inscrivent dans une stratégie de représailles de la part de l'organisation djihadiste. Entre 2007 et 2009, près de 212 membres de la milice sont ainsi assassinés⁷⁵⁹. A partir de 2010, le rythme des attaques s'accroît avec la libération progressive des personnes capturées par les militaires américains durant la campagne de 2007-2008, principalement avec l'aide des « Fils de l'Irak »⁷⁶⁰. Une quinzaine de membre de la milice

⁷⁵⁷ Dans son entretien à l'ICG, Tarek As-Sheikly, porte-parole du Plan de Sécurité de Bagdad, considère les anciens insurgés comme des « *criminels qui doivent être jugés* » et que « *la réconciliation n'implique pas nécessairement le pardon* », ICG, « Loose Ends », p.26. Il faut noter que les militaires américains ont accordé *de facto* leur amnistie et leur pardon aux anciens insurgés en acceptant de les enrôler. Mais le fait que le gouvernement irakien n'ait pas fait sienne l'attitude américaine en dit long sur les divergences d'intérêts stratégiques.

⁷⁵⁸ « Government Tries To Disarm Diyala Sons of Iraq », *art.cit.*

⁷⁵⁹ Chelsea J. Parker, « Sunni Fighters Must Be Treated Fairly By Iraq, US Commander Says », *art. cit.*

⁷⁶⁰ Martin Chulov, « Sons of Iraq Turned the Tide for the US », *art. cit.*

sont assassinés en une nuit à Abu Ghraïb au début de l'année 2010, tandis que neuf responsables importants sont tués à la mi-mai à Diyala par des hommes armés, dont l'un avec toute sa famille⁷⁶¹. Le 18 juillet 2010, une bombe explose à la caserne de Radwaniyah (sud de Bagdad) alors que les miliciens attendent de recevoir leur solde, faisant près de 45 morts⁷⁶². Le gouvernement et les Américains accusent AQI⁷⁶³. Ces attaques se concentrent essentiellement dans la province de Diyala, où elles n'ont pas cessé depuis⁷⁶⁴. Le gouvernement irakien ne nie pas la situation et met même en place un programme de protection pour les « Fils de l'Irak » qu'il ne considère ni comme d'anciens insurgés, ni comme affiliés à des rivaux ou adversaires politiques⁷⁶⁵.

Par conséquent, le risque existe de voir les membres sunnites de la milice revenir à l'action armée, soit pour se défendre eux-mêmes, soit au profit de l'insurrection. Il faut noter que l'échec du programme de réinsertion (qui aurait dû arriver à terme en 2009) ainsi que les vexations et actions de la part du gouvernement ont donné à certains un sentiment de dépréciation identitaire. De ce fait, la peur d'être marginalisé politiquement et socialement peut être un motif pour choisir de céder à l'intimidation. Mais elle peut également conduire à constituer une entité politique et militaire indépendante du gouvernement. Dans une interview donnée à Al Arabiya le 18 juillet 2010 (le jour de l'attentat contre les miliciens de Bagdad), le cheik Ali As-Hatem – responsable du parti du « Réveil » pour Anbar – précise qu'il a donné l'ordre à ses miliciens « *de reprendre les armes – même sans autorisation – pour combattre de nouveau Al Qaeda sans le soutien des Américains ou du gouvernement* ». Le cheik Ahmed Abou Risha, frère aîné du leader historique assassiné du « Réveil », déclare en décembre 2011 que les miliciens ne désarmeront pas car « *ils veulent se défendre seuls. Les armes qu'ils portent sont des possessions personnelles* »⁷⁶⁶. Bien entendu, ces discours peuvent aussi être interprétés comme une manœuvre politique à l'attention du premier ministre, visant à le persuader de donner plus d'importance à la périphérie et à accroître les capacités des élites

⁷⁶¹ *Ibid.*

⁷⁶² Martin Chulov, « Suicide Bomber Kills Dozens of US-Backed Militias in Baghdad », *The Guardian*, 18 juillet 2010.

⁷⁶³ Scott Peterson, « Government, Sunnis Blame Al Qaeda in Iraq for Sunday Bombing », *The Christian Science Monitor*, 19 juillet 2010.

⁷⁶⁴ Reuters, « New Killings in Campaign Against Iraqi Ex-Insurgents », 22 juin 2012. Pour autant, ces attaques ont aussi lieu dans d'autres zones, telles que Falloudja, Abou Ghraïb et Adhamiyah (Bagdad) : Dan Morse, « Former 'Sons of Iraq' Targeted By Insurgents After US Pullout », *The New York Times*, 28 janvier 2012.

⁷⁶⁵ ICG, « Loose Ends », *op.cit.*, p.26.

⁷⁶⁶ Cité par Andrew E. Kramer, « US Leaving Sunnis Awakening Comrades-in-Arms in Limbo », *art.cit.* Le 18 juillet 2010, Abou Risha avait ordonné aux milices, intégrées dans la police ou non, de protéger les quartiers-généraux du « Réveil » dans la province, car « *le gouvernement ne veut, ou ne peut pas, nous protéger* », Tim Arango, « Dozens Killed in Iraq Suicide Attack », *The New York Times*, 18 juillet 2010.

locales de peser sur les décisions du centre. Plus important, ce sentiment de dépréciation peut aussi pousser certains à reprendre leur activité politique et militaire aux côtés de l'insurrection. Notamment si les aspirations politiques des leaders sunnites sont frustrées, comme c'est le cas après les élections législatives de mars 2010 qui ont marginalisé les partis issus du « Réveil » ou des « Fils de l'Irak »⁷⁶⁷. En octobre 2010, Natum As-Jabouri, ancien leader politique des « Fils de l'Irak » dans la province de Saladin, énonce l'alternative qui s'ouvre aux milices : « *rester dans le camp du gouvernement, avec les menaces que cela fait poser sur leurs vies, ou bien aider Al-Qaïda en jouant double jeu. Le « Réveil » représente une base de données importantes pour Al-Qaïda afin de lui permettre de frapper là où [l'organisation] ne peut plus aller* »⁷⁶⁸. Il faut noter que les attentats à la bombe du 19 août 2009 contre les ministères des finances et des affaires étrangères sont interprétés comme une résurgence de la capacité opérationnelle d'AQI, notamment grâce au retournement d'anciens miliciens⁷⁶⁹. Toutefois, il est douteux que nombre d'anciens insurgés retournent vers l'organisation djihadiste en raison des haines accumulées entre leurs membres depuis 2006-2007. En revanche, les miliciens peuvent choisir le soutien aux mouvements baasistes (accusés d'être à l'origine des attentats du 19 août 2009). Quoi qu'il en soit, les options retenues par leurs responsables – si tant est qu'ils exercent encore un quelconque contrôle sur leurs anciens combattants – semblent plutôt osciller entre le ralliement au premier ministre (cas de Abu As-Hatem) et l'alignement avec la coalition *Iraqiyah* (comme l'illustre la proclamation sécessionniste tentée par Ahmed Abou Risha pour Anbar, dans la lignée d'autres actions émanant de notables régionaux de la coalition de Ayad Allaoui).

Le processus de consolidation de l'Etat a été ralenti par les stratégies américaines concurrentes de construction des institutions et de cooptation des acteurs locaux et régionaux. D'une part, l'institutionnalisation des moyens de coercition s'est heurtée à la politisation des

⁷⁶⁷ Les différents partis sunnites se partagent entre les différentes coalitions : la coalition *Iraqiyah* d'Ayad Allaoui (partis nationalistes et néo-baasistes), l'Alliance Nationale Irakienne dirigée par le Conseil Suprême de la Révolution Islamique (la Coalition des Tribus d'Irak), et la coalition de l'Etat de Droit du premier ministre (le Front National du Salut d'Anbar du cheik Abou As-Hatem). Ces choix reflètent la marginalisation et l'éclatement du paysage politique sunnite, ainsi que les rapports différenciés des élites sunnites avec les principales factions irakiennes.

⁷⁶⁸ Cité par Timothy Williams, « Sunnis in Iraq Allied With US Rejoin Rebels », *The New York Times*, 16 octobre 2010. Selon des sources officielles anonymes citées par cet article, des milliers de miliciens auraient déjà rejoint AQI ou travailleraient clandestinement pour l'organisation djihadiste.

⁷⁶⁹ Ernesto Londono et Greg Jaffe, « Carnage in Baghdad Suggests Sectarian Violence is Far From Over », *The Washington Post*, 20 août 2009.

forces de sécurité intérieure et à la dépendance de l'armée vis-à-vis des Américains. D'autre part, la coalition temporaire entre les factions au pouvoir et les élites sunnites locales a reposé sur le rôle stabilisateur des militaires américains dont la présence a maintenu un temps l'équilibre entre forces centrifuges et forces centripètes. La consolidation ultérieure de son pouvoir par Nouri As-Maliki est un processus non-linéaire, le premier ministre se servant de la campagne du *surge* pour affaiblir ses rivaux, puis profitant du retrait pour tenter de monopoliser les moyens de coercition et les utiliser contre ses adversaires. Si il parvient à se maintenir en place et à construire une stature nationale et internationale, ce n'est pas sans opposition, ni sans difficultés : les élections de 2010 montrent que la trêve obtenue par les Américains entre les factions irakiennes est fragilisée tant par les résistances contre le premier ministre – accusé de vouloir bâtir un pouvoir dictatorial – que par la persistance d'un sentiment de marginalisation d'une part des Sunnites, lequel alimente le retour relatif d'une opposition armée et le maintien d'une certaine défiance vis-à-vis du pouvoir central.

Chapitre 6 : dilemmes, contraintes et illusions d'une opération extérieure

« *On commence une guerre quand on veut, on n'y met pas fin quand on le souhaite* » (Nicolas Machiavel)

Si la stratégie de stabilisation n'a pas permis la maîtrise des dynamiques politiques en Irak, c'est en raison des dilemmes liés à l'intervention extérieure. L'action des militaires américains en Irak intervient en effet dans le contexte des opérations expéditionnaires, lesquelles vont du maintien de la paix au changement de régime. Si les objectifs politiques et les enjeux des acteurs peuvent différer des uns aux autres, ces interventions s'inscrivent dans une représentation des relations internationales présupposant une hiérarchie matérielle et normative entre les tenants d'un ordre mondial et ceux qui le contestent. Autrement dit, les opérations militaires expéditionnaires menées principalement par les Etats occidentaux reflètent bien une conception réaliste de la politique internationale, mais en l'atténuant par une prétention à la supériorité morale. Qu'il s'agisse de rétablir la paix, de renverser une dictature ou de lutter contre des organisations irrégulières, la force militaire est nécessairement justifiée au nom de valeurs à défendre ou à promouvoir. En retour, l'adversaire se voit nier toute légitimité en raison de ces mêmes valeurs.

Néanmoins, ces « guerres hiérarchiques » ne sont pas sans poser problème⁷⁷⁰. Outre qu'elles s'inscrivent dans une logique de double standard, elles peuvent être interprétées comme la marque d'un impérialisme occidental⁷⁷¹. Il ne s'agit pas ici d'user de ce terme dans un sens polémique mais, en l'extrayant de son contexte idéologique (marxiste ou libéral), d'en faire une catégorie analytique et descriptive⁷⁷². Nous proposons ici de penser l'impérialisme comme le rappel que la guerre sert des intérêts politiques internes d'une part, et que ceux-ci

⁷⁷⁰ Dario Battistella, *Paix et guerres au XIX^{ème} siècle*, op.cit., pp.81-109.

⁷⁷¹ Roland Paris, « International Peacebuilding and the 'Mission Civilisatrice' », *Review of International Studies*, vol.28, n°4, octobre 2002, pp.637-656, Dario Battistella, « L'Occident, exportateur de démocratie », *Politique Etrangère*, 2011/4, hiver 2011, pp.813-824.

⁷⁷² Si le terme d'impérialisme est connoté péjorativement, c'est en raison du contexte de son énonciation (les ambitions territoriales du 1^{er} empire ou la politique d'expansion coloniale de l'Angleterre victorienne). Mais il peut être rattaché aussi bien à la pensée de Lénine qu'à celles de John Hobson ou de Joseph Schumpeter.

peuvent être atteints par l'emprise sur un autre territoire⁷⁷³. Au vrai, il n'y a rien là de nouveau. Le fait de distinguer les rapports conflictuels entre Etats européens d'une part (la fonction de la guerre – et sa limitation – étant liée à la stabilité et à la sécurité internationales) de ces mêmes rapports entre Etats européens et entités non-européennes d'autre part (le recours à la force étant légitimé par la supériorité matérielle et normative) est une constante depuis l'époque coloniale. Plutôt que des guerres liées à la sécurité de l'Etat au sens strict (la sécurité nationale), ces opérations seraient des projections de puissance s'inscrivant à travers la promotion d'un ordre libéral⁷⁷⁴.

En revanche, cet aspect impérialiste est problématique dans la production des effets de la puissance à l'époque contemporaine. Tout d'abord parce que le recours à la force se heurte à l'impératif de la résolution pacifique des conflits tel qu'inscrit dans la charte des Nations Unies. Ensuite parce que l'intervention militaire – quelles que soient ses intentions proclamées – doit faire face à la résistance de la norme de souveraineté. C'est particulièrement le cas depuis la période de décolonisation. Car celle-ci a été rendue possible par l'extension théorique de cette norme à toute l'humanité par la charte des Nations-Unies. De plus, l'indépendance des nouveaux Etats s'est construite tout entière sur la souveraineté et sur la construction de sentiments nationaux. Enfin, la confrontation américano-soviétique durant la guerre froide a renforcé la norme de souveraineté en insistant sur la non-ingérence dans les affaires intérieures. Par conséquent, la souveraineté – antidote supposé à l'impérialisme depuis Westphalie et au colonialisme depuis 1945 – est un obstacle majeur à la puissance lorsque ses effets visent le contrôle politique d'une société extérieure.

Ainsi, la capacité d'imposer un ordre de l'extérieur est affectée par les résistances des sociétés visées autant que par celles du système normatif international. En d'autres termes, la politique impérialiste échoue car elle ne peut s'avouer en tant que telle, mais également car elle ne peut se réaliser à travers un projet colonial. D'autre part, les tentatives de construire un ordre politique favorable à la puissance intervenante sont un obstacle aux dynamiques

⁷⁷³ Si l'on s'interroge sur les motivations de l'intervention en Irak, on peut dégager en effet à la fois des intérêts matériels (liés au contrôle des approvisionnements pétroliers), idéologiques (l'agenda des néoconservateurs et de leurs alliés « faucons » au sein de l'administration) ainsi que ceux liés à la représentation que se font les décideurs politiques de la place des Etats-Unis dans le monde (la puissance stabilisatrice et détentrice d'un leadership global, remis symboliquement en cause par les attentats du 11 Septembre et l'existence d'Etats « voyous »).

⁷⁷⁴ Sur ce sujet, lire l'analyse lucide de Richard K. Betts, *American Force. Dangers, Delusions and Dilemmas in National Security*, New-York : Columbia University Press, 2011.

endogènes visant elles aussi à construire un ordre⁷⁷⁵. Enfin, cela signifie que le coût politique de ces interventions est beaucoup plus élevé que lors de la conquête coloniale du fait des réticences ou des résistances de l'opinion domestique de l'Etat intervenant. Alors que l'on pouvait faire usage de la violence contre des groupes sociaux et politiques considérés comme sauvages au XIXème siècle (l'éloignement géographique en facilitant la perception), le contexte médiatique contemporain engendre rapidement des phénomènes d'identification aux victimes de dommages collatéraux. De même qu'il génère un déséquilibre entre l'effort militaire et les intérêts de la majorité de la population.

Une première section analysera donc les causes, modalités et conséquences de la dialectique entre les processus endogènes et exogènes. Tandis qu'une seconde s'intéressera à la contrainte posée par les enjeux politiques autour de la guerre en Irak.

Section 1 : l'occupation américaine entre tentatives de contrôle extérieur et dynamiques internes

La production de certains effets par l'action des militaires américains en Irak illustre le dilemme stratégique central des opérations extérieures contemporaines, à savoir le conflit entre des objectifs de court terme et des nécessités de long terme. Les premiers correspondent aux intérêts propres à la puissance intervenante – lesquels nécessitent un retrait à plus ou moins longue échéance – tandis que les secondes concernent l'établissement d'un ordre politique et social stable par les acteurs locaux. L'hypothèse est que ce dilemme modèle fortement les actions américaines en Irak et leurs effets. Cela se traduit par l'interférence dans les dynamiques endogènes, voire la tentative de s'y substituer. Autrement dit, la question du degré d'implication des Américains dans les dynamiques locales est cruciale : le fait de ne pas choisir entre une implication directe et soutenue d'une part, et un retrait total d'autre part

⁷⁷⁵ Roger McGinty, *International Peacebuilding and Local Resistance: Hybrid Forms of Peace*, Londres: Palgrave-MacMillan, 2011, suggère ainsi que les communautés locales sont capables de résister, de subvertir et d'exploiter les acteurs internationaux, créant ainsi des dynamiques hybrides.

conduit à ajuster sans cesse la posture, et partant, à une incohérence stratégique. Ainsi, la question du caractère colonial de l'entreprise américaine en Irak doit être posée en regard de sa pertinence stratégique, des effets de l'action extérieure sur les dynamiques internes et enfin par rapport aux relations établies entre les deux Etats.

Une entreprise ambiguë : l'Irak comme projet colonial ?

Le choix qui se pose aux décideurs politiques américains au moment de l'invasion de l'Irak oppose deux options contradictoires. Après la chute du régime, le degré d'implication des Etats-Unis dans les dynamiques politiques est l'élément crucial dans le calcul stratégique. Se fondant sur l'exercice *Desert Crossing* organisé par le général Zinni pour le CENTCOM en 1999, les décideurs sont confrontés à l'option d'une reconstruction politique par les Irakiens eux-mêmes ou à l'option d'un processus entièrement pris en mains par les Américains⁷⁷⁶. Les deux possibilités offrent des avantages, mais surtout un grand risque d'incertitude. Le retour d'expérience de l'exercice montre en effet que la première option s'inscrit dans une méconnaissance totale des acteurs irakiens (seuls les exilés pro-occidentaux sont connus, sans que soit bien comprise l'étendue de leur réelle assise politique) et dans le risque d'une perte de contrôle de la situation (l'Irak pouvant glisser dans l'orbite iranienne ou être déstabilisée par les mouvements djihadistes). La seconde option implique des moyens considérables mais sans aucune garantie de succès quant à la stabilité. De manière révélatrice, la question de sa légitimité n'est d'ailleurs pas réellement discutée⁷⁷⁷. Le choix est partiellement tranché par le président Bush dans un document alors classifié et rédigé en août 2002 : il s'agit de faire prévaloir la seconde option dans l'optique de la construction d'une société irakienne « *fondée sur la modération, le pluralisme et la démocratie* »⁷⁷⁸.

⁷⁷⁶ Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, *Endgame*, *op.cit.*, chapitre 1.

⁷⁷⁷ Exercice *Desert Crossing*, rapport d'activité, 28-30 juin 1999, in Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, *Cobra II*, *op.cit.*, pp.668-673.

⁷⁷⁸ Ce document intitulé *Iraq : Goals, Objectives and Strategy* » est cité dans Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, *Endgame*, *op.cit.*, chapitre 1. Il convient de préciser que cette ambiguïté se retrouve dans l'idéologie néoconservatrice : si il faut exporter la démocratie, éventuellement par la force des armes, ce n'est pas par le *Nation Building* puisque la démocratie s'imposera d'elle-même.

Toutefois, ce choix ne donne pas lieu à une clarification concernant l'action des militaires en Irak. Les attentes des militaires restent focalisées sur la première option (celle d'un retrait une fois le régime renversé) tandis que le département de la défense ne développe pas de stratégie cohérente et dotée de moyens suffisants pour mettre en œuvre le choix du président. Au contraire, l'arrivée de Paul Bremer en Irak accentue le fossé entre les militaires – qui gèrent l'Irak dans l'attente d'un départ imminent – et la CPA – qui s'implique directement dans la reconstruction du pays en exerçant sur lui une tutelle de fait, sinon de droit. Le dilemme persiste donc durant toute l'occupation, et ce à tous les échelons de décision et d'exécution. D'une part, les développements politiques et sécuritaires imposent le maintien de la présence militaire. D'autre part, la stratégie développée par les commandants de théâtre s'organise en vue d'une montée en puissance rapide des institutions irakiennes. Ainsi, cette tension s'inscrit au cœur de l'action des militaires américains : sommés de stabiliser la situation d'une part (mais en développant les capacités de sécurité irakiennes), de ne pas s'impliquer dans les dynamiques politiques d'autre part (mais forcés de le faire pour résoudre les problèmes sécuritaires), ceux-ci ont constamment oscillé entre une posture de retrait et une implication directrice. Enfin, les décideurs politiques ne paraissent pas non plus en mesure de lever l'ambiguïté qui pèse sur l'occupation américaine. Le président Bush signale son intention de rester en Irak le temps nécessaire, mais pas au-delà, sans toutefois fixer d'échéances jusqu'en 2007-2008. D'autre part, sa volonté de transformer l'Irak en démocratie est contrebalancée par son désir de laisser agir les hommes politiques irakiens de la manière la plus autonome possible.

Mais son choix initial limite la liberté d'action de son successeur qui tranche en faveur d'un retrait accéléré mais doit céder à la pression des officiers issus du terrain et se conformer ainsi aux contraintes posées par une alternative trop radicale. Si en effet le candidat Obama a proposé durant sa campagne un retrait total dans les seize mois suivant son élection, il doit faire machine arrière dès son entrée en fonction : lors d'une conférence avec les principaux responsables politiques et militaires concernés, il focalise son attention sur la nécessité de pousser les hommes politiques irakiens à faire davantage⁷⁷⁹. Cette attitude n'est donc pas dénuée d'ambiguïté : elle repose sur l'impératif implicite de se retirer d'Irak, mais à travers la

⁷⁷⁹ *Ibid.*, chapitre 30. L'ambivalence se retrouve davantage encore dans les subtilités concernant la distinction entre le retrait des troupes américaines et le retrait des seules troupes « combattantes » (permettant ainsi de maintenir des effectifs pour protéger le personnel de l'ambassade, pour assurer soutien et conseil aux forces de sécurité irakiennes et pour mener des opérations anti-terroristes à leurs côtés). Le président Obama pourrait alors annoncer la fin des opérations de combat, tout en laissant une force résiduelle de plusieurs dizaines de milliers d'hommes au sein de brigades « d'assistance et de conseil » (*Advisory and Support Brigades*).

poursuite d'une stratégie visant à modeler le comportement des acteurs irakiens. Plutôt que d'abandonner l'Irak, le nouveau président choisit d'organiser la présence américaine autour de la période des élections provinciales (février 2009) et législatives (mars 2010), dont les succès (en termes de stabilité politique) permettraient un retrait définitif à la date prévue par l'accord stratégique de décembre 2008 (soit mi-décembre 2011).

Cette ambivalence s'explique par le poids important d'intérêts particuliers contradictoires. D'un côté, l'occupation sert les intérêts de puissantes entreprises multinationales américaines à qui a été confiée la reconstruction et qui disposent d'appuis importants dans l'Exécutif américain. C'est le cas de grands groupes tels que Halliburton (dont le PDG a été Dick Cheney entre 1995 et 2000) ou encore Bechtel (dont le PDG est un ami et allié politique de Donald Rumsfeld)⁷⁸⁰. Sans compter les relations d'interdépendance qui se développent entre le département de la défense et les sociétés de sécurité privées. De l'autre, l'occupation est vécue par les décideurs militaires du Pentagone comme une opération les divertissant de leurs missions traditionnelles et engageant les institutions dans des actions risquées et gourmandes en termes de ressources humaines. Enfin, la position idéologique dominante de l'administration Bush en 2002-2005 insiste sur la nécessité et la croyance dans les vertus de la démocratisation⁷⁸¹. Si l'importance de ces facteurs s'atténue avec les changements politiques d'une part, et la modification des conditions sécuritaires en Irak d'autre part, leur influence demeure dans le sens où l'occupation est désormais un fait acquis et où ces intérêts ont, aux côtés d'autres impératifs, réduit la marge de manœuvre des Américains en Irak. Les choix effectués en leur nom ont en effet créé des obligations nécessitant de poursuivre sur ce chemin.

Le fait que l'entreprise coloniale soit délégitimée à l'époque contemporaine n'a donc pas empêché les Américains de prolonger l'occupation. En revanche, cela a certainement prévenu l'élaboration d'un projet colonial, dans le sens d'un contrôle politique direct exercé sur l'Irak. De la même manière, cette norme a freiné la capacité d'articuler une stratégie

⁷⁸⁰ Les majors pétrolières britanniques semblent avoir joué un rôle également, même si il paraît encore difficile à établir. De récentes révélations ont montré que BP, Shell ou British Gas ont profité de l'occupation américaine en Irak. Paul Bignell, « Secret Memos Expose Links Between Oil Firms and Invasion of Iraq », *The Independent*, 19 avril 2011.

⁷⁸¹ Sans toutefois que ne subsiste une ambiguïté ici aussi. Si la démocratisation est un processus initié de l'extérieur, la vulgate libérale considère que, la démocratie étant un régime « naturel », il s'imposera de lui-même. Justin Vaïsse, *Histoire du néoconservatisme aux Etats-Unis*, Paris : Odile Jacob, 2008.

cohérente (une occupation de longue durée suivie d'un retrait progressif)⁷⁸². On ne peut donc pas parler d'entreprise de colonisation au sens strict pour caractériser la présence militaire américaine en Irak. Mais il est possible en revanche d'inscrire le projet des Etats-Unis dans une optique impériale. C'est-à-dire dans le dessein d'un contrôle indirect exercé sur la société et la structure politique irakiennes. L'outil militaire produit donc davantage d'effets en tant que moyen d'influence.

Pour autant, l'action militaire a présenté des caractéristiques proches de celles de la période coloniale. C'est le cas en ce qui concerne la référence explicite aux savoirs et savoir-faire de l'époque de la conquête et de la pacification des empires coloniaux. Plus précisément, les contextes stratégiques de cette époque et celui de la guerre en Irak sont mis en parallèle⁷⁸³. Dans les deux cas en effet, on retrouve les armées occidentales confrontées à un adversaire usant de la guérilla ou du terrorisme et à qui l'on ne reconnaît pas la légitimité du recours à la force. Par conséquent, on considère que les techniques de la pacification coloniale (ou de la décolonisation) peuvent être utilisées en Irak. Les références sont surtout explicites au sein de la communauté de défense (voir chapitre 1 du présent travail). Dans ce cas précis, elles échouent à saisir la pertinence de l'analogie⁷⁸⁴. Car en effet, le rappel des campagnes de pacification ou de décolonisation souffre de trois défauts. En premier lieu, une lecture historique qui prend au mot les récits des acteurs contemporains et qui minore bien souvent l'usage effectif de la violence⁷⁸⁵. En second lieu, l'idéalisation de certaines campagnes sans esprit critique génère une incompréhension des facteurs ayant finalement conduit au succès ou à l'échec⁷⁸⁶. Enfin, une considération des moyens (donc tactique) sans prendre en compte les

⁷⁸² Elle a donc simultanément été ignorée en tant que norme objective contraignante et acceptée comme condition structurelle du système international. Il faut le comprendre à travers la culture politique américaine hostile à représenter les Etats-Unis comme une puissance coloniale ou un Empire, bien qu'acceptant le statut de « leader global ». Andrew Bacevich, *American Rules, op.cit.*, chapitre 1, Niall Ferguson, « Hegemony or Empire », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2003.

⁷⁸³ Christian Tripodi, « Enlightned Pacification : Imperial Precedents for Current Stabilisation Operations », *Defence Studies*, vol.10, n°1, mai 2010, pp.40-74.

⁷⁸⁴ Une analogie insiste sur les éléments similaires de deux structures historiques différentes, mais doit également prendre en compte la hiérarchie différente entre ces éléments, ainsi que les éléments propres à chacun des deux contextes.

⁷⁸⁵ Bruno C. Reis, « The Myth of British Minimum Force in Counterinsurgency Campaign during Decolonisation », *Journal of Strategic Studies*, vol.34, n°2, juin 2011, pp.245-279.

⁷⁸⁶ C'est le cas notamment en ce qui concerne l'Algérie ou la Malaisie. Dans le premier cas est reprise la vulgate du « succès militaire et de l'échec politique ». Dans le second, on met en avant la campagne « cœurs et esprits » menée par Templer alors que des recherches récentes ont montré que l'approche plus brutale de son prédécesseur Briggs avait miné décisivement l'insurrection. Karl Hack, « The Malayan Emergency as Counterinsurgency Paradigm », *Journal of Strategic Studies*, vol.32, n°3, septembre 2009, pp.383-414.

objectifs politiques poursuivis par les acteurs dans des contextes bien précis. En d'autres termes, la lecture du conflit en Irak au prisme des campagnes coloniales passées minore les différences de contexte et idéalise la pacification. Sur le plan des procédés, la référence est moins explicite, bien qu'on puisse la trouver par exemple dans le souci des Britanniques de transmettre leurs savoir-faire aux Américains, tout en se présentant comme des modèles. Il n'en reste pas moins que certaines procédures tactiques semblent reprises des exemples du passé. C'est le cas avec la tendance à adopter des procédés policiers, avec l'appui sur les élites locales, avec l'usage du savoir ethnologique ou avec la logique géographique présidant à la reconquête politique du territoire (la « tâche d'huile »).

En réalité, si les procédés sont similaires, c'est essentiellement parce qu'ils renvoient à des configurations stratégiques similaires. Si donc ils suggèrent un lien avec l'époque coloniale, c'est en vertu de cette similarité, et non en rapport avec un projet de colonisation, ni même de conquête durable du territoire irakien. En revanche, l'appel explicite ou implicite à l'expérience antérieure sédimentée dans les doctrines et les cultures d'armes est à l'origine d'une incohérence tactique. Il concerne en effet les seuls procédés tactiques, sans tenir compte de leur adéquation avec les buts politiques. En d'autres termes, il s'agit d'une réflexion technique qui oublie que les tactiques n'ont pas de signification en dehors de la stratégie dans laquelle elles s'inscrivent⁷⁸⁷. Le cas de la « contre-insurrection » est particulièrement probant. Le concept doctrinal s'appuie explicitement sur des références historiques pour construire un modèle tactique. En faire une recette miracle valable pour les opérations extérieures contemporaines dans leur ensemble revient à occulter les différences de contexte mais aussi à prendre pour acquis les buts politiques que la « contre-insurrection » est censée servir. Ainsi, les similitudes avec l'époque coloniale sont une source de confusion car elles suggèrent une possibilité de transférer des techniques et des savoirs, sans tenir compte du contexte. De plus, la mise en œuvre de ces procédés engendre une approche de plus en plus intrusive par rapport aux dynamiques locales de reconstruction politique, économique et sociale.

⁷⁸⁷ Il est intéressant de noter que, dans cette optique, les plus farouches adversaires des méthodes « coloniales » exonèrent la « contre-insurrection » américaine en Irak de reproches éthiques au motif que, contrairement à celle des puissances européennes ou à la période de la guerre froide, celle-ci serait respectueuse des droits de l'Homme. Voir Michael McClintock, « Counterinsurgency's civilian center of gravity : Human Rights as a Strategic imperative in Counterinsurgency », *Counterinsurgency and Human Rights*, Projects of the Means of Intervention Workshop Papers volume 5, Harvard Carr Center for Human Rights Policy, octobre 2008, pp.30-48.

Faire ou laisser faire les Irakiens ? Les faiblesses d'une approche paternaliste

Par conséquent, insister sur le règlement des problèmes politiques et sécuritaires par les Irakiens eux-mêmes – ou par la génération spontanée d'institutions et de pratiques démocratiques – tout en pesant pour modeler et influencer ces processus et ces acteurs revient à emprunter deux voies apparemment opposées. Pour autant, leurs effets ne s'annulent pas car ces deux processus ne sont pas de forces égales. Durant la période de l'occupation, les militaires américains ont joué un rôle majeur dans les dynamiques de démocratisation. Ils ont donc produit deux effets potentiellement contre-productifs : la dépendance de la société irakienne d'une part, le renforcement de relations inégalitaires entre Américains et Irakiens d'autre part. Saisir ces deux phénomènes est rendu difficile par l'absence de sources ou d'enquêtes ethnographiques systématiques menées sur la population irakienne. Le Pentagone utilise bien des sondages pour la rédaction de ses rapports trimestriels pour le Congrès. Mais ceux-ci sont construits à partir de questionnaires posés par les militaires américains et, en tant que tel, on ne peut estimer précisément la fiabilité et la sincérité des réponses. D'autre part, un think tank irakien, le *Iraq Center for Research and Strategic Studies* (ICRSS) a effectué des sondages depuis 2004. Cependant, l'échantillon – bien que numériquement important – est restreint géographiquement (essentiellement Bagdad). Il nous faut donc émettre des hypothèses en nous fondant sur les perceptions qu'ils nous donnent, ainsi qu'à partir des sources concernant les actions de reconstruction des militaires.

La dépendance de la société irakienne vis-à-vis des militaires américains est patente dans le domaine de la sécurité (chapitre 5 du présent travail), ainsi que dans celui de la reconstruction socioéconomique du pays. Du fait des difficultés économiques et des sanctions de la décennie 1990, du laisser-aller de la bureaucratie irakienne, des destructions dues aux combats (tant en 2003 que sur la période suivante), les infrastructures de service public ainsi que les différents secteurs de l'économie irakienne sont dans une situation extrêmement critique. En l'absence de statistiques fiables – le dernier recensement sérieux date de 1977 – les estimations du chômage varient entre 40% et 25%⁷⁸⁸. Même si les chiffres de 2009-2010 sont plus modestes (10 à 15% de la population active), il n'en reste pas moins que le taux

⁷⁸⁸ Radjiv Chandrasekaran, *Green Zone : dans la zone verte, op.cit.* p.172 ; CIA, *CIA World Factbook*, 2011. Il faut noter que la CPA s'empresse de dissoudre des administrations entières et de placer des entreprises dans la situation de devoir licencier. Ces statistiques ne comprennent pas l'économie parallèle.

reste élevé. Les services essentiels, telle que la fourniture de l'électricité, sont grandement endommagés par la période 1991-2008. De fait, l'accès à ces services publics dépend largement de la localisation géographique ainsi que de la hiérarchie dans la société irakienne⁷⁸⁹. Ce fait était évidemment déjà le cas sous Saddam Hussein – où le sud chiite était privé de courant pour permettre aux habitants de la capitale de disposer d'électricité à plein temps – mais n'est pas bien différent à partir du moment où la reconstruction n'a pas encore abouti (l'objectif d'atteindre une production d'électricité de 4 400 mégawatts par jour, le niveau de 2003, n'est atteint qu'en 2009)⁷⁹⁰. D'autre part, les employés et spécialistes de la CPA ont voulu réformer en profondeur l'économie irakienne en la poussant à une libéralisation accélérée : privatisations, réduction des effectifs des entreprises publiques, mise en concurrence avec les compagnies, étrangères, etc.⁷⁹¹. Le choix d'une transformation effectuée par les Américains est cependant entré en collision avec les obligations et les impératifs édictés par la résolution de l'ONU d'une part, par les objectifs politiques de long terme d'autre part. Car si la résolution de l'ONU donne bien aux Etats-Unis la mission de promouvoir la reconstruction économique et le développement, elle ne leur permet pas de prendre des mesures susceptibles d'affecter la souveraineté irakienne⁷⁹². De plus, ces décisions prises sans l'aval d'un gouvernement irakien est lourd de contradictions et de difficultés si celui-ci décide de revenir sur les réformes économiques : la vente d'une usine ou d'une entreprise ne peut être facilement annulée.

Cependant, cette approche paternaliste et réformiste de la CPA se heurte à l'inertie de la plupart des chefs d'entreprise irakiens et de la centaine de milliers de fonctionnaires et d'employés travaillant pour le secteur public et le ministère de l'Industrie⁷⁹³. De fait, même les mesures les plus salutaires, telles que l'arrêt des subventions aux entreprises, ne peuvent être prises. Ainsi, en dépit du fait que les décisions, les études et les programmes sont pris par des Américains sans aucune consultation des Irakiens, les premiers n'ont pas réussi à réformer ni à reconstruire l'économie irakienne. A partir de 2005, les efforts entrepris par le gouvernement et les ministères aboutissent à structurer davantage le paysage économique,

⁷⁸⁹ *Ibid.*, p.220.

⁷⁹⁰ *Ibid.*, pp.223-226. De manière générale, les experts de la CPA calculent que la reconstruction des infrastructures irakiennes de service public nécessitera près de 5 à 10 milliards de \$ par an pendant 4 ans, un véritable Plan Marshall pour l'Irak. Sur les inégalités quant à l'accès à l'électricité, Tim Arango, « Putting a Megawatt Smile on a Simmering Problem », *The New York Times*, 11 juillet 2012.

⁷⁹¹ Radjiv Chandrasekaran, *Green Zone : dans la zone verte, op.cit.*, pp.173-174.

⁷⁹² L'article 43 du chapitre 2 de la convention de La Haye de 1899 stipule en effet que la puissance occupante est tenue de respecter les lois et les intérêts du pays occupé.

⁷⁹³ Radjiv Chandrasekaran, *Green Zone : dans la zone verte, op.cit.*, p.176.

dans une optique qui allie contrôle partiel de l'Etat et ouverture à l'investissement privé⁷⁹⁴. D'autre part, les cadres des ministères sont formés par des conseillers occidentaux, américains ou européens (dans le cadre de la mission des Nations Unies pour l'Irak).

En ce qui concerne l'échelle micro-économique, notamment dans le cadre de l'utilisation de l'arme financière durant le *surge*, l'approche paternaliste est beaucoup plus visible. Certes, les projets de micro-financement visent à autonomiser les acteurs irakiens, et les militaires américains s'appuient sur les élites locales pour identifier les priorités. Néanmoins, l'intégration des PRT dans les unités américaines démontre que leur action s'inscrit avant tout dans une tactique de court terme plutôt que dans l'optique d'un redressement de l'économie locale sur le long terme⁷⁹⁵. Le cas de l'EPRT-7 (intégrée à la 2^{ème} brigade de la 3^{ème} division d'infanterie en charge de la rive droite du Tigre, sud-ouest de Bagdad) est particulièrement éclairant⁷⁹⁶. La diversité des projets de reconstruction menés par l'EPRT est impressionnante : micro-crédits pour ouvrir des commerces, distribution de semences, développement d'une industrie avicole locale, travaux d'infrastructures (école, hôpital), formation professionnelle, promotion sociale des femmes. L'argent n'est donc pas le seul outil mis en œuvre par les Américains. Ceux-ci s'adressent également aux structures de la société irakienne, dans l'optique de modifier celle-ci afin d'améliorer le sort des femmes et des enfants, ainsi que de réduire les discriminations dont les premières sont les victimes. Le projet s'inscrit donc bien dans une vision transformatrice de la société irakienne qui n'est pas sans rappeler les efforts et réalisations dus à la « mission civilisatrice ». Cependant, cette vision de long terme n'est qu'un des éléments d'une approche hétéroclite de la reconstruction. Celle-ci s'appuie sur l'idée qu'il faut donner une plus grande autonomie aux acteurs locaux pour leur permettre d'être les premiers créateurs de richesse. Le cas du développement de la filière avicole et de la distribution de semences aux agriculteurs locaux illustre cette perception. La proximité de Bagdad est une opportunité à exploiter : les volailles (en l'occurrence des poulets) et les légumes pourront s'inscrire dans le développement d'une

⁷⁹⁴ Sur le papier, le cahier des charges et les programmes du ministère de l'électricité parlent d'eux-mêmes : voir Verity Ratcliffe, « Power Generation : a Top Priority in Iraq », *Middle East Economic Development*, juillet 2012, accessible à l'adresse : <http://www.meed.com/supplements/2012/iraq-projects/power-generation-a-top-priority-in-iraq/3129589.article> (accédé le 15 octobre 2012).

⁷⁹⁵ Eric Slavin, « Hawr Rajab Rebounds From Attack », *Stars and Stripes*, 4 décembre 2007.

⁷⁹⁶ Les éléments du paragraphe qui suit proviennent d'un entretien avec un des membres civils de l'EPRT-7, Newport, 15 septembre 2009, ainsi que de plusieurs communiqués de presse et reportages de la MNF-I. Ils ne sont plus disponibles en ligne, mais nous en avons fait une synthèse sur notre blog : Stéphane Taillat, « La reconstruction d'une zone : Hawr Rajab », *En Vérité*, 4 mars 2008, accessible à l'adresse : <http://lewebpedagogique.com/coin/2008/03/04/la-reconstruction-dune-zone-hawr-rajab/>.

agriculture maraîchère destinée à ravitailler les habitants de la capitale. Les micro-financements procèdent d'une même logique : le développement d'une classe d'auto-entrepreneurs (artisans et commerçants) qui irrigueront la capitale et la région de leurs produits mais apporteront surtout un revenu suffisant pour subsister et consommer. Enfin, la remise en état des infrastructures répond également à cet impératif d'améliorer la capacité de l'Etat à fournir les services publics, tout en laissant le travail au soin des ministères irakiens⁷⁹⁷.

Cependant, ces projets contiennent un certain nombre de contradictions. En premier lieu, le choix d'accorder de l'argent mais de modeler les projets est en contradiction avec l'impératif dessiné par Petraeus lors de son expérience à Mossoul. Se fondant sur l'aphorisme de Lawrence – selon qui il est préférable de laisser faire les Arabes plutôt que de faire soi-même les choses – le général Petraeus a développé dans l'été et l'automne 2003 une approche en deux temps. Les Américains remettent en service les infrastructures de service public dans un premier temps, puis encouragent le développement d'initiatives économiques et éditaires locales dans un second⁷⁹⁸. Dans le cas du *surge*, cette approche est donc sacrifiée sur l'autel de l'efficacité. Cela s'explique en partie par une culture de la performance qui insiste davantage sur le rendement et la productivité que sur les conditions sociales et politiques qui permettent de bâtir un modèle durable de développement économique. L'autre raison en est bien sur l'urgence de remplir les objectifs fixés pour le *surge* (ce qui se traduit par les EPRT en termes de sommes dépensées et de projets initiés)⁷⁹⁹.

En second lieu, les projets ne sont pas toujours connectés avec les réalités économiques locales et portent en germe de futurs dysfonctionnements, voire de futures tensions sociales. Le développement d'une filière avicole à Hawr Rajab se fait certes à travers la création de coopératives, mais on peut émettre l'hypothèse que seuls quelques agriculteurs en tireront profit, modifiant les relations sociales au niveau local. Autrement dit, il semble que l'ampleur de l'impact de ces initiatives sur le tissu socioéconomique local n'a pas été prise en

⁷⁹⁷ L'EPRT-2, intégrée dans le 2^{ème} régiment de Marines à l'ouest d'Anbar, reconstruit ainsi les écoles ainsi que les courts de justice. Robert Perito, « Embedded Provincial Reconstruction Teams », *Peace Brief*, Washington : US Institute for Peace, février 2008.

⁷⁹⁸ Linda Robinson, *Tell Me How This Ends*, op.cit., pp.72. Michel Goya, « Démocratie 101 », *Cahiers du CESAT*, n°6, octobre 2006, pp.29-35.

⁷⁹⁹ On retrouve ici le décalage caractéristique des opérations contemporaines de reconstruction de la paix entre les objectifs des acteurs extérieurs d'une part, et les intérêts des acteurs locaux d'autre part. Séverine Autesserre, « Construire la paix », art.cit.

compte par les EPRT. Et ce d'autant plus que les membres de ces équipes ont un temps de présence limité par leurs ministères respectifs.

Troisièmement, les unités et les EPRT accordent des financements à hauteur de 25 000\$ par projet. Si la somme est limitée par rapport aux grandes entreprises de reconstruction, afin de pouvoir contrôler l'usage qui est fait de cet argent et d'obliger les institutions irakiennes à financer le reste, il n'en demeure pas moins que cet afflux financier perturbe le tissu social et économique local. Dans le cas de l'EPRT-7, près de 50 000\$ sont ainsi distribués entre l'automne 2007 et mars 2008 (pour une population d'une dizaine de milliers d'habitants). Les membres de l'équipe ont ainsi pris l'habitude de distribuer des sommes allant de 1 000 à 3 000\$ aux habitants désireux de reprendre un commerce. Il est probable qu'en retour cette attitude génère l'impression d'une somme illimitée disponible, sans contrepartie en termes de projets effectivement menés. Cela crée donc une dépendance de l'économie locale par rapport aux Américains. Plus important, cela inscrit les relations américano-irakiennes dans une structure inégalitaire, pouvant générer du ressentiment, et *in fine*, une résistance aux projets.

Cette approche paternaliste se heurte donc à un sentiment que Victorian Fontan, employée par l'*United States Institute for Peace* dans la province de Saladin en 2005, a identifié comme de l'humiliation⁸⁰⁰. Selon elle, ce sentiment s'inscrit dans une dialectique. Car en effet, il faut être deux pour que s'installe une relation d'humiliation : l'offenseur qui est perçu et accepté comme tel d'une part, la victime qui peut parfois être parfaitement complaisante dans ce rôle d'autre part⁸⁰¹. Il est donc illusoire de chercher à déterminer des responsabilités individuelles ou univoques. L'ouvrage de Victoria Fontan – ainsi que celui de Mark Kukis, correspondant du magazine *Time* à Bagdad – abondent de récits structurés de la même manière : les causes de la violence et des échecs économiques et politiques sont rejetées sur les Américains (et parfois « l'influence étrangère » au sens large), le ressentiment développé à leur égard ne donnant lieu à aucun examen critique de la part de ceux qui

⁸⁰⁰ Victoria Fontan, *Voices from Post-Saddam Iraq : Living with Terrorism, Insurgency and New Forms of Tyranny*, Westport: Praeger, 2008. Cette universitaire française spécialiste des études sur la paix a également écrit un article pour prouver que l'humiliation était le moteur principal de la mobilisation armée en Irak. Victoria Fontan, « Polarization Between Occupier and Occupied in Post-Saddam Iraq; Humiliation and the Formation of Political Violence », *Terrorism and Political Violence*, vol.18, n°2, printemps 2006, pp.217-238.

⁸⁰¹ L'humilié peut tirer avantage de son statut, notamment pour s'exonérer de toute responsabilité dans sa collaboration ou son acceptation de l'offenseur.

l'éprouvent⁸⁰². Car en fait l'humiliation trouve sa source dans le sentiment de n'être pas maître de son futur et de dépendre d'un autre : de manière très caractéristique, Fontan cite un jeune chiite qui, en avril 2003, lui fait remarquer que « *la plus grande humiliation de toutes a été de voir des étrangers renverser Saddam, non parce que nous l'aimions, mais parce que nous n'avons pas pu le faire nous-mêmes* »⁸⁰³. Bien plus, ce sentiment est exacerbé par la facilité qu'il y a dans le fait de se reposer sur cet autre, quand bien même il s'est imposé et se comporte de manière très supérieure. Ainsi, la dépendance suscite d'autant plus de ressentiment.

Les réflexions de Victoria Fontan ainsi que les Irakiens que Kukis et elle font parler, entrent particulièrement en résonance avec les sondages réalisés en 2006, 2007 et 2008 par l'*Iraq Center for Research and Strategic Studies*. Interrogeant près de 2 000 personnes (principalement à Bagdad) selon les principes de la représentativité de l'échantillon (âge, catégorie sociale, genre, etc..), le think tank irakien montre la prédominance d'un sentiment hostile ou méprisant vis-à-vis des militaires américains et de leurs actions⁸⁰⁴. Cela se manifeste d'abord par la méfiance vis-à-vis du gouvernement comme des Américains : en novembre 2006, aucun des items proposés pour la question « *comment évaluez-vous les performances du gouvernement sur les thèmes suivants ?* » ne reçoit une estimation positive. De la même manière, plus de 50% des personnes interrogées souhaitent que la MNF-I quitte immédiatement le pays (et 20% de plus souhaitent un départ progressif mais à compter de fin 2006). En avril 2007, plus de 75% des sondés considèrent que le 9 avril 2003 commémore la chute de l'Etat irakien. En revanche, en septembre-octobre 2008, la confiance envers le gouvernement s'est spectaculairement accrue (46% des sondés considérant qu'une réélection du premier ministre lui permettrait d'améliorer encore les conditions sécuritaires, politiques et économiques du pays). Dans le même temps, les Américains ne sont même plus présents dans l'esprit des personnes interrogées : alors qu'en novembre 2006, 65% des sondés estiment que le départ immédiat de la MNF-I améliorera la situation et diminuera la violence, à l'automne 2008, la présence des forces de la coalition ne préoccupe plus que 4% des personnes (contre 55% pour la sécurité, 25% pour les services publics et 15% pour l'emploi).

⁸⁰² Mark Kukis, *Voices from Iraq : a People's History 2003-2009*, New-York: Columbia University Press, 2011.

⁸⁰³ Victoria Fontan, *Voices from Post-Saddam Iraq*, op.cit., p.12.

⁸⁰⁴ Iraq Center for Research and Strategic Studies, *Public Opinion Survey in Iraq*, (novembre 2006, avril 2007 et septembre-octobre 2008), accessibles aux adresses suivantes: pour novembre 2006 (http://www.gulfinthemedial.com/files/article_en/271345.pdf), pour avril 2007 (<http://www.irqcrss.org/pdf/55.pdf>) et pour septembre-octobre 2008 (<http://musingsoniraq.blogspot.fr/2008/10/iraq-center-for-research-strategic.html>).

A cette méfiance il faut ajouter la tendance à rejeter les difficultés irakiennes sur les acteurs extérieurs. En novembre 2006, celles-ci sont considérées comme l'œuvre d'agents étrangers, de groupes criminels poursuivant des agendas internes et externes, ou encore d'acteurs internes poursuivant des objectifs pro-iraniens ou pro-américains. En avril 2007, la moitié des sondés considèrent le gouvernement comme illégal, soit parce qu'il est sous l'influence de l'Iran, soit parce qu'il est une œuvre de l'occupation américaine. En septembre-octobre 2008 en revanche, l'opinion est polarisée nettement entre ceux qui estiment que la signature de l'accord stratégique avec les Américains affaiblira l'économie irakienne, la livrera aux entreprises américaines et conduira à l'instabilité politique, et ceux qui pensent qu'il rendra l'économie irakienne plus autonome et plus performante tout en renforçant le gouvernement.

De ces sondages, parcellaires, il est possible de déduire en premier lieu une certaine corrélation avec le phénomène d'humiliation décrit par Victoria Fontan. L'action des militaires américains est au mieux dénigrée, au pire ressentie comme une intrusion. L'évolution de l'opinion en 2008 semblerait même montrer qu'avec l'amélioration sécuritaire, les Américains passent à l'arrière-plan des préoccupations irakiennes (de manière significatives, sur les trois sondages, l'écrasante majorité des personnes interrogées pensent que l'Irak devrait rester neutre en cas de confrontation américano-irakienne). Ces sondages montrent surtout une forte résistance du sentiment national (la plupart des sondés se définissant comme Arabes et Musulmans avant d'utiliser d'autres références identitaires) et, dans le même temps, un déni quant à l'action des militaires américains. Car si celle-ci est vécue douloureusement, ses modalités ni ses résultats ne sont pris en compte par les sondés (la plupart considèrent en 2008 que l'amélioration vient des forces irakiennes, mais semblent plus que réticents à l'usage des « Fils de l'Irak » comme forces de sécurité). Au final cependant, on peut déduire de ces éléments que l'action des militaires américains en Irak s'inscrit dans un sentiment général d'ignorance ou d'indifférence, sans pouvoir dire si ces sentiments sont le résultat d'un déni (du fait d'un orgueil blessé d'autant plus qu'il se sentirait coupable de laisser faire les étrangers) ou bien du fait que la plupart des Irakiens n'ont pas de contacts directs avec les militaires américains jusqu'au *surge*.

L'interdépendance entre les Etats-Unis et l'Irak : quel levier d'action pour les militaires américains ?

Le dernier élément de cette tension dialectique entre retrait et implication directe se retrouve au niveau politique, dans les relations avec le nouvel Etat irakien. Car si ce dernier ne peut être considéré comme un Etat client des Etats-Unis, il n'en est pas moins dépendant. Certes, ce degré de dépendance est variable et tend à s'atténuer au fur et à mesure que s'affirment les institutions et les hommes politiques irakiens. Mais cette variation s'inscrit dans une relation politique parfois conflictuelle. Au vrai, si le discours officiel des Etats-Unis insiste sur la nécessaire montée en puissance du gouvernement irakien, l'autonomie de ce dernier s'affirme bien souvent contre la résistance ou les réticences américaines.

Il est nécessaire de préciser d'emblée qu'une partie du territoire irakien est traitée sur un pied d'égalité par les Américains. Depuis 2003, la région autonome du Kurdistan entretient *de facto* une relation d'Etat à Etat avec eux. Chargée de sa propre sécurité et dotée d'une administration autonome, la région échappe donc à la tutelle et à la présence américaine⁸⁰⁵. Cette relation particulière avec les Américains date bien entendu de l'intervention humanitaire de 1991 commandée par le général Jay Garner, mais aussi des liens tissés entre les dirigeants kurdes et les agences ou personnalités américaines. La CIA a longtemps soutenu la trêve entre les deux principaux partis kurdes (l'Union Patriotique du Kurdistan et le Parti Démocratique du Kurdistan). Leurs deux leaders, respectivement Jalal Talabani et Massoud Barzani, ont entretenu des relations avec l'administration américaine⁸⁰⁶. Bien que rivaux, ces deux hommes ont utilisé le soutien de Washington pour avancer leurs agendas politiques. Jalal Talabani a été élu trois fois comme président de la République irakienne. Si ce poste lui confère moins de pouvoir que celui de premier ministre, sa position d'interlocuteur privilégié des présidents américains lui permet de s'autonomiser : il accorde sa grâce à des membres de l'ancien régime avec qui il a eu des contacts durant les années 1990 et déclare dans une interview à la fin de l'année 2007 qu'il souhaite voir rester les Américains de manière

⁸⁰⁵ Selon l'article 113 de la constitution de 2005, le Kurdistan est la seule région de l'Irak (ce qui signifie que des provinces ou ensembles de provinces peuvent être érigées en régions). Son administration et son autorité doivent être respectées par le gouvernement central. En outre, l'article 137 stipule que les lois et décisions de justice prises depuis 1992 au Kurdistan sont reconnues par le gouvernement central, à condition qu'elles ne soient pas anticonstitutionnelles. Seules les autorités de la région peuvent les amender ou les annuler. De plus, la sécurité du Kurdistan est assurée par les *peshmergas*.

⁸⁰⁶ Sur le Kurdistan irakien jusqu'en 2007, lire Bérévan Adlig, « Le Kurdistan irakien », *Hérodote*, n°124, vol.1, 2007, pp.155-172.

permanente⁸⁰⁷. Cette position lui permet aussi de s'opposer parfois à ces derniers⁸⁰⁸. Massoud Barzani est nommé président du Conseil de gouvernement provisoire irakien en avril 2004 avant d'être élu président de la région autonome par le parlement du Kurdistan en juin 2005. Bien que nominalement dépendant de Bagdad, Barzani mène une politique étrangère autonome, étant reçu comme un chef d'Etat à l'étranger et recevant à Erbil ses homologues. D'autre part, il assoit son pouvoir sur la région par le biais du contrôle des *peshmergas* mais également par les intérêts qu'il possède dans de nombreuses entreprises kurdes et irakiennes. Vis-à-vis du gouvernement irakien, sa position est ambiguë et reflète sa volonté d'aller vers une indépendance *de jure* du Kurdistan. D'un côté en effet, son parti soutient la coalition de Nouri As-Maliki depuis 2006. De l'autre, les tensions avec le gouvernement sont vives, aussi bien du fait de prétentions territoriales (sur Kirkouk et Khanaqin, mais aussi sur les provinces de Ninive et Saladin) que de considérations politiciennes (Barzani a ainsi offert asile au vice-président irakien sunnite Tarek As-Hashemi durant les premiers mois de l'année 2012).

Le reste de l'appareil politique irakien est davantage sous le contrôle des Américains. En premier lieu parce que ces derniers sont à l'origine de l'élaboration de ses institutions et du processus ayant abouti aux élections. En 2003-2004, la CPA a nommé les responsables politiques irakiens, contribuant à leur donner un élan suffisant pour asseoir ensuite leur autorité. Les hommes politiques de l'Irak actuel doivent donc pratiquement tous leur carrière politique à cette période. L'établissement d'une classe politique par les Américains a donc joué un rôle essentiel dans la formation de l'Etat. Contrairement aux dynamiques sécuritaires, qui ont échappé aux militaires américains durant une grande partie de l'occupation, les dynamiques politiques à la tête de l'Irak ont été largement conditionnées par ces origines. Plus qu'un acteur sécuritaire, les Etats-Unis ont été un acteur central dans la sphère politique irakienne.

Cependant, cela ne signifie pas que l'action américaine a permis un contrôle total de cette dernière, ni même que l'Irak est un Etat client des Etats-Unis. Certes, les choix

⁸⁰⁷ Interview de Jalal Talabani sur CNN, 7 octobre 2007, transcription disponible à l'adresse : <http://transcripts.cnn.com/TRANSCRIPTS/0710/07/le.01.html> (accédé le 25 mai 2010).

⁸⁰⁸ En septembre 2007, un raid des forces spéciales sur le consulat iranien à Erbil aboutit à l'arrestation de l'homme d'affaires Mahmoud Farhadi, soupçonné d'être un agent des Gardiens de la Révolution. Dans une lettre adressée à Ryan Crocker et David Petraeus, le président irakien condamne cette arrestation et exige la remise en liberté de l'homme d'affaires. L'argumentation de Jalal Talabani consiste avant tout à défendre les relations de l'Iran et du Kurdistan et l'autonomie de la région vis-à-vis des actions militaires américaines : « Iraqi President Strongly Protests US Arrest of Iranian National », *Payvand Iran News*, 23 septembre 2007.

politiques intérieurs et extérieurs des dirigeants irakiens ont été fortement contraints par l'occupation et par la pression exercée à la fois par l'ambassadeur (notamment Zalmay Khalilzad et Ryan Crocker) et par le commandant de la MNF-I (Petraeus collaborant davantage avec Maliki que Casey avec ce dernier ou ses prédécesseurs). Mais à partir de 2005, les choix stratégiques américains modifient la nature de ces contraintes. Les Etats-Unis n'interviennent plus directement dans la vie politique irakienne, laissant se jouer le jeu des coalitions et des élections. En revanche, la présence militaire reste un facteur déterminant autour duquel se positionnent les élites politiques du nouvel Irak. La campagne de 2007-2008 replace l'influence politique au cœur de la stratégie américaine. De ce fait, les institutions dirigeantes – le premier ministre et le parlement – s'alignent sur les exigences américaines (rupture de l'alliance entre Maliki et Sadr, vote de lois sur l'amnistie, l'exploitation du pétrole et la représentation des minorités). Mais, disposant de plus en plus de ressources autonomes des Américains, les dirigeants irakiens sont désormais capables de tirer avantage de l'action américaine. C'est bien entendu le cas sur la scène politique intérieure : les partis entrés en politique après 2007 et soutenus par les Américains ne réussissent pas à s'imposer face aux partis installés. Ces derniers s'opposent parfois à la direction que souhaiteraient leur voir prendre les Etats-Unis : réinsertion des « Fils de l'Irak », gouvernement plus inclusif, respect des minorités, etc. Sur la scène internationale, le premier ministre Maliki joue de l'équilibre entre l'Iran et les Etats-Unis pour donner à l'Irak une véritable autonomie régionale. Le fait que Bagdad accueille le sommet de la Ligue Arabe en mars 2012, les tentatives de l'Irak pour peser dans la crise syrienne, et les relations commerciales bilatérales avec l'Iran démontrent bien que le pays n'est pas un satellite de Washington.

Néanmoins, ce sont davantage les caractéristiques de la relation qui ont changé, et non sa nature. L'interdépendance entre les élites irakiennes et les Américains demeure une donnée fondamentale, qui conditionne leurs relations politiques, ainsi que l'action des militaires américains. Entre 2003 et 2007, cette interdépendance a été très étroite, dans la mesure où les intérêts sécuritaires étaient identiques : lutter contre l'insurrection, notamment djihadiste ou mahdiste. D'autre part, les élites politiques irakiennes dépendaient presque exclusivement des Américains ou des milices pour leur sécurité. Après la campagne de 2007-2008, l'interdépendance change d'objet en même temps qu'elle inclut davantage d'acteurs. Il ne s'agit plus en effet de combattre une menace commune, mais de participer en commun au règlement des questions sécuritaires et politiques afin de hâter le départ des troupes

américaines. Autrement dit : la condition du maintien de l'influence américaine est paradoxalement la perspective de leur départ.

Mais la dépendance des Irakiens vis-à-vis de l'action des militaires américains reste importante⁸⁰⁹. Avec l'annonce d'un calendrier de retrait, il est nécessaire pour les Américains de trouver de nouvelles opportunités pour peser sur les choix irakiens. Cela à condition d'influer autrement sur les dynamiques politiques irakiennes. Non plus par la présence militaire mais par un jeu subtil présentant le retrait comme une réponse aux inquiétudes de l'opinion publique américaine⁸¹⁰. De ce fait, il s'agit d'instrumentaliser les peurs des différents acteurs irakiens quant au départ brusque et définitif des Américains⁸¹¹. Et ainsi de continuer à fixer les agendas, même si cela signifie ne plus contrôler les effets. En d'autres termes, le retrait progressif et le départ des troupes est un levier visant à persuader la classe politique irakienne de réaliser les objectifs politiques américains.

Les négociations et la signature du cadre stratégique (SA/SFA) et de l'Accord sur le statut des forces (SA/SOFA) illustrent particulièrement le dilemme d'un contrôle indirect. Ces deux accords établissent en effet les relations stratégiques entre les deux Etats mais surtout les bases juridiques de la présence et de l'action des militaires américains en Irak. Ce type de document, courant dans la politique étrangère américaine, suggère d'une part la reconnaissance de la souveraineté pleine et entière de l'Irak, puisqu'il est censé être négocié avec un Etat souverain⁸¹². Mais d'autre part, les conditions sécuritaires en Irak sont un

⁸⁰⁹ Les militaires américains restent en effet au cœur de la formation de l'armée irakienne, de même qu'ils empêchent tout coup d'Etat ou toute dérive des anciennes milices vers la lutte armée.

⁸¹⁰ Ce discours rend plus crédible le retrait, puisqu'il inscrit une contrainte indépendante de la volonté de l'administration et des militaires américains dans l'esprit des hommes politiques irakiens. Cela complète les recommandations de l'*Iraq Study Group* qui, en 2006, suggérait déjà d'utiliser le retrait comme levier pour forcer les factions irakiennes à engager un dialogue politique. Toutefois, le rapport réfutait la pertinence de l'annonce d'un calendrier de retrait, préférant construire des intérêts partagés autour de la sécurité en vue d'un départ des troupes. *Iraq Study Group, Iraq Study Group Report*, Washington : 2006, p.46.

⁸¹¹ Dans une analyse préparée dans le courant de février 2009 par l'ambassadeur Ryan Crocker et le général Raymond Odierno, successeur de Petraeus, ceux-ci écrivent : « *menacer de retirer les troupes américaines et nos programmes d'assistance lorsque les Irakiens rejettent nos requêtes apparaît comme une réaction trop émotionnelle, suscitant en retour une réaction de même type de la part des Irakiens ou, dans le cas des Kurdes et des Sunnites, un retour à une mentalité de carapace selon laquelle ils refusent de négocier avec les autres Irakiens en raison de l'absence d'une aide américaine potentielle* », cité par Michael R. Gordon et Bernard E. Trainor, *Endgame*, op.cit., chapitre 30.

⁸¹² Il existe une trentaine d'accords signés par les Etats-Unis. La plupart sont de simples notes diplomatiques encadrant les exercices conjoints ou l'action des militaires américains dans des accords de défense. Quelques uns sont des textes plus longs ratifiés par les gouvernements nationaux et établissant les conditions de la présence militaire sur le long terme (bases).

argument avancé pour maintenir une présence militaire au-delà de l'occupation avalisée par la résolution 1483 des Nations-Unies⁸¹³. L'administration américaine, mais aussi les militaires déployés en Irak, sont ainsi pris dans une tension entre la nécessité de garantir le maintien de troupes pour assurer la sécurité des élections d'un côté, et la volonté politique de donner à l'Irak (et au premier ministre) un statut de partenaire souverain. En d'autres termes, le dilemme est de maintenir l'influence et la liberté d'action des militaires américains en Irak sans forcer la main du gouvernement irakien.

De ce fait, le processus de négociation est compliqué par les impératifs tactiques d'une part, et la divergence d'intérêts entre les Américains et leurs interlocuteurs irakiens d'autre part. Débuté à l'automne 2007, le dialogue complexe n'aboutit que le 17 novembre de l'année suivante. Du côté des Américains, les négociateurs sont pris entre les demandes du Pentagone (qui veut garantir l'immunité et la marge de manœuvre opérationnelle des militaires) et les recommandations de l'ambassadeur Ryan Crocker qui, en lien avec la volonté du président, ne souhaite pas déstabiliser le premier ministre irakien. Maliki veut en effet s'assurer que les Etats-Unis protégeront l'Irak, garantiront la levée des sanctions à l'ONU ainsi que l'extinction des dettes de l'ancien régime, et défendront le régime contre un coup d'Etat potentiel. Il ne souhaite pas non plus prêter le flanc aux critiques de Sadr, des partis nationalistes ou pro-iraniens en acceptant un accord qui pourrait apparaître comme une garantie de la poursuite indéfinie de l'occupation. Or, les conditions posées par les Américains sur le statut de leurs militaires sont hautement chargées politiquement et symboliquement⁸¹⁴.

Comprenant que les objectifs qu'il poursuit et ceux de Maliki diffèrent sur la nature de l'accord qui doit être signé, le président Bush autorise ses négociateurs à discuter de deux accords : un texte sur le statut des forces américaines, et un accord plus global encadrant les relations diplomatiques, culturelles, économiques et commerciales entre les deux Etats ainsi que la coopération dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, la réduction des discriminations et le développement d'échanges universitaires. Ce choix de négocier deux accords revient à Stephen Hadley qui, comme lors de la révision stratégique de 2006,

⁸¹³ Le président Bush, appuyé par les généraux Petraeus et Odierno, n'a cessé de dire qu'il n'accepterait un retrait qu'en fonction des conditions sécuritaires, et non en donnant un calendrier de désengagement *a priori*.

⁸¹⁴ Le 28 juin 2008, un raid américain tue par erreur un cousin du premier ministre. Exceptionnellement, l'opération n'a pas été coordonnée par l'ambassade et Petraeus. Se trompant d'objectifs, les forces spéciales attaquent la maison de la propre sœur de Maliki. Dans ce contexte, toute discussion sur l'immunité ou la marge de manœuvre des troupes américaines apparaît encore plus difficile ; « Bomb Kills Six Iraqi Officers », *The New York Times*, 29 juin 2008 ; Hannah Alam, « In Maliki's Hometown, Grief and Questions After Deadly US Raid », *McClatchy*, 29 juin 2008.

considère qu'il faut obtenir un consensus entre la position de l'ambassadeur et celle du département de la défense. A la demande du président Bush, les négociateurs n'insistent pas pour que le texte de l'accord soit soumis à l'approbation du parlement irakien, ce qui en garantirait la large acceptation par les partis au pouvoir, mais risquerait d'apparaître comme une tentative de l'administration pour dicter sa conduite à Maliki. Ce dernier choisit tout de même de soumettre le texte au vote, afin d'absorber au plus vite les conséquences politiques négatives d'un tel texte qui donne en effet des arguments à ses adversaires l'accusant de prolonger l'occupation.

Du côté des négociateurs irakiens, la lenteur du processus s'explique aussi par la réticence à s'accorder sur deux textes, les Irakiens souhaitant un accord global avant toute chose et maintenant la pressions sur les aspects pratiques quant au statut des forces. D'autre part, les négociateurs n'ont pas reçu d'autorité suffisante pour valider chaque point : ils doivent donc en référer au premier ministre, qui consulte ensuite ses alliés⁸¹⁵. Etant donné sa faible marge de manœuvre, Maliki décide de s'adresser directement à Condoleeza Rice et de prétexter une possible résurgence de l'opposition sadriste si les négociations aboutissent. Bush penche donc vers une solution « gagnant – gagnant » qui permettrait à Maliki d'apparaître comme garant de la souveraineté de l'Irak, tout en apaisant les craintes des militaires américains. Face à leur souci de se retrouver évincés d'Irak et au faible soutien de l'ensemble de la classe politique irakienne, les Américains choisissent donc de faire une concession en annonçant une date de retrait⁸¹⁶. Après d'âpres négociations, les deux parties tombent d'accord pour un départ graduel des troupes américaines. Celui-ci doit se dérouler en deux temps : un transfert de la sécurité des villes à l'armée irakienne (idéalement dans un délai de 6 mois) puis un retour progressif des unités déployées en Irak devant s'achever deux ans plus tard⁸¹⁷. Dans l'intervalle de trois années entre la signature de l'accord (17 novembre 2008) et le départ des dernières troupes américaines, le texte peut être revu ou amendé avec

⁸¹⁵ Le premier ministre cherche aussi à assurer le soutien au texte. Il se rend à Téhéran à l'automne 2007 pour discuter avec Ali Khamenei des termes d'un accord stratégique avec les Etats-Unis.

⁸¹⁶ Les négociateurs acceptent aussi de renoncer à inclure dans le SOFA une clause garantissant l'immunité des contractants. Initialement, il s'agit d'une date butoir, et le président espère pouvoir poursuivre les négociations sur l'échéancier après le 31 décembre 2008. Mais des fuites orchestrées par des hommes politiques irakiens forcent la main des négociateurs américains et, lors d'une visioconférence avec Maliki le 17 juillet 2008, les deux hommes tombent d'accord sur les conditions d'un retrait.

⁸¹⁷ Steven Lee Myers, « Bush, In a Shift, Accepts Concept of Iraq Timeline », *The New York Times*, 19 juillet 2008. Pourtant, le premier ministre irakien maintient la pression: dans un entretien à *Der Spiegel*, il annonce sa préférence pour la promesse du candidat Obama de retirer les troupes dans un délai de 16 mois. Enfin, il confie à l'ambassadeur britannique en Irak qu'il souhaiterait voir partir toutes les troupes étrangères d'ici la fin de 2008. « Interview with Iraqi Leader Nouri Al-Maliki : 'The Tenure of Coalition Troops in Iraq Should Be Limited' », *Der Spiegel*, 19 juillet 2008.

l'acquiescement des deux parties. De ce fait, la signature de l'accord n'éteint pas les tensions à son sujet. D'un côté, le département de la défense espère pouvoir maintenir une force résiduelle en Irak, au-delà des échéances⁸¹⁸. De l'autre, Sadr tente de présenter le texte comme autorisant l'allongement de l'occupation, tandis que de nombreux hommes politiques irakiens pensent que le retrait dans les trois ans est impossible, ou que l'accord ne garantit pas la souveraineté de l'Irak⁸¹⁹.

Ce texte est donc crucial car il modifie sensiblement les conditions de l'action des militaires américains en Irak. Notamment, il restreint fortement celles-ci, réduisant donc la marge de manœuvre des militaires, mettant fin *de facto* à leur capacité d'influer sur les processus politiques irakiens. L'action des forces américaines est encadrée : un mandat est nécessaire pour fouiller des maisons (hors situation de combat), tandis qu'une personne ne peut être détenue par elles plus de 24h sans l'autorisation d'un juge irakien⁸²⁰. Les soldats américains sont soumis à une juridiction conjointe américano-irakienne en cas d'actes criminels ou de délits hors service et hors de leurs bases⁸²¹. Les contractants travaillant pour le département d'Etat et les autres agences gouvernementales sont placés hors de la juridiction des tribunaux irakiens, mais pas ceux travaillant au profit des forces américaines⁸²². Enfin, le transfert de contrôle est effectué par des commissions mixtes⁸²³. Au final, cet accord est plus défavorable aux forces américaines que la plupart de ceux signés antérieurement (notamment avec le Japon et l'Allemagne)⁸²⁴. Cela montre qu'entre la volonté de maintenir une influence

⁸¹⁸ Elisabeth Bumiller, « Redefining the Role of the US Military in Iraq », *The New York Times*, 21 décembre 2008. Le vice-président Biden semble particulièrement enclin à vouloir conserver des bases permanentes en Irak dans le cadre d'opérations contre-terroristes. Les tentatives de renégocier le traité en 2011 échouent du fait de la pression exercée par ses alliés sur Maliki et du peu d'empressement du président Obama à revenir sur ses promesses de campagne.

⁸¹⁹ « Iraq : Cleric Al-Sadr Calls for Peaceful Protests », *Associated Press*, 28 novembre 2008; Campbell Robertson, « Feelings Are Mixed As Iraqis Ponder Security Agreement », *The New York Times*, 28 octobre 2008; Sudarsan Raghavan, « Top Shiite Cleric in Iraq Raises Concern About Security Pact », *The Washington Post*, 30 novembre 2008.

⁸²⁰ *An Agreement between the Republic of Iraq and the United States of America regarding the Withdrawal of the American Forces from Iraq and Regulating their Activities During their Temporary Presence in it*, 17 novembre 2008, articles 12 et 22.

⁸²¹ *Ibid.*, article 4. L'usage de la force est également encadré par des commissions mixtes. En dehors des missions explicitement autorisées par ces dernières, les soldats américains ne peuvent faire feu qu'en cas de légitime défense. En cas de délit, les autorités irakiennes peuvent détenir un membre des forces américaines pendant 24h avant d'en informer sa hiérarchie (art. 12).

⁸²² *Ibid.* article 12.

⁸²³ Ce qui n'est pas sans poser de problèmes dans la chaîne de commandement, étant donné les divergences d'intérêts et d'approches dans le processus ; Ned Parker, « Transition Teams But No Players », *The Los Angeles Times*, 24 décembre 2008.

⁸²⁴ Le problème de l'immunité des soldats américains a créé de nombreux problèmes depuis les années 1950 sur l'île d'Okinawa, où des Marines ont souvent enclenché des émeutes après des bagarres, des vols ou des viols.

en Irak et le désir de laisser les Irakiens régler leurs affaires, le second l'a finalement emporté⁸²⁵.

La signature du SOFA démontre que les contraintes sont également domestiques. D'une part du fait de la volonté du président Bush d'achever ces accords avant la fin de son mandat et de sécuriser sa vision sur les relations entre les deux Etats. Bien qu'ayant constamment affirmé que tout retrait des troupes devait être conditionné à certains critères, le président doit faire volte-face en juin 2008. Toutefois, le discours à destination de l'opinion américaine est beaucoup plus vague qu'en direction des négociateurs irakiens : il s'agit davantage de fixer une date butoir, et non un échéancier précis. L'imbroglio du mois de juillet 2008 est particulièrement difficile à gérer de la part de la Maison Blanche, laquelle finit par élaborer un message dans lequel le retrait signifie évidemment le succès et qu'il doit se dérouler sous conditions⁸²⁶. Le contrôle, ou l'apparence de maîtrise des résultats des négociations politiques autant que des opérations militaires, est donc aussi un facteur crucial auprès de l'opinion publique américaine.

Section 2 : intervention extérieure et opinion domestique. L'Irak comme enjeu politique

Les sociétés occidentales contemporaines vivent la menace de manière souvent très abstraite. C'est-à-dire à travers une perception non immédiate. Cela ne signifie pas qu'elle n'existe pas, ni même qu'elle ne peut se manifester concrètement, comme cela est le cas pour le 11 Septembre ou pour d'autres attentats terroristes (ceux de Madrid ou de Londres par exemple). Elle est également très concrète pour les militaires déployés, ainsi que pour les civils qui se trouvent sur les théâtres d'opérations (fonctionnaires, journalistes, membres d'ONG). Par conséquent, la perception de la menace est diffuse et cette dernière est vécue

⁸²⁵ Le texte de l'accord-cadre est encore plus clair puisqu'il stipule que « *la présence temporaire des forces américaines en Irak découle de la requête et de l'invitation du gouvernement souverain de l'Irak et dans le plein respect de la souveraineté de celui-ci* ». *Strategic Framework Agreement for A Relationship of Friendship and Cooperation Between The United States of America and The Republic of Iraq*, 17 novembre 2008, section 1.

⁸²⁶ Conférence de Presse de Dana Perino, porte-parole de la Maison Blanche, 21 juillet 2008.

comme une potentialité parfois très lointaine par rapport à d'autres problèmes (économiques et sociaux par exemple). Le rapprochement médiatique produit des conséquences différenciées liées à l'insistance sur certains aspects et certains événements. Pour certains spectateurs, il facilite un processus d'identification aux acteurs, pour d'autres il accroît au contraire la distance et le caractère perçu comme artificiel des événements relatés. Quoi qu'il en soit, les opérations expéditionnaires incarnent souvent des intérêts particuliers, matériels ou idéologiques, avant de répondre à des menaces réelles ou actuelles. D'un autre côté, l'actualisation de la menace accroît fortement la pression sur les décideurs politiques, en en faisant un enjeu interne dont la portée est susceptible d'avoir des impacts importants sur des élections. De ce fait, il est possible dans ce cas pour un décideur politique de sécuriser un soutien important pour justifier l'opération extérieure, notamment si il parvient à faire prévaloir une vision cruciale de son intérêt stratégique⁸²⁷. En revanche, avec l'allongement de la guerre et l'éloignement d'une perspective de succès, les enjeux domestiques finissent par l'emporter sur les enjeux stratégiques, ceux-ci se révélant d'autant moins importants que les coûts semblent surpasser les bénéfices attendus. C'est donc en tant qu'enjeu politique aux Etats-Unis que l'action militaire américaine en Irak est évaluée et donc éventuellement limitée.

Notre hypothèse est que, dans le contexte d'une opération expéditionnaire en Irak, différents facteurs internes peuvent limiter les effets de l'action militaire. Avec le prolongement du conflit, le Congrès et l'opinion publique sont-ils des freins ou des contraintes expliquant ou modelant la réponse stratégique ? D'autre part, dans quelle mesure les agendas internes viennent-ils aussi interférer dans le choix stratégique ? Autrement dit, la question posée est celle de la marge de manœuvre des décideurs politiques. Il s'agit de savoir si les acteurs domestiques sont des contraintes ou des ressources.

L'opposition du Congrès à l'occupation après 2006 :

En raison de ses pouvoirs constitutionnels et informels, le Congrès est susceptible de faire obstacle aux décisions stratégiques concernant l'action des militaires américains en Irak.

⁸²⁷ Il convient de souligner le rôle joué par la structure décisionnelle américaine. Le président, en tant que commandant en chef des armées, y jouit d'une grande liberté de manœuvre.

D'une part, parce qu'il lui est possible de voter des résolutions non contraignantes enjoignant de mettre fin à l'occupation, requérant un retrait ou déplorant les abus commis par les militaires. D'autre part, parce que le Congrès peut utiliser les amendements au budget pour augmenter ou diminuer les fonds consacrés à la guerre. Enfin, mettant en perspective historique les relations entre le président et le pouvoir législatif sur la longue durée, on constate une politisation croissante de la politique étrangère, c'est-à-dire la tendance à percevoir les enjeux extérieurs à travers le prisme des enjeux domestiques. Cela s'explique essentiellement par la disparition du consensus qui prévalait durant la guerre froide et par le rôle croissant des groupes de pression et d'intérêt auprès des législateurs. Cette tendance a été particulièrement nette sous la présidence Clinton, puisque le Congrès s'est opposé à la ratification de traités ou bien à la nomination d'ambassadeurs et de chefs militaires. Si cette politisation a servi l'administration Bush jusqu'en 2006, peut-on dire qu'elle a ensuite paralysé son action ?

Jusqu'en 2004, le Congrès soutient largement les décisions présidentielles. Non seulement les deux chambres votent l'autorisation de l'usage de la force contre l'Irak, mais elles repoussent des amendements destinés à requérir l'approbation préalable de l'ONU ou à réaffirmer la primauté du Congrès dans la déclaration de guerre⁸²⁸. Cela s'explique essentiellement par le climat lié au 11 Septembre et aux révélations de la CIA concernant le programme d'armes de destruction massive de Saddam Hussein et donc par le souci de s'aligner sur l'attitude de l'administration⁸²⁹. Cette unanimité s'étiole avec la prolongation de l'occupation et la perception d'un échec à atteindre les objectifs politiques : si les deux chambres s'opposent à tout amendement mettant en cause le rôle du renseignement dans la décision d'entrer en guerre, elles condamnent fermement les abus commis sur les prisonniers irakiens⁸³⁰. De plus, le sénat vote le 23 juin 2004 un amendement à la loi budgétaire requérant du président qu'il communique aux deux chambres un rapport périodique sur la stratégie de stabilisation et de reconstruction de l'Irak. Outre qu'il s'agit aux députés de rappeler

⁸²⁸ La chambre des représentants et le sénat votent cette autorisation respectivement les 10 et 11 octobre 2002. Les amendements repoussés concernent la réaffirmation de l'autorité du Congrès, l'approbation préalable de l'ONU et l'imminence de la menace comme conditions à l'utilisation de la force.

⁸²⁹ Il convient en effet de noter qu'on ne retrouve pas de clivage partisan dans ces votes : même si les députés républicains font preuve d'une plus grande unanimité, 81 démocrates (contre 126) votent en faveur de la guerre à la chambre, tandis que 29 démocrates (contre 21) font de même au sénat.

⁸³⁰ En juillet 2003, les représentants républicains font échouer des amendements démocrates demandant une restriction du déploiement des gardes nationaux en Irak, une estimation du coût des opérations militaires et une enquête indépendante sur les failles du renseignement

l'importance du contrôle législatif, cette mesure vise en fait à défaire une proposition démocrate obligeant le président à communiquer le niveau des effectifs qui devront servir en Irak jusqu'en décembre 2005⁸³¹.

En avril et mai 2005, le sénat vote coup sur coup une enveloppe budgétaire supplémentaire pour financer la guerre (49 milliards de \$ pour l'année fiscale 2006) ainsi qu'un amendement à la loi budgétaire requérant du président qu'il inclue les dépenses de la guerre dans sa requête annuelle. Dans le même temps, les deux chambres font échouer des résolutions et des amendements demandant la programmation d'un retrait graduel à compter de 2006⁸³². Ainsi, tout en maintenant son soutien à l'effort de guerre, le Congrès cherche à mieux contrôler ce dernier en affirmant son rôle de supervision du pouvoir exécutif. Aux élections législatives de novembre 2006, le parti démocrate remporte la majorité aux deux chambres. Désormais, Harry Reid (chef de la majorité du sénat) et Nancy Pelosi (*speaker* de la chambre des représentants) s'opposent à l'administration⁸³³. Dans une lettre datée du 5 janvier 2007, ceux-ci expriment par avance leur opposition à la future annonce du *surge* par le président et réaffirment qu'il « *est temps de mettre fin à la guerre* »⁸³⁴. D'autre part, la commission des affaires étrangères du sénat annonce quatre semaines d'audition afin d'examiner les actions de l'administration.

En outre, le sénat et la chambre tentent de contrecarrer le *surge*. En janvier et février 2007, plusieurs sénateurs (dont Joseph Biden) déposent des résolutions désapprouvant le nouveau plan. Bien que non contraignantes, ces résolutions ont un sens symbolique car elles entendent dégager le Congrès de toute responsabilité quant à l'échec probable de la nouvelle stratégie. Par des manœuvres procédurières complexes, le chef de la minorité républicaine au sénat, Mitch McConnell, parvient à bloquer le vote de ces textes. Plus important, le sénateur Kennedy dépose le 9 janvier un projet de loi obligeant le président à obtenir l'accord du Congrès pour déployer les troupes supplémentaires. L'argumentation du sénateur est

⁸³¹ La seconde proposition, émanant du sénateur Kennedy, enjoindrait le président à communiquer ce rapport sous trente jours, ainsi qu'à fixer à l'avance les effectifs déployés en Irak en précisant la proportion de réservistes et de membres de la Garde Nationale. L'amendement finalement adopté ne requiert qu'un rapport succinct à remettre dans les 120 jours suivant la résolution.

⁸³² L'amendement de la chambre des représentants est repoussé le 25 mai 2005, celui du sénat le 22 juin 2006.

⁸³³ Harry Reid avait déclaré lors du vote du 22 juin 2006 sur le retrait des troupes que « *le Congrès ne doit pas se plier aux volontés du président en matière de guerre* ». « Senate Rejects Kerry's Iraq Troops Pullout Bill », *Associated Press*, 22 juin 2006. L'opposition n'est pas seulement partisane, elle reflète aussi la conception selon laquelle le Congrès devrait jouer son rôle d'équilibre vis-à-vis du président.

⁸³⁴ Peter Baker et Robin Wright, « Pelosi, Reid, Urge Bush To Begin Iraq Pullout », *The Washington Post*, 6 janvier 2007.

éclairante car non seulement il s'agit de tenter de réaffirmer l'autorité – voire la prééminence – du Congrès en matière de guerre, mais aussi de rappeler que les conditions ayant autorisé l'entrée en guerre en octobre 2002 ne sont plus réunies car « *les missions de nos forces en Irak n'ont plus aucun lien avec celles qui ont été autorisées par le Congrès* »⁸³⁵. Cependant, cette argumentation risquant de faire apparaître le sénat comme trop tiède vis-à-vis d'Al-Qaïda, le sénateur Joseph Biden – qui préside alors la commission des affaires étrangères du sénat – tente de rassurer les républicains en présentant comme anticonstitutionnelle toute tentative du Congrès pour supprimer les fonds alors qu'une guerre est en cours. A front renversé, le sénateur John McCain estime que cela entre dans les compétences du pouvoir législatif, et qu'il faut donc s'opposer au projet de loi⁸³⁶. En dépit des déclarations de Biden, plusieurs amendements sont déposés pour limiter les effectifs des troupes américaines en Irak à 130 000 hommes (soit le niveau antérieur au *surge*) ou pour exiger le début du retrait (celui-ci devant être achevé au 31 mars 2008)⁸³⁷. Toutefois, le projet de loi n'est pas voté car les leaders de la majorité et de la minorité ne parviennent à se mettre d'accord sur le mode d'approbation (majorité simple ou majorité des deux tiers). Tandis que les élus démocrates sont partagés quant au type d'opposition à apporter au *surge*. Parallèlement, la chambre des représentants tente aussi de faire passer des résolutions contraignantes obligeant le président à demander l'approbation du pouvoir législatif pour le déploiement de nouvelles troupes.

En mars et en mai 2007, plusieurs initiatives des deux chambres tentent de lier le financement de la poursuite de l'occupation et un retrait programmé. Le projet de loi Kennedy plusieurs fois amendé est repoussé à une très courte majorité le 15 mars (50 voix contre, 48

⁸³⁵ Paul Kiel, « No Iraq 'Surge' Without Hill Ok », *Talking Points Memos*, 9 janvier 2007, accessible à l'adresse: http://tpmmuckraker.talkingpointsmemo.com/2007/01/kennedy_no_iraq_surge_without.php (accédé le 15 octobre 2007). De manière significative, le projet de loi n'oppose pas seulement les partis mais aussi les conceptions quant au rôle du Congrès dans la guerre en Irak. Pour le sénateur démocrate Max Baucus (qui a voté pour la guerre en octobre 2002), cette loi renforcerait les pouvoirs constitutionnels du pouvoir législatif sur les effectifs déployés. Pour le sénateur républicain Gordon Smith (opposant à la guerre depuis 2006), le projet de loi est problématique car il risque de suspendre les fonds pour des opérations militaires déjà en cours. « Senate Efforts to Counter Bush's Surge », *The Hill*, 12 janvier 2007; « Kennedy : No Funds For More Troops », *CBS News*, 9 janvier 2007.

⁸³⁶ Conor Kenny, « New Bills Challenge President Bush's Troop 'Surge' », *PR Watch*, 12 janvier 2007.

⁸³⁷ Le sénateur Barack Obama dépose le 30 janvier un amendement exigeant un retrait programmé, tandis que le sénateur Hillary Clinton dépose un amendement fixant le plafond des troupes à 130 000 militaires. William Branigin et Howard Schneider, « Dodd Introduces Bill To Cap US Troops in Iraq », *The Washington Post*, 17 janvier 2007, Greg Sargent, « Obama's Turn : Says He'll Introduce Iraq Legislation Calling for Phased Withdrawal », *Talking Points Memos*, 17 janvier 2007, Shailag Murray, « Obama Bill Sets Date for Troops Withdrawal », *The Washington Post*, 31 janvier 2007, Patrick Healy, « After Iraq Trip, Clinton Proposes War Limits », *The New York Times*, 18 janvier 2007.

pour). En revanche, les deux chambres approuvent une loi qui accorde 95 milliards de \$ supplémentaires pour les troupes en Irak et en Afghanistan, à condition que le président accepte de retirer les troupes au 1^{er} juillet en cas d'échec à atteindre les critères fixés dans la stratégie du *surge* (et au 1^{er} octobre en cas de succès). Le président met son veto à ce projet de loi : le Congrès vote alors une autre proposition sans condition de retrait et qui est acceptée⁸³⁸. Malgré ces deux tentatives, le pouvoir législatif ne parvient pas à faire plier le président d'autant que la chambre et le sénat ne s'accordent pas nécessairement : deux amendements (respectivement en juin et juillet 2007) requérant un retrait achevé au 1^{er} avril 2008 et une mise en application des recommandations du *Iraq Study Group* sont votés par la chambre, mais ne sont pas présentés devant le sénat par la commission des affaires étrangères. Enfin, durant l'été et l'automne 2007, différentes propositions de loi sont déposées afin d'obliger le président à inclure le financement de la guerre en Irak dans sa demande budgétaire, à mettre en place un calendrier de retrait, à contrôler le temps et le délai de déploiement des unités en Irak et à demander une stratégie de sortie du conflit. Finalement, aucun de ces amendements ne donne lieu à un vote positif, et le Congrès doit accorder 70 milliards de \$ pour poursuivre les guerres en Irak et en Afghanistan pour l'année 2008.

L'audition de David Petraeus et de Ryan Crocker devant le Congrès les 10 et 11 septembre 2007 convainc les représentants et les sénateurs du bien-fondé de ses recommandations, à savoir un retrait progressif des troupes du *surge* sous condition de poursuite des dynamiques positives en Irak⁸³⁹. Si la majorité démocrate ne modifie pas son discours sur la responsabilité de l'administration dans les errements de la guerre, elle n'est plus unanime quant à la nécessité d'un retrait total pour 2008⁸⁴⁰. En revanche, avec la campagne pour l'élection présidentielle, les différents prétendants démocrates insistent pour mettre fin à la présence américaine, mais en tenant compte des développements positifs. En d'autres termes, le principal effet du témoignage des responsables de la guerre américaine en

⁸³⁸ Depuis 2004 en effet, les guerres en Irak et en Afghanistan ne sont pas financées par la loi budgétaire habituelle mais par des lois accordant des fonds supplémentaires.

⁸³⁹ L'audition d'avril 2008 confirme ainsi que la dernière brigade du *surge* quittera l'Irak en juillet 2008. Dans le même temps, le Congrès approuve la nomination de Raymond Odierno pour succéder à Petraeus en septembre de cette même année.

⁸⁴⁰ Entre mars et juin 2008, le Congrès et le président négocient le montant du budget de la guerre en Irak pour 2009. Du fait d'arrangements concernant les dépenses internes (notamment les pensions de retraite des vétérans), les deux chambres acceptent de financer les guerres en Irak et en Afghanistan à hauteur de 162 milliards de \$ et mettent fin à leur projet d'obtenir un calendrier de retrait. Comme nous l'avons vu dans la section 1 du présent chapitre, le principe de ce calendrier est adopté par le président Bush dans le cadre des négociations du SOFA.

Irak est de mettre fin à l'opposition du Congrès car la stabilisation momentanée de la situation permet justement de pouvoir espérer un retrait.

Ainsi, le Congrès ne peut entraver réellement la guerre, mais peut contribuer à divertir l'énergie du président et à modeler les objectifs ainsi que les modalités de l'occupation. De fait, il n'a pas été capable de s'opposer au *surge* mais a obligé l'administration à donner des objectifs précis et mesurables. En revanche, quelles que soient les motivations des membres du Congrès (opposition partisane, question constitutionnelle ou désapprobation de la guerre), elles montrent que la guerre en Irak n'est plus perçue comme vitale en tant qu'enjeu stratégique⁸⁴¹. *A contrario*, les divisions du parti démocrate sur la conduite à tenir quant au *surge* et au retrait démontrent que personne ne veut prendre la responsabilité d'initiatives si elles risquent d'apparaître comme des défaites.

L'opinion publique entre rejet et désintérêt : une ressource plutôt qu'une contrainte

Ainsi, l'opinion publique représente un enjeu majeur pour les décideurs politiques. Non seulement parce qu'elle est censée refléter les préférences des électeurs, mais également car son soutien semble nécessaire à tout effort de guerre, surtout si il se prolonge. Il existerait donc un lien dialectique entre le soutien de l'opinion publique (exprimée par des sondages ou des votes) et les choix stratégiques opérés par les décideurs politiques. En d'autres termes, ces derniers devraient mener la guerre à la fois sur le théâtre d'opérations et sur le front domestique, les deux conditionnant des impératifs parfois contradictoires (concernant notamment le niveau acceptable des pertes militaires). Dans l'hypothèse où la guerre menée en Irak est une opération extérieure – dont les enjeux sont moins vitaux pour la société américaine qu'un conflit mené pour la survie des Etats-Unis – l'opinion publique est-elle une contrainte plus, autant ou moins importante sur l'action des militaires américains ? Ou au contraire est-elle une ressource ?

⁸⁴¹ Rappelons qu'il n'y a pas de règle de discipline de vote au sein des deux partis, les sénateurs et les représentants votant en fonction de leur circonscription. Dans le cas des votes de 2007, on observe au contraire une forte polarisation et un alignement très important en fonction des lignes partisans. Ce fait montre que l'Irak est bien un enjeu politique (vis-à-vis de l'administration et des futures élections présidentielles). Mais nullement que son issue est une donnée vitale (puisque'il existe une forte opposition à la guerre, ce qui ne devrait pas être le cas si le sort des Etats-Unis dépendait de leur performance sur ce théâtre).

Cela nécessite en premier lieu d'analyser l'évolution des sondages concernant la guerre en Irak. A cet effet, nous avons choisi de compiler des données issues de sept années de recensement systématique par l'institut *Gallup* sur trois items (Fig.10) :

- la guerre en Irak a-t-elle été dans l'intérêt des Etats-Unis (et notamment, ses bénéfices en valaient-ils la peine ou encore les Etats-Unis sont-ils plus en sécurité) ?
- quelles sont les perspectives de succès (et notamment le *surge* peut-il faire une différence) ?
- quelle attitude adopter face à la stratégie du président (et notamment en rapport avec le maintien ou le retrait des troupes) ?

Année	L'intervention en Irak est-elle dans l'intérêt des Etats-Unis ?	Quelles sont les perspectives du succès pour les troupes américaines et concernant le projet politique en Irak ?	Le président doit-il maintenir les effectifs ou retirer les troupes d'Irak ?
2003	Oui : 73%-56%	Positives : 63%-50%	Maintien : 36%-40%
2004	Oui : 50%	Positives : 46%-40%	Maintien : 40%-35%
2005	Oui : 44%	Positives : 53%-43%	Maintien : 38%-26% Retrait immédiat : 31% (juin) Retrait dans les 12 mois : 28% (juin) Mise en place d'un échéancier de retrait : 50% (juin)
2006	Oui : 41%	Positives : 38%-35%	Retrait immédiat : 20% Retrait dans les 12 mois : 34% Changement de stratégie : 59%
Janvier-sept. 2007	Oui : 36% 72% : l'Irak doit être une priorité (juillet) 65% : les coûts sont supérieurs aux bénéfices (juillet)	Le <i>surge</i> ne fera aucune différence : 50%	Retrait total au 1 ^{er} avril 2008 : 71%
Sept.-décembre 2007	Oui : 43%	Le <i>surge</i> ne fera aucune différence: 45% (sept.), 39% (nov.)	Mise en place d'un échéancier de retrait : 60%
2008	Oui : 40%	Le <i>surge</i> ne fera aucune différence : 32%	Retrait progressif et programmé : 50% Mise en place d'un échéancier de retrait : 60%
2008-2011	Oui : 40%	Le <i>surge</i> a augmenté les chances de succès : 48%	Rester sur le calendrier prévu en novembre 2008 : 53% (2010)

Fig.10 : l'évolution de l'opinion sur la guerre en Irak⁸⁴²

⁸⁴² Données compilées à partir des sondages effectués par *Gallup*, accessibles à l'adresse : <http://www.gallup.com/search/default.aspx?q=&s=date&i=543&t=&p=2> (accédé le 15 février 2012).

Ces données sont cohérentes avec le taux d'approbation de l'action du président Bush, qui, après avoir atteint un record avec 92% d'opinions favorables au lendemain du 11 Septembre, ne reçoit plus le soutien que de 29% des sondés en juillet 2007⁸⁴³. Il s'agit cependant d'analyser les causes de ce rejet croissant de l'action militaire américaine en Irak. Plusieurs variables indépendantes peuvent être prises en compte. En premier lieu, le niveau des pertes militaires peut expliquer une plus grande réticence des personnes interrogées à impliquer davantage de troupes (voire justifier à leurs yeux un retrait précoce). Or, le soutien – même faible – à l'action du président Bush ne varie pas de manière significative durant les cinq années de l'occupation. En réalité, le lien entre l'augmentation des pertes et la diminution de l'approbation aux opérations militaires est plutôt de l'ordre de la corrélation que de la causalité⁸⁴⁴. En revanche, comme le démontrent Peter Feaver, Christopher Gelpi et Jason Reifler, le soutien de l'opinion publique peut dépendre de deux variables : la perception du bienfondé (ou non) de l'intervention militaire en Irak et la croyance en la probabilité d'un succès final⁸⁴⁵. Autrement dit, les pertes seront ressenties d'autant plus douloureusement aussi bien au niveau local qu'au niveau de la nation tout entière que la guerre sera perçue comme injuste (ou inutile) et que les perspectives de succès s'éloigneront. Cette hypothèse semble corroborée par les données des années 2004-2006 puisque les trois items évoluent de manière parallèle. Cependant, on ne peut établir une réelle relation de causalité entre la perception de la justesse et du succès d'une part, et les variations dans le soutien des sondés d'autre part. En effet, cela semble fonctionner essentiellement pour prédire la baisse du soutien, mais non un possible regain d'approbation⁸⁴⁶. D'autre part, la diminution du pourcentage de sondés désapprouvant la gestion de la guerre par l'administration Bush est constante et rapide. Le premier de ces points indique en effet que le soutien baisse en corrélation avec le sentiment de l'enlèvement dans un conflit inutile. Le second que cette baisse intervient quelle que soit l'attitude du gouvernement.

⁸⁴³ Susan Page, « Poll : Bush Approval Drop To Low of 29% », *USA Today*, 10 juillet 2007.

⁸⁴⁴ Plusieurs arguments peuvent être confrontés ici. En premier lieu, le fait que les pertes militaires américaines (environ 4 000 morts et des dizaines de milliers de blessés) sont sans commune mesure avec les niveaux de la guerre du Vietnam par exemple (environ 60 000 morts). *A contrario*, le fait que ces décès sont mis en scène aussi bien au niveau national (voir par exemples les nécrologies détaillées du *Washington Post*, « Faces of the Fallen ») qu'au niveau local, tend à interroger l'impact réel qu'un nombre relativement faible de décès peut avoir sur l'opinion publique.

⁸⁴⁵ Peter Feaver, Christopher Gelpi et Jason Reifler, « Success Matters: Casualty Sensitivity and The War in Iraq », *International Security*, vol.30, n°3, hiver 2005-2006, pp.7-46, des memes auteurs, *Paying the Human Costs of War: American Public Opinion and Casualties in Military Conflicts*, Princeton: Princeton University Press, 2009.

⁸⁴⁶ D'autant que, si l'érosion du soutien est spectaculaire dans l'année 2003-2004, elle est minime dans les années suivantes (à l'exception des élections de mi-mandat en novembre 2006).

Sur le premier point, il convient de souligner que l'audition de Petraeus devant le Congrès en septembre 2007 n'a pas modifié la perception de la guerre et la perspective d'un éventuel succès de manière significative. Deux sondages réalisés à la mi-septembre 2007 respectivement par *Gallup* et le *Pew Research Center* montrent que si la majorité des sondés approuvent la proposition de Petraeus d'un retrait progressif et programmé soutenu par le président Bush, plus des deux-tiers considèrent que cela n'a pas modifié leur perception de la guerre (et notamment que les Etats-Unis ne peuvent l'emporter de manière décisive en Irak)⁸⁴⁷. Bien sur, cela n'invalide pas l'hypothèse formulée par Feaver, Gelpi et Reiffler, car cette absence de modification renvoie à la perception de la guerre. En dépit des efforts fournis par les tenants du *surge* pour présenter celui-ci comme un succès, seuls 48% des sondés pensent qu'il a amélioré la situation en juillet 2008 (contre 43% en mars et 39% en novembre 2007).

Le second point semblerait donc montrer, qu'en dépit de l'intérêt porté par les sondés à la question irakienne en janvier 2007 (72% des sondés estimant que c'est un enjeu prioritaire pour l'administration), le principal facteur de l'étiollement du soutien à la guerre serait le temps. En d'autres termes, l'attitude favorable de l'opinion publique vis-à-vis de la guerre se serait érodée en raison d'un décalage entre ses attentes très fortes et la prolongation du conflit. Ces attentes concernent l'espoir d'une victoire rapide, décisive et ayant des effets spectaculaires sur la société irakienne. Mais aussi la fin de la menace que faisait planer l'utilisation d'armes de destruction massive par Saddam Hussein. Autrement dit, ces attentes correspondent à la rhétorique de l'administration pour justifier l'intervention militaire en Irak puis le maintien initial des troupes⁸⁴⁸. En l'absence de telles armes, et devant la lenteur puis les difficultés rencontrées par le processus de sécurisation et de démocratisation en Irak, les sondés sont donc partagés entre une déception très forte (voire une défiance) vis-à-vis des hommes qui ont poussé à la guerre, et un soutien permanent aux troupes déployées en Irak

⁸⁴⁷ Pew Research Center, « Petraeus' Proposals Favored but No Lift in War Support », 18 septembre 2007, accessible à l'adresse : <http://www.people-press.org/2007/09/18/petraeus-proposals-favored-but-no-lift-in-war-support/> (accédé le 15 février 2008). Selon ce sondage, 67% des personnes interrogées n'ont pas changé d'avis quant à la situation, et près de 47% pensent que les militaires américains ont peu de chance de gagner la guerre (2 points de moins qu'en juillet, ceux-ci se retrouvant dans les indécis). Susan Page, « Poll : Public Not Swayed By Petraeus », *USA Today*, 19 septembre 2007. Selon ce sondage, plus des 2/3 des personnes interrogées pensent que les Etats-Unis ne peuvent remporter la guerre en Irak (sans que soit précisées les conditions de la « victoire »).

⁸⁴⁸ Ce qui tendrait inversement à prouver l'importance de consolider un soutien important de l'opinion publique pour entrer en guerre.

(souhaitant leur succès puis, celui-ci tardant, leur retrait). Par conséquent, cela montre que, pour l'opinion domestique américaine, les opérations militaires en Irak ne représentent pas un intérêt vital pour les Etats-Unis, mais un enjeu important dans le jugement porté sur un président ainsi que sur la vie de citoyens américains⁸⁴⁹. Enfin, si le décalage entre les attentes et les réalisations effectives est la variable majeure expliquant la diminution du soutien à la guerre, cela explique pourquoi, après son élection, Barack Obama obtient un taux d'approbation élevé en rapport avec sa gestion du retrait d'Irak⁸⁵⁰. Conformer ses actes aux attentes serait ainsi un moyen de retrouver ce soutien. Néanmoins, cette attitude de l'opinion publique signale aussi un désintérêt croissant pour la situation en Irak une fois le calendrier de retrait stabilisé. Ainsi, si l'opinion se cristallise contre la guerre à partir de 2005-2006, c'est essentiellement autour de la perception d'un conflit globalement inutile dont les Etats-Unis devraient se sortir rapidement. Cette attitude est exacerbée par le décalage entre la présentation de la menace ou des opportunités stratégiques, et la perception de réalisations lentes, coûteuses et contre-productives. Enfin, à partir de 2008, la désapprobation se transforme en désintérêt dès lors que les décideurs politiques répondent à la préoccupation du retrait. Par conséquent, cela tend à confirmer l'hypothèse selon laquelle le soutien de la société à une opération extérieure telle que la guerre en Irak est limitée par sa perception en termes de menace, de nécessité d'impliquer des troupes dans une occupation longue et de représentation du statut de la nation sur la scène internationale.

Pourtant, peut-on dire que ce soutien déclinant, voire ce désintérêt, ont joué un rôle majeur dans les décisions stratégiques ? Autrement dit, l'administration Bush a-t-elle agi pour répondre à cette évolution, et si oui, dans quelle mesure cela a-t-il contraint l'action militaire en Irak ? Il convient de préciser d'emblée que la notion d'opinion publique reste empiriquement peu fondée. Certes, les sondages et les élections permettent d'établir des tendances de fond. Mais celles-ci restent falsifiables dans la mesure où d'une part, les sondages ne représentent qu'un échantillon (en dépit de la rigueur statistique qui préside à son choix) et sont susceptibles d'interprétations diverses, et d'autre part les motivations des électeurs sont très diverses. Par conséquent, il faut prendre en compte la perception par les

⁸⁴⁹ De manière significative, si l'Irak est considéré par les sondages de *Gallup* comme le principal problème auquel doit faire face l'administration dans tous les recensements de janvier 2004 à janvier 2008, il n'est un souci que pour moins de 1% des Américains en octobre 2011. Gallup, « Three in Four Americans Back Obama on Iraq Withdrawal », 2 novembre 2011.

⁸⁵⁰ Un sondage montre que 75% des Américains le soutiennent en novembre 2011 ; Scott Clement, « Poll Watcher : Obama Ratings Rise May Signal Partisan Shift », *The Washington Post*, 2 novembre 2011.

décideurs de l'importance de l'opinion publique et de la signification de son soutien ou de sa désapprobation. Plutôt qu'un effet direct sur la stratégie adoptée en Irak, l'opinion publique aurait un effet indirect, variant en fonction du poids que lui donnent les élites politiques.

Dans ce contexte, l'hypothèse est que l'opinion publique a joué un rôle très limité dans les choix du président Bush concernant la stratégie en Irak. D'un côté en effet, la large unanimité issue du 11 Septembre permet à l'administration de s'assurer un large soutien pour la guerre en Irak, encore faut-il justifier celle-ci en faisant du régime de Saddam Hussein une menace et un allié d'Al-Qaïda. De l'autre, la diminution progressive du soutien à la stratégie semble prise en compte à deux niveaux. D'abord à travers le déni systématique du président et de ses ministres concernant l'absence de progrès en Irak (et la promotion toute aussi systématique des signes encourageants – comme les élections de 2005 – ainsi que d'une approche stratégique visant le retrait à plus ou moins long terme). Ensuite à travers la nécessité ressentie par le président d'effectuer une révision stratégique en 2006. Toutefois, si la première attitude semble en effet répondre aux attentes supposées de l'opinion publique, la seconde ne peut remplir ce critère étant donné que l'essentiel du processus se fait de manière très discrète. De plus, le choix du *surge* montre que le président peut aller contre la volonté de l'opinion publique, exprimée par les sondages, par les élections de 2006 ou par le rapport bipartisan de la commission Baker-Hamilton⁸⁵¹.

Ainsi, la décision de modifier la stratégie en Irak dans le sens de l'escalade montre que l'opinion publique n'est pas le facteur crucial dans les décisions du président Bush. D'autres variables entrent en jeu. Le fait que le président effectue son second et dernier mandat en est une. Au contraire de l'année 2004, où le président a fait pression sur les responsables civils et militaires de la guerre en Irak pour montrer résolution et progrès, son attitude en 2006-2008 montre qu'il ne se sent plus contraint par la pression électorale. De ce fait, et contrairement à ses prédécesseurs de la guerre du Vietnam, le président n'est plus soumis aux limites imposées par la résistance de la société à la guerre⁸⁵². La personnalité et les choix personnels du président sont donc l'autre variable expliquant son attitude. La volonté de corriger une

⁸⁵¹ 53% des spécialistes de la politique étrangère américaine interrogés en août 2007 par le *Center for American Progress* considèrent que le *surge* a eu un impact négatif. CAP, *The Terrorism Index*, août 2007, p.63.

⁸⁵² La résistance de la société américaine s'exprime essentiellement dans le mouvement de lutte contre l'envoi d'appelés au Vietnam. Le refus de se soumettre à la conscription joue un rôle très important, à la fois pour politiser l'opinion publique et pour faire pression sur les décideurs politiques. La mise en place de l'armée professionnelle permet donc au président de s'affranchir d'une partie des contraintes domestiques en cas de guerre limitée donnant lieu à un enlèvement.

trajectoire dangereuse en s'impliquant davantage dans le processus décisionnel est un premier élément. Mais surtout, il semble qu'il faille tenir compte de la représentation que se fait George W. Bush du rôle des Etats-Unis en Irak : au contraire de Lyndon Johnson ou de Richard Nixon qui défendent une posture défensive au Vietnam (empêcher l'expansion du communisme), le 43^{ème} hôte de la Maison Blanche entend transformer l'ordre politique au Moyen-Orient et réaffirmer le statut des Etats-Unis en tant qu'hégémonie garante de l'ordre mondial. Au contraire, les préférences de Barack Obama (hostile à la guerre en Irak depuis son élection au sénat en novembre 2004) le conduisent à préférer un retrait plus rapide. Si cela correspond aux attentes de l'opinion publique, ce n'est en rien parce que celle-ci en est la cause.

Les organisations issues de la société civile n'ont pas joué non plus de rôle significatif. En dépit de l'existence de mouvements anti-guerre, ceux-ci n'ont pas été capables d'exercer une contrainte sur les décideurs. Ainsi, l'initiative de l'association *Moveon.org* cherchant à influencer l'audition de Petraeus devant le Congrès le 10 septembre 2007 est fermement condamnée par une résolution du sénat et de la chambre des représentants⁸⁵³. En revanche, l'Association Américaine d'Anthropologie a certainement eu un impact plus important sur le programme HTS en freinant le recrutement de spécialistes par sa condamnation déontologique. Au contraire du contexte de la guerre du Vietnam, la société ne s'est pas mobilisée contre la guerre.

Ainsi, l'opinion publique n'a pas joué de rôle majeur dans les orientations politiques et stratégiques en Irak. En revanche, le désenchantement progressif, puis le désintérêt après 2008, montrent le décalage grandissant entre l'opinion publique et l'action réellement menée par les militaires en Irak. En d'autres termes, si la société américaine est davantage une ressource qu'une contrainte, ses atouts sont avant tout dans son soutien initial à l'invasion et ses limites dans la force d'inertie qu'elle représente plutôt que dans sa résistance.

⁸⁵³ L'association fait publier en pleine page de l'édition du *New York Times* du 10 septembre une annonce accusant Petraeus de falsifier les faits pour servir la Maison Blanche, affirmant que celui-ci est « *un officier constamment en guerre contre les faits* » et le baptisant « *General Betray Us* ». Le 20 septembre, le sénat adopte un amendement à la loi budgétaire de la défense de 2008 « *condamnant les attaques personnelles contre l'honneur et l'intégrité du général David Petraeus et de l'ensemble des membres des forces armées* » (72 voix contre 23). Le 26 septembre, la chambre des représentants vote un texte semblable à une forte majorité (341 voix contre 79). La publicité a été retirée du site de *MoveOn.org* après la nomination de Petraeus en Afghanistan à l'été 2010.

L'action des militaires américains en Irak face aux autres enjeux :

La politisation de l'attitude du Congrès par rapport à la guerre en Irak après 2006 n'a pas modifié l'orientation stratégique de façon significative et a montré la prévalence des enjeux domestiques sur l'action des militaires américains. Le soutien décroissant de l'opinion publique montre une déconnection progressive entre les préoccupations de la société américaine et la situation sur le théâtre. Pour autant, ce phénomène ne pèse pas dans les effets de la stratégie en Irak car il ne contribue ni à la restriction des effectifs (qui dépend davantage de la stratégie définie sur le théâtre ou des rapports de force entre Rumsfeld et ses généraux), ni à peser sur la décision du calendrier de retrait. Doit-on alors considérer que la principale limite à l'implication américaine est l'existence d'obstacles structurels sous la forme de défis économiques, politiques et sociaux majeurs ?

La décennie qui s'ouvre avec le 11 Septembre est caractérisée par une forte augmentation du budget de la défense. Alors qu'il est de 300 milliards de \$ en 2001, le budget du département de la défense passe à 476 milliards en 2005 (dont 76 milliards pour les guerres en Irak et en Afghanistan), à 600 milliards en 2007 (dont 166 milliards pour les opérations expéditionnaires), à 667 milliards en 2008 et 2009 (dont 150-180 milliards pour les interventions extérieures) et à 700 milliards en 2011 (l'Irak et l'Afghanistan représentant encore 160 milliards de \$)⁸⁵⁴. Au total, les estimations des coûts générés par l'intervention et l'occupation en Irak (2003-2011) varient entre 755 milliards de \$ pour la cour des comptes fédérale et 823 milliards de \$ pour le *Congressional Research Service*⁸⁵⁵. Cette augmentation rapide, loin d'être substantiellement ralentie en dépit des promesses de campagne du président Obama, s'explique évidemment par les guerres menées en réponse aux attentats du 11 Septembre. Pourtant, la hausse des dépenses du département de la défense après 2001 va à l'encontre des projets initiaux du président Bush et de Donald Rumsfeld qui souhaitaient une

⁸⁵⁴ Anthony H. Cordesman, « The US Defense Budget and Changes in US Strategy. Pre FY13 Budget Submission Report », *Center for Strategic and International Studies*, Washington, 23 janvier 2012, p.44, accessible à l'adresse: http://csis.org/files/publication/120123_us_new_strategy_budget_med.pdf (accédé le 20 février 2012).

⁸⁵⁵ *Ibid.*, pp.42-43.

optimisation de l'outil militaire⁸⁵⁶. Confronté à l'opposition des généraux qui menacent de le faire tomber, Rumsfeld est sauvé par les attentats et par la réaction martiale qui s'ensuit : la hausse du budget de la défense permet de mener les guerres, d'opérer la « Transformation » souhaitée et de poursuivre les coûteux programmes d'acquisition d'armements que le secrétaire à la défense voulait supprimer.

D'autre part, l'impératif d'adaptation aux nouvelles menaces lancé par le département de la défense à partir de 2005 (voir chapitre 1) accentue ce processus plus qu'il ne le ralentit puisque l'on crée de nouveaux postes de dépense sans supprimer les anciens. Ainsi, la lutte contre la menace des IED engloutit plus de 4 milliards de \$ par an depuis 2006, sans résultat tangible, tandis que le développement et le déploiement des véhicules anti-mines (MRAPS) a coûté plus de 45 milliards de \$⁸⁵⁷. Enfin, la pratique de l'externalisation et de la sous-traitance participe également à augmenter très rapidement les dépenses.

Cette dynamique a deux conséquences. D'une part, elle accroît l'emprise des intérêts particuliers – privés ou bureaucratiques – sur la gestion du budget, au détriment d'une utilisation des fonds orientée par l'action menée par les militaires américains en Irak. D'autre part, elle génère sa propre résistance dès lors que l'augmentation n'est pas corrélée à une menace actuelle ni à des résultats immédiatement tangibles. Dans le contexte budgétaire tendu qui s'instaure à partir de la crise financière de 2008, mais plus encore des négociations sur le plafond de la dette (rappelons que celle-ci représente 14 000 milliards de \$ - soit 100% du PIB – en août 2011), cette inflation du budget de la défense est perçue comme un obstacle économique majeur. Dès son arrivée au Pentagone, le secrétaire à la défense Robert Gates décide de limiter ou d'annuler un certain nombre de programmes d'acquisition d'armement⁸⁵⁸. En avril 2009, il annonce sa volonté de faire des économies de plusieurs centaines de milliards de \$ pour la décennie à venir : suppression du programme de *Future*

⁸⁵⁶ En témoigne la révision demandée à Andrew Marshall par Donald Rumsfeld durant l'été 2001 (« *Rumsfeld Review* ») afin d'entamer une « révolution dans les affaires de gestion » (RBA). Le 10 septembre 2001, dans un discours prononcé au Pentagone, Rumsfeld déclare vouloir combattre un adversaire « *qui gouverne en dictant des plans quinquennaux. [...] menaçant la défense des Etats-Unis et mettant en danger la vie des hommes et des femmes sous l'uniforme. [...] subtil et implacable. [...] la bureaucratie du Pentagone* ». Discours accessible à l'adresse : <http://www.defenselink.mil/speeches/speech.aspx?speechid=430> (accédé le 25 novembre 2007).

⁸⁵⁷ Peter Cary, « JIEDDO : the Manhattan Project That Bombed », *The Center for Public Integrity*, 27 mars 2011, accessible à l'adresse: <http://www.publicintegrity.org/2011/03/27/3799/jieddo-manhattan-project-bombed> (accédé le 27 mars 2011), JIEDDO, *Fiscal Year (FY) 2013 Budget Estimates*, Washington, février 2012; Chris Rohlfs et Ryan Sullivan, « The MRAP Boondoggle », *Foreign Affairs*, 26 juillet 2012.

⁸⁵⁸ Ces coûteux programmes, dont la réalisation exige souvent une décennie et des milliards de \$, servent d'arguments aux institutions militaires pour conserver ou accroître leur part du budget de la défense.

Combat System (FCS) lancé en 2003 par l'Army (200 milliards de \$), limitation à 187 de l'effectif des avions de combat F22 pour l'Air Force (soit 200 de moins qu'initialement programmé), annulation du programme *Expeditionary Fighting Vehicle* (EFV) des Marines (13 milliards de \$)⁸⁵⁹. En dépit des résistances rencontrées, les coupes budgétaires sont estimées à 500 milliards de \$ pour les cinq années 2011-2016. Ces décisions sont certainement facilitées par l'annonce du calendrier de retrait d'Irak. Mais si elles concernent ce théâtre d'opérations, c'est moins en raison des contraintes budgétaires qu'à cause de la prise de conscience des dérapages financiers dont l'Irak aura été l'opportunité. Autrement dit, à partir du moment où la situation en Irak est traitée comme un enjeu secondaire par la classe politique et l'opinion publique américaines, il devient possible de mettre fin aux gaspillages effectués durant le conflit.

D'autre part, la situation financière et économique américaines contraint les décideurs politiques à rechercher un équilibre entre la gestion des objectifs sécuritaires en Irak et les nécessités politiques internes. Durant les deux mandats de George W. Bush, les problèmes politiques ont été atténués par la gestion de la guerre, sans pour autant qu'ils ne disparaissent. La seule contrainte de l'administration est la gestion des scandales touchant aux abus commis par les militaires américains en Irak et, plus largement, au traitement des personnes capturées par la CIA ou les Forces Spéciales et interrogées à Guantanamo ou transférées dans des pays pratiquant la torture. Les débats sur les techniques d'interrogations améliorées (*Enhanced Interrogation Techniques*) sont houleux, mais le choc en est amorti par la rhétorique de l'administration sur la nécessité militaire. De plus, ces débats s'inscrivent dans la contestation plus large de la gestion de la guerre en Irak par le président. En d'autres termes, ils pèsent peu sur les décisions de ce dernier, sauf en faveur d'une plus grande transparence et d'une moindre indulgence envers les « pommes pourries » à l'origine de ces abus⁸⁶⁰. Plutôt que de modifier la stratégie ou que de limiter l'implication américaine, ils nécessitent des ajustements tactiques.

⁸⁵⁹ Noah Schachtman, « Gates Pushes For Radical Overhaul of Pentagon Arsenal », *Danger Room*, 6 avril 2009.

⁸⁶⁰ De fait, la plupart des éléments étant classifiés, le président peut toujours les nier, ou détourner l'attention vers des subordonnés. Comme dans le cas des frappes de drones en 2011-2012, l'administration peut également compter sur une certaine inertie de l'opinion. Mis à part quelques cercles de spécialistes ou des organisations anti-guerre, l'opinion est relativement peu mobilisée et politisée sur ces sujets.

A partir de 2008, la situation économique exerce une pression bien plus contraignante. Le président Bush et son successeur se focalisent donc davantage sur le règlement de ces problèmes que sur la guerre en Irak. Ainsi, le front intérieur prime-t-il désormais nettement sur le front extérieur. Pour autant, ce dernier n'est pas laissé de côté : d'autres solutions sont recherchées et mises en œuvre pour maintenir les engagements des Etats-Unis. L'attitude de Barack Obama, qui s'aligne sur ses conseillers militaires et sur le secrétaire à la défense quant au calendrier de retrait, témoigne de ce souci constant, mais d'un souci moins prégnant que lors de la précédente administration. Le refus de renégocier l'accord sur le statut des forces après 2009 s'inscrit dans ce changement de logique : il s'agit pour le président Obama de rester cohérent avec ses promesses de campagne ainsi qu'avec une vision plus pragmatique de la politique étrangère⁸⁶¹.

Ainsi, la relative faiblesse des enjeux économiques et sociétaux durant les six premières années de l'administration Bush libère l'action du président des contraintes internes. Après 2008, l'importance des défis économiques et financiers oblige à des ajustements, mais sans réellement entamer la marge de manœuvre du nouveau président qui utilise ces difficultés pour justifier ses préférences. Dans les deux cas, la personnalité et les préférences personnelles du président sont donc les variables majeures qui déterminent l'implication et la définition des enjeux politiques en Irak⁸⁶². Néanmoins, le président n'est pas seul, et il doit compter sur la multiplication des intérêts liés à l'action des militaires américains en Irak. Ces intérêts sont en effet susceptibles d'entrer en compte dans la réflexion stratégique – et même tactique – menée sur le théâtre. Des groupes d'intérêts interfèrent directement avec ces processus : complexe militaro-industriel d'une part (élargi aux sociétés de sécurité privées et autres contractants), think tanks et cercles de réflexion d'autre part (comme l'*Institute for the Study of War* dans la prise de décision du *surge*, ou le *Center for A*

⁸⁶¹ Plusieurs ouvrages permettent de se faire une idée de la « vision » et de la « méthode » des présidents Bush et Obama. Bien entendu, il faut tenir compte du biais de ces livres qui tendent à idéaliser ou à exagérer le rôle du personnage principal : Bob Woodward, *Plan of Attack : Bush at War, part I*, New-York : Simon & Schuster, 2004, *State of Denial, op.cit.*, *The War Within, op.cit.*, *Les guerres d'Obama, op.cit.*, David Sanger, *Confront and Conceal : Obama's Secret War and the Surprising Use of American Power*, New-York : Crown Publishers, 2011, Martin S. Indyk, Kenneth G. Lieberthal et Michael E. O'Hanlon, *Bending History : Barack Obama's Foreign Policy*, Washington : Council for Foreign Relations, 2012; Daniel Klaidman, *Kill or Capture: The War on Terror and the Soul of The Obama Presidency*, New-York: Houghton Mifflin, 2012.

⁸⁶² Ainsi, le président Bush est-il passé d'une posture optimiste à une posture plus réaliste visant à redéfinir l'état final recherché en Irak de manière moins ambitieuse. L'approche pragmatique du président Obama n'a pas modifié les objectifs politico-militaires en Irak, mais l'a obligé à revoir ses prévisions de retrait avec plus de réalisme. Un réalisme ayant trait à la situation politique et sécuritaire irakienne, mais surtout aux relations avec les décideurs militaires sur le théâtre.

New American Security dans la décision du président Obama de s'en tenir au calendrier de retrait décidé par Bush).

Au-delà, il faut noter le rôle crucial joué par certains individus. C'est le cas du cercle des conseillers ou bien des membres des différentes administrations. De 2007 à 2011, le général Douglas Lute – conseiller adjoint à la sécurité nationale pour les guerres en Irak et en Afghanistan – joue un rôle majeur dans les négociations bureaucratiques et dans les différents processus de révision stratégique. De la même manière, le conseiller à la sécurité nationale Stephen Hadley (2005-2009) est l'artisan principal de la révision stratégique de 2006 et des négociations sur l'accord avec le gouvernement irakien en 2007-2008. Au sein du cercle des officiers, les généraux Petraeus, McChrystal, Dempsey ou Chiarelli sont directement impliqués dans les processus de décision. D'autres officiers supérieurs ont une influence, directe ou par le biais de la communauté de défense, comme le général McMaster, les colonels Mansoor, Nagl ou Gentile. Il faut noter également la formidable opportunité offerte par la participation à la réflexion stratégique pour la poursuite d'une carrière brillante. Il suffit de citer les cas de Andrew Exum ou de David Kilcullen. Le premier, jeune vétéran de la guerre en Irak et titulaire d'un doctorat en sciences politiques, a réussi à influencer indirectement les choix initiaux du président Obama comme collaborateur au CNAS de Michelle Flournoy et de Colin Kahl, deux universitaires ayant encadré le candidat sur les questions de politique étrangère. Le second a acquis une renommée internationale grâce à ses articles et à ses livres, mais surtout à son implication directe au département d'Etat puis à la MNF-I durant le *surge*.

Enfin, la liberté de manœuvre manifestée par le président se retrouve également chez Barack Obama. Sa décision de mettre fin à la guerre en Irak montre sa volonté de s'affranchir d'une opération qu'il juge stratégiquement inutile, car détournant du véritable objectif qu'est Al-Qaïda, notamment au Pakistan. La contrainte ne prend donc pas à ses yeux le visage de la crise économique, ou des attentes de l'opinion publique. Elle est tout entière dans l'erreur politique de 2003, celle d'une « guerre de choix » contre-productive⁸⁶³. En d'autres termes, le principal obstacle à sa politique étrangère n'est pas le contexte structurel international ou

⁸⁶³ Utilisée pour la première fois dans un discours au Nouveau-Mexique le 18 août 2008, cette expression lui sert à distinguer les décisions de son prédécesseur de sa volonté de poursuivre la guerre en Afghanistan, une guerre de « nécessité » selon lui.

domestique. C'est bien les décisions prises par son prédécesseur, décisions qui l'engagent et nécessitent un acte politique fort pour s'en libérer⁸⁶⁴.

Au final, les décisions politiques et stratégiques concernant l'Irak n'ont impliqué qu'une part infime de la société américaine. Non seulement en raison de la professionnalisation des armées, mais également car les intérêts qui ont présidé à la conduite de l'action des militaires – qu'ils soient intellectuels, politiques ou financiers – n'ont concerné que quelques groupes et quelques individus. D'autre part, bien que cette configuration s'apparente à celle d'une guerre impérialiste – menées pour des intérêts particuliers sans enjeu sécuritaire majeur – elle ne débouche pas sur une colonisation de l'Irak. Il ne s'agit pas uniquement du résultat des contraintes internationales, mais plutôt d'un écart entre les objectifs révolutionnaires des Etats-Unis en Irak et les moyens réellement mis en œuvre.

Ainsi, les effets politiques et militaires de la stratégie menée en Irak résultent des limites structurelles liées aux opérations extérieures. D'une part, du fait que les enjeux concernent principalement un cercle étroit de décideurs et d'acteurs aux Etats-Unis. D'autre part, parce que les actions des militaires américains interfèrent avec les dynamiques locales sans être capable de les maîtriser. Ainsi, si d'un côté, cela entraîne une implication limitée (ou conditionnée à un retrait), de l'autre, cela produit une dépendance importante des acteurs locaux vis-à-vis des Américains. Autrement dit, l'action des militaires en Irak s'inscrit dans une tension dialectique propre à la relation de pouvoir particulière établie par les Etats-Unis vis-à-vis du reste du monde. Se pensant comme une puissance bienveillante et stabilisatrice, ils ne parviennent pas à saisir pleinement l'enjeu que représente l'écart entre leurs intérêts et les intérêts locaux.

⁸⁶⁴ Il faut noter que, si d'un côté Barack Obama abandonne son projet de retrait dans les 16 mois pour se conformer au calendrier établi par Bush et aux conditions sécuritaires estimées par Odierno, il réoriente immédiatement l'effort militaire vers l'Afghanistan, surtout en ce qui concerne les drones et les opérations spéciales : dès février 2009, la base des forces spéciales de Balad est fermée et transférée à Jalalabad. Dans les six premiers mois de son mandat, 22 frappes de drones sont effectuées au Pakistan (contre 36 pour l'ensemble de l'année 2008).

Conclusion générale : le dilemme de la puissance

« Les Etats-Unis ne peuvent régler seuls les problèmes du monde. Mais il nous appartient de faire en sorte qu'ils ne se règlent pas sans nous et encore moins contre nous »

(Barack Obama)

Au terme de ce travail sur l'action des militaires américains en Irak, ses effets et les facteurs qui l'ont modelée, nous souhaiterions apporter un éclairage plus large sur la politique étrangère et la stratégie des Etats-Unis. L'interrogation de départ nous porte en effet à questionner plus longuement le rapport que l'outil militaire entretient avec la puissance américaine. Si les Etats-Unis restent détenteurs de capacités et d'une liberté d'action inégalées, l'épisode irakien ne cesse de nous interroger sur les limites de ces dernières. Notamment, sont-elles consubstantielles à la culture stratégique américaine, aux rapports de forces sur la scène internationale ou bien au contexte particulier de cette opération militaire ? D'autre part, nous ne pouvons nier les formidables transformations, réflexions et accomplissements de l'appareil de sécurité nationale durant la période de l'occupation, tout en notant que celle-ci a induit en retour une autre approche stratégique – celle des guerres par procuration et des « guerres de l'ombre » qu'illustrent les combats contre Al-Qaïda et ses affiliés au Pakistan, au Yémen, en Somalie et demain peut-être en Libye et au Mali. Dans quelle mesure ces choix sont-ils en rupture avec les errements de l'occupation de l'Irak ? Sont-ils un remède aux limites de la puissance américaine ou portent-ils en germe de nouveaux dilemmes ?

Il s'agit donc d'apporter un bilan et d'ouvrir des perspectives. Pour cela, et après avoir traité la question du succès ou de l'échec américain en Irak, nous analyserons les facteurs ayant modelé les effets de l'action des militaires américains. Nous verrons dans quelle mesure l'Irak est un moment clé de l'histoire militaire des Etats-Unis. Enfin, nous nous attacherons à questionner plus largement l'utilité de la force.

Contraintes et opportunités de l'action militaire :

Il est nécessaire de dresser un bilan de l'action des militaires américains en Irak en nous interrogeant sur les opportunités et les limites de celle-ci. Pour cela, il convient préalablement de répondre à l'interrogation sur l'achèvement des objectifs politiques de la guerre. Nous ne pouvons le faire qu'en envisageant le problème à plusieurs niveaux. Car en effet, si le but de toute guerre est d'obtenir une meilleure paix, il n'est pas possible de négliger les objectifs définis par les principaux acteurs du conflit, ni même leur évolution au cours de la guerre. Autrement dit, évaluer les résultats de l'action militaire américaine en Irak nécessite de les considérer de manière relative.

Un premier angle d'analyse consiste à se demander si les Etats-Unis sont davantage en sécurité qu'avant l'invasion et l'occupation de l'Irak. Car cette opération renvoie effectivement à la doctrine de guerre préventive élaborée par l'administration Bush et visible dans la stratégie de sécurité nationale de janvier 2002. L'objectif de mettre fin au régime était en effet lié à la menace supposée d'armes de destruction massive. Et d'autre part, la guerre contre Saddam Hussein était censée dissuader tout agresseur, qu'il s'agisse d'un « Etat-voyou » ou d'Al-Qaïda. D'un côté, la guerre en Irak semble avoir été contre-productive – au moins initialement – dans la lutte contre l'organisation terroriste, détournant les moyens du théâtre afghan, favorisant le projet de créer un sanctuaire djihadiste en Irak, et servant la narration de Obama Ben Laden accusant les Américains de projet colonial au Moyen-Orient⁸⁶⁵. D'un autre côté, la lutte contre Al-Qaïda va nécessairement emprunter d'autres voies, moins coûteuses et plus efficaces, et l'occupation de l'Irak crée un abcès de fixation pour les combattants djihadistes, les divertissant des projets initiaux de l'organisation, à savoir mener des attaques sur le sol américain. Enfin, en dépit de sa mainmise sur Anbar et de la création de l'Etat Islamique en Irak en février 2006, le projet de As-Zarqaoui échoue, du fait de l'action américaine. L'Irak n'est pas devenu le sanctuaire que peuvent encore être à l'avenir le Pakistan, la Somalie, le Yémen ou même le Sahel.

⁸⁶⁵ Il faut ajouter que les attentats terroristes ont été multiplié par 7 entre mars 2003 et mars 2006, et qu'ils ont augmenté d'un tiers sur la même période si l'on exclut les actions menées en Afghanistan et en Irak.

La deuxième conséquence de la chute du régime de Saddam Hussein est le glissement des buts de guerre vers l'établissement d'un Irak stable, démocratique et allié aux Etats-Unis dans la guerre contre le terrorisme. Bien entendu, qualifier l'Irak de démocratie est abusif, en raison de la persistance de luttes politiques hors du cadre fixé par la constitution et les institutions. Pourtant, la stabilité de l'Irak – toute relative – ne peut être mise en doute sur le court et le moyen terme, même si des menaces continuent de peser sur l'avenir de l'Etat. Enfin, le gouvernement irakien est objectivement un allié des Etats-Unis dans la lutte contre la filiale locale d'Al-Qaïda (d'ailleurs désavouée par Osama Ben Laden et Ayman As-Zawahiri). D'un autre côté, le coût payé par la société irakienne est lourd, humainement, politiquement et économiquement. Elle a bien été la principale victime de l'occupation, en dépit des efforts menés pour stabiliser les dynamiques politiques, sociales et sécuritaires et pour reconstruire le tissu économique irakien. De plus, l'Irak n'est pas un satellite des Etats-Unis, mais reste fortement dépendant (au moins pour certaines de ses élites et institutions) de l'assistance et du soutien de ces derniers.

L'objectif principal poursuivi par les décideurs politiques américains semble bien avoir été de hâter le retrait une fois le régime renversé dans une logique de guerre limitée. Du fait de l'instabilité sécuritaire et des luttes politiques internes au nouvel Etat, ce retrait a été conditionné à l'achèvement de critères de stabilité politique dans le cadre d'un projet révolutionnaire appuyé par l'administration Bush. En ce sens, cet objectif n'a pas varié, mais il n'a pu être atteint qu'à travers l'abaissement des attentes concernant l'effet final recherché. Devenu plus cohérent et plus réaliste, ce dernier a pu être réalisé par une stratégie d'imposition et de maintien de la paix. En d'autres termes, c'est en redéfinissant les objectifs politiques et militaires sur le théâtre, mais aussi en modifiant les perceptions domestiques quant au succès, que le but du retrait – cohérent avec la guerre limitée menée par les Etats-Unis en Irak – a pu être réalisé.

Les effets de l'action des militaires américains en Irak vont pourtant au-delà de la réalisation de ces objectifs. Pour une part, ils résultent effectivement des stratégies mises en œuvre. Mais pour une plus grande part encore, ils résultent des conséquences inattendues ou non souhaitées de l'invasion et de l'occupation américaine de l'Irak. Il est donc crucial de voir

comment s'articulent les facteurs ayant modelé, contraint ou orienté les actions des militaires américains d'un côté, leurs effets de l'autre.

Le premier facteur tient dans le caractère limité de la guerre menée en Irak. Limitée dans le sens où non seulement la sécurité des Etats-Unis n'est pas réellement en jeu (sauf dans la rhétorique initiale de l'administration Bush) mais également en raison de l'imprécision des objectifs attendus, de la faiblesse relative des moyens engagés et donc de la signification ultime que lui ont donnée les acteurs. Cela a eu plusieurs conséquences. La première est l'écart persistant entre les objectifs proclamés et les moyens mis en œuvre. Le *surge* a correspondu à une volonté de réduire ce fossé, mais à l'accroissement des effectifs a aussi correspondu une diminution des objectifs. La deuxième conséquence est la coexistence de deux logiques partiellement déconnectées : celle du théâtre et celle des institutions militaires et des décideurs politiques à Washington. Le fait que les seconds se soient peu impliqués dans la guerre (ou de manière ponctuelle) tient dans la conception dominante des relations entre sphère politique et sphère militaire. Si en effet le candidat Bush a fait campagne sur une position favorable à un contrôle étroit des militaires par les civils, dans les faits l'attitude de l'administration s'est plutôt conformée au modèle du « contrôle objectif ». Par conséquent, une grande latitude a été laissée aux commandants de théâtre. Néanmoins, la position d'un Donald Rumsfeld illustre la capacité du pouvoir politique de s'immiscer ponctuellement dans le fonctionnement des institutions militaires et dans la conduite de la guerre. Toutefois, le principal résultat a davantage été visible dans la pression exercée sur celles-ci pour s'adapter aux menaces irrégulières que dans la définition de véritables objectifs stratégiques en Irak. L'autonomie stratégique qui en a résulté a donc permis une adaptation partielle aux impératifs opérationnels du conflit en Irak, mais sans pouvoir se dégager totalement de la demande émanant du pouvoir politique. De ces éléments résultent une incohérence stratégique et des adaptations tactiques plutôt que sur les fins.

Le second facteur, découlant en partie du caractère limité de l'opération américaine en Irak, est la plus grande résistance et autonomie des acteurs irakiens. D'une part, l'occupation de l'Irak enclenche une lutte pour le pouvoir entre des entrepreneurs politiques aux ressources très différenciées. Si certains peuvent s'appuyer sur une certaine assise sociale et politique, les autres dépendent initialement de l'occupant avant de profiter de la politique ethniciste de ce dernier pour s'emparer des forces de sécurité. D'autre part, la faiblesse relative de la présence

américaine – dans l'espace comme dans le temps – permet l'érection de zones contrôlées par des acteurs locaux dont les buts politiques, économiques et sociaux les poussent tantôt à collaborer avec l'occupant ou avec le nouveau gouvernement, tantôt avec l'une ou l'autre faction de l'insurrection. Il faut ajouter que ces luttes politiques s'inscrivent également dans un processus de montée aux extrêmes entre les militaires américains et une grande partie de la population sunnite, dont la radicalisation progressive est un obstacle majeur à la réalisation des objectifs politiques en Irak. Toutefois, l'autonomie des acteurs irakiens ne signifie pas que leurs relations avec les Américains sont symétriques. Car d'un côté, les actions menées par ces derniers alimentent la fragmentation de la société irakienne autour des identités ethno-confessionnelles. De l'autre, la campagne de 2007-2008 (et dès 2006 en Anbar) montre que la présence associée à une plus grande insertion au sein des réseaux de sociabilité et de solidarité au niveau local permet de redessiner un ordre politique et social. Dans ce processus, le rôle de la coercition est capital pour permettre la reconquête politique de territoires entiers. Ainsi, l'autonomie des Irakiens s'inscrit dans une interdépendance croissante avec les Américains, dont ceux-ci sont globalement les bénéficiaires principaux. Car si on peut parler d'instrumentalisation réciproque, c'est surtout dans la mesure où les intérêts des Américains et ceux des élites locales convergent. Cette alliance objective n'est cependant pas compatible avec les contradictions des opérations extérieures contemporaines.

Le troisième facteur tient donc dans ces dernières. Et cela à plusieurs niveaux. En premier lieu, les opérations extérieures se contentent de stabiliser une situation sécuritaire en raison de l'écart entre les intérêts domestiques de court terme (le retrait) et les objectifs locaux de long terme (la formation puis la consolidation de l'Etat). Dans le cas irakien, l'action des militaires américains a bien permis de bâtir des institutions, notamment sécuritaires, mais sans pouvoir régler le problème de leur politisation. Plus grave, la seule institution entièrement contrôlée par eux, l'armée, a été marginalisée pour cette raison. Par conséquent, elle est restée très dépendante des Américains sans pouvoir échapper à son tour aux tentatives du premier ministre Nouri As-Maliki d'en prendre le contrôle. Le paysage de la coercition apparaît donc bien encore éclaté entre plusieurs acteurs. En second lieu, les opérations extérieures contemporaines empruntent au registre de la conquête et de la pacification coloniales. Mais cet emprunt concerne essentiellement les savoirs et savoir-faire technique et tactique et non le projet de colonisation à long terme. Bien au contraire, la promotion d'un ordre libéral nécessite certes une implication au niveau local sur un mode paternaliste, mais nullement une gestion du territoire sur le très long terme. La conséquence majeure de ces opérations est donc

premièrement de figer la situation sécuritaire (sans préjuger des comportements des acteurs à l'issue de la présence occidentale) et deuxièmement de rendre les acteurs locaux dépendants de l'aide et du soutien technique extérieurs. En troisième lieu, le caractère expéditionnaire de cette guerre est marqué par le faible engagement de l'opinion publique et l'inscription des enjeux sur la scène politique intérieure. Par conséquent, si la marge de manœuvre des décideurs politiques reste importante, elle doit tenir compte des intérêts multiples qui bénéficient de l'occupation et de l'action militaire. Dans le cas de l'Irak se dessinent ainsi les contours d'une guerre impérialiste mais sans que les intérêts corporatistes, industriels ou idéologiques ne puissent peser de manière déterminante sur les préférences et le mode de gestion du président. En définitive, l'attitude de ce dernier, plus ou moins dirigiste, plus ou moins conscient des problèmes opérationnels, plus ou moins impliqué dans le processus décisionnel, est le facteur expliquant principalement les orientations stratégiques et leurs ajustements.

Un moment de l'histoire militaire américaine :

L'occupation de l'Irak marque clairement un moment majeur de l'histoire militaire américaine. Contrairement à la guerre du Vietnam, laquelle a profondément marqué l'imaginaire de toute la société américaine, la guerre en Irak a surtout un impact sur la société militaire ainsi que sur les organisations de sécurité nationale⁸⁶⁶. Cela tient bien sûr à la professionnalisation des forces armées. On peut noter d'abord un effet générationnel concernant les expériences combattantes, reliant les officiers issus des promotions de l'après guerre du Vietnam et ceux des années 2000⁸⁶⁷. Car en effet, il faut noter que – jusqu'en 2007 – les décideurs militaires appartiennent à des générations qui n'ont pas ou peu connu l'expérience du combat et de la guerre. D'un autre côté, le raccourcissement des carrières militaires (pour les militaires du rang, mais aussi pour de nombreux officiers quittant la profession) pose la question de l'impact de ces expériences combattantes sur l'institution

⁸⁶⁶ Si le cinéma et les séries ont fait allusion au conflit, c'est de manière diffuse et souvent marginale.

⁸⁶⁷ Le cloisonnement du combat dans les conflits irréguliers tend en effet à accentuer l'autonomie des officiers subalternes dans la prise de décision. James Dao, « Life and Death Decisions Weigh On Junior Officers », *The New York Times*, 20 décembre 2010; Michael Kamber, « Sovereign of All They're Assigned, Captains Have Many Missions to Oversee », *The New York Times*, 21 mars 2008.

militaire, notamment en termes de renouvellement de la pensée stratégique et de mutations des cultures organisationnelles. Si on note par exemple un engouement des officiers subalternes ou supérieurs pour la réflexion stratégique (et notamment la contre-insurrection), il faut remarquer en revanche que l'essor politique des officiers issus des forces spéciales est fortement contrecarré par les tenants des armes traditionnelles (ainsi que par le pouvoir politique)⁸⁶⁸.

L'importance du conflit en Irak se traduit donc également dans la remise en cause des présupposés issus de la refonte doctrinale des forces terrestres après le Vietnam. L'occupation s'inscrit en effet en rupture par rapport aux campagnes courtes des années 1990 (guerre du Golfe, Kosovo). Bien que celles-ci ne soient pas les seules menées par les Etats-Unis sur la période suivant immédiatement la guerre froide, elles sont érigées en modèle car perçues comme des succès éclatants à la source d'une nouvelle façon de faire la guerre (voire d'une mutation de la nature même de la guerre). Autrement dit, la guerre en Irak (et plus largement la « longue guerre » contre Al-Qaïda) contredit les enseignements de la réflexion sur la « Révolution dans les Affaires Militaires » (RMA), notamment quant au recours à la force. La domination technologique dans les domaines de l'information, de la précision et de la portée, permettrait de déployer la coercition militaire comme outil privilégié de la politique étrangère, car assurant une décision rapide et écrasante. D'un autre côté, cette croyance est d'autant mieux acceptée par de nombreux décideurs militaires qu'elle cadre avec leur réticence à intervenir de nouveau et à risquer l'enlisement et qu'elle s'inscrit dans la recherche d'une victoire décisive.

Autrement dit, l'importance de l'occupation américaine en Irak concerne surtout les changements éventuels dans les représentations et les croyances quant à l'utilité et au recours à la puissance militaire. Car en définitive, c'est bien dans la perception des décideurs relative aux effets que peut produire la force que se trouve la clé de compréhension de la logique de

⁸⁶⁸ A ce titre, si l'amiral McRaven, commandant le JSOC depuis 2009, semble bénéficier de la confiance et du soutien de l'administration, ses demandes pour davantage d'autonomie sont combattus par ceux qui estiment que les forces spéciales doivent rester en marge de l'institution militaire. Eric Schmitt, « Elite Military Forces Are Denied a Bid for Expansion », *The New York Times*, 4 juin 2012. Le commandement interarmées des forces spéciales comprend aujourd'hui 4 000 militaires.

guerre américaine. Sur ce point, il n'est pas évident que ces croyances aient fondamentalement changé.

Une appréciation objective de l'utilité de la force militaire contemporaine :

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de l'action des militaires américains en Irak. Celles-ci montrent en effet que l'utilisation de la force garde une utilité tactique et stratégique.

La coercition peut avoir des effets contre-productifs, mais peut aussi permettre d'atteindre les objectifs stratégiques. C'est notamment le cas lorsque l'usage de la force favorise l'influence sur les allégeances politiques locales. Dans une configuration où les militaires américains sont entrés en concurrence pour le contrôle politique de la société irakienne (face aux insurgés ou aux autres entrepreneurs politiques), la coercition doit nécessairement faire appel à la présence. Afin de ne pas la rendre contre-productive, deux facteurs sont nécessaires. En premier lieu, la présence et la coercition dépendent de la capacité de s'inscrire dans les dynamiques politiques et de les modeler. Ce n'est donc pas tant la légitimité de son recours qui est en jeu, que la formation de consensus au niveau local. La cooptation et l'intimidation sont deux procédés cruciaux, mais dans la mesure où ils sont associés à des actions modelant les représentations et les identités des différents acteurs. En second lieu, des effets cumulatifs sont atteints dès lors qu'il est possible de faire un usage sélectif de la force. Celui-ci participe en effet à la redéfinition des identités ainsi qu'au renforcement de la prétention à revendiquer un monopole des moyens de coercition. Si ce dernier repose davantage sur la contrainte puis sur les intérêts, il peut ensuite être partiellement intériorisé comme nécessaire, voire normal.

Le renseignement devient donc un élément essentiel. D'une part, parce qu'il résulte de l'acceptation de la présence par les locaux. Mais d'autre part aussi parce qu'il renforce la

sélectivité de la force. Un troisième effet est également obtenu en Irak à partir de 2007 : l'accélération du cycle de collecte, d'analyse et de diffusion du renseignement permet de neutraliser plus efficacement et plus rapidement l'infrastructure politico-militaire d'AQI et des milices extrémistes chiites. Il faut noter ici l'association de deux processus. Le premier est l'acquisition d'un renseignement d'origine humaine avec la présence. Le second est la mise en œuvre de moyens de haute technologie pour gérer, analyser et cartographier les réseaux insurgés. La mise en place d'un logiciel performant (*Terrorist Information Awareness*) permet aux unités de forces spéciales du camp Balad d'accroître leur rythme opérationnel en connectant chacune des découvertes effectuées lors des raids à une image d'ensemble, autorisant plusieurs opérations par nuit (donc à une vitesse qui permet d'empêcher les membres de l'organisation de se préparer et de se protéger)⁸⁶⁹. Nul doute que cet élément associant renseignement d'origine humaine et traitement informatique des informations est un facteur clé dans la neutralisation, et la destruction partielle, des capacités opérationnelles des mouvements « extrémistes » en Irak.

Sur le plan stratégique, cela signifie que les militaires américains ont su finalement sortir du dilemme initial d'une stratégie d'anéantissement opposée à une stratégie d'usure. Car la première nécessite des succès décisifs et rapides. Elle est donc vulnérable à une élévation importante des coûts, notamment si l'enjeu ou les intérêts ne sont pas vitaux. La stratégie d'usure des insurgés permet justement d'élever ces coûts, d'autant plus que leurs intérêts sont plus importants, et donc que leur capacité à encaisser des coûts et à attendre est supérieure à celle des Américains. A partir de 2006-2008, ce rapport stratégique s'inverse. D'une part parce que les forces spéciales mettent en œuvre une stratégie d'attrition de l'organisation insurgée. Et d'autre part, parce que la pression exercée géographiquement et politiquement sur cette dernière réduit sa marge de manœuvre⁸⁷⁰. Toutefois, il s'agit d'un choix équilibrant usure et anéantissement, et non d'une rupture brutale avec la seconde. Car il concerne essentiellement la lutte contre l'ennemi extrémiste, et non l'ensemble de la stratégie en Irak. Et d'autre part, l'attrition s'inscrit tout de même dans un calendrier restreignant l'efficacité

⁸⁶⁹ Shane Harris, « Killer App : Have A Bunch of Silicon Valley Geeks At Palantir Technologies Figured Out How To Stop Terrorists? », *The Washingtonian*, 31 janvier 2012, accessible à l'adresse: <http://www.washingtonian.com/articles/people/killer-app/> (accédé le 31 janvier 2012).

⁸⁷⁰ Ce facteur est essentiel au succès tactique. Après tout, le général Westmoreland a également mené une stratégie d'attrition contre les unités régulières de l'armée nord-vietnamienne et de la guérilla communiste durant la guerre du Vietnam. Mais les missions de « recherche et destruction » ont toujours été déconnectées de l'effort de « pacification » lancé à partir de 1967 via le programme CORDS. Au contraire, l'attrition d'AQI en 2007-2008 a été intégrée à l'approche globale et à la stratégie d'influence de Petraeus.

des procédés qui lui sont associés. De plus, la construction des institutions sécuritaires et, plus largement, de l'Etat irakien n'est pas neutre politiquement. Elle s'inscrit dans une stratégie de contrôle plus ou moins indirect. Elle démontre surtout que la présence de troupes au sol a une forte signification politique, dans le cadre d'une stratégie d'influence qui utilise la coercition comme moyen de persuasion ou de dissuasion. *In fine*, l'utilité stratégique de la force est donc étroitement dépendante de la volonté politique qui la met ou non en œuvre. Ceci nous rappelle que la puissance militaire n'est qu'un outil du politique, et que si les Etats-Unis restent à cet égard l'acteur capable d'influencer le plus les autres, ils n'en sont pas moins soumis aux perceptions des décideurs politiques quant à l'usage et au recours à la force.

Epilogue : guerres par procuration et guerres de l'ombre.

Ces perceptions importent. Non pas que les Etats-Unis sont capables de toute puissance, bien au contraire. Mais leur implication dépend étroitement du calcul stratégique effectué par le pouvoir politique. A cet égard, le glissement opéré par le président Obama mérite d'être analysé car il entretient un rapport ambivalent aux effets obtenus par l'action des militaires américains en Irak. Son approche quant au recours à la force peut apparaître en grande partie comme une rupture vis-à-vis de ce conflit qu'il n'a cessé de dénoncer comme une erreur stratégique majeure. De fait, son choix se porte plutôt vers des stratégies indirectes d'attrition (dans la lutte contre Al-Qaïda et ses filiales locales)⁸⁷¹. Mais aussi vers une implication militaire proportionnée à sa perception des intérêts et des enjeux. En Libye, ses préférences conduisent à une intervention américaine massive, mais laissant l'apparence de l'initiative aux alliés de l'OTAN⁸⁷². Durant les « printemps arabes », son objectif est d'essayer d'encadrer au mieux les résultats des processus politiques, parfois de manière

⁸⁷¹ C'est-à-dire l'utilisation de drones, de forces spéciales ou des forces armées locales pour empêcher la renaissance d'un sanctuaire djihadiste sur plusieurs théâtres : zones tribales pakistanaises, Yémen, Somalie, Sahel. Outre l'attrition, il s'agit aussi d'une stratégie de dissuasion (consistant à affoler ou terroriser les insurgés).

⁸⁷² Certains observateurs, conseillers ou critiques du président ont ainsi défini sa doctrine comme étant un leadership en arrière (*leading from behind*). Au vrai, la position pragmatique d'Obama, ainsi que le fait qu'il s'en remette à des opérations clandestines, a longtemps rendu illisible ses stratégies ou ses objectifs de politique étrangère. Charles Krauthammer, « The Obama Doctrine : Leading From Behind », *The Washington Post*, 29 avril 2011, Daniel W. Drezner, « Does Obama Have A Grand Strategy: Why We Need Doctrines in Uncertain Times », *Foreign Affairs*, vol.90, n°4, juillet-août 2011, pp.57-68.

directe (Egypte, Libye), parfois en laissant faire la répression (Bahreïn, Arabie Saoudite), parfois en n'engageant pas la puissance américaine (Syrie). Autrement dit, le président Obama rétrécit les buts de guerre à la lutte contre Al-Qaïda dans le cadre d'une politique étrangère visant à sauvegarder le leadership américain⁸⁷³.

Cette préférence se comprend en partie à la lumière de sa conception de la puissance « intelligente » (*smart power*), c'est-à-dire usant de tous les outils à sa disposition en vue d'influencer, de dissuader, de persuader ou de contraindre. Mais elle trouve aussi une signification par rapport à l'interprétation négative des occupations en Irak et en Afghanistan. En d'autres termes, il s'agirait désormais d'éviter tout engagement de longue durée au sol, susceptible de renforcer un sentiment hostile aux Etats-Unis, d'étirer ses forces de manière excessive, ou encore de les divertir des véritables menaces et objectifs.

D'un côté, le choix d'Obama tire donc de l'occupation de l'Irak la conclusion que le coût politique des interventions militaires a augmenté. Cela est partiellement vrai pour les Etats-Unis, non à cause de l'opinion publique, mais surtout en raison de l'interprétation faite par les élites politiques américaines de l'utilité stratégique de projeter des forces. Or, d'une part cette interprétation masque l'efficacité réelle de la puissance militaire. D'autre part, elle oublie que la puissance militaire étant un outil, ses effets dépendent aussi de la volonté politique. Enfin, cette vision occulte les dilemmes posés par une stratégie indirecte d'attrition. Tactiquement, les résultats obtenus par les guerres par procuration ou par les drones semblent produire les effets systémiques voulus contre les organisations djihadistes. Politiquement, et de manière apparemment paradoxale, ce choix est soumis à de nombreuses contestations aux Etats-Unis. Celles-ci vont de la condamnation d'opérations clandestines à l'inquiétude quant au trop grand pouvoir donné à un seul homme de décider de la vie ou de la mort d'individus qui, pour certains, sont des citoyens américains⁸⁷⁴. Stratégiquement enfin, ces stratégies

⁸⁷³ Rétrécir les buts de guerre n'est pas équivalent à leur diminution. Au contraire de Bush en 2007, la définition donnée par Obama en mars 2009 (détruire, démanteler, neutraliser Al-Qaïda) consiste à élever les enjeux (puisque ceux-ci sont fixés sur la menace la plus cruciale). A l'élévation de ces enjeux correspond une augmentation significative des moyens : accroissement des effectifs des forces spéciales, mise en place d'une base opérationnelle de drones à Camp Lemonnier (Djibouti), institutionnalisation des procédures pour la désignation des cibles, etc.

⁸⁷⁴ A cet égard, la polémique autour de la mort de Anouar As-Aulaqi, leader d'Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique (AQAP) et citoyen américain, ainsi que celle entourant la révélation de l'existence de *kill lists* révisées personnellement par le président et son conseiller John Brennan, illustrent la politisation et la polarisation de ces stratégies. Charlie Savage, « Secret US Memo Made Legal Case to Kill a Citizen », *The New York Times*, 8

indirectes posent des problèmes sur le long terme. Les plus importants d'entre eux sont, d'une part, le risque d'aliéner les opinions publiques locales et de miner de ce fait la légitimité de leur gouvernement, d'autre part, l'incapacité de maîtriser les dynamiques politiques locales⁸⁷⁵.

Pourtant, ces stratégies empruntent aux présupposés classiques de la puissance militaire aux Etats-Unis. Loin d'être une rupture radicale avec l'occupation de l'Irak (et de l'Afghanistan), elles sont cohérentes avec les éléments dominants de la culture stratégique et militaire américaine. En effet, les frappes de drones, l'utilisation des forces spéciales, l'appui sur des forces militaires ou paramilitaires locales correspondent au champ d'efficacité traditionnel de la puissance militaire américaine : des frappes tactiques (lieu où elle excelle) et des objectifs définis plus étroitement (contre un ennemi). Ainsi, le basculement opéré par le président Obama répond autant, sinon plus, à des considérations internes qu'à une adaptation radicalement nouvelle au contexte stratégique de la lutte contre les « extrémistes ».

L'hypothèse que nous voudrions esquisser ici est que les principales limites à la puissance américaine sont internes. Non pas seulement dans le sens où l'action américaine suscite ses propres anticorps, et ses propres résistances. Dans un monde où règne la pluralité politique, il est bien évident que tout pouvoir rencontre des tentatives de s'y opposer, de le subvertir ou de le remplacer. Mais dans le sens d'une vision autocentrée des intérêts, des enjeux et des menaces. Une vision sujette elle-même à des débats politiques internes, qui font finalement peu de place aux intérêts, aux enjeux et aux menaces tels que les autres peuvent les percevoir. Ce point est particulièrement important car il affecte la capacité de la politique étrangère américaine à modeler les dynamiques conflictuelles dans les régions en guerre civile, dans les Etats défailants ou vis-à-vis des régimes dictatoriaux. Et cela pour deux raisons : premièrement en raison d'un manque d'intérêt (voire d'empathie) pour les

octobre 2011; Jo Becker et Scott Shane, « Secret 'Kill Lists' Proves a Test of Obama's Principles and Will », *The New York Times*, 29 mai 2012.

⁸⁷⁵ Plusieurs études récentes, et contestées, ont ainsi voulu établir un lien de causalité entre le recours aux drones au Pakistan ou au Yémen et la montée de l'anti-américanisme. Center for Civilian in Conflicts, *The Civilian Impact of Drones: Unexamined Costs, Unanswered Questions*, New-York: Columbian Law School, 28 septembre 2012, International Human Rights and Resolution Conflict Clinic et Global Justice Clinic, *Living Under Drones: Death, Injury and Trauma To Civilians From US Drones Practices in Pakistan*, New-York/Stanford: Stanford Law School et NYU School of Law, Septembre 2012. De plus, les guerres par procuration sont vulnérables à la divergence d'intérêts entre les acteurs locaux et leur mandant. Cette divergence peut produire des effets contre-productifs : guerre civile, crimes de guerre, etc.

motivations réelles des acteurs en conflit, et deuxièmement parce que les présupposés idéologiques de la politique étrangère américaine (la promotion d'un ordre libéral) non seulement ne produisent pas les effets désirés mais peuvent même être contre-productifs.

Autrement dit, la puissance américaine – et notamment son formidable outil militaire – serait dépendante d'une culture politique et stratégique tendant à l'autisme et au renfermement sur soi. Il ne s'agit pas de dire ici que les éléments qui l'expliquent sont contenus de toute éternité dans le projet américain. Au vrai, celui-ci a connu bien des évolutions et des transformations – parfois radicales. Derrière l'apparente continuité qui se lit dans le contenu idéologique de la politique étrangère américaine se trouve en réalité une certaine hétérogénéité, quant aux buts autant qu'aux moyens de celle-ci. Notre propos n'est pas de nous interroger sur les origines de ce fait, mais plutôt sur son aspect structurel. Car au fond, l'asymétrie entre les sociétés américaine et irakienne devrait nous rappeler que la première ne craint pas la profonde déstructuration de la seconde. C'est davantage dans le statut et la position politique des Etats-Unis que gît l'explication de ce phénomène. D'une certaine manière, l'isolement géostratégique de cet Etat ainsi que la perception de son rôle de leader global par les décideurs et la société expliquent ou modèlent cette vision autocentrée. Si les contraintes du réel s'imposent bien à la puissance américaine, c'est dans la perception et l'acceptation de ces dernières que gisent ses limites. En ce sens, les interrogations lancées en 2008 par Fareed Zakaria, et qui ont fait florès depuis, montrent encore ce phénomène : en décrivant « l'ascension des autres » et la relativisation géopolitique des Etats-Unis dans un monde post-américain, c'est encore d'un succès dont parle l'auteur⁸⁷⁶. La volonté ne suffit évidemment pas : il lui faut l'intelligence, c'est-à-dire l'adéquation au réel. Les Etats n'étant pas des acteurs unitaires, il faut tenir compte des équilibres et déséquilibres internes, du rapport effectué entre les intérêts particuliers et la perception de l'intérêt national, de la dialectique entre les problèmes intérieurs et le rapport au reste du monde. A cette aune, le retrait d'Irak n'est pas une preuve d'impuissance, ni un aveu de faiblesse. C'est peut-être paradoxalement l'inverse⁸⁷⁷.

⁸⁷⁶ Fareed Zakaria, *Le monde post-américain*, Paris : Perrin, 2010. Voir aussi le numéro spécial de *Foreign Affairs* de novembre-décembre 2011 intitulé « Is America Over ? », notamment Joseph M. Parent et Paul K. MacDonald, « The Wisdom of Retrenchment », vol.90, n°6, pp.32-47.

⁸⁷⁷ G. John Ikenberry, *After Victory : Institutions, Strategic Restraint and The Rebuilding of Order after Major Wars*, Princeton: Princeton University Press, 2000.

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES :

Travaux consultés dans le cadre de la recherche :

1) OUVRAGES ET ARTICLES GENERAUX DE THEORIE POLITIQUE, RELATIONS INTERNATIONALES, SOCIOLOGIE POLITIQUE, STRATEGIE

ALLISON (Graham) et ZELIKOW (Philip), *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*, New-York: Longman, 2^{ème} édition, 1999.

ARON (Raymond), « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol.17, n °5, octobre 1967

ARON (Raymond), *Penser la guerre : Clausewitz*, 2 tomes, Paris : Gallimard, 1976

ARENDT (Hannah), « Sur la violence », in *Du mensonge à la violence*, Paris : Calmann-Lévy, 1972

AVRUCH (Kevin), *Culture and Conflict Resolution*, Washington: United States Institute of Peace Press, 1998

BADIE (Bertrand), *L'impuissance de la puissance : essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, Paris : Fayard, 2004

BADIE (Bertrand), *La diplomatie de connivence : les dérives oligarchiques du système international*, Paris : La découverte, 2011.

BALANDIER (Georges), *Anthropologie Politique*, Paris : PUF, 5^{ème} édition, 2004

BARNETT (Michael) et DUVALL (Raymond), « Power in International Politics », *International Organization*, vol.59, hiver 2005, pp.43-47

BATTISTELLA (Dario), *Théorie des Relations Internationales*, Paris : Presses de Sciences-Po, 3^{ème} édition, 2009

BENASAYAG (Miguel) et SZTULWARK (Diego) *Du contre-pouvoir*, Paris : La découverte, 2003

BERTHELOT (Jean-Michel), *L'intelligence du social*, Paris : PUF, 1990

BOZARLSAN (Hamit), *Sociologie Politique du Moyen-Orient*, Paris : La Découverte, 2011

BRAUD (Philippe), *L'émotion en politique : problèmes d'analyse*, Paris : Presses de Sciences-Po, 1996

BRAUD (Philippe), *Sociologie Politique*, Paris : LGDJ, 5^{ème} édition, 2000

BRAUD (Philippe), *Violences Politiques*, Paris : Seuil, 2004

CLAUSEWITZ (Carl von.), *De la guerre*, Paris : Editions de Minuit, 1955 et Paris : Payot, 2006.

DAVID (Charles-Philippe), *La guerre et la paix : approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris : Presses de Sciences-Po, 2^{ème} édition, 2006

ELIAS (Norbert), *La civilisation des mœurs*, Paris : Calmann-Lévy, 1973

ELIAS (Norbert), *La dynamique de l'occident*, Paris : Calmann-Lévy, 1975.

GRAWITZ (Madeleine) et LECA (Jean), *Traité de sciences politiques*, tome 1, Paris, PUF, 1985

GRAY (Colin), *The Strategy Brigde : Theory for Practice*, New-York: Oxford University Press, 2010.

HALLYDAY (Fred), *100 Myths about the Middle-East*, Berkeley : University of California Press, 2005

HAMMES (Thomas X.), « Limited Means Strategy: What to Do when the Cupboard is Bare », *Infinity Journal*, vol.1, n°3, été 2011.

HARDFORD (Tim), *Adapt : Why Success Always Starts with Failure*, New-York: Picador, 2012

HOLLIS (Martin) et SMITH (Steve), *Explaining and Understanding International Relations*, Oxford: Clarendon Press, 1991

HOLSTI (Kalevi), *The State, War and the State of War*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996

HUNTINGTON (Samuel), *The Soldier and The State: The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge: Belknap Press, 1957.

JANOWITZ (Morris), *The professional Soldier. A social and Political Portrait*, New-York : the Free Press, 1971

LAKE (David A.), *Hierarchy In International Relations*, Ithaca: Cornell University Press, 2011.

LINDEMANN (Thomas), *Penser la guerre : l'apport constructiviste*, Paris : L'Harmattan, 2008

LINDEMANN (Thomas), *La guerre: théorie, causes, règlements*, Paris : Armand Colin, 2010

MALESEVIC (Sinisa), *The Sociology of War and Violence*, Cambridge: Cambridge University Press, 2010.

MERTON (Robert), *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris : Armand Colin, 3^{ème} édition, 1997

MORGENTHAU (Hans), *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, New-York: McGraw-Hill, 7^{ème} édition, 2005.

NORTH (Douglas C.) (dir.), *Violence and Social Orders*, Cambridge: Cambridge University Press, 2009

NYE (Joseph), *Le leadership américain : quand les règles du jeu changent*, Nancy : Presses Universitaires de Nancy, 1992

NYE (Joseph), *The Future of Power*, New-York: Public Affairs, 2011

NYE (Joseph) et KEOHANE (Robert), *Power and Interdependence*, New-York : Addison-Wesley, 3^{ème} édition, 2001.

PAPE (Robert A.), *Bombing to Win: Air Power and Coercion In War*, Ithaca: Cornell University Press, 1996.

SAID (Edward W.), *Orientalism*, New-York : Vintage Books, 1978

SCHELLING (Thomas C.), *Stratégie du conflit*, Paris : PUF, 1986

SCHELLING (Thomas C.), *Arms and Influence*, New-Haven: Yale University Press, 3^{ème} édition, 1996

SCHMITT (Carl), *Le Nomos de la terre*, Paris : PUF, 4^{ème} édition, 2001

WALTZ (Kenneth), *Theory of International Politics*, New-York: McGraw-Hill, 1979.

WEBER (Max), *Economie et société*, Tome 1, Paris : Plon, 1995

WEBER (Max), *Essais sur la théorie de la science*, Paris : Presses-Pocket, 1992

2) GUERRE, CONFLICTUALITE, TERRORISME, CONTRE-INSURRECTION,
TRANSFORMATION DES FORCES, POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS :

2-1) Ouvrages :

AVANT (Deborah), *Political Institutions and Military Change: Lessons from Peripheral Wars*, Ithaca: Cornell University Press, 1994

BACEVICH (Andrew), *Washington Rules : American's Path to Permanent War*, New-York: Metropolitan Books, 2010.

BATTISTELLA (Dario), *Paix et guerres au XXIème siècle*, Paris : Editions Sciences Humaines, 2011

BEISSINGER (Mark R.), *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*, Cambridge: Cambridge University Press, 2002

BERGEN (Peter), *The Longest War :The Enduring Conflict Between America and Al Qaeda*, New-York : Free Press, 2011

BETTS (Richard K.), *American Force. Dangers, Delusions and Dilemmas in National Security*, New-York : Columbia University Press, 2011

BICKEL (Keith B.), *Mars Learning : the Marine Corp's Development of Small Wars Doctrine 1915-1940*, Boulder: Westview Press, 2000.

BRICET DES VALLONS (Georges-Henri) (dir.), *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, Paris : Choiseul, 2010.

CASSIDY (Robert M.) *Peacekeeping in the Abyss: British and American Peacekeeping Doctrine and Practice After the Cold War*. Westport: Praeger, 2004

CHALIAND (Gérard), *Les guerres irrégulières XX-XXIème siècles*, Paris : Gallimard, 2008.

COHEN (Samy), *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Paris : Seuil, 2009.

DAVID (Charles-Philippe), BALTHAZAR (Louis) et VAÏSSE (Justin), *La politique étrangère des Etats-Unis : fondements, acteurs, formulation*, Paris : Presses de Sciences-Po, 2^{ème} édition, 2008.

FARREL (Theo), TERRIFF (Terry), *The Sources of Military Change : Culture, Politics, Technology* , Boulder: Lynne Rienner, 2001

FEAVER (Peter), GELPI (Christopher) et REIFFLER (Jason), *Paying the Human Costs of War: American Public Opinion and Casualties in Military Conflicts*, Princeton: Princeton University Press, 2009.

GALULA (David), *Contre-insurrection : Théorie et Pratiques*, Paris : Economica, 2008.

GEORGE (Alexander), *Presidential Decision-Making in Foreign Policy: The Effective Use of Information and Advice*, Boulder: Westview Press, 1980

GIUSTOZZI (Antonio), *The Art of Coercion*, New-York: Columbia University Press, 2011

HASSNER (Pierre), *La terreur et l'empire*, Tome 2 La violence et la paix, Paris : Seuil, 2003

HENROTIN (Joseph), *La technologisation militaire en question : le cas Américain*, Paris : Economica, 2008.

HOWARD (Michael), *L'invention de la paix et le retour de la guerre*, Paris : Buchet Castel, 2004

IKENBERY (G. John), *After Victory : Institutions, Strategic Restraint and The Rebuilding of Order after Major Wars*, Princeton: Princeton University Press, 2000

KIER (Elisabeth), *Imagining War : French and British Military Doctrine Between the Wars*, Princeton: Princeton University Press, 1997

KALYVAS (Stathis N.), *The Logic of Violence in Civil War*, New-York, Cambridge University Press, 2006

KALYVAS (Stathis N.), MAHSOUD (Tarek) et SHAPIRO (Ian) (dirs.), *Order, Conflict, Violence*, New-York: Cambridge University Press, 2008

KILCULLEN (David), *The Accidental Guerrilla: Fighting Small Wars in the Midst of a Big one*, Oxford: Oxford University Press, 2009

KILCULLEN (David), *Counterinsurgency*, Londres: Hurst&Co., 2010.

KUPCHAN (Charles A.); *How Enemies Become Friends : The Source of Stable Peace*, Princeton : Princeton University Press, 2010.

de LAGRANGE (Arnaud) et BALENCIE (Jean-Marc), *Les guerres bâtardes : comment l'Occident perd les batailles du XXIème siècle*, Paris : Perrin, 2008.

LAIDI (Zaki), *Le monde selon Obama*, Paris : Stock, 2010.

LINDEMANN (Thomas), MARTIN (Michel Louis), *Les militaires et le recours à la force armée. Faucons, colombes?*, Paris: L'Harmattan, 2006

MACKINLAY (John), *The Insurgent Archipelago*, Londres : Hurst&Co, 2009.

MALKASIAN (Carter) et MARSTON (Daniel) (dirs.), *Counterinsurgency in Modern Warfare*, Oxford: Osprey Publishing, 2008

MATHIAS (Gregor), *David Galula : combattant, espion et maître à penser de la guerre contre-révolutionnaire*, Paris : Economica, 2012

McGINTY (Roger), *International Peacebuilding and Local Resistance: Hybrid Forms of Peace*, Londres: Palgrave-MacMillan, 2011

McMASTER (Henry R.), *Dereliction of Duty: Lyndon Johnson, Robert McNamara, The Joint Chiefs of Staff, and the Lies that Led to Vietnam*, New-York: Harper Collins, 1997.

MURRAY (Williamson), SINNREICH (Richard Hart), LACEY (James), *The Shaping of Grand Strategy: Policy, Diplomacy and War*, Cambridge: Cambridge University Press, 2011

NAGL (John A.), *Learning to Eat Soup with a Knife : Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago : Chicago University Press, 2^{ème} édition, 2005

PARIS (Roland) et SISK (Timothy D.) (dirs), *The Dilemmas of State-Building: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*, Londres: Routledge, 2009

POLSKY (Andrew J.), *Elusives Victories : The American Presidency at War*, New-York: Oxford University Press, 2012

POSEN (Barry R.), *The Sources of Military Doctrine: France, Britain and Germany between the World Wars*, Ithaca: Cornell University Press, 1984

PRESTON (Thomas), *The President and His Inner Circle: Leadership Style and Advisory Process in Foreign Affairs*, New-York: Columbia University Press, 2001

ROSEN (Stephen P.), *Winning the Next War : Innovation and the Modern Military*, Ithaca: Cornell University Press, 1994.

SAGEMAN (Marc), *Le vrai visage des terroristes: psychologie et sociologie des acteurs du djihad*, Paris : Denoël, 2005.

SMITH (Rupert), *L'utilité de la force : l'art de la guerre aujourd'hui*, Paris : Economica, 2007

SUMMERS (Harry G.), *On Strategy: A Critical Analysis of the Vietnam War*, New-York: Presidio Press ,2^{ème} édition, 1995

TRINQUIER (Roger), *La guerre moderne*, Paris : La Table Ronde, 1961

UCKO (David H.), *The New Counterinsurgency Era : Transforming the US Military for Modern Wars*, Washington, DC. : Georgetown University Press, 2009.

VAÏSSE (Justin), *Histoire du néoconservatisme aux Etats-Unis*, Paris : Odile Jacob, 2008.

VALANTIN (Jean-Michel), *Hollywood, le Pentagone et le monde : les trois acteurs de la stratégie mondiale*, Paris : Autrement, 2010.

WALZER (Michael), *Guerres justes et injustes*, Paris : Gallimard, 2006

de WIJK (Rob), *The Art of Military Coercion : Why the West's Military Superiority Scarcely Matters*, Amsterdam: Mets & Schilt Uitgevers, 2005.

ZAKARIA (Fareed), *Le monde post-américain*, Paris : Perrin, 2011.

2-2) Articles universitaires et chapitres d'ouvrages collectifs :

ADLIG (Bérévan), « Le Kurdistan irakien », *Hérodote*, n°124, vol.1, 2007,

AUTESERRE (Séverine), « Construire la paix : conceptions collectives de son établissement, de son maintien et de sa consolidation », *Critique Internationale*, vol.51, n°2, 2011

BATTISTELLA (Dario), « L'Occident, exportateur de démocratie », *Politique Etrangère*, 2011/4, hiver 2011

BIDDLE (Stephen), « Afghanistan and the Future of Warfare », *Foreign Affairs*, mars-avril 2003.

BRODEUR (Jean-Paul), « Maintien et imposition de la paix en Somalie (1992-1995) », *Cultures et Conflits*, n°29-30, printemps-été 1998, pp.175-228.

BRODEUR (Jean-Paul), « Force policière et force militaire », *Ethique publique*, vol.2, n°1, 2000, pp.157-166.

FAVRE (Pierre), « Quand la police fabrique l'ordre social : un *en deçà* des politiques publiques de la police ? », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol.59, n°6, décembre 2009,

FERGUSON (Niall), « Hegemony or Empire », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2003.

HACK (Karl), « The Malayan Emergency as Counterinsurgency Paradigm », *Journal of Strategic Studies*, vol. 32, n°3, juin 2009

HOLEINDRE (Jean-Vincent), « Violence, guerre et politique : étude sur le retournement de la 'Formule' de Clausewitz », *Res Militaris*, vol.1, n°3, été 2011.

KALYVAS (Stathis N.), « The Paradox of Terrorism in Civil Wars », *Journal of Ethics*, vol.8, n°1, 2004, p.105.

KALYVAS (Stathis N.), « Ethnic Defection in Civil Wars », *Comparative Political Studies*, vol.41, n°8, 2008, pp.1043-1068.

KALYVAS (Stathis N.), « The Dynamics of Violence in Vietnam: An Analysis of the Hamlet Evaluation System (HES) », *Journal of Peace Research*, vol.46, n°3, 2009

KRULAK (Charles C.), « The Strategic Corporal: Leadership in the Three-Blocks War », *Marines Magazine*, janvier 1999

LINDEMANN (Thomas), « Faire la guerre, mais laquelle ? Les institutions militaires des États-Unis entre identités bureaucratiques et préférences stratégiques », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol.53, n°5, 2003.

LINDEMANN (Thomas), « Des guerriers pour faire la paix : l'armée américaine en Irak », *Cultures et Conflits*, n°67, automne 2007

LUTTWAK (Edward), « Give War A Chance », *Foreign Affairs*, juillet-août 1999

MARSHALL (Alex.), « Imperial Nostalgia, the Liberal Lie, and the Perils of Postmodern Counterinsurgency », *Small Wars & Insurgencies*, vol.21, n°2, juin 2010, pp.233-258.

OLSSON (Christian), « Répression et 'radicalisation violente' : Une perspective relationnelle sur l'usage de la force dans le contexte des opérations contemporaines de 'pacification extérieure' », in SCHEHR (Sebastian) et KLINGER (Myriam) (dirs), *Lectures du conflit*, Strasbourg : Néothèque collection « Polémo-logiques », 2010.

PARIS (Roland), « International Peacebuilding and the 'Mission Civilisatrice' », *Review of International Studies*, vol.28, n°4, octobre 2002

REIS (Bruno C.), « The Myth of British Minimum Force in Counterinsurgency Campaign during Decolonisation », *Journal of Strategic Studies*, vol.34, n°2, juin 2011

STRACHAN (Hew), « Strategy or Alibi ? Obama, McChrystal and the Operational Level of War », *Survival*, vol.52, n°5, octobre-novembre 2010

TAILLAT (Stéphane), « Adaptation et apprentissage : les forces terrestres américaines et la contre-insurrection en Irak », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol.58, n°5, octobre 2008

TAILLAT (Stéphane), « National Traditions and International Context : French Adaptation to Counterinsurgency in the 21st Century », *Security Challenges*, vol.6 n°1, mai 2010

TERRIFF (Terry), « Of Romans and Dragons : Preparing the US Marines Corps to Future Warfare », *Contemporary Security Policy*, vol. 28, n°1, 2007

TRIPODI (Christian), « Enlightned Pacification : Imperial Precedents for Current Stabilisation Operations », *Defence Studies*, vol.10, n°1, mai 2010

WALDMAN (Thomas), « Politics and War: Clausewitz's Paradoxical Equation », *Parameters*, vol.40, automne 2010.

3) OUVRAGES SUR LA GUERRE EN IRAK ET LE CADRE CHRONOLOGIQUE OU HISTORIQUE :

3-1) Ouvrages universitaires et académiques :

BARAN (David) (dir.), *Vivre la tyrannie et lui survivre. L'Irak en transition*, Paris : édition des milles et unes nuits, 2004

BENRAAD (Myriam), *L'Irak*, Paris : Le cavalier bleu, 2010.

BRICET DES VALLONS (Georges-Henri), *Irak, terre mercenaire : les armées privées remplacent les troupes américaines*, Lausanne : Favre, 2009

CROSER (Caroline), *The New Spatiality of Security: Operational Uncertainty and the US Military in Iraq*, Londres: Routledge, 2010

FONTAN (Victoria), *Voices from Post-Saddam Iraq : Living with Terrorism, Insurgency and New Forms of Tyranny*, Westport: Praeger, 2008

GOYA (Michel), *Les armées du chaos*, Paris: Economica, 2008

HASHIM (Ahmed S.), *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*, Cornell : Cornell University Press, 2006

KAGAN (Kimberly), *The Surge : a Military History*, New-York : Encounter Books, 2008.

LUIZARD (Pierre-Jean), *La question Irakienne*, Paris : Fayard, 2002.

METZ (Steven), *Iraq and the Evolution of American Strategy*, Washington, DC: Potomac Books, 2008.

TUCKER (Spencer C.) (dir.), *Encyclopedia of Middle East Wars : the United States in the Persian Gulf, Afghanistan and Iraq Conflicts*, Santa Barbara : ABC-Clio, 2010

3-2) Ouvrages et enquêtes journalistiques :

CHANDRASEKARAN (Rajiv), *Green Zone*, Paris : Editions de l'Olivier, 2011

COCKBURN (Patrick), *Muqtada*, New-York : Scribner, 2008

COUCH (Dick), *The Sheriff of Ramadi: Navy SEALs and the Winning of Anbar*, Annapolis: Naval Institute Press, 2008.

DOYLE (William), *A Soldier's Dream: Captain Travis Patriquin and the Awakening of Iraq*, New-York : NAL Hardcover, 2011

FILKINS (Dexter), *La guerre sans fin*, Paris: Albin Michel, 2008,

FINKEL (David), *De bons petits soldats*, Paris : Robert Laffont, 2010.

GORDON (Michael R.) et TRAINOR (Bernard E.), *Cobra II : The Inside Story of The Invasion and The Occupation of Iraq*, New-York: Vintage Books, 2007.

GORDON (Michael R.) et TRAINOR (Bernard E.), *The Endgame : The Inside Story of The Struggle for Iraq from Bush to Obama*, New-York: Pantheon Books, 2012

HERSH (Seymour), *Chain of Command : the Road from 9/11 to Abu Ghraib*, Londres et New-York: Penguin Books, 2004

ISENBERG (David), *Shadow Forces*, New-Haven : Praeger, 2008

KAPLAN (Robert D.), *Imperial Grunts : The American Military on the Ground*, New-York : Random House, 2005

KUKIS (Mark), *Voices from Iraq : a People's History 2003-2009*, New-York: Columbia University Press, 2011

MICHAELS (Jim), *A Chance in Hell : The Men Who Triumphed Over Iraq's Deadliest City and Turned the Tide of War*, New-York: St Martin's Press, 2011

PELTON (Robert Young), *Licensed To Kill : Hired Guns in the War of Terror*, New-York: Crown Publishing, 2006

RICKS (Thomas E.), *Fiasco: The American Military Adventure in Iraq*, Londres: Penguin Books, 2005.

RICKS (Thomas E.), *The Gamble : General Petraeus and the Untold Story of the American Surge in Iraq 2006-2008*, Londres: Penguin Books, 2009

ROBINSON (Linda), *Tell Me How This Ends: General Petraeus and the Search for a Way Out in Iraq*, New-York: PublicAffairs, 2008

ROSTON (Aram), *The Man Who Pushed America to War : The Extraordinary Life, Adventures and Obsessions of Ahmad Chalabi*, New-York: Nation Books, 2008

SHAHID (Anthony), *Night Draws Near : Iraq's People in the Shadow of America's War*, New-York: Henry Holt&Co., 2005

WEST (Francis J. « Bing »), *No True Glory : A Frontline Account of the Battle for Fallujah*, New-York: Bantam Books, 2005

WEST (Francis J. « Bing »), *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, New York : Random House, 2008

WOODWARD (Bob), *Plan of Attack : Bush at War, part I*, New-York : Simon & Schuster, 2004,

WOODWARD (Bob), *State of Denial : Bush at War part III*, New-York: Simon & Schuster, 2006

WOODWARD (Bob), *The War Within : A Secret White House History 2006-2008*, New-York : Simon & Schuster, 2008

WOODWARD (Bob), *Les guerres d'Obama*, Paris : Denoël, 2011

3-3) Articles universitaires sur la guerre en Irak :

AS-SHISHANI (Mourad Batal), « The Salafi-Jihadist Movement in Iraq : Recruitments Methods and Arab Volunteers », *Terrorism Monitor*, vol.23, n°3, décembre 2005

BENRAAD (Myriam), « Du phénomène arabe sunnite irakien : recompositions sociales, paradoxes identitaires et bouleversements géopolitiques sous occupation (2003-2008), *Hérodote*, n°130, 3^{ème} trimestre 2008

BENRAAD (Myriam), « Une lecture de la Sahawa ? ou les milles et un visages du tribalisme irakien », *Etudes Rurales*, n°184, vol.2, juillet-décembre 2009

BIDDLE (Stephen), FRIEDMAN (Jeffrey A.) et SHAPIRO (Jacob N.), « Testing the Surge : Why Did Violence Decline in Iraq in 2007 ? », *International Security*, vol.37, n°1, été 2012

BROWN (Keith), « All They Understand Is Force: Debating Culture in OIF », *The American Anthropologist*, vol.110, n°4, 2008

CAYLUS (Hélène), « Le choix d'une démilitarisation brutale : le cas Irakien », *Les Champs de Mars*, n°23, hiver 2011

CROSER (Caroline), « Networking Security in the Space of the City : Event-ful Battlespace and the Contingency of the Encounter », *Theory and Event*, vol. 10, n°2, 2007

FALLOWS (James), « Blind into Baghdad », *The Atlantic Magazine*, janvier-février 2004

FEAVER (Peter), GELPI (Christopher) et REIFFLER (Jason), « Success Matters: Casualty Sensitivity and The War in Iraq », *International Security*, vol.30, n°3, hiver 2005-2006

FEAVER (Peter D.), « The Right to be Right: Civil-Military Relations and the Iraq Surge Decision », *International Security*, vol.35, n°4, printemps 2011.

FONTAN (Victoria), « Polarization Between Occupier and Occupied in Post-Saddam Iraq; Humiliation and the Formation of Political Violence », *Terrorism and Political Violence*, vol.18, n°2, printemps 2006

GREGORY (Derek), « Seeing Red : Baghdad and the Event-full City », *Political Geography*, n°29 ; 2010

KAHL (Colin), « How We Fight », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2006

KAHL (Colin), « 'In the Crossfire or the Crosshairs?' Norms, Civilians Casualties and U.S. Conduct in Iraq », *International Security*, vol.32, n°1, été 2007

KREPINEVICH (Andrew F.), « How to Win in Iraq », *Foreign Affairs*, vol. 84; n°5, septembre-octobre 2005

LONG (Austin), « The Anbar Awakening », *Survival*, vol. 50, n°2, mai 2008

LYNCH (Marc), « Explaining the Awakening: Engagement, Publicity, and the Transformation of Iraqi Sunni Political Attitudes », *Security Studies*, vol. 20, n°1 mars 2011

MARIUS (Lazar), « Bassora : géopolitique d'une région chiite », *Hérodote* n°130, vol.3, 2008

McCARY (John A.), « The Anbar Awakening: An Alliance of Incentives », *The Washington Quarterly*, vol. 32, n°1, janvier 2009

MOWLE (Thomas), « Iraq's Militia Problem », *Survival*, vol. 48, n°3, août 2006

PAZ (Reuven), « Arab Volunteers Killed in Iraq : An Analysis », *Prism series of Global Jihad*, vol.3, n°1, mars 2005

POLACK (Kenneth), « The Seven Deadly Sins of Failure in Iraq : A Retrospective Analysis of The Reconstruction », *The Middle East Review of International Affairs*, vol.10, n°4, décembre 2006

ROHLFS (Chris) et SULLIVAN (Ryan), « The MRAP Boondoggle », *Foreign Affairs*, 26 juillet 2012.

RUSSELL (James A.), « Innovation in War : Counterinsurgency Operations in Anbar and Ninewa Provinces Iraq, 2005-2007 », *Journal of Strategic Studies*, vol. 33, n°4, été 2010

SIMON (Steven), « The Price of the Surge », *Foreign Affairs*, Vol. 87, n° , Mai-Juin 2008

TAILLAT (Stéphane), « Les élections provinciales irakiennes : premier bilan », *Cahiers de l'IPSE*, n°93, juin 2009

UCKO (David), « Militias, Tribes and Insurgents : the challenge of political reintegration in Iraq », *Conflict, Security and Development*, vol.8, n°3, octobre 2008

Présentation commentée et raisonnée des sources:

1) SOURCES OFFICIELLES :

Ces documents sont accessibles en ligne

Gouvernement des Etats-Unis et gouvernement de la République d'Irak, *An Agreement between the Republic of Iraq and the United States of America regarding the Withdrawal of the American Forces from Iraq and Regulating their Activities During their Temporary Presence in it*, 17 novembre 2008

Gouvernement des Etats-Unis et gouvernement de la République d'Irak, *Strategic Framework Agreement for A Relationship of Friendship and Cooperation Between The United States of America and The Republic of Iraq*, 17 novembre 2008

1-1) Organisations des Nations-Unies :

-Résolution 1483 du 22 mai 2003 : donnant le statut de puissances occupantes aux Etats-Unis et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

-Résolution 1500 du 14 août 2003 : établissant la mission d'assistance des Nations-Unies pour l'Irak (UNAMI)

-Résolution 1511 du 16 octobre 2003 : reconnaissant le statut temporaire de la CPA, la mission du conseil de gouvernement irakien et celle d'une force multinationale.

-Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies, « Irak : une récente étude sur le retour montre que peu prévoient de rentrer un jour », Point de presse, 29 avril 2008

1-2) Congrès des Etats-Unis d'Amérique :

BAKER III (James A.) et HAMILTON (Lee H.), *The Iraq Study Group Report*, 6 décembre 2006

Les lois et actions du Congrès relatives à la guerre en Irak sont consultables sur le site Source Watch qui renvoie à la *Library of Congress*. Par souci de parcimonie, nous nous sommes limités aux lois, amendements et résolutions effectivement adoptés (sauf pour les projets de résolution et amendements lors du *surge*) :

http://www.sourcewatch.org/index.php/Congressional_actions_on_the_Iraq_War

(HR : House of Representatives, S: Senate, J.RES: Joint resolution, AMDT.: Amendment)

H.J.RES.114, « Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002 », 107^{ème} Congrès, 10 octobre 2002

HR. RES 628, « Deploring the Abuse of Persons in United States Custody in Iraq », 108^{ème} Congrès, 6 mai 2004.

S.AMDT.3472, « Amendment To require a report on the stabilization of Iraq », 108^{ème} Congrès, 23 juin 2004 (dans le cadre de la loi budgétaire 2005)

HR. 1815, « National Defense Authorization Act, FY2006 », 109^{ème} Congrès, 25 mai 2005

S.AMDT.464, « Amendment To express the sense of the Senate on future requests for funding for military operations in Afghanistan and Iraq », 109^{ème} Congrès, 18 avril 2005 (dans le cadre de la loi budgétaire 2006).

S. CON. RES 2, BIDEN (Joseph), « Non-Binding Resolution Opposing the Surge », 110^{ème} Congrès, 24 janvier 2007 (adoptée par la commission des forces armées du Sénat)

S. CON. RES 4, WARNER (John), « Non-Binding Resolution Expressing the Disagreement of the Senate with the Plan to Augment Troops in Iraq », 110^{ème} Congrès, 27 janvier 2007 (non votée)

S. CON. RES 7, LEVIN (Carl), « Non-Binding Resolution Expressing the Disagreement of the Senate with the Plan to Augment Troops in Iraq but Protecting Funding the Troops », 110^{ème} Congrès, 31 janvier 2007 (non votée)

S. 233, KENNEDY (Ted), « A bill to prohibit the use of funds for an escalation of United States military forces in Iraq above the numbers existing as of January 9, 2007 », 110^{ème} Congrès, 9 janvier 2007 (rejeté par la commission des affaires étrangères du Sénat)

S. 433, OBAMA (Barack H.), « Iraq War De-Escalation Act of 2007 », 110^{ème} Congrès, 30 janvier 2007 (rejeté par la commission des affaires étrangères du Sénat)

H. CON. RES 63, « Non-Binding Resolution Disapproving the decision of President George W. Bush announced on January 10, 2007, to deploy more than 20,000 additional United States combat troops to Iraq », 110^{ème} Congrès, 16 février 2007

HR. 353, MARKEY (Edward J.), « To prohibit the use of funds for an escalation of United States forces in Iraq above the numbers existing as of January 9, 2007 », 110^{ème} Congrès, 9 janvier 2007 (rejeté par les deux commissions des forces armées et des affaires étrangères)

HR. 1591, « U.S. Troop Readiness, Veterans' Health, and Iraq Accountability Act, 2007 », 110^{ème} Congrès, 15 mars 2007 (veto présidentiel le 1er mai 2007)

HR. 2206, « U.S. Troop Readiness, Veterans' Care, Katrina Recovery, and Iraq Accountability Appropriations Act », 110^{ème} Congrès, 8 mai 2007

S. 1545, SALAZAR (Ken), « Iraq Study Group Recommendation Implementation Act of 2007 », 110^{ème} Congrès, 5 juin 2007 (rejeté par la commission des affaires étrangères).

S.AMDT.2057, FEINGOLD (Russ), « Amendment to Cut Off Funding for War », 110^{ème} Congrès, 10 juillet 2007 (rejeté par la commission des forces armées)

S.AMDT.2001, WEBB (Jim), « Amendment to Reduce Troops Deployment », 110^{ème} Congrès, 11 juillet 2007 (rejeté)

HR. 2764, « Department of State, Foreign Operations and Related Programs Appropriations Act, 2008 », 110^{ème} Congrès, 15 décembre 2007.

1-3) Conseil National de Sécurité :

National Strategy for Victory in Iraq, Washington, DC. : Government Printing Office, 28 novembre 2005

National Strategy for Victory in Iraq, Washington, DC.: Government Printing Office, 10 janvier 2007. (Ce document n'est plus accessible en ligne)

1-4) Cour des Comptes fédérale :

La plupart des rapports de la cour des comptes fédérale concernant l'Irak sont disponibles à l'adresse : <http://www.gao.gov/docsearch/featured/oif.html>

GAO, *GAO-05-737 Rebuilding Iraq: Actions Needed to Improve Use of Private Security Providers*, juillet 2005

GAO, *GAO-07-426T Rebuilding Iraq: Reconstruction Progress Hindered by Contracting Security and Capacity Challenge*, 15 février 2007.

GAO, *GAO-07-699 Military Operations: The Department of Defense's Use of Solatia and Condolence Payments in Iraq and Afghanistan*, mai 2007.

GAO, *GAO-07-1195 Securing, Stabilizing and Rebuilding Iraq: Iraqi Government Has Not Met Most Legislative, Security and Economy Benchmarks*, septembre 2007

GAO, *GAO-08-1021T Securing, Stabilizing and Rebuilding Iraq: Progress Report. Some Gains Made, Updated Strategy Needed*, 23 juillet 2008

1-5) Département de la Défense:

Nous considérons dans leur ensemble les documents émanant de l'Office of the Secretary of Defense, des institutions militaires, des commandements régionaux ou de théâtre.

RAPPORTS ET REVUES DE PREPARATION:

Department of Defense, *Quadriennial Defense Review*, février 2006

Department of Defense, *Quadriennial Defense Review*, février 2010

Office of the Surgeon General and Office of the Surgeon Multinational Force-Iraq, *Mental Health Advisory Team IV Operation Iraqi Freedom 05-07*, 17 novembre 2006

Department of Defense, *Measuring Stability and Security in Iraq Quarterly Reports*, juillet 2005-juillet 2010. Ces rapports sont accessibles à l'adresse:

http://www.defense.gov/home/features/iraq_reports/index.html

JOINT IED DEFEAT ORGANIZATION, *Fiscal Year (FY) 2013 Budget Estimates*, Washington, février 2012

SHINSEKI (Eric T.), *Testimony of the Chief of Staff of the Army before the Senate Armed Services Committee*, 25 février 2003

DIRECTIVES ET INSTRUCTIONS:

DoD Directive 3000.05, *Military Support for Stability, Security, Transition and Reconstruction (SSTR) Operations*, 28 novembre 2005

DoD Instruction 3000.05, *Stability Operations*, 16 septembre 2009

HAGEE (Michael), *ALMAR 018/05 33th Commandant of the Marine Corps Updated Guidance (the 21st Century Marine Corps-Creating Stability in an Unstable World)*, 18 avril 2005.

DOCTRINE:

Les documents de doctrine ne sont pas tous accessibles. Une base de données utile est celle du *COIN Center for Excellence* : <http://usacac.army.mil/cac2/coin/> (et notamment le Knowledge Center).

Department of the Army, *Field Manual 90-8 Counterinsurgency Operations*, août 1986.

Department of the Army, *Field Manual FM 3-07 (100-20) Stability Operations and Support Operations*, février 2003

Department of the Army, *Field Manual Interim 3-07.22 Counterinsurgency operations*, 1er octobre 2004

Marine Corps Combat Development Command, *Tentative Manual for Countering Irregular Threats: an updated approach to counterinsurgency operations*, 7 juin 2006

Department of the Army, *Army Regulation AR 11-33 Army Lessons Learned Program*, 17 octobre 2006

Department of the Army et US Marine Corps, *FM 3-24/MCWP 3-33.5 Counterinsurgency*, décembre 2006.

Department of the Army, *Field Manual FM 3-0 Operations*, février 2008

Department of the Army, *Field Manual FM 3-07 Army Stability Operations*, octobre 2008

RETOUR D'EXPERIENCE-ANALYSE-MISE EN CONDITION OPERATIONNELLE:

La plupart de ces documents sont accessibles en ligne sur CARL, la librairie numérique du *Combined Arms Center* (le commandement de la doctrine de l'Army) à l'adresse : <http://cgsc.contentdm.oclc.org/> ou sur celle du *Combat Studies Institute* : <http://usacac.army.mil/cac2/csi/csipubs.asp>. Le Corps des Marines a aussi un centre d'histoire militaire (<https://www.mcu.usmc.mil/historydivision>). Enfin, le *Combatting Terrorism Center* de West Point publie une revue (*CTC Sentinel*) et des analyses disponibles à l'adresse : <http://www.ctc.usma.edu/>

1st Infantry Division, *Samarra: An Iraqi Success*, présentation lors d'une conférence de presse, 4 octobre 2004

4th Infantry Division, *Lessons Learned: Executive Summary*, 17 juin 2004

BATISTE (John), *1st Infantry Division Soldier's Handbook to Iraq*, octobre 2003

BENRAAD (Myriam), Myriam Benraad, « Assessing AQI's Resilience After April's Leadership Decapitation », *CTC Sentinel*, vol. 3, n°6

Center for Army Lessons Learned, *CALL Newsletter 08-39: Nightmare at Wazir Street*, juin 2008.

Center for Army Lessons Learned, *CALL Handbook 09-27 Commander's Guide to Money as a Weapons System*, avril 2009

Center for Army Lessons Learned, *Iraq PRT Handbook 11-03*, novembre 2010.

Department of Defense, *Iraq Transitional Handbook*, DOD-2630-IRQ-005-04, Décembre 2003

Department of Defense, « Letter to Abdullah al-Janabi from Maj. Gen. James N. Mattis », *Command Chronology of 1st Marine Division* , Quantico : Alfred M. Gray Research Center, 2005

ESTES (Kenneth), *U.S. Marines in Iraq 2004-2006 : Into the Fray*, Quantico : U.S. Marine Corps Historical Division, 2011

FELTER (Joseph) et FISHMAN (Brian), « Iranian Strategy in Iraq: Politics and ‘Other Means,’ » *Occasional Paper Series*, octobre 2008, p.35.

FISHMAN (Brian) et FELTER (Joseph), *Al Qa'ida's Foreign Fighters in Iraq : A First Look At The Sinjar Records*, West Point, Combatting Terrorism Center, 2008

McWILLIAMS (Timothy S.) et WHEELER (Curtis P.), *Al Anbar Awakening : U.S. Marines and Counterinsurgency in Iraq 2004-2009*, vol.1 American Perspectives, Quantico : Marine Corps University Press, 2009

McWILLIAMS (Timothy S.) et MONTGOMERY (Gary W.), *From Insurgency to Counterinsurgency in Iraq 2004-2009 Al Anbar Awakening Volume II Iraqi Perspectives*, Quantico: Marine Corps University Press, 2009.

PATRIQUIN (Travis), « How To Win In Anbar », décembre 2006

ROBERTSON (William G.) (dir.), *In Contact: Case Studies from the Long War*, Volume I, Fort Leavenworth: Combat Studies Institute Press, 2006,

TRADOC, *Arab Cultural Awareness : 58 factsheets*, TRADOC DSINT Handbook, n°2, janvier 2006

WOODS (Kevin M.), PEASE (Michael P.), STOUT (Mark E.), MURRAY (Williamson) et LACEY (James G.), *Iraqi Perspectives Project: a View of Operation Iraqi Freedom From Saddam's Senior Leadership*, Institute for Defense Analyse, 2009

WRIGHT (Thomas P.) et REESE (Timothy R.), *On Point II : Transition to A New Campaign. The United States Army in Operation Iraqi Freedom : May 2003-January 2005*, Fort Leavenworth: Combat Studies Institute Press, 2008

WUNDERLE (William D.), *Through the Lens of Cultural Awareness : A Primer for US Armed Forces Deploying to Arab and Middle Eastern Countries*, Combat Studies Institute, 2007

1-6) CPA:

Tous ces documents sont archivés sur le site de la CPA :
<http://www.iraqcoalition.org/regulations/>

CPA Order 1, « De-ba`athification of Iraqi Society » 16 mai 2003

CPA Order 2, « Dissolution of Entities », 23 mai 2003

CPA Order 17 : « Status of the Coalition, Foreign Liaison Missions , their Personnel and Contractors », 26 juin 2003

CPA Order 91, « Regulation of Militias and Armed Forces in Iraq », 2 juin 2004

CPA Memorandum n°17, *Registration Requirements for Private Security Company (PSC)*, 26 juin 2004

CPA, Transitional Administrative Law, 8 mars 2004.

CPA, Charter for the Iraqi National Intelligence Service, 1er avril 2004

1-7) CENTCOM:

ABIZAIID (John), *Hearing Before the Senate Armed Forces Committee*, 3 août 2006.

CASEY (George), *Hearing Before the Senate Armed Forces Committee*, 23 juin 2005

CENTCOM, *Quarterly Contractor Census Reports*, août 2008-octobre 2012. Ces rapports sont accessibles à l'adresse : http://www.acq.osd.mil/log/PS/CENTCOM_reports.html

1-8) MNFI-MNCI:

Malheureusement, le site de la Force Multinationale-Irak et ceux des divisions multinationales ont été fermés en 2008. Les sources cités dans le texte de ce travail proviennent des quelques notes conservées par l'auteur après la perte de ses données le 22 mars 2012.

Coalition Ground Forces Commander Weekly Briefing, 4 septembre 2003

Coalition Ground Forces Commander Weekly Briefing, 25 septembre 2003

Multinational Force-Iraq, *MNFI Framework OPORD, REV 01*, novembre 2005

1-9) Special Inspector General for the Iraq Reconstruction:

Les publications sont accessibles à l'adresse: <http://www.sigir.mil/index.html>

SIGIR, *Hard Lessons: The Iraq Reconstruction Experience*, 2009

SIGIR, *Sons of Iraq Program : Results are Uncertain and Financial Control Were Weak*, janvier 2011.

SIGIR, *quarterly and semiannual reports for the Congress*, mars 2004-juillet 2012.

2) RAPPORTS INDÉPENDANTS:

JONES (James L.), *The Report on the Independent Commission on the Security Forces in Iraq*, 6 septembre 2007

3) ENTRETIENS :

3-1) Sélection d'entretiens :

Certaines de nos sources ayant souhaité garder l'anonymat, nous renvoyons le lecteur aux notes de bas de page les référant.

BATISTE (John), commandant la 1^{ère} division d'infanterie en 2003-2004, Newport, 15 septembre 2009.

DUBIK (James M.), commandant la *Multinational Security Transition Command-Iraq*, Newport, 16 septembre 2009

KILCULLEN (David), Crumpton Group, Newport, 15 septembre 2009

HASHIM (Ahmed), Naval War College, Newport, 15 septembre 2009.

NAGL (John A.), Center for a New American Security, Newport, 15 septembre 2009

3-2) Par correspondance électronique :

ALFORD (Julian Dale), commandant le 3^{ème} bataillon du 6^{ème} régiment de Marines lors de l'opération *Steel Curtain* à Al Qaim (frontière syrienne) à l'automne 2005, 18 octobre 2009

GENTILE (Gian P), Académie militaire de West Point, correspondance entre octobre 2007 et mars 2010

HICKEY (Chris), commandant le bataillon 2/3 ACR à Tal Afar à l'automne-hiver 2005-2006, 3 septembre 2009.

KREPINEVICH (Andrew F.), Center for Strategic and Budgetary Assessment, 23 septembre 2009

MANSOOR (Peter), commandant la 1^{ère} brigade de la 1^{ère} division d'infanterie à Bagdad (été 2003-été 2004), 29 octobre 2009

McDANIEL (Lance), Marine Corps Combat Development Command, Concepts and Plans Division, responsable de la branche « Concepts », 28 octobre 2010

OLLIVANT (Douglas A.), conseiller de Petraeus pour Bagdad, février 2007-février 2008, correspondance entre mars 2011 et juillet 2012.

SEPP (Kalev), Naval Postgraduate School, 25 novembre 2009.

4) RETOURS D'EXPERIENCE, TEMOIGNAGES, MEMOIRES :

BALLARD (John R.), *Fighting For Fallujah: a New Dawn for Iraq*, Westport: Praeger Security International, 2006 (colonel de réserve des Marines commandant les ACM à Falloudja)

BREMER III (L. Paul), *My Year in Iraq : The Struggle to Build a Future of Hope*, New-York: Simon & Schuster, 2006.

BUSH (George W.), *Decision Points*, New-York : Crown, 2010

CARACCILO (Dominic J.), *Achieving Victory in Iraq: Countering an Insurgency*, Mechanicsburg: Stackpole Books, 2008. (Commandant de bataillon en charge du « Triangle de la Mort » lors du *surge*)

FEITH (Douglas), *War and Decision*, New-York : Harper Collins, 2008

KING (Alan), *Twice-Armed : An American Soldier's Battle for Hearts and Minds in Iraq*, Saint Paul: Zenith Press, 2006 (officier des ACM)

KREPINEVICH (Andrew F.), Interview PBS Frontline, 10 janvier 2007.

NAGL (John A.), interview menée par Christopher Ives, Operational Leadership Experience Project, Fort Leavenworth: Kansas, 9 janvier 2007

NATONSKY (Richard F.), interview menée par Laurence Lessard, Operational Leadership Experience Project, Fort Leavenworth, Kansas, 5 avril 2007. (général des Marines commandant la 1ère division à Falloudja en novembre 2004)

MANSOOR (Peter), *Baghdad at Sunrise: a Brigade Commander's War in Iraq*, New Haven: Yale University Press, 2008. (commandant la 1ère brigade de la 1ère division à Bagdad 2003-2004)

MICHAELIS (Patrick R.), Interview, PBS Frontline, 22 février 2005. (officier d'état-major de la 1ère division de cavalerie à Bagdad mars 2004-février 2005)

ODUM (Wesley R.), Interview du Contemporary Operations Study Team, Fort Leavenworth, 17 mars 2006. (officier en charge de la planification dans la CJTF-7)

SASSAMAN (Nathan), *Warrior King : The Triumph and Betrayal of an American Commander in Iraq*, New-York: St Martin's Press, 2008. (commandant de bataillon à Samarra entre l'été 2003 et l'été 2004)

SEPP (Kalev), interview, PBS Frontline, 19 juin 2007. (conseiller COIN de Casey)

STEWART (Rory), *The Prince of the Marshes and other Occupational Hazards of a Year in Iraq*, New-York: Houghton-Mifflin, 2006. (diplomate britannique représentant la CPA dans le sud de l'Irak)

SUTHERLAND (David), interview menée par Kimberly Kagan de l'Institute for the Study of War, 25 octobre 2007. (commandant de brigade à Diyala lors du *surge*)

TOOLAN (John), Interview PBS Frontline, 21 juin 2005.

VAN BUREN (Peter), *We Meant Well : How I Helped Lose The Battle For The Hearts and Minds of The Iraqi People*, New-York: Metropolitan Books, 2011. (fonctionnaire du département d'Etat chargé de la reconstruction économique et politique en Anbar en 2008-2010)

WALLACE (William S.), Interview du *Contemporary Operations Study Team*, Fort Leavenworth, 22 mai 2006. (général commandant le TRADOC)

WEST (Owen), *The Snake Eaters*, New-York : Free Press, 2012. (Officier de réserve des Marines chargé d'encadrer des MiTT en Anbar 2005-2007)

ZELIKOW (Philip), Interview, PBS Frontline, 19 juin 2007. (Conseiller de Condoleeza Rice)

5) REVUES PROFESSIONNELLES DES INSTITUTIONS MILITAIRES :

Les articles sont classés par thèmes ou chronologiquement au sein de chaque revue.

5-1) Military Review :

Les numéros de la revue sont disponibles sur le site du *Combined Arms Center*.

HISTOIRE:

BUNDT (Thomas S.), « An Unconventional War : the Philippine Insurrection 1899 », mars-avril 2004.

CASSIDY (Robert M.) « Winning the War of the Flea : Lessons from Guerrilla Warfare », septembre-octobre 2004.

CAMPBELL (James D.), « French Algeria and British Northern Ireland : Legitimacy and the Rule of Law in Low-Intensity Conflict », mars-avril 2005.

LINN McALLISTER (Brian), « The Philippines : Nationbuilding and Pacification », mars-avril 2005.

BYLER (Charles), « Pacifying the Moros : American Military Government in the Southern Philippines 1899-1903 », mai-juin 2005.

ANDRADE (Dale) et WILBANKS (James H.), « CORDS/Phoenix : Counterinsurgency Lessons from Vietnam for the Future », mars-avril 2006.

LADWIG III (Walter C.), « Managing Counterinsurgency : Lessons from Malaya », mai-juin 2006

JACKSON (Brian A.), « Counterinsurgency intelligence in a 'Long War' : The British Experience in Northern Ireland », janvier-février 2007.

OPERATIONS:

TODD (Jess T.), « The 101st Division in Iraq: Televising Freedom. », novembre-décembre 2004.

BATISTE (John) et DANIELS (Paul), « Fighting for Samarra : Full-Spectrum Operations in Modern Warfare », mai-juin 2005.

GRIER (James K.), « Operation Knockout. COIN in Iraq », novembre-décembre 2005.

AYLWYN-FOSTER (Nigel), « Changing the Army for Counterinsurgency Operations », novembre-décembre 2005.

PETRAEUS (David), « Learning Counterinsurgency : Observations from Soldiering in Iraq », janvier-février 2006.

STANTON (Paul T.), « Unit Immersion in Mosul : Establishing Stability in Transition », juillet-août 2006.

GIBSON (Chris), « Battlefield Victories and Strategic Success : The Path Forward in Iraq », septembre-octobre 2006.

NUMERO SPECIAL *Counterinsurgency Reader*, octobre 2006.

WEST (Francis J. « Bing »), « American Military Performance in Iraq », septembre-octobre 2006.

PATRIQUIN (Travis), « Using Occam's Razor to Connect the Dots : The Baath Party and the Insurgency in Tal Afar », janvier-février 2007.

EISENSTADT (Michael), « Iraq : Tribal Engagement Lessons Learned », septembre-octobre 2007.

McFARLAND (Sean) et SMITH (Niel), « Anbar Awakens : the Tipping Point », mars-avril 2008.

DOCTRINE ET CONCEPTS:

ANDERSON (George), « Winning the NationBuilding War », septembre-octobre 2004.

LIND (William S.), « Understanding Fourth Generation War », septembre-octobre 2004.

MARKEL (Wade), « Winning Our Own Hearts and Minds : Promotion in Wartime », novembre-décembre 2004.

McFATE (Montgomery), « Anthropology and Counterinsurgency : The Strange Story of their Curious Relationships », mars-avril 2005.

CAVALIERI (David P.), « ‘Stay the Course’ : Nine Planning Theme for Stability and Reconstruction Operations », juillet-août 2005.

McFATE (Montgomery) et JACKSON (Andrea), « An Organizational Solution for DoD’s Cultural Knowledge Needs », juillet-août 2005.

SCALES (Robert H.), « The Second Learning Revolution », janvier-février 2006.

CELESKI (Joseph D.), « Strategic Aspects of Counterinsurgency », mars-avril 2006.

CONE (Robert W.), « The Changing National Training Center », mai-juin 2006.

WALLACE (William S.), « Victory Starts Here ! Changing TRADOC to Meet the Needs of the Army », mai-juin 2006.

KIPP (Jacob), GRAU (Lester), PRINSLOW (Kark) et SMITH(Don), « The Human Terrain System. A new CORDS for the 21st Century », septembre-octobre 2006.

SEWALL (Sarah), « Modernizing US Counterinsurgency Practice : Rethinking Risks and Developing a National Strategy », septembre-octobre 2006.

KISEZLY (John), « Learning about counterinsurgency », mars-avril 2007.

CHIARELLI (Peter W.), « Learning from Our Modern War : The imperatives of Preparing for a Dangerous Future », septembre-octobre 2007.

NAGL (John A.), « Institutionalizing Adaptation : It's Time for an Army Advisor Command », septembre-octobre 2008.

CONNABLE (Ben), « All Our Eggs In a Broken Basket : How the Human Terrain System is Undermining Sustainable Cultural Military Competence », mars-avril 2008.

CONTEXTE OPERATIONNEL:

CHIARELLI (Peter W.) et MICHAELIS (Patrick R.), « Winning the Peace : the Requirement for Full-Spectrum Operations », juillet-août 2005.

CRANE (Conrad C.), « Phase IV operations : Where Wars are really Won », mai-juin 2005.

McFATE (Montgomery), « The Social Context of IEDs », mai-juin 2005.

COHEN (Eliot), CRANE (Conrad), HORVATH (Jan), NAGL (John A.), « Principles, Imperatives and Paradoxes of Counterinsurgency », mars-avril 2006.

KILCULLEN (David), « Twenty-Eight Articles : Fundamentals of Company-Level Counterinsurgency », mai-juin 2006.

OLLIVANT (Douglas A.) et CHEWING (Eric D.), « Producing Victory : Rethinking Conventional Forces in COIN Operations », juillet-août 2006.

WEST (Francis J. « Bing »), « Waiting for Godot in Iraq », janvier-février 2007.

OLLIVANT (Douglas A.) et CHEWING (Eric D.), « Producing Victory : a 2007 Postscript for Implementation », mars-avril 2007.

MANN (Morgan), « The Power Equation : Using Tribal Politics in Counterinsurgency », mai-juin 2007.

PETRAEUS (David), « MNFI Commander's COIN Guidance », septembre-octobre 2008.

5-2) Marine Corps Gazette :

La revue peut-être consultée à titre onéreux à l'adresse :

<http://pqasb.pqarchiver.com/mca-marines/search.html>

2004:

KELLY (John F.), « Tikrit, South to Babylon, part 1 », février

KELLY (John F.), « Tikrit, South to Babylon, part 2 », mars

KELLY (John F.), « Tikrit, South to Babylon, part 3 », avril

CONLIN (Christopher), « What Do You Do For An Encore », septembre

2005:

SCHMITT (Daniel D.), « Waltzing Matilda », janvier

SATTLER (John F.) et WILSON (Daniel H.), « Operation AL FAJR: The Battle of Fallujah Part II, » *Marine Corps Gazette*, vol.89 n°7, juillet

McDANIEL (Lance), « Leaving the Tubes at Home », octobre 2005.

2006:

KILCULLEN (David), « Twenty-Eight Articles : Fundamentals of Company-Level Counterinsurgency », juillet

2009:

CUOMO (Scott), « The Wild, Wild West », *Marine Corps Gazette*, vol.93, n°10, octobre

5-3) Armor:

SMITH (Niel), « Retaking Saa'd: Successful Counterinsurgency in Tal Afar », *Armor*, juillet-août 2007.

NUMERO SPECIAL *Counterinsurgency Selected Works*, septembre-octobre 2008.

5-4) Proceedings et Seapower Magazine :

1999:

BRILL (Arthur P.), « The Three Blocks War », *SeaPower*, vol.42 n°11, novembre

2005:

FRIEDMAN (Norman), « Have We Found a Weapon to Fight IEDs in Iraq? », *Proceedings*, vol.131, n°5, mai

2006:

HILBURN (Matt), « Policing the Insurgents », *Seapower Magazine*, Mars

2008:

LUBIN (Andrew), « Ramadi: From the Caliphate To Capitalism », *Proceedings*, avril

5-5) Joint Forces Quarterly:

2005:

McFATE (Montgomery), « The Military Utility of Understanding Adversary Culture », *Joint Forces Quarterly*, n°38, automne

2008:

MARTINS (Mark S.), « The Commander's Emergency Response Program », *Joint Force Quarterly*, n°37, automne

2010:

NAGL (John A.), « Constructing the Legacy of Field Manual », *Joint Forces Quarterly*, vol.58, 3^{ème} trimestre

5-6) Parameters :

Revue du War College accessible à l'adresse :

<http://www.carlisle.army.mil/usawc/Parameters/>

HISTOIRE:

CASSIDY (Robert M.), « Prophets or Praetorians ? The Uptonian Paradox and the Powell Corollary », automne 2003

CASSIDY (Robert M.), « Back to the Street without Joy : Counterinsurgency Lessons from Vietnam and other Small Wars », été 2004.

DEADY (Timothy K.), « Lessons from a Successful Counterinsurgency : the Philippines 1899-1902 », printemps 2005.

JONES (Franck L.), « Blowtorch : Robert Komer and the Making of the Vietnam Pacification Policy », automne 2005.

MARKEL (Wade), « Draining the Swamp : The British Strategy of Population Control », printemps 2006.

DiMARCO (Lou), « Torture and guerre révolutionnaire in the Algerian War », été 2007.

HOFFMAN (Franck G.), « Neoclassical counterinsurgency », été 2007.

DEBATS STRATEGIQUES:

TOMES (Robert R.), « Relearning Counterinsurgency Warfare », printemps 2004.

LESSARD (Pierre), « Campaign Design for War... and Peace », été 2005.

RECORD (Jeffrey), « Why the Strong Lose », hiver 2005-2006

PORTER (Patrick), « Good Anthropology, Bad History : The Cultural Turn in Studying War », été 2007.

GENTILE (Gian P.), « A Strategy of Tactics: Population-Centric COIN and the Army », automne 2009.

5-7) Armed Forces Journal :

La revue est essentiellement un espace de débats.

(<http://www.armedforcesjournal.com/>)

2006:

BOOT (Max), « The Corps Should Look to Its Small-Wars Past », mars

PETERS (Ralph), « Blood Borders : How a better Middle East would look », juin

PETERS (Ralph), « The Hearts and Minds Myth : Sorry, but Winning means Killing », septembre

PETERS (Ralph), « Plan B for Iraq : Consider All Options », novembre

2007:

PETERS (Ralph), « Progress and Perils : New Counterinsurgency Manual cheats on History Exam », février

PETERS (Ralph), « Wanted : Occupation Doctrine », avril

YINGLING (Paul C.), « A Failure in Generalship », mai

GENTILE (Gian P.), « Eating Soup with a Spoon : Missing from the New COIN Manual's pages is the imperative to fight », septembre

PETERS (Ralph), « Assessing the Surge », octobre 2007

GENTILE (Gian P.), « The Dogmas of War : a rigid counterinsurgency doctrine obscures Iraq's realities », novembre

2008:

NAGL (John A.), « Iraq : a Better War », août

RICKS (Thomas E.), « Fiasco », août.

2009:

DUNLAP jr (Charles J), « Forget the Lessons of Iraq », janvier

2010:

McGREGOR (Douglas), « Washington's War », octobre

6) REVUES ACADEMIQUES OU UNIVERSITAIRES:

Ces articles parus pendant le temps de l'occupation sont des sources sur la situation en Irak autant que le reflet des débats internes aux Etats-Unis :

BIDDLE (Stephen), « Seeing Baghdad, Thinking Saigon », *Foreign Affairs*, mars-avril 2006

BURNHAM (Gilbert), LAFTA (Riyadh), DOOCY (Shannon), et ROBERTS (Les), « Mortality After the 2003 Invasion of Iraq : A Cross-Sectional Cluster Sample Survey », *The Lancet*, 11 octobre 2006

DESCH (Michael C.), « Bush and the Generals », *Foreign Affairs*, vol.86, n°3, mai-juin 2007

GONZALES (Roberto J.), « Toward Mercenary Anthropology ?The New US Army Counterinsurgency Manual FM 3-24 and the Military-Anthropology Complex », *Anthropology Today*, vol. 23, n°3, juin 2007

GONZALES (Roberto J.), « Human Terrain : Past, present and future implications », *Anthropology Today*, vol. 24 n°1, février 2008

GONZALES (Roberto J.), « Going Tribal : Notes on Pacification in the 21st Century », *Anthropology Today*, vol. 25, n°2, avril 2009

KILCULLEN (David), « Countering Global Insurgency », *Journal of Strategic Studies*, vol. 28, n°4, été 2005

KILCULLEN (David), « Counterinsurgency Redux », *Survival*, vol. 48; n°4, automne 2006

KILCULLEN (David), « Ethics, Politics and Non-State Warfare », *Anthropology Today*, vol. 23, n°3, juin 2007

KLEINFELD (Rachel), « Petraeus the Progressive », *Democracy Journal*, vol. 11, hiver 2009

McFATE (Montgomery), « Building Bridges or Burning Heretics : a Response to Gonzalez in this issue », *Anthropology Today*, vol. 23, n°3, juin 2007

MYERS (Richard B.) et KOHN (Richard H.), « Salute and Disobey », *Foreign Affairs*, vol.86, n°5, septembre-octobre 2007

PRICE (David), « Buying a piece of Anthropology, part 1 », *Anthropology Today*, vol.23, n°3, juin 2007

PRICE (David), « Buying a piece of Anthropology, part 2 », *Anthropology Today*, vol.23, n°5, octobre 2007

ROBERTS (Les), LAFTA (Riyahd), GARFIELD (Richard), KHUDAIRI (Jamal), BURNHAM (Gilbert), « Mortality Before and After 2003 Invasion of Iraq: Cluster Sample Survey », *The Lancet*, 29 octobre 2004

7) THINK TANKS, CENTRES DE RECHERCHE, ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES :

Nous n'avons cité ici que les travaux qui nous ont été importants dans le cadre de cette recherche. Il est évident que ces organismes ont publié davantage sur l'Irak.

7-1) American Enterprise Institute: (néoconservateur)

KAGAN (Frederick W.), *Choosing Victory : A Plan for Success in Iraq*, 5 janvier 2007.

KAGAN (Frederick W.) et KAGAN (Kimberly), « Iranian Influence in the Levant, Iraq and Afghanistan », septembre 2008.

7-2) Center for International and Strategic Studies: (centriste)

CORDESMAN (Anthony H.), *The developing Iraqi Insurgency: Status at End 2004*, 22 décembre 2004

CORDESMAN (Anthony H.), *Saudi Militants in Iraq: Assessment and Kingdom's Response*, 19 septembre 2005

CORDESMAN (Anthony H.), *Iraq's Evolving Insurgency and the Risk of Civil War*, 22 juin 2006

CORDESMAN (Anthony H.), « The US Defense Budget and Changes in US Strategy. Pre FY13 Budget Submission Report, 23 janvier 2012

7-3) Center for a New American Security: (bipartisan, interventionniste liberal)

NAGL (John A.), *Institutionalizing Adaptation : It's Time for a Permanent Army Advisor Corps*, juillet 2007

7-4) Center for Strategic and Budgetary Assessment: (conservateur)

KREPINEVICH (Andrew F.), *The « New » Counterinsurgency Doctrine and the Baghdad Surge: Formula for Success?*, 27 février 2007

7-5) Congressional Research Service: (Think tank officiel du Congrès)

KATZMAN (Kenneth), « Iran's Influence in Iraq », *Congressional Research Service Report for Congress*, 15 novembre 2005

HASSAN (Hussein D.), « Iraq : Milestones Since the Ouster of Saddam Hussein », *Congressional Research Service Report for Congress*, 19 juin 2007.

HASSAN (Hussein D.), « Iraq : Tribal Structure, Social and Political Activities », *Congressional Research Service Report for Congress*, 7 avril 2008.

SHARP (Jeremy M.), « Iraq's New Security Forces: The Challenge of Sectarian and Ethnic Influence », *Congressional Research Service Report for Congress*, 25 mars 2005

SHARP (Jeremy M.) et BLANCHARD (Christopher M.), « Post-War Iraq: Foreign Contribution to Training, Peacekeeping and Reconstruction », *Congressional Research Service Report for Congress*, 25 septembre 2007.

7-6) Foreign Policy Research Institute: (liberal)

HOFFMAN (Franck G.), *Changing Tires on the Fly : The Marines and Postconflict Stability ops*, septembre 2006

7-8) Institute for the Study of War: (néoconservateur)

Ressource extrêmement riche sur les opérations militaires américaines

COCHRANE (Marisa), « Iran and Al Qaeda in Iraq : What's the Connection ? », *Backgrounder* n°26, 20 mars 2008

COCHRANE (Marisa), « The Battle for Basra », *Iraq Report X*, mai 2008.

COCHRANE (Marisa), « Special Groups Regenerate », *Iraq Report XI*, août 2008

DUBIK (James M.), « Building Security Forces and Ministerial Capacity : Iraq as a Primer », *Best Practices in Counterinsurgency*, vol. 1, août 2009.

HAMILTON (Eric), « The Fight for Mosul », *Iraq Report VII*, avril 2008

HAMILTON (Eric), « Expanding Security in Diyala », *Iraq Report IX*, mai 2008

KAGAN (Kimberly), « From 'New Way Forward' To New Commander », *Iraq Report I*, mars 2007.

KAGAN (Kimberly), « Enforcing the Law: the Baghdad Security Plan Begins », *Iraq Report II*, avril 2007.

KAGAN (Kimberly), « The Anbar Awakening: Displacing Al-Qaeda From Its Strongholds in Western Iraq », *Iraq Report III*, avril 2007.

KAGAN (Kimberly), « The Battle for Diyala », *Iraq Report IV*, mai 2007.

KAGAN (Kimberly), « The Real Surge : Preparing for Operation Phantom Thunder », *Iraq Report V*, 6 juillet 2007

KAGAN (Kimberly), « Securing Diyala », *Iraq Report VI*, décembre 2007

WEINER (Scott), « Commentary : Use of Sticky Bombs Increases in Baghdad », 15 décembre 2008

WYER (Sam), « The Islamic State of Iraq and the “Destroying the Walls” Campaign », *Security Update*, 21 septembre 2012.

7-9) International Crisis Group: (ONG siégeant à Bruxelles)

COLLECTIF, « The Next Iraqi War? Sectarianism and Civil Conflict », *Middle East Report*, n°52, 27 février 2006

COLLECTIF, « Loose Ends : Iraq Security Forces Between US Drawdown and Withdrawal », *Middle East Report 99*, 26 octobre 2010

HASHIM (Ahmed S.), « In Their Own words : reading the Iraqi Insurgency », *Middle East Report*, n°50, 15 février 2006

7-10) Iraq Body Count: (initiative indépendante)

Statistiques des pertes irakiennes (2003-2011)

7-11) Iraq Center for Research and Strategic Studies : (think tank irakien)

Public Opinion Survey in Iraq, (novembre 2006, avril 2007 et septembre-octobre 2008)

7-12) New America Foundation: (bipartisan)

OLLIVANT (Douglas A.), « Countering the New Orthodoxy : Reinterpreting Counterinsurgency in Iraq », *National Security Studies Program Policy Paper*, juin 2011.

7-13) RAND corporation :

Think tank influent, ses rapports sont une ressource sur le conflit en Irak ainsi que sur les débats entourant la contre-insurrection et la stratégie à adopter.

COLLECTIF, *Detainee Motivation and Morale Survey*, rapport remis au commandant de la Task Force 134 (Detainee Operations), Multi-National Force-Iraq, Bagdad, automne 2007

BENSAHEL (Nora), OLIKER (Olga), CRANE (Keith), BRENNAN (Rick Jr.), GREGG (Heather S.), SULLIVAN (Thomas) et RATHMEL (Andrew), *After Saddam: Prewar planning and the Occupation of Iraq*, 2008

DOBBINS (James), *America's Role in Nation-Building: From Germany to Iraq*, 2003

GOMPERT (David C.), *Head We Wins : The Cognitive Side of Counterinsurgency (COIN)*, RAND Counterinsurgency Study volume 1, 2007

HOFFMAN (Bruce), *Insurgency and Counterinsurgency in Iraq*, 2004

KILCULLEN (David), David Kilcullen, « Dinosaurs vs. Mammals : Insurgent and Counterinsurgent Adaptation in Iraq, 2007 », présentation devant le groupe « insurrection » de la RAND, 8 mai 2008

LONG (Austin), *On 'Other War': Lessons from Five Decades of RAND Counterinsurgency Research*, 2006.

PAUL (Christopher), CLARKE (Colin P.) et GRILL (Beth), *Victory Has a Thousand Fathers: Sources of Success in Counterinsurgency*, 2010.

PAUL (Christopher), CLARKE (Colin P.) et GRILL (Beth), *Victory Has a Thousand Fathers: Detailed Counterinsurgency Case Studies*, 2010.

RATHMELL (Adam), OLIKER (Olga), KELLY (Teddy K.), BRANNAN (David) et CRANE (Conrad C.), *Developing Iraq's Security Sector: The Coalition Provisional Security Experience*, 2005

PIRNIE (Bruce R.) et O'CONNELL (Edward), *Counterinsurgency in Iraq (2003-2006)*, RAND Counterinsurgency Study volume 2, 2008.

7-14) Strategic Studies Institute (Army War College)

CRANE (Conrad C.) et TERRILL (W. Andrew), *Reconstructing Iraq : Insights, Challenges and Missions for Military Forces in a Post-Conflict Scenario*, Carlisle, 2003.

7-15) US Institute for Peace:

PERITO (Robert M.), « Policing Iraq : Protecting Iraqis from Criminal Violence », mai 2006.

PERITO (Robert M.), « Embedded Provincial Reconstruction Teams », février 2008

7-16) Washington Institute for Near East Policy: (Brookings)

JANABI (Nazar), « Who Won the Battle for Basra? », *Policy Focus*, n°1361, Washington Institute For Near East Policy, 10 avril 2008.

8) INSTITUTS DE SONDAGE:

Les deux instituts Gallup (<http://www.gallup.com/home.aspx>) et Pew Research Center (<http://pewresearch.org/>) produisent des données régulièrement mises à jour et disposent d'archives.

9) ARTICLES DE PRESSE :

La diversité de la presse américaine et sa prolixité en font une source majeure. Toutefois, à partir de 2005-2006, les journalistes occidentaux ne peuvent pratiquement plus quitter la zone verte ou leurs bureaux. De ce fait, ils ont tendance à choisir l'intégration au sein des unités ou bien le fait de se reposer sur des correspondants irakiens. Nous avons donc sélectionné les articles suivants à partir d'une recension systématique des quotidiens, hebdomadaires et mensuels suivants :

The Washington Post (quotidien)

The New York Times (quotidien)

Time Magazine (mensuel)

The Atlantic (mensuel)

The New-Yorker (hebdomadaire)

Harper's Magazine (hebdomadaire)

En sus, nous avons effectué des recherches au sein des organes de presse officiels ou non-officiels des forces armées :

American Armed Forces Press Service (officiel)

MarineTimes (non-officiel)

ArmyTimes (non-officiel)

Les articles cités ci-dessous sont les plus significatifs. Nous avons choisi de les classer par thèmes.

9-1) Opérations militaires :

AMERICAN ARMED FORCES PRESS SERVICE, « US, Iraqi Troops Strike Samarra Insurgents », 1^{er} octobre 2004

ANDERSON (John Ward), « U.S. Widens Offensive in Far Western Iraq », *The Washington Post*, 15 novembre 2005

BAKER (Peter), « An Iraq Success Story's Sad New Chapter », *The Washington Post*, 21 mars 2006

BAUM (Dan), « Battle Lessons », *The New Yorker*, 17 janvier 2005

COLL (Steve), « The General's Dilemma », *The New Yorker*, 8 septembre 2008

KAGAN (Frederick), « A Plan for Victory in Iraq », *The Weekly Standard*, vol. 11, n°35, 29 mai 2006

KAGAN (Kimberly), « The New Strategy in Iraq », *The Weekly Standard*, vol.12, n°40, 9 juillet 2007

KAGAN (Kimberly), « How they Did It : Executing the Winning Strategy in Iraq », *The Weekly Standard*, vol. 13, n°10, 19 novembre 2007

KAGAN (Kimberly) et KAGAN (Frederick), « The Patton of Counterinsurgency : Odierno », *The Weekly Standard*, vol. 13, n°25, 10 mars 2008

KAGAN (Kimberly), « The Second Iran-Iraq War », *The Wall Street Journal*, 3 avril 2008

KLEIN (Joe), « Turning on Al Qaeda in Baquba », *Time*, 21 juin 2007

HESS (Pamela), « New ops planned in wake of Zarqawi hunt », United Press International, 9 juin 2006

LONDONO (Ernesto), « Key Aid to Sadr Arrested in Baghdad », *The Washington Post*, 20 janvier 2007

LOWRY (Richard), « The Joint Campaign Plan », *The Weekly Standard*, 2 août 2007.

MILES (Donna), « Operation Matador Helping Flush Insurgents from Western Iraq », American Forces Press Service, 10 mai 2005

PACKER (Georges), « The Lesson of Tal Afar », *The New Yorker*, 10 avril 2006

PARTLOW (Joshua), « US Boltering Force in Deadly Diyala », *The Washington Post*, 16 avril 2007

POOLE (Oliver), « Operation River Blitz Opens Fresh US Attempts to Crush Terrorists », *The Telegraph*, 22 février 2005

TYSON (Ann Scott), « In a Volatile Region of Iraq, U.S. Military Takes Two Paths », *The Washington Post*, 15 septembre 2006

9-2) Actions des militaires américains en Irak :

ANONYME « In Hunt for Terrorists in Iraq, General is No Armchair Warrior », *The Washington Times*, 2 octobre 2006

AP, « In Iraq, Treading Carefully While Fighting Insurgency », *Baltimore Sun*, 16 novembre 2003

BACEVICH (Andrew), « What's An Iraqi's Life Worth ? », *The Washington Post*, 9 juillet 2006

BOWDEN (Mark), « The Ploy », *The Atlantic Magazine*, mai 2007

BURNS (John F.), « In the General's Blackhawk : Flying Over a Divided Iraq », *The New York Times*, 12 janvier 2004

CHANDRASEKARAN (Rajiv), « Gamble Brings Old Uniforms Back into Style », *The Washington Post*, 7 mai 2004

CHULOV (Martin), « Iraq War Logs : The US Was Part of the Wolf Brigade Operations Against US », *The Guardian*, 28 octobre 2010

DAO (James), « Life and Death Decisions Weigh On Junior Officers », *The New York Times*, 20 décembre 2010

DREYFUSS (Robert), « Phoenix Rising », *The American Prospect*, vol.15, n°1, janvier 2004

FILKINS (Dexter), « Tough New Tactics by U.S. Tighten Grip on Iraq Towns », *The New York Times*, 7 décembre 2003

FILKINS (Dexter), « The General in Charge of Iraqi Forces is Replaced », *The New York Times*, 4 mai 2004

FILKINS (Dexter), « Baghdad's Chaos Undercuts Tack Pursued by U.S. », *The New-York Times*, 6 août 2006

FISHER (Ian), « US Forces Said to Kill 15 Iraqis », *The New York Times*, 30 avril 2003.

GAVRILIS (James A.), « The Mayor of Ar-Rutbah », *Foreign Policy*, 9 novembre 2005

GENTILE (Gian P.), « The Risks of Velvet Gloves », *The Washington Post*, 19 janvier 2004

GORDON (Tom), « Guardsmen Hope Iraqi Trainees Up to The Task », *Birmingham News*, 29 juin 2004.

GOSZTOLA (Kevin), « Cables Reveal More on Wolf Brigade Torture of Iraqis, How It Fueled Violence », *The Dissenter*, 6 septembre 2011

GORDON (Michael R.), « Marines Plan to Use Velvet Glove More Than Iron Fist in Iraq », *The New York Times*, 12 décembre 2003

GORDON (Michael R.), « Deadliest Bomb in Iraq is Made by Iran, US Says », *The New York Times*, 10 février 2007

HENDAWI (Hamza), « U.S. Soldiers Involved in Iraqi Policemen Deaths ‘Just Arrived in City’ », *The Irish Inquirer*, 19 septembre 2003.

HEMMER (Bill), « Reporter Notebook: Cowboys and Indians », *Foxnews.com*, 30 mars 2006

HIRSH (Michael) et BARRY (John), « The Salvador Option, The Pentagon May Put Special-Forces-Led Assassination or Kidnapping Teams in Iraq », *Newsweek*, 8 janvier 2005

KAMBER (Michael), « Sovereign of All They’re Assigned, Captains Have Many Missions to Oversee », *The New York Times*, 21 mars 2008

KAPLAN (Robert D.), « Indian Country », *The Wall Street Journal*, 21 septembre 2004

KATCHADOURIAN (Raffi), « The kill Company », *The New Yorker*, 6-13 juillet 2009

MAAS (Peter), « Professor Nagl’s War », *The New York Times*, 11 janvier 2004.

MALKASIAN (Carter), « A Thin Blue Line in The Sand », *Democracy Journal*, n°5, été 2007

McCARTHY (Rory), « No Regrets or Culprits : Just Cash for Series of Random Killings », *The Guardian*, 26 novembre 2003

McGIRK (Tim), « Collateral Dammage or Civilian Massacre in Haditha », *Time Magazine*, 19 mars 2006

OWENS (Mackubbin), « No Better Friend, ... No Worse Enemy », *National Review Online*, juillet 2003.

PARKER (Ned), « Transition Teams But No Players », *The Los Angeles Times*, 24 décembre 2008.

PARTLOW (Joshua), « What's In A Name ? US Rebrands Iraq's Ex-Insurgents », *The Washington Post*, 25 août 2007

PRESSFIELD (Steven), « It's the Tribe, Stupid ! », *DNI*, octobre 2006

PRIEST (Dana) et WRIGTH (Robin), « Iraq Spy Service Planned by US to Stem Attacks », *The Washington Post*, 11 décembre 2003.

RHODE (David), « Army Enlists Anthropology in War Zones », *The New York Times*, 5 octobre 2007

RICKS (Thomas E.) et SHAHID (Anthony), « A Tale of Two Baghdads », *The Washington Post*, 2 juin 2003

RICKS (Thomas E.), « Marines to Offer New Tactics in Iraq », *The Washington Post*, 7 janvier 2004.

RICKS (Thomas E.), « US Counterinsurgency Academy Giving the Officers a New Mind-Set », *The Washington Post*, 21 février 2006.

RICKS (Thomas E.), « Officers with PhDs Advising War Effort », *The Washington Post*, 5 février 2007.

ROSE (David), « Heads in the Sands », *Vanity Fair*, 12 mai 2009.

SCHMITT (Eric), « New U.S. Commander Sees Shift in Military Role », *The New York Times*, 12 janvier 2005.

SCHMITT (Eric), « Word for Word : A Man Does Not Ask a Man About His Wife », *The New York Times*, 8 janvier 2006

SCHMITT (Eric) et MARSHALL (Carolyn), « In Secret Unit's 'Black Room', A Grim Portrait of US Abuse », *The New York Times*, 19 mars 2006

SCHMITT (Eric) et MARSHALL (Carolyn), « Task-Force 6-26 : Before and After Abu Ghraib, a US Unit Abused Detainees », *The New York Times*, 19 mars 2006.

SHAHID (Anthony), « In Searching Homes, US Troops Crossed The Threshold of Unrest », *The Washington Post*, 30 mai 2003

SHAHID (Anthony), « For Rebuilders of Sadr City, Gratitude Tainted by Mistrust », *The Washington Post*, 17 décembre 2004

SHANKER (Tom), « Special Operations : High Profile, But in Shadow », *The New York Times*, 29 mai 2007

SPENCER (Richard), « US 'On Target' To Withdraw From Iraq Despite Military Misgivings », *The Daily Telegraph*, 11 août 2010

WOODWARD (Bob), « Why Did Violence Plummet? It Wasn't Just the Surge », *The Washington Post*, 8 septembre 2008.

WRIGHT (Robin) et WARRICK (Jobby), « US Teams Weaken Insurgency in Iraq », *The Washington Post*, 6 septembre 2008.

9-3) Institutions militaires américaines :

ANONYME, : « Etiquette : Semper Sensitive », *Harper's Magazine*, vol.1849, n°2

BACON jr (Perry), « The Revolt of the Generals », *Time*, 16 avril 2006

BROWN (Martina), « Hagee : Marine Corps 'Taking Risks' in Areas other than Iraq », *Inside the Navy*, 7 avril 2003.

BURLEIGH (Nina), « McFate's Mission », *Wired Magazine*, septembre 2007

BURUMA (Ian), « Lost in Translation : The Two Minds of Bernard Lewis », *The New Yorker*, 14 juin 2004

CREWDSON (Travis J.), « We Wrote the Book on Counterinsurgency, Litterally », *Marine Corps News*, 29 juin 2006

DEFENSE TECH, « Army Insurgent Manual Author Speaks », 7 novembre 2004

GARAMONE (Jim), « Army, Marines releases new Counterinsurgency Manual », American Forces Press Service, 18 décembre 2006

GONZALES (Roberto J.) et PRICE (David), « When Anthropologists become Counter-insurgents », *Counterpunch*, 28 septembre 2007

GROSSMAN (Elaine), « To Understand Insurgency in Iraq, Read something Old, something New », *Inside the Pentagon*, 2 décembre 2004

HAYDEN (Tom), « The New counterinsurgency », *The Nation*, 24 septembre 2007

KAPLAN (Fred), « Challenging the Generals », *The New York Times*, 26 août 2007

MATHIS (Joel), « Counterinsurgency Center in Kansas to Play Crucial Role in Mideast Wars », *Lawrence Journal*, 1er octobre 2006.

McCORMICK (Cami), « High Time to Move Marines to Afghanistan », *CBSNews*, 11 février 2009

MILLER (T. Christian), « Contractors Outnumbers Troops in Iraq », *The Los Angeles Times*, 4 juillet 2007

NEWBOLD (Gregory), « Why Iraq Was a Mistake », *Time*, 9 avril 2006

« ON WAR, Counterinsurgency Training », *Fredericksburg.com*, 2 novembre 2007.

PACKER (Georges), « Knowing the Enemy : Can Social Scientist Redefine the ‘War on Terror’? », *The New Yorker*, 18 décembre 2006

PETERS (Ralph), « The Counterrevolution in Military Affairs: Fashionable Thinking about Defense Ignores the Great Threats of Our Time », *The Weekly Standard*, vol.11, n°20, 6 février 2006

PRICE (David), « Pilfered Scholarship Devastates General Petraeus’ Counterinsurgency Manual », *Counterpunch*, 30 octobre 2007

SITAMARAN (Ganesh), « Course Correction : My Term at the Afghanistan’s Graduate School of War », *The New Republic*, 8 octobre 2009

TYSON (Ann Scott), « Petraeus Helping Pick New Generals: Army Says Innovation Will Be Rewarded », *The Washington Post*, 17 novembre 2007

WOODWARD (Bob), « You’re Not Accountable, Jack », *The Washington Post*, 9 septembre 2008

9-4) Insurgés, milices et « Fils de l'Irak » :

ACKERMAN (Spencer), « Badr to Worse », *The New Republic*, juillet 2005

AL JAZEERA, « Al-Zarqawi Declares War on Iraqi Shia », 14 septembre 2005

ALLBRITTON (Christopher), « Why Iraq's Police are a Menace », *Time Magazine*, 20 mars 2006

AP, « Bomb Kills Six Iraqi Officers », *The New York Times*, 29 juin 2008

ARANGO (Tim), « Iraqis Sunnis Frustrated As Awakening Loses Clout », *The New York Times*, 3 mai 2010

ARANGO (Tim), « Dozens Killed in Iraq Suicide Attack », *The New York Times*, 18 juillet 2010.

BARR (Cameron W.), « Jailbirds Fly Free in Iraq », *The Christian Science Monitor*, 22 octobre 2002

BRUILLARD (Karin), « Ex-Sadr Aide Held in American Deaths », *The Washington Post*, 23 mars 2007

CHULOV (Martin), « Sons of Iraq Turned the Tide for US, Now They Pay the Price », *The Guardian*, 13 mai 2010.

CHULOV (Martin), « Suicide Bomber Kills Dozens of US-Backed Militias in Baghdad », *The Guardian*, 18 juillet 2010

ENSORE (David) et McINTYRE (James), « Al Qaeda in Irak : Letter from Zarkawi is a Fake », CNN, 13 octobre 2005

FADEL (Leila), « Assassination Replacing Car Bombs in Iraq », *McClatchy*, 9 octobre 2008

FAINARU (Steve), « Guards in Iraq Cite Frequent Shootings », *The Washington Post*, 3 octobre 2007

FARRELL (Stephen), « Mahdi army to stop fighting for 6 months », *The International Herald Tribune*, 30 août 2007

FRAYER (Lauren), « US Soldiers Find Tips Flowing From Rifts Within Powerful Shiite Militia Run By Young Cleric », *Associated Press*, 16 mai 2007

KRAMER (Andrew E.), « US Leaving Sunnis Awakening Comrades-in-Arms in Limbo », *The New York Times*, 13 décembre 2011

KUKIS (Mark), « The Most Dangerous Place in Iraq », *Time Magazine*, 11 décembre 2006

HEES (Pamela), « Iraq Forces Sometimes Own Worst Enemy », *United Press International*, 18 décembre 2006.

LONDONO (Ernesto) et JAFFE (Greg), « Carnage in Baghdad Suggests Sectarian Violence is Far From Over », *The Washington Post*, 20 août 2009.

MAYS (David), « Al Qaida in Iraq Losing, Thanks to Concerned Local Citizens », American Forces Press Service, 28 septembre 2007

MAYS (David), « Concerned Local Citizens Vastly Improve Security in Iraq's Diyala Province », American Forces Press Service, 12 octobre 2007

MAZETTI (Mark) et MOORE (Salomon), « Insurgents Flourish in Iraq's Wild West », *The Los Angeles Times*, 24 mai 2005

McLEARY (Paul), « Meet the Sons of Iraq », *Columbia Journalism Review*, 6 février 2008

McDONELL (Patrick J.), « The Conflict in Iraq: No Shortage of Fighters in Iraq's Wild West », *The Los Angeles Times*, 25 juillet 2004

MORSE (Dan), « Former ‘Sons of Iraq’ Targeted By Insurgents After US Pullout », *The New York Times*, 28 janvier 2012.

MURPHY (Dan), « Attack Deepens Iraq’s Divide » *Christian Science Monitor*, 23 février 2006.

NASR (Octavia), « Al Qaeda in Iraq issues violent manifesto », CNN, 26 août 2005

OPPEL (Richard) et MOORE (Solomon), « Attacks Imperils US-Backed Militias in Iraq », *The New York Times*, 24 janvier 2008

PALEY (Amit R.), « Sadr’s Militia Enforces Cease-Fire with a Deadly Purge », *The Washington Post*, 21 février 2008.

PARKER (Ned), « Mysterious Killings Spread Panic in Iraq », *The Los Angeles Times*, 30 août 2010

PARKER (Ned) et HAMDANI (Ali), « How Violence is Forging a Brutal Divide in Baghdad », *Times of London*, 14 décembre 2010

PARTLOW (Joshua) et AS-IZZU (Saad), « Scores of Sunnis Killed in Baghdad », *The Washington Post*, 10 juillet 2006

PARTLOW (Joshua), « I Don’t Think This Place Is Worth Another Soldier’s Life », *The Washington Post*, 27 octobre 2006

PARTLOW (Joshua), TYSON (Ann Scott) et WRIGHT (Robin), « Bomb Kills a Key Sunni Ally of US », *The Washington Post*, 14 septembre 2007.

RAGHAVAN (Sudarsan), « Iraq’s Sadr Overhauls His Tactics », *The Washington Post*, 20 mai 2007

RAGHAVAN (Sudarsan) et PALEY (Amit R.), « Sunni Forces Losing Patience with US », *The Washington Post*, 28 février 2008

REUTERS, « Iraqi Vow To Fight Al Qaeda After Sheik's Death », 14 septembre 2007

REUTERS, « New Killings in Campaign Against Iraqi Ex-Insurgents », 22 juin 2012

ROSEN (Nir), « Anatomy of a Civil War : Iraq's Descent into Chaos », *Boston Review*, novembre-décembre 2006

RUBIN (Alissa J.), « Conflicts Deepens Between Local Iraqi Governments and US-Backed Sunni Groups », *The New York Times*, 10 février 2008

RUBIN (Alissa J.) et NORDLAND (Rob), « Sunni Militiamen Say Iraq Didn't Keep Job Promises », *The New York Times*, 23 mars 2009

SANDS (David R.), « Shi'ite leader declares cease-fire », *The Washington Times*, 30 août 2007

SHAHID (Anthony), « Iraq's Forbidding 'Triangle of Death' », *The Washington Post*, 23 novembre 2004

SEMPLE (Kirk), « Baghdad Erupts in Mob Violence by Gun and Bomb », *The New York Times*, 10 juillet 2006

SLAVIN (Eric), « Hawr Rajab Rebounds From Attack », *Stars and Stripes*, 4 décembre 2007

TAVERNISE (Sabrina), « Cleric Said to Lose Reins of Parts of Iraqi Militia », *The New York Times*, 28 septembre 2006,

WEST, (Francis J. « Bing »), « A Tale of Two Sheiks », *Slate Magazine*, 29 septembre 2005

WEST (Francis J. « Bing ») et WEST (Owen), « Iraq's Real 'Civil War' », *The Wall Street Journal*, 5 avril 2007

WILLIAMS (Timothy), « Sunnis in Iraq Allied With US Rejoin Rebels », *The New York Times*, 16 octobre 2010

ZAVIS (Alexandra), « Insurgents Prove Slippery in US-Iraqi Hunt in Rural East », *The Los Angeles Times*, 6 janvier 2007.

ZAVIS (Alexandra), « Joint Assault Amid Canals Resume », *The Los Angeles Times*, 12 janvier 2007.

ZIELBAUER (Paul von.), « Civilian Claims on US Suggest the Toll of War », *The New York Times*, 12 avril 2007

9-5) Evènements et analyses de la situation politique irakienne:

ALAM (Hannah), « In Maliki's Hometown, Grief and Questions After Deadly US Raid », *McClatchy*, 29 juin 2008

AP, « Grand Ayatollah Who Was al-Sadr's Mentor Distances Himself From the Anti-US Cleric », 5 septembre 2004

AP, « Iraq : Cleric Al-Sadr Calls for Peaceful Protests », 28 novembre 2008

ARANGO (Tim), « Putting a Megawatt Smile on a Simmering Problem », *The New York Times*, 11 juillet 2012.

AS-JABOURI (Najim Abed), « For Every Iraqi Party, An Army of Its Own », *The New-York Times*, 28 octobre 2009

BENNETT (Brian), « Underestimating al-Sadr—Again, » *TIME*, 11 février 2008

BIDEN jr (Joseph R.) et GELB (Leslie H.), « Federalism, Not Partition », *The Washington Post*, 3 octobre 2007.

DRANSFIELD (Lyndsay), « Iraqis Improve Logistics En Route to Become Self-Sufficient », *American Forces Press Service*, 17 décembre 2008

DREYFUSS (Robert), « Iraq : New Alliance Takes Shape Against Maliki-Sadr Bloc », *The Nation*, 12 octobre 2010

FISHER (Ian) et SENGUPTA (Somini), « Iraq to Offer Amnesty But No Killers Need Apply », *The New York Times*, 4 août 2004

KNICKMEYER (Elen) et FINER (Jonathan), « Iraqi Vote Draws Big Turnout of Sunnis », *The Washington Post*, 16 décembre 2005

KNICKMEYER (Elen) et ANDERSON (John Ward), « Iraq Tells U.S. to Quit Checkpoints: Sadr City Celebrates Lifting of Blockade as Premier Asserts Authority », *The Washington Post*, 1er novembre 2006.

LELAND (John), « Iraq Sentences Sunni Leader to Death », *The New York Times*, 19 novembre 2009

MALIKI (Nouri), « Interview with Iraqi Leader Nouri Al-Maliki : ‘The Tenure of Coalition Troops in Iraq Should Be Limited’ », *Der Spiegel*, 19 juillet 2008

LUBOLD (Gordon), « Iraq’s Maliki Reaches Out to Sunnis in Anbar Province », *Christian Science Monitor*, 7 septembre 2007

MICHAELS (Jim), « Top Leaders in Iraqi National Police Replaced », *USA Today*, 29 janvier 2007

MURPHY (Brian), « Iran’s Top Dissident Cleric Turns Attention to Iraq Chaos », *Associated Press*, 6 octobre 2004

MYERS (Stephen Lee), « Leader Faulted on Using Army in Iraqi Politics », *The New York Times*, 11 février 2010.

PARKER (Chelsea J.), « Sunni Fighters Must Be Treated Fairly By Iraq, US Commander Says », *Associated Press*, 26 décembre 2009

PARKER (Ned), « Iraq's Spy Chief Accuses Badr Militia of Killing Agents », *Middle East Onlines*, 14 octobre 2004

PARKER (Ned), « Divided Iraq Has Two Spy Agencies », *The Los Angeles Times*, 15 avril 2007

PARKER (Ned) et HAMEED (Saif), « Iraq Security Officers Freed, Official Alleges False Arrests », *The Los Angeles Times*, 20 décembre 2008

PETERSON (Scott), « Government, Sunnis Blame Al Qaeda in Iraq for Sunday Bombing », *The Christian Science Monitor*, 19 juillet 2010

RAGHAVAN (Sudarsan), « Top Shiite Cleric in Iraq Raises Concern About Security Pact », *The Washington, Post*, 30 novembre 2008

RADIO FREE EUROPE/RADIO FREE IRAQ, « KDP Says Peshmergas May Merge », 12 mai 2006.

ROBERTSON (Campbell), « Iraqi Government Raid Threatens to Inflamm Province Tensions », *The New York Times*, 19 août 2008

ROBERTSON (Campbell), « Feelings Are Mixed As Iraqis Ponder Security Agreement », *The New York Times*, 28 octobre 2008

SILVERSTEIN (Ken), « The Minister of Civil War : Bayan Jabr, Paul Bremer and the Rise of Iraqi Death Squads », *Harper's Magazine*, août 2006

SPANGLER (Nicolas), « Iraqi Army Raid in Diyala Leaves Provincial Official Dead », *McClatchy*, 19 août 2008

THARP (Mike), « More Sunnis Joining Iraq's National Police », *McClatchy*, 29 mai 2008.

TAVERNISE (Sabrina), « Blackwater : US Contractors Banned by Iraq Over Shootings », *The New York Times*, 18 septembre 2007

WARE (Michael), « Iran's Secret War in Iraq », *Time Magazine*, 15 août 2005

WEAVER (Matthew), « Iraqi Army Not Ready To Take Over Until 2020, Says Country's Top General », *The Guardian*, 12 août 2010

9-6) Evènements liés à la politique américaine :

ARKIN (William M.), « Rumsfeld in Full Retreat », *The Washington Post*, 4 juin 2001.

AP, « Senate Rejects Kerry's Iraq Troops Pullout Bill », 22 juin 2006

BAKER (Peter) et WRIGHT (Robin), « Pelosi, Reid, Urge Bush To Begin Iraq Pullout », *The Washington Post*, 6 janvier 2007.

BANUSIEWICZ (John D.), « 'As Iraqis Stand Up, We Will Stand Down', Bush Tells the Nation », *American Forces Press Service*, 28 juin 2005,

BARNES (Frederick W.), « How Bush Decided on the Surge », *The Weekly Standard*, 4 février 2008

BIGNELL (Paul), « Secret Memos Expose Links Between Oil Firms and Invasion of Iraq », *The Independent*, 19 avril 2011

BLANTON (Dana), « Most Think Troop Is Bush's Last Chance in Iraq », *Foxnews.com*, 18 janvier 2007

BRAIKER (Brian), « Dirge for a 'surge' », *Newsweek*, 20 janvier 2007

BRANIGIN (William) et SCHNEIDER (Howard), « Dodd Introduces Bill To Cap US Troops in Iraq », *The Washington Post*, 17 janvier 2007,

BREMER III (L. Paul), « Iraq's Path to Sovereignty », *The Washington Post*, 8 septembre 2003

BUMILER (Elisabeht), « Redefining the Role of the US Military in Iraq », *The New York Times*, 21 décembre 2008

CBS News, « Kennedy : No Funds For More Troops », *CBS News*, 9 janvier 2007.

CLEMENT (Scott), « Poll Watcher : Obama Ratings Rise May Signal Partisan Shift », *The Washington Post*, 2 novembre 2011

CNN, « Baghdad Violence Forces U.S. to Re-Evaluate Strategy », 19 octobre 2006.

HEALY (Patrick), « After Iraq Trip, Clinton Proposes War Limits », *The New York Times*, 18 janvier 2007.

KENNY (Conor), « New Bills Challenge President Bush's Troop 'Surge' », *PR Watch*, 12 janvier 2007

MURRAY (Shailag), « Obama Bill Sets Date for Troops Withdrawal », *The Washington Post*, 31 janvier 2007

MYERS (Steven Lee), « Bush, In a Shift, Accepts Concept of Iraq Timeline », *The New York Times*, 19 juillet 2008

PAGE (Susan), « Poll : Bush Approval Drop To Low of 29% », *USA Today*, 10 juillet 2007

PAGE (Susan), « Poll : Public Not Swayed By Petraeus », *USA Today*, 19 septembre 2007

10) ARTICLES DE BLOG :

Les blogs sont une ressource incontournable, étant donné leur prolifération, leur participation aux débats et le statut de certains de leurs auteurs. Toutefois, c'est une source à utiliser uniquement pour leur aspect factuel ou bien en les recoupant avec d'autres.

ACKERMAN (Spencer), « How much Counterinsurgency Training ? », *The Washington Independent*, 7 novembre 2008

ACKERMAN (Spencer), « Hundreds in Army Social Sciences Unqualified, Former Boss Says », *Danger Room*, 21 décembre 2010

ACKERMAN (Spencer), « Psst, Military : There's Already a Universal Translator in the App Store », *Danger Room*, 19 avril 2011

ACKERMAN (Spencer), « Raytheon Shows the Army a Universal Translator App », *Danger Room*, 10 octobre 2011

ARDOLINO (Bill), « Politicization of the Iraqi Army in 2009 », *The Long War Journal*, 30 octobre 2009

CARY (Peter), « JIEDDO : the Manhattan Project That Bombed », *The Center for Public Integrity*, 27 mars 2011

ELIOTT (D. J.), « Training the Iraqi National Police », *The Long War Journal*, 3 juillet 2007,

ELIOTT (D.J.), « Iraqi Security Forces Develop Logistics Capabilities », *The Long War Journal*, 22 septembre 2008

GUIRARD (Jim), « David Kilcullen's Call for a New Lexicon », *Small Wars Journal*, 29 juin 2007

KIEL (Paul), « No Iraq 'Surge' Without Hill Ok », *Talking Points Memos*, 9 janvier 2007

KILCULLEN (David), « New Paradigms for 21st Century Conflict », *Small Wars Journal*, 23 juin 2007

KILCULLEN (David), « The Anatomy of a Tribal Revolt », *Small Wars Journal*, 29 août 2007

NUTT (Cullen), « Petraeus's Big Tent », *NJ Perspective*, 8 mars 2008

RATCLIFFE (Verity), « Power Generation : a Top Priority in Iraq », *Middle East Economic Development*, juillet 2012

ROGGIO (Bill), « Sheik Sattar, Leader of the Awakening, Killed in Bombing », *The Long War Journal*, 13 septembre 2007

ROGGIO (Bill), « Iran's Ramazan Corps and the Ratlines into Iraq », *The Long War Journal*, 5 décembre 2007

SANCHEZ (Matt), « 'Awakening' Musters Iraqi Courage Against Al Qaeda », *WND*, 17 septembre 2007

SARGENT (Greg), « Obama's Turn : Says He'll Introduce Iraq Legislation Calling for Phased Withdrawal », *Talking Points Memos*, 17 janvier 2007

SCHACHTMAN (Noah), « How the Technology Almost Lost the War : In Iraq, The Critical Networks Are Social –Not Electronic », *Wired Magazine*, n°15-12, 27 novembre 2007

SCHACHTMAN (Noah), « In Diyala Province, Persuasion By Artillery Fire », *Danger Room*, 23 mai 2008

SCHACHTMAN (Noah), « Gates Pushes For Radical Overhaul of Pentagon Arsenal », *Danger Room*, 6 avril 2009

SIMCOX (Robin), « From Rhetoric to Target : The Islamic State of Iraq-Analysis », *CentralAsia News*, 7 juillet 2012.

THE BUREAU OF INVESTIGATIVE JOURNALISM, « TheWar in Numbers », 22 octobre 2010,

THE HILL, « Senate Efforts to Counter Bush's 'Surge' », *The Hill*, 12 janvier 2007

VISSER (Reidar), « The Enigmatic Second Battle of Basra », *Historiae.org*, 26 mars 2008

VISSER (Reidar), « Biden's 700 years and the dangerous road to a 'settlement' in Iraq », *Historiae.org*, 3 octobre 2008

VISSER (Reidar), « Iraqi Minorities Get Special Representation in the Provincial Elections Law », *Historiae.org*, 3 novembre 2008.

VISSER (Reidar), « Parliament Approves the Second Maliki Government », *Historiae.org*, 21 décembre 2010

WING (Joel), « Critique of 'Testing the Surge', Article Misses Major Factors That Reduced Violence in Iraq », *Musing on Iraq*, 18 juillet 2012

11) DOCUMENTAIRES :

OLDS (Ian) et GARETT (Scott), « Occupation : Dreamland », 78 minutes, 2005

HAAN (Matt) et WARE (Michael), « The Insurgency », PBS Frontline, 60 minutes, 21 février 2006

SMITH (Martin) et GAVIRIA (Marcela), « Gangs of Iraq », 60 minutes, 17 avril 2007

KIRK (Michael), « Endgame », PBS Frontline, 60 minutes, 19 juin 2007,

RATH (Arun), « Rules of Engagement », PBS Frontline, 60 minutes, 19 février 2008

ISW, « Understanding the Surge », Institute for the Study of War, 34 minutes, 10 novembre 2009

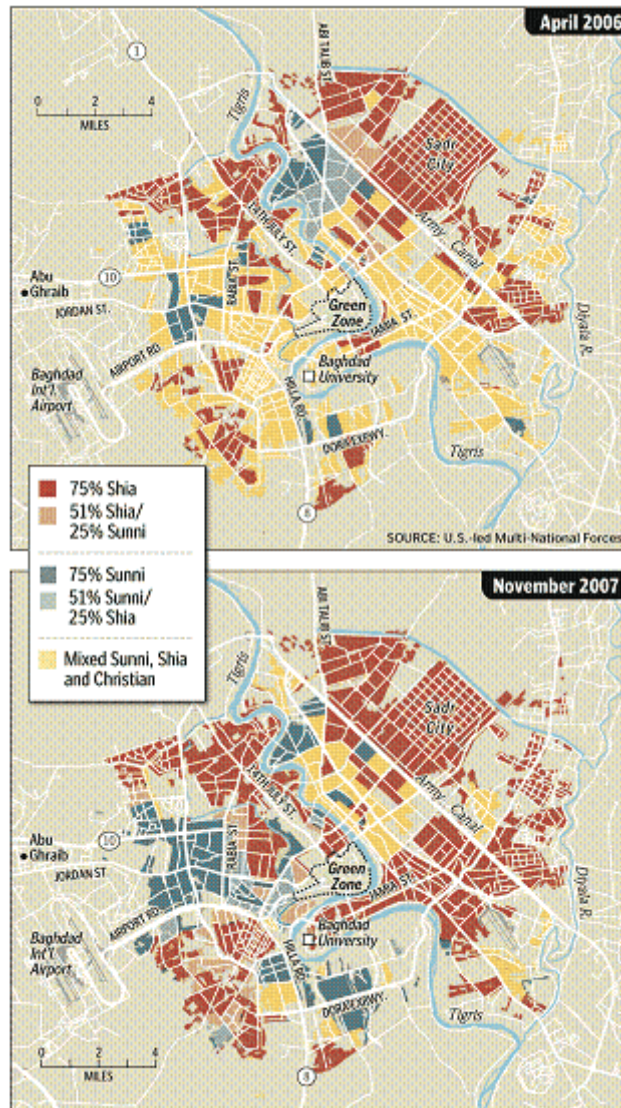
ANNEXES :

Annexe 1 : cartes de l'Irak



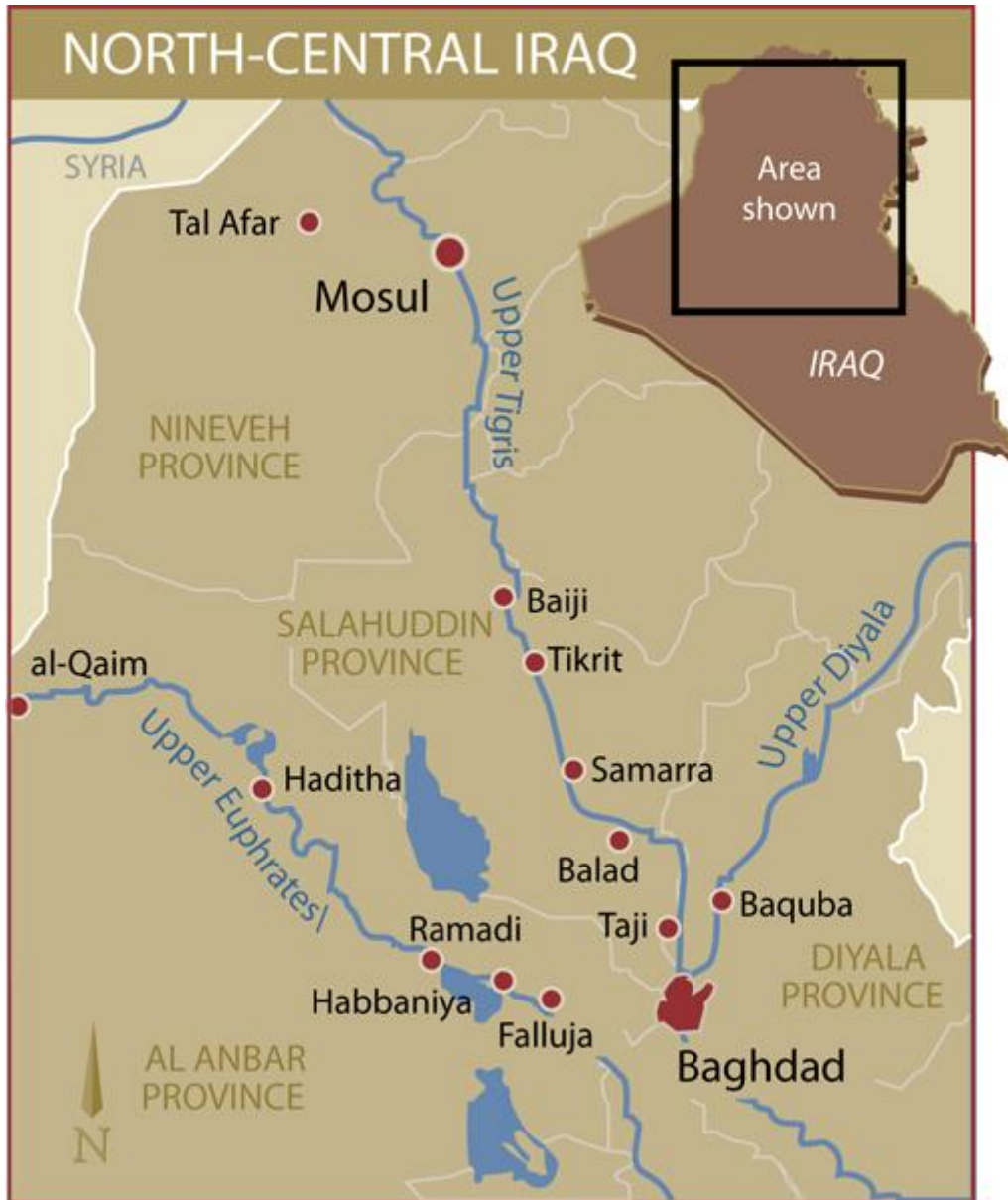
Source : Globalsecurity.org

Carte 1 : les 18 gouvernorats



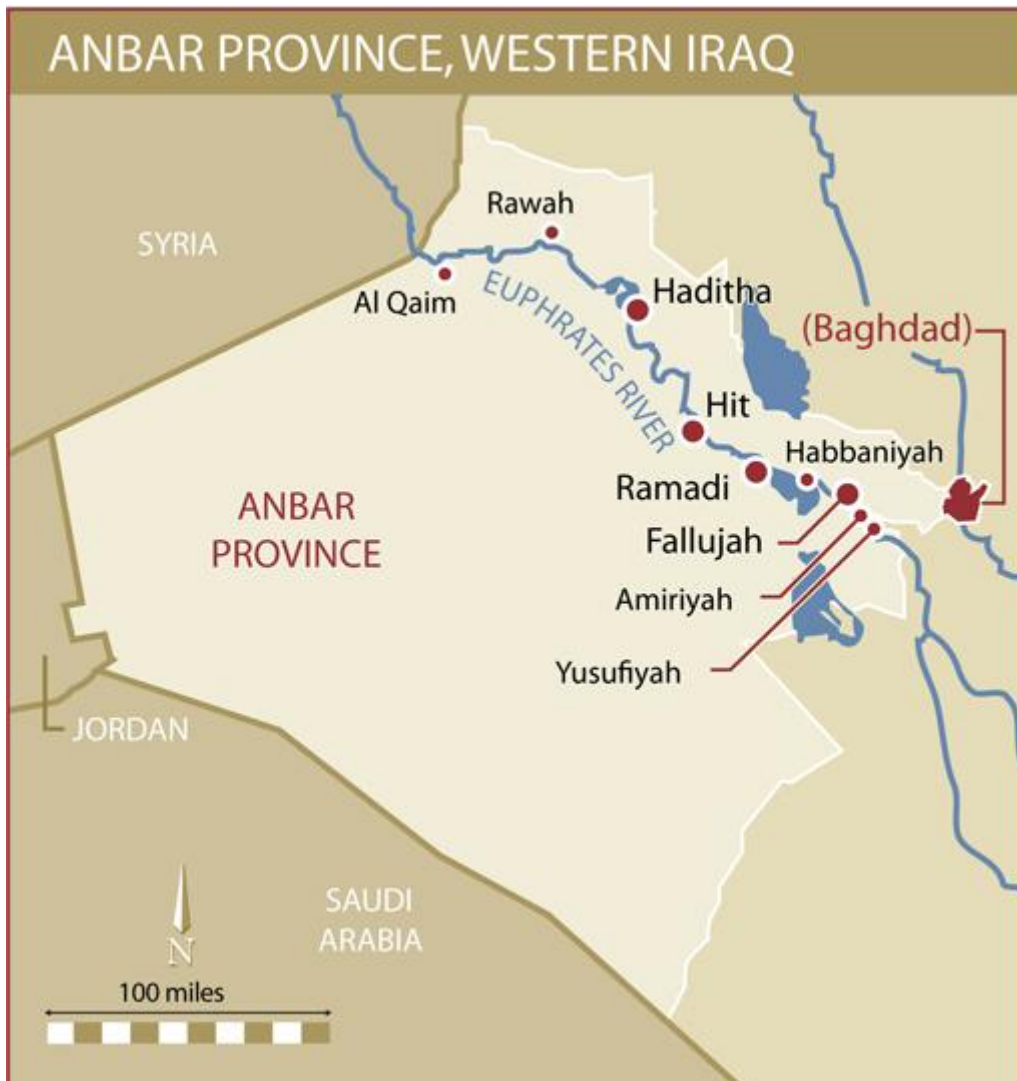
Source: Juan Cole

Carte 3: composition ethnoconfessionnelles (2006-2007)



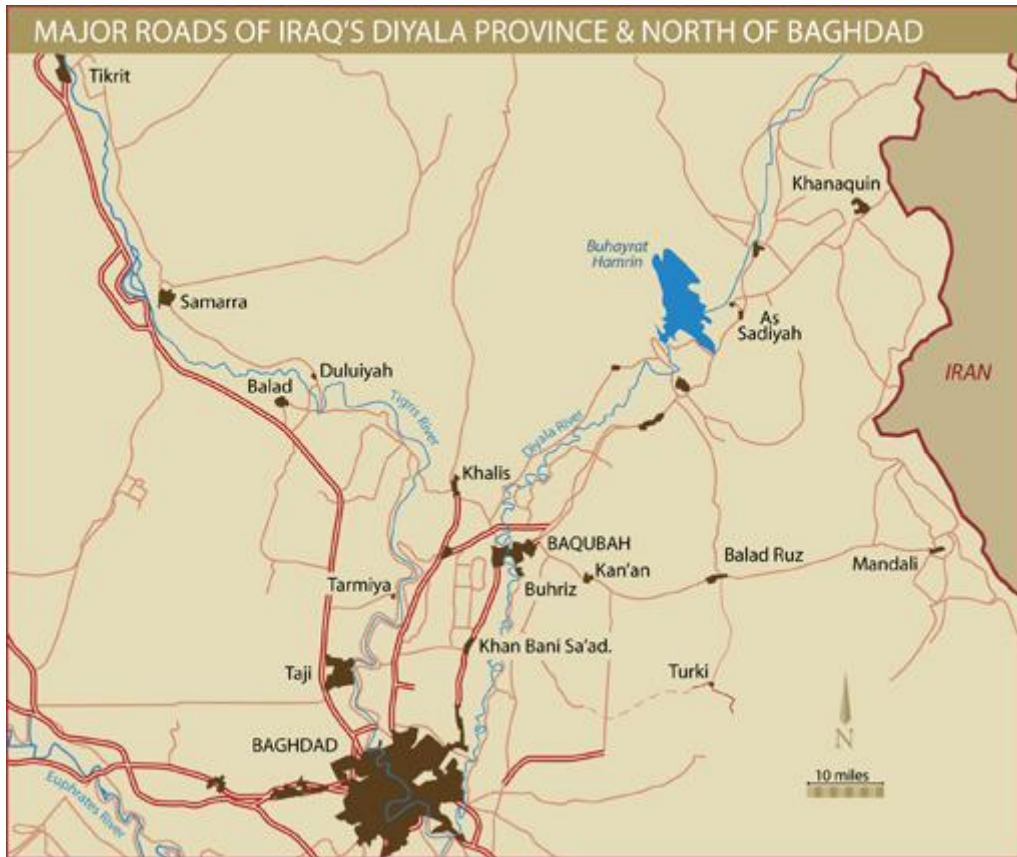
Source: Institute for the Study of War

Carte 4: Irak, centre-nord



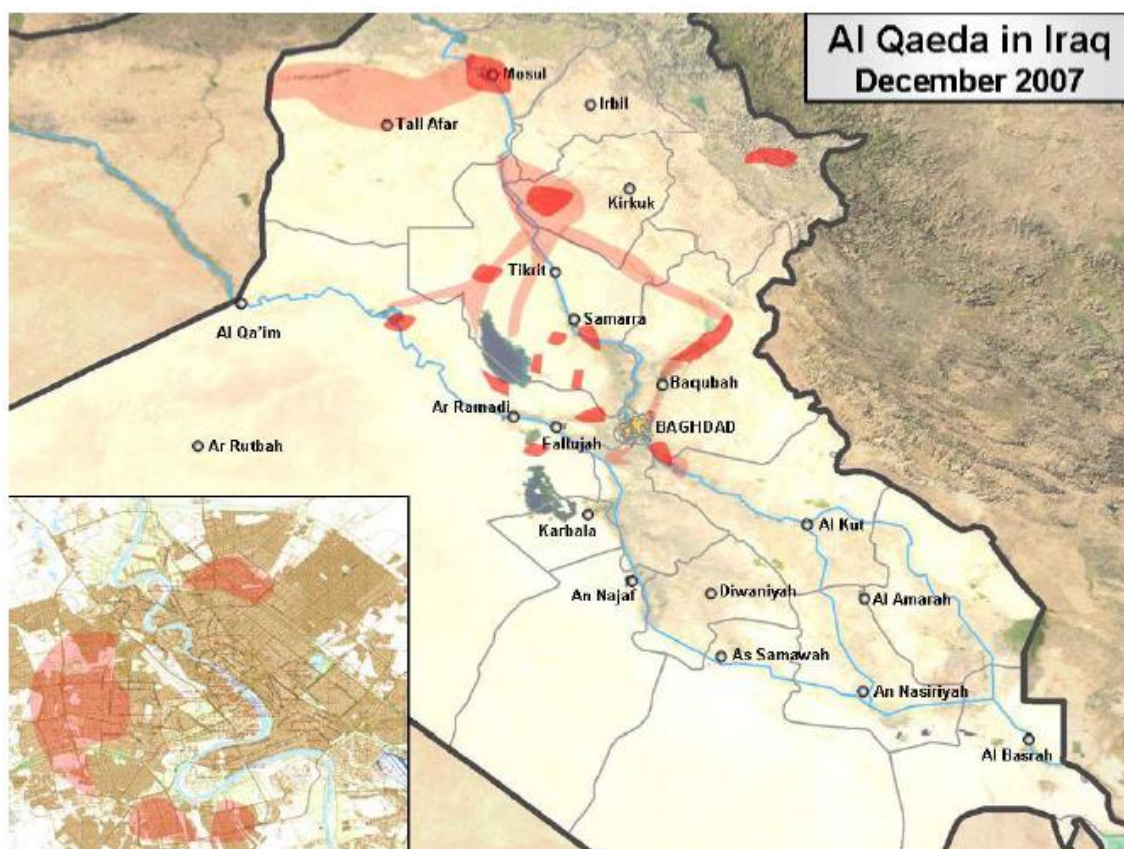
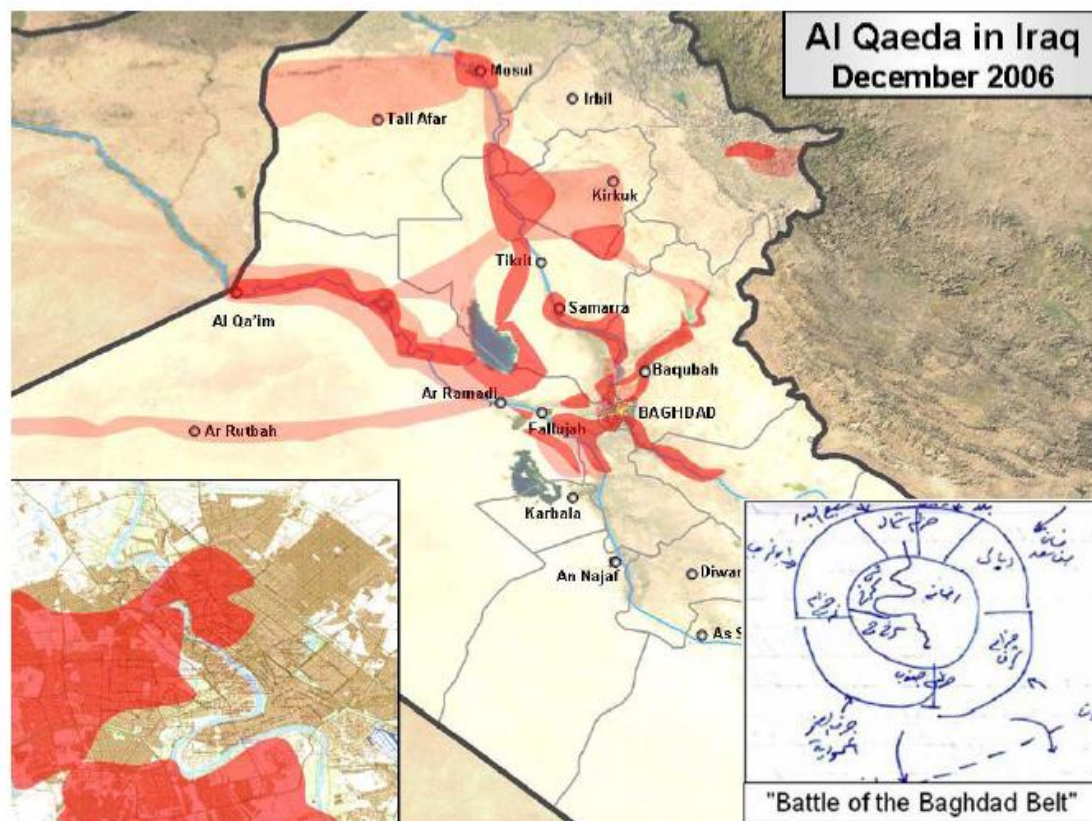
Source: Institute for the Study of War

Carte 5: Irak, Anbar



Source: Institute for the Study of War

Carte 6: Irak, Diyala et nord-est



Source : MNCI

Carte 7 : estimation contrôle AQI décembre 2006-décembre 2007

Annexe 2 : chronologie indicative

19 mars 2003 : début des opérations militaires

9 avril 2003 : prise de Bagdad par les éléments avancés de la 3^{ème} division.

2 mai 2003 : le diplomate Paul Bremer prend la tête de l’Autorité Provisoire de la Coalition (CPA) qui remplace le Bureau de Reconstruction et d’Assistance Humanitaire (ORHA) du général Jay Garner (en fonction depuis le 21 avril).

16 et 23 mai 2003 : l’Autorité provisoire de la coalition annonce la débaasification et débande les forces armées.

22 mai 2003 : résolution 1483 des Nations-Unies institutionnalisant la présence américaine comme « puissance occupante ».

Juin 2003 : opérations *Peninsula Strike* et *Desert Scorpion* contre Balad, Samarra et Tikrit.

14 juin 2003 : le général Ricardo Sanchez prend la tête de la CJTF-7, commandement tactique des forces de la Coalition en Irak.

13 juillet 2003 : création du Conseil Intérimaire de Gouvernement (IGC)

19 août 2003 : attentat suicide contre le siège de l’ONU à Bagdad

29 août 2003 : assassinat de l’ayatollah Hakim à Nadjaf

27 octobre 2003 : attentat à la voiture-piégée contre le siège de la Croix Rouge.

15 novembre 2003 : calendrier de transfert de souveraineté annoncé par les Américains.

13 décembre 2003 : arrestation de Saddam Hussein.

Le soulèvement :

8 mars 2004 : le Conseil Intérimaire de Gouvernement adopte la *Transitional Administrative Law*.

31 mars 2004 : lynchage et mutilation de 4 *contractors* de Blackwater à Fallujah.

4 avril 2004 : premier soulèvement de Moqtada As-Sadr à Sadr City et dans les villes du sud chiite.

5 avril 2004 : première opération sur Falloudja (*Vigilant Justice* puis *Vigilant Resolve*)

28 avril 2004 : révélation du scandale d'Abou Ghraïb.

30 avril 2004 : la 1^{ère} division de Marines abandonne le siège de Fallujah et transfère la responsabilité de la sécurité à la « Brigade de Fallujah » formée d'anciens baasistes.

15 juin 2004 : le général George Casey succède au général Sanchez. Création de la Force-Multinationale-Irak.

28 juin 2004 : transfert de souveraineté au gouvernement intérimaire irakien de Iyad Allaoui.

5 août 2004 : le général Casey signe son plan de campagne. Celui-ci recommande un retrait progressif des troupes au sein de bases avancées à la périphérie des villes.

5-26 août 2004 : deuxième soulèvement de Moqtada As-Sadr qui occupe le sanctuaire de Nadjaf

2-3 octobre 2004 : reconquête de Samarra.

Durant l'Automne : le général Casey ajuste sa stratégie pour permettre aux troupes américaines de sortir de leurs bases afin de sécuriser les futures élections. Parallèlement, il assemble son « *brain trust* », les « Docteurs sans Ordres ».

8-18 novembre 2004 : Opération *Phantom Fury* sur Fallujah

10 novembre 2004 : attaques de la rébellion sunnite sur les bâtiments de la police et des unités irakiennes. Début de la reconquête de Mossoul (jusqu'en janvier 2005)

Un fragile équilibre :

30 janvier 2005 : Elections générales en Irak (Assemblée Constituante, Conseils Provinciaux)

Mars 2005 : la stratégie du général Casey porte désormais l'effort sur la formation et la transition aux Forces de Sécurité Irakiennes (ISF). Le 28 juin 2005, le Président Bush l'approuve dans un discours télévisé.

7 avril 2005 : Ibrahim Al-Jaafari est premier ministre. Son gouvernement n'est réuni au complet qu'un mois plus tard.

Juillet 2005 : le général Casey demande une revue des procédures tactiques de contre-insurrection au sein de ses unités.

22 août 2005 : adoption du texte de la constitution par l'Assemblée constituante.

Septembre 2005 : opération *Steel Curtain* sur la frontière syrienne. Le bataillon Alford à Al Qaim.

Septembre 2005-janvier 2006 : reconquête progressive de Tal Afar par le régiment du colonel Mc Master. Ce succès est présenté comme un modèle par Philip Zelikow, assistant de Condoleeza Rice au Conseil National de Sécurité.

15 octobre 2005 : référendum constitutionnel

19 octobre 2005 : Condoleeza Rice défend le modèle « Clear-Hold-Build » devant la Commission des Affaires Etrangères du Sénat. Cela donne lieu à une « Stratégie Nationale pour la Victoire en Irak » en novembre.

Novembre 2005 : le général Casey crée la *Counterinsurgency Academy* à Camp Taji.

15 décembre 2005 : élections législatives

La guerre civile :

22 février 2006 : attentat contre la mosquée d'or à Samarra.

22 avril 2006 : nomination du premier ministre Nouri As-Maliki après plus de 5 mois de négociations entre les partis de la coalition au pouvoir.

Mai 2006 : Frédérick Kagan publie un « plan pour la victoire en Irak » dans les colonnes du *Weekly Standard*, annonçant un lobbying intense pour le *surge*.

7 juin 2006 : mort de Abou Moussab As-Zarqaoui

13-14 juin 2006 : réunion des principaux conseillers du président Bush à Camp David afin de réviser la stratégie en Irak.

9 juillet-début août 2006 : opération *Together Forward I*

Août 2006-novembre 2006 : opération *Together Forward II*

Septembre 2006 : montée en puissance du « Réveil » d'Anbar. Bataille de Ramadi

Septembre 2006 : révision de la stratégie en Irak par le « Conseil des Colonels » convoqué par le président du comité des chefs d'état-major Peter Pace.

15 septembre 2006 : le général Jack Keane, ex-chef d'état-major adjoint de l'*Army* et farouche partisan du plan de Kagan, rencontre Rumsfeld

11 octobre 2006 : adoption d'une loi créant un Etat fédéral Irakien.

Novembre 2006 : élections de mi-mandat aux Etats-Unis. Défaite des Républicains et démission de Donald Rumsfeld.

6 décembre 2006 : remise du rapport Baker-Hamilton au Président Bush

11 décembre 2006 : le général Keane, Stephen Biddle et Eliot Cohen rencontrent le président Bush. Keane défend le plan de Kagan pour le *surge*.

Le surge :

10 janvier 2007 : annonce du *surge* par le président George W. Bush

Janvier 2007 : déploiement de la première brigade (2BCT, 82 Abn), Bagdad

Février 2007 : déploiement de la seconde brigade (4BCT, 1ID), Bagdad

14 février 2007 : lancement du Plan de Sécurité de Bagdad, *Enforcing the Law/Fardh al-Qanoon*.

Mars 2007 : déploiement de la troisième brigade (3BCT, 3ID), couronnes méridionales de Bagdad

Avril 2007 : déploiement de la quatrième brigade (4BCT, 2ID), province de Diyala

6 avril : décret du gouvernement irakien ordonnant la réintégration dans l'armée des militaires exclus en 2003

16 avril : démission de 6 ministres sadristes protestant contre le refus de l'Administration Bush de publier un calendrier de retrait.

Mai 2007 : déploiement de la cinquième et dernière brigade (2BCT, 3ID), couronne sud-est de Bagdad.

15 juin 2007 : Opération *Phantom Thunder* ciblant Arab Jabour (SE), Baqubah (Diyala) et la zone Fallujah, Karmah, Lac Tharthar (Anbar)

13 août 2007 : Opération *Phantom Strike* pour compléter la prise de contrôle des couronnes et détruire les sanctuaires d'AQI tout en ciblant les *leaders* de milices chiïtes.

10-11 septembre 2007 : audition du général David Petraeus et de l'Ambassadeur Ryan Croker devant le Congrès des Etats-Unis.

Janvier 2008 : lancement de *Phantom Phoenix* (jusqu'en avril). Destruction des derniers sanctuaires dans les couronnes méridionales, dans la province de Saladin et celle de Diyala. Début de la phase « Build » à Bagdad. Offensive sur Mossoul.

12 janvier 2008 : l'Assemblée adopte une loi de réhabilitation des anciens membres du Baas.

13 février 2008 : l'Assemblée irakienne adopte une loi d'amnistie, le budget 2008 ainsi que la loi sur les pouvoirs des provinces.

25 mars 2008 : lancement de l'opération *charge des cavaliers* sur Bassorah.

Mars-mai 2008 : affrontements sporadiques entre la Coalition, les Forces de Sécurité Irakiennes et les membres de l'Armée du Mahdi à Sadr City.

10 mai 2008 : opération *Lion's Roar* lancée par le gouvernement irakien contre AQI à Mossou. Elle est poursuivie par *Mother of Two Springs* enclenchée le 29 mai pour démanteler les « réseaux criminels » dans la capitale de la province de Ninive.

Fin juin : opération « Présage de la Paix » menée par les ISF dans la province d'Amarra, à laquelle succède « Présage de la Prospérité » dans celle de Diyala (29 juillet)

Juillet 2008 : la dernière brigade du « surge » quitte l'Irak.

1^{er} septembre 2008 : initialement prévu au 1^{er} juillet mais retardé par une série d'attentats à Ramadi, le transfert de la sécurité de la province d'Anbar aux ISF marque le tournant de la guerre américaine dans cette province symbole de la résistance sunnite.

1^{er} octobre 2008 : transfert de la responsabilité des milices des « Fils de l'Irak » au gouvernement irakien

17 novembre 2008 : signature du *security framework* et du *status of forces agreement*

31 décembre 2008 : entrée en vigueur des deux textes.

L'Irak post-COIN ?

22 janvier 2009 : Barack Obama parle de « retrait responsable » des troupes américaines dans les 16 mois.

31 janvier 2009 : élections aux Assemblées provinciales.

27 février 2009 : annonce par Barack Obama du retrait progressif des forces américaines, lequel doit se terminer au 31 décembre 2011

30 juin 2009 : retrait des forces américaines des villes irakiennes. Transfert aux ISF

13 juillet 2009 : report du référendum sur la question de Kirkouk

Août-octobre : plusieurs attentats spectaculaires visent les ministères irakiens.

6 décembre 2009 : adoption de la loi électorale organisant les élections législatives

7 mars 2010 : élections législatives.

1^{er} août 2010 : retrait des « troupes de combat » américaines. Fin de la transformation des Brigades modulaires en Brigades d'Assistance et de Conseil

21 décembre 2010 : constitution du gouvernement par Nouri As-Maliki

17 décembre 2011 : achèvement du retrait américain. Ne restent que quelques milliers de militaires des forces spéciales.

« L'impuissance de la puissance ? » l'action des militaires américains en Irak (2003-2008) :

L'invasion et l'occupation de l'Irak ont montré les capacités des Etats-Unis de renverser un ordre politique, et les difficultés d'en construire un à leur profit. Le postulat de départ de la présente recherche consiste à s'interroger sur les effets produits par la présence américaine en Irak. Ceux-ci ne peuvent être analysés indépendamment des logiques qui en sont à l'origine ni de l'interaction avec de multiples acteurs. C'est donc à une analyse stratégique que cette interrogation invite : analyse du raisonnement, de l'articulation entre fins, voies et moyens, mais aussi de l'interdépendance entre les actions américaines et celles des acteurs irakiens. A cette aune, l'histoire militaire devient l'occasion d'une étude sociologique de l'utilisation de la force ainsi que des rapports entre sphères politiques et militaires. D'autre part, l'inscription des actions militaires dans un contexte sociopolitique dynamique porte à se poser la question du rôle joué par la coercition dans l'établissement d'un ordre politique au niveau local. Plus largement enfin, cette thèse interroge les prétentions des Etats occidentaux et de la communauté internationale à promouvoir un ordre libéral dans un contexte de consolidation de l'Etat.

Mots clés : contre-insurrection, insurrection, Etats-Unis, puissance, guerre d'Irak (2003-2011), coercition, maintien de la paix, imposition de la paix, consolidation de l'Etat, réforme du secteur de la sécurité, relations civilo-militaire, George W. Bush.

« Is power powerless ? » US military actions in Iraq (2003-2008):

The US invasion and subsequent occupation of Iraq seem to highlight the capability of the United States to overthrow a given political order as well as the difficulties in building another order more favorable to their interests. That research is premised on the analytical necessity to interrogate the effects produced by the American presence in Iraq. Indeed, the effects of military actions cannot be studied independently from their underlying logic. In addition, one has to take into account the dialectical interaction between US military actions and those of the various actors at play in Iraq. Hence a strategic analysis, drawing on the Clausewitzian strategic theory and encompassing the reasoning, the articulation between ends, ways and means, and the interplay between the US and Iraqi actors. In the light of this analysis, military history gives way to a more sociological study of the use of force and of the civil-military relations. Furthermore, as military actions are inscribed in a broader and dynamic sociopolitical context, it is necessary to question the role of coercion in building a political order at the local level. At a higher level, this study questions Western States' and international community's claims to promote a liberal order in a context of state consolidation.

Keywords: counterinsurgency, insurgency, United States, power, Iraq War/Operation Iraqi Freedom (2003-2011), coercion, peacekeeping, peace enforcement, state building, security sector reform, civil-military relations, George W. Bush.

Université Montpellier III-Paul Valéry/Site Saint Charles, 34199 Montpellier Cedex 5 France